

Prestations familiales *2010*



ISSN 0184-6469

Statistiques nationales

Caisse nationale des allocations familiales

Direction des statistiques, des études et de la recherche



Prestations familiales 2010

Statistiques nationales

Pour tous renseignements complémentaires, joindre
Catherine Boissières (01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr).

Décembre 2011

Avant-Propos

Quelques notions pour faciliter la lecture de cette brochure :

- les définitions des **prestations** et les **sigles** figurent respectivement aux pages 6 et 5 ;
- des définitions de notions sous-jacentes à la politique familiale (**Cnaf**, **fonds**, régimes, **prestations Famille**, minima sociaux, aides à l'emploi, risques...) figurent au chapitre 7.

Les comptes de la branche Famille sont commentés « **en bref** » page 9.

Les données **2010 tous régimes** (métropole et Dom) figurent en page 8. *Elles intègrent les dépenses de prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales mais ne relevant pas de la branche Famille.* Le tableau de la page 60 présente les dépenses de prestations et les bénéficiaires correspondants.

** A la différence des brochures précédentes, les dépenses de prestations hors Fnpf intègrent les créances et les indus dans les séries. Une estimation des indus a été intégrée sur la période, depuis la création des différentes prestations.*

** Les commentaires de cette brochure portent sur les données tous régimes (métropole et Dom) en euros courants et en euros constants estimés en « 2010 ».*

Sigles utilisés : M€2010 pour millions d'euros 2010 ; Md€2010 pour milliards d'euros 2010.

o O o

Le chapitre 1 diffuse **les données de la branche Famille agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement (Fnal), des minima sociaux (Rsa, Rmi, Api, Rso) et des différentes aides à l'emploi...**

alors que le chapitre 6 présente les **recettes et les dépenses de la branche Famille** (hors Fnal, Rsa, Rmi, Api, Rso et hors aides à l'emploi).

o O o

Les **prestations directes** tous fonds confondus sont étudiées :

- dans le chapitre 2 sur dix ans ;
- dans le chapitre 3.1 **depuis 1951**. Ce chapitre présente :
 - . l'évolution des dépenses de prestations **en pourcentage du Pib** ;
 - . la part des prestations versées **avec condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille.

o O o

Le chapitre 4 suit les dépenses d'assurance vieillesse des parents au foyer (**Avpf**) depuis 1973 : ces prestations indirectes correspondent à un **transfert à la Cnav**.

o O o

Le chapitre 1 analyse le **financement par l'Etat** rapporté :

- . d'une part, à l'ensemble des prestations légales (directes et indirectes) et des prestations d'action sociale ;
- . et d'autre part, aux produits de la branche Famille agrégés aux remboursements des prestations hors Fnpf.
(*Par ailleurs, les données d'action sociale sont agrégées aux prestations légales par type de prestation. Le financement par l'Etat regroupe celui de la branche Famille, du Fnal, de l'Alt et les remboursements des minima sociaux et des aides.*)

Une troisième approche du financement de l'Etat est présentée au chapitre 6 : ce financement (hors Fnal, Rsa, Rmi, Api, Rso et aides à l'emploi) est comparé aux recettes de la branche Famille.

o O o

Les données agrégées sur les **bénéficiaires tous régimes** sont présentées au chapitre 5.

- Des données plus fines relatives aux bénéficiaires des **Caf** sont diffusées dans le fascicule statistique en ligne sur le site de la Cnaf (www.caf.fr). *Elles servent à estimer certaines données tous régimes.*
- Les régimes spéciaux ne regroupent plus que la SnCF, Edf-Gdf, la RATP.
L'Education nationale a été rattachée aux Caf en juillet 2005, La Poste en juillet 2004, France Télécom et les fonctionnaires hors Education nationale en janvier 2005. Les données Caf sont homogènes depuis 2005.
- La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole diffuse les données concernant les **régimes agricoles**.

o O o

La **législation** relative à la politique familiale est retracée à travers :

- l'évolution de la législation relative aux **prestations depuis 1945** : au chapitre 8.1 pour la **métropole** et au chapitre 8.2 pour les **Dom**. *Le coût des mesures depuis 1997 figure à la fin du chapitre 8.1 ;*
- l'évolution du **taux de cotisation Af** et de la législation relative aux **recettes** qui figure au chapitre 8 de la brochure PF2006 ;
- des séries longues du chapitre 9 relatives aux **barèmes** (montants et plafonds de prestations), Smic, prix, Pib.

Le tableau de la page 7 (TIPF 7902010) présente **les montants des prestations et les plafonds de ressources en pourcentage du Smic**.

Sommaire de la brochure

Prestations Familiales 2010

Statistiques nationales

| | |
|---|----|
| Avant-Propos : <i>une autre analyse du contenu</i> | 2 |
| Sigles | 5 |
| Définition des prestations existant au 1 ^{er} juillet 2010 | 6 |
| Montants des prestations et des plafonds de ressources en pourcentage du Smic | 7 |
| <i>Figure 0.1 : 74 milliards d'euros de charges en 2010 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi</i> | 8 |
| 2010 en bref | 9 |
| <i>Prestations directes et indirectes – Dépenses tous fonds</i> | |
| 1 82,3 milliards d'euros de charges pour la branche Famille, le Fnal, le Rsa, le Rmi, le Rso et les différentes aides au retour à l'emploi versées par les organismes débiteurs des prestations familiales | 11 |
| <p>38 % des prestations légales directes ne relèvent pas de la branche Famille</p> <p>Le financement par l'Etat et les départements (38,4 milliards d'euros) représente 48 % des produits tous fonds, soit 47 % des dépenses de logement hors Alf, 54 % des dépenses de minima sociaux, 33 % des recettes de la Cnaf</p> | |
| 2 Evolution des dépenses <u>en volume</u> en 2010 : - 1,5 % pour les minima sociaux, - 1 % pour les prestations Famille et + 0,2 % pour les aides au logement | 17 |
| <p><i>Quelques rubriques clefs : Bmaf, Af, prestations jeune enfant, Cf, Ars, Asf, Aeelh, App, logement, minima sociaux, frais de tutelle, non-résidence en France, prestations Dom, remboursement de la dette sociale (Crds)</i></p> <p><i>Figures 2.1 : 62,2 milliards de prestations directes, en progression en volume de + 19 % depuis 2000</i></p> <p><i>Figure 2.2 : 12,4 milliards pour les allocations familiales (- 3,8 % en volume depuis 2000), 16 milliards de minima sociaux et d'aides à l'emploi (+ 47 %), 16 milliards pour le logement (+10,4 %)</i></p> <p><i>Figures 2.3-2.4 : 12,4 milliards de prestations jeune enfant, en progression en volume de + 43 % depuis 2000</i></p> <p><i>Figure 2.6 : 5,5 milliards de prestations Famille hors Af et hors jeune enfant, + 7,5 % en volume depuis 2000</i></p> | |
| 3 Les prestations Famille depuis 1951 | 57 |
| <p>1972, tournant de la politique sociale – D'autres dates marquantes : 1972, 1978, 1985, 1991 et 2004</p> <p>Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 46,3 % des prestations Famille</p> <p>Naissance - Accueil des jeunes enfants : 41 % des prestations Famille</p> <p>12,7 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant</p> <p><i>Figure 3.4 : 26,6 % des prestations Famille sont sous condition de ressources contre 23 % en 1973</i></p> <p><i>Figure 3.6 : 1,57 % du Pib en 2010 pour les prestations directes Famille, 0,42 % du Pib pour les prestations indirectes, soit 1,99 % pour la Famille contre 3,7 % en 1951</i></p> | |
| 4 Cotisations vieillesse des parents au foyer prises en charge par la Cnaf : 4,4 milliards en 2010 | 75 |
| <p><i>Encadré 1 relatif aux autres prestations financées mais non versées par la branche Famille : la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus, le congé de paternité...</i></p> | |

| | | |
|----------|---|----|
| 5 | La branche Famille couvre 11,8 millions d'allocataires et 13,8 millions d'enfants | 89 |
| | <i>Quelques rubriques clefs : allocataires, Fnpf, doubles comptes, prestations Famille, démographie, familles nombreuses, Af, Paje, non-indexation du plafond de ressources sur le salaire moyen, Cf, Ars, Asf, Aeeh, minima sociaux, Api, Aah, Rmi, logement</i> | |
| | <i>Figure 5.1: Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille</i> | |
| | <i>Figure 5.2 : Naissances depuis 1984</i> | |
| | <i>Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf)</i> | |
| | <i>Encadré 2 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)</i> | |
| | <i>T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF dans la population française de 0 à 19 ans (données Caf)</i> | |
| | <i>Exploitation détaillée des données Caf relatives aux bénéficiaires : Af, Paje, Aeeh, Ajpp, aides au logement, Aah</i> | |

Les produits et les charges de la branche Famille (hors Fnh, Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...)

| | | |
|----------|--|-----|
| 6 | 51,4 milliards d'euros de produits et 54,1 milliards de charges en 2010 | 127 |
| | <i>Quelques rubriques clefs : financement par l'Etat, Csg, cotisations prises en charge par l'Etat, par la Cnam, cotisations, environnement économique, action sociale, Fnas, gestion, Fnga, convention d'objectifs et de gestion (Cog), droits constatés, nouvelle présentation de la branche, excédents Cnaf et apurement des déficits, Fsv, Fipe, solde cumulé.</i> | |

Législation – Définitions – Barèmes

| | | |
|------------|--|-----|
| 7 | Quelques définitions... | 153 |
| | <i>Quelques rubriques clefs : branche Famille : risque, régimes, fonds (Fnpf, Fnas, Fnga, Fipe, Aei, Fnal), versements de prestations hors Fnpf pour le compte de l'Etat (logement : Apl, Als, Alt ; minima sociaux : Rsa, Rso ; aides à l'emploi), organismes payeurs (Caf, Ccmsa et régimes spéciaux), choix de l'allocataire, population inactive, frais de gestion, contribution Cnaf.</i> | |
| 8.1 | Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945 | 157 |
| | <i>Le coût des mesures de 1997 à 2010 en millions d'euros constants 2010</i> | 188 |
| 8.2 | Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945 | 189 |
| | <i>Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom</i> | 196 |
| 9 | Montants et plafonds de prestations, Smic, prix, Pib | 197 |
| 10 | Liste exhaustive de l'ensemble des tableaux disponibles | 226 |

La version Pdf de la brochure et les fichiers excel retraçant les dépenses et les bénéficiaires de prestations sont disponibles sous caf.fr Qui sommes-nous ? Données statistiques tous régimes.

L'ensemble des fichiers Excel de la brochure 2010 est disponible sur le site
<ftp://userdser:dser@platineprod.csn.cnaf:6370/BrochurePF/PF2010.zip>

Après **décompression** du fichier récupéré, il est possible d'accéder aux tableaux Excel en utilisant le fichier « Asource_liste_tableaux.xls » qui donne la liste exhaustive des tableaux disponibles (avec en colonne de gauche, le nom du fichier où se trouve le tableau).

En cas de problème (lorsque le site professionnel de l'utilisateur interdit l'accès au Certi de Nice), il est actuellement conseillé de consulter le site à son domicile et de rapatrier les données sur son lieu de travail.

Pour tous renseignements complémentaires, joindre Catherine Boissières
(01 45 65 53 40, catherine.boissieres@cnaf.fr).

Liste des sigles utilisés

| | |
|-------------------------|---|
| Aah | Allocation aux adultes handicapés |
| Aas | <i>Aide à la scolarité (ancienne prestation)</i> |
| Ad(i) | Allocation différentielle |
| Aeeh (Aes) | Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (<i>remplace l'allocation d'éducation spéciale, Aes</i>) |
| Af | Allocations familiales |
| Afeama | Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cf. Cmg Paje) |
| Aged | Allocation de garde d'enfant à domicile (cf. Cmg Paje) |
| Ajpp | Allocation journalière de présence parentale |
| Alf | Allocation logement familiale |
| Aline | <i>Allocation d'installation étudiante (2006, jusqu'en juin 2008)</i> |
| Als | Allocation logement sociale |
| Alt | Allocation logement temporaire (Fnal) |
| Alv | Allocation logement virtuelle (financement par la Cnaf de l'Apl) |
| Apa | Allocation personnalisée d'autonomie |
| Ape | <i>Allocation parentale d'éducation (cf. Clca Paje)</i> |
| Api | Allocation de parent isolé |
| Apje | <i>Allocation pour jeune enfant (cf. Paje Ab)</i> |
| Apl | Aide personnalisée au logement |
| Ars | Allocation de rentrée scolaire |
| Asf (Ao) | Allocation de soutien familial (<i>remplace l'allocation orphelin</i>) |
| Aspa | Allocation de solidarité aux personnes âgées (<i>depuis janvier 2007, à la place du minimum vieillesse</i>) |
| Ass | Allocation spécifique de solidarité |
| Avpf | Assurance vieillesse des parents au foyer |
| Bmaf | Base mensuelle de calcul des allocations familiales |
| Cades | Caisse d'amortissement de la dette sociale |
| Cav | Contrat d'avenir |
| Ccss | Commission des comptes de la Sécurité sociale |
| Cdaph | Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (<i>remplace la Cotorep</i>) |
| Cdc | Caisse des dépôts et consignations |
| Cesu | Chèque emploi services universel |
| Cf | Complément familial |
| Ccmsa | Caisse centrale de la mutualité sociale agricole |
| Cirma (Rma) | Contrat d'insertion - Revenu minimum d'activité |
| Cnaf | Caisse nationale des allocations familiales |
| Cnam | Caisse nationale d'assurance maladie |
| Cnav | Caisse nationale d'assurance vieillesse |
| Csa (Cnsa) | Contribution de solidarité pour l'autonomie (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) |
| Crds | Contribution au remboursement de la dette sociale |
| Cr(ph) | Complément de ressources des personnes handicapées |
| Csf | Congé soutien familial |
| Csg | Contribution sociale généralisée |
| Cui | Contrat unique d'insertion |
| Dna | Déclaration nominative annuelle |
| Esat | Etablissement et service d'aide par le travail (<- <i>Cat, centre d'aide par le travail</i>) |
| Eti | Employeurs et travailleurs indépendants |
| Facej | Fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse |
| Fapaippe | Fonds d'abondement du plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (<i>LC 2008 098</i>) |
| Faso | Fonds d'action sociale obligatoire (Dom) |
| Fastif | Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille |
| Fipe | Fonds d'investissement pour la petite enfance |
| Fipsa (Bapsa) | Fonds de financement des prestations sociales agricoles (à la place du Bapsa) |
| Fnal (Fnh) | Fonds national d'aide au logement (<i>fusionné avec le Fonds national de l'habitat en 2006</i>) |
| Fnas, Fnga | Fonds national d'action sociale, Fonds national de la gestion administrative |
| Fnfpe | Fonds national de la protection de l'enfance |
| Fnpf | Fonds national des prestations familiales |
| Fnsa | Fonds national Rsa |
| Fsv | Fonds national de solidarité vieillesse |
| Grph | Garantie de ressources des personnes handicapées |
| Isu | Interlocuteur social unique (<i>cf. recettes des Eti</i>) |
| Lfss | Loi de financement de la Sécurité sociale |
| Mam | Maison d'assistants maternels |
| Md€2010 - M€2010 | Milliards d'euros constants 2010 - Millions d'euros constants 2010 |
| Mva | Majoration pour la vie autonome (Aah) |
| Pah – Pah Am | Prêt à l'amélioration de l'habitat - <i>Prêt à l'amélioration de l'habitat assistant(e) maternel(le)</i> |
| Paippe | Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (2007) |
| Pala | Prêt à l'amélioration du lieu d'accueil (<i>depuis septembre 2011, à la place Pah Am</i>) |
| Paje Ab | Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant |
| Paje C(o)lca | Complément (optionnel) libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant |
| Paje Cmg | Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant |
| Paje Pn | Prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant |
| Pars | Prestation de restauration scolaire (Dom) |
| Pch | Prestation de compensation du handicap |
| Pfm | Prime forfaitaire mensuelle |
| Rmi | Revenu minimum d'insertion |
| Rsa | Revenu de solidarité active |

Définition des prestations en métropole existant au 1^{er} juillet 2010

Un enfant est considéré comme à charge aux sens des prestations :

- jusqu'au mois précédant les 25 ans pour le Rsa ;
- jusqu'au mois précédant les 21 ans pour l'ouverture du droit au Cf et aux aides au logement ;
- **jusqu'au mois précédant les 20 ans** pour les autres prestations ;
- dans la mesure où les revenus des jeunes n'excèdent pas 61 % du Smic 35 heures.

Prestations « Famille »

Af : allocations familiales, versées à partir de deux enfants à charge, avec majorations pour les enfants de plus de 14 ans (sauf pour l'aîné d'une famille de deux enfants) ; allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. Les majorations de plus de 11 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants âgés de moins de 11 ans au 30 avril 2008.

Ars : allocation de rentrée scolaire, modulée en fonction de l'âge des enfants (6-11 ans, 11-15 ans et 15-18 ans), versée sous condition de ressources (Cr).

Cf : complément familial, versé sous condition de ressources aux familles d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.

Asf : allocation de soutien familial, versée pour un enfant recueilli ou pour un enfant élevé par seulement un de ses parents lorsque l'enfant est orphelin, non reconnu ou abandonné par son père ou (et) sa mère. (Est considéré comme abandonné l'enfant dont le parent s'est soustrait ou est hors d'état de faire face à son obligation d'entretien.)

Aeeh : allocation d'éducation de l'enfant handicapé, destinée à couvrir une partie des frais qu'entraîne la charge d'un enfant handicapé de moins de 20 ans. Elle peut être majorée par un complément qui varie en fonction : de la cessation d'activité (totale ou partielle) et/ou de l'embauche ou non d'une tierce personne rémunérée et/ou des frais engagés. Une majoration pour parent isolé est ouverte au bénéficiaire d'un complément attribué pour recours à une tierce personne (y compris lorsque ce recours est effectué par le parent lui-même).

Ajpp : allocation journalière de présence parentale au profit des parents qui cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé (et qui bénéficient d'un congé parental : trois cent dix jours ouvrés au sein d'une période maximale de droit de trois ans). Un complément pour frais, soumis à condition de ressources, peut être versé en fonction des dépenses engagées dans le mois. Les bénéficiaires de l'App peuvent choisir de continuer à bénéficier de cette prestation.

Paje prime à la naissance : versée sous condition de ressources au septième mois de grossesse.

Paje prime d'adoption : versée sous condition de ressources le mois suivant celui de l'arrivée de l'enfant au foyer.

Paje Ab : allocation de base versée sous Cr, pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer).

Paje Clca : complément de libre choix d'activité attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples ou d'adoption simultanée d'au moins trois enfants). Il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité ou adoption). Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant.

Paje Colca : les familles susceptibles de bénéficier d'un Clca à taux plein, à la suite d'une cessation de leur activité pour s'occuper d'au moins trois enfants peuvent choisir ce complément optionnel d'un montant plus important que le Clca à taux plein, versé pendant une période maximale de douze mois décomptés à partir de la naissance de l'enfant de rang 3 ou plus ou de son arrivée au foyer dans le cadre d'une procédure d'adoption.

Paje Cmg : complément libre choix du mode de garde attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle agréé(e) un(e) garde d'enfant à domicile ou par une micro crèche. La famille doit remplir une condition de revenu ou d'activité le mois du début de la garde ou, à défaut le mois suivant

* Lorsque la famille est l'employeur direct, le Cmg comporte deux composantes :

. 1^{re} composante : prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle agréé(e) et partielle pour la ou le garde d'enfant à domicile (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. 2^e composante : une prise en charge partielle de la rémunération versée à la personne assurant la garde. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

* Lorsque la famille n'est pas l'employeur direct, le Cmg consiste en une prise en charge partielle du coût de la garde facturé à la famille par la structure. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du lieu de garde de l'enfant, du nombre et de l'âge de ces derniers et est limité à 85 % du coût facturé. L'aide est versée les mois au cours desquels le nombre d'heure de garde est au moins égal à 16 heures.

Dans ces cas, sous certaines conditions, le montant de la prise en charge de la rémunération ou du coût facturé peut être majoré lorsque la famille fait garder son enfant sur des horaires spécifiques.

Logement : aides sous conditions de ressources

Le montant des aides varie en fonction de la dimension de la famille, de ses revenus, du niveau du loyer ou de la mensualité de remboursement du prêt ainsi que de la localisation du logement. Un barème unique location a été mis en place en 2002.

Apl : aide personnalisée au logement, attribuée lorsque le logement répond à certaines caractéristiques : s'il s'agit d'un logement locatif, il doit avoir fait l'objet d'une convention entre l'Etat et le bailleur ; s'il s'agit d'une opération d'accession, elle doit bénéficier d'un prêt aidé, conventionné, ou d'un prêt à l'accession sociale.

Alf : allocation de logement à caractère familial, versée aux familles ayant un ou plusieurs enfants ou personnes à charge et aux jeunes couples mariés, ne pouvant ouvrir droit à l'Apl.

Als : allocation de logement à caractère social versée à toute personne disposant de faibles ressources et ne pouvant prétendre à l'une des deux autres prestations de logement.

Alt 1 : aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, d'un montant dépendant du nombre de logements et de la capacité d'accueil.

Alt 2 : aide versée aux communes ou personnes morales pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant est forfaitaire et dépend du nombre de places.

Autres prestations : minima sociaux, aides à l'emploi...

Aah : allocation destinée à assurer un revenu minimum aux personnes de 20 à 60 ans ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou compris entre 50 et 80 % et reconnues dans l'incapacité de se procurer un emploi. Peut également être versé, sans cumul possible, une majoration pour vie autonome (**Mva**) ou un complément de ressources (**Crph**) permettant d'assurer la garantie de ressources des personnes handicapées (**Grph**).

Rsa métropole : revenu de solidarité active (métropole), versé à des allocataires de plus de 25 ans en juin 2009, plus de 18 ans en septembre 2010). Le Rsa se substitue au Rmi, à l'Api, au dispositif d'intéressement de ces prestations et aux expérimentations Rsa. Les tableaux statistiques regroupent les dépenses relatives au Rsa et celles de la prime de solidarité active (**Psa**) d'avril 2009.

Rsa socle : montant forfaitaire (= Rmi),

Rsa activité calculé en tenant compte de 62 % des revenus professionnels du foyer, pour les travailleurs pauvres.

Rsa majoré pour les personnes isolées (= Api).

Transferts - Prestations financées par la Cnaf

Avpf : assurance vieillesse du parent au foyer, correspondant à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des personnes bénéficiaires du Cf, de l'allocation de base ou du complément de libre choix d'activité de la Paje, de l'Ajpp, d'un congé de soutien familial ou des personnes ayant un handicap à charge.

Majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus : prise en charge de 85 % du financement de cette mesure par la Cnaf en 2010 et de 100 % à partir de 2011.

Congé de paternité (de onze jours consécutifs au plus) destiné au père à la naissance de son enfant et indemnisé comme les indemnités journalières d'assurance maternité.

TIPF 79_2010 : Montants 2010 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC

| Regroupement des prestations de sans CR à avec CR | | Montant 2010 après CRDS | | Rapport des ressources correspondant au plafond de ressources au SMIC 2008** selon la taille de la famille | | | | | |
|--|--|------------------------------------|-------|--|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| * Prestation sans condition de ressources (CR) | | en % du Smic 2010* | | F 1 E, 1 revenu | F 2 E, 1 revenu | F 3 E, 1 revenu | F 1 E, 2 revenus | F 2 E, 2 revenus | F 3 E, 2 revenus |
| Allocation de soutien familial taux partiel, par enfant | | 7,4 % | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial taux plein, par enfant | | 9,9 % | | | | | | | |
| Allocations familiales : pour chacun des 2 premiers enfants d'une famille de 2 enfants | | 5,3 % | | | | | | | |
| Allocations familiales : par enfant, au-delà du 2 ^e enfant | | 13,5 % | | | | | | | |
| Majoration par enfant plus de 14 ans sauf aîné des familles de 2 enfants (mai 2008) | | 5,3 % | | | | | | | |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (sans complément, par enfant) | | 10,6 % | | Ainsi, l'AB devient sans CR pour les familles percevant le CLCA. | | | | | |
| ... AEEH avec le 6 ^e complément | | 98,6 % | | | | | | | |
| Complément libre choix activité PAJE (CLCA), par famille ayant droit à l'AB PAJE | | | | | | | | | |
| Cessation d'activité (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB) | | 31,8 % | | | | | | | |
| Activité au plus égale à 50 % (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB) | | 20,6 % | | | | | | | |
| 50 % < activité < 80 % (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB) | | 11,9 % | | | | | | | |
| Majoration du CLCA par famille n'ayant pas droit à l'AB PAJE | | 15,1 % | | | | | | | |
| * Les différentes composantes du complément mode de garde (CMG) sont regroupées en prestation modulée en fonction des ressources | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} volet du complément mode de garde (CMG) : prise en charge des cotisations sans CR | | | | | | | | | |
| AM : assistante maternelle (cas général) | | 100 % du montant des cotisations | | Prise en charge sans condition de ressources | | | | | |
| Employée à domicile, enfant de [0-3] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à : | | 35,6 % | | Prise en charge sans condition de ressources | | | | | |
| Employée à domicile, enfant de [3-6] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à : | | 17,9 % | | Prise en charge sans condition de ressources | | | | | |
| 2 ^e volet du complément mode de garde (CMG) : modulation en fonction des ressources | | | | | | | | | |
| Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de moins de 3 ans | | Montant CMG AM par enfant | | | | | | | |
| CMG taux minimum | | 37,9 % | | Taux minimum sans condition de ressources | | | | | |
| CMG taux médian | | 47,4 % | | 3,6 | 4,1 | 4,8 | 3,6 | 4,1 | 4,8 |
| CMG taux maximum | | 56,8 % | | 1,6 | 1,9 | 2,2 | 1,6 | 1,9 | 2,2 |
| Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de [3-6] ans | | | | | | | | | |
| CMG taux minimum | | 18,9 % | | Taux minimum sans condition de ressources | | | | | |
| CMG taux médian | | 23,7 % | | 3,6 | 4,1 | 4,8 | 3,6 | 4,1 | 4,8 |
| CMG taux maximum | | 28,4 % | | 1,6 | 1,9 | 2,2 | 1,6 | 1,9 | 2,2 |
| Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de 3 ans | | Montant CMG à domicile par famille | | | | | | | |
| CMG taux minimum | | 14,2 % | | Taux minimum sans condition de ressources | | | | | |
| CMG taux médian | | 23,7 % | | 3,6 | 4,1 | 4,8 | 3,6 | 4,1 | 4,8 |
| CMG taux maximum | | 37,6 % | | 1,6 | 1,9 | 2,2 | 1,6 | 1,9 | 2,2 |
| Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de [3-6] ans | | Montant CMG à domicile par famille | | | | | | | |
| CMG taux minimum | | 7,1 % | | Taux minimum sans condition de ressources | | | | | |
| CMG taux médian | | 11,8 % | | 3,6 | 4,1 | 4,8 | 3,6 | 4,1 | 4,8 |
| CMG taux maximum | | 18,8 % | | 1,6 | 1,9 | 2,2 | 1,6 | 1,9 | 2,2 |
| * Prestations sous condition de ressources | | | | | | | | | |
| Prime de naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE PN) par naissance | | 75,7 % | | 2,7 | 3,3 | 3,9 | 3,6 | 4,2 | 4,8 |
| Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE AB) par famille | | 15,1 % | | 2,7 | 3,3 | 3,9 | 3,6 | 4,2 | 4,8 |
| Complément familial (CF) par famille de trois enfants et plus (sans cumul avec la PAJE) | | 13,7 % par famille | | 2,9 | | | 3,5 | | |
| Allocation de rentrée scolaire par enfant (ARS annuel /12, équivalent mensuel) | | | | | | | | | |
| Enfant de [6-10 ans] | | 2,0 % | | 1,9 | 2,3 | 2,7 | 1,9 | 2,3 | 2,7 |
| Enfant de [11-14 ans] | | 2,1 % | | 1,9 | 2,3 | 2,7 | 1,9 | 2,3 | 2,7 |
| Enfant de [15-18 ans] | | 2,2 % | | 1,9 | 2,3 | 2,7 | 1,9 | 2,3 | 2,7 |
| * Montant des SMIC mensuel net de référence : | | *2010 | 1 176 | ** SMIC 2008 en €2010 | | | 1 160 | | |

Figure 0.1

74 milliards d'euros de prestations en 2010 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima

Dépenses en milliards d'euros, y compris créances*, indus, frais de tutelle des prestations remboursées par l'Etat.

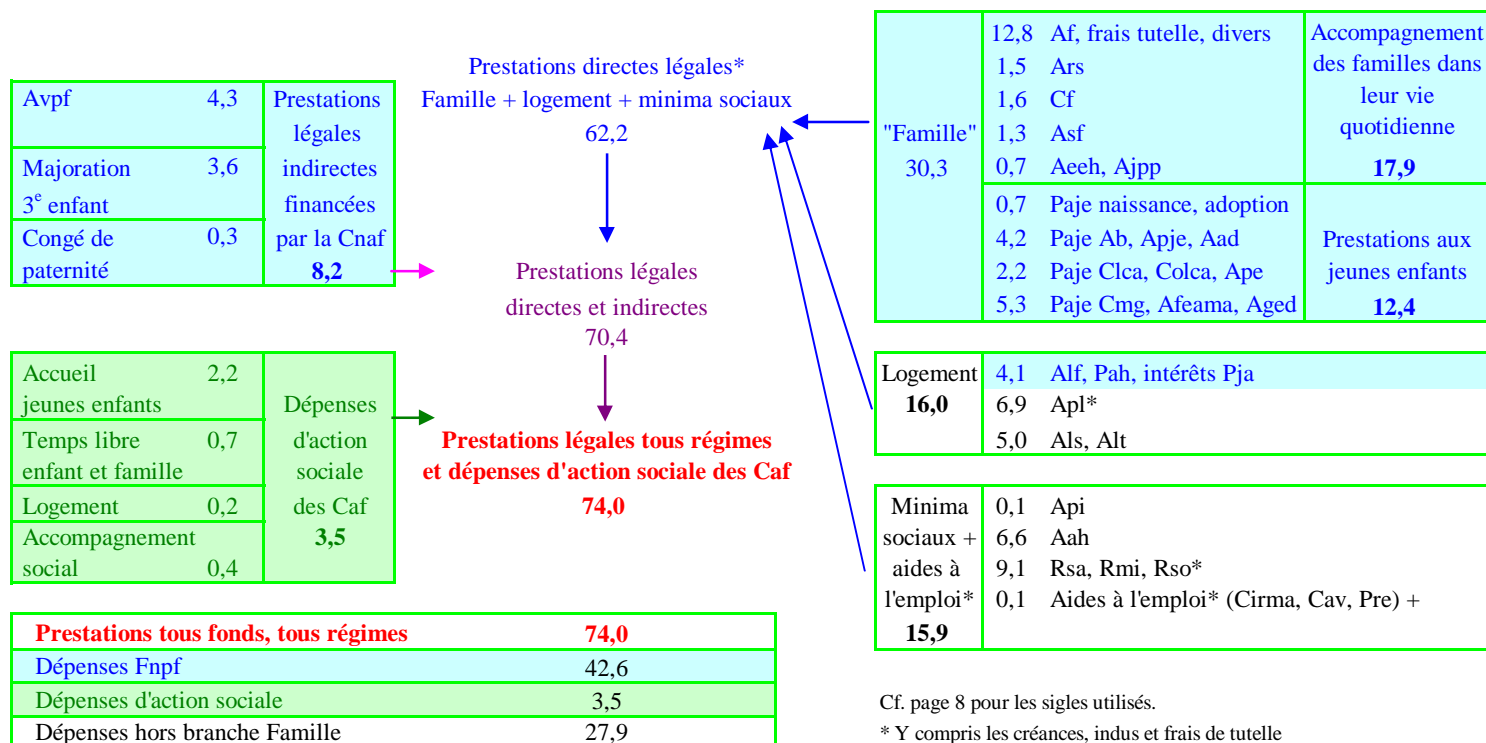
Les dépenses d'action sociale ne sont pas regroupées avec les différents types de prestations légales à la différence de la figure 1.1 du chapitre 1.

Les dépenses de prestations (74 milliards d'euros) se décomposent en :

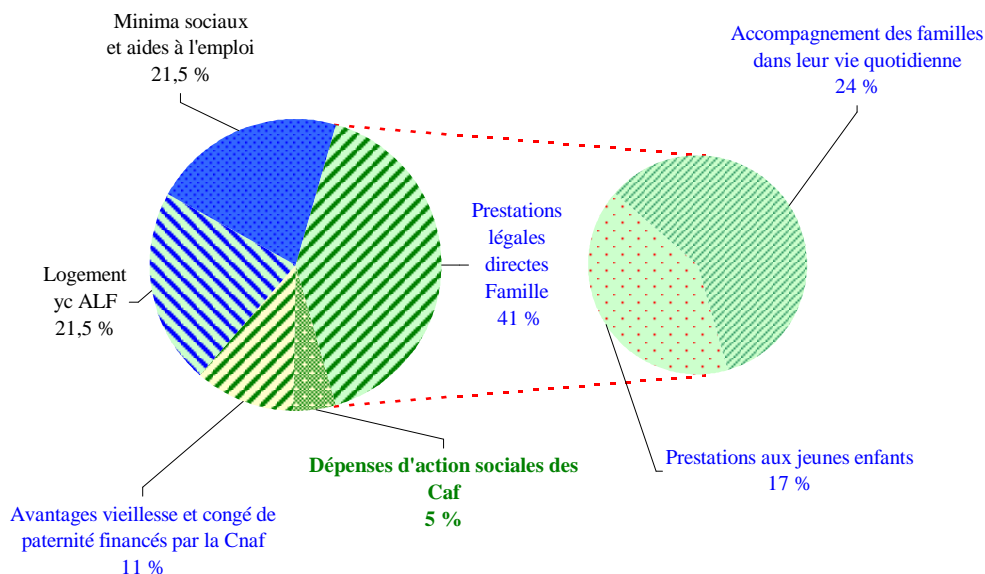
62,2 milliards de prestations légales directes versés par les organismes débiteurs des prestations familiales ;

8,2 milliards d'avantages vieillesse et de congé de paternité financés par la Cnaf ;

3,5 milliards de dépenses d'action sociale des Caf.



Ventilation des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi en 2010



2010 en bref¹

Le déficit de la branche Famille s'établit à – 2,69 milliards d'euros en 2010, soit une détérioration de – 0,86 milliard d'euros entre 2009 et 2010.

L'évolution des produits et des charges entre 2009 et 2010 est présentée hors dépenses d'allocation aux adultes handicapés (Aah) et d'allocation de parent isolé (Api²) qui ne relèvent plus du Fnpf à partir de 2010 et qui figurent désormais en comptes de tiers. Ces dépenses figuraient en recettes et en dépenses de la branche car elles étaient remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah et depuis 1999 pour l'Api.

Les produits nets sont en recul de – 0,57 % en euros courants, hors prise en compte des remboursements de prestations par l'Etat, en raison de la crise économique et financière.

Depuis la mi-2008, la crise économique a provoqué une dégradation très importante de la situation de l'emploi tout au long de l'année 2009 et une reprise très progressive en 2010. Il en résulte une progression modérée de la masse salariale (+1,9 % en moyenne annuelle), qui fait suite au repli historique de 2009 (– 1,3 % en moyenne annuelle), agrégat économique déterminant pour l'évolution des recettes des organismes de la sécurité sociale. Les cotisations sociales sur salaires progressent cependant de +3,1 % en 2010, du fait de la faible augmentation dans le même temps des mesures d'exonérations sur les cotisations sociales. S'agissant des cotisations des non-salariés, les facteurs soutenant la croissance en 2009 (notamment l'opération de régularisation au titre de 2008) ne sont plus à l'œuvre, si bien que ces recettes sont en recul de – 6,6 % en 2010. **L'ensemble des cotisations sociales progresse de + 1,6 %.**

L'ensemble de la Csg et des impôts et taxes affectés régresse de – 0,3 % (avec + 1,5 % pour la CSG, soit un taux inférieur à celui de la masse salariale).

Les reprises sur provisions diminuent très fortement en 2010 par rapport à 2009 (– 73,4 %), du fait des reprises pour provisions pour prestations sociales. Cela s'explique par l'opération de régularisation exceptionnelle en 2009 pour la Paje (surprovisionnement pour le Cmg) qui ne se reproduit pas en 2010.

La progression des charges nettes s'est ralentie en 2010 (+ 1,2 %, hors remboursement de prestations).

Les dépenses de prestations légales du Fnpf progressent de + 0,6 % en 2010, tandis qu'elles augmentaient de + 3,3 % en 2009 (hors prestations remboursées par l'Etat). Les facteurs explicatifs sont les suivants :

- la non-revalorisation de la Bmaf en 2010 après celle de + 3 % en 2009 ;
- un ralentissement de la progression des prestations en faveur de la petite enfance en lien avec la fin de la montée en charge de la Paje : + 2,3 % en 2010 après + 4,5 % en 2009, même si les dépenses de frais de garde continuent de progresser rapidement (+ 5,5 %) ;
- une régression des allocations familiales (– 1,3 % avec une Bmaf non revalorisée) du fait de la montée en charge de la réforme des majorations pour âge qui génère des économies importantes entre 2009 et 2011.

Les prestations extralégales sont en recul sensible de – 5,6 % en 2010, mais l'évolution est ici perturbée par le changement de méthode en 2010 pour l'inscription comptable de la neutralisation des subventions d'équilibre pour les œuvres. Lorsqu'on neutralise cela, l'évolution des dépenses de prestations extralégales est de + 5,4 % en 2010.

Les charges techniques augmentent quant à elles de + 5,3 %, essentiellement dopées par la prise en charge croissante par la branche Famille de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus. Le montant du transfert au Fonds de solidarité vieillesse progresse de + 7,1 % entre 2009 et 2010, la prise en charge par la Cnaf passant de 70 % en 2009 à 85 % en 2010.

Enfin, les dépenses de gestion courante sont en progression rapide par rapport à 2009 (+ 13,8 %) : cela ne tient pas aux charges de personnel qui n'augmentent que de 1 % entre 2009 et 2010 mais à une neutralisation des subventions d'équilibre pour les œuvres (cf. prestations extralégales).

¹ Cf. note 55/DSER 17 mars 2011, Hélène Paris.

² Le revenu de solidarité active (Rsa) a été instauré en France métropolitaine le 1^{er} juin 2009 entraînant, au second semestre, la quasi-extinction de l'Api à laquelle il se substitue. Les dépenses liées au Rsa ne sont pas retracées dans le compte de résultat de la Cnaf. La substitution du Rsa à l'Api est neutre sur le solde, car elle porte aussi bien sur les produits que sur les charges.

Figure 1.1

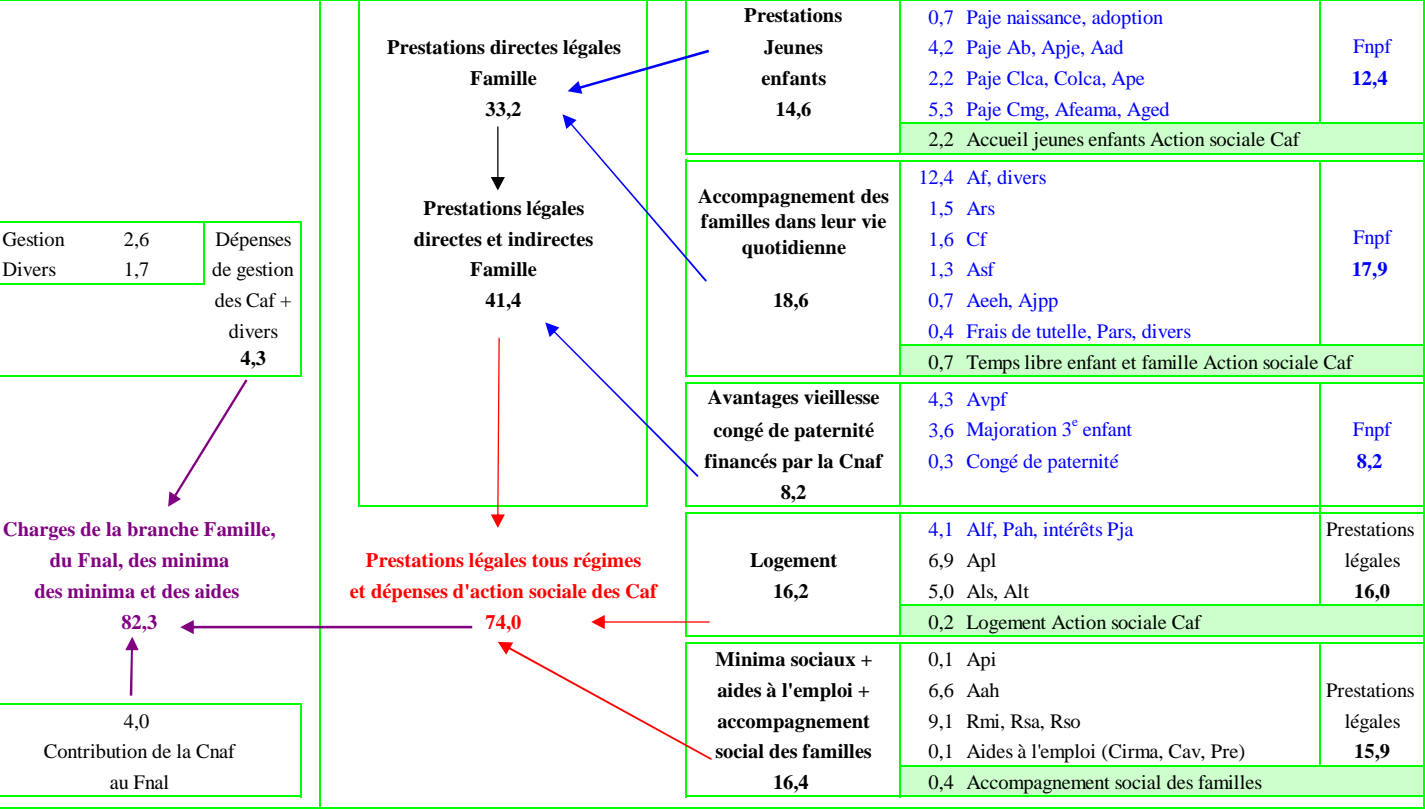
74 milliards de prestations et 82,3 milliards d'euros de charges en 2010 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux (1)

Dépenses y compris les indus, en milliards d'euros

Cette présentation regroupe les dépenses d'action sociale et les prestations légales à la différence de la figure 0.1 (page 5) qui isole les dépenses d'action sociale.

Les dépenses de prestations (72,8 milliards d'euros) représentent 95 % de ces charges. Il s'agit :

- des prestations Famille 40,9 milliards (53 % du total des charges) ;
- des prestations logement 15,9 milliards (21 % du total) ;
- des minima et des aides 16 milliards (21 % du total).

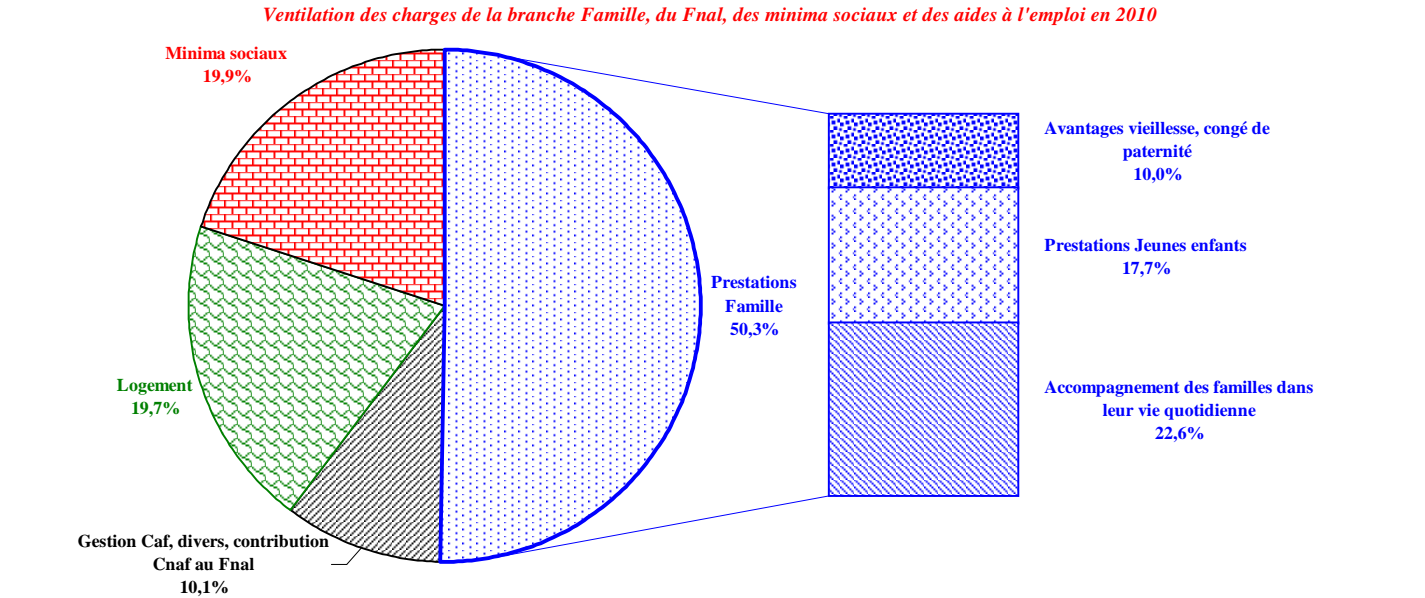


| Prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales | 74,0 | Branche Famille | En % du total des prestations | |
|---|------|--|-------------------------------|-------------|
| | | | Montant | Pourcentage |
| | | | 46,1 | 62 % |
| | | Dépenses de prestations hors branche Famille | 27,9 | 38 % |
| | | | 42,6 | 57 % |
| | | | 3,5 | 5 % |
| | | | 11,9 | 16 % |
| | | | 16,0 | 22 % |

Cf. page 8 de la brochure pour les sigles utilisés.

(1) Y compris les créances, indus et frais de tutelle du Fnal et des minima. Y compris la contribution de la Cnaf au Fnal.

(2) Les dépenses consolidées d'action sociale retenues dans la présentation de la Ccss sont inférieures de 629 M€ à la ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale.



74 milliards d'euros de prestations, 82,3 milliards de charges en 2010 pour la branche Famille, le Fnal, les minima et les aides à l'emploi

Le présent chapitre présente les dépenses provenant de la branche Famille¹ :

- agrégées aux dépenses tous régimes² du fonds national d'aide au logement³ (Fnal), du revenu de solidarité active (Rsa), du revenu minimum d'insertion (Rmi), du revenu de solidarité dans les Dom (Rso) et d'aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales,

- et aux dépenses d'allocation aux adultes handicapés et d'allocation de parent isolé qui ne relèvent plus du Fnpf depuis 2010. *Ces deux prestations⁴ sont regroupées dans les tableaux statistiques avec les minima sociaux.*

L'ensemble ainsi défini couvre :

- 74 milliards d'euros de prestations,
- 82,3 milliards de charges et
- 79,6 milliards de produits (*cf. figure 1.1, T1PF 111 et 121*). Par construction, le solde de cet ensemble correspond au solde de la branche Famille (– 2,7 milliards d'euros en 2010).

74 milliards d'euros de prestations légales et extra-légales

En 2010, **74 milliards d'euros de prestations légales et extra-légales** ont été versés par les caisses d'Allocations familiales (Caf), et par les autres organismes débiteurs des prestations familiales (*caisses de la Mutualité sociale agricole, Edf-Gdf, SnCF, Ratp...*).

Les prestations représentent 90 % des dépenses, la contribution de la Cnaf au financement du Fnal 5 %, les frais de gestion 3 % et le poste « divers » 2 %.

- **56 % des dépenses de prestations concernent la Famille** (41,3 milliards d'euros, *figure 1.1*) dont :

- 20 % concernent les prestations attribuées au jeune enfant (14,6 milliards) ;

- 25 % concernent les autres prestations Famille (hors jeune enfant, 18,6 milliards) ;

- 11 % sont des transferts (8,1 milliards) finançant des prestations non servies par la Cnaf : cotisations d'assurance vieillesse pour le compte de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf, 4,3 milliards), 85 % du coût de la majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus (3,6 milliards) et congé de paternité (0,3 milliard).

- **22 % des dépenses de prestations concernent le logement** (16,2 milliards, *Alf, Als, Apl, Alt, Pah*) ;

- **22 % pour les minima sociaux** et les aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux (16,5 milliards).

La suite du présent chapitre s'attache :

- à la part du Fnpf dans les dépenses de prestations ;
- au financement par l'Etat de l'ensemble des dépenses et de celles de la branche Famille.

38 % des prestations ne relèvent pas de la branche Famille

57 % des prestations (42,6 milliards) relèvent du **fonds national des prestations familiales** (Fnpf) qui finance les prestations Famille au sens strict (prestations légales directes et transferts), l'allocation de logement familiale, les prêts à l'amélioration de l'habitat, la prestation de restauration spécifique (Pars Dom).

5 % correspondent aux dépenses consolidées d'action sociale des Caf (3,5 milliards).

Autour de ce noyau initial sont venues s'agréger, au fil du temps, d'autres prestations sociales versées pour le compte de l'Etat et des départements :

- **les prestations de logement, hors Fnpf** : aide personnalisée au logement (Apl), allocation logement sociale (Als), aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), soit 11,9 milliards d'euros correspondant à 16 % des prestations ;

- **le revenu de solidarité active⁵**, le revenu minimum d'insertion (Rmi), le revenu de solidarité (Rso), les aides à l'emploi : 16 milliards d'euros, soit 22 % des prestations légales et extra-légales.

Les prestations du Fnal et celles relevant des autres mécanismes de solidarité représentent 38 % des prestations (27,9 milliards d'euros).

Le financement de l'Etat et des départements représente 48,2 % des produits tous fonds

- Le financement des dépenses de **logement** hors allocation logement familiale (12,2 milliards, cf. T1PF 13) est assuré en 2010⁶ à :

47 % par l'Etat (5,6 milliards d'euros) ;

22 % par les cotisations des employeurs versées au Fnal (2,6 milliards) ;

33 % par la contribution de la Cnaf au financement de l'Apl (3,90 milliards) et de l'Alt (0,05 milliard). En 2010, la contribution de Cnaf représente 56,7 % des dépenses d'Apl, 57,37 % des dépenses d'Apl des Caf (cf. T1PF 6991).

- Le financement des dépenses de minima sociaux (16,0 milliards, cf. T1PF 13) est assuré en 2010 à :

54,1 % par l'Etat (8,7 milliards d'euros) ;

45,9 % par les départements (7,3 milliards).

- **L'Etat intervient à concurrence de 32,6 % (16,75 milliards d'euros) du côté de recettes 2010 de la Cnaf** (cf. T1PF 121-122). On distingue :

- la contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf⁷ (12,16 milliards d'euros) ;

- les autres impôts et taxes affectés (3,92 milliards d'euros) ;

- les prises en charge de cotisations (0,67 milliard d'euros en 2010 contre 3,3 milliards en 2005, cf. chapitre 6 pour l'évolution des recettes de la Cnaf).

- Les produits 2010 tous fonds (79,6 milliards) sont financés à 39 % par l'Etat (31 milliards d'euros) et à 9,2 % par les départements (7,4 milliards), soit un total de **48,2 % par l'Etat et les départements** (38,4 milliards, cf. T1PF 1232).

Notes

¹ Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le Rapport d'activité de l'Agent comptable depuis 2002. Le cadre est étendu aux comptes consolidés de la branche Famille, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. Par contre, les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf. Les tableaux du chapitre 6 de la présente brochure reprennent les deux présentations.

Par ailleurs, il est à noter que les dépenses consolidées d'action sociale sont inférieures de 629 millions d'euros à la ventilation statistique des dépenses d'action sociale (source DSER). La ventilation des dépenses d'action sociale est disponible à partir de 1995.

A la différence de la figure 0.1, la présentation retenue dans ce chapitre (et la figure 1.1 page 10) intègre les dépenses d'action sociale aux différents regroupements retenus pour les prestations légales. L'action sociale prise en compte est limitée à celle des Caf (en l'absence d'une estimation de l'action sociale Famille de la Ccma).

² Il est à noter que les dépenses de prestations hors Fnpf des régimes agricoles ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf (et dans son rapport d'activité). En 2010, ces dépenses s'élèvent à 766 millions d'euros.

³ En janvier 2006, le Fnal et le fonds national de l'habitat (Fnh) ont fusionné en un seul fonds d'aide au logement.

⁴ L'Aah (créée en 1972) était remboursée par l'Etat depuis 1983, l'Api (créée en 1976) depuis 1999. Ces deux prestations figuraient donc en recettes et en dépenses de la Cnaf depuis la date de leur remboursement.

⁵ Le Rsa, créé en juin 2009, se substitue au Rmi, à l'Api en métropole et à la prime de retour à l'emploi.

⁶ D'une part, le financement du logement intègre des régularisations sur exercices antérieurs, et d'autre part, le taux de financement est calculé par rapport aux dépenses hors frais de gestion (pour être homogène par rapport aux dépenses relatives aux minima sociaux qui sont hors frais de gestion). Ceci explique des taux de financement supérieurs à 100 % (102 % en 2010).

⁷ Le taux de Csg affecté à la Cnaf est de 1,1 % en janvier 2008, avec un élargissement de l'assiette en janvier 2008 (cf. T1PF 78 et chapitre 6).

TIPF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 2001

| Ventilation statistique* tous régimes, métropole + DOM en millions d'euros | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Structure 2010 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---|
| | | | | | | | | | | | Dépenses | Prestations FNPF, AS, transfert Famille |
| Famille | 28 707 | 30 350 | 31 944 | 33 463 | 35 330 | 36 944 | 38 092 | 39 282 | 40 889 | 41 349 | | 56 % |
| 1. Prestations jeune enfant | 8 694 | 9 205 | 9 380 | 10 193 | 11 344 | 12 315 | 12 845 | 13 572 | 14 165 | 14 596 | | 20 % |
| FNPF | 7 711 | 7 999 | 8 135 | 8 648 | 9 494 | 10 441 | 10 911 | 11 576 | 12 102 | 12 379 | | 17 % |
| Accueil des jeunes enfants sur fonds d'action sociale | 982 | 1 205 | 1 245 | 1 545 | 1 850 | 1 874 | 1 934 | 1 996 | 2 063 | 2 217 | | 3 % |
| 2. Famille hors jeune enfant | 16 102 | 16 373 | 16 713 | 17 198 | 17 711 | 17 983 | 18 381 | 18 646 | 19 143 | 18 630 | | 25 % |
| FNPF prestations légales, yc P. restauration spécifique (DOM) | 15 539 | 15 791 | 16 098 | 16 475 | 16 841 | 17 113 | 17 411 | 17 598 | 18 037 | 17 896 | | 24 % |
| Action sociale (dépenses consolidées AS CCSS, hors JE, logement, solidarité) | 563 | 583 | 614 | 723 | 870 | 871 | 970 | 1 048 | 1 105 | 733 | | 1 % |
| 3. Transferts Famille : financement P. indirectes par le FNPF | 3 911 | 4 771 | 5 852 | 6 072 | 6 275 | 6 646 | 6 866 | 7 064 | 7 581 | 8 123 | | 11 % |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) | 3 474 | 3 670 | 3 749 | 3 885 | 3 959 | 4 212 | 4 323 | 4 414 | 4 434 | 4 261 | | 6 % |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | 437 | 902 | 1 895 | 1 965 | 2 087 | 2 185 | 2 291 | 2 386 | 2 883 | 3 600 | | 5 % |
| Congé de paternité | | 199 | 207 | 223 | 230 | 248 | 252 | 264 | 264 | 263 | | 0 % |
| 4. Logement | 12 955 | 13 607 | 13 569 | 14 186 | 14 081 | 14 408 | 14 502 | 15 542 | 15 922 | 16 195 | | 22 % |
| FNPF : ALF, PAH... | 3 038 | 3 224 | 3 262 | 3 469 | 3 493 | 3 611 | 3 669 | 3 949 | 4 098 | 4 148 | | 6 % |
| Hors FNPF : APL, ALS, ALT, ALINE | 9 758 | 10 215 | 10 139 | 10 546 | 10 425 | 10 639 | 10 681 | 11 440 | 11 674 | 11 891 | | 16 % |
| Logement sur fonds d'action sociale | 158 | 167 | 168 | 171 | 164 | 158 | 152 | 152 | 150 | 157 | | 0 % |
| 5. Contribution à la solidarité | 10 063 | 10 604 | 11 025 | 11 890 | 12 596 | 13 281 | 13 801 | 14 009 | 16 452 | 16 441 | | 22 % |
| FNPF hors API, AAH | 3 | 1 | 0 | 0 | | | | | | | | |
| Minima, aides à l'emploi (yc API, AAH sur toute la période) | 9 653 | 10 196 | 10 603 | 11 450 | 12 155 | 12 847 | 13 362 | 13 569 | 16 013 | 16 001 | | 22 % |
| Accompagnement social des familles sur fonds d'action sociale | 407 | 407 | 421 | 440 | 441 | 434 | 439 | 440 | 439 | 440 | | 1 % |
| Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3) | 51 725 | 54 560 | 56 538 | 59 540 | 62 007 | 64 633 | 66 394 | 68 832 | 73 263 | 73 985 | 90 % | 100 % |
| Dont prestations légales directes relevant du FNPF, hors API, AAH | 26 292 | 27 015 | 27 495 | 28 592 | 29 828 | 31 164 | 31 991 | 33 123 | 34 238 | 34 424 | 42 % | 47 % |
| Dont prestations légales indirectes relevant du FNPF | 3 911 | 4 771 | 5 852 | 6 072 | 6 275 | 6 646 | 6 866 | 7 064 | 7 581 | 8 123 | 10 % | 11 % |
| Dont prestations d'action sociale (dépenses consolidées CAF, idem CCSS) | 2 110 | 2 363 | 2 449 | 2 879 | 3 324 | 3 337 | 3 495 | 3 636 | 3 757 | 3 547 | 4 % | 5 % |
| Dont prestations hors FNPF, hors action sociale, yc API, AAH | 19 411 | 20 411 | 20 743 | 21 996 | 22 580 | 23 486 | 24 042 | 25 009 | 27 687 | 27 892 | 34 % | 38 % |
| 6. Gestion et transferts liés à la gestion (CAF) | 1 407 | 1 907 | 1 885 | 1 961 | 2 045 | 2 114 | 2 144 | 2 093 | 2 286 | 2 602 | 3 % | |
| 7. Régularisation, frais de gestion hors branche Famille (= écart financement par ex. - prestations) | | | | | | | 260 | 49 | 323 | 283 | 0,3 % | |
| 8. Contribution de la CNAF au FNAL (double compte conservé en R et en D)** | 3 105 | 3 220 | 3 183 | 3 271 | 3 491 | 3 746 | 3 618 | 3 870 | 3 932 | 4 009 | 5 % | |
| 9. Transfert divers + contribution à l'UNAF + dépenses diverses + Rbt hors AAH, API | 1 124 | 665 | 794 | 714 | 826 | 867 | 906 | 1 876 | 1 696 | 1 395 | 2 % | |
| 10. Ajustement statistique, transferts divers + contribution à l'UNAF + dépenses diverses | -65 | -56 | -51 | -56 | | 3 | 2 | -5 | -22 | -16 | | |
| Charges branche Famille (hors remboursements AAH, API) | 37 883 | 39 886 | 41 605 | 43 432 | 45 788 | 47 876 | 49 022 | 51 658 | 53 468 | 54 368 | 66 % | |
| Charges tous fonds** | 57 294 | 60 296 | 62 348 | 65 429 | 68 368 | 71 362 | 73 324 | 76 717 | 81 478 | 82 259 | 100 % | |
| y compris la contribution de la CNAF au FNAL | | | | | | | | | | | | |

* Données tous régimes pour les prestations légales directes et indirectes (y compris les dépenses des régimes agricoles hors FNPF). Les dépenses d'action sociale ne concernent que les CAF.

** La contribution de la CNAF au FNAL n'était pas prise en compte dans les brochures antérieures à PF2010.

TIPF 112 : Ensemble des prestations par fonds et par type de prestation depuis 1978 en %

| Ventilation statistique en % | 1978 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en points 2010 - 2000 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--|
| Famille | 75 % | 72 % | 65 % | 59 % | 61 % | 55 % | 55 % | 56 % | 57 % | 56 % | 57 % | 57 % | 57 % | 57 % | 56 % | 55,9 % | 0,6 % |
| 1. Prestations jeune enfant | 7 % | 6 % | 4 % | 12 % | 12 % | 17 % | 17 % | 17 % | 17 % | 17 % | 18 % | 19 % | 19 % | 20 % | 19 % | 19,7 % | 3,2 % |
| FNPF | 7 % | 6 % | 4 % | 12 % | 11 % | 15 % | 15 % | 15 % | 14 % | 15 % | 15 % | 16 % | 16 % | 17 % | 17 % | 16,7 % | 2,0 % |
| Accueil des jeunes enfants sur fonds d'action sociale | | | | | 1 % | 2 % | 2 % | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3,0 % | 1,2 % |
| 2. Famille hors jeune enfant | 66 % | 63 % | 54 % | 38 % | 33 % | 32 % | 31 % | 30 % | 30 % | 29 % | 29 % | 28 % | 28 % | 27 % | 26 % | 25,2 % | -6,8 % |
| FNPF prestations légales, yc PARS (DOM) | 66 % | 63 % | 54 % | 38 % | 32 % | 31 % | 30 % | 29 % | 28 % | 28 % | 27 % | 26 % | 26 % | 26 % | 25 % | 24,2 % | -6,4 % |
| Action sociale (hors jeune enfant, logement, solidarité) | | | | | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 2 % | 2 % | 1,0 % | -0,4 % |
| 3. Transferts Famille : financement de prestations par le FNPF | 1 % | 3 % | 7 % | 9 % | 15 % | 7 % | 8 % | 9 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 11,0 % | 4,2 % |
| Assurance vieillesse parent au foyer | 1 % | 3 % | 6 % | 8 % | 15 % | 7 % | 7 % | 7 % | 7 % | 7 % | 6 % | 7 % | 7 % | 6 % | 6 % | 5,8 % | -1,0 % |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse | | | | | | | 1 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 4 % | 4,9 % | 4,9 % |
| Congé de paternité | | | | | | | | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % |
| 4. Logement | 14 % | 16 % | 22 % | 23 % | 23 % | 25 % | 25 % | 25 % | 24 % | 24 % | 23 % | 22 % | 22 % | 23 % | 22 % | 21,9 % | -3,2 % |
| FNPF : ALF, PAH... | 11 % | 10 % | 8 % | 6 % | 5 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 6 % | 5,6 % | 0,0 % |
| Hors FNPF : APL, ALS, ALT, ALINE | 4 % | 6 % | 14 % | 17 % | 18 % | 19 % | 19 % | 19 % | 18 % | 18 % | 17 % | 16 % | 16 % | 17 % | 16 % | 16,1 % | -3,0 % |
| Logement sur fonds d'action sociale | | | | | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | -0,1 % |
| 5. Contribution à la solidarité | 6 % | 8 % | 10 % | 14 % | 16 % | 20 % | 19 % | 19 % | 19 % | 20 % | 20 % | 21 % | 21 % | 20 % | 22 % | 22,2 % | 2,6 % |
| FNPF ASA, hors API, AAH sur toute la période | | | 0,06 % | 0,02 % | | 0,01 % | 0,01 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | | | | | | | 0,0 % |
| Hors FNPF : RSA, RMI, RSO, CIRMA, CAV, PRE... | 6 % | 8 % | 10 % | 14 % | 15 % | 19 % | 19 % | 19 % | 19 % | 19 % | 20 % | 20 % | 20 % | 20 % | 22 % | 21,6 % | 2,8 % |
| Accompagnement social des familles sur fonds d'action sociale | | | | | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | -0,2 % |
| 6. Action sociale (ventilation non disponible avant 1995) | 5 % | 5 % | 4 % | 4 % | | | | | | | | | | | | | |
| Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3) | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Dont prestations légales directes et indirectes du FNPF | 86 % | 82 % | 73 % | 65 % | 63 % | 58 % | 58 % | 58 % | 59 % | 58 % | 58 % | 58 % | 59 % | 58 % | 57 % | 57,5 % | -0,2 % |
| Dont prestations légales directes du FNPF | 84 % | 79 % | 66 % | 56 % | 48 % | 51 % | 51 % | 50 % | 49 % | 48 % | 48 % | 48 % | 48 % | 48 % | 47 % | 46,5 % | -4,4 % |
| Dont prestations légales indirectes du FNPF | 1 % | 3 % | 7 % | 9 % | 15 % | 7 % | 8 % | 9 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 10 % | 11,0 % | 4,2 % |
| Dont prestations d'action sociale (CAF) | 5 % | 5 % | 4 % | 4 % | 3 % | 4 % | 4 % | 4 % | 4 % | 5 % | 5 % | 5 % | 5 % | 5 % | 5 % | 4,8 % | 0,4 % |
| Dont prestations hors FNPF, hors action sociale | 10 % | 14 % | 23 % | 31 % | 33 % | 38 % | 38 % | 37 % | 37 % | 37 % | 36 % | 36 % | 36 % | 36 % | 38 % | 37,7 % | -0,2 % |

TIPF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des fonds depuis 2007

| Ventilation statistique en millions d'euros | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. Produits de la branche Famille | 49 178 | 51 316 | 51 638 | 51 397 |
| 2. Produits de la branche Famille hors participation de l'Etat | 32 869 | 34 146 | 34 825 | 34 647 |
| 3. Financement de l'Etat, du FOREC, CSG, ITAF | 16 309 | 17 170 | 16 813 | 16 750 |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités (recettes FNPF) | 707 | 775 | 692 | 669 |
| CSG, impôts et taxes affectés (recettes FNPF) | 15 602 | 16 395 | 16 122 | 16 081 |
| Contribution sociale généralisée | 11 657 | 12 171 | 11 979 | 12 164 |
| Autres impôts et taxes affectés | 3 945 | 4 224 | 4 143 | 3 918 |
| 4. Financement du logement hors FNPF et des minima sociaux | 24 302 | 25 059 | 28 011 | 28 175 |
| Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT | 3 627 | 3 787 | 3 884 | 3 950 |
| Cotisations employeurs affectées au FNAL | 2 250 | 2 568 | 2 565 | 2 617 |
| Financement par l'Etat | 12 427 | 12 806 | 14 966 | 14 262 |
| Financement par l'Etat du logement | 5 065 | 5 135 | 5 548 | 5 607 |
| Financement par l'Etat des minima | 7 362 | 7 671 | 9 418 | 8 656 |
| Financement par les départements des minima | 5 999 | 5 898 | 6 595 | 7 346 |
| Total des produits de la branche Famille et de l'ensemble des fonds | 73 480 | 76 374 | 79 649 | 79 572 |
| Résultat de la branche Famille | 156 | -342 | -1 830 | -2 687 |

TIPF 122 : Financement de la branche Famille en %

| Ventilation statistique en % | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 1. Produits de la branche Famille | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| 2. Produits de la branche Famille hors participation de l'Etat | 67 % | 67 % | 67 % | 67,4 % |
| Cotisations sociales des actifs | 64 % | 64 % | 64 % | 65,0 % |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) | 1 % | 1 % | 1 % | 0,6 % |
| Transferts reçus | 0,5 % | 0,5 % | 0,7 % | 0,6 % |
| Recettes diverses | 2 % | 2 % | 3 % | 1,2 % |
| 3. Financement de l'Etat, du FOREC, CSG, ITAF | 33 % | 33 % | 33 % | 32,6 % |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | 1 % | 2 % | 1 % | 1,3 % |
| CSG, impôts et taxes affectés | 32 % | 32 % | 31 % | 31,3 % |
| Contribution sociale généralisée | 24 % | 24 % | 23 % | 23,7 % |
| Autres impôts et taxes affectés | 8 % | 8 % | 8 % | 7,6 % |

TIPF 1231 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds

| Ventilation statistique en millions d'euros | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Cotisations | 33 634 | 35 154 | 35 397 | 36 044 |
| Divers financement de la branche Famille | 1 485 | 1 560 | 1 993 | 1 220 |
| Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT | 3 627 | 3 787 | 3 884 | 3 950 |
| Total du financement par l'Etat et par les départements | 34 735 | 35 874 | 38 375 | 38 358 |
| Financement par l'Etat | 28 736 | 29 976 | 31 779 | 31 012 |
| Financement de l'Etat, du FOREC, la CSG, les ITAF de la branche Famille | 16 309 | 17 170 | 16 813 | 16 750 |
| Financement par l'Etat du logement | 5 065 | 5 135 | 5 548 | 5 607 |
| Financement par l'Etat des minima | 7 362 | 7 671 | 9 418 | 8 656 |
| Financement par les départements des minima | 5 999 | 5 898 | 6 595 | 7 346 |
| Total des produits ensemble des fonds | 73 480 | 76 374 | 79 649 | 79 572 |

TIPF 1232 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds en %

| Ventilation statistique en % | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Cotisations | 46 % | 46 % | 44 % | 45,3 % |
| Cotisations sociales des actifs (recettes FNPF) | 43 % | 43 % | 41 % | 42,0 % |
| Cotisations employeurs affectées au FNAL | 3 % | 3 % | 3 % | 3,3 % |
| Divers financement de branche Famille | 2 % | 2 % | 3 % | 1,5 % |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (recettes FNPF) | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % |
| Transferts reçus par le FNPF | 0,3 % | 0,3 % | 0,5 % | 0,4 % |
| Recettes diverses de la branche Famille | 1,4 % | 1,3 % | 1,6 % | 0,8 % |
| Financement du logement par la branche Famille | 5 % | 5 % | 5 % | 5,0 % |
| Total du financement par l'Etat et par les départements | 47 % | 47 % | 48 % | 48,2 % |
| Financement par l'Etat | 39 % | 39 % | 40 % | 39,0 % |
| Financement de l'Etat, du FOREC, la CSG, les ITAF de la branche Famille | 22 % | 22 % | 21 % | 21,1 % |
| Financement par l'Etat du logement | 7 % | 7 % | 7 % | 7,0 % |
| Financement par l'Etat des minima | 10 % | 10 % | 12 % | 10,9 % |
| Financement par les départements des minima | 8 % | 8 % | 8 % | 9,2 % |
| Total des produits ensemble des fonds | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

TIPF 13 : Financement du logement hors FNPF et des minima depuis 2007

| En millions d'euros | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Logement hors FNPF + minima sociaux : dépenses (a) | 24 042 | 25 009 | 27 687 | 27 892 | |
| Financement du logement hors FNPF et des minima sociaux (b) | 24 302 | 25 059 | 28 011 | 28 175 | |
| Contribution de la CNAF au financement de l'APL (AL) | 3 627 | 3 787 | 3 884 | 3 950 | A |
| Cotisations employeurs | 2 250 | 2 568 | 2 565 | 2 617 | Cumul |
| Financement par l'Etat | 12 427 | 12 806 | 14 966 | 14 262 | depuis |
| Financement par les départements | 5 999 | 5 898 | 6 595 | 7 346 | 2007 |
| <i>Ecart = dépenses hors frais de gestion - financement (a-b)</i> | -260 | -49 | -323 | -283 | 917 |
| Financement en % des dépenses | 101 % | 100 % | 101 % | 101 % | |
| Financement Famille (FNPF) du logement hors ALF | 15 % | 15 % | 14 % | 14 % | |
| Cotisations employeurs | 9 % | 10 % | 9 % | 9 % | |
| Financement par l'Etat | 52 % | 51 % | 54 % | 51 % | |
| Financement par les départements | 25 % | 24 % | 24 % | 26 % | |

| | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|-------|
| Logement : dépenses hors FNPF (APL + ALS + ALT + ALINE, hors frais de gestion) (T) | 10 681 | 11 440 | 11 674 | 11 891 | B |
| <i>Frais de gestion ALS (source Ministère compte du FNAL)</i> | 124 | 131 | 134 | 137 | Cumul |
| <i>Frais de gestion ALS (source Ministère compte du FNAL)</i> | 87 | 94 | 96 | 98 | 903 |
| <i>Logement APL + ALS + ALT yc frais de gestion</i> | 10 892 | 11 666 | 11 905 | 12 126 | A-B |
| Financement du logement en % des dépenses hors frais de gestion (T) | 102 % | 100 % | 103 % | 102 % | 13 |
| Financement Famille (FNPF) du logement hors ALF | 34 % | 33 % | 33 % | 33,2 % | |
| Cotisations employeurs | 21 % | 22 % | 22 % | 22,0 % | |
| Financement par l'Etat | 47 % | 45 % | 48 % | 47,2 % | |
| Financement du logement hors FNPF (yc régularisations) | 10 941 | 11 490 | 11 997 | 12 174 | |
| Contribution de la CNAF au financement de l'APL (ALV) | 3 627 | 3 787 | 3 884 | 3 950 | |
| Cotisations employeurs | 2 250 | 2 568 | 2 565 | 2 617 | |
| Financement par l'Etat | 5 065 | 5 135 | 5 548 | 5 607 | |
| Allocation personnalisée au logement (APL) hors frais de gestion | 6 203 | 6 574 | 6 719 | 6 868 | |
| Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT | 3 582 | 3 740 | 3 833 | 3 896 | |
| Financement Famille (FNPF) ALV / APL | 57,7 % | 56,9 % | 57,0 % | 56,7 % | |
| Allocation logement à caractère social (ALS) hors frais de gestion | 4 359 | 4 764 | 4 850 | 4 914 | |
| Cotisations employeurs | 2 250 | 2 568 | 2 565 | 2 617 | |
| Cotisations employeurs / ALS | 52 % | 54 % | 53 % | 53 % | |
| Financement Etat : APL + ALS | 4 996 | 5 086 | 5 496 | 5 553 | |
| Financement Etat / (APL + ALS) | 47 % | 45 % | 48 % | 47 % | |
| ALT | 91 | 94 | 105 | 108 | |
| Contribution de la CNAF au financement de l'ALT | 45 | 46 | 51 | 54 | |
| Financement par la Famille (FNPF) / ALT | 49 % | 49 % | 49 % | 50 % | |
| Financement Etat | 41 | 41 | 52 | 54 | |
| Financement par l'Etat / ALT | 45 % | 44 % | 50 % | 50 % | |
| ALINE : hypothèse d'un financement à 100 % par l'Etat | 28 | 8 | 0,1 | 0,01 | |

| | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--|
| Minima sociaux : dépenses hors frais de gestion, yc AAH, API sur la période (M) | 13 361 | 13 569 | 16 013 | 16 001 | |
| Financement des minima en % des dépenses hors frais de gestion (M) | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Financement par l'Etat | 55,1 % | 56,5 % | 58,8 % | 54,1 % | |
| Financement par les départements | 44,9 % | 43,5 % | 41,2 % | 45,9 % | |
| Financement des minima en % des dépenses hors frais de gestion (M) | 13 361 | 13 569 | 16 013 | 16 001 | |
| Financement par l'Etat | 7 362 | 7 671 | 9 418 | 8 656 | |
| Financement par les départements | 5 999 | 5 898 | 6 595 | 7 346 | |
| API : financement par l'Etat à 100 % | 1 075 | 1 024 | 544 | 147 | |
| AAH : financement par l'Etat à 100 % | 5 505 | 5 773 | 6 193 | 6 634 | |
| RSA | | | 5 395 | 8 285 | |
| RSA financé par l'Etat | | | 1 801 | 1 655 | |
| RSA financé par l'Etat / total RSA | | | 33 % | 20 % | |
| RSA financé par les départements | | | 3 593 | 6 629 | |
| RSA financé par le département / total RSA | | | 67 % | 80 % | |
| RMI | 6 289 | 6 278 | 3 050 | 766 | |
| RMI financé par l'Etat | 290 | 380 | 48 | 49 | |
| RMI financé par l'Etat / total RMI | 5 % | 6 % | 2 % | 6 % | |
| RMI financé par les départements | 5 999 | 5 898 | 3 002 | 716 | |
| RMI financé par le département / total RMI | 95 % | 94 % | 98 % | 94 % | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA) financés par l'Etat à 100 % | 491 | 494 | 832 | 171 | |

2

Evolution des dépenses en volume en 2010 : – 1,5 % pour les minima sociaux, – 1 % pour les prestations Famille et + 0,2 % pour le logement

La masse des prestations directes versées en métropole et dans les Dom en 2010 (62,2 milliards d'euros) a régressé de – 0,52 Md€²⁰¹⁰ par rapport à 2009, soit **une régression en volume de – 0,8 % en 2010** après une progression de + 6,5 % en 2009.

L'ensemble des dépenses relatives au **jeune enfant** a progressé de + 0,10 Md€²⁰¹⁰ (soit + 0,8 %) avec la fin de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje). La décroissance des autres prestations Famille a été de – 2,3 % (– 0,41 Md€²⁰¹⁰).

Les **minima sociaux** sont inférieurs de – 0,25 Md€²⁰¹⁰ à ceux de 2010 suite à la non-reconduction de la prime exceptionnelle « allocation de rentrée scolaire » versée en 2009 (– 0,47 Md€²⁰¹⁰).

Les dépenses de **logement** sont supérieures en 2010 de + 5,1 % à celles de 2002 (avec + 0,2 % en 2010 en euros constants).

Le présent chapitre est centré sur les évolutions des dix dernières années en euros constants. Les prestations directes (62,2 milliards d'euros) versées par les organismes débiteurs des prestations familiales ont régressé en volume de – 0,8 % en 2010 après + 6,5 % en 2009, + 0,9 % en 2008².

On distingue ici (cf. figure 2.1) :

- les prestations Famille du Fnpf hors logement et minima sociaux, 48,5 % des prestations ;
- les prestations de logement, 25,8 % ;
- les minima sociaux et les aides à l'emploi, 25,7 % pour l'ensemble³.

| Evolution en volume | 2010 Md€ 2010 | 2010 - 2005 | 2010 - 2000 | 2010/ 2000 |
|---------------------|---------------|-------------|--------------|---------------|
| Famille | 30,2 | 1,90 | 3,62 | 13,6 % |
| Logement | 16,0 | 1,05 | 1,52 | 10,4 % |
| Minima + aides | 16,0 | 2,91 | 4,94 | 44,7 % |
| Ensemble | 62,2 | 5,86 | 10,08 | 19,3 % |

Prestations Famille + 13,6 % en volume depuis 2000

Les prestations Famille (30,2 milliards d'euros) ont progressé de + 13,6 % en volume depuis 2000 (+ 3,62 Md€²⁰¹⁰) suite à la **croissance des prestations versées aux jeunes enfants** (+ 3,72 milliards).

| Evolution en volume (Md€ 2010) | 2010 Md€ | 2010 - 2005 | 2010 - 2000 | 2010/ 2000 |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| Af | 12,4 | -0,51 | -0,48 | -3,8 % |
| P. jeune enfant (Pje) | 12,4 | 2,15 | 3,72 | 43 % |
| Famille - Af - Pje | 5,5 | 0,26 | 0,38 | 1,3 % |
| Cf | 1,6 | -0,09 | -0,17 | -9,4 % |
| Ars | 1,5 | 0,00 | -0,12 | -7 % |
| Asf | 1,3 | 0,10 | 0,20 | 19 % |
| Aeeh | 0,7 | 0,12 | 0,29 | 76 % |
| Ajpp | 0,05 | 0,01 | 0,05 | 0,0 % |
| Autres | 0,4 | 0,12 | 0,11 | 50,8 % |
| Sous-total Famille | 30,2 | 1,90 | 3,62 | 13,6 % |

Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs :

- l'évolution de la législation et l'impact des plans famille⁴ ;
- l'évolution démographique (qui est présentée dans le chapitre 5 relatif aux bénéficiaires) ;
- la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et des plafonds de ressources.

La Bmaf 2010 en euros constants est égale à celle de 2005 et supérieure de + 0,9 % à celle de 2000

Le montant unitaire des prestations en métropole évolue normalement en fonction de la Bmaf, à l'exception des minima sociaux, des aides à l'emploi, des prestations de logement, du

Encadré 1 : Les mesures législatives relatives aux Af

. Depuis mai **2007**, en cas de résidence alternée, les parents ont le choix du partage des allocations familiales entre les parents : **le coût de la garde partagée** représente + 0,06 point (+ 7,7 M€2010 en année pleine 2010). *Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).*

. En mai **2008**, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par une seule **majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. **L'économie de la mesure est de – 271,0 M€2010, tous régimes en année pleine 2014 (– 2,22 points, dont – 1,49 point en 2010).**

. En 2010, l'impact cumulé de ces deux mesures nouvelles est estimé à – 2,13 points de croissance par rapport à la législation en vigueur en 2000, soit – 268 M€2010.

Historique 1998-2003

. *Les allocations familiales ont été mises sous conditions de ressources de mars à décembre **1998** : l'économie correspondante a été de l'ordre de – 837 M€2010 sur dix mois.*

. *Les moindres dépenses entraînées par le report depuis janvier **1999** d'un an des majorations pour âge des Af de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans sont estimées à – 335 M€2010 (en année pleine 2000).*

. *L'âge limite de versement des prestations familiales pour les jeunes inactifs est passé de 18 à 19 ans en janvier 1998 (pour un coût de + 113 M€2010) et à 20 ans en janvier **1999** (+ 186 M€2010).*

Le cumul des mesures de 1999-2000 représente une économie de – 36 M€2010 en année pleine.

. *Le maintien d'un droit réduit aux Af lorsque l'aîné d'une famille de trois enfants ou plus atteint 20 ans est instauré en juillet **2003** : son coût représente + 0,96 point de croissance en année pleine 2005 (soit + 123 M€2010).*

T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles relatives aux allocations familiales intervenues depuis 2005

| Estimation tous régimes | Année pleine (AP) | Mesure TR | | Coût TR en AP en points | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|-------------------------|-----------|--------|-------------------------------|-------------------------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| | | AP 2014 | 2010 | | | | | | | | | | | | | |
| | | M€ 2010 | | | | | | | | | | | | | | |
| Impact annuel en points | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Forfait AF (juillet 2003) | 2005 | 122,7 | 122,7 | 0,96 | 0,14 | 0,71 | 0,11 | | | | | | | | | |
| Garde partagée (mai 2007) | 2010 | 7,66 | 7,66 | 0,06 | | | | | 0,01 | 0,03 | 0,02 | 0,001 | | | | |
| Economie liée à la suppression des majorations [11-13] ans ([6/2008]) | 2012 | -562,9 | -398,7 | -4,40 | | | | | | -0,29 | -1,37 | -1,49 | -1,22 | -0,11 | | |
| Dépenses supplémentaires de la majoration [14 ans ([6/2011]) | 2014 | 291,9 | 0,0 | 2,28 | | | | | | | | | 0,22 | 1,06 | 0,91 | 0,08 |
| Solde de l'impact de la réforme des majorations pour âge (mai 2008) | 2014 | -271,0 | -398,7 | -2,22 | | | | | | -0,29 | -1,37 | -1,49 | -1,00 | 0,95 | 0,91 | 0,08 |
| Mesures 2003-2010 | | | -268,3 | | Impact cumulé en points | | | | | | | | | | | |
| Impact cumulé depuis 2000 de l'ensemble des réformes (en points) | | | -2,13 | | 0,14 | 0,86 | 0,96 | 0,96 | 0,97 | 0,71 | -0,65 | -2,13 | | | | |

T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 0,9 % entre 2005 et 2010, + 0,15 % en 2010

| Evolution tous régimes | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Rapport | | |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------------|-------------|-------------|
| | | | | | | | 2010 / 2005 | 2005 / 2000 | 2010 / 2000 |
| Dépenses € courants (1) | 2,2% | 1,4% | 1,5% | 0,3% | 1,6% | -1,3% | 3,5% | 9,1% | 12,9% |
| Dépenses à Bmaf constante (3 =1/ 2) | 0,0% | -0,4% | -0,2% | -0,6% | -1,4% | -1,3% | -3,9% | -0,7% | -4,6% |
| Coef. mesures nouvel. (4) | 0,1% | | 0,0% | -0,3% | -1,3% | -1,5% | -3,1% | 1,0% | -2,1% |
| Effet volume (5 =3/4) | -0,14% | -0,37% | -0,23% | -0,39% | -0,05% | 0,15% | -0,9% | -1,6% | -2,5% |

complément mode de garde de la Paje, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (hors majoration), de l'allocation aux adultes handicapés et des prestations à l'étranger. Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

La Bmaf (389,20 euros, non revalorisée en 2010) est supérieure de 3,39 euros constants 2010 à celle de 2000 (+ 0,9 %) et est égale à la Bmaf de 2005. Les revalorisations des dix dernières années sont les suivantes :

Evolution de la Bmaf et des prix hors tabac

| Moyenne annuelle | Evol. euros courants | Prix hors tabac | Evol. euros constants |
|------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|
| 2001 | 1,8 % | 1,6 % | + 0,2 % |
| 2002 | 2,1 % | 1,7 % | + 0,4 % |
| 2003 | 1,7 % | 1,9 % | – 0,2 % |
| 2004 | 1,7 % | 1,7 % | + 0,03 % |
| 2005 | 2,2 % | 1,7 % | + 0,5 % |
| 2006 | 1,8 % | 1,7 % | + 0,1 % |
| 2007 | 1,7 % | 1,7 % | + 0,2 % |
| 2008 | 1,0 % | 2,8 % | – 1,7 % |
| 2009 | 3,0 % | 0,1 % | + 2,9 % |
| 2010 | 0,0 % | 1,5 % | – 1,4 % |
| 2011 | 1,5 % | | |

Allocations familiales : 41 % des prestations Famille – 0,48 Md€2010 depuis 2000

La part des allocations familiales (Af) diminue de 60 % des dépenses de prestations Famille en 1990 à 48 % en 2000, à 42 % en 2009 et à 41 % en 2010. Un peu moins de 20 % de l'ensemble des dépenses de prestations sont consacrés aux Af.

L'impact des mesures législatives minore de –2,13 points la croissance des dépenses d'Af entre 2000 et 2010 (– 268,3 M€2010, cf. encadré 1, T3PF 011), avec – 1,49 point en 2010.

L'effet volume, hors impact des revalorisations de la Bmaf et des mesures législatives, régresse de – 0,9 % entre 2005 et 2010 après – 1,6 % entre 2000 et 2005 (avec + 0,15 % en 2010, cf. T3PF 012). Cette évolution est due à l'impact conjugué de la diminution du nombre de familles nombreuses et de la législation qui traite différemment les enfants selon leur rang et leur âge (cf. chapitre 5).

Les Af (12,4 milliards d'euros) ont régressé de – 0,48 Md€2010 au cours des dix dernières années. En 2010, les dépenses d'Af ont régressé de – 2,8 % en monnaie constante (– 0,35 Md€2010).

Prestations jeune enfant : 41 % des prestations Famille, + 3,7 Md€2010 depuis 2000

Les dépenses correspondant aux prestations liées à la naissance et à la garde des jeunes enfants s'élèvent à 12,4 milliards d'euros. Elles représentent 20 % des prestations directes, 41 % des prestations Famille en 2010 contre 24 % en 1990, 34 % en 2003. Leur montant a progressé en volume de + 37 % depuis 2003, de + 43 % entre 2000 et 2010 (soit + 3,7 milliards d'euros constants 2010 en dix ans).

* La création en janvier 2004 de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) génère un supplément de dépenses estimé à + **2,86 Md€ 2010** en année pleine 2010 par rapport à l'ancienne législation. Ce coût est estimé à + 328 M€2010 en 2004, + 958 millions en 2005, + 1 699 millions en 2006, à + 1 986 millions en 2007, à + 2 444 millions en 2008 et à + 2 709 millions en 2009 (cf. fin du chapitre 9, T1PF 311-321).

Les anciennes prestations ont continué à être versées jusqu'en 2009 aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. *Les dépenses négatives correspondent à des régularisations comptabilisées depuis 2007.*

En décembre 2010, sept ans après la mise en place de Paje, les dépenses en année pleine de la Paje et du complément mode de garde (Cmg) sont disponibles.

* L'évolution de la structure des dépenses de prestations au jeune enfant selon les différents types de prestation met en évidence des modifications⁶ importantes de la politique familiale (cf. figure 2.3).

Progression des prestations au jeune enfant

suite à la création de la Paje en 2004

| Evolution (Md€ 2010) | 2003 | 2010 | 2010/2009 | 2010/2003 | 2010-2003 |
|------------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| P. jeune enfant | 9,06 | 12,38 | 0,8 % | 37 % | 3,32 |
| Entretien | 4,16 | 4,91 | -1,1 % | 18 % | 0,75 |
| Garde à l'extérieur | 2,42 | 4,93 | 5,4 % | 104 % | 2,51 |
| Garde à domicile | 0,13 | 0,37 | 6,4 % | 192 % | 0,24 |
| Arrêt de l'activité | 2,36 | 2,17 | -5,1 % | -8,0 % | -0,19 |

Cette présentation repose sur des séries de dépenses d'Ape minorées alors que celles d'Apje sont majorées de 29 % à 30 % du montant de l'Ape : en effet, l'Ape n'étant pas cumulable avec l'Apje, une partie de l'Ape unitaire correspond à une Apje destinée à l'entretien des enfants⁷. On retranche donc, des dépenses d'Ape, une Apje « virtuelle » qui aurait été perçue par la grande majorité des familles bénéficiaires de l'Ape si cette dernière prestation n'avait pas existé, et on ajoute ce montant aux dépenses Apje.

62,2 milliards d'euros de prestations en progression de + 19 % en volume depuis 2000

Les prestations "Famille" représentent 49 % de cet ensemble : elles ont progressé de + 14 % en dix ans

Figure 2.1 : Evolution de la structure (en %) de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 2000

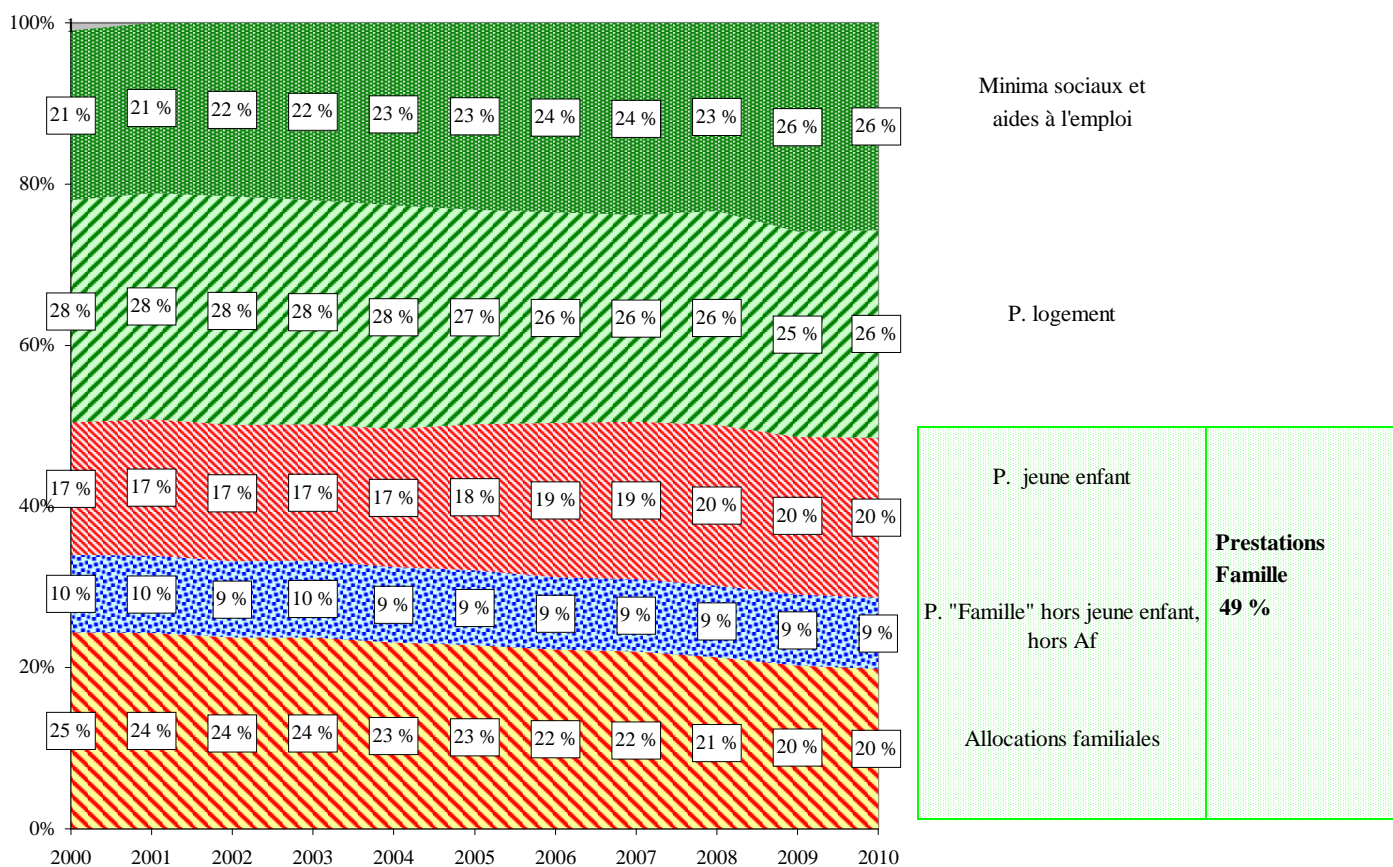
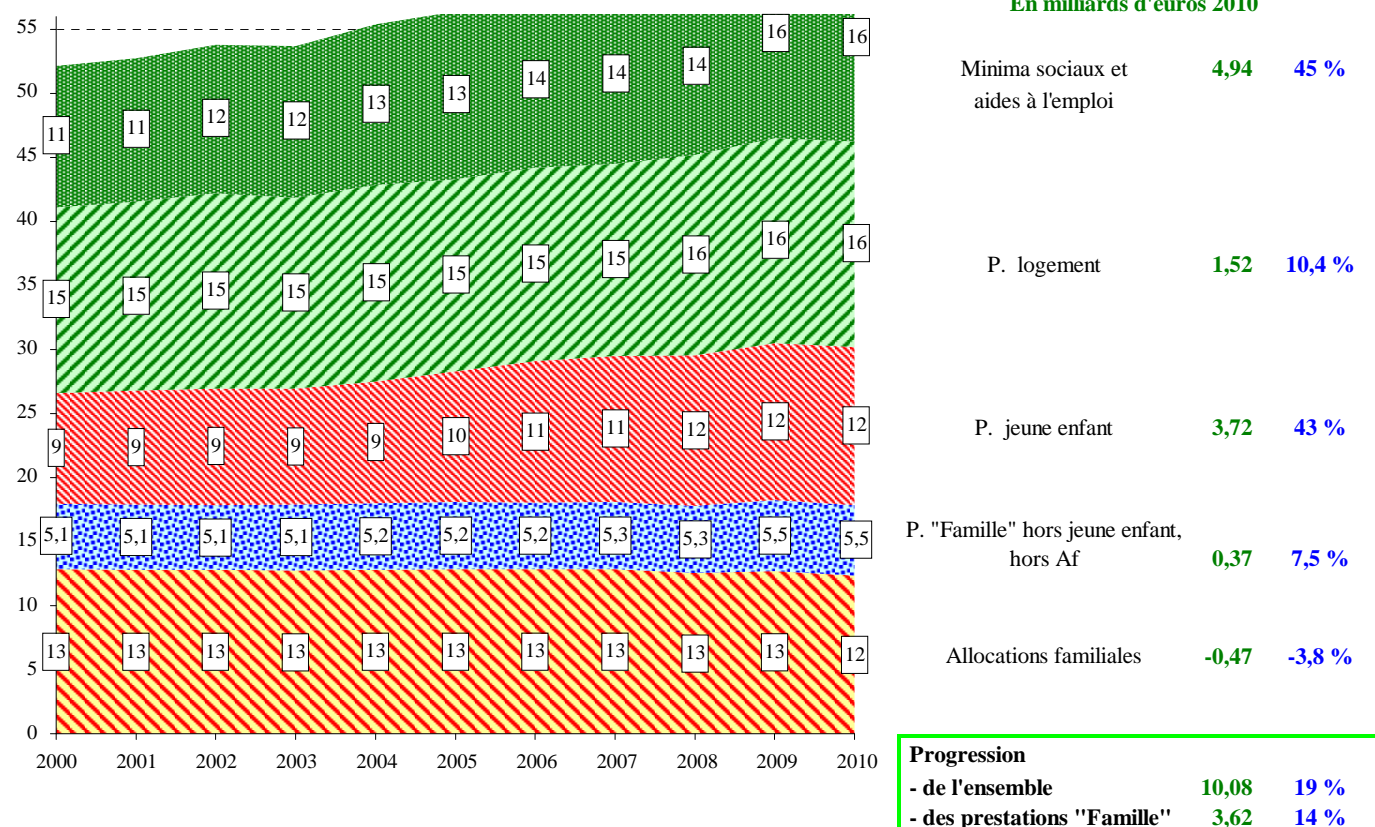


Figure 2.2 : Evolution de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 2000

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2010



. Les dépenses en vue de l'**entretien** des jeunes enfants (4,91 milliards d'euros en 2010) ont progressé en volume de + 18 % depuis 2003 (soit + 0,75 Md€2010), avec – 1,1 % en 2010. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant a très fortement régressé, passant de 49 % en 2000 à 46 % en 2003 et à 40 % en 2009-2010 (cf. T1PF 21312).

. Les dépenses correspondant aux compensations financières (sans condition de ressources) versées suite à l'**arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle** d'un (ou des) parent(s) ayant de jeunes enfants s'élèvent à 2,17 milliards d'euros en 2010. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant est passée de 27 % en 2000 à 26 % en 2003 et à **18 % en 2010**. Elles ont régressé en volume de – 8,0 % depuis 2003 (avec – 5,1 % en 2010, – 4,5 % en 2008, 0 % en 2009). Ce recul des dépenses, amorcé en 2006, correspond d'une part, à un repli global du nombre de bénéficiaires et d'autre part, à un moindre recours au complément libre choix d'activité à temps plein et un recours plus important au Clca à temps partiel.

. La participation aux **frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer** (4,93 milliards d'euros en 2010) a été multipliée par 2,04 depuis 2003 (+ 2,51 Md€2010). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant atteint **40 % en 2010** contre 23 % en 2000 et 27 % en 2003. Le ralentissement de la progression de ces dépenses enregistré en 2007 (+ 6,5 % en volume) se retrouve

en 2010 (+ 6,4 %) après + 8,0 % en 2009, + 10,9 % en 2008, + 19 % en 2006.

. Le soutien apporté à la **garde à domicile** des jeunes enfants (0,37 milliard d'euros en 2010) représente 3,0 % de l'ensemble des dépenses jeune enfant en 2010 contre 1,4 % en 2003 et 1,8 % en 2000. Ce type de dépenses a été multiplié par 2,92 depuis 2003, tout en restant inférieur de 9 % aux dépenses maximales d'Aged enregistrées en 1997. La progression se ralentit : + 6,4 % en 2010 après + 13 % en 2009 et + 19 % en 2008.

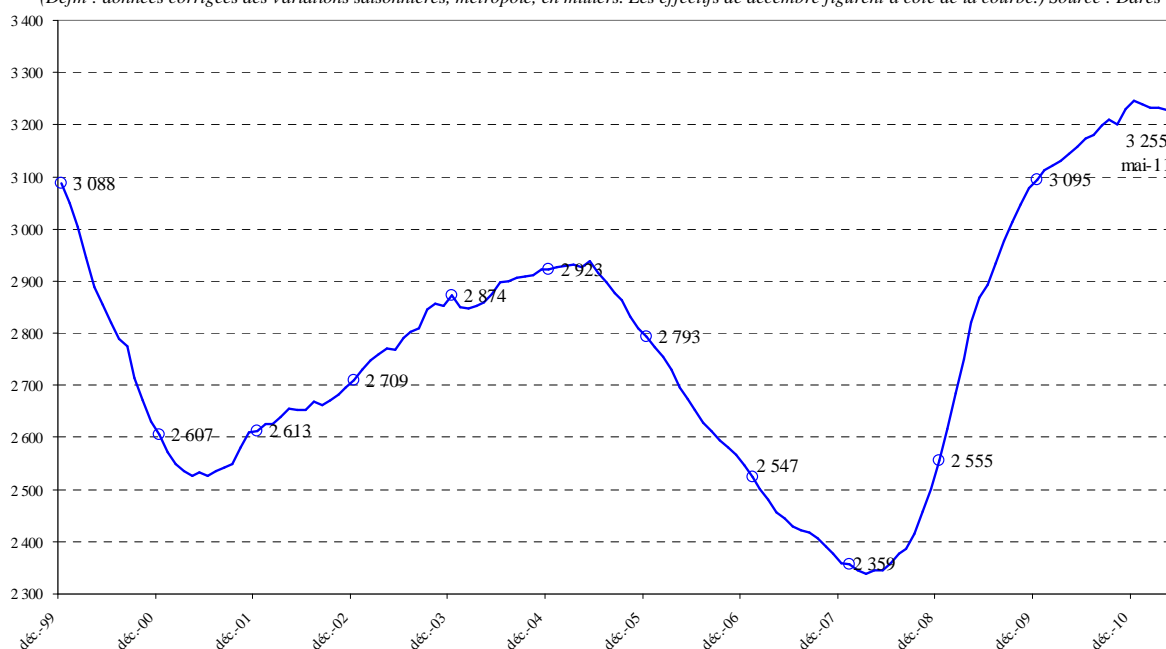
Comparaison du Cmg, de l'Afeama et de l'Aged

. **84 % des familles bénéficiaires du Cmg Am ont perçu en moyenne 112 € de plus par mois que ce qu'elles auraient perçu avec l'Afeama.** Pour 16 %, il n'y aurait eu aucune différence entre le fait de percevoir l'Afeama ou le Cmg Am. Le surcoût de dépenses Caf liées à l'entrée en vigueur du Cmg Am est de l'ordre de 67,3 M€ pour le mois de décembre 2010.

. **Pour les familles bénéficiaires du Cmg à domicile, 72 % des familles sont gagnantes alors que 26 % auraient perçu plus avec l'Aged.** Le gain mensuel moyen des familles gagnantes est de 144 €. La perte mensuelle moyenne est de 96 €. Pour 2 % des bénéficiaires, il n'y aurait eu aucune différence entre le fait de percevoir l'Aged ou le Cmg. Le surcoût de dépenses Caf liées à l'entrée en vigueur du Cmg à domicile est de l'ordre de 5,2 M€ pour le mois de décembre 2010. (Source : Cnaf Dser note 148 Dspa Muriel Nicolas, données Caf)

Figure 2.5 : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6 (en milliers)

(Defm : données corrigées des variations saisonnières, métropole, en milliers. Les effectifs de décembre figurent à côté de la courbe.) Source : Dares



12,4 milliards de prestations jeune enfant en 2010, soit une progression en volume de + 43 % depuis 2000

Figure 2.3 : Evolution de la structure (en %) des prestations jeune enfant depuis 2000

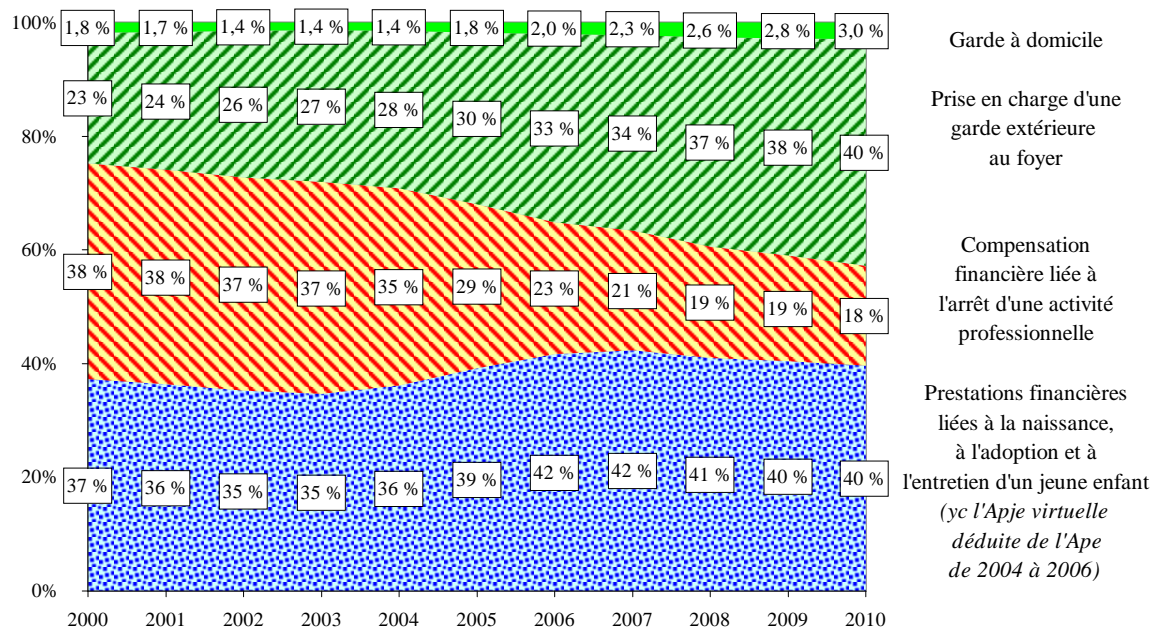
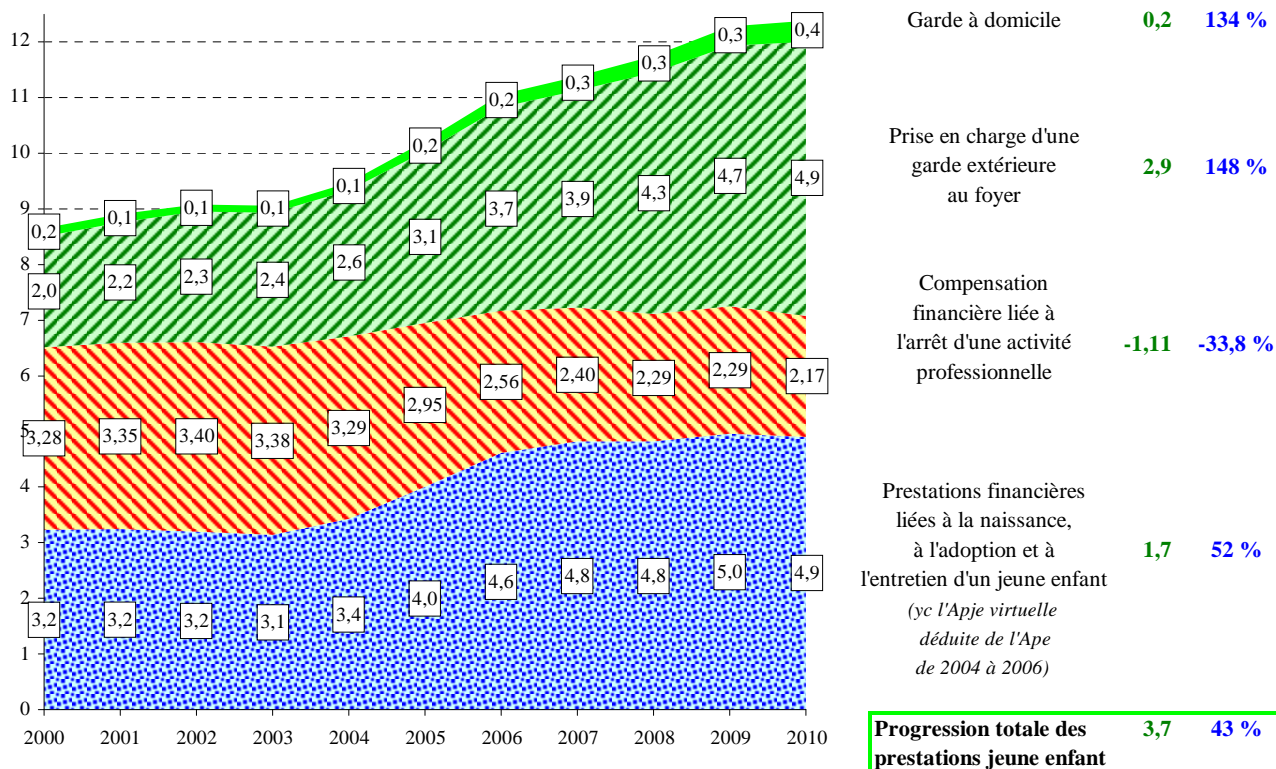


Figure 2.4 : Evolution en volume des dépenses relatives au jeune enfant depuis 2000

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2010

Variation des dépenses Evolution
2010-2000 2010/2000
En milliards d'euros 2010



Encadré 2 : L'effet plafond sur cinq ans : – 1,8 % pour le Cf, – 2,2 % pour l'Ab et la prime Paje, – 4,1 % pour l'Ars

* En janvier 2010, les plafonds ont été revalorisés en fonction des prix 2008⁸ (+ 2,8 %).

Plafonds Ars, Cf, Paje Ab et prime

| Evolution | € constants | Reval. € courants | Revenus |
|-----------|-------------|-------------------------------|---------|
| 2006 | -0,001 % | 1,7 % 1 ^{er} juillet | 2005 |
| 2007 | 0,2 % | 1,7 % 1 ^{er} juillet | 2006 |
| 2008* | 0,8 % | | 2006 |
| 2009* | -1,3 % | 1,5 % 1 ^{er} janvier | 2007 |
| 2010* | 2,7 % | 2,8 % 1 ^{er} janvier | 2008 |
| 2010/2005 | 2,5 % | | |

* Estimation en fonction des prix de l'exercice (t-1)

* Le revenu mensuel net 2008 correspondant au plafond de ressources en vigueur en 2010 varie avec le nombre d'enfants. Il est pour bénéficiaire :

- de l'Ars⁹ de 2 125 € avec un enfant... de 3 105 € avec trois enfants (cf. T1PF 7413-14) ;

- du Cf de 3 331 € pour une famille de trois enfants disposant d'un revenu, de 4 075 € en cas de deuxième revenu (cf. T1PF 7323-25) ;

- de l'allocation de base ou de la prime Paje de 3 123 € pour une famille d'un enfant disposant d'un revenu... de 5 502 € pour une famille de trois enfants en cas de deuxième revenu (cf. T1PF 7363).

* Le tableau suivant présente le niveau d'exclusion des plafonds en les rapportant au Smic. Entre 2005 et 2010, la régression de ce rapport est importante.

| Plafond 2010 rapporté au Smic de 2008 | | Régression en point Smic | |
|--|------|--------------------------|-----------|
| | | 2010-2009 | 2010-2005 |
| Ars 1 E (1 ou 2 R) | 1,86 | -0,38 | -13,81 |
| Ars 2 E (1 ou 2 R) | 2,29 | -0,47 | -17,00 |
| Ars 3 E (1 ou 2 R) | 2,72 | -0,56 | -20,19 |
| Cf 3 E F 1 R | 2,87 | -0,57 | -18,74 |
| Cf 3 E F 2 R ou isolé | 3,52 | -0,70 | -22,92 |
| Ab 1 E F 1 R | 2,73 | -0,57 | -17,83 |
| Ab 1 E F 2 R, isolé | 3,61 | -0,76 | -23,56 |
| Ab 2 E F 1 R | 3,94 | -0,82 | -25,67 |
| Ab 2 E F 2 R, isolé | 4,16 | -0,87 | -27,13 |
| Ab 3 E F 1 R | 3,94 | -0,82 | -25,67 |
| Ab 3 E F 2 R, isolé | 4,82 | -1,01 | -31,40 |

Ab : allocation de base, prime Paje ; R : revenus

* **L'effet plafond** mesure l'impact du différentiel de progression des plafonds de ressources et les ressources effectives des allocataires. L'effet plafond a un impact positif sur l'évolution des dépenses 2010 (cf. T3PF 021 et 031).

| Effet plafond | 2010 | 2009 | 2010/ 2005 |
|----------------|-------|--------|---------------|
| Ars | 0,37% | -2,04% | -4,09% |
| Cf | 0,13% | -0,71% | -1,80% |
| Paje prime, Ab | 0,16% | -0,89% | -2,24% |

Encadré 3 : L'impact du chômage sur les prestations sous condition de ressources et sur le recours au Clca

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois progresse de + 8,2 % entre décembre 2007 et décembre 2008, de + 21 % en 2009 et de + 4,9 % en 2010 (après trois années de régression : – 4,5 % en 2005, – 9 % en 2006 et – 7,4 % en 2007 (cf. figure 2.5, T1PF 7951). Fin 2010, le chômage (3,247 millions) se situe + 16 % au-dessus de celui de 2005 (soit + 453 800 demandeurs d'emploi).

L'effet plafond est calculé en prenant en compte l'évolution du salaire moyen par tête corrigée par l'évolution du chômage. Il ne tient pas compte de l'évolution de la législation relative à la prise en compte du chômage dans l'attribution des prestations sociales (cf. encadré 6 sur les aides au logement).

Le **chômage non indemnisé a fortement progressé** suite à la réforme de l'assurance chômage mise en œuvre au 1^{er} janvier 2003.

Depuis juillet 2004, deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un **abattement de ressources pour chômage**.

L'évolution du chômage peut conduire des femmes à arrêter de travailler dans un premier temps. Les difficultés financières rencontrées dans un contexte économique dégradé peuvent également les pousser à **diminuer la fréquence de leur recours au Clca Paje** à taux plein ou diminuer la durée de ce recours.

En août 2004, l'**abattement pour frais de garde pris en compte pour déterminer les ressources de l'allocataire pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje** est supprimé.

Autres prestations « Famille » : 9 % des prestations, + 7,5 % en volume depuis 2000

Les autres prestations « Famille » hors prestations jeune enfant et hors allocations familiales représentent 8,8 % des prestations, 18 % des prestations Famille (contre 19 % en 2000). Elles ont globalement progressé de + 0,38 milliard d'euros depuis 2000. Ce poste recouvre des évolutions marquées :

- avec, d'une part, une progression des prestations aux enfants handicapés (+ 76 % en volume depuis 2000, Aeeh) et aux enfants de familles monoparentales (+ 19 %, Asf), la création de l'allocation journalière de présence parentale en 2001 (0,05 milliard) ;

- et avec, d'autre part, une régression du complément familial (– 9,4 %, Cf) et de l'allocation de rentrée scolaire (– 7,3 %, Ars).

T3PF 021 : Régression de - 5 % des dépenses de Cf et de - 4,4 % des familles bénéficiaires depuis 2005

| Evolution tous régimes (Tr) | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010 / 2005 | 2005 / 2000 | 2010 / 2000 |
|--|--------------|---------|---------|---------|---------|--------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| 1. Dépenses Tr à Bmaf constante | -0,9% | -1,6% | -2,4% | -0,4% | -0,9% | 0,16% | -5,0% | -5,4% | -10,2% |
| L'évolution des dépenses Tr s'explique par : | | | | | | | | | |
| . l'effet plafond | -0,6% | -0,5% | -0,4% | -0,3% | -0,7% | 0,13% | -1,8% | -2,8% | -4,6% |
| . le report de l'âge limite de 20 à 21 ans | | | | | | | | 3,3% | 3,3% |
| . la prise en compte des ressources avec un décalage de 18 mois (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources | | | -0,5% | 0,9% | | | 0,4% | | 0,4% |
| . l'effet volume (EV Tr) | -0,2% | -1,1% | -1,5% | -1,0% | -0,1% | 0,03% | -3,6% | -5,8% | -9,2% |
| Familles bénéficiaires Cf Tr au 31/12 * | 898 804 | 878 554 | 859 535 | 865 585 | 865 007 | 863 338 | | | |
| 2. Familles bénéficiaires Tr (effectifs moyens 31/12) | -0,9% | -1,7% | -2,2% | -0,7% | 0,3% | -0,1% | -4,4% | -4,4% | -8,6% |
| L'évolution des effectifs Tr s'explique par : | | | | | | | | | |
| . l'effet plafond | -0,6% | -0,5% | -0,4% | -0,3% | -0,7% | 0,13% | -1,8% | -2,8% | -4,6% |
| . le report de l'âge limite de 20 à 21 ans | | | | | | | | 3,3% | 3,3% |
| . la prise en compte des ressources avec un décalage de 18 mois (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources | | | -0,5% | 0,9% | | | 0,4% | | 0,4% |
| . la diminution du nbre familles nombreuses... (D) | -0,3% | -1,2% | -1,3% | -1,3% | 1,0% | -0,3% | -3,1% | -4,8% | -7,7% |
| Effectif moyen de familles de 3 E et + (Tr) | -0,4% | -0,3% | -0,2% | -0,2% | -0,1% | 0,1% | -0,8% | -2,8% | -3,5% |
| Part des familles de 3 E et + percevant le Cf (Tr) | 59,1 % | 58,3 % | 57,1 % | 56,8 % | 57,0 % | 56,9 % | 2010-2005 -2,2 | 2005-2000 -1,0 | 2010-2000 -3,2 |
| 3. "Montant moyen annuel" (Mm Tr = dép./effectifs moy.) | 0,0% | 0,1% | -0,2% | 0,4% | -1,2% | 0,3% | -0,6% | -1,1% | -1,7% |
| On retrouve l'EV Tr = MM Tr * D | -0,2% | -1,1% | -1,5% | -1,0% | -0,1% | 0,03% | -3,6% | -5,8% | -9,2% |
| 4. Impact de la régression des régimes spéciaux et agricoles | | -1,1% | -0,2% | -0,2% | -0,3% | -0,2% | -2,0% | = EV Tr / EV Caf (%) | |
| Part des dépenses Caf / Tr | | 94,4 % | 94,6 % | 94,8 % | 95,1 % | 95,3 % | 0,9 | Variation 2010-2006 en points | |

Evolution Caf : jusqu'en 2005-2006, les évolutions sont perturbées par le rattachement des régimes spéciaux aux Caf.

| | | | | | | | | |
|---|-------------|-------|-------|-------|-------|--------------|--------------|--------------------------|
| Effet volume (EV Caf) | 2,8% | 0,0% | -1,3% | -0,7% | 0,1% | 0,26% | -1,6% | |
| Evolution des familles Caf (effectifs moyens 31/12) | 1,4% | 0,2% | -2,0% | -0,6% | 0,5% | 0,13% | -1,8% | |
| Effectifs mensuels : évolution des moyennes annuelles (Allnat) | | | | | -1,2% | 0,4% | | |
| Les effectifs FILEAS sont supérieurs de 0,3 % (0,4 % en 2009) aux effectifs mensuels ALLNAT de décembre. | | | | | | | | |
| Les effectifs de juin sont les effectifs mensuels les plus élevés de l'année, ceux de mars, les plus faibles. | | | | | | | | |
| L'écart entre la croissance des effectifs et des dépenses est faible depuis octobre 2010. | | | | | | | | |
| Diminution du nombre de familles nombreuses | 2,1% | 0,7% | -1,1% | -1,2% | 1,2% | 0,00% | -0,4% | / effectifs moyens 31/12 |
| "Montant moyen annuel" (Mm Caf = dép./effectifs moy.) | 0,7% | -0,7% | -0,2% | 0,4% | -1,1% | 0,3% | -1,3% | Evol. Caf = Tr en 2010. |
| On retrouve l'EV Caf = MM Caf * d | 2,8% | 0,0% | -1,3% | -0,7% | 0,1% | 0,3% | -1,6% | |

Contexte démographique

| | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|-----------|-----------|
| Nombre d'E de 6 à 18 ans (chronique des naissances, hors immigration) | 13 455 946 | 13 448 845 | 13 437 591 | 13 444 395 | 13 469 284 | 13 489 459 | 2010-2005 | 2005-2000 | 2010-2000 |
| Evolution du nombre d'enfants de 6 à 18 ans | 0,0% | -0,1% | -0,1% | 0,1% | 0,2% | 0,1% | 0,2% | -0,9% | -0,7% |
| Différentiel démographique | -0,18 | -0,06 | -0,03 | 0,13 | 0,13 | -0,04 | 2010-2005 | 2005-2000 | 2010-2000 |
| Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances < 21 ans (chronique des naissances, hors immigration) | 6,72 % | 6,6 % | 6,5 % | 6,4 % | 6,4 % | 6,4 % | -0,31 | -0,24 | -0,56 |

*** Cf : – 0,17 Md€2010 depuis 2000**

Les dépenses de Cf (1 632 millions d'euros) ont progressé en volume de + 0,2 % en 2010 et régressé de – 5,0 % en cinq ans (– 0,17 Md€ 2010). L'effet volume atteint – 5,0 % entre 2005 et 2010, l'effet plafond – 1,8 %.

Les effectifs de bénéficiaires ont régressé de – 4,4 % depuis 2005 avec un effet démographique de – 3,1 % (hors impact de l'effet plafond et des mesures relatives aux ressources), nettement supérieur à la régression du nombre de familles de trois enfants et plus (– 0,8 %). La part des familles de trois enfants et plus bénéficiaires du Cf (57 %) a régressé de – 2,2 points en cinq ans (– 0,1 point en 2010).

Par ailleurs, on estime à – 0,6 %¹⁰ en cinq ans l'évolution du « montant moyen annuel » en euros constants (cf. T3PF 021).

Le montant unitaire du Cf (162,10 euros depuis janvier 2009) a progressé de + 0,8 % en euros constants depuis 2000 (cf. T1PF 7311-23).

Effet volume du Cf : + 0,03 % en 2010

| Tous régimes | 2010/2009 | 2010/2005 |
|--------------------------------------|---------------|--------------|
| Cf 2010 (€ courants) | 0,16% | 1 632 M€ |
| Evol. Bmaf constante (d) | 0,16% | -5,0% |
| Effet plafond (p) | 0,13% | -1,8% |
| Mesure sur les ressources (r) | | 0,4% |
| Effet volume (EV=d/(p×r)) | 0,03% | -3,6% |
| Nombre familles 31/12/10 | | 863 338 |
| Evol. moy. an. 31/12 (f) | -0,1% | -4,4% |
| Impact "dém." (D=f/(p×r)) (1) | -0,26% | -3,1% |
| Evolution du nombre F 3 E et + | 0,1% | -0,8% |
| Montant moy. an. (MM) (2) | 0,3% | -0,6% |
| EV = D×MM | 0,03% | -3,6% |

Entre 1999 et 2001, les dépenses de Cf progressent de + 7,4 % (en euros constants), suite au relèvement de 20 à 21 ans de l'âge jusqu'auquel les enfants sont considérés comme à charge. Le coût de la mesure est estimé à + 135 M€2010 en année pleine 2001.

*** Ars : – 0,12 Md€2010 depuis 2000**

Depuis août 2008¹¹, le montant de l'Ars est modulé en fonction de l'âge des enfants, soit 282,17 euros pour les enfants de 6 à 10 ans, 297,70 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 308,05 euros pour ceux de 15 à 18 ans (avant Crds). L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 41,12 M€2010 tous régimes). C'est l'âge de l'enfant au 31 décembre de l'année de la rentrée scolaire qui conditionne le droit à l'Ars.

Depuis 2005, le montant unitaire de l'Ars en euros constants régresse de – 1,0 % pour les enfants de 6 à 10 ans, progresse de + 8,1 % pour les enfants de 15 à 18 ans et de + 4,5 % pour ceux de 11 à 14 ans (cf. T1PF 7414). Le montant moyen aurait progressé de + 0,3 % depuis 2005 (+ 0,1 % en 2010).

Effet volume du Cf : + 0,03 % en 2010

| Tous régimes | 2010/2009 | 2010/2005 |
|--------------------------------------|---------------|--------------|
| Cf 2010 (€ courants) | 0,16% | 1 632 M€ |
| Evol. Bmaf constante (d) | 0,16% | -5,0% |
| Effet plafond (p) | 0,13% | -1,8% |
| Mesure sur les ressources (r) | | 0,4% |
| Effet volume (EV=d/(p×r)) | 0,03% | -3,6% |
| Nombre familles 31/12/10 | | 863 338 |
| Evol. moy. an. 31/12 (f) | -0,1% | -4,4% |
| Impact "dém." (D=f/(p×r)) (1) | -0,26% | -3,1% |
| Evolution du nombre F 3 E et + | 0,1% | -0,8% |
| Montant moy. an. (MM) (2) | 0,3% | -0,6% |
| EV = D×MM | 0,03% | -3,6% |

L'effet plafond de l'Ars est estimé à – 4,1 % en cinq ans (+ 0,37 % en 2010). En conséquence, malgré la réforme de l'Ars de 2008 et la prise en compte des revenus 2008 et des plafonds 2010 pour l'attribution de la prestation, les dépenses d'Ars (1,5 milliard d'euros) sont en 2010 au même niveau qu'en 2005 (+ 0,1 % avec – 0,36 % en 2010, en euros constants). Les effectifs d'enfants bénéficiaires régressent de – 3,0 % en cinq ans avec – 0,5 % en 2010.

Encadré 4 : Subsidiarité Asf-Api-Rsa

Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'allocation de soutien familial.

En l'absence de dépôt de demande d'Asf, le montant de l'Api est réduit au terme du troisième mois. En l'absence d'engagement de procédure ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du cinquième mois.

En 2008, les dépenses supplémentaires d'Asf (+ 34 M€2010) représentent 33 % des économies d'Api (– 112 M€2010). En 2007, les 56 M€2010 d'économies d'Api ont donné lieu à 56 M€2010 de dépenses d'Asf.

A partir de juin 2009, les personnes isolées avec enfants à charge bénéficient, à l'ouverture du droit au **Rsa**, d'un droit automatique à l'Asf, et ce pendant quatre mois. La majoration des dépenses d'Asf devrait être de l'ordre de + 74 M€2010 en 2009, **+ 63 millions en 2010**, + 43 millions en 2011 et + 32 millions en 2012.

T3PF 031 : Régression de - 6,9 % des dépenses d'ARS et de - 6,8 % des enfants bénéficiaires depuis 2005

| Evolution tous régimes | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2010 2005 | 2005 2000 | 2010 2000 |
|--|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. Dépenses Tr à Bmaf constante | -1,4% | -1,1% | -2,3% | 6,6% | -2,4% | -0,4% | -1,10% | 0,1% | -6,9% | -6,8% |
| L'évolution des dépenses Tr s'explique par : | | | | | | | | | | |
| . l'effet plafond | -2,0% | -0,9% | -1,6% | | -2,0% | 0,4% | -1,1% | -4,1% | -7,4% | -11,2% |
| . l'impact des mesures nouvelles (impact sur MM) | | | | 2,9% | | | | 2,9% | | 2,9% |
| . la prise en compte des ressources avec un décalage de deux ans (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources | | | -0,5% | 3,5% | | | | 3,0% | | 3,0% |
| . L'effet volume (EV Tr) | 0,7% | -0,3% | -0,2% | 0,1% | -0,4% | -0,7% | 0,1% | -1,5% | 0,6% | -0,9% |
| Ars : enfants bénéficiaires Tr * | 5 227 981 | 5 138 195 | 5 053 205 | 5 185 140 | 5 095 938 | 5 071 027 | 5 015 467 | | | |
| 2. Evol. enfants bénéficiaires de l'Ars | -1,1% | -1,7% | -1,7% | 2,6% | -1,7% | -0,5% | -1,10% | -3,0% | -6,8% | -9,6% |
| L'évolution des effectifs Tr s'explique par : | | | | | | | | | | |
| . l'effet plafond | -2,0% | -0,9% | -1,6% | | -2,0% | 0,4% | -1,15% | | | |
| . la prise en compte des ressources avec un décalage de deux ans (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources | | | -0,5% | 2,6% | | | | 3,0% | | 3,0% |
| . un effet démographique, durée des études... (D) | 0,9% | -0,9% | 0,4% | | 0,3% | -0,9% | | -1,8% | | |
| 3. Evolution du montant moyen peut expliquer l'écart entre l'évolution des effectifs et l'évolution des dépenses à Bmaf constante (Mm Tr) | | | | | | | | | | |
| . Impact résiduel sur MM des mesures sur les ressources | | | | | | | | | | |
| . Mesures nouvelles (impact sur MM) | | | | | | | | | | |
| . Evol. MM. Pb : ajustement en 2008 et 2002 | -0,3% | 0,6% | -0,6% | -2,7% | -0,7% | 0,1% | | 0,3% | | |
| On retrouve l'EV Tr = MM Tr * D | 0,7% | -0,3% | -0,2% | 0,1% | -0,4% | -0,7% | | -1,5% | | |
| Ars : familles bénéficiaires Tr * | 3 074 926 | 3 021 930 | 2 975 853 | 3 077 593 | 3 029 959 | 3 022 302 | | | | |
| Evolution des effectifs de familles Ars Tr | -0,8% | -1,7% | -1,5% | 3,4% | -1,5% | -0,3% | | -1,7% | -3,5% | -5,1% |
| Nbre moyen d'E par F bénéficiaires Ars (Tr) | 170,02 | 170,03 | 169,81 | 168,48 | 168,19 | 167,79 | 167,39 | -1,3% | -3,4% | -4,7% |
| Evol. nbre moyen E/F bénéficiaires Ars (Tr) | -0,3% | 0,0% | -0,1% | -0,8% | -0,2% | -0,2% | -0,2% | | | |
| Ars : enfants bénéficiaires Ars Caf * | 4 954 048 | 4 877 470 | 4 807 694 | 4 944 084 | 4 871 933 | 4 859 848 | 4 818 233 | -1,9% | -2,9% | -4,8% |
| Evolution des effectifs enfants Ars Caf | 1,4% | -1,5% | -1,4% | 2,8% | -1,5% | -0,2% | -0,9% | 2010-2005 | 2005-2000 | 2010-2000 |
| Part des Caf | 94,8 % | 94,9 % | 95,1 % | 95,4 % | 95,6 % | 95,8 % | 96,1 % | 1,1 | 3,8 | 4,8 |
| Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances 6-18 ans (chronique des naissances, hors immigration) | 54 % | 53 % | 52 % | 54 % | 53 % | 53 % | 52 % | | | |
| Ars : familles bénéficiaires Ars Caf * | 2 919 801 | 2 873 708 | 2 835 623 | 2 938 833 | 2 900 787 | 2 899 407 | 2 874 734 | -0,7% | 0,3% | -0,4% |
| Evolution des effectifs de familles Ars Caf | 1,5% | -1,6% | -1,3% | 3,6% | -1,3% | -0,05% | -0,05% | | | |
| Nbre moyen d'E par F bénéficiaires Ars (Caf) | 169,88 | 169,95 | 169,80 | 168,47 | 168,20 | 167,90 | 167,61 | -1,2% | -3,1% | -4,2% |
| Evol. nbre moyen E/F bénéficiaires Ars (Caf) | -0,1% | 0,0% | -0,1% | -0,8% | -0,2% | -0,2% | -0,2% | 2010-2005 | 2005-2000 | 2010-2000 |
| Part des bénéficiaires Caf dans l'ensemble des enfants bénéficiaires | 55,8 % | 55,9 % | 56,1 % | 56,7 % | 56,9 % | 57,2 % | 57,3 % | 1,3 | 3,9 | 5,4 |
| Nbre E 6 à 18 ans (naissances, hors immigration) | 9 179 289 | 9 188 285 | 9 192 121 | 9 190 662 | 9 191 620 | 9 209 789 | 9 266 040 | | | |
| Evolution du nombre d'enfants de 6 à 18 ans | -0,26% | 0,10% | 0,04% | -0,02% | 0,01% | 0,20% | 0,61% | 0,3% | -1,6% | -1,3% |
| Différentiel démographique | 0,17 | 0,35 | -0,06 | -0,06 | 0,03 | 0,19 | 0,41 | | | |
| Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances 6-18 ans (chronique des naissances, hors immigration) | 57 % | 56 % | 55 % | 56 % | 55 % | 55 % | 54 % | | | |

T3PF 041 : Progression de + 8,6 % des dépenses d'Asf et de + 8,5 % des enfants bénéficiaires depuis 2005

| Evolution tous régimes | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010 / 2005 | 2005 / 2000 | 2010 / 2000 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Dépenses Tr à Bmaf constante | 2,6% | 1,6% | 0,9% | 2,1% | 1,9% | 1,9% | 0,9% | 5,7% | -1,7% | 4,0% | -0,3% | 8,6% | 9% | 18% |
| L'évolution des dépenses Tr s'explique par : | | | | | | | | | | | | | | |
| . la subsidiarité Asf / Api, Rsa | | | | | | | | 4,8% | -1,8% | 3,7% | -0,9% | 6% | | 6% |
| . l'effet volume (EV Tr) | 2,6% | 1,6% | 0,9% | 2,1% | 1,9% | 1,9% | 0,9% | 0,8% | 0,1% | 0,3% | 0,6% | 3% | 9% | 12% |
| Asf : enfants bénéficiaires TR (estim. 31/12) | 981 655 | 1 006 575 | 1 024 914 | 1 052 933 | 1 071 731 | 1 085 816 | 1 091 135 | 1 147 022 | 1 136 592 | 1 187 373 | 1 178 599 | 8,5% | 11% | 20% |
| Evol. effectifs au 31/12 | | | 1,8% | 2,7% | 1,8% | 1,3% | 0,5% | 5,1% | -0,9% | 4,5% | -0,7% | | | |
| Asf : enfants bénéficiaires TR en moyenne annuelle (MA) | | 994 115 | 1 015 744 | 1 038 924 | 1 062 332 | 1 078 773 | 1 088 475 | 1 119 078 | 1 141 807 | 1 161 982 | 1 182 986 | 9,7% | | |
| Evol. effectifs MA | | | 2,2% | 2,3% | 2,3% | 1,5% | 0,9% | 2,8% | 2,0% | 1,8% | 1,8% | | | |

T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 31 % entre 2005 et 2010, + 2,3 % en 2010

Les effectifs de décembre ne sont pas représentatifs de l'évolution des effectifs. Les séries ont été rectifiées en 2002-2005 en majorant les effectifs pour tenir compte des retours au foyer (cf. T2PF 21).

| Evolution tous régimes | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010 / 2005 | 2005 / 2000 | 2010 / 2000 |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Dépenses Tr à Bmaf constante | 5,3% | 4,6% | 8,5% | 18,8% | 3,4% | 3,5% | 7,1% | 5,3% | 4,9% | 1,0% | 1,4% | 24% | 52% | 89% |
| L'évolution des dépenses Tr s'explique par : | | | | | | | | | | | | | | |
| . l'évolution de la législation | | | 3,1% | 12,7% | -1,5% | -1,9% | 2,8% | 0,4% | -1,2% | -6,2% | -0,9% | -5% | 12% | 6% |
| . l'effet volume (EV Tr) | 5,3% | 4,6% | 5,2% | 5,4% | 5,0% | 5,5% | 4,2% | 4,9% | 6,2% | 7,7% | 2,3% | 31% | 35% | 77% |
| Aeeh : effectif d'enfants Tr au 31/12 | | | 139 901 | 144 598 | 151 320 | 156 603 | 161 848 | 168 977 | 168 558 | 176 709 | 186 921 | 19% | | |
| Evol. effectifs au 31/12 | | | | | 4,6% | 3,5% | 3,3% | 4,4% | -0,2% | 4,8% | 5,8% | | | |
| Aeeh : enfants bénéficiaires Tr en moyenne annuelle | | | | 142 250 | 147 959 | 153 962 | 159 225 | 165 412 | 168 767 | 172 633 | 181 815 | 18% | | |
| Evol. effectifs MA | | | | | 4,0% | 4,1% | 3,4% | 3,9% | 2,0% | 2,3% | 5,3% | | | |
| Evolution des effectifs MA Caf pondérés par le barème d'Aeeh | | | | | | | | | 2,0% | 1,9% | 3,8% | | | |

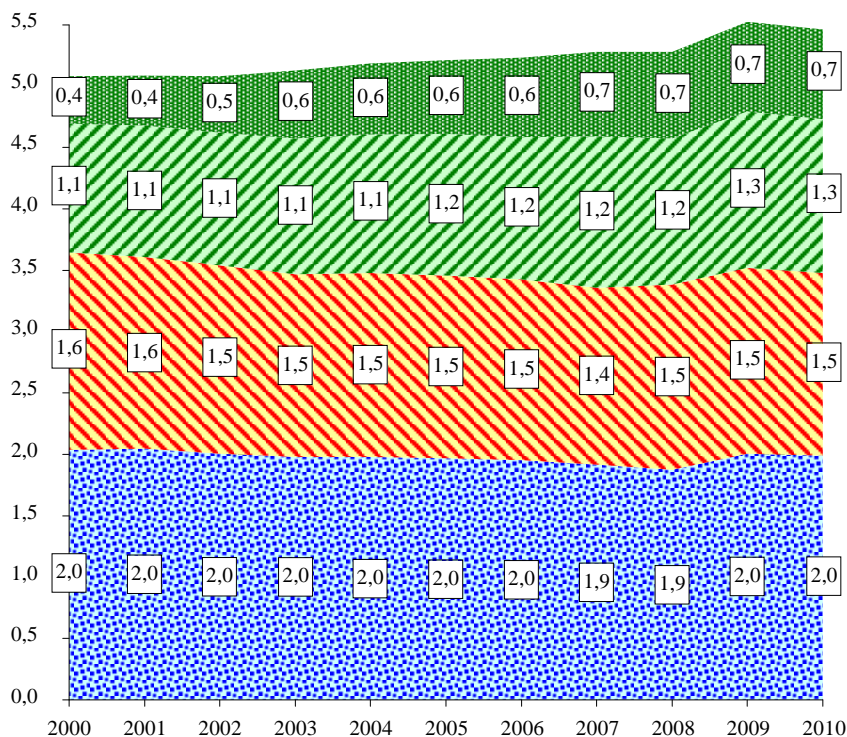
T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes)

Les effets volume 2004-2005 négatifs sont dus à des régularisations moins importantes en 2004-2005 qu'en 2003.

| | | | | | | | | | | En M€ 2010 | | En points | |
|---|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|------------|------------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010 | AP | 2010 | AP |
| Six compléments à la place des trois anciens compléments d'Aes (1/04/02) | 3,1% | 12,7% | -1,5% | -1,9% | | | | | | 67,8 | 67,8 | 12,3 | 12,3 |
| Majoration de l'Aeeh pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° catégorie (01/01/06) | | | | | 2,8% | 0,4% | | | | 19,3 | 19,3 | 3,2 | 3,2 |
| Moindres dép. générées par le droit d'option entre l'Aeeh et la Pch (prest. de compensation du handicap) (01/04/08) | | | | | | | -1,2% | -6,2% | -0,9% | -50,5 | -50,5 | -8,2 | -8,2 |
| Ensemble des mesures nouvelles | 3,1% | 12,7% | -1,5% | -1,9% | 2,8% | 0,4% | -1,2% | -6,2% | -0,9% | 36,6 | 36,6 | 6,4 | 6,4 |

Figure 2.6 : Les prestations "Famille hors Af et hors jeune enfant"
(5,46 milliards d'euros) ont progressé en volume de + 7,5 % depuis 2000

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2010



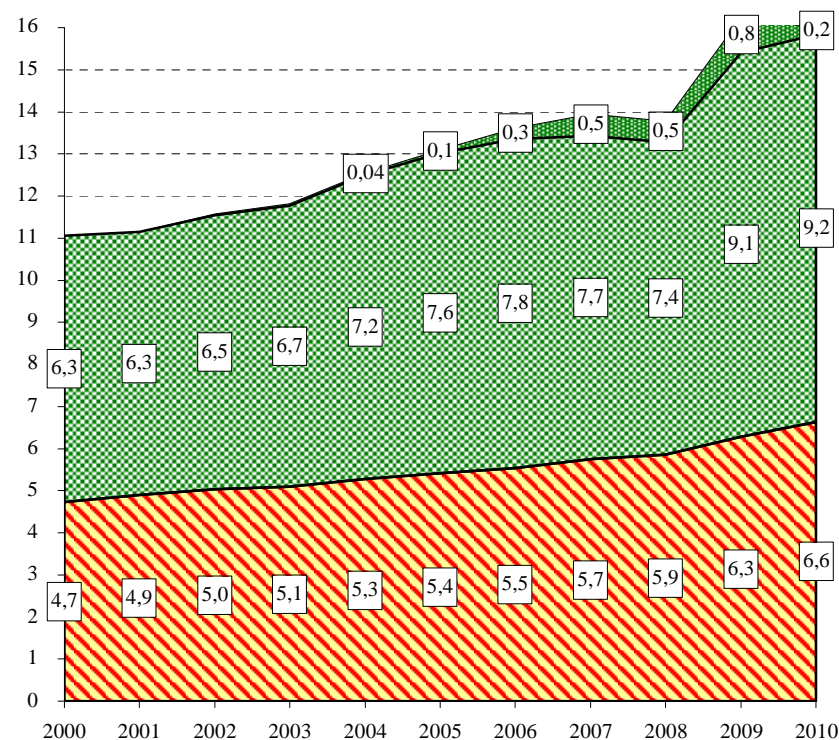
Variation des dépenses
2010-2000
En milliards d'euros 2010

| | | |
|---|-------|--------|
| A. d'éducation spéciale + A. présence parentale | 0,35 | 90 % |
| A. de soutien familial | 0,20 | 19 % |
| A. de rentrée scolaire + aide à la scolarité (1) | -0,12 | -7 % |
| Complément familial + divers | -0,05 | -2,4 % |

Progression des P. 0,38 7,5 %
"Famille" hors Af et hors P. jeune enfant

Figure 2.7 : Les minima sociaux et les aides à l'emploi
(16,0 milliards d'euros en 2010) ont progressé en volume de + 47 % depuis 2000

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2010



Variation des dépenses
2010-2000
En milliards d'euros 2010

| | | |
|---------------------------|------|------|
| Rso et aides à l'emploi | 0,17 | |
| RSA + RMI + API | 2,9 | 45 % |
| A. aux adultes handicapés | 1,9 | 40 % |

Progression des 4,9 47 %
minima sociaux et des aides à l'emploi

* Asf : + 0,2 Md€2010 depuis 2000

L'impact de la réforme de l'Api et de la montée en charge du Rsa sur l'Asf représente + 4,8 points de croissance en 2007 (+ 56 M€2010) et – 1,8 point en 2008 (+ 34 millions). + 3,7 points en 2009 (+ 77 millions), – 0,9 point en 2010 (+ 65 millions cf. encadré 4, T3PF 041, T1PF 311). En fin de montée en charge (2012), les dépenses supplémentaires d'Asf sont estimées à + 32 M€2010.

Les dépenses d'allocation de soutien familial (1,3 milliard d'euros) ont progressé à Bmaf constante de + 18 % depuis 2000¹², de + 8,6 % entre 2005 et 2010 avec – 0,3 % en 2010. Parallèlement, l'évolution des effectifs annuels d'enfants bénéficiaires a été de + 8,5 % depuis 2000 (cf. T3PF 041).

Le montant de l'Asf unitaire (87,57 euros par Asf à taux partiel, 116,76 euros par enfant pour l'Asf à taux plein) se situe au niveau de 2005 en euros constants (après + 2,9 % en 2009 et – 1,8 % en 2008, cf. T1PF 7622).

La part relative de l'Asf dans l'ensemble des prestations Famille a très légèrement progressé (4,1 % en 2010 contre 4,0 % en 2000). Les dépenses d'Asf représentent 2 % de l'ensemble des prestations légales depuis 1999.

* Aeeh : + 0,29 Md€2010 depuis 2000

L'impact depuis 2001 de l'évolution de la législation relative à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé¹³ est estimée à + 14,5 points de croissance des dépenses 2010 :

- en avril **2002**, six nouveaux compléments de l'Aes se substituent aux trois anciens compléments (cf. T3PF 011). Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à 68 millions d'euros 2009 en année pleine (soit + **12,3 points de croissance**, cf. T1PF 311). *Compte tenu des retards dans la montée en charge qui ont induit des régularisations très importantes, la réforme des compléments contribuerait à l'évolution des dépenses à hauteur de + 3,1 points en 2002, + 12,7 points en 2003, – 1,5 point en 2004 et – 1,9 point en 2005 ;*

- en janvier **2006**, une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeeh¹⁴ est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre des familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ

19,3 M€2010 (+ **3,2 points de croissance**). La majoration de l'Aeeh est remboursée à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

- en avril **2008**, l'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch) aux enfants handicapés de moins de 20 ans permet aux familles d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch. Une partie des familles bénéficiant d'un complément d'Aeeh de cinquième, de sixième, voire de quatrième catégorie, devrait basculer vers la Pch (qui est à la charge de la Cnsa). L'économie de cette mesure pour la Cnaf est estimée à – 50,5 millions d'euros en année pleine 2010.

La croissance en moyenne annuelle du nombre de **bénéficiaires de l'Aeeh pondérés par le barème** est estimée à + 2 % en 2008, à + 1,9 % en 2009 et à + 3,8 % en 2010¹⁵ alors que les effectifs moyens annuels progressent respectivement de + 2 %, de + 2,3 % et de 5,3 %. Ainsi, la régression des dépenses relative au premier complément et au sixième complément est compensée par l'augmentation des dépenses relatives aux autres compléments en 2008 mais pas en 2009. La progression de l'effet volume, hors mesure nouvelle, atteint + 31 % depuis 2005 (+ 2,3 % en 2010 après + 7,7 % en 2009), celle des effectifs moyens annuels + 18 %.

Les dépenses d'Aeeh (0,68 milliard d'euros) sont restées stables en euros constants en 2010 ; elles ont progressé de + 76 % depuis 2000.

La prestation unitaire de base (124,54 euros) a été perçue seule par 55,4 % des bénéficiaires (cf. T2PF 55). 2,2 % des bénéficiaires perçoivent le cumul de l'Aeeh avec le sixième complément, la prestation mensuelle atteint alors 1 159,95 euros.

* Ajpp : 51,7 millions d'euros en 2010

En janvier **2001**, l'allocation de présence parentale (App) est créée (cf. chapitre 8.1). En avril 2002, le montant de l'App est augmenté substantiellement (+ 64 %) afin d'être porté pour une interruption complète d'activité, à l'équivalent du salaire perçu par un salarié rémunéré au Smic.

En mai **2006**, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés, peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de

droit de trois ans¹⁶. En 2010, pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 41,37 euros (49,16 euros pour un parent isolé) est versée en cas de suspension totale de l'activité (cf. T1PF 7715 pour les montants correspondant au temps partiel). Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.

- En outre, depuis mai 2006, **un complément pour frais** (d'un montant de 105,82 euros en 2010), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

En 2010, les dépenses relatives à l'Ajpp atteignent 51,7 millions d'euros (soit + 22 % en euros constants depuis 2005, avec – 6,6 % en 2008, – 2,5 % en 2009 et + 1,5 % en 2010). La progression des effectifs est quant à elle de + 14 % depuis 2005, avec – 6,9 % en 2008, + 0,4 % en 2009 et + 3 % en 2010.

Aides au logement + 10,4 % en volume depuis 2000

Le fonds national d'aide au logement (Fnal) et le fonds national de l'habitat¹⁷ (FnH) sont fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2006.

- L'aide personnalisée au logement (Apl, Fnal) représente 43 % des dépenses en prestations directes de logement (cf. T1PF 2133) ;
- l'allocation logement sociale et l'allocation logement temporaire (Als + Alt, Fnal), 31 % ;
- l'allocation logement familiale (Alf) du fonds national des prestations familiales, 26 %.

En 2010, les prestations de logement atteignent 16,04 milliards d'euros, soit 25,8 % des prestations.

Entre 2000 et 2002, les dépenses des prestations logement ont globalement progressé en volume de + **5,1 %** : suite aux fortes progressions de l'Als (+ 9,4 %) et d'Alf (+ 11 %). Toutefois, le total des bénéficiaires régresse de – 1,5 % en moyenne annuelle (Ma, cf. T3PF 071).

Entre 2002 et 2007, les dépenses des prestations logement régressent en volume de – **2 %**, suite à la **régression de l'Apl de – 7,6 %** pour l'Als. La progression de l'Alf et de l'Als s'infléchissent : avec respectivement + 4,6 % et + 0,9 %. Globalement, les effectifs régressent de – 4 % en moyenne annuelle, (Ma).

Entre 2007 et 2010, la progression des dépenses de logement atteint + **7,3 %** ce qui permet d'atteindre une progression des dépenses en volume de + **10,4 % depuis 2000**. L'Alf et l'Als progressent de plus de 8,3 %, l'Apl de plus de 6 %. Les effectifs de bénéficiaires (en Ma) sont supérieurs de 10 600 à leur niveau de 2000 (+ 0,2 %).

Depuis 2005, les dépenses relatives à la **location** de logement ont progressé en volume de + **10 %** (+ 0,6 % en 2010) alors que les dépenses destinées à l'accession ont régressé de – 25 % (avec – 6,4 % en 2010).

En 2010, la faible progression en volume (+ 0,2 %) s'explique par la revalorisation modérée des barèmes (+ 0,32 % en euros courants) et la prise en compte des ressources de l'année 2008 peu impactées par la crise économique¹⁸.

Depuis juillet 2004, **deux mois de chômage total** sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage pour l'ensemble des prestations. Le nombre d'allocataires qui bénéficient de ce dispositif au niveau des aides au logement a régressé de – 37 % entre 2004 et 2008. Leur part parmi l'ensemble des bénéficiaires d'une prestation de logement passe de 15 % en 2004 à 9 % en 2008.

Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

| Données Caf métro. + Dom | Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers | | En % du nbre bénéficiaires P. logement |
|--------------------------------|--|-----------|--|
| 2004 | 863 | Variation | 14,9 % |
| 2005 | 717 | -146 | 12,4 % |
| 2006 | 618 | -99 | 10,9 % |
| 2007 | 559 | -58 | 9,8 % |
| 2008 | 548 | -12 | 9,1 % |
| 2008-2004 | -37 % | -315 | |
| 2009 | 694 | 146 | 12,2 % |
| 2009-2004 | -20 % | -169 | |

*** L'aide personnalisée au logement** (6,9 milliards d'euros, Apl) a régressé de – 0,15 Md€2010 entre 2000 et 2010 (– 2,2 %), avec + 0,05 Md€2010 en 2010 (+ 0,7 %). L'Apl est remboursée à la Cnaf. Par ailleurs, la Cnaf verse, au fonds national d'aide au logement, l'allocation de logement familiale virtuelle (Alv) dont le montant correspond à l'économie réalisée par le Fnpf en terme d'Alf du fait de l'existence de l'Apl (cf. T1PF 6711 et chapitre 7). En 2010, cette participation de la Cnaf au financement du Fnal s'élève à 4,01 milliards d'euros (dont 3,955 millions pour l'Alv et 54 millions au titre de l'Alt).

T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA)

| Evolution | 2000 / 1999 | 2001 / 2000 | 2002 / 2001 | 2003 / 2002 | 2004 / 2003 | 2005 / 2004 | 2006 / 2005 | 2007 / 2006 | 2008 / 2007 | 2009 / 2008 | 2010 / 2009 | 2010 / 2000 | 2002 / 2000 | 2007 / 2002 | 2010 / 2007 |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dépenses volume | -0,6 % | 1,8 % | 3,2 % | -2,1 % | 2,9 % | -2,4 % | 0,6 % | -0,8 % | 4,5 % | 2,4 % | 0,2 % | 10,4 % | 5,1 % | -2,0 % | 7,3 % |
| Accession | | | | | | | | -9,7 % | -4,8 % | 1,4 % | -6,4 % | | | | |
| Location, foyers | | | | | | | | -0,2 % | 5,4 % | 2,4 % | 0,6 % | | | | |
| ALF | 2,7 % | 6,3 % | 4,3 % | -0,7 % | 4,6 % | -1,1 % | 1,7 % | 0,1 % | 4,7 % | 3,6 % | -0,2 % | 25,5 % | 10,8 % | 4,6 % | 8,3 % |
| APL | -2,0 % | -1,9 % | 1,7 % | -3,4 % | 1,5 % | -3,2 % | -0,7 % | -1,9 % | 3,1 % | 2,1 % | 0,8 % | -2,2 % | -0,2 % | -7,6 % | 6,1 % |
| ALS | -0,7 % | 4,3 % | 4,5 % | -1,7 % | 3,8 % | -2,4 % | 1,4 % | -0,1 % | 6,3 % | 1,7 % | -0,1 % | 19,7 % | 9,4 % | 0,9 % | 8,4 % |
| Dont ALS étudiant | | | | | | | 3,2 % | 5,9 % | 3,1 % | 2,4 % | 2,0 % | | | | 7,7 % |
| ALT | 10,9 % | 8,8 % | 23,6 % | 14,6 % | -5,6 % | 5,5 % | -1,8 % | 5,6 % | 1,1 % | 10,8 % | 1,9 % | 85,8 % | 36,2 % | 19,2 % | 14,2 % |
| Aide aux organismes | | | | | | | | -1,1 % | -6,2 % | 6,4 % | -2,7 % | 27,6 % | 36,2 % | -3,5 % | -2,9 % |
| Accueil gens du voyage | | | | | | | | 51,8 % | 34,0 % | 24,6 % | 14,3 % | | | | 91 % |
| Evol. effectifs TR au 31/12 | 0,1 % | -1,3 % | -0,5 % | -1,4 % | -0,6 % | 0,3 % | -2,4 % | 0,7 % | 5,5 % | 0,3 % | -0,6 % | -0,2 % | -1,8 % | -3,4 % | 5,2 % |
| ALF | 2,7 % | -0,1 % | -0,5 % | -1,3 % | 0,6 % | 1,7 % | -0,9 % | 1,3 % | 6,7 % | 0,3 % | -1,6 % | 6,0 % | -0,7 % | 1,3 % | 5,3 % |
| APL | -1,2 % | -1,6 % | -1,6 % | -2,6 % | -2,0 % | -0,8 % | -3,2 % | 0,4 % | 4,8 % | -0,1 % | 0,1 % | -6,6 % | -3,2 % | -7,9 % | 4,8 % |
| ALS | 0,3 % | -1,5 % | 0,9 % | 0,0 % | 0,5 % | 0,7 % | -2,4 % | 0,5 % | 5,6 % | 0,7 % | -0,6 % | 4,4 % | -0,6 % | -0,6 % | 5,6 % |
| Evol. effectifs TR en MA | -0,2 % | -0,6 % | -0,9 % | -0,9 % | -1,0 % | -0,1 % | -1,1 % | -0,9 % | 3,1 % | 2,8 % | -0,1 % | 0,2 % | -1,5 % | -4,0 % | 5,9 % |
| ALF | 1,9 % | 1,3 % | -0,3 % | -0,9 % | -0,4 % | 1,2 % | 0,4 % | 0,2 % | 4,0 % | 3,4 % | -0,6 % | 8,3 % | 0,9 % | 0,4 % | 6,9 % |
| APL | -1,2 % | -1,4 % | -1,6 % | -2,1 % | -2,3 % | -1,4 % | -2,0 % | -1,4 % | 2,6 % | 2,3 % | -0,003 % | -7,2 % | -3,0 % | -8,9 % | 5,0 % |
| ALS | 0,0 % | -0,6 % | -0,3 % | 0,5 % | 0,3 % | 0,6 % | -0,8 % | -0,9 % | 3,1 % | 3,1 % | 0,01 % | 4,9 % | -0,9 % | -0,4 % | 6,3 % |
| Effectifs TR (en milliers) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010-2000 | 2002-2000 | 2007-2002 | 2010-2007 |
| Au 31 décembre | 6 283,251 | 6 203,337 | 6 173,190 | 6 086,259 | 6 052,716 | 6 071,195 | 5 922,628 | 5 961,584 | 6 290,560 | 6 309,070 | 6 273,537 | -9,714 | -110,061 | -211,606 | 311,953 |
| ALF | 1 252,712 | 1 251,374 | 1 244,506 | 1 228,171 | 1 235,591 | 1 257,099 | 1 245,162 | 1 261,007 | 1 345,740 | 1 350,436 | 1 328,340 | 75,628 | -8,206 | 16,501 | 67,333 |
| APL | 2 796,796 | 2 751,707 | 2 707,878 | 2 637,122 | 2 584,978 | 2 565,283 | 2 482,079 | 2 493,152 | 2 613,397 | 2 611,660 | 2 613,249 | -183,547 | -88,918 | -214,726 | 120,097 |
| ALS | 2 233,743 | 2 200,256 | 2 220,806 | 2 220,966 | 2 232,147 | 2 248,813 | 2 195,387 | 2 207,425 | 2 331,423 | 2 346,974 | 2 331,948 | 98,205 | -12,937 | -13,381 | 124,523 |
| Moyenne annuelle | 6 280,736 | 6 243,294 | 6 188,264 | 6 129,725 | 6 069,488 | 6 061,956 | 5 996,911 | 5 942,106 | 6 126,072 | 6 299,815 | 6 291,303 | 10,567 | -92,473 | -246,158 | 349,197 |
| ALF | 1 236,404 | 1 252,043 | 1 247,940 | 1 236,339 | 1 231,881 | 1 246,345 | 1 251,130 | 1 253,085 | 1 303,374 | 1 348,088 | 1 339,388 | 102,984 | 11,536 | 5,144 | 86,303 |
| APL | 2 814,003 | 2 774,252 | 2 729,793 | 2 672,500 | 2 611,050 | 2 575,131 | 2 523,681 | 2 487,616 | 2 553,275 | 2 612,529 | 2 612,455 | -201,548 | -84,210 | -242,177 | 124,839 |
| ALS | 2 230,330 | 2 217,000 | 2 210,531 | 2 220,886 | 2 226,557 | 2 240,480 | 2 222,100 | 2 201,406 | 2 269,424 | 2 339,199 | 2 339,461 | 109,131 | -19,799 | -9,125 | 138,055 |

TIPF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)

| En % (total ALF+APL+ALS) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| ALF | 22,8 % | 23,8 % | 24,0 % | 24,4 % | 24,8 % | 25,1 % | 25,4 % | 25,6 % | 25,7 % | 26,0 % | 25,9 % |
| APL | 48,3 % | 46,6 % | 45,9 % | 45,3 % | 44,7 % | 44,3 % | 43,8 % | 43,3 % | 42,7 % | 42,6 % | 42,8 % |
| ALS + ALT | 28,9 % | 29,6 % | 30,1 % | 30,3 % | 30,5 % | 30,5 % | 30,8 % | 31,0 % | 31,6 % | 31,4 % | 31,3 % |
| Dt ALS étudiants | | | | Nd | 6,8 % | 6,5 % | 6,7 % | 7,1 % | 7,0 % | 7,0 % | 7,1 % |
| Dt logement temporaire | 0,4 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,7 % |
| Structure ALT | | | | | | | | | | | |
| Aide aux organismes | | | | | | Nd | 87,3 % | 81,7 % | 75,8 % | 72,8 % | 69,5 % |
| Accueil des gens du voyage | | | | | | Nd | 12,7 % | 18,3 % | 24,2 % | 27,2 % | 30,5 % |

Encadré 5 : Barèmes logement 2004-2008

La croissance relativement élevée des dépenses **en 2004** (+ 2,9 % en monnaie constante) doit beaucoup à la revalorisation des aides¹⁹ qui n'est intervenue qu'au printemps 2004 mais avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003, et s'est donc imputée sur les comptes 2004.

En 2005, les dépenses régressent de – 2,6 % en euros constants par rapport aux dépenses comptabilisées en 2004. Les barèmes n'ont pas été revalorisés au titre de 2004 et la revalorisation 2005 est intervenue en septembre, sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005. Les mesures d'économie décidées entre juin et août 2004 n'ont un impact en année pleine qu'en 2005.

En janvier 2007, la revalorisation des barèmes est sans effet rétroactif à juillet 2006. Le **seuil de non-versement** des aides au logement est abaissé à 14 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004). La part des allocataires en dessous du seuil de non-versement passe de 4,9 % en décembre 2004 à 2,7 % en 2007 (cf. T2PF 3.2, chapitre 5, données Caf).

L'augmentation enregistrée **en 2008** est due à la prolongation de la prise en compte des **ressources 2006** pour le calcul des aides au logement jusqu'en décembre 2008. L'impact de la mesure sur les dépenses est de l'ordre de 220 millions d'euros en 2008 et 110 millions en 2009.

Encadré 6 : Législation « Logement »

Les loyers plafonds de l'Alf et de l'Als sont alignés sur ceux de l'Apl en trois ans à compter de juillet 1999. **La mise en place d'un barème unique** des aides au logement en secteur locatif intervient en deux étapes en janvier **2001 et 2002**.

En janvier **2000**, **l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans** pour l'ensemble des aides au logement, avec un coût en année pleine estimé à 73,2 millions d'euros.

En avril **2002**, l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement est supprimée, avec effet rétroactif à juillet 2001.

En décembre **2001**, un **abattement double résidence** est instauré pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement.

L'impact des mesures d'économie mises en place en **2004** serait de l'ordre de 161,4 M€2003 en année pleine (89 millions en 2004) :

- le seuil de non-versement des aides est relevé de 15 euros à 24 euros entre juin 2004 et janvier 2007 ;

- l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje est supprimé en août 2004 ;

- le délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés est allongé d'un mois en août 2004.

En janvier 2009, la participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008).

En janvier 2011 :

- la rétroactivité de trois mois pour les **aides au logement** lorsque les conditions d'ouverture de droit sont remplies antérieurement à la demande est supprimée (soit une moindre dépense estimée à 240 M€2011) ;

- la participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,47 euros par an ;

- les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 222,87 euros (au lieu de 1204,8 euros) pour une personne seule, 1834,31 euros (au lieu de 1807,2 euros) pour un couple.

Encadré 7 : Prévisions « Logement »

Les prévisions réalisées sur l'ensemble des aides personnelles au logement²⁰ font apparaître un trend estimé à environ + 1,5 % de croissance annuelle en volume entre juillet 1993 et décembre 2009. Cette tendance peut refléter notamment :

- la croissance du nombre des ménages imputable notamment à la croissance de la population (+ 0,5 % par an environ) et à des ruptures d'union plus fréquentes. Cette évolution du nombre des ménages a été, d'une part, freinée par une décohabitation juvénile plus tardive (études plus longues, accès plus difficile au marché du travail) et, d'autre part, accélérée par le gonflement de la population étudiante ;

- l'ouverture de l'éventail des revenus, qui s'est produite au cours des années 1990, s'est stabilisée à partir de 2000. Cette ouverture de l'éventail des revenus est le résultat de la faible dynamique des salaires réels des non-qualifiés, de l'accroissement du chômage, du développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée.

* En 2010, les dépenses d'**allocation logement familiale**²¹ (4,15 milliards d'euros, Alf) ont dépassé leur niveau de 2000 de + 0,84 Md€2010 (+ 26 %), avec – 0,01 milliard en 2010.

* **L'allocation logement sociale**²² (4,9 milliards d'euros, Als) se caractérise par une progression de + 0,78 Md€2010 sur la période 2000-2010 (+ 19 %) avec – 0,01 milliard en 2010 (– 0,1 %).

La généralisation de l'Als a bénéficié en particulier aux étudiants ne résidant pas chez leurs parents et déclarant ne disposer d'aucun revenu personnel : l'Als leur est attribuée au taux maximum, avec toutefois un correctif, dit du « revenu plancher ». **L'Als étudiant**²³ (1,15 milliard) représente 7,2 % du total des dépenses de logement : elle progresse en volume de + 2 % en 2010 (+ 18 % depuis 2005).

* 108,21 millions d'euros ont été versés sous forme d'**aide aux associations**²⁴ logeant à titre transitoire des personnes défavorisées dans l'attente d'un logement autonome (Alt) : les dépenses d'Alt ont été multipliées par 1,9 depuis 2000 (avec + 1,9 % en 2010 après + 10,8 % en 2009). Les dépenses concernant l'accueil des gens du voyage ont été multipliées par 2,5 depuis 2006 (passant de 11,2 M€2010 à 28,5 millions). Elles représentent 27 % des dépenses d'Alt (en 2009 contre 12 % en 2006), le reste étant versé sous forme d'aide à des organismes qui ont régressé de – 1,3 % depuis 2006. La Cnaf participe au financement de l'Alt qui relève du Fnal (51 millions en 2009, cf. T1PF 671).

* En 2007, 27 millions d'euros ont été versés au titre de **l'allocation d'installation étudiante (Aline)** à des étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois. Cette allocation, instaurée en juillet 2006, est supprimée en juillet 2008. En 2008, 7,5 millions d'euros de reliquat ont été comptabilisés.

* En avril 2008, les **prêts « jeunes avenir » (Pja)** sont créés à l'attention des jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi. Ces prêts, soumis à des conditions de ressources, sont destinés à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro, remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les intérêts et la garantie du prêt (0,34 million d'euros en 2010) sont financés par le Fnpf.

* Le montant des **prêts à l'amélioration de l'habitat** (Pah, généralisés en 1955, 13,56 millions) est inférieur aux remboursements des prêts (17,86 millions) : le solde Pah (– 4,19 millions) tient compte de 0,11 million d'intérêts. Par ailleurs,

0,89 million ont été comptabilisés suite à la création, en juin 2010, d'un **Pah à taux zéro aux assistants maternels**²⁵.

Encadré 8 : Réformes de l'Api depuis 1997

L'impact des réformes en année pleine représente – **101,72 M€2010** :

- depuis **avril 1997**, un **forfait logement** est applicable aux nouvelles demandes d'Api lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (non prise en compte dans le calcul des revenus) ou d'un logement gratuit. Les moindres dépenses correspondant à cette mesure sont estimées en année pleine à – 67,9 M€ 2010, soit – **7,5 points de croissance** (cf. T1PF 311) ;

- de 2001 à 2007, + **9,2 points** de croissance sont générés par **l'harmonisation** du montant de l'Api **dans les Dom** par rapport à celui de la métropole (+ 1 point en 2001 et en 2002, autour de + 1,3 point par an entre 2003 et 2005 et + 1,4 point entre 2006 et 2007). Le coût de la mesure en année pleine est estimé à + 87 M€2010 ;

- en janvier 2007, le **forfait logement** de l'allocation de parent isolé est aligné sur celui du Rmi, soit une économie de l'ordre de – 7,9 M€2010, représentant – 0,7 point de croissance ;

- la **subsidiarité Asf-Api** (cf. encadré 4) génère une économie de l'ordre de – 4,9 points de croissance en 2007, – **10,1 points** en année pleine 2008 (– 110 M€2010).

Le **revenu de solidarité active majoré** remplace l'Api en métropole à compter de juin 2009 et l'Api Dom, en janvier 2011.

Les mesures d'intéressement Api

Pour les activités débutées antérieurement au 30 septembre 2006, ces mesures variaient selon la nature de l'activité (cf. T1PF 7623).

En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement l'Api et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :
 - . si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;
 - . si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire (de 225 euros). Une prime de retour à l'emploi (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

Encadré 9 : Généralisation du Rsa²⁶

- **Juin 2009** : le Rsa se substitue au Rmi, à l'Api²⁷ en **métropole** (et aux dispositifs d'intéressement liés à ces prestations), aux dispositifs liés aux contrats (Cirma, Cav) et aux expérimentations Rsa (sauf conditions particulières). Son montant correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer. La part financée par le département est appelée Rsa socle, celle financée par l'Etat, Rsa activité²⁸.

. Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = **Rsa socle**).

. Le **Rsa activité** permet de compléter les revenus de travailleurs ayant de faibles revenus d'activité, supérieurs cependant au seuil du Rsa socle. Le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge.

Un bénéficiaire du Rsa peut bénéficier du Rsa socle seulement, du Rsa activité seulement ou bien des deux composantes simultanément.

. Le montant du Rsa est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = **Rsa majoré**).

On peut estimer que **la transition entre le Rmi-Api et le Rsa socle contribue pour environ 0,5 point à la hausse du nombre de bénéficiaires du Rsa** entre juin 2009 et juin 2010.

- **Septembre 2010** : le Rsa est étendu aux jeunes âgés de 18 à 25 ans.

- **Janvier 2011** : mise en place du Rsa dans les **Dom**.

Différence entre le Rsa majoré et l'Api²⁹

Le périmètre réglementaire du Rsa socle non majoré est identique à celui du Rmi. En revanche, il existe quatre différences entre le Rsa socle majoré et l'Api qui conduisent à une légère extension du champ des bénéficiaires :

. les enfants sont considérés comme à charge jusqu'à l'âge de 25 ans contre 20 ans pour l'Api ;

. les majorations pour âge des Af ne figurent pas dans les ressources prises en compte pour le calcul

du Rsa majoré alors qu'elles étaient intégrées dans les ressources Api ;

. l'attribution de la majoration d'isolement est automatique pour les bénéficiaires du Rsa dès lors qu'ils font connaître leur situation d'isolement à l'organisme payeur du Rsa. Auparavant, il était nécessaire d'effectuer une demande d'Api ;

. une mesure temporaire de gestion, appliquée entre juin et octobre 2009, a conduit à apprécier la condition d'isolement de façon plus large qu'en Api.

Fin des mécanismes d'intéressement

Avec le Rsa socle, les dispositifs d'intéressement disparaissent et les revenus d'activité sont simplement pris en compte dans le calcul du droit avec application de la pente de 62 %³⁰.

Encadré 10 : Législation Rmi depuis 1999

. Depuis 1999, une **prime exceptionnelle** a été **versée en décembre** aux Rmistes (152,45 euros pour une personne seule).

. Depuis janvier 1999, il est possible de cumuler les majorations pour âge des Af et le Rmi. (*Il est à noter que les majorations d'Af ont continué à être prises en compte pour le calcul de l'Api. Elle ne sont pas prises en compte dans le calcul du Rsa.*)

. En janvier 2002, l'alignement du montant du Rmi des **Dom** sur celui de la métropole a été réalisé.

Pour les activités débutées entre septembre 2001 et septembre 2006, **les mesures d'intéressement** variaient selon la nature de l'activité (*cf. TIPF 7745*). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le Rmi et son revenu ;

- du quatrième au douzième mois d'activité :

. si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, l'allocataire bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;

. si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire : 150 euros pour un isolé, 225 euros pour un couple ou un isolé avec personne(s) à charge) ; une prime de retour à l'emploi³¹ (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

. **Le Rmi est remplacé par le Rsa en métropole en juin 2009 et en janvier 2011 dans les Dom.**

T2PF 9.7 : Minima (hors Aah), aides à l'emploi et prime exceptionnelle Ars

| En millions d'euros 2010 | Ecart | | | | | 2000 | 2005 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2005 - 2000 | 2008 - 2005 | 2010 - 2008 | 2010 - 2005 | 2010 - 2000 | | | | | |
| Rsa | | | 8 285 | 8 285 | 8 285 | | | | 5 395 | 8 285 |
| Rsa non majoré | | | 6 769 | 6 769 | 6 769 | | | | 3 529 | 6 769 |
| Rsa socle non majoré (département) | | | 5 594 | 5 594 | 5 594 | | | | 2 999 | 5 594 |
| Rsa activité non majoré (Etat) | | | 1 175 | 1 175 | 1 175 | | | | 530 | 1 175 |
| Rsa majoré | | | 1 190 | 1 190 | 1 190 | | | | 680 | 1 190 |
| Rsa socle majoré (département) | | | 1 034 | 1 034 | 1 034 | | | | 595 | 1 034 |
| Rsa activité majoré (Etat) | | | 157 | 157 | 157 | | | | 85 | 157 |
| Rsa primes et divers | | | 325 | 325 | 325 | | | | 1 186 | 325 |
| Autres (hors prime Ars) | 60 | 431 | -323 | 107 | 167 | 3 | 63 | 494 | 370 | 170 |
| Api | 249 | 53 | -878 | -825 | -576 | 722 | 972 | 1 024 | 544 | 147 |
| Rmi | 1 416 | 189 | -5 512 | -5 323 | -3 907 | 4 673 | 6 088 | 6 278 | 3 050 | 766 |
| Sous-total (hors Aah et prime Ars) | 1 725 | 673 | 1 571 | 2 244 | 3 969 | 5 398 | 7 123 | 7 796 | 9 359 | 9 367 |
| Prime exceptionnelle Ars | | | 0,2 | 0,2 | 0,2 | | | | 462 | 0,2 |
| Minima (hors Aah) + autres | 1 725 | 673 | 1 572 | 2 244 | 3 969 | 5 398 | 7 123 | 7 796 | 9 820 | 9 368 |
| Dont Rsa majoré + Api | 249 | 53 | 313 | 365 | 615 | 722 | 972 | 1 024 | 1 224 | 1 337 |

| En euros constants | Rapport | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2005 / 2000 | 2008 / 2005 | 2010 / 2008 | 2010 / 2005 | 2010 / 2000 |
| Minima (hors Aah) + autres | 32% | 9% | 20% | 32% | 74% |
| Dont Rsa majoré + Api | 35% | 5% | 31% | 38% | 85% |

**Minima sociaux et aides à l'emploi :
+ 45 % en volume depuis 2000
– 1,5 % en 2010**

Les dépenses d'Aah, des compléments d'Aah et d'Api sont remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). Ces deux prestations ne relèvent plus du Fnpf à partir de 2010. Les autres minima sociaux n'ont jamais relevé du Fnpf.

*** Rsa, Rmi et Api**

• Les dépenses relatives au revenu de solidarité active (**Rsa**) versé depuis juin 2009 s'élèvent à 5 380,92 millions d'euros en 2009 et à 8 284,59 millions d'euros en 2010 (cf. encadré 9).

Suite à la montée en charge du Rsa, les dépenses relatives au revenu minimum d'insertion (**Rmi**) passent de 6 278 millions d'euros en 2008 à 3 050 millions en 2009 et à 765,70 millions d'euros en 2010 (cf. encadré 10).

Les dépenses d'allocation de parent isolé (**Api**) dans les Dom (155,2 millions d'euros) ont été multipliées par 5 depuis 2000, avec 1 % en 2010, en euros constants. Par ailleurs, – 8,5 millions d'indus, de créances ont été comptabilisés au titre de l'Api en métropole, le **Rsa majoré remplaçant l'Api en métropole** à compter de juin 2009³² (cf. encadré 8).

Le barème du Rsa majoré est identique à celui de l'Api en juin 2009 (cf. T1PF 774212). Suite à la revalorisation du Rsa en janvier 2010, le Rsa majoré devient supérieur à l'Api Dom : respectivement 787,75 euros pour un isolé ayant un enfant contre 778,40 euros d'Api Dom (cf. T1PF 7622).

*** Les autres minima et aides à l'emploi**

• 144,5 millions d'euros ont été versés en 2009, 25,9 millions en 2010 au titre de la **prime de retour à l'emploi** (créée en octobre 2006) versée à des bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'allocation spécifique de solidarité³³ (Ass), au quatrième mois d'une reprise d'activité égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures. Son financement est assuré par l'Etat.

• 26,5 millions d'euros ont été versés en 2009, 10,8 millions d'euros en 2010 au titre du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité** (Cirma). Créé en janvier 2004 et réformé en mars 2005, le Cirma est réservé au **secteur marchand** et est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi³⁴.

• 107 millions d'euros ont été versés en 2009, 51,4 millions d'euros en 2010 au titre du **contrat d'avenir** (Cav) : créé en mars 2005³⁵, ce contrat est réservé au **secteur non marchand**.

• Par ailleurs, 73,5 millions d'euros ont été versés en 2010 dans les Dom à 13 100 bénéficiaires du **revenu de solidarité**³⁶ (Rso). La réforme 2004 du Rso (créé en 2001) a généré une progression des dépenses de 82 % en six ans, avec +1,4 % seulement en 2010 en euros constants. Le montant maximal du Rso (476,66 euros) est supérieur de 3,2 % à celui du Rsa métropole (cf. *TIPF 7751*).

• Une **prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée en juin 2009, aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ. Les dépenses correspondant à cette prime exceptionnelle Ars s'élèvent à 461,73 milliards d'euros en 2009. Cette prime n'est pas reconduite en 2010.

L'ensemble des minima (hors Aah) et des aides à l'emploi ont progressé en euros constants de 4,0 Md€2010 depuis 2000 (+ 74 %) avec :
+ 1,7 Md€2010 entre 2000 et 2005 (+ 32 %) ;
+ 2,2 Md€2010 entre 2005 et 2010 (+ 32 %).

Le cumul des dépenses Rsa majoré et Api a progressé plus rapidement : + 85 % en euros constants (+ 615 M€2010) depuis 2000 avec :
+ 249 M€2010 entre 2000 et 2005 (+ 35 %) ;
+ 365 M€2010 entre 2005 et 2010 (+ 38 %).

*** Aah : + 1,91 Md€ 2010 depuis 2000**

| AAH de base en euros courants | Reval. AAH de base | Revalorisation en % | Montant moyen annuel AAH DC | Evol. an. AAH base DC |
|-------------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------|-----------------------|
| janv-07 | 621,27 | | 621,27 | |
| janvier 2008 | 628,10 | 1,1% | | |
| septembre 2008 | 652,60 | 3,9% | | |
| 2008 | | | 634,23 | 2,1% |
| avril 2009 | 666,96 | 2,2% | | |
| septembre 2009 | 681,63 | 2,2% | | |
| 2009 | | | 668,26 | 5,4% |
| avril 2010 | 696,63 | 2,2% | | |
| septembre 2010 | 711,95 | 2,2% | | |
| 2010 | | | 697,99 | 4,4% |
| avril 2011 | 727,61 | 2,2% | | |
| septembre 2011 | 743,62 | 2,2% | | |
| 2011 | | | 729,03 | 4,4% |
| avril 2012 | 759,98 | 2,2% | | |
| septembre 2012 | 776,70 | 2,2% | | |
| 2012 | | | 761,46 | 4,4% |
| Evol. 2012/2007 | 25,0 % | | | 22,6 % |

Le montant de l'Aah de base (697,99 euros à taux plein, en moyenne annuelle 2010, en droits constatés Dc) a progressé de + 4,4 % par rapport à 2009. Sa revalorisation entre 2007 et 2012 devrait atteindre

25 % en euros courants. L'Aah de base a progressé en volume de + 8,5 % depuis 2000, de + 7,4 % depuis 2005 (en Dc, cf. *TIPF 772*).

A compter de juillet 2005, le plafond de l'Aah est égal à douze fois l'Aah mensuelle : en conséquence le plafond est revalorisé comme l'Aah en janvier et en septembre 2008. Les revenus mensuels 2008 correspondant au plafond de ressources moyen annuel 2010³⁷ pour une personne seule (8 375,84 euros en moyenne annuelle) représentent 83,3 % du Smic net de 2008 (contre 90 % du Smic en 2000, cf. *TIPF 7731-32*).

Les comparaisons annuelles de l'Aah en Dc³⁸ sont perturbées entre 2007 et 2009 par l'impact des charges à payer comptabilisées en fin 2007 et fin 2008 (ces Cap ayant été estimées selon des méthodes différentes et disparaissant en 2009).

Les dépenses d'Aah de base atteignent 6,3 milliards en 2010. Leur progression en volume est de + 5,8 % en 2010 (+ 7,9 % en Ed) et de + 39 % depuis 2000.

En juillet 2005, deux nouveaux compléments³⁹ d'Aah, non cumulables, sont créés. Il s'agit de :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément créé en 1993. Les conditions d'attribution de la Mva sont quasiment les mêmes (la personne doit bénéficier d'une aide au logement) et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. Compte tenu de l'effort de revalorisation de l'Aah de base, le montant mensuel de la Mva (104,77 euros depuis janvier 2008) ne devrait pas être revalorisé d'ici avril 2013 ;

- la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 872,93 euros en moyenne annuelle 2010) : un complément de ressources (179,31 euros, stable de juillet 2006 à avril 2013, cf. *TIPF 7723*) s'ajoute à l'Aah pour constituer la Grph qui a progressé de + 6,4 % entre 2005 et 2010 en euros constants. Pour bénéficier de la Grph, la personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de + 90 millions d'euros.

Depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité.

Les dépenses relatives à la Grph atteignent 133,75 millions d'euros en 2010 (+ 1,1 % en monnaie constante), celles concernant la Mva 175,10 millions (– 0,6 %).

En 2010, l'**allocation aux adultes handicapés et ses compléments** (6,63 milliards d'euros) représentent 10,7 % des prestations directes. L'accroissement en euros constants de ces dépenses globales a été de + 0,35 milliard en 2010 (+ 5,6 %), de + 1,2 milliard depuis 2005 avec + 1,91 milliard en dix ans (+ 40,4 %).

Autres prestations

• En 2010, les 330,22 millions d'euros de **frais de tutelle**⁴⁰ relevant du Fnpf se ventilent à concurrence de 81 % pour la tutelle Aah (contre 60 % en 2006) et de 19 % pour les prestations familiales. La réforme de 2007 des tutelles (qui s'est appliquée en 2009) a prévu que le financement des tutelles pour les incapables majeurs passe à l'organisme payant la prestation la plus importante, la part de Sécurité sociale augmentée donc. Les frais de tutelle ont progressé en monnaie constante de + 43,8 % en 2009 et de + 2,7 % en 2010 (de + 77 % en 2009 et de + 4 % en 2010 pour ceux relatifs à l'Aah et de – 17 % en 2009 et de – 2,5 % en 2010 pour ceux relatifs aux prestations familiales). L'effectif global, estimé à 332 765 bénéficiaires en 2010, est en progression de + 11,3 % depuis 2005 (avec + 2 % en 2010, + 0,3 % en 2009).

• En 2010, 5,2 millions d'euros de **prestations hors métropole** ont été versés aux **familles d'allocataires étrangers qui résident hors métropole, hors Dom et hors Cee**. La masse des prestations hors métropole a régressé de – 81 % en euros constants depuis 2000. La diminution du nombre de familles bénéficiaires est très importante (6 300 en 2010, 7 200 en 2009 contre 28 000 en 2000).

• **Les accords Cee** : depuis le 1^{er} avril 1990, **tout travailleur d'un Etat de la Cee exerçant une activité** ou poursuivant des études en France ou étant en situation de chômage indemnisé ouvre droit, pour sa **famille résidant dans un autre Etat membre**, aux Af, à l'Apje longue, à la Paje (allocation de base et complément libre choix d'activité), au Cf, à l'Asf, à l'Aeeh, à l'Api et à l'Ars. *L'impact de la mesure était estimé à 100 millions en 1991, mais les sommes versées étant imputées directement aux prestations concernées et non aux accords Cee*, l'impact réel de la mesure ne peut être apprécié et est sans rapport avec les 4,7 millions d'euros comptabilisés en 2010 à ce titre.

• **L'allocation différentielle** est versée à la **famille résidant en France alors que le chef de famille travaille à l'étranger** et perçoit les prestations familiales du pays d'emploi. Elle représente 17,7 millions d'euros en 2010 et concerne

9 320 bénéficiaires. Les dépenses 2010 sont inférieures de – 0,4 % à celles de 2009 en euros constants (avec – 16 % sur dix ans).

• Par ailleurs, **une famille française résidant à l'étranger** est soumise au système des prestations familiales du pays où est exercée l'activité.

Les prestations Dom : progression de + 41 % en volume depuis 2000

Il est intéressant de rappeler que la structure et la dynamique des prestations dans les Dom diffère profondément de celle de la métropole.

Cette situation résulte notamment des améliorations substantielles apportées à la législation dans les Dom afin de la rapprocher de celle de la métropole, les mesures récentes portant sur les minima sociaux. La mise en place du Rsa dans les Dom est reportée à janvier 2011 (cf. encadré 11, *tableau législatif à la fin du chapitre 8.1, chapitre 8.2*).

| Structure des prestations 2010 | Métropole | Dom |
|---------------------------------------|------------------|---------------|
| Structure dép. Jeune enfant | 100 % | 100 % |
| Entretien | 40 % | 73 % |
| Frais de garde à l'extérieur | 40 % | 13 % |
| Frais de garde à domicile | 3 % | 2 % |
| Compensation arrêt de l'activité | 18 % | 13 % |
| Structure dépenses Famille | 100 % | 100 % |
| AF + divers (1 % en métropole) | 43 % | 48 % |
| CF | 5 % | 3 % |
| ARS | 5 % | 7 % |
| ASF | 4 % | 15 % |
| AEEH + AJPP | 2 % | 3 % |
| Jeune enfant | 40 % | 23 % |
| Structure ensemble prestations | 100 % | 100 % |
| Famille | 49 % | 38 % |
| Dont prestations jeune enfant | 20 % | 9 % |
| Logement | 25 % | 21 % |
| Minima sociaux, aides à l'emploi | 26 % | 42 % |
| Evolution en € constants | Métropole | Dom |
| Rapport 2010/2009 | -0,8 % | -0,7 % |
| Famille | -1,0 % | -1,6 % |
| Dont prestations jeune enfant | 0,8 % | -0,6 % |
| Logement | 0,2 % | 6,7 % |
| Minima sociaux, aides à l'emploi | -1,5 % | -3,2 % |
| Rapport 2010/2000 | 19,3 % | 41,2 % |
| Famille | 13,6 % | 11,4 % |
| Dont prestations jeune enfant | 43,0 % | 18,3 % |
| Logement | 10,4 % | 69,5 % |
| Minima sociaux, aides à l'emploi | 44,7 % | 67,5 % |

Les dépenses dans les Dom atteignent 3,03 milliards d'euros en 2010. Elles représentent 4,9 % des prestations « métropole + Dom » depuis 2002

(contre 4,1 % en 2000). Elles ont été multipliées par 1,41 en euros constants depuis 2000, soit + 885 M€2010 (dont + 116 M€2010 pour les prestations Famille). En 2010, la progression en volume des dépenses est de – 1,6 % pour la Famille, de + 6,7 % pour le logement et de – 3,2 % pour les minima et autres aides (soit – 0,7 % pour l'ensemble).

Encadré 11 : Législation DOM

• L'harmonisation du montant de l'**Api** avec celui de la métropole a été réalisée sur sept ans à compter de janvier 2001. Les dépenses d'Api (155,2 millions d'euros en 2010) ont été multipliées par 5,1 depuis 2000 en monnaie constante. Elles progressent de – 0,6 % en 2008, suite à l'application de la subsidiarité de l'Api sur l'Asf en année pleine, de + 4,9 % en 2009 et + 1 % en 2010.

• Depuis janvier 2002, le **montant du Rmi des Dom** est aligné sur celui de la métropole. Les dépenses du Rmi (745,6 millions d'euros) ont progressé de + 46 % depuis 2003 en monnaie constante (– 4,1 % en 2008).

• En janvier 2011, le **Rsa** est étendu aux Dom et remplace le Rmi et l'Api.

• Créé en 2001, réformé en 2005, le **revenu de solidarité** (Rso, 73,5 millions d'euros) progresse en volume de + 1,4 % en 2010.

• *La réforme des prestations dans les Dom a également entraîné la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso) qui y prenait en charge le coût du fonctionnement des cantines scolaires. Ce fonds a été remplacé, en janvier 1993, par la **prestation de restauration scolaire**⁴¹ (Pars, 63,94 millions d'euros en 2010), versée par les Caf, et non plus par les communes comme c'était le cas pour le Faso (cf. T1PF 671).*

Progression de la part des Caf dans les dépenses tous régimes

• Pour l'ensemble des prestations directes Famille (métropole et Dom), la part des versements des Caf est passée de 72 % des dépenses de prestations en 1978 à 85 % en 1991, à 90 % en 1999 et à 96 % en 2010 (cf. T1PF 2132).

L'ensemble des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat ont été rattachés au régime général en 1991, la Banque de France et le Cea en 1994. Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit :

- 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;
- 1^{er} janvier 2005 : France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale⁴².

La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continuent à verser les prestations familiales, hors prestation logement pour l'Edf-Gdf et hors Afeama, Aged et Paje (sauf pour la Sncf qui verse la Paje à l'exception du Cmg).

En 2010, les **régimes spéciaux** (152 millions d'euros en métropole) représentent 0,5 % des prestations Famille, les caisses de la **mutualité sociale agricole** 3,4 % (1 876 millions d'euros).

Remboursement de la dette sociale

Depuis le 1^{er} janvier 1997, les prestations sont soumises à la contribution au remboursement de la dette sociale (Crds, taux de 0,5 %) : en sont exemptés l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée de base et les cotisations prises en charge au titre du complément mode de garde de la Paje, l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation spéciale, la prime de déménagement, l'allocation aux adultes handicapés, les minima sociaux, les aides à l'emploi et les prêts. Les prestations de logement sont intégrées dans l'assiette du remboursement de la dette sociale depuis le 1^{er} janvier 1996. Les sommes sont reversées par la Cnaf à l'Acoss qui les verse à la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale).

Les dépenses de prestations qui figurent dans les tableaux sont les montants avant prélèvement de la Crds. La Crds (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'Alf dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997 (y compris l'Ajpp, à l'exception des cotisations Cmg, de l'Aeeh, de l'Aah et des minima).

Le montant de la Crds prélevée pour le compte de l'Etat atteint 208,5 millions d'euros en 2010 (cf. T1PF 6841).

¹ Sauf exception, les comparaisons sont faites en volume, les séries étant calculées en monnaie constante 2010. On utilise les abréviations « Md€2010 » pour milliard d'euros 2010, « M€2010 » pour million d'euros 2010.

² Afin de faciliter les comparaisons, on calcule, à partir des dépenses estimées en euros constants 2010, soit des taux d'évolution (en %), soit des rapports. Il est peu fait référence à des taux d'évolution moyens annuels, ces derniers semblant minimiser les évolutions.

³ Allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu de solidarité active, revenu minimum

d'insertion, revenu de solidarité versé dans les Dom, contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat avenir, prime de retour à l'emploi.

⁴ Les chapitres 8.1 et 8.2 précisent l'ensemble des réformes depuis 1945 en métropole et dans les Dom. Les tableaux T1PF 3112-3122 à la fin du chapitre 8.1 retracent le coût des mesures intervenues depuis 1997.

⁵ Cf. note 99 Dspa du 24 août 2009.

⁶ Cf. brochure PF2003, pour l'analyse de l'évolution des dépenses de prestations jeune enfant entre 1993 et 2003.

⁷ Dans la nouvelle législation, le cumul de l'allocation de base de la Paje et du Clca donne le montant de l'Ape.

⁸ Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix. Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1^{er} juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006, selon le système en vigueur depuis 1997 : ils sont restés en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 (appliqués aux revenus 2006).

Les plafonds de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007 (+ 1,5 %). Ce décalage de juillet 2008 à janvier 2009 permet aux Caf d'obtenir directement par les services des impôts le montant des revenus t-2 (revenus 2007 en janvier 2009) pour apprécier le niveau de ressources des allocataires.

Les plafonds 2007 et 2008 sont estimés en euros constants dans les tableaux statistiques en appliquant le coefficient de prix 2007. Ainsi, entre 2007 et 2008, le plafond de l'Ars est resté stable en euros constants, ceux du Cf et de la Paje ont progressé de + 0,8 % en moyenne annuelle (cf. T1PF 7325, 7351 et 7363).

Les plafonds 2010 sont estimés en euros constants en fonction des prix 2009.

Le plafond de l'Ars est resté stable entre juillet 2007 et juillet 2008. Pour les autres prestations sous CR, le plafond 2008 se situe au-dessus du plafond 2007 (moyenne entre les plafonds de juillet 2007 et de juillet 2008).

⁹ Le niveau relativement bas du plafond de ressources de l'Ars en fait une prestation destinée particulièrement aux familles nombreuses (n'ayant qu'un seul revenu).

¹⁰ Le rapport entre les dépenses et les effectifs moyens annuels (calculés à partir des données au 31 décembre) donne une estimation d'un montant moyen annuel, qui inclut la variation de la durée de perception du Cf. Le rapport de ce MM et de l'« effet démographique » permet de retrouver l'effet volume.

¹¹ Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans.

Les dépenses d'Ars n'ont progressé :

- ni en 1999 (– 1,4 % en volume), alors que le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois à quelque 180 000 familles avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations familiales ;

- ni en 2002 (– 1,6 % en volume), malgré l'attribution d'une allocation différentielle pour les 47 000 personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le coût

de ces deux mesures est estimé à + 38,5 millions d'euros 2007 (T1PF 3112) : + 1,99 % point de croissance en 1999 et + 0,47 % point en 2002.

¹² La croissance des dépenses avait été fortement freinée, en 1987, par la mise en place du système permettant aux Caf de recouvrer les créances alimentaires impayées, lorsqu'elles versent l'Asf à titre d'avance aux enfants dont un des parents ne remplit pas son obligation alimentaire.

¹³ Par ailleurs, en octobre 1991, un troisième complément de l'Aes est créé. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne pour s'occuper d'un enfant atteint d'un handicap justifiant de soins continus de haute technicité.

¹⁴ L'Aes (allocation d'éducation spéciale) devient l'Aeeh.

¹⁵ Les séries « d'effectifs » moyens annuels rectifiés (pour tenir compte de l'impact de la prise en compte des retours au foyer) sont disponibles depuis 2002 ; les effectifs pondérés par le barème le sont depuis 2006.

¹⁶ Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an (cf. T1PF 3112).

¹⁷ Jusqu'en décembre 2005, l'aide personnalisée au logement relevait du Fnh, l'Als du Fnal. L'Alf relève du Fnpf.

¹⁸ Source des données Caf : Cnaf Dser Chantal Salesses, « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 97 (accessible sous caf.fr).

¹⁹ Les barèmes logement ont été revalorisés en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 (sans effet rétroactif à juillet 2005) et en janvier 2007 (sans effet rétroactif à juillet 2006). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004.

²⁰ Cf. note 53 Dspa, 28 avril 2011, S. Cazain et I. Siguret.

²¹ A compter du 1^{er} février 1995, des mesures ont freiné la croissance de l'Apl et de l'Alf :

- l'avancement de la date de réduction ou de fin de droit à l'Apl et le report de la date du fait générateur ouvrant droit à l'Apl : cette réforme (applicable depuis 1982-1983 aux autres prestations) réduit de deux mois la durée effective de versement de l'Apl ;

- la réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'Alf ou à l'Apl.

Depuis 1996, la progression du nombre de bénéficiaires de l'Apl accession est freinée par le développement des prêts à taux zéro qui ouvrent droit à l'Alf et non à l'Apl.

Les évolutions de l'Alf et de l'Apl s'expliquent aussi par des flux importants de bénéficiaires qui entrent dans le champ de la prestation ou qui en sortent, et qui ont les uns par rapport aux autres des caractéristiques très différentes. Par exemple, les nouveaux bénéficiaires sont souvent des jeunes familles en cours de constitution mais qui paient des loyers supérieurs à la moyenne.

²² Initialement destinée aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs, l'Als a progressivement été étendue dans certains cas de chômage (1986) aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1988), à ceux de l'allocation d'insertion (1990), puis finalement à toutes les personnes exclues du bénéfice de l'Alf ou de celui de l'Apl. La généralisation sous seule condition de ressources

a été réalisée en trois étapes : l'Ile-de-France en 1991, les agglomérations de plus de 100 000 habitants en 1992, l'ensemble de la population en 1993.

²³ Incluse dans les dépenses d'Als.

²⁴ L'Alt a été créée en avril 1993.

²⁵ Ce prêt a pour objectif de financer des travaux au domicile des assistants maternels afin d'améliorer l'accueil, la santé ou la sécurité des enfants accueillis. Il est d'un montant maximum de 10 000 euros (au lieu de 1 067 euros pour les allocataires actuels) avec un échancier porté à 120 mois maximum (contre 36 mois). Le coût de la mesure devrait s'élever à 47,5 M€2010.

²⁶ 22,39 millions d'euros ont été versés en 2008 dans le cadre de l'expérimentation du Rsa dans trente-quatre départements.

²⁷ Sauf pour certains allocataires qui bénéficient de mesures d'intéressement.

²⁸ Source Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 137.

²⁹ Source Drees, études et résultats, n°744, novembre 2010, Les bénéficiaires du Rsa fin juin 2010, A. Périgord, S. Donné, F. Mathieu, page 3.

³⁰ Cf. encadré 1 du document cité à la note précédente.

³¹ Cette prime de 1 000 euros est comptabilisée à part.

³² Cf. brochures antérieures pour l'évolution des dépenses d'Api et un encadré retraçant les quatre réformes de l'Api depuis 1997.

³³ Depuis 1984, l'allocation spécifique de solidarité est versée après la fin des droits au chômage.

³⁴ En janvier 2004, le **Cirma** ouvre droit à un contrat de travail à temps partiel à durée déterminée, assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi. Il garde son droit ouvert au Rmi. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion. En mars 2005, le Cirma est réformé. Le Cirma est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au **secteur marchand** (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Chnasea pour le compte de l'Etat, par le département ou son délégataire, selon l'allocation activée) reste égale au Rmi de base.

³⁵ En mars 2005, le **Cav** est créé. Il est destiné aux mêmes bénéficiaires que le Cirma, mais ne peut être conclu que dans le **secteur non marchand**. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de

deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

³⁶ Sont éligibles au Rso les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi.

³⁷ Il est à noter qu'à partir de 2008, les tableaux statistiques présentent les plafonds de l'ensemble des prestations sous Cr estimés en monnaie constante à partir des prix (t-1) et non (t) afin de retracer une « progression » du plafond résultant de la prise en compte des revenus 2006 jusqu'à la fin de l'année 2008 et ensuite du décalage de deux ans des revenus (en 2010, revenus 2008, prix 2009 pour estimer le plafond en monnaie constante).

³⁸ A compter de 2010, les prévisions de dépenses de l'Aah et de ses compléments sont réalisées **en encaissements-décaissements (Ed)** et non plus en droits constatés, Dc). Il est à noter que les séries d'Aah de la brochure 2009 étaient en Ed. Cette solution a toutefois été abandonnée.

Un effet volume (en Ed ou en Dc) ne peut être calculé qu'à partir de 2010, les séries mensuelles en Ed étant affectées jusqu'en avril 2008 inclus par les Cap comptabilisées par la Cnaf et les Caf en décembre 2007.

³⁹ Créé en janvier 1993, le complément d'Aah était versé aux bénéficiaires de l'Aah à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse ou invalidité ou d'une rente accident du travail, ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Il est à noter que les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au Fnfpf.

⁴⁰ On distingue quatre grands types de tutelle, pour lesquels le type d'indemnisation perçue par le tuteur varie (et dont la combinaison conduit à des cas mixtes) :

- . tutelles sociales familiales ;
- . tutelles individuelles uniquement Aah ;
- . tutelles civiles ou curatelles renforcées, relatives à l'ensemble des prestations (Fnfpf, Aah, Rmi, Apl ou Als hors tiers payant) ; c'est le seul cas où les Caf n'interviennent pas du tout, l'indemnisation étant versée par l'Etat ;
- . tutelles individuelles uniquement Rmi.

A compter de 2009, la réforme de la protection juridique des majeurs devrait entraîner + 27 millions d'euros de dépenses à la charge de la Cnaf.

⁴¹ La Pars est agrégée aux « autres prestations » du Fnfpf dans la présentation de la Ccass et dans les tableaux de dépenses de la branche.

⁴² Au 1^{er} janvier 2010, les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

TIPF 20201011 : Prestations 2010 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

| Prestations | Métropole | | DOM (1) | | Ensemble | | Part CAF % |
|--|------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Ts régimes | CAF | Ts régimes | CAF yc EA | Ts régimes | CAF | |
| Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 16 599,00 | 15 889,69 | 872,87 | 853,06 | 17 471,87 | 16 742,75 | 95,8 % |
| Allocations familiales (AF) | 11 821,98 | 11 296,83 | 544,64 | 528,30 | 12 366,62 | 11 825,12 | 95,6 % |
| Complément familial (CF) | 1 593,76 | 1 517,45 | 38,12 | 37,89 | 1 631,88 | 1 555,35 | 95,3 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 1 406,03 | 1 344,58 | 83,17 | 81,87 | 1 489,20 | 1 426,45 | 95,8 % |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 1 077,92 | 1 057,69 | 174,78 | 173,26 | 1 252,70 | 1 230,95 | 98,3 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 648,07 | 623,42 | 31,66 | 31,27 | 679,73 | 654,69 | 96,3 % |
| AEEH de base | 284,08 | 272,31 | 12,67 | 12,36 | 296,75 | 284,66 | 95,9 % |
| AEEH complément + majoration API | 363,99 | 351,11 | 19,00 | 18,92 | 382,99 | 370,03 | 96,6 % |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | 51,23 | 49,71 | 0,50 | 0,47 | 51,73 | 50,18 | 97,0 % |
| Dont complément de déplacement AJPP | 2,11 | 2,07 | 0,01 | 0,01 | | 2,08 | |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | 12 118,02 | 11 698,87 | 261,24 | 261,218 | 12 379,25 | 11 960,08 | 96,6 % |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | 12 119,18 | 11 700,21 | 261,22 | 261,21 | 12 380,40 | 11 961,42 | 96,6 % |
| PAJE naissance adoption | 633,99 | 614,51 | 24,47 | 24,47 | 658,46 | 638,98 | 97,0 % |
| PAJE naissance | 629,26 | 610,01 | 24,42 | 24,42 | 653,68 | 634,43 | 97,1 % |
| PAJE adoption | 4,73 | 4,50 | 0,05 | 0,05 | 4,78 | 4,55 | 95,2 % |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | 4 080,55 | 3 944,41 | 165,94 | 165,92 | 4 246,48 | 4 110,33 | 96,8 % |
| PAJE de base naissance | 4 064,82 | 3 929,45 | 165,78 | 165,77 | 4 230,60 | 4 095,21 | 96,8 % |
| PAJE de base adoption | 15,73 | 14,96 | 0,16 | 0,16 | 15,88 | 15,12 | 95,2 % |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | 2 141,74 | 2 063,08 | 33,16 | 33,16 | 2 174,91 | 2 096,25 | 96,4 % |
| Taux plein | 1 572,06 | 1 517,01 | 28,58 | 28,58 | 1 600,65 | 1 545,59 | 96,6 % |
| Taux partiel | 569,68 | 546,08 | 4,58 | 4,58 | 574,26 | 550,66 | 95,9 % |
| PAJE CLCA rang 1 | 157,35 | 151,78 | 1,59 | 1,59 | 158,95 | 153,37 | 96,5 % |
| Taux plein | 116,47 | 112,33 | 1,30 | 1,30 | 117,77 | 113,63 | 96,5 % |
| Taux partiel | 40,88 | 39,45 | 0,29 | 0,29 | 41,17 | 39,74 | 96,5 % |
| PAJE CLCA rang 2 | 1 162,05 | 1 119,32 | 17,57 | 17,57 | 1 179,62 | 1 136,89 | 96,4 % |
| Taux plein | 779,89 | 752,70 | 14,48 | 14,48 | 794,37 | 767,18 | 96,6 % |
| Taux partiel | 382,15 | 366,62 | 3,09 | 3,09 | 385,24 | 369,71 | 96,0 % |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | 801,31 | 771,81 | 13,46 | 13,46 | 814,77 | 785,27 | 96,4 % |
| Taux plein | 655,39 | 632,46 | 12,26 | 12,26 | 667,66 | 644,72 | 96,6 % |
| Taux partiel | 145,91 | 139,35 | 1,20 | 1,20 | 147,11 | 140,55 | 95,5 % |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | 19,37 | 18,71 | 0,53 | 0,53 | 19,91 | 19,24 | 96,6 % |
| PAJE CLCA adoption | 1,67 | 1,47 | 0,01 | 0,007 | 1,67 | 1,47 | 88,0 % |
| Taux plein | 0,93 | 0,81 | 0,00 | 0,0049 | 0,94 | 0,82 | 87,2 % |
| Taux partiel | 0,73 | 0,65 | 0,00 | 0,0017 | 0,74 | 0,65 | 88,9 % |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | 5 262,90 | 5 078,21 | 37,65 | 37,65 | 5 300,55 | 5 115,86 | 96,5 % |
| PAJE CMG cotisations prises en charge | 2 877,36 | 2 780,96 | 19,48 | 19,48 | 2 896,84 | 2 800,43 | 96,7 % |
| PAJE CMG rémunérations prises en charge | 2 299,09 | 2 213,22 | 14,75 | 14,75 | 2 313,83 | 2 227,97 | 96,3 % |
| PAJE CMG via une association, une entreprise | 85,51 | 84,03 | 3,42 | 3,42 | 88,94 | 87,45 | 98,3 % |
| PAJE CMG assistantes maternelles | 4 898,71 | 4 720,63 | 32,79 | 32,79 | 4 931,50 | 4 753,42 | 96,4 % |
| Cotisations prises en charge | 2 702,35 | 2 608,15 | 17,41 | 17,41 | 2 719,76 | 2 625,56 | 96,5 % |
| Rémunérations prises en charge | 2 178,95 | 2 095,35 | 12,15 | 12,15 | 2 191,10 | 2 107,50 | 96,2 % |
| Recours à une association ou une entreprise | 17,40 | 17,13 | 3,24 | 3,24 | 20,64 | 20,37 | 98,7 % |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | 249,79 | 245,85 | 3,81 | 3,81 | 253,60 | 249,66 | 98,4 % |
| Cotisations prises en charge | 126,68 | 125,35 | 1,56 | 1,56 | 128,24 | 126,91 | 99,0 % |
| Rémunérations prises en charge | 86,60 | 85,20 | 2,10 | 2,10 | 88,70 | 87,30 | 98,4 % |
| Recours à une association ou une entreprise | 36,51 | 35,30 | 0,15 | 0,15 | 36,66 | 35,45 | 96,7 % |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | 114,40 | 111,72 | 1,05 | 1,05 | 115,45 | 112,77 | 97,7 % |
| Cotisations prises en charge | 48,34 | 47,45 | 0,51 | 0,51 | 48,85 | 47,96 | 98,2 % |
| Rémunérations prises en charge | 33,53 | 32,67 | 0,50 | 0,50 | 34,04 | 33,18 | 97,5 % |
| Recours à une association ou une entreprise | 32,53 | 31,60 | 0,04 | 0,04 | 32,57 | 31,64 | 97,1 % |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | 0,58 | 0,57 | -0,01 | -0,001 | 0,58 | 0,57 | 99,5 % |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 0,04 | 0,03 | 0,01 | | 0,04 | 0,03 | 69,8 % |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 0,10 | 0,07 | 0,01 | 0,010 | 0,11 | 0,08 | 69,0 % |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | -1,89 | -2,02 | 0,00 | 0,001 | -1,89 | -2,02 | 107,0 % |
| Allocation d'adoption | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,002 | 0,01 | 0,01 | 78,3 % |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 354,04 | 333,07 | 4,01 | 3,83 | 358,05 | 336,90 | 94,1 % |
| Prestations hors métropole | 5,21 | 3,48 | | | 5,21 | 3,48 | 66,7 % |
| Accords CEE | 4,73 | 4,26 | | | 4,73 | 4,26 | 90,1 % |
| Allocation différentielle | 17,69 | 17,69 | | | 17,69 | 17,69 | 100,0 % |
| Frais de tutelle | 326,40 | 307,64 | 3,83 | 3,83 | 330,22 | 311,46 | 94,3 % |
| Aux prestations sociales | 262,98 | 250,47 | 3,83 | 3,83 | 266,81 | 254,29 | 95,3 % |
| Aux prestations familiales | 63,41 | 57,17 | | | 63,41 | 57,17 | 90,1 % |
| Divers autres allocations et prestations | | | 0,19 | | 0,19 | | |
| Sous-total Famille | 29 071,06 | 27 921,62 | 1 138,12 | 1 118,11 | 30 209,18 | 29 039,73 | 96,1 % |
| Logement | 15 407,08 | 14 883,08 | 631,61 | 631,61 | 16 038,70 | 15 514,69 | 96,7 % |
| ALF + ALS + ALT (yc prime, indus) | 15 410,04 | 14 886,04 | 631,61 | 631,61 | 16 041,65 | 15 517,65 | |
| Dont Accession | 898,23 | 839,06 | 47,78 | 47,78 | 946,02 | 886,84 | |
| Dont Location (sans foyers, sans ALT) | 13 666,35 | 13 266,19 | 581,53 | 581,53 | 14 247,88 | 13 847,72 | |
| Allocation logement familiale (ALF) | 3 691,58 | 3 579,94 | 459,57 | 459,56 | 4 151,15 | 4 039,51 | 97,3 % |
| Accession | 520,75 | 487,76 | 36,95 | 36,95 | 557,70 | 524,71 | 94,1 % |
| Location | 3 167,29 | 3 088,70 | 422,52 | 422,52 | 3 589,81 | 3 511,22 | 97,8 % |
| Prime de déménagement familiale | 3,54 | 3,48 | 0,10 | 0,10 | 3,64 | 3,58 | 98,4 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 6 868,32 | 6 641,69 | -0,15 | -0,15 | 6 868,17 | 6 641,54 | 96,7 % |
| Accession | 296,36 | 275,62 | | | 296,36 | 275,62 | 93,0 % |
| Location | 5 865,09 | 5 723,42 | -0,15 | -0,15 | 5 864,94 | 5 723,28 | 97,6 % |
| Foyer | 655,75 | 592,01 | | | 655,75 | 592,01 | |
| Prime de déménagement APL | 3,47 | 3,43 | | | 3,47 | 3,43 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 47,65 | 47,21 | | | 47,65 | 47,21 | |

TIPF 20201011 : Prestations 2010 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

| Prestations | Métropole | | DOM (1) | | Ensemble | | Part CAF % |
|---|------------|-----------|------------|-----------|------------------|-----------|---------------|
| | Ts régimes | CAF | Ts régimes | CAF yc EA | Ts régimes | CAF | |
| Allocation logement sociale (ALS) | 4 743,12 | 4 557,38 | 171,01 | 171,01 | 4 914,13 | 4 728,39 | 96,2 % |
| Accession | 81,13 | 75,68 | 10,83 | 10,83 | 91,96 | 86,51 | 94,1 % |
| dont étudiant | 1,38 | 1,29 | 0,00 | 0,001 | 1,38 | 1,29 | |
| Location | 4 633,97 | 4 454,06 | 159,16 | 159,16 | 4 793,13 | 4 613,23 | 96,2 % |
| dont étudiant | 1 134,06 | 1 090,03 | 11,07 | 11,07 | 1 145,13 | 1 101,10 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 28,03 | 27,64 | 1,01 | 1,01 | 29,04 | 28,65 | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | 107,02 | 107,02 | 1,18 | 1,18 | 108,21 | 108,21 | 100,0 % |
| Aide aux organismes (ALT1) | 74,02 | 74,02 | 1,18 | 1,18 | 75,20 | 75,20 | |
| Accueil des gens du voyage (ALT2) | 33,01 | 33,01 | | | 33,01 | 33,01 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | |
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | -3,30 | -3,30 | | | -3,30 | -3,30 | |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | 0,34 | 0,34 | | | 0,34 | 0,34 | |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | 0,01 | 0,01 | 0,001 | 0,001 | 0,01 | 0,01 | |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 14 736,90 | 14 382,47 | 1 264,33 | 1 264,33 | 16 001,23 | 15 646,79 | 97,8 % |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS | | | | | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | -8,52 | -8,46 | 155,19 | 155,19 | 146,67 | 146,73 | 100,0 % |
| API hors prime forfaitaire d'intéressement | -8,71 | -8,71 | 153,12 | 153,12 | 144,40 | 144,40 | |
| Prime forfaitaire d'intéressement API | 0,19 | 0,25 | 2,07 | 2,07 | 2,26 | 2,32 | |
| Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) en DC | 6 392,24 | 6 204,49 | 241,41 | 241,41 | 6 633,65 | 6 445,90 | 97,2 % |
| AAH de base | 6 088,56 | 5 908,07 | 234,79 | 234,79 | 6 323,35 | 6 142,86 | 97,1 % |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | 171,32 | 166,79 | 3,78 | 3,78 | 175,10 | 170,57 | 97,4 % |
| Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH) | 132,36 | 129,63 | 1,39 | 1,39 | 133,75 | 131,02 | 98,0 % |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | 1,44 | 1,44 | 1,44 | 1,44 | |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime, créances, indus) | 8 284,81 | 8 124,65 | -0,22 | -0,22 | 8 284,59 | 8 124,42 | 98,1 % |
| Dont Etat | 1 655,52 | 1 602,62 | -0,12 | -0,12 | 1 655,41 | 1 602,50 | |
| Dont RSA activité | 1 332,13 | 1 279,22 | -0,01 | -0,01 | 1 332,12 | 1 279,22 | |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | 1 330,33 | 1 277,51 | -0,01 | -0,01 | 1 330,32 | 1 277,50 | |
| Dont département | 6 629,29 | 6 522,03 | -0,11 | -0,11 | 6 629,18 | 6 521,92 | |
| RSA hors primes, divers | 7 959,95 | 7 799,78 | -0,12 | -0,12 | 7 959,83 | 7 799,66 | |
| RSA non majoré | 6 769,46 | 6 615,23 | -0,10 | -0,10 | 6 769,36 | 6 615,13 | |
| RSA socle non majoré (départements) | 5 593,95 | 5 491,85 | -0,08 | -0,08 | 5 593,87 | 5 491,76 | |
| RSA socle hors RSA Jeunes | 5 591,72 | 5 489,62 | -0,08 | -0,08 | 5 591,64 | 5 489,53 | |
| RSA Jeunes socle | 2,23 | 2,23 | | | 2,23 | 2,23 | |
| RSA activité non majoré (Etat) | 1 175,50 | 1 123,38 | -0,01 | -0,01 | 1 175,50 | 1 123,37 | |
| RSA activité hors RSA Jeunes | 1 173,70 | 1 121,67 | -0,01 | -0,01 | 1 173,70 | 1 121,66 | |
| RSA Jeunes activité | 1,80 | 1,71 | | | 1,80 | 1,71 | |
| RSA majoré | 1 190,49 | 1 184,55 | -0,02 | -0,02 | 1 190,47 | 1 184,53 | |
| RSA socle majoré (départements) | 1 033,87 | 1 028,71 | -0,02 | -0,02 | 1 033,84 | 1 028,68 | |
| RSA socle activité majoré (Etat) | 156,63 | 155,84 | 0,00 | 0,00 | 156,63 | 155,84 | |
| RSA divers | 10,58 | 10,58 | -0,11 | -0,11 | 10,47 | 10,47 | |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | 314,29 | 314,29 | | | 314,29 | 314,29 | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | -8,80 | -15,20 | 774,50 | 774,50 | 765,70 | 759,30 | 99,2 % |
| RMI Etat prime de décembre | 6,04 | | 43,16 | 43,16 | 49,21 | 43,16 | |
| RMI département | -14,97 | -15,20 | 731,34 | 731,34 | 716,37 | 716,14 | |
| Allocations (hors intéressement hors prime forfaitaire) | -14,97 | -15,20 | 709,27 | 709,27 | 694,31 | 694,31 | |
| Prime forfaitaire d'intéressement | | | 21,84 | 21,84 | 21,84 | 21,84 | |
| RMI prime département (compta. quand délégation CAF) | | | | | | | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...) | 77,17 | 76,98 | 93,45 | 93,45 | 170,62 | 179,31 | |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | 10,64 | 10,64 | 0,10 | 0,10 | 10,75 | 10,75 | |
| Contrat d'avenir (CAV) | 51,37 | 51,37 | 0,02 | 0,02 | 51,39 | 51,39 | |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | 6,02 | 6,02 | 19,87 | 19,87 | 25,90 | 25,90 | |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | 0,24 | 0,05 | 0,01 | 0,01 | 0,24 | 0,06 | |
| Revenu de solidarité active (RSA expérimental) | 8,90 | 8,90 | | | 8,90 | 8,90 | |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | -0,02 | 73,45 | 73,45 | 73,45 | 73,42 | 100,0 % |
| Prestations légales directes | 59 215,04 | 57 187,17 | 3 034,06 | 3 014,04 | 62 249,10 | 60 201,22 | 96,7 % |
| dont prestations FNPF | 32 763,21 | 31 502,09 | 1 597,79 | 1 577,77 | 34 361,00 | 33 079,86 | 96,3 % |
| dont prestations hors FNPF | 26 451,83 | 25 685,09 | 1 436,27 | 1 436,27 | 27 888,10 | 27 121,36 | 97,3 % |
| dont indus (hors indus RSA qui sont intégrés aux dépenses) | 75,68 | 74,85 | 1,01 | 1,01 | 76,69 | 75,86 | |
| Transferts, P. ou cotisations financées mais non servies par la CNAF | | | | | 8 122,99 | 7 937,25 | Cf. T1PF 421 |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF), yc solde des régularisations | | | | | 4 260,59 | 4 163,17 | 97,7 % |
| Assurance personnelle | | | | | | | validité 2007 |
| Cotisation maladie parent isolé | | | | | | | |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | | | 3 599,84 | 3 517,53 | 97,7 % |
| Congé de paternité + divers | | | | | 262,56 | 256,55 | 97,7 % |
| Ensemble | | | | | 70 372,09 | 68 138,47 | 96,8 % |
| dont prestations FNPF | | | | | 42 483,99 | 41 017,11 | |

(1) Les dépenses des collectivités locales DOM (hors CAF) s'élèvent à 20,02 millions d'euros.

TIPF 20201012 : Prestations métropole 2010 en droits constatés selon le régime en euros

| Prestations en métropole en millions d'euros | CAF métropole | Régimes spéciaux hors CAF | Régimes agricoles | Total métropole | Part CAF (%) |
|--|------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|-----------------|
| Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 15 889,69 | 116,57 | 592,74 | 16 599,00 | 95,7 % |
| Allocations familiales (AF) | 11 296,83 | 94,36 | 430,79 | 11 821,98 | 95,6 % |
| Complément familial (CF) | 1 517,45 | 8,42 | 67,89 | 1 593,76 | 95,2 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 1 344,58 | 5,00 | 56,45 | 1 406,03 | 95,6 % |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 1 057,69 | 3,66 | 16,56 | 1 077,92 | 98,1 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 623,42 | 4,78 | 19,87 | 648,07 | 96,2 % |
| AEEH de base | 272,31 | 2,19 | 9,58 | 284,08 | 95,9 % |
| AEEH complément + majoration API | 351,11 | 2,59 | 10,29 | 363,99 | 96,5 % |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | 49,71 | 0,35 | 1,17 | 51,23 | 97,0 % |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | 11 698,87 | 33,02 | 386,13 | 12 118,02 | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | 11 700,21 | 33,01 | 385,96 | 12 119,18 | 96,5 % |
| PAJE naissance adoption | 614,51 | 2,80 | 16,68 | 633,99 | 96,9 % |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | 3 944,41 | 19,31 | 116,83 | 4 080,55 | 96,7 % |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | 2 063,08 | 10,90 | 67,77 | 2 141,74 | 96,3 % |
| PAJE CLCA rang 1 | 151,78 | 1,10 | 4,48 | 157,35 | 96,5 % |
| Taux plein | 112,33 | 0,71 | 3,43 | 116,47 | 96,4 % |
| Taux partiel | 39,45 | 0,38 | 1,05 | 40,88 | 96,5 % |
| PAJE CLCA rang 2 | 1 119,32 | 6,77 | 35,95 | 1 162,05 | 96,3 % |
| Taux plein | 752,70 | 3,17 | 24,02 | 779,89 | 96,5 % |
| Taux partiel | 366,62 | 3,60 | 11,93 | 382,15 | 95,9 % |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | 771,81 | 2,95 | 26,55 | 801,31 | 96,3 % |
| Taux plein | 632,46 | 1,93 | 21,00 | 655,39 | 96,5 % |
| Taux partiel | 139,35 | 1,01 | 5,55 | 145,91 | 95,5 % |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | 18,71 | 0,05 | 0,62 | 19,37 | 96,6 % |
| PAJE CLCA adoption | 1,47 | 0,03 | 0,17 | 1,67 | 87,9 % |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | 5 078,21 | | 184,69 | 5 262,90 | 96,5 % |
| PAJE CMG cotisations prises en charge | 2 780,96 | | 96,41 | 2 877,36 | 96,6 % |
| PAJE CMG rémunérations prises en charge | 2 213,22 | | 85,86 | 2 299,09 | 96,3 % |
| PAJE CMG via une association, une entreprise | 84,03 | | 1,48 | 85,51 | 98,3 % |
| PAJE CMG assistantes maternelles | 4 720,63 | | 178,08 | 4 898,71 | 96,4 % |
| Cotisations prises en charge | 2 608,15 | | 94,20 | 2 702,35 | 96,5 % |
| Rémunérations prises en charge | 2 095,35 | | 83,60 | 2 178,95 | 96,2 % |
| Recours à une association ou une entreprise | 17,13 | | 0,28 | 17,40 | 98,4 % |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | 245,85 | | 3,93 | 249,79 | 98,4 % |
| Cotisations prises en charge | 125,35 | | 1,33 | 126,68 | 99,0 % |
| Rémunérations prises en charge | 85,20 | | 1,40 | 86,60 | |
| Recours à une association ou une entreprise | 35,30 | | 1,21 | 36,51 | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | 111,72 | | 2,68 | 114,40 | 97,7 % |
| Cotisations prises en charge | 47,45 | | 0,89 | 48,34 | 98,2 % |
| Rémunérations prises en charge + aides | 32,67 | | 0,86 | 33,53 | 97,4 % |
| Recours à une association ou une entreprise | 31,60 | | 0,93 | 32,53 | |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | 0,57 | 0,01 | | 0,58 | 98,5 % |
| APJE courte | 0,12 | 0,01 | | 0,13 | 91,5 % |
| APJE longue | 0,46 | 0,00 | | 0,46 | 100,4 % |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 84,3 % |
| APE aux familles de 2 enfants | 0,02 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 93,3 % |
| APE aux familles de 3 enfants et plus | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 71,6 % |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 0,07 | | 0,03 | 0,10 | 66,1 % |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | -2,02 | | 0,13 | -1,89 | 107,0 % |
| AFEAMA de base | -1,22 | | 0,10 | -1,12 | 108,8 % |
| Majoration d'AFEAMA | -0,81 | | 0,03 | -0,77 | 104,5 % |
| Allocation d'adoption | 0,01 | 0,00 | 0,002 | 0,01 | 72,5 % |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 333,07 | 0,08 | 20,89 | 354,04 | 94,1 % |
| Prestations conventions internationales | 3,48 | 0,01 | 1,73 | 5,21 | 66,7 % |
| Accords UE | 4,26 | 0,05 | 0,421 | 4,73 | 90,1 % |
| Allocation différenciée | 17,69 | 0,00 | 0,00 | 17,69 | 100,0 % |
| Frais de tutelle | 307,64 | 0,02 | 18,74 | 326,40 | 94,3 % |
| Sous-total Famille | 27 921,62 | 149,67 | 999,76 | 29 071,06 | 96,0 % |

TIPF 20201012 : Prestations métropole 2010 en droits constatés selon le régime en euros

| Prestations en métropole en millions d'euros | CAF métropole | Régimes spéciaux hors CAF | Régimes agricoles | Total métropole | Part CAF (%) |
|--|------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|-----------------|
| Logement | 14 883,08 | 2,44 | 521,55 | 15 407,08 | 96,6 % |
| ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus) | 14 886,04 | 2,44 | 521,55 | 15 410,04 | |
| Dont Accession | 839,06 | 0,76 | 58,41 | 898,23 | |
| Dont Location (sans foyers, ALT) | 13 266,19 | 1,68 | 398,48 | 13 666,35 | |
| Allocation logement familiale (ALF) | 3 579,94 | 2,44 | 109,19 | 3 691,58 | 97,0 % |
| Accession | 487,76 | 0,76 | 32,22 | 520,75 | 93,7 % |
| Location | 3 088,70 | 1,68 | 76,91 | 3 167,29 | 97,5 % |
| Prime de déménagement familiale | 3,48 | 0,00 | 0,05 | 3,54 | 98,4 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 6 641,69 | | 226,63 | 6 868,32 | 96,7 % |
| Accession | 275,62 | | 20,74 | 296,36 | 93,0 % |
| Location | 5 723,42 | | 141,67 | 5 865,09 | 97,6 % |
| Foyer | 592,01 | | 63,75 | 655,75 | 90,3 % |
| Prime de déménagement APL | 3,43 | | 0,04 | 3,47 | 98,9 % |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 47,21 | | 0,44 | 47,65 | |
| Allocation logement sociale (ALS) | 4 557,38 | | 185,73 | 4 743,12 | 96,1 % |
| Accession | 75,68 | | 5,45 | 81,13 | 93,3 % |
| dont étudiant | 1,29 | | 0,09 e | 1,38 | |
| Location | 4 454,06 | | 179,90 | 4 633,97 | 96,1 % |
| dont étudiant | 1 090,03 | | 44,03 e | 1 134,06 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 27,64 | | 0,39 e | 28,03 | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | 107,02 | | | 107,02 | 100,0 % |
| Aide aux organismes (ALT1) | 74,02 | | | 74,02 | 100,0 % |
| Accueil des gens du voyage (ALT2) | 33,01 | | | 33,01 | 100,0 % |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | |
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | -3,30 | | | -3,30 | |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | 0,01 | | | 0,01 | |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 14 382,47 | | 354,44 | 14 736,90 | 97,6 % |
| Allocation de parent isolé (API) | -8,46 | | -0,06 | -8,52 | 99,3 % |
| API hors prime forfaitaire d'intéressement | -8,71 | | | -8,71 | |
| Prime forfaitaire d'intéressement API | 0,25 | | -0,06 | 0,19 | |
| Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) en DC | 6 204,49 | | 187,75 | 6 392,24 | 97,1 % |
| AAH de base | 5 908,07 | | 180,48 | 6 088,56 | 97,0 % |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | 166,79 | | 4,53 | 171,32 | 97,4 % |
| Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH) | 129,63 | | 2,73 | 132,36 | 97,9 % |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime, <u>créances, indus</u>) | 8 124,65 | | 160,17 | 8 284,81 | 98,1 % |
| Dont Etat | 1 602,62 | | 52,90 | 1 655,52 | |
| Dont RSA activité | 1 279,22 | | 52,91 | 1 332,13 | |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | 1 277,51 | | 52,82 | 1 330,33 | |
| Dont département | 6 522,03 | | 107,26 | 6 629,29 | |
| RSA hors primes, divers | 7 799,78 | | 160,17 | 7 959,95 | |
| RSA non majoré | 6 615,23 | | 154,23 | 6 769,46 e | |
| RSA socle (départements) | 5 491,85 | | 102,11 | 5 593,95 e | |
| RSA socle hors RSA Jeunes | 5 489,62 | | 102,11 e | 5 591,72 e | |
| RSA Jeunes socle | 2,23 | | | 2,23 e | |
| RSA activité (Etat) | 1 123,38 | | 52,13 | 1 175,50 e | |
| RSA activité hors RSA Jeunes | 1 121,67 | | 52,04 | 1 173,70 e | |
| RSA Jeunes activité | 1,71 | | 0,09 | 1,80 e | |
| RSA majoré | 1 184,55 | | 5,94 | 1 190,49 e | |
| RSA socle majoré (départements) | 1 028,71 | | 5,16 e | 1 033,87 e | |
| RSA socle activité majoré (Etat) | 155,84 | | 0,78 e | 156,63 e | |
| RSA divers | 10,58 | | | 10,58 | |
| Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 PSA (Etat) | -0,36 | | | -0,36 | |
| Bonus local (département) | 1,47 | | | 1,47 | |
| Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE, Etat) | 9,46 | | | 9,46 | |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | 314,29 | | -0,01 | 314,29 | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | -15,20 | | 6,40 | -8,80 | |
| RMI Etat prime de décembre | | | 6,04 | 6,04 | |
| RMI département | -15,20 | | 0,23 | -14,97 | |
| Allocations (hors intéressement hors prime forfaitaire) | -15,20 | | 0,23 | -14,97 | |
| Prime forfaitaire d'intéressement | | | | | |
| RMI prime département (compta. quand délégation CAF) | | | | | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...) | 76,98 | | 0,18 | 77,17 | |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | 10,64 | | | 10,64 | |
| Contrat d'avenir (CAV) | 51,37 | | | 51,37 | |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | 6,02 | | | 6,02 | |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | 0,05 | | 0,18 | 0,24 | |
| Revenu de solidarité active (RSA expérimental) | 8,90 | | | 8,90 | |
| Prestations légales directes (A) y compris créances, indus | 57 187,17 | 152,11 | 1 875,75 | 59 215,04 | 96,6 % |
| dont prestations FNPF | 31 502,09 | 152,12 | 1 109,01 | 32 763,21 | 96,2 % |
| dont prestations hors FNPF | 25 685,09 | | 766,75 | 26 451,83 | 97,1 % |

| En millions d'euros | 1946 | 1950 | 1960 | 1970 | 1971 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 54 | 263 | 897 | 2 004 | 2 162 | 7 680 | 12 231,4 | 14 948,3 | 15 083,61 | 15 285,97 | 15 526,24 | 15 830,98 | 16 198,61 | 16 558,60 | 16 815,51 | 17 109,48 | 17 293,98 | 17 636,23 | 17 471,87 |
| Allocations familiales (AF) | 54 | 263 | 897 | 2 002 | 2 140 | 4 888 | 9 781,8 | 10 906,6 | 10 954,24 | 11 086,18 | 11 257,74 | 11 447,49 | 11 698,56 | 11 951,65 | 12 121,84 | 12 299,93 | 12 342,29 | 12 534,77 | 12 366,62 |
| Complément familial (CF) | | | | | | 2 259 | 1 355,4 | 1 589,2 | 1 534,95 | 1 565,88 | 1 554,57 | 1 556,29 | 1 574,63 | 1 594,95 | 1 596,91 | 1 585,41 | 1 595,43 | 1 629,31 | 1 631,88 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | | 165 | 308,9 | 1 313,5 | 1 369,39 | 1 351,25 | 1 353,06 | 1 338,44 | 1 370,28 | 1 381,09 | 1 389,83 | 1 381,10 | 1 487,14 | 1 494,66 | 1 489,20 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | 125,5 | 0,03 | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | | 19 | 293 | 588,6 | 745,0 | 896,38 | 927,18 | 955,44 | 992,07 | 1 027,82 | 1 070,85 | 1 099,44 | 1 181,31 | 1 173,20 | 1 256,80 | 1 252,70 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | | 3 | 3 | 75 | 196,8 | 268,4 | 328,62 | 349,95 | 387,57 | 468,10 | 492,37 | 520,74 | 567,88 | 608,10 | 644,42 | 670,47 | 679,73 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | 5,53 | 17,87 | 28,58 | 34,95 | 39,31 | 39,60 | 53,63 | 51,49 | 50,22 | 51,73 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | | 3 909,8 | 5 279,1 | 7 382,35 | 7 711,23 | 7 999,41 | 8 134,79 | 8 647,77 | 9 494,24 | 10 440,59 | 10 911,35 | 11 575,82 | 12 102,18 | 12 379,25 |
| Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle) | | | | | | | 3 221,1 | 3 394,9 | 3 593,88 | 3 678,09 | 3 722,39 | 3 730,47 | 3 940,62 | 4 187,01 | 4 486,09 | 4 624,82 | 4 751,23 | 4 889,99 | 4 905,55 |
| Dont frais de garde à l'extérieur du foyer | | | | | | | | 861,6 | 1 694,95 | 1 871,44 | 2 065,00 | 2 168,12 | 2 394,51 | 2 866,55 | 3 461,54 | 3 741,40 | 4 265,94 | 4 611,98 | 4 929,61 |
| Dont frais de garde à domicile | | | | | | | 39,2 | 142,8 | 134,60 | 128,94 | 115,50 | 113,32 | 124,59 | 172,50 | 208,29 | 246,72 | 301,87 | 342,06 | 369,16 |
| Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape) | | | | | | | 649,6 | 879,8 | 1 958,92 | 2 032,76 | 2 096,52 | 2 122,89 | 2 188,04 | 2 268,17 | 2 284,66 | 2 298,41 | 2 256,78 | 2 258,15 | 2 174,94 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | 1 809,26 | 5 228,88 | 8 817,74 | 10 592,78 | 11 420,20 | 12 050,86 | 12 380,40 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | 585,72 | 590,88 | 619,76 | 619,98 | 638,27 | 654,43 | 658,46 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | 754,43 | 2 138,71 | 3 445,74 | 4 003,05 | 4 112,29 | 4 233,65 | 4 246,48 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | 290,30 | 1 169,64 | 1 975,14 | 2 299,18 | 2 256,45 | 2 258,06 | 2 174,91 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | 242,84 | 932,60 | 1 536,76 | 1 760,01 | 1 707,10 | 1 686,64 | 1 600,65 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | 47,46 | 237,04 | 438,38 | 539,17 | 549,35 | 571,42 | 574,26 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | 178,81 | 1 329,64 | 2 777,11 | 3 670,57 | 4 413,20 | 4 904,72 | 5 300,55 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | 169,65 | 1 255,08 | 2 623,20 | 3 455,11 | 4 128,35 | 4 569,31 | 4 931,50 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | 9,15 | 74,44 | 153,56 | 198,89 | 234,56 | 247,61 | 253,60 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | 0,01 | 0,12 | 0,34 | 16,57 | 50,28 | 87,79 | 115,45 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | | 2 960,5 | 3 027,8 | 2 749,65 | 2 802,56 | 2 819,43 | 2 815,62 | 1 782,86 | 986,00 | 287,92 | 2,08 | 0,51 | 1,81 | 0,58 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | | 910,2 | 1 245,5 | 2 799,69 | 2 904,96 | 2 996,10 | 3 033,62 | 2 712,15 | 1 569,06 | 442,10 | -1,11 | 0,46 | 0,12 | 0,04 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | | 39,2 | 142,8 | 134,60 | 128,94 | 115,50 | 113,32 | 115,43 | 97,95 | 54,39 | 31,26 | 17,03 | 6,66 | 0,11 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | | | | 861,6 | 1 694,95 | 1 871,44 | 2 065,00 | 2 168,12 | 2 224,86 | 1 611,47 | 838,34 | 286,29 | 137,58 | 42,66 | -1,89 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | | 1,4 | 3,47 | 3,33 | 3,38 | 4,11 | 3,22 | 0,89 | 0,10 | 0,05 | 0,04 | 0,06 | 0,01 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 59 | 282 | 568 | 822 | 865 | 730 | 1,3 | 5,6 | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 0 | 9 | 25 | 39 | 42 | 109 | 156,1 | 180,8 | 202,37 | 206,02 | 210,75 | 220,16 | 231,33 | 233,70 | 246,46 | 251,95 | 250,76 | 346,03 | 358,05 |
| Frais de tutelle | | | 0,4 | 2 | 3 | 22 | 80,5 | 125,2 | 161,14 | 167,58 | 173,48 | 182,37 | 194,50 | 201,17 | 215,84 | 221,61 | 220,25 | 316,92 | 330,22 |
| Sous-total Famille | 113 | 554 | 1 491 | 2 866 | 3 068 | 8 519 | 16 298,7 | 20 413,8 | 22 668,33 | 23 203,21 | 23 736,41 | 24 185,92 | 25 077,70 | 26 286,54 | 27 502,56 | 28 272,78 | 29 120,56 | 30 084,44 | 30 209,18 |
| Logement | | 0,4 | 84 | 415 | 436 | 1 954 | 7 558,0 | 10 919,9 | 12 381,12 | 12 796,44 | 13 439,39 | 13 401,35 | 14 015,19 | 13 917,64 | 14 250,23 | 14 349,52 | 15 389,69 | 15 772,10 | 16 038,70 |
| ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus) | | 0,4 | 84 | 414 | 435 | 1 899 | 7 549,5 | 10 919,9 | 12 382,79 | 12 800,74 | 13 443,54 | 13 406,08 | 14 019,29 | 13 919,94 | 14 235,20 | 14 325,07 | 15 383,64 | 15 772,52 | 16 041,65 |
| Allocation logement familiale (ALF) | | 0,4 | 84 | 414 | 435 | 1 149 | 1 870,6 | 2 350,5 | 2 819,00 | 3 042,60 | 3 228,28 | 3 266,85 | 3 473,20 | 3 495,20 | 3 615,58 | 3 672,15 | 3 951,50 | 4 098,76 | 4 151,15 |
| Accession | | | | | | | | | | | | | 609,04 | 580,71 | 579,21 | 553,14 | 539,29 | 579,94 | 557,70 |
| Location | | 0,4 | 82 | 406 | 427 | 1 120 | 1 865,9 | 2 347,1 | 2 815,18 | 3 038,95 | 3 224,93 | 3 263,63 | 2 860,85 | 2 910,98 | 3 032,82 | 3 115,30 | 3 408,25 | 3 514,68 | 3 589,81 |
| Prime de déménagement familiale | | 0,0 | 2 | 9 | 9 | 29 | 4,7 | 3,4 | 3,82 | 3,65 | 3,36 | 3,23 | 3,32 | 3,50 | 3,55 | 3,70 | 3,96 | 4,15 | 3,64 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | | | 218 | 4 237,4 | 5 483,7 | 5 985,06 | 5 966,30 | 6 172,28 | 6 076,55 | 6 268,30 | 6 171,67 | 6 235,20 | 6 203,05 | 6 573,92 | 6 719,06 | 6 868,17 |
| Accession | | | | | | | | | | | | | 496,31 | 429,85 | 362,92 | 351,99 | 322,85 | 296,36 | |
| Location | | | | | | 203 | 4 202,7 | 5 440,9 | 5 938,91 | 5 920,69 | 6 125,58 | 6 032,17 | 6 221,31 | 5 088,31 | 5 206,50 | 5 225,07 | 5 575,82 | 5 723,74 | 5 864,94 |
| Foyer | | | | | | | | | | | | | 535,68 | 553,68 | 566,82 | 603,64 | 628,56 | 655,75 | |
| Prime de déménagement du FNH | | | | | | 14 | 4,7 | 4,0 | 3,81 | 3,39 | 3,03 | 2,75 | 2,64 | 2,61 | 2,83 | 2,84 | 2,99 | 3,30 | 3,47 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | 1,4 | 30,0 | 38,8 | 42,34 | 42,21 | 43,67 | 41,63 | 44,36 | 48,77 | 42,34 | 45,39 | 39,48 | 40,61 | 47,65 |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | | | | 531 | 1 441,4 | 3 066,0 | 3 527,97 | 3 735,75 | 3 972,44 | 3 980,30 | 4 198,75 | 4 168,26 | 4 299,72 | 4 359,10 | 4 763,84 | 4 850,07 | 4 914,13 |
| Accession | | | | | | | | | | | | | 90,80 | 85,81 | 86,18 | 87,32 | 90,44 | 93,47 | 91,96 |
| dont étudiant | | | | | | 522 | 1 432,6 | 3 047,2 | 3 506,26 | 3 712,76 | 3 947,99 | 3 951,77 | 3,05 | 4,19 | 7,73 | 1,85 | 1,80 | 1,47 | 1,38 |
| Location | | | | | | | | | | | | | 4 076,28 | 4 032,31 | 4 180,18 | 4 238,36 | 4 644,68 | 4 726,57 | 4 793,13 |
| dont étudiant | | | | | | | | | | | | | 944,19 | 899,50 | 941,18 | 1 017,91 | 1 078,99 | 1 106,56 | 1 145,13 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | 3,2 | 8,9 | 18,9 | 21,71 | 22,99 | 24,45 | 28,53 | 31,67 | 50,14 | 33,36 | 33,42 | 28,72 | 30,03 | 29,04 |
| Prime de déménagement sociale | | | | | 7 | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | | | | | 19,7 | 50,76 | 56,10 | 70,54 | 82,37 | 79,03 | 84,81 | 84,71 | 90,78 | 94,37 | 104,63 | 108,21 |
| Aide aux organismes | | | | | | | | 19,7 | 50,76 | 56,09 | 70,53 | 82,37 | 79,02 | 74,94 | 73,92 | 74,16 | 71,54 | 76,17 | 75,20 |
| Accueil des gens du voyage | | | | | | | | | | | | | | 9,83 | 10,76 | 16,58 | 22,83 | 28,46 | 33,01 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | 0,003 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,03 | 0,04 | | | |

| En millions d'euros | 1946 | 1950 | 1960 | 1970 | 1971 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | | | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 5 | -1,1 | | -1,68 | -4,30 | -4,15 | -4,74 | -4,10 | -2,30 | -4,22 | -3,14 | -2,16 | -0,82 | -3,30 |
| Prêts amélioration de l'habitat (solde PAH hors AM) | | | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 5 | -1,1 | | -1,68 | -4,30 | -4,15 | -4,74 | -4,10 | -2,30 | -4,22 | -3,14 | -2,16 | -0,82 | -4,19 |
| PAH assistant(e)s maternel(le)s (solde PAH AM) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,89 |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,13 | 0,26 | 0,34 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | | | | 19,25 | 27,59 | 8,08 | 0,14 | 0,01 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | | 971 | 4 588,5 | 7 117,5 | 9 426,68 | 9 656,23 | 10 196,71 | 10 603,43 | 11 450,32 | 12 155,22 | 12 847,18 | 13 361,80 | 13 568,96 | 16 013,42 | 16 001,23 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS | | | | | | 971 | 4 588,5 | 7 117,5 | 9 426,68 | 9 656,23 | 10 196,71 | 10 603,43 | 11 450,32 | 12 155,22 | 12 847,18 | 13 361,80 | 13 568,96 | 15 551,69 | 16 000,99 |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | | | 167 | 625,7 | 732,3 | 722,35 | 753,65 | 795,79 | 833,16 | 899,71 | 971,73 | 1 064,15 | 1 075,26 | 1 024,34 | 543,80 | 146,67 |
| Al. aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH, en EC depuis 2007) | | | | | | 804 | 2 391,5 | 3 136,6 | 4 028,25 | 4 237,54 | 4 430,47 | 4 577,07 | 4 811,66 | 5 031,85 | 5 230,44 | 5 505,39 | 5 772,99 | 6 193,05 | 6 633,65 |
| AAH de base | | | | | | 804 | 2 391,5 | 3 033,1 | 3 873,01 | 4 073,49 | 4 257,83 | 4 397,72 | 4 621,87 | 4 821,80 | 4 952,51 | 5 221,31 | 5 475,82 | 5 889,10 | 6 323,35 |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | | | | | | | | 103,5 | 155,25 | 164,05 | 172,64 | 179,35 | 189,79 | 192,50 | 149,08 | 161,75 | 169,08 | 173,62 | 175,10 |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | 17,56 | 128,86 | 122,32 | 128,08 | 130,33 | 133,75 |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,44 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 394,64 | 8 284,59 |
| Dont Etat | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 801,21 | 1 655,41 |
| Dont RSA activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | 615,35 | 1 332,12 |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | 615,35 | 1 330,32 |
| Dont département | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 593,43 | 6 629,18 |
| RSA hors primes, divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 208,78 | 7 959,83 |
| RSA non majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 528,80 | 6 769,36 |
| RSA socle non majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 998,58 | 5 593,87 |
| RSA socle hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 998,58 | 5 591,64 |
| RSA Jeunes socle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,23 |
| RSA activité non majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 530,22 | 1 175,50 |
| RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | 530,22 | 1 173,70 |
| RSA Jeunes activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,80 |
| RSA majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | 679,98 | 1 190,47 |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 594,85 | 1 033,84 |
| RSA socle activité majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 85,13 | 156,63 |
| RSA divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | 893,98 | 10,47 |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 291,88 | 314,29 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | 1 563,6 | 3 248,5 | 4 672,83 | 4 661,86 | 4 937,52 | 5 155,58 | 5 701,04 | 6 088,49 | 6 309,91 | 6 289,86 | 6 277,82 | 3 050,33 | 765,70 |
| RMI Etat prime de décembre | | | | | | | | | | | | | 275,79 | 289,17 | 283,56 | 279,97 | 364,26 | 45,27 | 49,21 |
| RMI département | | | | | | | | | | | | | 5 296,62 | 5 648,82 | 5 852,48 | 5 790,68 | 5 655,22 | 2 813,60 | 716,37 |
| Allocations RMI | | | | | | | | | | | | | | | 5 783,44 | 5 608,93 | 5 379,03 | 2 688,60 | 694,31 |
| Complément RMI | | | | | | | 1 528,3 | 3 175,2 | 4 567,40 | 4 556,68 | 4 826,12 | 5 020,94 | | | 68,82 | | | | -0,47 |
| Prime forfaitaire d'intéressement | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | 181,75 | 257,15 | 124,57 | 21,84 |
| RMI prime département (compta. qd délégation CAF) | | | | | | | | | | | | | | | 0,22 | 0,43 | 0,48 | 0,42 | |
| Frais de tutelle | | | | | | | 3,3 | 6,8 | 9,77 | 9,75 | 10,32 | 9,24 | 11,92 | 12,54 | 12,92 | 15,43 | 17,24 | -0,20 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | 32,0 | 66,5 | 95,66 | 95,43 | 101,08 | 125,39 | 116,71 | 137,96 | 160,94 | 203,35 | 241,11 | 191,66 | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...) | | | | | | | 7,8 | | 3,25 | 3,19 | 32,94 | 37,62 | 37,91 | 63,15 | 242,67 | 491,29 | 493,82 | 831,61 | 170,62 |
| Supplément de revenu familial (SURF) | | | | | | | 7,8 | | | | | | | | | | | | |
| Allocation spécifique d'attente (ASA) | | | | | | | | | 3,25 | 3,19 | 1,20 | 0,07 | 0,04 | | | | | | |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | 1,12 | 8,13 | 27,81 | 44,03 | 39,43 | 26,54 | 10,75 |
| CIRMA versé | | | | | | | | | | | | | 1,12 | 7,97 | 26,96 | 42,38 | 34,91 | 24,59 | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,16 | 0,85 | 1,65 | 2,06 | 1,76 | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | 4,55 | 87,66 | 145,78 | 126,08 | 107,02 | 51,39 |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | | | | 71,25 | 238,52 | 236,84 | 144,50 | 25,90 |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 461,73 | 0,24 |
| Revenu de solidarité active (RSA expérimental) | | | | | | | | | | | 31,74 | 37,55 | 36,75 | 50,47 | 55,95 | 0,54 | 22,72 | 20,43 | 8,90 |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | | | | | | | | | 62,44 | 68,74 | 71,38 | 73,45 |
| Prestations légales directes | 113 | 555 | 1 575 | 3 281 | 3 504 | 11 444 | 28 445,2 | 38 451,2 | 44 476,13 | 45 655,88 | 47 372,51 | 48 190,70 | 50 543,21 | 52 359,40 | 54 599,97 | 55 984,10 | 58 079,21 | 61 869,96 | 62 249,10 |
| dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période) | 113 | 555 | 1 575 | 3 281 | 3 504 | 9 709 | 18 173,1 | 22 760,4 | 25 481,84 | 26 238,12 | 26 957,51 | 27 445,29 | 28 544,17 | 29 776,83 | 31 111,09 | 31 938,94 | 33 073,98 | 34 186,79 | 34 361,00 |
| dont prestations hors FNPF ± API ± AAH | | | | | | 1 734 | 10 272,1 | 15 690,8 | 18 994,29 | 19 417,77 | 20 415,00 | 20 745,41 | 21 999,04 | 22 582,57 | 23 488,88 | 24 045,16 | 25 009,18 | 27 683,17 | 27 888,10 |
| dont indus (hors indus RSA en 2010) | | | | | | 5 | 74,1 | 130,96 | 169,49 | 170,39 | 179,53 | 204,81 | 204,66 | 250,00 | 251,17 | 306,75 | 344,72 | 276,14 | 76,69 |

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1946 | 1950 | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 2 655 | 4 347 | 4 906 | 8 452 | 12 713 | 12 994 | 19 386 | 16 816 | 18 548 | 17 692,6 | 17 653,3 | 17 624,9 | 17 636,4 | 17 748,8 | 17 833,3 | 17 807,3 | 17 858,0 | 17 559,4 | 17 893,2 | 17 471,9 |
| Allocations familiales (AF) | 2 655 | 4 347 | 4 906 | 8 452 | 12 696 | 12 863 | 12 337 | 13 448 | 13 533 | 12 849,0 | 12 803,1 | 12 779,4 | 12 753,0 | 12 818,1 | 12 871,7 | 12 836,8 | 12 838,1 | 12 531,7 | 12 717,4 | 12 366,6 |
| Complément familial (CF) | | | | | | | 5 703 | 1 863 | 1 972 | 1 800,4 | 1 808,4 | 1 764,7 | 1 733,8 | 1 725,3 | 1 717,7 | 1 691,1 | 1 654,8 | 1 619,9 | 1 653,0 | 1 631,9 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | | | 416 | 425 | 1 630 | 1 606,3 | 1 560,5 | 1 535,9 | 1 491,1 | 1 501,4 | 1 487,4 | 1 471,8 | 1 441,5 | 1 510,0 | 1 516,4 | 1 489,2 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | | 156 | 0,0 | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | | | 114 | 741 | 809 | 924 | 1 051,4 | 1 070,8 | 1 084,6 | 1 105,2 | 1 126,2 | 1 153,3 | 1 164,3 | 1 233,0 | 1 191,2 | 1 275,1 | 1 252,7 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | | | 16 | 17 | 189 | 271 | 333 | 385,5 | 404,1 | 440,0 | 521,5 | 539,5 | 560,8 | 601,4 | 634,7 | 654,3 | 680,2 | 679,7 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | 6,4 | 20,3 | 31,8 | | 38,3 | 42,3 | 41,9 | 56,0 | 52,3 | 51,0 | 51,7 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | | | 5 375 | 6 551 | 8 659,3 | 8 905,5 | 9 080,7 | 9 062,5 | 9 475,4 | 10 225,1 | 11 056,4 | 11 388,7 | 11 753,5 | 12 278,5 | 12 379,3 |
| Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle) | | | | | | | | 4 428 | 4 212 | 4 215,5 | 4 247,7 | 4 225,5 | 4 155,9 | 4 317,7 | 4 509,3 | 4 750,7 | 4 827,2 | 4 824,1 | 4 961,2 | 4 905,5 |
| Dont frais de garde à l'extérieur du foyer | | | | | | | | | 1 069 | 1 988,1 | 2 161,3 | 2 344,1 | 2 415,4 | 2 623,7 | 3 087,2 | 3 665,7 | 3 905,1 | 4 331,4 | 4 679,2 | 4 929,6 |
| Dont frais de garde à domicile | | | | | | | | 54 | 177 | 157,9 | 148,9 | 131,1 | 126,2 | 136,5 | 185,8 | 220,6 | 257,5 | 306,5 | 347,0 | 369,2 |
| Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape) | | | | | | | | 893 | 1 092 | 2 297,8 | 2 347,6 | 2 379,9 | 2 365,0 | 2 397,4 | 2 442,8 | 2 419,4 | 2 399,0 | 2 291,4 | 2 291,1 | 2 174,9 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | 1 982,4 | 5 631,4 | 9 337,8 | 11 056,2 | 11 595,5 | 12 226,5 | 12 380,4 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | 641,8 | 636,4 | 656,3 | 647,1 | 648,1 | 664,0 | 658,5 |
| PAJE naissance | | | | | | | | | | | | | | 639,6 | 632,8 | 650,6 | 642,4 | 643,3 | 659,5 | 653,7 |
| PAJE adoption | | | | | | | | | | | | | | 2,2 | 3,6 | 5,7 | 4,7 | 4,7 | 4,4 | 4,8 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | 826,6 | 2 303,3 | 3 649,0 | 4 178,2 | 4 175,4 | 4 295,3 | 4 246,5 |
| PAJE de base naissance | | | | | | | | | | | | | | 823,6 | 2 293,7 | 3 633,2 | 4 160,3 | 4 158,4 | 4 279,3 | 4 230,6 |
| PAJE de base adoption | | | | | | | | | | | | | | 3,0 | 9,7 | 15,8 | 17,9 | 17,0 | 16,1 | 15,9 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | 318,1 | 1 259,7 | 2 091,6 | 2 399,8 | 2 291,1 | 2 291,0 | 2 174,9 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | 266,1 | 1 004,4 | 1 627,4 | 1 837,0 | 1 733,3 | 1 711,2 | 1 600,6 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | 52,0 | 255,3 | 464,2 | 562,8 | 557,8 | 579,7 | 574,3 |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | | | | | 65,1 | 146,5 | 158,5 | 155,3 | 155,8 | 167,8 | 158,9 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | 51,6 | 110,2 | 119,2 | 117,9 | 117,8 | 126,6 | 117,8 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | 13,5 | 36,3 | 39,3 | 37,3 | 38,0 | 41,3 | 41,2 |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | | | | | 153,1 | 671,0 | 1 161,7 | 1 325,1 | 1 251,5 | 1 243,2 | 1 179,6 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | 124,6 | 512,0 | 853,6 | 945,7 | 876,1 | 854,9 | 794,4 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | 28,4 | 159,1 | 308,1 | 379,4 | 375,4 | 388,3 | 385,2 |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | 99,5 | 440,8 | 769,1 | 899,9 | 864,0 | 859,7 | 814,8 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | 89,6 | 381,4 | 652,8 | 754,6 | 720,3 | 710,3 | 667,7 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | 9,9 | 59,3 | 116,3 | 145,3 | 143,7 | 149,5 | 147,1 |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | 0,9 | 17,8 | 18,0 | 18,5 | 19,9 |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | | | | | 0,4 | 1,4 | 1,5 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | 0,2 | 0,8 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 0,9 | 0,9 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | 0,1 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | 195,9 | 1 432,0 | 2 940,9 | 3 831,2 | 4 480,9 | 4 976,2 | 5 300,5 |
| PAJE CMG cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 89,4 | 783,2 | 1 561,0 | 2 062,4 | 2 475,2 | 2 712,5 | 2 896,8 |
| PAJE CMG rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 106,5 | 647,9 | 1 376,2 | 1 757,8 | 1 983,3 | 2 207,8 | 2 313,8 |
| PAJE CMG via association, entreprise | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,9 | 3,7 | 10,9 | 22,5 | 55,9 | 88,9 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | | 185,9 | 1 351,7 | 2 777,9 | 3 606,3 | 4 191,7 | 4 635,9 | 4 931,5 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 84,5 | 734,5 | 1 464,8 | 1 937,8 | 2 316,2 | 2 542,2 | 2 719,8 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 101,4 | 616,2 | 1 309,4 | 1 668,7 | 1 871,5 | 2 087,1 | 2 191,1 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | | 10,0 | 80,2 | 162,6 | 207,6 | 238,2 | 251,2 | 253,6 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 5,0 | 48,6 | 96,0 | 116,2 | 132,9 | 129,1 | 128,2 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 5,1 | 31,6 | 66,6 | 80,2 | 86,8 | 91,3 | 88,7 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,4 | 17,3 | 51,0 | 89,1 | 115,4 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 8,4 | 26,1 | 41,2 | 48,8 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 8,9 | 25,0 | 29,4 | 34,0 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | | | 4 070 | 3 757 | 3 225,3 | 3 236,6 | 3 200,5 | 3 136,7 | 1 953,5 | 1 061,9 | 304,9 | 2,2 | 0,5 | 1,8 | 0,6 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | | | 1 251 | 1 545 | 3 283,9 | 3 354,9 | 3 401,1 | 3 379,6 | 2 971,7 | 1 689,8 | 468,2 | -1,2 | 0,5 | 0,1 | 0,0 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | | | 54 | 177 | 157,9 | 148,9 | 131,1 | 126,2 | 126,5 | 105,5 | 57,6 | 32,6 | 17,3 | 6,8 | 0,1 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | | | | | 1 069 | 1 988,1 | 2 161,3 | 2 344,1 | 2 415,4 | 2 437,8 | 1 735,5 | 887,8 | 298,8 | 139,7 | 43,3 | -1,9 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | | | 2 | 4,1 | 3,8 | 3,8 | 4,6 | 3,5 | 1,0 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 2 883 | 4 649 | 4 972 | 5 354 | 5 216 | 5 196 | 1 843 | 2 | 7 | | | | | 1 953,5 | 1 061,9 | 304,9 | 2,2 | 0,5 | 1,8 | 0,6 |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 0 | 152 | 85 | 238 | 248 | 250 | 275 | 215 | 224 | 237,4 | 237,9 | 239,2 | 245,3 | 253,5 | 251,7 | 261,0 | 263,0 | 254,6 | 351,1 | 358,1 |
| Allocation différentielle | | | | | | | 9 | 35 | 33 | 21,0 | 20,6 | 22,5 | 24,0 | 24,6 | 20,1 | 19,4 | 20,0 | 19,5 | 17,8 | 17,7 |
| Frais de tutelle | | | | 4 | 13 | 18 | 55 | 111 | 155 | 189,0 | 193,5 | 196,9 | 203,2 | 213,1 | 216,7 | 228,6 | 231,3 | 223,6 | 321,5 | 330,2 |
| Sous-total Famille | 5 538 | 9 148 | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 18 440 | 21 504 | 22 408 | 25 330 | 26 589,2 | 26 796,7 | 26 944,8 | 26 944,2 | 27 477,6 | 28 310,0 | 29 124,6 | 29 509,7 | 29 567,4 | 30 522,8 | 30 209,2 |
| dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant | 2 884 | 4 801 | 5 057 | 5 592 | 5 481 | 5 577 | 9 167 | 3 584 | 5 246 | 5 081,0 | 5 088,1 | 5 084,7 | 5 128,7 | 5 184,2 | 5 213,3 | 5 231,5 | 5 282,9 | 5 282,3 | 5 526,9 | 5 463,3 |

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1946 | 1950 | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Logement | | 7 | 17 | 792 | 2 630 | 2 618 | 4 932 | 10 391 | 13 550 | 14 522,6 | 14 778,2 | 15 255,9 | 14 929,7 | 15 356,4 | 14 989,0 | 15 090,7 | 14 977,3 | 15 625,8 | 16 001,9 | 16 038,7 |
| ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus) | | 7 | 17 | 790 | 2 628 | 2 616 | 4 794 | 10 379 | 13 550 | 14 524,6 | 14 783,2 | 15 260,6 | 14 935,0 | 15 360,9 | 14 991,5 | 15 074,8 | 14 951,8 | 15 619,7 | 16 002,3 | 16 041,6 |
| Allocation logement familiale (ALF) | | 7 | 17 | 790 | 2 628 | 2 616 | 2 901 | 2 572 | 2 917 | 3 306,6 | 3 513,8 | 3 664,6 | 3 639,4 | 3 805,6 | 3 764,3 | 3 828,8 | 3 832,8 | 4 012,1 | 4 158,5 | 4 151,1 |
| Accession | | | | | | | 2 828 | 2 565 | 2 912 | 3 302,1 | 3 509,6 | 3 660,8 | | 667,3 | 625,4 | 613,4 | 577,3 | 547,6 | 588,4 | 557,7 |
| Location | | | | | | | | | | | | | | 3 134,6 | 3 135,1 | 3 211,7 | 3 251,6 | 3 460,6 | 3 565,9 | 3 589,8 |
| Prime de déménagement familiale | | 0,05 | 1 | 18 | 54 | 51 | 73 | 6 | 4 | 4,5 | 4,2 | 3,8 | 3,6 | 3,6 | 3,8 | 3,8 | 3,9 | 4,0 | 4,2 | 3,6 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | | | | 551 | 5 826 | 6 804 | 7 020,3 | 6 890,3 | 7 006,6 | 6 769,6 | 6 868,2 | 6 646,8 | 6 602,9 | 6 474,4 | 6 674,8 | 6 817,0 | 6 868,2 |
| Accession | | | | | | | 512 | 5 778 | 6 751 | 6 966,1 | 6 837,6 | 6 953,5 | 6 720,1 | | 534,5 | 455,2 | 378,8 | 357,4 | 327,6 | 296,4 |
| Location | | | | | | | | | | | | | | | 5 480,0 | 5 513,6 | 5 453,7 | 5 661,4 | 5 807,1 | 5 864,9 |
| Foyer | | | | | | | | | | | | | | | 576,9 | 586,3 | 591,6 | 612,9 | 637,7 | 655,8 |
| Prime de déménagement du FNH | | | | | | | 35 | 6 | 5 | 4,5 | 3,9 | 3,4 | 3,1 | 2,9 | 2,8 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,4 | 3,5 |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | | | | | 1 342 | 1 982 | 3 804 | 4 138,2 | 4 314,3 | 4 509,4 | 4 434,2 | 4 600,6 | 4 489,1 | 4 553,3 | 4 549,8 | 4 836,9 | 4 920,7 | 4 914,1 |
| Accession | | | | | | | 1 317 | 1 970 | 3 781 | 4 112,7 | 4 287,8 | 4 481,6 | | 99,5 | 92,4 | 91,3 | 91,1 | 91,8 | 94,8 | 92,0 |
| dont étudiant | | | | | | | | | | | | | | 3,3 | 4,5 | 8,2 | 1,9 | 1,8 | 1,5 | 1,4 |
| Location | | | | | | | | | | | | | | 4 466,4 | 4 342,7 | 4 426,7 | 4 423,8 | 4 716,0 | 4 795,4 | 4 793,1 |
| dont étudiant | | | | | | | | | | | | | | 1 034,6 | 968,7 | 996,7 | 1 062,4 | 1 095,5 | 1 122,7 | 1 145,1 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | | | | | | | 31,79 | 34,70 | 54,00 | 35,3 | 34,9 | 29,2 | 30,5 | 29,0 |
| Prime de déménagement sociale | | | | | | | 17 | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | | | | | | 24 | 59,5 | 64,8 | 80,1 | 91,8 | 86,6 | 91,3 | 89,7 | 94,8 | 95,8 | 106,2 | 108,2 |
| Aide aux organismes | | | | | | | | | 24 | 59,5 | 64,8 | 80,1 | 91,8 | 86,6 | 80,7 | 78,3 | 77,4 | 72,6 | 77,3 | 75,2 |
| Accueil des gens du voyage | | | | | | | | | | | | | | | 10,6 | 11,4 | 17,3 | 23,2 | 28,9 | 33,0 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | | | | 2 | 2 | 2 | 13 | -1 | | -2,0 | -5,0 | -4,7 | -5,3 | -4,5 | -2,5 | -4,5 | -3,3 | -2,2 | -0,8 | -3,3 |
| Prêts amélioration de l'habitat (solde PAH hors AM) | | | | 2 | 2 | 2 | 13 | -1 | | -2,0 | -5,0 | -4,7 | -5,3 | -4,5 | -2,5 | -4,5 | -3,3 | -2,2 | -0,8 | -4,2 |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,1 | 0,3 | 0,3 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | 20,4 | 28,8 | 8,2 | 0,1 | 0,0 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | | | 2 450 | 6 309 | 8 832 | 11 057,2 | 11 151,7 | 11 575,0 | 11 812,7 | 12 546,1 | 13 090,9 | 13 604,9 | 13 946,4 | 13 777,2 | 16 246,8 | 16 001,2 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS | | | | | | | 2 450 | 6 309 | 8 832 | 11 057,2 | 11 151,7 | 11 575,0 | 11 812,7 | 12 546,1 | 13 090,9 | 13 604,9 | 13 946,4 | 13 777,2 | 15 778,3 | 16 001,0 |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | | | | 421 | 860 | 909 | 847,3 | 870,4 | 903,4 | 928,2 | 985,8 | 1 046,5 | 1 126,9 | 1 122,3 | 1 040,1 | 551,7 | 146,7 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | | | | | | | 2 029 | 3 288 | 3 892 | 4 725,0 | 4 893,8 | 5 029,3 | 5 099,1 | 5 272,1 | 5 419,2 | 5 538,9 | 5 746,3 | 5 861,6 | 6 283,3 | 6 633,6 |
| AAH de base | | | | | | | 2 029 | 3 288 | 3 764 | 4 542,9 | 4 704,4 | 4 833,3 | 4 899,3 | 5 064,2 | 5 193,0 | 5 244,6 | 5 449,8 | 5 559,8 | 5 974,9 | 6 323,3 |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | | | | | | | | | 128 | 182,1 | 189,5 | 196,0 | 199,8 | 208,0 | 207,3 | 157,9 | 168,8 | 171,7 | 176,1 | 175,1 |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | 18,9 | 136,5 | 127,7 | 130,0 | 132,2 | 133,8 |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,4 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 473,2 | 8 284,6 |
| Dont Etat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 827,5 | 1 655,4 |
| Dont RSA activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 624,3 | 1 332,1 |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 624,3 | 1 330,3 |
| Dont département | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 645,8 | 6 629,2 |
| RSA hors primes, divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 270,1 | 7 959,8 |
| RSA non majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 580,2 | 6 769,4 |
| RSA socle non majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 042,3 | 5 593,9 |
| RSA socle hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 042,3 | 5 591,6 |
| RSA Jeunes socle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,2 |
| RSA activité non majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 537,9 | 1 175,5 |
| RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 537,9 | 1 173,7 |
| RSA Jeunes activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,8 |
| RSA majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 689,9 | 1 190,5 |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 603,5 | 1 033,8 |
| RSA socle activité majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 86,4 | 156,6 |
| RSA divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 907,0 | 10,5 |
| Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 907,0 | -0,5 |
| Allocation RSA Local (Bonus) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,5 |
| Aide personnalisée de retour à l'emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 9,5 |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 296,1 | 314,3 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | | 2 150 | 4 031 | 5 481,1 | 5 383,8 | 5 604,9 | 5 743,6 | 6 246,6 | 6 557,2 | 6 682,1 | 6 565,1 | 6 374,2 | 3 094,8 | 765,7 |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...) | | | | | | | | 11 | | 3,8 | 3,7 | 37,4 | 41,9 | 41,5 | 68,0 | 257,0 | 512,8 | 501,4 | 843,7 | 170,6 |
| Prestations légales directes | 5 538 | 9 155 | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 058 | 28 886 | 39 108 | 47 712 | 52 169,1 | 52 726,6 | 53 775,7 | 53 686,7 | 55 380,2 | 56 389,9 | 57 820,2 | 58 433,5 | 58 970,5 | 62 771,5 | 62 249,1 |
| dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période) | 5 538 | 9 155 | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 058 | 24 508 | 24 985 | 28 242 | 29 889,4 | 30 301,6 | 30 601,2 | 30 575,3 | 31 275,8 | 32 069,0 | 32 946,0 | 33 336,3 | 33 581,5 | 34 684,9 | 34 361,0 |
| dont prestations hors FNPF + API + AAH | | | | | | | 4 378 | 14 123 | 19 470 | 22 279,7 | 22 425,0 | 23 174,4 | 23 111,4 | 24 104,3 | 24 320,9 | 24 874,2 | 25 097,2 | 25 393,0 | 28 086,6 | 27 888,1 |

TIPF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants

| Evolution en euros constants (%) | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 | 2006/2005 | 2007/2006 | 2008/2007 | 2009/2008 | 2010/2009 | Tx moy. an. 2010/2000 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | -0,2 % | -0,2 % | 0,1 % | 0,6 % | 0,5 % | -0,1 % | 0,3 % | -1,7 % | 1,9 % | -2,4 % | -0,1 % |
| Allocations familiales (AF) | -0,4 % | -0,2 % | -0,2 % | 0,5 % | 0,4 % | -0,3 % | 0,0 % | -2,4 % | 1,5 % | -2,8 % | -0,38 % |
| Complément familial (CF) | 0,4 % | -2,4 % | -1,8 % | -0,5 % | -0,4 % | -1,6 % | -2,1 % | -2,1 % | 2,0 % | -1,3 % | -1,0 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | -2,8 % | -1,6 % | -2,9 % | 0,7 % | -0,9 % | -1,0 % | -2,1 % | 4,7 % | 0,4 % | -1,8 % | -0,8 % |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | 1,8 % | 1,3 % | 1,9 % | 1,9 % | 2,4 % | 1,0 % | 5,9 % | -3,4 % | 7,0 % | -1,8 % | 1,8 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 4,8 % | 8,9 % | 18,5 % | 3,5 % | 4,0 % | 7,2 % | 5,5 % | 3,1 % | 4,0 % | -0,1 % | 5,8 % |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | 217,6 % | 57,0 % | 20,2 % | 10,6 % | -0,9 % | 33,5 % | -6,6 % | -2,5 % | 1,5 % | |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | 2,8 % | 2,0 % | -0,2 % | 4,6 % | 7,9 % | 8,1 % | 3,0 % | 3,2 % | 4,5 % | 0,8 % | 3,6 % |
| Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle) | 0,8 % | -0,5 % | -1,6 % | 3,9 % | 4,4 % | 5,4 % | 1,6 % | -0,1 % | 2,8 % | -1,1 % | 1,5 % |
| Dont frais de garde à l'extérieur du foyer | 8,7 % | 8,5 % | 3,0 % | 8,6 % | 17,7 % | 18,7 % | 6,5 % | 10,9 % | 8,0 % | 5,4 % | 9,5 % |
| Dont frais de garde à domicile | -5,7 % | -11,9 % | -3,7 % | 8,1 % | 36,1 % | 18,7 % | 16,7 % | 19,0 % | 13,2 % | 6,4 % | 8,9 % |
| Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape) | 2,2 % | 1,4 % | -0,6 % | 1,4 % | 1,9 % | -1,0 % | -0,8 % | -4,5 % | 0,0 % | -5,1 % | -0,5 % |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | 184,1 % | 65,8 % | 18,4 % | 4,9 % | 5,4 % | 1,3 % | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | 3,1 % | -1,4 % | 0,1 % | 2,5 % | -0,8 % | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | 58,4 % | 14,5 % | -0,1 % | 2,9 % | -1,1 % | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | 66,0 % | 14,7 % | -4,5 % | 0,0 % | -5,1 % | |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | 105,4 % | 30,3 % | 17,0 % | 11,1 % | 6,5 % | |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | 105,5 % | 29,8 % | 16,2 % | 10,6 % | 6,4 % | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | 102,9 % | 27,7 % | 14,7 % | 5,5 % | 0,9 % | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | 182,3 % | | | | | |
| Allocation pour jeune enfant (APIE) | 0,4 % | -1,1 % | -2,0 % | -37,7 % | -45,6 % | -71,3 % | | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 2,2 % | 1,4 % | -0,6 % | -12,1 % | -43,1 % | -72,3 % | | | | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | -5,7 % | -11,9 % | -3,7 % | 0,2 % | -16,6 % | -45,4 % | -43,4 % | -47,0 % | -61,0 % | -98,3 % | |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | 8,7 % | 8,5 % | 3,0 % | 0,9 % | -28,8 % | -48,8 % | -66,3 % | -53,3 % | -69,0 % | -104,4 % | |
| Allocation d'adoption (AAD) | -5,4 % | -0,2 % | 19,2 % | -22,9 % | -72,7 % | -89,5 % | -48,9 % | -30,6 % | 62,0 % | -84,2 % | |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 0,2 % | 0,6 % | 2,5 % | 3,3 % | -0,7 % | 3,7 % | 0,8 % | -3,2 % | 37,9 % | 2,0 % | 4,2 % |
| Frais de tutelle | 2,4 % | 1,8 % | 3,2 % | 4,9 % | 1,7 % | 5,5 % | 1,2 % | -3,3 % | 43,8 % | 2,7 % | 5,7 % |
| Aux prestations sociales | | | | | | | | | 76,8 % | 4,0 % | |
| Aux prestations familiales | | | | | | | | | -17,2 % | -2,5 % | |
| Divers métropole (Algérie...) | | | | | | | | | | | |
| Sous-total Famille | 0,8 % | 0,6 % | 0,0 % | 2,0 % | 3,0 % | 2,9 % | 1,3 % | 0,2 % | 3,2 % | -1,0 % | 1,3 % |
| dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant | 0,1 % | -0,1 % | 0,9 % | 1,1 % | 0,6 % | 0,3 % | 1,0 % | 0,0 % | 4,6 % | -1,2 % | 0,7 % |
| Logement | 1,8 % | 3,2 % | -2,1 % | 2,9 % | -2,4 % | 0,7 % | -0,8 % | 4,3 % | 2,4 % | 0,2 % | 1,0 % |
| ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus) | 1,8 % | 3,2 % | -2,1 % | 2,9 % | -2,4 % | 0,6 % | -0,8 % | 4,5 % | 2,4 % | 0,2 % | 1,0 % |
| Dont Accession | | | | | Nd | -7,4 % | -9,7 % | -4,8 % | 1,4 % | -6,4 % | |
| Dont Location (sans foyers, ALT) | | | | | Nd | 1,5 % | -0,2 % | 5,4 % | 2,4 % | 0,6 % | |
| Allocation logement familiale (ALF) | 6,3 % | 4,3 % | -0,7 % | 4,6 % | -1,1 % | 1,7 % | 0,1 % | 4,7 % | 3,6 % | -0,2 % | 2,3 % |
| Prime de déménagement familiale | -5,9 % | -9,6 % | -5,7 % | 1,1 % | 3,8 % | -0,4 % | 2,9 % | 3,9 % | 4,7 % | -13,5 % | -2,1 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | -1,9 % | 1,7 % | -3,4 % | 1,5 % | -3,2 % | -0,7 % | -1,9 % | 3,1 % | 2,1 % | 0,8 % | -0,2 % |
| Prime de déménagement du FNH | -12,3 % | -12,3 % | -10,9 % | -5,6 % | -2,8 % | 6,6 % | -0,9 % | 2,4 % | 10,3 % | 3,4 % | -2,5 % |
| Allocation logement sociale (ALS) | 4,3 % | 4,5 % | -1,7 % | 3,8 % | -2,4 % | 1,4 % | -0,1 % | 6,3 % | 1,7 % | -0,1 % | 1,7 % |
| dont accession étudiant | | | | | 35,2 % | 81,5 % | -76,4 % | -5,5 % | -18,2 % | -7,4 % | |
| Location | | | | | -2,8 % | 1,9 % | -0,1 % | 6,6 % | 1,7 % | 0,0 % | |
| dont location étudiant | | | | | | 2,9 % | 6,6 % | 3,1 % | 2,5 % | 2,0 % | |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | | | | | | | | | | | |
| Prime de déménagement sociale | | | | | | | | | | | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | 8,8 % | 23,6 % | 14,6 % | -5,6 % | 5,5 % | -1,8 % | 5,6 % | 1,1 % | 10,8 % | 1,9 % | 6,2 % |
| Aide aux organismes | | | | | | | -1,1 % | -6,2 % | 6,4 % | -2,7 % | |
| Accueil des gens du voyage | | | | | | | 51,8 % | 34,0 % | 24,6 % | 14,3 % | |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 0,9 % | 3,8 % | 2,1 % | 6,2 % | 4,3 % | 3,9 % | 2,5 % | -1,2 % | 17,9 % | -1,5 % | 3,8 % |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS | 0,9 % | 3,8 % | 2,1 % | 6,2 % | 4,3 % | 3,9 % | 2,5 % | -1,2 % | 14,5 % | 1,4 % | 3,8 % |
| Allocation de parent isolé (API) | 2,7 % | 3,8 % | 2,7 % | 6,2 % | 6,2 % | 7,7 % | -0,4 % | -7,3 % | -47,0 % | -73,4 % | -16,1 % |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | 3,6 % | 2,8 % | 1,4 % | 3,4 % | 2,8 % | 2,2 % | 3,7 % | 2,0 % | 7,2 % | 5,6 % | 3,5 % |
| AAH de base | 3,6 % | 2,7 % | 1,4 % | 3,4 % | 2,5 % | 1,0 % | 3,9 % | 2,0 % | 7,5 % | 5,8 % | 3,4 % |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | 4,0 % | 3,4 % | 2,0 % | 4,1 % | -0,3 % | -23,8 % | 6,9 % | 1,7 % | 2,6 % | -0,6 % | |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | 621,7 % | -6,4 % | 1,9 % | 1,7 % | 1,1 % | 5,4 % |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | 51,4 % | |
| Dont Etat | | | | | | | | | | -9,4 % | |
| Dont RSA activité | | | | | | | | | | 113,4 % | |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | 113,1 % | |
| Dont département | | | | | | | | | | 81,8 % | |
| RSA hors primes, divers | | | | | | | | | | 86,4 % | |
| RSA non majoré | | | | | | | | | | 89,1 % | |
| RSA socle non majoré (départements) | | | | | | | | | | 83,9 % | |
| RSA socle hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | 83,8 % | |
| RSA Jeunes socle | | | | | | | | | | | |
| RSA activité non majoré (Etat) | | | | | | | | | | 118,5 % | |
| RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | 118,2 % | |
| RSA Jeunes activité | | | | | | | | | | | |
| RSA majoré | | | | | | | | | | 72,6 % | |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | | | 71,3 % | |
| RSA socle activité majoré (Etat) | | | | | | | | | | 81,3 % | |
| RSA divers | | | | | | | | | | | |
| Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat) | | | | | | | | | | | |
| Allocation RSA Local (Bonus) | | | | | | | | | | | |
| Aide personnalisée de retour à l'emploi | | | | | | | | | | | |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | | | | | | | | | | 6,1 % | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | -1,8 % | 4,1 % | 2,5 % | 8,8 % | 5,0 % | 1,9 % | -1,8 % | -2,9 % | -51,4 % | -75,3 % | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...) | -3,6 % | 916,2 % | 12,1 % | -0,9 % | 63,8 % | 277,8 % | 99,5 % | -2,2 % | 68,3 % | -79,8 % | 46,2 % |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | 16,1 % | -3,8 % | 35,0 % | 9,0 % | 10,0 % | 7,1 % | 3,8 % | 1,4 % | |
| Prestations légales directes | 1,1 % | 2,0 % | -0,2 % | 3,2 % | 1,8 % | 2,5 % | 1,1 % | 0,9 % | 6,4 % | -0,8 % | 1,8 % |
| dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période) | 1,4 % | 1,0 % | -0,1 % | 2,3 % | 2,5 % | 2,7 % | 1,2 % | 0,7 % | 3,3 % | -0,9 % | 1,4 % |
| dont prestations hors FNPF + API + AAH | 0,7 % | 3,3 % | -0,3 % | 4,3 % | 0,9 % | 2,3 % | 0,9 % | 1,2 % | 10,6 % | -0,7 % | 2,3 % |

TIPF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946

| Structure en % du total des dépenses | 1946 | 1960 | 1970 | 1973 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Ecart 2010 - 2000 | Structure prestations Jeune enfant | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------------|-------------------------|------------------------------------|-------|-------|----------------|----------------|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2000 | 2003 | 2010 | 2003 - 2000 | 2010 - 2003 |
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 48 % | 60 % | 70 % | 69 % | 90 % | 75 % | 73 % | 66,5 % | 66 % | 65 % | 65 % | 65 % | 63,0 % | 61,1 % | 60,5 % | 59,4 % | 58,6 % | 57,8 % | -8,7 | | | | | |
| Allocations familiales (AF) | 48 % | 60 % | 70 % | 67 % | 57 % | 60 % | 53 % | 48,3 % | 48 % | 47 % | 47 % | 47 % | 45,5 % | 44,1 % | 43,5 % | 42,4 % | 41,7 % | 40,9 % | -7,4 | | | | | |
| Forfait AF | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 | | | | | |
| Complément familial (CF) | | | | | 27 % | 8 % | 8 % | 6,8 % | 7 % | 7 % | 6 % | 6 % | 6,1 % | 5,8 % | 5,6 % | 5,5 % | 5,4 % | 5,4 % | -1,4 | | | | | |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | 2 % | 2 % | 6 % | 6,0 % | 6 % | 6 % | 6 % | 5 % | 5,3 % | 5,1 % | 4,9 % | 5,1 % | 5,0 % | 4,9 % | -1,1 | | | | | |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | 1 % | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | 2 % | 3 % | 4 % | 4 % | 4,0 % | 4 % | 4 % | 4 % | 4 % | 4,1 % | 4,0 % | 4,2 % | 4,0 % | 4,2 % | 4,1 % | 0,2 | | | | | |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | 0,1 % | 0,2 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1,4 % | 2 % | 2 % | 2 % | 2 % | 2,0 % | 2,1 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,3 % | 0,8 | | | | | |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 | | | | | |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | 24 % | 26 % | 32,6 % | 33 % | 34 % | 34 % | 34 % | 36,1 % | 38,0 % | 38,6 % | 39,8 % | 40,2 % | 41,0 % | 8,4 | 100 % | 100 % | 100 % | | |
| Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle) | | | | | | 20 % | 17 % | 15,9 % | 16 % | 16 % | 15 % | 16 % | 15,9 % | 16,3 % | 16,4 % | 16,3 % | 16,3 % | 16,2 % | 0,4 | 49 % | 46 % | 40 % | -2,8 | -6,2 |
| Dont frais de garde à l'extérieur du foyer | | | | | | | | 4 % | 7,5 % | 8 % | 9 % | 9 % | 10 % | 10,9 % | 12,6 % | 13,2 % | 14,6 % | 15,3 % | 8,8 | 23 % | 27 % | 40 % | 3,7 | 13,2 |
| Dont frais de garde à domicile | | | | | | 0 % | 1 % | 0,6 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,9 % | 1,0 % | 1,1 % | 1,2 % | 0,6 | 1,8 % | 1,4 % | 3,0 % | -0,4 | 1,6 |
| Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape) | | | | | | 4 % | 4 % | 8,6 % | 9 % | 9 % | 9 % | 9 % | 8,6 % | 8,3 % | 8,1 % | 7,7 % | 7,5 % | 7,2 % | -1,4 | 27 % | 26 % | 18 % | -0,4 | -8,5 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | 7 % | 19,9 % | 32,1 % | 37,5 % | 39,2 % | 40,1 % | 41,0 % | | | | 100 % | | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | 2 % | 2,2 % | 2,3 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | | | | 5 % | | |
| PAJE naissance | | | | | | | | | | | | 2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | | | | 5 % | | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | 3 % | 8,1 % | 12,5 % | 14,2 % | 14,1 % | 14,1 % | 14,1 % | | | | 34 % | | |
| PAJE de base naissance | | | | | | | | | | | | 3 % | 8,1 % | 12,5 % | 14,1 % | 14,1 % | 14,0 % | 14,0 % | | | | 34 % | | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | 1 % | 4,4 % | 7,2 % | 8,1 % | 7,7 % | 7,5 % | 7,2 % | | | | 18 % | | |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | | | | 1 % | | |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | | | | 1 % | | |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | | | 1 % | 2,4 % | 4,0 % | 4,5 % | 4,2 % | 4,1 % | 3,9 % | | | | 10 % | | |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | 0 % | 1,8 % | 2,9 % | 3,2 % | 3,0 % | 2,8 % | 2,6 % | | | | 6 % | | |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | 0 % | 1,6 % | 2,6 % | 3,0 % | 2,9 % | 2,8 % | 2,7 % | | | | 7 % | | |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,061 % | 0,066 % | | | | 0 % | | |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,01 % | 0,01 % | | | | 0 % | | |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | 1 % | 5,1 % | 10,1 % | 13,0 % | 15,2 % | 16,3 % | 17,5 % | | | | 43 % | | |
| PAJE CMG cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | 0 % | 2,8 % | 5,4 % | 7,0 % | 8,4 % | 8,9 % | 9,6 % | | | | 23 % | | |
| PAJE CMG rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | 0 % | 2,3 % | 4,7 % | 6,0 % | 6,7 % | 7,2 % | 7,7 % | | | | 19 % | | |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | 1 % | 4,8 % | 9,5 % | 12,2 % | 14,2 % | 15,2 % | 16,3 % | | | | 40 % | | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,3 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | | | | 2 % | | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant]3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,292 % | 0,382 % | | | | 1 % | | |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | 18 % | 15 % | 12,1 % | 12 % | 12 % | 12 % | 7 % | 3,8 % | 1,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | | 37 % | 35 % | 0 % | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | 6 % | 6 % | 12,4 % | 13 % | 13 % | 13 % | 11 % | 6,0 % | 1,6 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | | 38 % | 37 % | 0 % | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | 0 % | 1 % | 0,6 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,4 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % | 0,0 % | | 2 % | 1 % | 0 % | | |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | | | | 4 % | 7,5 % | 8 % | 9 % | 9 % | 6,1 % | 3,0 % | 1,0 % | 0,5 % | 0,1 % | 0,0 % | | 23 % | 27 % | 0 % | | |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | | 0 % | 0,02 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0002 % | 0,0000 % | | 0 % | 0 % | 0 % | | |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 52 % | 38 % | 29 % | 30 % | 9 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,0002 % | 0,0000 % | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 0 % | 2 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 0,9 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 1,2 % | 1,2 % | -0,1 | | | | | |
| Prestations hors métropole | | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 0 % | 0 % | 0,1 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,02 % | 0,02 % | -0,1 | | | | | |
| Accords CEE | | | | | 0 % | 0 % | | | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,0 | | | | | |
| Allocation différentielle | | | | | 0 % | 0 % | 0 % | 0,08 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,06 % | 0,06 % | -0,1 | | | | | |
| Frais de tutelle | | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0 % | 1 % | 0,7 % | 1 % | 1 % | 1 % | 1 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 1,1 % | 1,1 % | 0,1 | | | | | |
| Aux prestations sociales | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,8 % | 0,9 % | | | | | | |
| Aux prestations familiales | | | | | | | | | | | | 0 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | | | | | | |
| Sous-total Famille | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | | | | | |
| dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant | | | | 33 % | 43 % | 16 % | 21 % | 19,1 % | 19 % | 19 % | 19 % | 19 % | 18,4 % | 18,0 % | 17,9 % | 17,9 % | 18,1 % | 18,1 % | | | | | | |

| En millions d'euros | 1946 | 1950 | 1960 | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 53,7 | 261,1 | 892,5 | 1 968,1 | 2 260,7 | 2 560,5 | 3 204,6 | 7 533,6 | 12 477,5 | 11 867,2 | 14 282,2 | 14 400,7 | 14 579,2 | 14 789,6 | 15 071,9 | 15 417,6 | 15 746,2 | 15 986,3 | 16 268,9 | 16 426,2 | 16 759,3 | 16 599,0 |
| Allocations familiales (AF) | 53,7 | 261,1 | 892,5 | 1 965,5 | 2 215,2 | 2 496,4 | 3 014,1 | 4 791,6 | 8 210,1 | 9 563,4 | 10 485,1 | 10 506,8 | 10 623,9 | 10 769,9 | 10 948,3 | 11 188,8 | 11 424,7 | 11 586,1 | 11 766,0 | 11 793,9 | 11 985,0 | 11 822,0 |
| Complément familial (CF) | | | | | | | | 2 239,3 | 3 419,4 | 1 281,8 | 1 495,8 | 1 501,8 | 1 531,6 | 1 520,9 | 1 521,9 | 1 537,9 | 1 557,4 | 1 559,8 | 1 549,2 | 1 558,2 | 1 591,5 | 1 593,8 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | | | | 157,2 | 230,4 | 295,6 | 1 253,3 | 1 298,7 | 1 280,2 | 1 282,1 | 1 266,8 | 1 295,0 | 1 304,0 | 1 312,0 | 1 304,4 | 1 404,9 | 1 412,0 | 1 406,0 |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | | 42,8 | 57,9 | 85,5 | 273,6 | 470,9 | 536,8 | 675,7 | 778,0 | 801,9 | 826,5 | 856,7 | 887,7 | 921,2 | 944,6 | 1 013,4 | 1 002,7 | 1 080,8 | 1 077,9 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | | 2,6 | 2,6 | 6,3 | 10,2 | 71,8 | 146,7 | 189,6 | 259,5 | 315,4 | 336,1 | 372,6 | 450,2 | 473,8 | 500,0 | 544,6 | 582,8 | 615,5 | 640,4 | 648,1 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | 5,4 | 17,7 | 28,3 | 34,4 | 38,9 | 39,1 | 53,1 | 51,0 | 49,7 | 51,2 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | | | | 205,7 | 3 909,8 | 5 277,1 | 7 194,1 | 7 517,0 | 7 806,5 | 7 939,0 | 8 438,2 | 9 272,8 | 10 201,5 | 10 663,6 | 11 321,8 | 11 843,1 | 12 118,0 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | 1 751,2 | 5 092,1 | 8 604,6 | 10 345,3 | 11 166,0 | 11 791,7 | 12 119,2 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | | | 563,2 | 567,7 | 595,8 | 595,6 | 613,7 | 630,0 | 634,0 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | 724,2 | 2 051,9 | 3 306,6 | 3 841,6 | 3 947,7 | 4 066,5 | 4 080,5 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | 285,7 | 1 150,7 | 1 941,9 | 2 259,9 | 2 218,2 | 2 221,7 | 2 141,7 |
| Taux plein | | | | | | | | | | | | | | | | 238,6 | 915,3 | 1 505,9 | 1 708,3 | 1 673,1 | 1 654,7 | 1 572,1 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | | | | | | | 47,2 | 235,4 | 435,2 | 535,1 | 545,1 | 566,9 | 569,7 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | | | 178,0 | 1 321,8 | 2 760,3 | 3 648,2 | 4 386,4 | 4 873,6 | 5 262,9 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | | | | 169,0 | 1 248,2 | 2 608,5 | 3 435,6 | 4 105,1 | 4 542,5 | 4 898,7 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | 9,0 | 73,4 | 151,5 | 196,2 | 231,5 | 244,1 | 249,8 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 16,4 | 49,8 | 87,0 | 114,4 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | | | | 204,4 | 2 960,5 | 3 027,8 | 2 605,8 | 2 655,0 | 2 673,6 | 2 669,2 | 1 679,6 | 929,9 | 270,8 | 2,0 | 0,7 | 1,9 | 0,6 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | | | | 1,2 | 910,2 | 1 245,5 | 2 761,0 | 2 865,1 | 2 956,1 | 2 992,4 | 2 673,9 | 1 546,1 | 435,3 | -1,1 | 0,5 | 0,2 | 0,0 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | | | | | 39,2 | 142,7 | 134,1 | 128,7 | 115,3 | 113,1 | 115, | | | | | | |

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI à partir de 2003.

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

| En millions d'euros | 1978 | 1980 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 4 300,6 | 5 965,8 | 10 113,3 | 12 886,4 | 13 362,6 | 13 353,7 | 13 586,7 | 13 863,2 | 14 182,8 | 14 613,2 | 15 527,0 | 16 004,9 | 16 316,90 | 16 522,47 | 16 883,24 | 16 742,75 |
| Allocations familiales (AF) | 2 852,9 | 3 779,1 | 8 035,6 | 9 311,7 | 9 678,4 | 9 608,7 | 9 762,1 | 9 955,4 | 10 157,5 | 10 459,1 | 11 163,9 | 11 520,1 | 11 711,08 | 11 772,32 | 11 977,76 | 11 825,12 |
| Complément familial (CF) | 1 133,6 | 1 749,2 | 1 117,1 | 1 372,2 | 1 326,2 | 1 361,4 | 1 396,1 | 1 393,6 | 1 400,7 | 1 426,6 | 1 489,1 | 1 507,6 | 1 499,87 | 1 512,64 | 1 549,26 | 1 555,35 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 97,6 | 128,8 | 264,0 | 1 166,1 | 1 261,9 | 1 246,2 | 1 233,8 | 1 240,6 | 1 232,2 | 1 269,5 | 1 308,3 | 1 320,0 | 1 314,08 | 1 418,08 | 1 428,77 | 1 426,45 |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | 168,2 | 249,1 | 532,2 | 692,3 | 820,2 | 844,2 | 876,4 | 908,2 | 944,4 | 979,6 | 1 038,9 | 1 076,5 | 1 158,16 | 1 151,78 | 1 233,65 | 1 230,95 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 48,3 | 59,6 | 164,3 | 232,0 | 276,2 | 293,1 | 312,9 | 349,0 | 421,3 | 445,9 | 489,7 | 542,5 | 581,72 | 617,85 | 645,13 | 654,69 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | 5,2 | 16,5 | 26,6 | 32,5 | 37,0 | 38,3 | 52,00 | 49,80 | 48,68 | 50,18 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | 3 392,6 | 4 834,8 | 6 643,3 | 6 855,8 | 7 171,3 | 7 460,9 | 7 597,8 | 8 147,5 | 9 098,0 | 10 059,0 | 10 522,11 | 11 175,76 | 11 693,86 | 11 960,08 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | 1 747,2 | 5 044,5 | 8 505,5 | 10 215,80 | 11 026,10 | 11 644,57 | 11 961,42 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | 566,1 | 571,7 | 600,1 | 600,65 | 618,82 | 635,28 | 638,98 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | 728,6 | 2 064,3 | 3 325,9 | 3 866,13 | 3 975,15 | 4 096,75 | 4 110,33 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | 279,2 | 1 124,0 | 1 898,3 | 2 211,66 | 2 172,97 | 2 177,03 | 2 096,25 |
| Taux plein | | | | | | | | | | 233,7 | 896,4 | 1 476,8 | 1 678,07 | 1 646,05 | 1 628,50 | 1 545,59 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | 45,5 | 227,6 | 420,7 | 517,11 | 526,92 | 548,53 | 550,66 |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | 57,5 | 131,3 | 144,7 | 143,58 | 148,23 | 160,13 | 153,37 |
| Taux plein | | | | | | | | | | 45,6 | 98,9 | 108,9 | 109,11 | 112,13 | 120,75 | 113,63 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | 11,9 | 32,5 | 35,8 | 34,48 | 36,10 | 39,37 | 39,74 |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | 134,4 | 598,7 | 1 054,7 | 1 221,46 | 1 187,14 | 1 181,37 | 1 136,89 |
| Taux plein | | | | | | | | | | 109,5 | 456,8 | 775,1 | 872,44 | 832,20 | 813,64 | 767,18 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | 24,9 | 141,9 | 279,6 | 349,01 | 354,95 | 367,74 | 369,71 |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | 87,1 | 393,0 | 697,0 | 828,77 | 818,97 | 816,44 | 785,27 |
| Taux plein | | | | | | | | | | 78,5 | 340,2 | 592,1 | 695,72 | 683,70 | 675,65 | 644,72 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | 8,7 | 52,8 | 104,9 | 133,04 | 135,27 | 140,78 | 140,55 |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | 0,8 | 16,47 | 17,20 | 17,65 | 19,24 |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | 0,3 | 1,0 | 1,1 | 1,38 | 1,43 | 1,44 | 1,47 |
| Taux plein | | | | | | | | | | 0,2 | 0,6 | 0,7 | 0,80 | 0,83 | 0,80 | 0,82 |
| Taux partiel | | | | | | | | | | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,58 | 0,60 | 0,64 | 0,65 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | 173,3 | 1 284,4 | 2 681,3 | 3 537,37 | 4 259,16 | 4 735,52 | 5 115,86 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | 164,3 | 1 210,7 | 2 529,2 | 3 324,86 | 3 978,38 | 4 405,36 | 4 753,42 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | 74,8 | 660,4 | 1 335,7 | 1 789,35 | 2 202,42 | 2 419,78 | 2 625,56 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | 89,4 | 549,4 | 1 190,1 | 1 535,78 | 1 772,09 | 1 979,25 | 2 107,50 |
| Recours association, entreprise | | | | | | | | | | 0,0 | 0,9 | 3,5 | -0,28 | 3,86 | 6,33 | 20,37 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | 9,1 | 73,6 | 151,8 | 196,25 | 231,54 | 244,32 | 249,66 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | 4,5 | 44,7 | 89,7 | 110,11 | 129,58 | 125,94 | 126,91 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | 4,6 | 28,9 | 62,0 | 75,65 | 84,19 | 88,67 | 87,30 |
| Recours association, entreprise | | | | | | | | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 10,49 | 17,77 | 29,71 | 35,45 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 16,26 | 49,24 | 85,84 | 112,77 |
| Cotisations prises en charge | | | | | | | | | | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 7,92 | 25,24 | 39,90 | 47,96 |
| Rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 8,34 | 24,00 | 28,23 | 33,18 |
| Recours à une association ou une entreprise | | | | | | | | | | | | | | | 17,71 | 31,64 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | 2 577,9 | 2 735,5 | 2 495,9 | 2 542,4 | 2 598,9 | 2 623,7 | 2 622,1 | 1 661,7 | 939,4 | 277,0 | 2,07 | 0,76 | 1,93 | 0,57 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | 780,4 | 1 125,8 | 2 532,2 | 2 546,8 | 2 642,0 | 2 733,0 | 2 775,1 | 2 483,2 | 1 471,9 | 421,2 | 0,45 | 0,50 | 0,15 | 0,03 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | 34,3 | 140,9 | 129,1 | 132,6 | 127,2 | 113,6 | 111,6 | 113,8 | 96,6 | 53,4 | 30,72 | 16,71 | 6,52 | 0,08 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | 831,8 | 1 483,2 | 1 631,3 | 1 800,6 | 1 987,8 | 2 085,7 | 2 139,1 | 1 544,9 | 801,7 | 273,02 | 131,66 | 40,66 | -2,02 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | 0,8 | 2,9 | 2,7 | 2,6 | 2,7 | 3,4 | 2,6 | 0,7 | 0,1 | 0,05 | 0,03 | 0,02 | 0,01 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 515,9 | 579,6 | 1,2 | 5,5 | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 93,1 | 101,1 | 145,6 | 171,5 | 202,7 | 190,1 | 195,4 | 200,1 | 209,5 | 219,4 | 224,3 | 238,1 | 243,69 | 243,05 | 325,68 | 336,90 |
| Frais de tutelle | 14,0 | 21,3 | 77,4 | 120,7 | 158,2 | 154,5 | 161,4 | 166,5 | 175,9 | 186,3 | 194,9 | 210,5 | 215,98 | 214,98 | 299,18 | 311,46 |
| Sous-total Famille | 4 909,6 | 6 646,5 | 13 652,7 | 17 898,1 | 20 208,7 | 20 399,7 | 20 953,4 | 21 524,2 | 21 990,1 | 22 980,0 | 24 849,3 | 26 302,0 | 27 082,70 | 27 941,28 | 28 902,78 | 29 039,73 |
| dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant | 2 056,7 | 2 867,4 | 2 224,5 | 3 751,6 | 3 887,0 | 3 935,1 | 4 020,0 | 4 107,9 | 4 234,8 | 4 373,4 | 4 587,4 | 4 722,9 | 4 849,51 | | | |

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI à partir de 2003.

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

| En millions d'euros | 1978 | 1980 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Logement | 1 077,4 | 1 696,0 | 7 006,1 | 10 302,4 | 11 695,0 | 11 828,1 | 12 225,2 | 12 862,8 | 12 848,7 | 13 457,6 | 13 387,8 | 13 719,9 | 13 822,87 | 14 844,74 | 15 238,99 | 15 514,69 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 729,9 | 980,9 | 1 708,8 | 2 211,7 | 2 602,7 | 2 710,3 | 2 928,3 | 3 111,1 | 3 149,4 | 3 356,5 | 3 381,1 | 3 501,0 | 3 559,95 | 3 835,50 | 3 985,33 | 4 039,51 |
| Accession | 710,6 | 956,3 | 1 705,3 | 2 208,4 | 2 598,7 | 2 706,6 | 2 924,7 | 3 107,8 | 3 146,3 | 573,4 | 547,5 | 541,6 | 517,11 | 507,27 | 545,96 | 524,71 |
| Location | | | | | | | | | | 2 779,8 | 2 830,2 | 2 956,4 | 3 039,20 | 3 324,35 | 3 435,28 | 3 511,22 |
| Prime de déménagement familiale | 19,4 | 24,5 | 3,5 | 3,4 | 4,0 | 3,7 | 3,5 | 3,3 | 3,1 | 3,2 | 3,5 | 3,0 | 3,64 | 3,89 | 4,09 | 3,58 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 3,5 | 204,7 | 4 028,7 | 5 236,4 | 5 771,3 | 5 747,5 | 5 726,5 | 5 932,5 | 5 844,3 | 6 038,8 | 5 952,7 | 6 014,7 | 5 982,87 | 6 346,69 | 6 493,36 | 6 641,54 |
| Accession | | | | | | | | | | 552,4 | 463,1 | 400,1 | 336,20 | 327,20 | 301,10 | 275,62 |
| Location | 2,9 | 189,6 | 3 996,3 | 5 196,4 | 5 727,8 | 5 704,1 | 5 683,7 | 5 888,7 | 5 799,9 | 4 970,7 | 4 960,1 | 5 074,2 | 5 093,28 | 5 437,27 | 5 583,76 | 5 723,28 |
| Foyer | | | | | | | | | | 471,4 | 478,5 | 495,7 | 505,66 | 540,24 | 564,61 | 592,01 |
| Prime de déménagement du FNH | 0,6 | 13,7 | 4,7 | 4,0 | 3,8 | 3,8 | 3,4 | 3,0 | 2,7 | 2,6 | 2,6 | 2,8 | 2,81 | 2,96 | 3,27 | 3,43 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 0,02 | 1,3 | 27,7 | 36,0 | 39,7 | 39,5 | 39,4 | 40,8 | 41,6 | 41,6 | 48,4 | 42,0 | 44,91 | 39,01 | 40,61 | 47,21 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 317,5 | 465,4 | 1 260,0 | 2 834,6 | 3 281,7 | 3 322,2 | 3 520,2 | 3 754,2 | 3 778,7 | 3 989,1 | 3 973,0 | 4 106,1 | 4 166,60 | 4 564,02 | 4 658,18 | 4 728,39 |
| Accession | | | | | | | | | | 86,6 | 82,4 | 82,6 | 81,40 | 84,69 | 88,10 | 86,51 |
| dont étudiant | | | | | | | | | | 2,9 | 2,3 | 2,1 | 1,71 | 1,67 | 1,38 | 1,29 |
| Location | 310,2 | 456,0 | 1 250,5 | 2 813,3 | 3 257,0 | 3 297,2 | 3 493,8 | 3 726,0 | 3 750,2 | 3 872,5 | 3 856,0 | 3 990,2 | 4 052,23 | 4 451,05 | 4 540,06 | 4 613,23 |
| dont étudiant | | | | | | | | | | 896,1 | 898,7 | 940,3 | 972,29 | 1 033,09 | 1 061,94 | 1 101,10 |
| Indus, créances, remises / créances, annulations créances | 2,3 | 3,5 | 9,5 | 21,3 | 24,7 | 25,0 | 26,5 | 28,2 | 28,5 | 30,0 | 34,7 | 33,4 | 32,97 | 28,28 | 30,03 | 28,65 |
| Prime de déménagement sociale | 4,9 | 5,9 | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | 19,7 | 44,3 | 49,7 | 54,5 | 69,1 | 81,0 | 77,4 | 83,2 | 82,9 | 89,00 | 92,49 | 102,54 | 108,21 |
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | 2,1 | 5,0 | -0,9 | | -5,0 | -1,7 | -4,3 | -4,2 | -4,7 | -4,1 | -2,3 | -4,2 | -3,14 | -2,16 | -0,82 | -3,30 |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | 0,13 | 0,26 | 0,34 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | 19,2 | 27,60 | 8,08 | 0,14 | 0,01 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 490,0 | 897,8 | 4 382,8 | 6 877,7 | 9 024,7 | 9 179,9 | 9 410,9 | 9 949,0 | 10 362,7 | 11 202,7 | 11 898,9 | 12 579,7 | 13 092,41 | 13 293,41 | 15 680,18 | 15 646,79 |
| Allocation de parent isolé (API) | 79,1 | 162,4 | 617,3 | 724,3 | 702,6 | 716,3 | 748,9 | 790,5 | 827,6 | 893,6 | 965,5 | 1 054,1 | 1 069,78 | 1 018,88 | 541,08 | 146,73 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | 410,9 | 735,4 | 2 235,2 | 2 977,8 | 3 729,2 | 3 881,2 | 4 088,7 | 4 281,4 | 4 429,6 | 4 662,5 | 4 880,1 | 5 076,5 | 5 349,76 | 5 610,66 | 6 019,47 | 6 445,90 |
| AAH de base | 410,9 | 735,4 | 2 235,2 | 2 877,8 | 3 586,9 | 3 730,6 | 3 929,3 | 4 113,6 | 4 255,0 | 4 477,6 | 4 675,3 | 4 805,4 | 5 072,55 | 5 320,97 | 5 723,02 | 6 142,86 |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | | | | 100,0 | 142,3 | 150,6 | 159,3 | 167,9 | 174,6 | 184,9 | 187,3 | 145,4 | 157,77 | 164,50 | 169,21 | 170,57 |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | | | | | | 17,5 | 125,8 | 119,44 | 125,20 | 127,24 | 131,02 |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | | | | | | | | | | | | 1,44 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | 5 308,20 | 8 124,42 |
| RSA hors primes, divers | | | | | | | | | | | | | | | 4 146,15 | 7 799,66 |
| RSA non majoré | | | | | | | | | | | | | | | 3 468,88 | 6 615,13 |
| RSA socle non majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | 2 947,66 | 5 491,76 |
| RSA socle hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | 2 947,66 | 5 489,53 |
| RSA Jeunes socle | | | | | | | | | | | | | | | | 2,23 |
| RSA activité non majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | 521,21 | 1 123,37 |
| RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | 521,21 | 1 121,66 |
| RSA Jeunes activité | | | | | | | | | | | | | | | | 1,71 |
| RSA majoré | | | | | | | | | | | | | | | 677,28 | 1 184,53 |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | 592,48 | 1 028,68 |
| RSA socle activité majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | 84,79 | 155,84 |
| RSA divers | | | | | | | | | | | | | | | 870,16 | 10,47 |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | 291,88 | 314,29 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | 1 522,8 | 3 175,6 | 4 590,0 | 4 579,5 | 4 570,5 | 4 844,3 | 5 067,9 | 5 609,2 | 5 990,2 | 6 207,1 | 6 188,18 | 6 178,39 | 3 002,94 | 759,30 |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...) | | | 7,5 | | 2,8 | 2,9 | 2,9 | 32,8 | 37,6 | 37,4 | 63,2 | 241,9 | 484,7 | 485,95 | 808,91 | 170,41 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | 0,6 | 8,1 | 27,8 | 44,03 | 39,43 | 26,54 | 10,75 |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | 4,6 | 87,7 | 145,78 | 126,08 | 107,02 | 51,39 |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | 70,5 | 231,92 | 228,97 | 140,24 | 25,90 |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | 443,30 | 0,06 |
| Revenu de solidarité active (RSA expérimental) | | | | | | | | | | | | | 0,54 | 22,72 | 20,43 | 8,90 |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | 31,7 | 37,6 | 36,7 | 50,5 | 55,9 | 62,44 | 68,74 | 71,38 | 73,42 |
| Prestations légales directes (A) | 6 477,0 | 9 240,3 | 25 041,6 | 35 078,2 | 40 928,4 | 41 407,6 | 42 589,5 | 44 335,9 | 45 201,5 | 47 640,3 | 50 136,0 | 52 601,5 | 53 997,98 | 56 079,43 | 59 821,95 | 60 201,22 |

TIPF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants

| En millions d'euros | 1978 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1985 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 4 194,6 | 5 819,3 | 6 833,8 | 8 136,1 | 9 077,0 | 9 990,3 | 9 766,2 | 12 238,9 | 11 939,3 | 12 588,9 | 12 132,3 | 12 709,7 | 12 689,6 | 12 898,4 | 13 150,3 | 13 445,775 | 13 850,75 | 14 734,79 | 15 193,60 | 15 476,37 | 15 672,19 | 16 022,81 | 15 889,69 |
| Allocations familiales (AF) | 2 775,3 | 3 683,2 | 4 361,7 | 5 300,2 | 5 979,2 | 6 467,5 | 7 827,5 | 8 902,3 | 8 960,2 | 9 123,5 | 8 696,8 | 9 246,8 | 9 173,5 | 9 312,0 | 9 490,3 | 9 680,26 | 9 963,68 | 10 652,33 | 10 997,80 | 11 177,20 | 11 237,60 | 11 439,93 | 11 296,83 |
| Complément familial (CF) | 1 130,9 | 1 729,1 | 1 997,7 | 2 307,6 | 2 477,0 | 2 811,6 | 1 047,0 | 1 281,5 | 1 272,6 | 1 273,4 | 1 294,0 | 1 294,0 | 1 329,1 | 1 362,8 | 1 359,9 | 1 366,31 | 1 390,36 | 1 451,99 | 1 470,95 | 1 463,66 | 1 475,69 | 1 511,64 | 1 517,45 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 90,6 | 121,0 | 135,7 | 147,9 | 168,5 | 189,5 | 251,4 | 1 107,5 | 736,9 | 1 181,6 | 1 200,5 | 1 193,8 | 1 177,6 | 1 164,7 | 1 170,5 | 1 160,57 | 1 195,59 | 1 232,64 | 1 243,47 | 1 237,35 | 1 336,94 | 1 347,16 | 1 344,58 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | 99,4 | 102,1 | 105,1 | 0,6 | 0,0 | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | 152,0 | 229,3 | 271,7 | 305,4 | 356,0 | 405,2 | 482,8 | 624,9 | 637,2 | 664,2 | 688,6 | 710,9 | 729,1 | 754,4 | 779,2 | 808,96 | 841,38 | 891,80 | 923,99 | 990,25 | 983,43 | 1 060,55 | 1 057,69 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 45,9 | 56,7 | 67,1 | 75,0 | 96,3 | 116,5 | 157,5 | 223,3 | 230,4 | 241,1 | 251,7 | 264,3 | 280,3 | 299,4 | 334,1 | 403,38 | 427,74 | 469,40 | 519,57 | 556,44 | 589,27 | 615,36 | 623,42 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | | 5,2 | 16,3 | 26,30 | 32,00 | 36,63 | 37,82 | 51,46 | 49,26 | 48,17 | 49,71 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | 164,6 | 3 392,6 | 4 832,8 | 5 620,2 | 6 167,2 | 6 597,2 | 6 464,0 | 6 672,5 | 6 982,0 | 7 267,9 | 7 402,07 | 7 941,20 | 8 876,89 | 9 821,26 | 10 274,33 | 10 921,39 | 11 434,67 | 11 698,87 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 689,16 | 4 907,72 | 8 292,40 | 9 968,35 | 10 771,89 | 11 385,43 | 11 700,21 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | | | | 543,60 | 548,51 | 576,11 | 576,27 | 594,20 | 610,83 | 614,51 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | | 698,37 | 1 977,53 | 3 186,75 | 3 704,68 | 3 810,54 | 3 929,58 | 3 944,41 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | | 274,66 | 1 105,10 | 1 865,03 | 2 172,41 | 2 134,76 | 2 140,62 | 2 063,08 |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | 56,88 | 130,00 | 143,20 | 142,08 | 146,73 | 158,61 | 151,78 |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | 132,18 | 589,22 | 1 037,24 | 1 201,08 | 1 167,45 | 1 162,17 | 1 119,32 |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | | 85,34 | 384,86 | 682,69 | 811,91 | 802,55 | 801,32 | 771,81 |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,78 | 15,96 | 16,60 | 17,09 | 18,71 |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,26 | 1,02 | 1,12 | 1,38 | 1,42 | 1,44 | 1,47 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | | | | 172,53 | 1 276,58 | 2 664,51 | 3 515,00 | 4 232,38 | 4 704,41 | 5 078,21 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | | | | | 163,59 | 1 203,86 | 2 514,51 | 3 305,31 | 3 955,13 | 4 378,57 | 4 720,63 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | | 8,93 | 72,61 | 149,67 | 193,60 | 228,49 | 240,81 | 245,85 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,01 | 0,11 | 0,33 | 16,08 | 48,76 | 85,03 | 111,72 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | 163,7 | 2 577,9 | 2 735,5 | 2 467,8 | 2 321,6 | 2 346,1 | 2 358,7 | 2 402,4 | 2 455,3 | 2 477,9 | 2 475,60 | 1 560,87 | 883,12 | 260,90 | 2,04 | 0,76 | 1,93 | 0,57 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | 0,9 | 780,4 | 1 125,8 | 1 791,0 | 2 347,9 | 2 472,1 | 2 495,1 | 2 509,2 | 2 603,2 | 2 693,0 | 2 733,87 | 2 445,65 | 1 449,28 | 414,79 | 0,45 | 0,49 | 0,15 | 0,03 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | | 34,3 | 140,7 | 269,2 | 331,6 | 248,7 | 128,5 | 132,1 | 126,9 | 113,4 | 111,33 | 113,46 | 96,39 | 53,32 | 30,63 | 16,69 | 6,51 | 0,07 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | | | | 829,9 | 1 090,5 | 1 164,4 | 1 527,7 | 1 478,8 | 1 626,1 | 1 794,1 | 1 981,0 | 2 077,95 | 2 129,50 | 1 539,65 | 799,78 | 272,82 | 131,54 | 40,64 | -2,02 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 515,7 | 579,2 | 769,3 | 798,1 | 719,9 | 542,7 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 93,1 | 101,1 | 137,8 | 158,5 | 175,3 | 162,4 | 145,6 | 171,5 | 179,7 | 196,5 | 192,6 | 202,7 | 190,1 | 195,4 | 200,1 | 209,48 | 219,37 | 224,33 | 238,09 | 243,69 | 243,05 | 321,72 | 333,07 |
| Prestations hors métropole | 69,4 | 70,0 | 100,8 | 111,6 | 121,5 | 111,4 | 40,1 | 24,5 | 22,8 | 20,3 | 20,9 | 17,2 | 17,8 | 12,7 | 11,0 | 8,97 | 7,19 | 7,22 | 5,45 | 4,44 | 4,08 | 4,33 | 3,48 |
| Accords CEE | 9,8 | 6,3 | 6,3 | 6,1 | 6,7 | 9,0 | 2,6 | | | | | | | 3,4 | 2,7 | 3,09 | 3,37 | 3,56 | 3,82 | 4,11 | 4,81 | 4,65 | 4,26 |
| Allocation différentielle | | 3,5 | 5,3 | 8,7 | 9,9 | 11,3 | 25,5 | 26,2 | 26,3 | 29,0 | 26,7 | 27,4 | 17,9 | 17,9 | 19,9 | 21,50 | 22,45 | 18,63 | 18,31 | 19,15 | 19,18 | 17,51 | 17,69 |
| Frais de tutelle | 14,0 | 21,3 | 25,5 | 32,2 | 37,2 | 30,6 | 77,4 | 120,7 | 130,5 | 147,2 | 145,0 | 158,2 | 154,5 | 161,4 | 166,5 | 175,92 | 186,35 | 194,91 | 210,50 | 215,98 | 214,98 | 295,23 | 307,64 |
| Sous-total Famille | 4 803,5 | 6 499,5 | 7 740,9 | 9 092,7 | 9 972,1 | 10 860,0 | 13 304,4 | 17 243,2 | 17 739,2 | 18 952,6 | 18 922,0 | 19 376,4 | 19 552,3 | 20 075,9 | 20 618,3 | 21 057,32 | 22 011,31 | 23 836,01 | 25 252,95 | 25 994,39 | 26 836,63 | 27 779,20 | 27 921,62 |
| Logement | 1 073,9 | 1 690,5 | 2 204,0 | 3 279,3 | 3 798,0 | 4 701,7 | 6 937,1 | 10 123,8 | 10 371,7 | 10 688,1 | 11 064,9 | 11 402,5 | 11 505,6 | 11 867,2 | 12 463,9 | 12 428,50 | 12 995,81 | 12 913,14 | 13 228,84 | 13 315,36 | 14 306,09 | 14 655,49 | 14 883,08 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 726,9 | 976,0 | 1 163,9 | 1 650,1 | 1 702,1 | 1 671,0 | 1 652,5 | 2 075,9 | 2 115,2 | 2 173,7 | 2 277,0 | 2 382,5 | 2 469,1 | 2 662,7 | 2 816,7 | 2 833,19 | 3 012,22 | 3 029,00 | 3 138,21 | 3 184,84 | 3 441,12 | 3 557,63 | 3 579,94 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 3,5 | 204,7 | 395,3 | 708,4 | 1 113,5 | 2 000,6 | 4 028,7 | 5 236,4 | 5 352,2 | 5 539,2 | 5 684,8 | 5 771,5 | 5 747,6 | 5 726,6 | 5 932,6 | 5 844,43 | 6 038,78 | 5 952,91 | 6 014,73 | 5 982,87 | 6 346,82 | 6 493,49 | 6 641,69 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 317,0 | 464,7 | 581,5 | 854,4 | 937,8 | 999,1 | 1 247,3 | 2 792,0 | 2 877,2 | 2 944,1 | 3 067,4 | 3 209,5 | 3 241,3 | 3 428,2 | 3 650,2 | 3 675,55 | 3 872,17 | 3 851,24 | 3 979,26 | 4 036,14 | 4 420,68 | 4 503,26 | 4 557,38 |
| Aide aux associations (ALT) | | | | | | | 19,5 | 30,7 | 36,8 | 40,6 | 43,9 | 49,3 | 54,0 | 68,5 | 80,06 | 80,06 | 76,74 | 82,28 | 81,94 | 88,11 | 91,59 | 101,53 | 107,02 |
| Prêts amélioration de l'habitat (PAH) | 2,1 | 5,0 | 6,6 | 5,2 | 0,8 | 3,7 | -0,9 | | -3,5 | -5,8 | -4,9 | -5,0 | -1,7 | -4,3 | -4,2 | -4,74 | -4,10 | -2,30 | -4,22 | -3,14 | -2,16 | -0,82 | -3,30 |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,13 | 0,26 | 0,34 | |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 472,0 | 843,8 | 1 137,6 | 1 502,5 | 1 730,9 | 2 008,5 | 3 948,2 | 6 391,0 | 6 822,2 | 7 266,9 | 7 846,9 | 8 408,8 | 8 536,7 | 8 672,0 | 9 056,3 | 9 441,54 | 10 196,62 | 10 807,50 | 11 412,05 | 11 731,13 | 12 055,50 | 14 392,58 | 14 382,47 |
| Allocation de parent isolé (API) | 78,7 | 152,4 | 209,3 | 240,7 | 302,3 | 417,1 | 566,7 | 683,4 | 662,8 | 674,5 | 668,2 | 676,8 | 690,4 | 714,2 | 745,9 | 771,89 | 822,46 | 871,70 | 934,65 | 928,63 | 874,64 | 389,72 | -8,46 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | 393,3 | 691,4 | 877,5 | 1 238,3 | 1 413,2 | 1 582,1 | 2 126,5 | 2 849,9 | 3 069,3 | 3 220,9 | 3 386,0 | 3 577,4 | 3 723,9 | 3 927,7 | 4 113,8 | 4 256,64 | 4 482,07 | 4 691,69 | 4 881,14 | 4 999,91 | 5 393,72 | 5 795,48 | 6 204,49 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 257,69 | 8 124,65 |
| Dont Etat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 717,55 | 1 602,62 |
| Dont RSA activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 606,01 | 1 279,22 |
| Dont RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 606,01 | 1 277,51 |
| Dont département | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 540,14 |
| RSA hors primes, divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 146,15 | 7 799,78 |
| RSA non majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 468,88 | 6 615,23 |
| RSA socle non majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 947,66 | 5 491,85 |
| RSA socle hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 947,66 | 5 489,62 |
| RSA Jeunes socle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,23 |
| RSA activité non majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 521,21 | 1 123,38 |
| RSA activité hors RSA Jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 521,21 | 1 121,67 |
| RSA Jeunes activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,71 |
| RSA majoré | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 677,28 | 1 184,55 |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 592,48 | 1 028,71 |
| RSA socle activité majoré (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 84,79 | 155,84 |
| RSA divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 819,66 | 10,58 |
| Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 291,88 | 314,29 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | 1 251,2 | 2 857,7 | 3 090,1 | 3 371,5 | 3 792,1 | 4 151,9 | 4 119,6 | 4 027,3 | 4 195,5 | 4 412,94 | 4 891,48 | 5 232,86 | 5 429,05 | 5 416,41 | 5 395,20 | 2 251,52 | -15,20 |

T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations disponibles entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF ou DOM 1946-1973.

| En millions d'euros | 1978 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 106,0 | 146,5 | 266,9 | 364,2 | 666,1 | 612,0 | 651,6 | 644,4 | 670,4 | 682,9 | 706,8 | 736,7 | 759,0 | 781,0 | 812,4 | 829,16 | 840,54 | 867,73 | 876,89 | 872,87 |
| Allocations familiales (AF) | 77,6 | 95,9 | 165,7 | 218,3 | 421,5 | 415,6 | 425,2 | 421,4 | 443,3 | 447,4 | 462,3 | 487,9 | 499,2 | 509,8 | 527,0 | 535,74 | 533,88 | 548,39 | 549,73 | 544,64 |
| Complément familial (CF) | 2,7 | 20,1 | 46,5 | 73,6 | 93,4 | 34,9 | 32,7 | 33,3 | 33,2 | 33,2 | 34,3 | 33,7 | 34,4 | 36,7 | 37,5 | 37,06 | 36,21 | 37,21 | 37,82 | 38,12 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 7,0 | 7,8 | 10,2 | 13,3 | 60,3 | 41,3 | 67,1 | 70,1 | 69,7 | 70,7 | 71,0 | 71,0 | 71,7 | 75,3 | 77,1 | 77,85 | 76,73 | 82,21 | 82,67 | 83,17 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | 12,7 | 12,9 | 13,1 | 0,4 | -0,3 | 0,1 | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | 16,2 | 19,8 | 38,9 | 51,8 | 69,4 | 97,5 | 102,7 | 107,6 | 112,3 | 118,3 | 125,3 | 129,0 | 135,4 | 140,1 | 149,6 | 154,80 | 167,90 | 170,47 | 176,01 | 174,78 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 2,4 | 2,9 | 5,6 | 7,2 | 8,9 | 9,8 | 10,7 | 11,6 | 12,2 | 13,2 | 13,8 | 15,0 | 17,9 | 18,5 | 20,7 | 23,25 | 25,28 | 28,92 | 30,11 | 31,66 |
| AEEH de base | | | | | | | | | | | | | | 8,0 | 8,4 | 8,71 | 9,29 | 10,77 | 11,25 | 12,67 |
| AEEH complément | | | | | | | | | | | | | | 10,6 | 12,3 | 14,53 | 15,99 | 18,15 | 18,87 | 19,00 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 0,4 | 0,46 | 0,53 | 0,53 | 0,54 | 0,50 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | 2,0 | 138,9 | 174,2 | 180,7 | 184,1 | 188,2 | 194,2 | 192,9 | 195,8 | 209,6 | 221,4 | 239,13 | 247,77 | 254,06 | 259,06 | 261,24 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | 58,1 | 136,8 | 213,11 | 247,45 | 254,21 | 259,14 | 261,22 |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | 22,5 | 23,2 | 23,92 | 24,38 | 24,62 | 24,45 | 24,47 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | 30,2 | 86,8 | 139,12 | 161,44 | 164,60 | 167,17 | 165,94 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | 4,6 | 19,0 | 33,26 | 39,25 | 38,21 | 36,41 | 33,16 |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | | | | | 0,6 | 1,3 | 1,48 | 1,51 | 1,50 | 1,52 | 1,59 |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | | | | | 2,2 | 9,5 | 17,44 | 20,38 | 19,69 | 19,21 | 17,57 |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | 1,8 | 8,1 | 14,31 | 16,86 | 16,43 | 15,12 | 13,46 |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | 0,03 | 0,51 | 0,59 | 0,57 | 0,53 |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | 0,8 | 7,9 | 16,81 | 22,37 | 26,78 | 31,11 | 37,65 |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | | 0,7 | 6,9 | 14,73 | 19,54 | 23,25 | 26,78 | 32,79 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | | 0,1 | 1,0 | 2,08 | 2,65 | 3,06 | 3,51 | 3,81 |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 0,0 | | 0,18 | 0,48 | 0,81 | 1,05 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | 132,1 | 140,9 | 139,5 | 141,0 | 143,8 | 147,5 | 145,8 | 146,5 | 103,3 | 56,1 | 17,11 | 0,03 | -0,23 | -0,12 | -0,01 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | 2,9 | 28,3 | 35,3 | 38,1 | 38,7 | 39,8 | 40,0 | 41,3 | 38,2 | 23,0 | 6,84 | | -0,07 | -0,03 | 0,01 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | 0,2 | 1,0 | 1,5 | 1,2 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,12 | 0,09 | 0,02 | 0,01 | 0,01 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | 1,9 | 2,8 | 3,6 | 4,7 | 4,4 | 5,3 | 6,5 | 6,8 | 7,8 | 9,6 | 5,4 | 1,93 | 0,20 | 0,12 | 0,02 | 0,00 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 0,03 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,04 | 0,00 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 0,2 | 0,5 | 0,5 | 1,3 | 5,6 | 5,7 | 0,8 | 0,1 | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | | | | | | | | | | | | 0,0 | | | | | | | 3,95 | 4,01 |
| Sous-total Famille | 106,1 | 147,0 | 267,4 | 365,5 | 673,8 | 756,7 | 826,6 | 825,3 | 854,5 | 871,2 | 900,9 | 929,6 | 954,8 | 990,5 | 1 033,8 | 1 068,29 | 1 088,31 | 1 121,80 | 1 139,90 | 1 138,12 |
| Logement | 3,0 | 4,9 | 25,5 | 69,9 | 178,6 | 198,8 | 243,1 | 258,8 | 287,9 | 317,7 | 353,0 | 393,6 | 421,4 | 461,8 | 474,8 | 491,02 | 507,45 | 538,65 | 583,50 | 631,61 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 3,0 | 4,9 | 21,6 | 59,0 | 139,8 | 154,4 | 189,2 | 200,0 | 220,2 | 241,2 | 265,6 | 294,4 | 316,3 | 344,3 | 352,1 | 362,82 | 375,60 | 394,38 | 427,69 | 459,57 |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | 3,8 | 10,9 | 38,6 | 44,0 | 53,5 | 58,6 | 67,5 | 76,2 | 87,0 | 98,7 | 104,3 | 116,9 | 121,8 | 126,86 | 130,46 | 143,34 | 154,92 | 171,01 |
| Aide aux associations (ALT) | | | | | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,9 | 0,7 | 0,9 | 1,01 | 0,89 | 0,89 | 1,01 | 1,18 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,33 | 0,50 | 0,17 | | 0,001 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 18,0 | 54,0 | 138,7 | 437,2 | 487,9 | 485,6 | 497,3 | 538,6 | 615,9 | 643,4 | 739,0 | 892,7 | 921,2 | 1 006,4 | 1 091,7 | 1 166,16 | 1 216,66 | 1 237,94 | 1 287,67 | 1 264,33 |
| Allocation de parent isolé (API) | 0,5 | 9,9 | 36,6 | 53,1 | 42,1 | 31,0 | 27,8 | 26,6 | 25,8 | 26,1 | 34,8 | 44,5 | 55,8 | 71,4 | 94,1 | 119,63 | 141,15 | 144,28 | 151,43 | 155,19 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | 17,5 | 44,1 | 97,9 | 108,7 | 127,9 | 135,5 | 137,6 | 141,3 | 151,8 | 157,3 | 161,0 | 167,7 | 172,9 | 180,4 | 188,4 | 195,40 | 205,65 | 216,95 | 223,99 | 241,41 |
| AAH de base | 17,5 | 44,1 | 97,9 | 108,7 | 126,5 | 133,8 | 135,7 | 139,3 | 149,6 | 154,8 | 158,4 | 164,8 | 170,0 | 177,2 | 184,9 | 190,52 | 200,31 | 211,25 | 218,61 | 234,79 |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | | | | | 1,4 | 1,6 | 1,8 | 2,0 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 2,8 | 3,0 | 3,2 | 3,5 | 3,25 | 3,33 | 3,73 | 3,69 | 3,78 |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 1,63 | 2,01 | 1,97 | 1,69 | 1,39 |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1,44 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 50,51 | -0,22 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | 271,5 | 317,9 | 319,1 | 331,9 | 370,7 | 438,2 | 460,0 | 543,2 | 648,7 | 655,0 | 717,7 | 757,5 | 777,80 | 771,35 | 782,71 | 751,00 | 774,50 |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...) | | | 4,3 | 3,8 | | | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 31,7 | 37,6 | 36,8 | 51,7 | 73,33 | 98,51 | 94,01 | 110,75 | 93,45 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | 0,04 | 1,0 | 3,65 | 5,18 | 2,45 | 0,19 | 0,10 |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | 0,3 | 9,68 | 12,51 | 4,29 | 0,05 | 0,02 |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | | | | | 4,06 | 18,38 | 18,52 | 13,28 | 19,87 |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 25,85 | 0,01 |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | | | | | 31,7 | 37,6 | 36,7 | 50,5 | 55,95 | 62,44 | 68,74 | 71,38 | 73,45 |
| Prestations légales directes | 127,1 | 205,8 | 431,6 | 872,6 | 1 340,2 | 1 441,0 | 1 567,0 | 1 622,6 | 1 758,3 | 1 832,3 | 1 993,0 | 2 215,8 | 2 297,4 | 2 458,8 | 2 600,3 | 2 725,47 | 2 812,42 | 2 898,39 | 3 011,06 | 3 034,06 |
| dont prestations FNPf (hors API, AAH sur toute la période) | 109,2 | 151,8 | 289,0 | 424,5 | 813,6 | 911,1 | 1 015,9 | 1 025,2 | 1 074,8 | 1 112,4 | 1 166,6 | 1 224,0 | 1 271,1 | 1 334,9 | 1 385,9 | 1 431,17 | 1 463,99 | 1 877,41 | 1 943,11 | 1 597,79 |

TIPF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1978 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 336,4 | 369,8 | 426,5 | 500,7 | 826,5 | 745,3 | 785,1 | 771,7 | 798,9 | 801,1 | 816,2 | 836,2 | 845,6 | 855,7 | 874,9 | 878,06 | 877,31 | 881,05 | 889,66 | 872,87 |
| Allocations familiales (AF) | 246,4 | 242,0 | 264,7 | 300,2 | 523,0 | 506,1 | 512,4 | 504,7 | 528,2 | 524,8 | 533,9 | 553,8 | 556,2 | 558,6 | 567,5 | 567,34 | 557,24 | 556,81 | 557,74 | 544,64 |
| Complément familial (CF) | 8,7 | 50,8 | 74,3 | 101,2 | 115,9 | 42,6 | 39,4 | 39,9 | 39,5 | 38,9 | 39,6 | 38,2 | 38,4 | 40,2 | 40,4 | 39,24 | 37,79 | 37,78 | 38,37 | 38,12 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 22,3 | 19,6 | 16,3 | 18,3 | 74,8 | 50,3 | 80,9 | 83,9 | 83,1 | 83,0 | 82,0 | 80,6 | 79,8 | 82,5 | 83,1 | 82,44 | 80,08 | 83,47 | 83,87 | 83,17 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | 15,7 | 15,8 | 15,8 | 0,5 | -0,3 | 0,1 | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | 51,3 | 50,0 | 62,1 | 71,2 | 86,1 | 118,7 | 123,8 | 128,9 | 133,8 | 138,8 | 144,7 | 146,4 | 150,9 | 153,5 | 161,1 | 163,93 | 175,25 | 173,09 | 178,58 | 174,78 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 7,7 | 7,3 | 9,0 | 9,9 | 11,1 | 11,9 | 12,8 | 13,9 | 14,6 | 15,5 | 15,9 | 17,0 | 20,0 | 20,3 | 22,3 | 24,62 | 26,39 | 29,36 | 30,55 | 31,66 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 0,4 | 0,48 | 0,56 | 0,54 | 0,55 | 0,50 |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | 2,5 | 169,2 | 209,9 | 216,4 | 219,4 | 220,8 | 224,2 | 219,0 | 218,1 | 229,6 | 238,5 | 253,23 | 258,61 | 257,96 | 262,84 | 261,24 |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CLCA rang 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CLCA rang 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE COLCA rang 3 et plus | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CLCA adoption | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG cotisations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG rémunérations prises en charge | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG via association, entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG assistantes maternelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | 160,9 | 169,8 | 167,1 | 168,0 | 168,7 | 170,4 | 165,5 | 163,2 | 113,2 | 60,4 | 18,12 | 0,04 | -0,23 | -0,12 | -0,01 |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | 3,5 | 34,1 | 42,3 | 45,4 | 45,3 | 46,0 | 45,5 | 46,0 | 41,9 | 24,8 | 7,24 | | -0,07 | -0,03 | 0,01 |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | 0,2 | 1,3 | 1,8 | 1,4 | 0,7 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,13 | 0,09 | 0,02 | 0,01 | 0,01 |
| Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | | | | | 2,3 | 3,5 | 4,3 | 5,6 | 5,2 | 6,2 | 7,5 | 7,8 | 8,7 | 10,5 | 5,8 | 2,04 | 0,21 | 0,12 | 0,02 | 0,00 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,04 | 0,00 |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures | 0,5 | 1,2 | 0,7 | 1,8 | 7,0 | 6,9 | 1,0 | 0,1 | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | | | | | | | | | | | | 0,0 | | | | | | | 4,01 | 4,01 |
| Sous-total Famille | 336,9 | 371,0 | 427,2 | 502,5 | 836,0 | 921,4 | 996,0 | 988,3 | 1 018,3 | 1 021,8 | 1 040,5 | 1 055,2 | 1 063,7 | 1 085,3 | 1 113,4 | 1 131,30 | 1 135,93 | 1 139,01 | 1 156,51 | 1 138,12 |
| dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant | 90,5 | 128,9 | 162,5 | 202,3 | 310,5 | 246,1 | 273,7 | 267,2 | 270,7 | 276,3 | 282,4 | 282,4 | 289,4 | 297,2 | 307,4 | 310,72 | 320,07 | 324,24 | 335,94 | 332,25 |
| Logement | 9,7 | 12,3 | 40,7 | 96,1 | 221,6 | 242,1 | 292,9 | 309,9 | 343,1 | 372,7 | 407,7 | 446,8 | 469,4 | 506,0 | 511,4 | 519,98 | 529,65 | 546,92 | 592,00 | 631,61 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 9,7 | 12,3 | 34,6 | 81,1 | 173,5 | 188,1 | 228,0 | 239,5 | 262,4 | 282,9 | 306,7 | 334,2 | 352,3 | 377,2 | 379,2 | 384,22 | 392,04 | 400,43 | 433,93 | 459,57 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | | | | | -0,1 | -0,3 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | | | | | -0,13 | -0,13 | -0,15 |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | 6,1 | 15,0 | 47,9 | 53,6 | 64,5 | 70,2 | 80,5 | 89,4 | 100,5 | 112,0 | 116,2 | 128,1 | 131,1 | 134,34 | 136,17 | 145,54 | 157,18 | 171,01 |
| Aide aux associations (ALT) | | | | | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 0,7 | 1,0 | 1,07 | 0,93 | 0,91 | 1,03 | 1,18 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | 57,1 | 136,2 | 221,6 | 601,0 | 605,4 | 591,3 | 599,2 | 645,0 | 734,0 | 754,7 | 853,5 | 1 013,3 | 1 026,3 | 1 102,7 | 1 175,7 | 1 234,94 | 1 269,89 | 1 256,93 | 1 306,43 | 1 264,33 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS | 57,1 | 136,2 | 221,6 | 601,0 | 605,4 | 591,3 | 599,2 | 645,0 | 734,0 | 754,7 | 853,5 | 1 013,3 | 1 026,3 | 1 102,7 | 1 175,7 | 1 234,94 | 1 269,89 | 1 256,93 | 1 280,20 | 1 264,32 |
| Allocation de parent isolé (API) | 1,5 | 25,0 | 58,5 | 73,0 | 52,2 | 37,8 | 33,5 | 31,9 | 30,8 | 30,7 | 40,2 | 50,5 | 62,1 | 78,3 | 101,4 | 126,68 | 147,33 | 146,49 | 153,64 | 155,19 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | 55,7 | 111,2 | 156,4 | 149,4 | 158,7 | 165,0 | 165,7 | 169,2 | 180,9 | 184,5 | 185,9 | 190,3 | 192,6 | 197,7 | 202,9 | 206,93 | 214,65 | 220,28 | 227,25 | 241,41 |
| AAH de base | 55,7 | 111,2 | 156,4 | 149,4 | 157,0 | 163,0 | 163,6 | 166,8 | 178,3 | 181,6 | 182,9 | 187,1 | 189,3 | 194,2 | 199,1 | 201,76 | 209,07 | 214,49 | 221,80 | 234,79 |
| Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH | | | | | 1,7 | 2,0 | 2,2 | 2,4 | 2,7 | 2,9 | 3,0 | 3,2 | 3,3 | 3,5 | 3,8 | 3,45 | 3,47 | 3,78 | 3,75 | 3,78 |
| Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prime avril 2011 (DOM) | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 1,73 | 2,10 | 2,00 | 1,71 | 1,39 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | 373,3 | 394,5 | 388,5 | 399,9 | 443,9 | 522,2 | 539,6 | 627,3 | 736,4 | 729,7 | 786,4 | 815,8 | 823,68 | 805,09 | 794,72 | 761,94 | 774,50 |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...) | | | 6,8 | 5,3 | | | | | 0,01 | 0,03 | 0,03 | 36,0 | 41,8 | 40,3 | 55,73 | 77,66 | 102,82 | 95,45 | 112,36 | 93,45 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | 1,1 | 3,86 | 5,40 | 2,49 | 0,19 | 0,10 |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | 0,3 | 10,25 | 13,06 | 4,36 | 0,05 | 0,02 |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | | | | | 4,30 | 19,19 | 18,80 | 13,47 | 19,87 |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 26,23 | 0,01 |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | | | | | 36,0 | 41,8 | 40,3 | 54,4 | 59,25 | 65,17 | 69,80 | 72,42 | 73,45 |
| Prestations légales directes | 403,7 | 519,5 | 689,5 | 1 199,6 | 1 663,0 | 1 754,8 | 1 888,1 | 1 943,3 | 2 095,3 | 2 149,2 | 2 301,6 | 2 515,3 | 2 559,4 | 2 694,1 | 2 800,5 | 2 886,22 | 2 935,47 | 2 942,87 | 3 054,94 | 3 034,06 |

Les prestations « Famille¹ » depuis 1951

1,99 % du Pib en 2010

26,6 % versés sous condition de ressources

*Les prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales représentent **3,64 % du Pib en 2010 contre 3,69 % en 1951** : à l'époque, il ne s'agissait que de prestations directes en direction des familles. En 2010, la « Famille » ne représente plus que **1,99 % du Pib** (y compris 0,42 % versés sous forme de transferts ou de prestations indirectes). L'ensemble des prestations de logement représente 0,83 % du Pib, les minima sociaux et les aides à l'emploi, 0,83 %.*

*Jusqu'en 1971, l'accent a été mis sur les allocations familiales, dont les dépenses ont été multipliées par 2,6 en vingt ans. **L'année 1972** apparaît comme un tournant de la politique sociale. A partir de cette date, les **prestations « Famille » et la politique sociale se diversifient**. Par ailleurs, devant le coût des mesures et dans un contexte de chômage structurel, on assiste au développement des prestations **sous condition de ressources**. **A partir de 1998**, les prestations relatives à la **garde des enfants** sont progressivement **modulées en fonction des revenus** des familles.*

*Les prestations « Famille » versées sous condition de ressources représentent **26,6 % des prestations « Famille » en 2010 contre 23 % en 1973**. Par ailleurs, en 2010, **17,5 % des dépenses « Famille »** correspondent à des prestations liées à la garde des jeunes enfants dont les montants sont modulés en fonction des ressources de la famille.*

L'évolution des dépenses de prestations est étudiée sur la période 1951-2010, en euros constants 2010². Il est utile tout d'abord, de mettre l'accent sur la mise sous condition de ressources des prestations en 1972 et sur la succession des différents plans « Famille ».

1972, tournant de la politique sociale

L'exercice 1972 est identifié comme un tournant dans la politique familiale de la France avec :

- les premières prestations « Famille » sous condition de ressources (*à partir de juillet*) ;
- la création du premier minimum social (*l'allocation aux adultes handicapés, en janvier*) ;
- le début du financement par la Cnaf de prestations indirectes³ avec la mise en place des cotisations d'assurance vieillesse des parents au foyer (*à partir de juillet 1972*).

Par ailleurs, dès 1971, la première prestation pour familles monoparentales (*l'allocation orphelin*) a été créée.

La période a été scindée en deux, en retenant 1971 comme frontière entre deux époques : une première de 20 ans (1951-1971) et une seconde de 39 ans (1971-2010).

Evolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2010

L'évolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2010 est caractérisée (*cf. encadré 1*) :

- par une **mise sous condition de ressources** à partir de 1972 d'une partie des prestations, puis par leur **modulation progressive depuis 1998** ;
- par le développement de prestations d'entretien **attribuées par enfant et dès le premier enfant** ;
- par différents « plans Famille ». Les anciennes prestations (allocations de salaire unique et de frais de garde, allocations prénatales et postnatales, congé de naissance) ont été remplacées par diverses prestations dont les conditions d'attribution ont varié sur la période. En 2010, les prestations issues des plans « Famille » se composent :
 - . d'une part, du **complément familial** (Cf, 1,6 milliard), prestation d'entretien aux familles de trois enfants et plus, sous condition de ressources ;
 - . et d'autre part, de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (12,4 milliards, Paje), créée en janvier 2004 et dont la montée en charge est terminée (*cf. encadré 2*). Hors prise en compte du Cf, l'enveloppe financière correspondant aux prestations issues des « plans Famille » a été multipliée par 2,5 en euros constants, passant de 5 Md€2010 en 1951 à 12,4 milliards en 2010 (*cf. T1PF 0.522010*).

Encadré 1 : Les plans « Famille » : de la création du complément familial en 1978 aux prestations « Naissance-Jeune enfant » de 1985 à 1991... jusqu'à la Paje en 2004

• **En juillet 1972 :**

- les **allocations de salaire unique et de mère au foyer** (dont les montants ne seront plus revalorisés) ont été **mises sous condition de ressources** ;
 - une majoration de ces prestations (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins **quatre enfants** ou un enfant de moins de 3 ans ;
 - l'**allocation pour frais de garde** est créée ; elle est attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la **femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité**.

• **En 1978**, ces prestations ont été remplacées par le **complément familial**, accordé sous condition de ressources aux familles de **trois enfants** et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans.

• Les **allocations postnatales** sont majorées pour naissances multiples en 1979 et pour la troisième naissance en 1980. Cette dernière majoration est diminuée de moitié en 1983, supprimée en 1985.

• **En janvier 1985**, l'**allocation au jeune enfant** se substitue au complément familial et aux allocations pré- et postnatales. L'allocation pour jeune enfant est sous condition de ressources pour les enfants de plus de trois mois jusqu'en décembre 1996, pour l'ensemble des enfants bénéficiaires depuis janvier 1996.

• Le **complément familial** (Cf) est maintenu pour les familles de trois enfants et plus. En janvier 1987, le complément familial de « maintenance » (lorsque la famille passe de trois à deux enfants) est supprimé. En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial (et aux aides au logement...).

Dès 1978, un **abattement sur les ressources** est prévu pour les **ménages à deux revenus ou les personnes isolées** bénéficiaires du Cf. Cet abattement est appliqué aux bénéficiaires de l'Apje et de l'Aad qui sont soumis aux mêmes plafonds. Il est à noter qu'un tel abattement n'existe pas pour le plafond de l'Ars. Cet abattement, correspondant à 46 % du Smic en 1978, est doublé en 1984 ; il progresse jusqu'en 1995 pour atteindre 82 % du Smic. En 2002, il n'est plus que de 72 % du Smic. Loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu, cet abattement se situait, toutefois, dans le cadre d'un **objectif de neutralité par rapport à la double activité au sein du couple**.

• **En 1985**, l'**allocation parentale d'éducation** (Ape) est versée à la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de **moins de 3 ans**, portant à **trois ou plus le nombre d'enfants**. Une allocation à mi-taux peut

être versée. Son montant est revalorisé en 1986 et en 1987. Le champ de l'Ape est étendu :

- en 1987, avec le desserrement de la condition d'activité (*deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois, au lieu des trente mois antérieurement en vigueur*), l'allongement de la durée de perception jusqu'aux 3 ans de l'enfant (*contre vingt-quatre mois maximum de perception lors de la création de l'Ape*), suppression du cumul possible de l'Ape avec l'Apje ;

- en 1994-1995 avec l'ouverture du droit dès le **deuxième enfant** (*sous réserve de deux ans d'activité au cours des cinq ans précédant la naissance*), l'extension au temps partiel (*versement jusqu'aux 6 ans de l'enfant en cas de naissances multiples*).

• **En 1991** entre en vigueur l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) : il s'agit d'une prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé.

• Créée en 1992, la **majoration d'Afeama** a été ensuite fortement revalorisée en 1995. Elle correspond à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle ; son montant varie selon l'âge de l'enfant (moins de 3 ans, de 3 ans à moins de **6 ans**). Depuis janvier 2001, son montant est modulé en fonction des ressources de la famille (*cf. TIPF 793*).

• Mise en place, **en 1987**, de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Elle peut être cumulée avec l'Ape à mi-taux. L'Aged est d'un montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) dans la limite d'un certain plafond.

- L'Aged est déplafonnée en 1995, et une allocation à mi-taux est créée pour les enfants de **3 à 6 ans** et pour les bénéficiaires de l'Ape à taux partiel.

- Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations n'est plus que de 75 % ou même de 50 % selon les ressources de la famille, le recours à une Ape à taux réduit ou pour un enfant âgé de 3 à moins de 6 ans. Ces prises en charge sont par ailleurs plafonnées (*cf. TIPF 793, TIPF 7511*).

• En janvier 2002, un **congé de paternité** est créé.

• **En janvier 2004**, la **prestation d'accueil du jeune enfant** est créée (*cf. encadré 2*).

Encadré 2 : Création de la Paje en janvier 2004 (cf. barème : TIPF 7351-61-71)

* La **prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) est appelée à remplacer cinq prestations existantes (*allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption*). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1^{er} janvier 2004, la Paje comprend :

- une **prime à la naissance ou à l'adoption** versée sous condition de ressources (*avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Ape*), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

- une **allocation de base** (Ab) versée pendant trois ans à compter de la naissance (*ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption*), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

- un **complément libre choix d'activité** (Clca) attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de trois ans (*six ans en cas de naissances multiples*). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

- il peut être attribué **dès le premier enfant mais pour seulement six mois** à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

- la condition d'activité antérieure est resserrée par rapport à l'Ape. Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour

l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

- le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

- un **complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de six ans par une assistante maternelle ou une employée de maison. Ce complément comporte deux composantes :

- une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

- une prise en charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

* Créé en juillet 2006, le **complément optionnel de libre choix d'activité** (Colca) permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court que le Clca (jusqu'à ce que l'enfant ait un an), mieux rémunéré.

* En mai 2008, augmentation du montant (plafond) du Cmg pour les familles les plus modestes.

L'ensemble des dépenses de prestations directes et indirectes a été **multiplié par 7,1** entre 1951 et 2010, passant de 10 Md€2010 à 70,4 milliards (soit + 60,4 Md€2010). 45 % de cet accroissement (soit + 27,1 milliards) sont intervenus entre 1991 et 2010 : + 9,4 milliards pour les minima sociaux et les aides à l'emploi, + 5,3 milliards pour les prestations logement, + 7,8 milliards pour les prestations directes « Famille » et + 4,6 milliards de transferts au titre des prestations indirectes « Famille ». Globalement, **21 % de l'accroissement entre 1991 et 2010 concernent la « Famille »** (cf. figure 3.1).

54 % des prestations directes et indirectes concernent la « Famille »

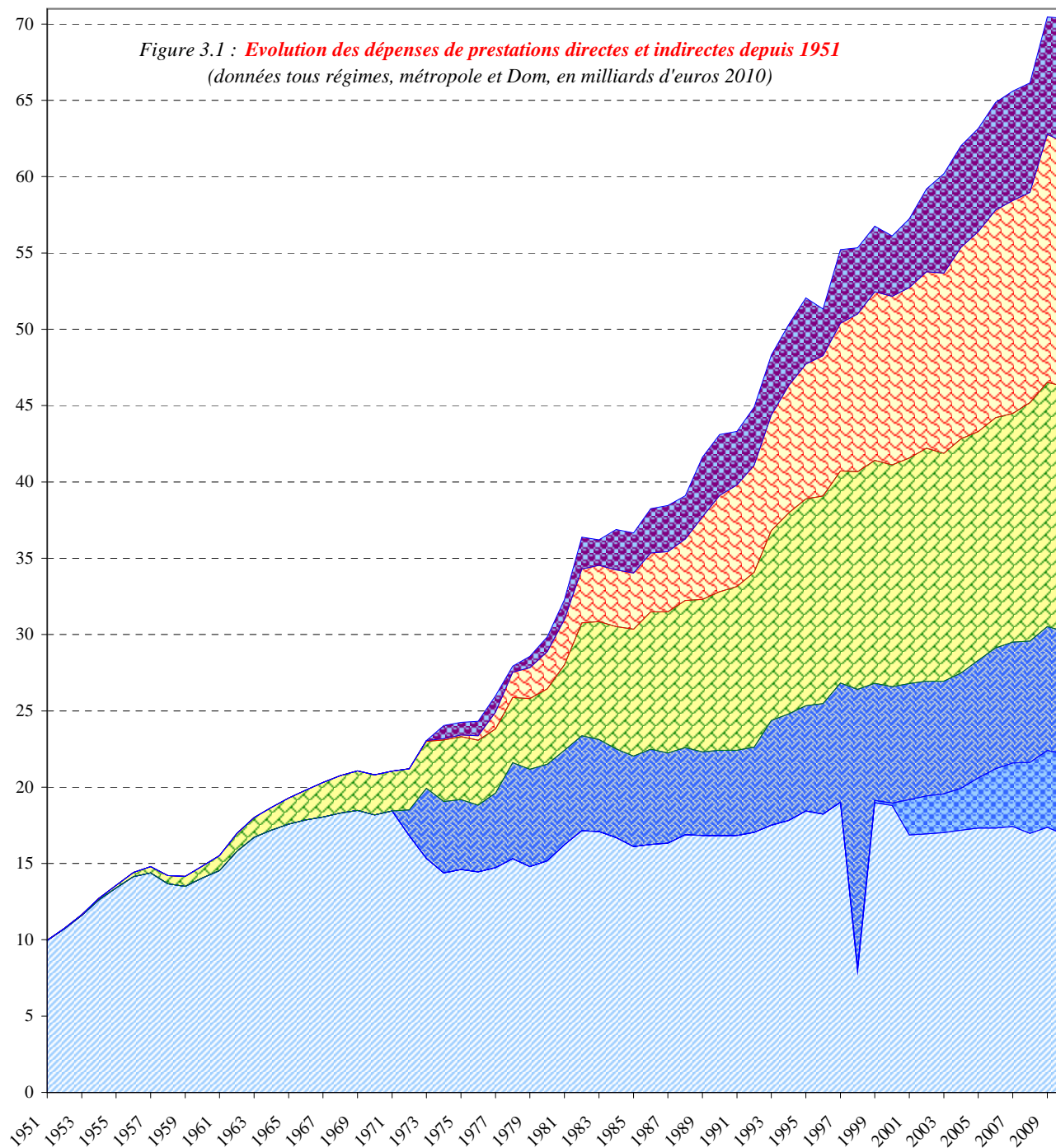
* Les prestations de **logement** (16,0 milliards d'euros en 2010) représentent 23 % des prestations directes et indirectes et 27 % de l'accroissement de ces prestations depuis 1951. *L'allocation logement familiale a été créée en 1948, l'allocation logement sociale en 1972, l'aide personnalisée au logement*

(Apl) en 1978. Dès 1985, l'Apl qui concerne des logements conventionnés est devenue prépondérante. Par ailleurs, l'allocation de logement sociale a été multipliée par 2,5 depuis 1990, suite à son extension progressive à toutes les personnes exclues jusqu'alors des aides au logement. La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif s'est achevée en 2002.

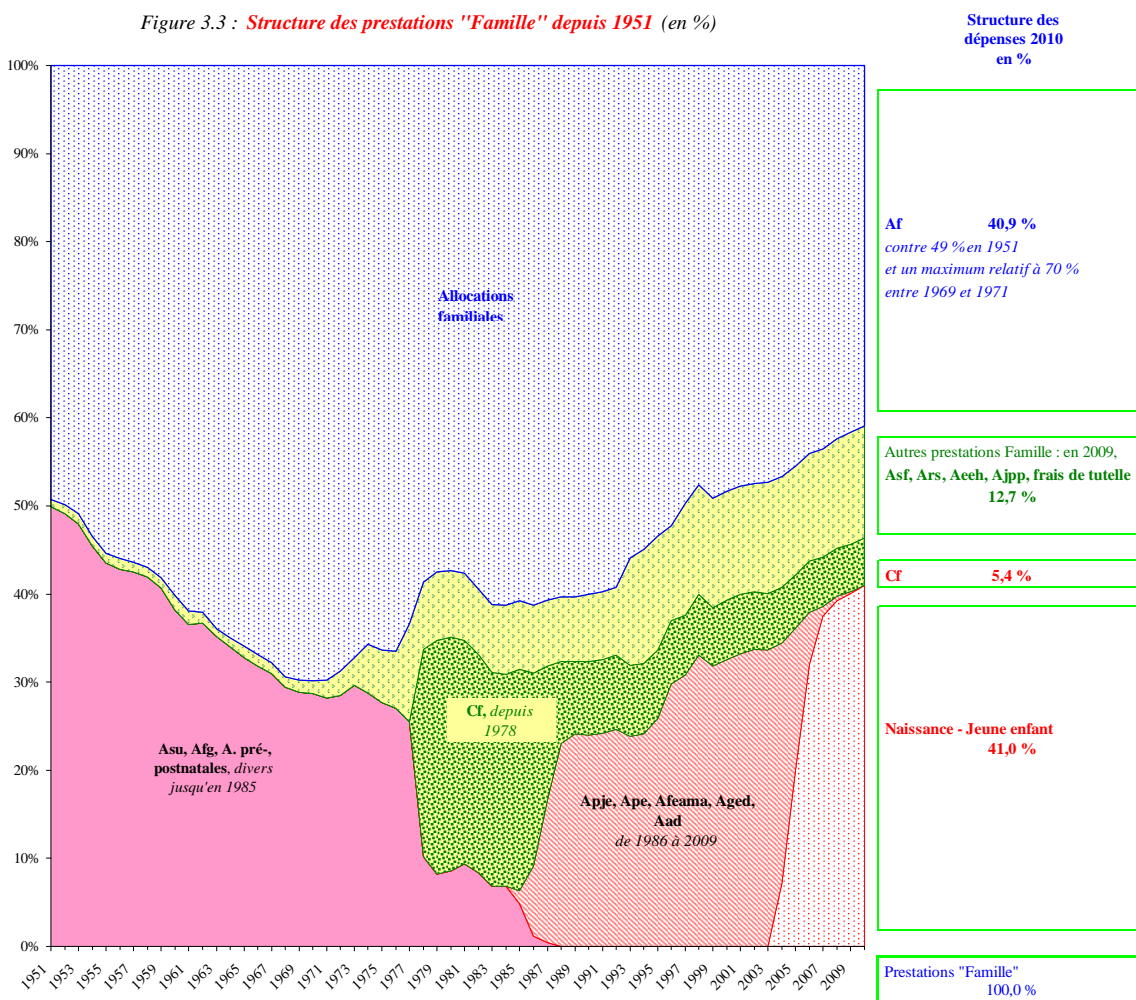
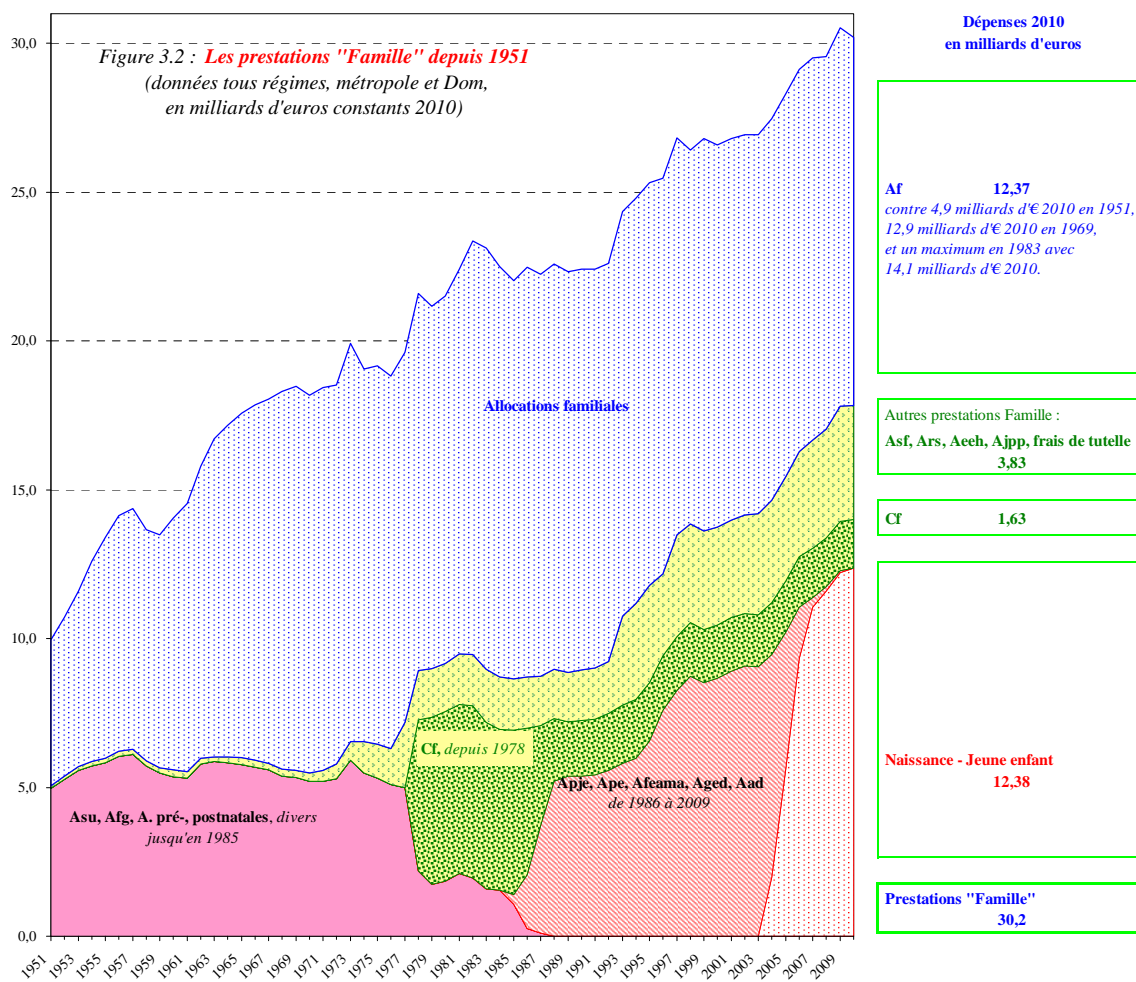
* Les prestations visant à assurer à leurs bénéficiaires un **revenu minimal ou une aide favorisant le retour à l'emploi** (16,0 milliards d'euros en 2010) représentent 23 % des prestations et 26 % de l'accroissement de celles-ci depuis 1951. *Les minima actuellement versés par les Caf de métropole sont essentiellement l'allocation aux handicapés adultes (créée en 1972) et le revenu de solidarité active (créé en 2009 en métropole, étendu en 2011 aux Dom). L'allocation de parent isolé et le revenu minimum d'insertion continuent à être versés dans les Dom avec le Rso (revenu de solidarité dans les Dom créé en 2001).*

TIPF 0.522010 : Evolution des dépenses de prestations légales entre 1951 et 2010 - Bénéficiaires des prestations en 2010

| Dépenses tous régimes, métropole et Dom Milliards d'euros 2010 | Dépenses | | | | Evolution des dépenses | | | | | | | | Structure des dépenses | | | | | | Effectifs de bénéficiaires 2010 | Rapport au nombre de bénéficiaires du Fnpf (a) | | | |
|---|----------|-------|-------|--------|------------------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|------------------------|---------|------------|---------|------------|---------|---|---|----------------|----------------------------|-----------------------|
| | 1951 | 1971 | 1991 | 2010 | Ecart | | | Rapport | | | | | 1951 | | 1971 | | 2010 | | | | | | |
| | | | | | 2010- 1951 | 2010-1951 en % de | 1971 - 1951 | 1991 - 1971 | 2010 - 1991 | 2010/ 1951 | 1971 / 1951 | 1991 / 1971 | 2010 / 1991 | Total | P. Famille | Total | P. Famille | Total | | | P. Famille | | |
| | | | | | 52,3 | l'accrois- sement | 11,1 | 18,7 | 22,5 | 6,2 | 2,1 | 1,9 | 1,6 | Total | | Total | | 100,0 % | | | | 100,0 % | |
| Total des prestations directes versées | 9,98 | 21,06 | 39,80 | 62,249 | 52,3 | | 11,1 | 18,7 | 22,5 | 6,2 | 2,1 | 1,9 | 1,6 | | | | | | | | | Allocataires 11 764 100 | Fnpf (a) 6 764 200 |
| Total des prestations directes ou financées par transferts | 9,98 | 21,06 | 42,43 | 70,372 | 60,4 | | 11,1 | 21,4 | 27,9 | 7,1 | 2,1 | 2,0 | 1,7 | 100,0 % | | 100,0 % | | 100,0 % | | | | | |
| Dont prestations directes ou indirectes Famille | 9,96 | 18,44 | 25,05 | 38,332 | 28,4 | Famille | 8,5 | 6,6 | 13,3 | 3,0 | 1,9 | 1,4 | 1,5 | 99,8 % | | 87,6 % | | 54,5 % | | | | | |
| Famille | 9,96 | 18,44 | 22,41 | 30,209 | 20,2 | 100 % | 8,5 | 4,0 | 7,8 | 3,0 | 1,9 | 1,2 | 1,3 | 99,8 % | 100 % | 87,6 % | 100 % | 42,9 % | 100 % | | | | |
| Sous-total "Entretien : familles de 2 enfants et plus" | 4,91 | 12,86 | 15,27 | 13,999 | 7,5 | 44,9 % | 8,0 | 2,4 | -1,3 | 2,9 | 2,6 | 1,2 | 0,9 | 49,2 % | 49,3 % | 61,1 % | 69,7 % | 19,9 % | 46,3 % | 4 920 400 | 73 % | | |
| Allocations familiales (AF) | 4,91 | 12,86 | 13,39 | 12,367 | 7,5 | 36,8 % | 8,0 | 0,5 | -1,0 | 2,5 | 2,6 | 1,0 | 0,9 | 49,2 % | 49,3 % | 61,1 % | 69,7 % | 17,6 % | 40,9 % | 863 300 | 13 % | | |
| Complément familial (CF) | | | 1,87 | 1,632 | 1,6 | 8,1 % | | 1,9 | -0,2 | | | | 0,9 | | | | | 2,3 % | 5,4 % | | | | |
| Sous-total "Entretien dès le premier enfant" | 0,08 | 0,38 | 1,72 | 3,832 | 3,8 | 18,5 % | 0,3 | 1,3 | 2,1 | Ns | 4,7 | 4,5 | 2,2 | 0,8 % | 0,8 % | 1,8 % | 2,1 % | 5,4 % | 12,7 % | | | | |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | 0,42 | 1,489 | 1,5 | 7,4 % | | 0,4 | 1,1 | | | | 3,5 | | | | | 2,1 % | 4,9 % | 3 022 300 | 45 % | | |
| Allocation soutien familial (ASF) | | 0,11 | 0,81 | 1,253 | 1,3 | 6,2 % | 0,1 | 0,7 | 0,4 | | | | 1,5 | | | 0,5 % | 0,6 % | 1,8 % | 4,1 % | 744 800 | 11 % | | |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | 0,02 | 0,28 | 0,680 | 0,7 | 3,4 % | 0,0 | 0,3 | 0,4 | | | | 2,4 | | | 0,1 % | 0,1 % | 1,0 % | 2,3 % | 176 400 | 2,6 % | | |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | 0,052 | | | | | 0,05 | | | | | | | | | 0,1 % | 0,2 % | 4 700 | 0,1 % | | |
| Autres dépenses (Frais tutelle, AD, HM, CEE) | 0,08 | 0,25 | 0,21 | 0,358 | | | | | | | | | | 0,8 % | 0,8 % | 1,2 % | 1,4 % | 0,5 % | 1,2 % | | | | |
| Sous-total "Naissance - Jeune enfant" | | | 5,42 | 12,379 | 7,4 | 36,6 % | 0,2 | 0,2 | 7,0 | 2,5 | 1,0 | 1,0 | 2,3 | | | | | 17,6 % | 41,0 % | 2 367 300 | 35 % | | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | 12,380 | | | | | | | | | | | | | | 17,6 % | 41,0 % | 54 200 | | | |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | 0,658 | | | | | | | | | | | | | | | | 1 944 300 | | | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | 4,246 | | | | | | | | | | | | | | | | 558 100 | | | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | 2,175 | | | | | | | | | | | | | | | | 833 500 | | | |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | 5,301 | | | | | | | | | | | | | | | | 241 600 | 4 % | | |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | 4 | 0,001 | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | 1,21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | 0,06 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | 0,11 | -0,002 | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | | | | |
| Sous-total "Prestations créées avant 1978 et n'existant plus" | 4,97 | 5,20 | 0,00 | | | | | | | | | | | 49,8 % | 49,9 % | 24,7 % | 28,2 % | | | | | | |
| A. salaire unique, A. frais de garde, A. pré-, postnatales... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Logement | 0,02 | 2,62 | 10,74 | 16,039 | 16,0 | | 2,6 | 8,1 | 5,3 | | | 4,1 | 1,5 | 0,2 % | | 12,4 % | | 22,8 % | | 6 273 500 | 53 % | | |
| Allocation logement familiale (ALF), prime de déménagement | 0,02 | 2,62 | 2,60 | 4,155 | 4,1 | | | | | | | | | 0,2 % | | 12,4 % | | 5,9 % | | 1 328 300 | / allocataires | | |
| Aide personnalisée au logement (APL), prime de déménagement | | | 6,04 | 6,872 | 6,9 | | | | | | | | | | | | | 9,8 % | | 2 613 200 | | | |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | 2,10 | 4,914 | 4,9 | | | | | | | | | | | | | 7,0 % | | 2 331 900 | | | |
| Aide aux associations de logement temporaire, PAH, ALINE | | 0,002 | 0,003 | 0,104 | 0,1 | | | | | | | | | | | | | 0,1 % | | | | | |
| Minima sociaux et aides à l'emploi | | | 6,65 | 16,001 | 16,0 | | | 6,6 | 9,4 | | | | 2,4 | | | | | 22,7 % | | 30 200 | 0,3 % | | |
| Allocation de parent isolé (API) | | | 0,85 | 0,147 | 0,1 | | | | | | | | | | | | | 0,2 % | | 915 000 | 8 % | | |
| Allocation adultes handicapés (AAH, complément) | | | 3,35 | 6,635 | 6,6 | | | | | | | | | | | | | 9,4 % | | 1 834 000 | 16 % | | |
| Revenu solidarité active (RSA, yc prime) | | | | 8,285 | | | | | | | | | | | | | | | | 140 200 | 1,2 % | | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI, yc prime) | | | 2,45 | 0,766 | 0,8 | | | | | | | | | | | | | 1,1 % | | | | | |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...) | | | | 0,171 | 0,2 | | | | | | | | | | | | | 0,2 % | | | | | |
| Transferts (prestations ou cotisations financées par la CNAF) | | | 2,63 | 8,123 | 8,1 | | | 2,6 | 5,5 | | | | 3,1 | | | | | 11,5 % | | | | | |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) | | | 2,40 | 4,261 | | | | | | | | | | | | | | 6,1 % | | 1 514 900 | | | |
| Assurance personnelle | | | 0,11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cotisation maladie parent isolé | | | 0,12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse | | | | 3,600 | | | | | | | | | | | | | | 5,1 % | | | | | |
| Congé paternité | | | | 0,262 | | | | | | | | | | | | | | 0,4 % | | | | | |



| En millions d'euros 2010 | Dépenses 2010 | Accroissement des dépenses | | | |
|--|----------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| | | 1971-1951 20 ans | 1991-1971 20 ans | 2010-1991 19 ans | 2010-1951 59 ans |
| Famille : transferts, prestations indirectes <i>En % / total (T)</i> | 8,1 12 % | | 3,5 6 % | 4,6 8 % | 8,1 13 % |
| Minima sociaux et aides à l'emploi <i>En % / total (T)</i> | 16,0 23 % | | 6,6 11 % | 9,4 15 % | 16,0 26 % |
| Logement <i>En % / total (T)</i> | 16,0 23 % | 2,6 4 % | 8,1 13 % | 5,3 9 % | 16,0 27 % |
| Famille : prestations sous condition de ressources (Cr) <i>En % / total (T)</i> | 8,0 11 % | | 5,6 9 % | 2,4 4 % | 8,0 13 % |
| Famille : prest. modulées en fonction des ressources (Paje Cmg, Aged, Afeama) <i>En % / total (T)</i> | 5,3 8 % | | | 5,3 9 % | 5,3 9 % |
| Famille : P. non soumises à Cr, non modulées <i>En % / total (T)</i> | 16,9 24 % | 8,5 14 % | -1,6 -3 % | 0,0 0 % | 6,9 11 % |
| Ss-total 1 : P. directes <i>En % / total (T)</i> | 62,2 88 % | 11,1 18 % | 18,7 31 % | 22,5 37 % | 52,3 87 % |
| Ss-tot. 2 : Famille P. directes <i>En % / total (T)</i> | 30,2 43 % | 8,5 14 % | 4,0 7 % | 7,8 13 % | 20,2 34 % |
| P. directes + indirectes (T) <i>En % / total (T)</i> | 70,4 100 % | 11,1 18 % | 22,2 37 % | 27,1 45 % | 60,4 100 % |
| Ss-tot. 3 : Famille P. directes et indirectes <i>En % / total (T)</i> | 38,3 54 % | 8,5 14 % | 7,5 12 % | 12,4 21 % | 28,4 47 % |



* Les dépenses de prestations « **Famille** » directes et indirectes (38,3 milliards d'euros) représentent 54 % de l'ensemble des prestations. Les prestations directes (30,2 milliards) représentent 79 % des prestations « Famille », les prestations indirectes (transferts, 8,1 milliards) 21 %. La progression globale des prestations « Famille » a été de 28,4 Md€2010 depuis 1951. 30 % de cette progression a eu lieu avant 1971, 26 % entre 1971 et 1991, les 44 % restant ont eu lieu au cours des dix-neuf dernières années (+ 12,4 Md€2010). 29 % de l'accroissement concernent les prestations indirectes, 28 % concernent les prestations sous conditions de ressources (Cr), 19 % celles dont le montant est modulé en fonction des revenus.

Prestations Famille directes et indirectes depuis 1951

| En milliards d'euros 2010 | Dépenses 2010 | Accroissement des dépenses | | | |
|---------------------------|---------------|-------------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| | | 1971-1951 | 1991-1971 | 2010-1991 | 2010-1951 |
| Prestations indirectes | 8,1 | | 3,5 | 4,6 | 8,1 |
| Prestations directes | 30,2 | 8,5 | 4,0 | 7,8 | 20,2 |
| P. sous Cr | 8,0 | | 5,6 | 2,4 | 8,0 |
| P. modulées | 5,3 | | | 5,3 | 5,3 |
| Autres P. Famille | 16,9 | 8,5 | -1,6 | 0,0 | 6,9 |
| Ensemble Famille | 38,3 | 8,5 | 7,5 | 12,4 | 28,4 |
| En % | Structure | Accroissement en % du total Famille | | | |
| Prestations indirectes | 21 % | | | 16 % | 29 % |
| Prestations directes | 79 % | 30 % | 14 % | 27 % | 71 % |
| P. sous Cr | 21 % | | 20 % | 9 % | 28 % |
| P. modulées | 14 % | | | 19 % | 19 % |
| Autres P. Famille | 44 % | 30 % | -6 % | 0 % | 24 % |
| Ensemble Famille | 100 % | 30 % | 26 % | 44 % | 100 % |

Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 46,3 % des prestations « Famille »

Les Af et le Cf sont les prestations d'entretien aux familles de deux enfants et plus (14 milliards d'euros, cf. T1PF 0.522010).

* Les **allocations familiales** (Af) : **12,4 milliards** d'euros bénéficient à **4 920 400 familles** de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans (ou bénéficiant du forfait AF⁴), soit 73 % des familles bénéficiaires du Fnpf. La part des Af dans l'ensemble des prestations « Famille » est passée de 49 % **des prestations « Famille »** en 1951 à 41 % en 2010 (après un maximum à 70 % en 1969-1971).

En euros constants 2010, les dépenses d'Af :

- ont été **multipliées par 2,6 entre 1951 et 1971** (soit + 8 Md€2010) ;
- ont globalement restées stables entre 1971 et 2009 (- 0,1 M€2010) malgré un impact démographique négatif (sorties des classes d'âge à forts effectifs, diminution des familles nombreuses) compensé par l'allongement de la scolarité et les mesures

législatives relatives à la notion d'enfant à charge (cf. figure 3.7). En 2010, les économies de la réforme des majorations pour âge sont de l'ordre de - 399 M€2010 : les dépenses d'Af se situent - 3,8 % en dessous de leur niveau de 1971.

Encadré 3 : Mesures relatives aux Af

Les diverses mesures prises depuis 1998 relatives aux Af auraient globalement généré près de + 53 millions d'euros 2008 de dépenses :

- les **majorations** pour âge des Af sont versées à partir de onze ans, et à partir de seize ans de janvier 1999 jusqu'à la réforme de mai 2008 ;
- la **limite d'âge** pour les enfants à charge est passée de dix-huit à dix-neuf ans en 1998, de dix-neuf ans à vingt ans en 1999 ;
- un **forfait Af** versé aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de vingt ans a été mis en place en juillet 1997.
- depuis mai 2007, en cas de **résidence alternée**, les parents ont la possibilité d'opter pour le partage des Af, le montant des Af correspondant à la configuration familiale (avec 1 pour un enfant à temps plein et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).
- en mai 2008, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par **une seule majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008 (cf. encadré 1 du chapitre 2).

En 1998, les Af ont régressé de plus de 802 millions d'euros 2007 suite à leur mise sous condition de ressources pendant dix mois de mars à décembre⁵.

La progression des Af représente à elle seule 37 % de l'accroissement des prestations « Famille », entre 1951 et 2010, celle des prestations modifiées par les plans « Famille » représentant également 37 % de cet accroissement (cf. T1PF 0.522010).

Depuis 1971, la décroissance de la part des Af dans les prestations « Famille » apparaît comme l'inversion du courant qui a prévalu entre 1951 et 1971 : la **concentration** de l'accroissement des dépenses de prestations « Famille » en faveur des Af fait place depuis 1971 à la **diversification des objectifs de la politique familiale**. Il s'agit alors de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle par le libre choix entre les différents modes de garde, entre la poursuite ou l'arrêt d'une activité professionnelle ; de soutenir les familles

monoparentales, les enfants handicapés et l'éducation des enfants... Par ailleurs, le **soutien à la natalité** demeure à travers le barème des allocations familiales favorable aux familles nombreuses, le complément familial et les prestations d'entretien en faveur des jeunes enfants.

* Le **complément familial** (Cf. cf. encadré 1), créé en 1978 et versé sous condition de ressources : **5,4 %** des prestations « Famille », **1,6 milliard** d'euros bénéficiant à **863 300 familles** de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de vingt et un ans⁶.

Naissance - Accueil des jeunes enfants : 41 % des prestations « Famille »

Les prestations « Naissance - Accueil des jeunes enfants » (**12,4 milliards** d'euros, cf. encadrés 1 et 2, *TIPF 0.522010, figures 3.2 et 3.3*) représentent 41 % des prestations « Famille ». On peut distinguer trois types de préoccupations : la garde des enfants, la compensation de la perte de revenus liée à l'arrêt d'activité professionnelle d'un (des) parent(s), l'entretien des jeunes enfants. Les créations de trois prestations (l'Ape, l'Aged et l'Afeama, respectivement en 1985, en 1987 et en 1991) et leur remplacement en janvier 2004 par trois composantes de la Paje reflètent l'accent mis à nouveau sur **l'éducation et la garde des jeunes enfants**, avec également des préoccupations relevant de **politiques d'emploi**.

54 200 familles ont bénéficié de la prime Paje de naissance ou d'adoption au titre du mois de décembre 2010 (658 millions d'euros), 1 944 300 de l'allocation de base (4,25 milliards), 558 100 familles ont opté pour le complément de libre choix d'activité ou pour le Colca d'une durée plus courte (2,18 milliards) et 833 500 familles pour le complément mode de garde (5,30 milliards). La natalité reste élevée : près de 826 800 naissances en moyenne annuelle sur les cinq dernières années.

12,7 % des prestations « Famille » correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant

Les prestations d'entretien attribuées dès le premier enfant sont des aides spécifiques aux enfants handicapés et aux familles monoparentales, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire. Elles atteignent 3,8 milliards d'euros en 2010 (cf. *TIPF 0.522010*) et représentent 12,7 % des prestations « Famille ».

* La prise en compte du handicap des enfants dans la politique familiale a débuté en 1964, avec un tournant important en 1975 (cf. encadré 4). La part des dépenses correspondantes est passée de 0,1 %

des prestations « Famille » en 1971 à 1 % en 1977 et à **2,3 % en 2010**. Les dépenses d'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** atteignent **680 millions d'euros pour 176 400 familles** bénéficiaires en décembre 2010.

Encadré 4 : L'handicap des enfants

- **Janvier 1964** : les enfants placés en établissement bénéficient de l'allocation d'éducation spécialisée.

- Février 1972 : création de l'allocation aux **mineurs handicapés** (lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la prestation précédente) ; la prestation est sous condition de ressources jusqu'en juillet 1973.

- Octobre 1975 : les deux prestations précédentes sont remplacées par l'allocation d'éducation spéciale (Aes) d'un montant plus avantageux et assortie de **deux compléments**.

- Février 1983 : augmentation de 50 % du montant du deuxième complément de l'Aes.

- Octobre 1991 : création d'un **troisième** complément de l'Aes pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer.

- Janvier 2001 : création de l'allocation de **présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au maximum une année par enfant et pour une même cause.

- Avril 2002 : majoration substantielle de l'App et création de **six** nouveaux compléments de l'Aes à la place des anciens. Ces compléments restent acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.

- Janvier 2006 : l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** remplace l'Aes. Une **majoration** de l'Aeeh est versée aux **parents isolés**, par enfant percevant un complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou recrutement d'une tierce personne.

- Mai 2006 : le parent bénéficiaire de l'**allocation journalière de présence parentale** peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.

- Avril 2008 : les familles d'enfants handicapés de moins de vingt ans peuvent opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, **prestation de compensation du handicap**, en fonction de la situation la plus favorable.

* L'**allocation (journalière) de présence parentale** (52 millions d'euros) a bénéficié à 4 700 familles.

Encadré 5 : Les familles monoparentales

- **En 1971, l'allocation orphelin** est créée en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. Elle est attribuée sous condition de ressources jusqu'en avril 1973.

- Extension de l'Ao aux enfants manifestement **abandonnés** depuis six mois, en **1975** ; depuis deux mois, en 1982. En 1978, le montant de l'Ao partielle est majoré de 50 %.

- En 1985, l'**allocation de soutien familial** (Asf) se substitue à l'Ao. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est alors confiée aux organismes débiteurs de l'Asf. *Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations verse une allocation **différentielle** sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'Asf⁷. Il est à noter que l'Asf est supprimée en cas de (re)mariage, de concubinage ou de Pacs.*

- En juin 2009, le Rsa majoré remplace l'Api en métropole. Il est étendu aux Dom en janvier 2011.

- Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux, y compris à l'Asf. Cette mesure minore de – 77 millions d'euros en année pleine les prestations perçues par les familles (+ 34 M€2010 d'Asf et – 110 M€2010 d'Api en 2008). Depuis juin 2009, les bénéficiaires du Rsa sont soumis à la même obligation (cf. T1PF 311).

* Les dépenses d'**allocation de soutien familial** sont passées de 0,6 % des prestations « Famille » en 1971, à 1,6 % en 1973, à 3,2 % en 1978⁸ et à **4,1 %** en 2010 : soit **1,25 milliard** d'euros de dépenses et **744 800 familles** bénéficiaires (cf. encadré 5).

* *Jusqu'en juin 2009, l'allocation de parent isolé (Api, créée en 1976) garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'Api est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans. Du fait de la spécificité de cette prestation différentielle et suite à son remboursement par l'Etat depuis 1999, l'Api est regroupée avec les minima sociaux. 1,02 milliard d'euros a été versé en 2008 à 200 400 bénéficiaires de l'Api. La part de l'Api dans l'ensemble des prestations a progressé jusqu'à 2,3 % en 1986-1989 avant de décroître pour se situer aux alentours de 1,7 % depuis 1997. La part des prestations (Asf et Api) versées aux familles monoparentales représente 3,8 % de l'ensemble des prestations en 2008.*

En décembre 2010, 30 200 familles ont perçu l'Api dans les Dom (147 millions d'euros).

Le barème de la majorité des prestations et des minima prend en compte l'isolement de l'allocataire dans le calcul du montant de la prestation.

Encadré 6 : La rentrée scolaire

. L'**allocation de rentrée scolaire** (Ars), créée en **1974**, est versée sous condition de ressources. *(Aucune majoration du plafond pour double activité n'a été introduite. Cf. T1PF 793).*

. En **1990**, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de seize à dix-huit ans.

. En **1999**, le droit à l'Ars a été ouvert aux familles avec un seul enfant qui ne perçoivent pas d'autres prestations des organismes débiteurs des prestations familiales.

. Depuis **2002**, une allocation **différentielle** est versée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond.

. Le **montant unitaire de l'Ars** en euros constants a été **multiplié par 3,6** entre 1992 et 2007.

. En août **2008**, l'Ars est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses, soit un coût de + 40 millions d'euros.

. En juin **2009**, une prime exceptionnelle de 150 euros est versée aux familles ayant bénéficié de l'Ars au titre de la rentrée scolaire 2008.

* **5 071 000 enfants** (3 022 300 familles) ont bénéficié de l'Ars en 2010, soit 45 % des familles bénéficiaires du Fnpf. Les dépenses d'Ars (1,5 milliard d'euros) atteignent **4,9 %** des prestations « Famille » contre 1,9 % en 1992.

26,6 % des prestations « Famille » sont sous condition de ressources

* Les prestations de garde sont **modulées en fonction des ressources** depuis 1998 pour l'**Aged** (créée en 1995, cf. T1PF 7511), depuis 2001 pour la **majoration d'Afeama** (créée en 1992, cf. T1PF 753) et dès leur création en 2004 pour les **Cmg de la Paje** (cf. T1PF 7361). D'une part, les cotisations prises en charge et le taux minimum du Cmg ne sont pas soumis à condition de ressources. D'autre part, les plafonds de ressources sont élevés comparés à ceux des autres prestations familiales : ils se situent en 2010 au niveau de 3,6 Smic pour percevoir le montant médian du Cmg contre 1,9 Smic pour l'Ars, dans le cas de familles n'ayant qu'un seul enfant (cf. T1PF 7902010, page 7).

Figure 3.4 : **26,6 % des prestations directes Famille sont soumises à condition de ressources (Cr) en 2010 contre 23 % en 1973**

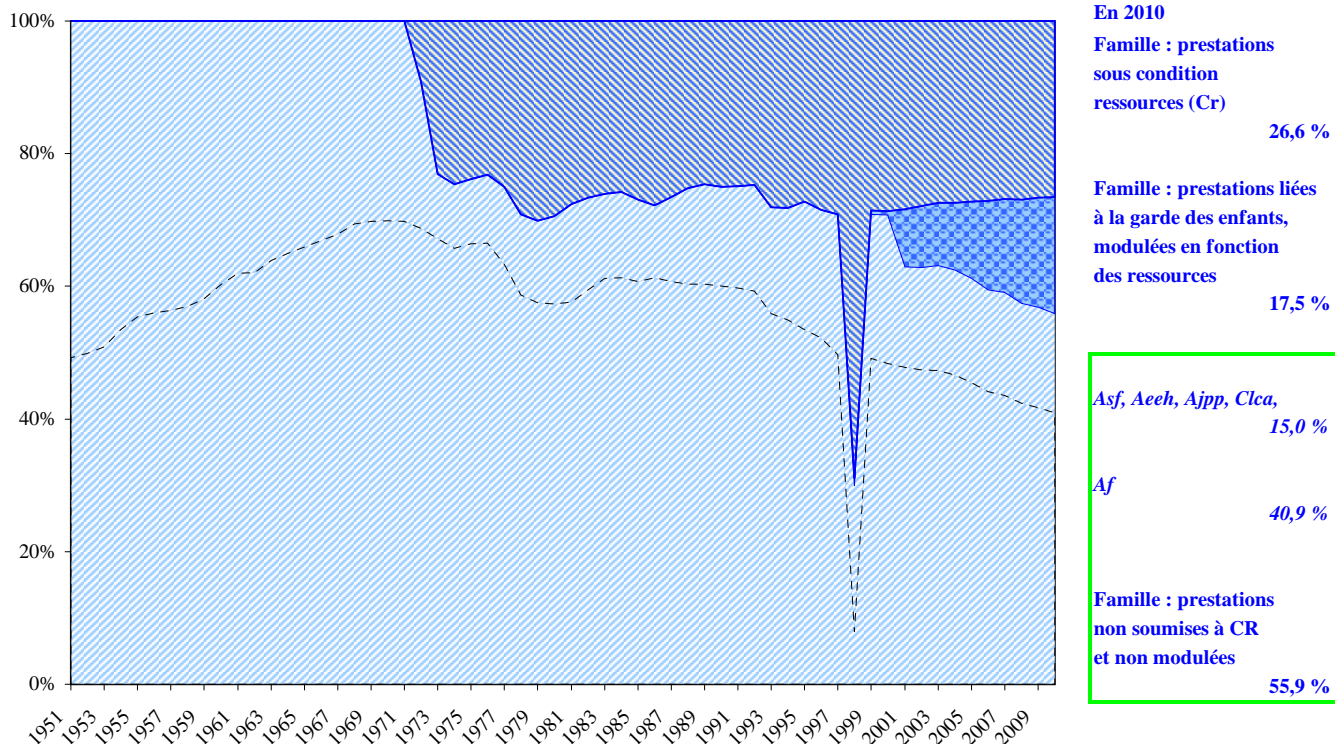
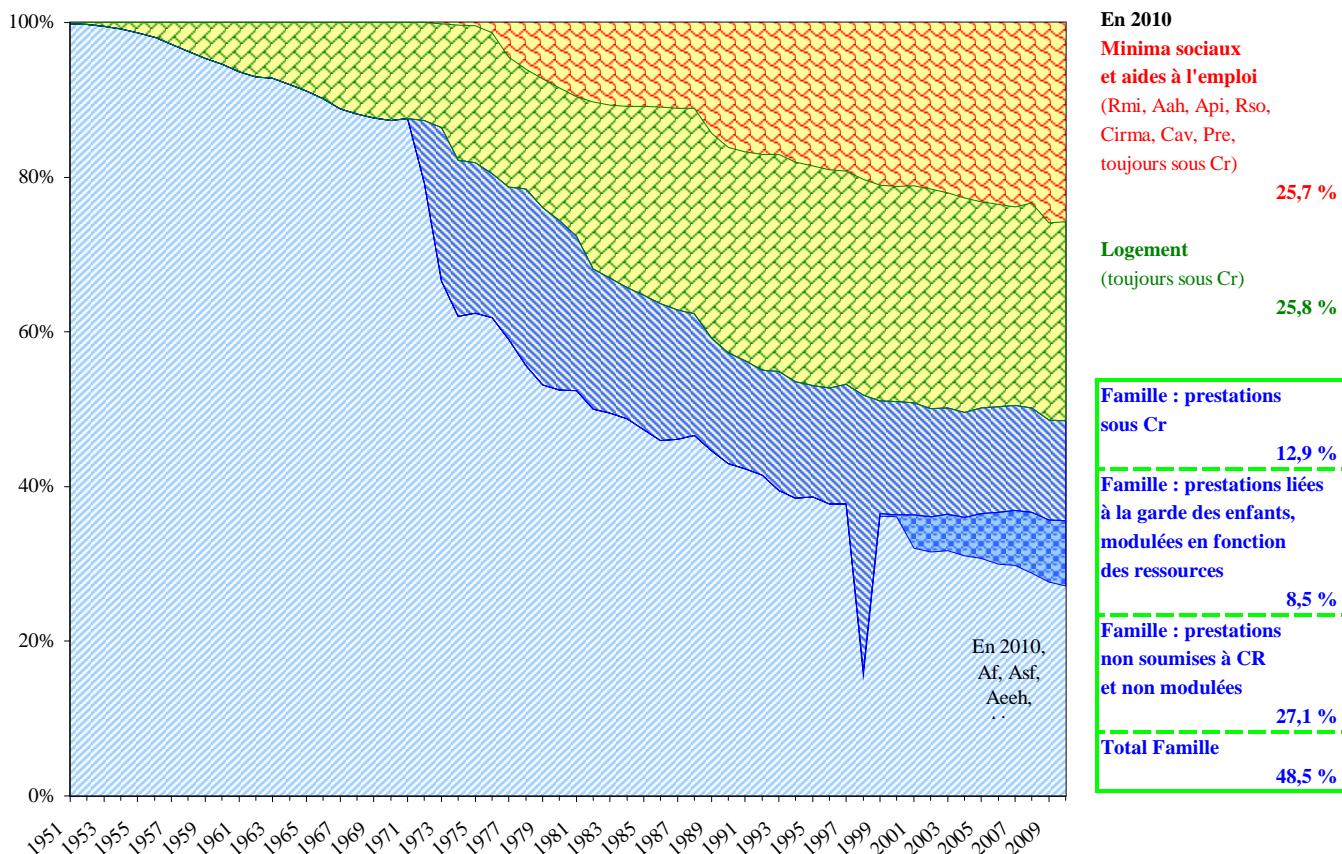


Figure 3.5 : La part des prestations directes **Famille sans Cr** dans l'ensemble des prestations a régressé de **87 % en 1971** à **67 % en 1973**, **53 % en 1981**, **27,1 % en 2010**, suite à la décroissance des prestations Famille dans l'ensemble.



En 1998, les prestations sans Cr enregistrent un creux correspondant à la mise sous Cr des Af pendant dix mois.

17,5 % des dépenses de prestations « Famille » en 2010 correspondent à des prestations dont le montant est **modulé en fonction des ressources** de la famille. La mise en place de la modulation dans le calcul des prestations de garde est apparue en 1998.

| Dépenses TR M€2010 | Ventilation des prestations Famille | | | | Rapport 2010/2000 |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|---------------|----------------------|
| | 1973 | 1999 | 2001 | 2010 | |
| P. sans CR | 77 % | 71 % | 63 % | 55,9 % | -10,2 % |
| P. modulées | | 0,6 % | 9 % | 17,5 % | 3 256 % |
| Ss-total | 77 % | 71 % | 72 % | 73,4 % | 17,0 % |
| P. avec CR | 23 % | 29 % | 28 % | 26,6 % | 5,3 % |
| P. Famille | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 13,6 % |

* La part des prestations « Famille » **attribuées strictement sans condition de ressources** dans l'ensemble des prestations « Famille » a régressé en trois temps (cf. figure 3.4 et T1PF 21631) :

- passant de 100 % en 1971 à 77 % en 1973, les allocations de salaire unique, de frais de garde et leur

majoration ayant été mises sous condition de ressources à partir de juillet 1972, (cf. encadré 1) ;

- si on exclut l'exercice 1998, le taux moyen des prestations « Famille » sans condition de ressources est resté **relativement stable de 1973 jusqu'en 2000, date de modulation de l'Afeama**. En moyenne, ce taux a été de 73,4 % des prestations « Famille » sur 27 ans ;

- ce taux régresse à nouveau, passant de 63 % en 2001 à 59 % en 2007, 57,4 % en 2008, **55,9 %** en 2010 (Af, Asf, Aeeh, Ajpp, Paje Clca). L'encadré 7 situe le degré d'imprécision de cette estimation à 9 points en 2003. Les prestations « Famille » sans conditions de ressources ont régressé de **-10,2 %** en volume depuis 2000.

En 1998, avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre, le montant des prestations sans condition de ressources chute à 29,9 % des prestations « Famille ».

Encadré 7 : Conditions de ressources...

7.1 - Parmi les prestations « Famille » (hors Api qui figure avec les minima sociaux), on peut considérer que seuls **l'Ars et le Cf sont soumis à des conditions de ressources sélectives** (alors que les autres conditions de ressources n'excluent que 10 % à 15 % des bénéficiaires potentiels). Le tableau T1PF 792010 (page 7) situe les différents niveaux de plafonds de ressources par rapport au Smic :

- le bénéfice de l'Ars est supprimé à une famille d'**un enfant** percevant **1,9 Smic** ;
 - une famille de **trois enfants** avec un seul revenu bénéficie du Cf si ses revenus sont inférieurs à **2,9 Smic** ;
 - l'allocation de base de la Paje se situe déjà à un niveau sensiblement supérieur : **2,7 Smic** pour une famille d'**un enfant** avec un seul revenu, **3,6 Smic** pour une famille d'un enfant avec deux revenus.

7.2 - **Les prestations de garde sont considérées comme modulées selon les revenus pour la totalité des sommes versées.**

- En fait, les cotisations sont versées sans aucune référence aux revenus de la famille. Seule la composante versée à la famille diffère selon les ressources.

- Avant la mise en place du Cmg de la Paje, les dépenses d'Afeama étaient ventilées entre prestations sans Cr (Afeama de base) et prestations modulées (majoration d'Afeama). Le changement de méthodologie minore la part des prestations sans Cr de 5,1 % en 2003 (et majore celle des prestations modulées).

- Les dépenses d'Aged (modulée depuis 1998) n'incluent pas de cotisations sociales.

7.3 Le montant du Clca de la Paje est équivalent à celui de l'Ape pour les familles dont les ressources dépassent le plafond d'attribution de l'Ab Paje. Les allocataires dont les ressources sont inférieures au plafond perçoivent l'Ab Paje et le montant cumulé des deux prestations (Ab + Clca) correspond bien à celui de l'Ape (non cumulable avec l'Ape).

Cette spécificité du Clca a conduit à une estimation statistique des dépenses d'Apje virtuelle sous Cr :

- en 2003, on considère que 80 % des familles bénéficiaires de l'Ape auraient pu bénéficier de l'Apje (20 % d'entre elles sont exclues par la condition de ressources de l'Apje) ;

- on estime que **30 % des sommes versées au titre de l'Ape auraient de toute façon été versées au titre de l'Apje si l'Ape n'avait pas existé.**

Les dépenses d'Ape sans Cr sont minorées de ces dépenses d'Apje virtuelle.

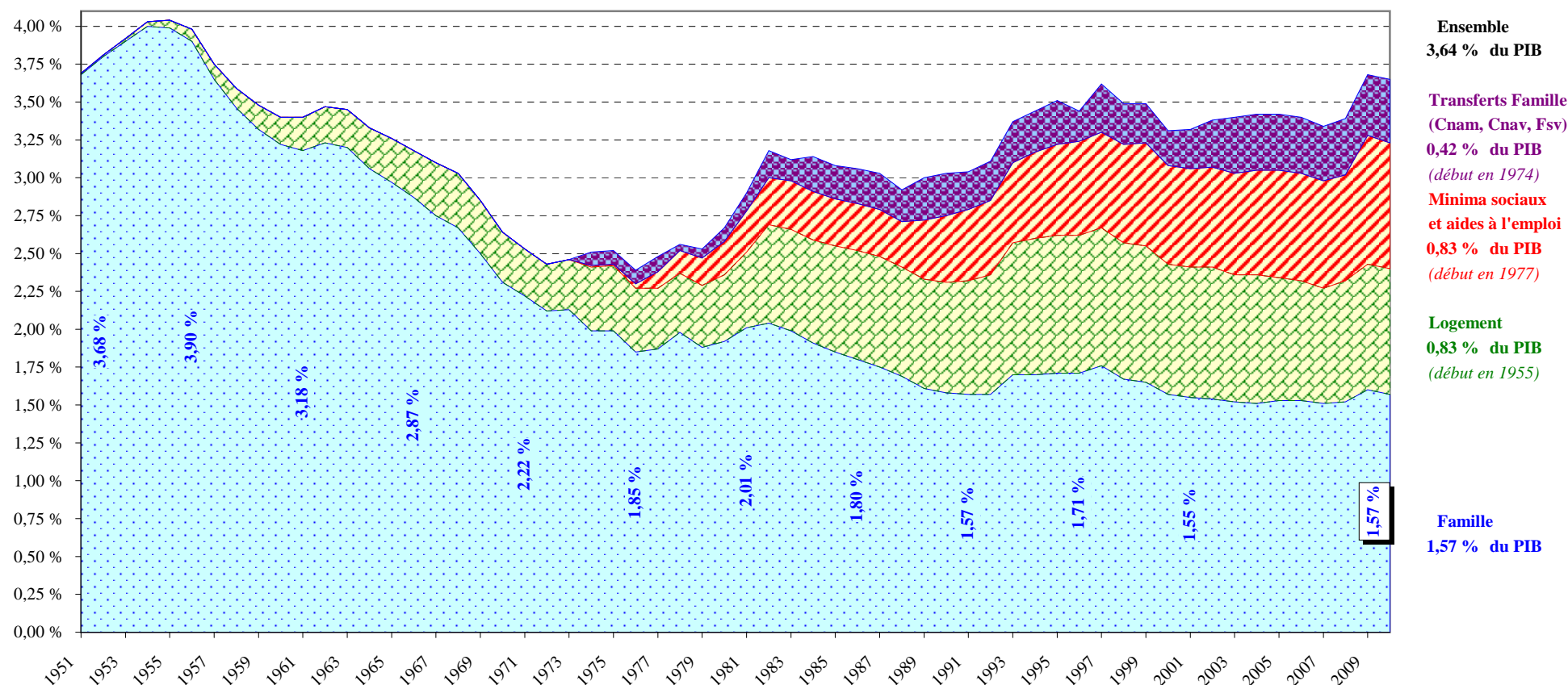
L'impact du changement de législation sur les séries statistiques de dépenses de prestations avec et sans Cr minore la part des prestations sans Cr de l'ordre de 3,8 points en 2003.

7.4 - Pour conclure, **la part des prestations sans Cr est de 8,9 points inférieure à celle présentée dans la brochure PF2003** : parallèlement, les prestations modulées sont majorées de 5,1 points (du fait de l'impact de l'Afeama de base, cf. point 2), les prestations sous Cr sont majorées de 3,8 points (suite au calcul de l'Apje virtuelle, cf. point 3).

Ventilation P. Famille selon la méthodologie

| 2003 | A : nouvelle | B : ancienne | A - B |
|----------|--------------|--------------|-------|
| Sans Cr | 63,2 % | 72,0 % | -8,9 |
| Modulées | 9,4 % | 4,3 % | 5,1 |
| Avec Cr | 27,4 % | 23,6 % | 3,8 |

Figure 3.6 : **Les prestations directes Famille représentent 1,57 % du Pib en 2010**, le logement 0,83 %, les minima et les aides à l'emploi 0,83 %, les transferts 0,42 % du Pib, soit **3,64 % du Pib pour l'ensemble des prestations** (contre 3,69 % pour les prestations Famille en 1951)



T1PF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Ecart (points) 2010 - 2000 | Moyenne 10 ans [2001 2010] |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Tous régimes, métropole et Dom | 1951 | 1960 | 1970 | 1980 | 1985 | 1988 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | | |
| Famille | 3,68 % | 3,22 % | 2,31 % | 1,92 % | 1,85 % | 1,69 % | 1,58 % | 1,71 % | 1,65 % | 1,57 % | 1,52 % | 1,51 % | 1,53 % | 1,53 % | 1,51 % | 1,52 % | 1,60 % | 1,57 % | | 1,54 % |
| Logement | 0,01 % | 0,18 % | 0,33 % | 0,44 % | 0,70 % | 0,72 % | 0,73 % | 0,91 % | 0,90 % | 0,86 % | 0,84 % | 0,85 % | 0,81 % | 0,79 % | 0,76 % | 0,80 % | 0,83 % | 0,83 % | -0,03 | 0,82 % |
| Minima sociaux et aides à l'emploi | | | | 0,22 % | 0,31 % | 0,30 % | 0,44 % | 0,60 % | 0,68 % | 0,65 % | 0,67 % | 0,69 % | 0,71 % | 0,71 % | 0,71 % | 0,70 % | 0,85 % | 0,83 % | 0,18 | 0,72 % |
| Prestations directes | 3,69 % | 3,40 % | 2,64 % | 2,58 % | 2,86 % | 2,71 % | 2,75 % | 3,22 % | 3,23 % | 3,08 % | 3,03 % | 3,05 % | 3,05 % | 3,03 % | 2,98 % | 3,02 % | 3,28 % | 3,23 % | 0,15 | 3,08 % |
| Transferts (Cnam, Cnav, Fsv) | | | | 0,09 % | 0,22 % | 0,21 % | 0,28 % | 0,29 % | 0,26 % | 0,23 % | 0,37 % | 0,37 % | 0,37 % | 0,37 % | 0,36 % | 0,37 % | 0,40 % | 0,42 % | 0,19 | 0,36 % |
| Prestations directes et transferts | 3,69 % | 3,40 % | 2,65 % | 2,66 % | 3,08 % | 2,93 % | 3,04 % | 3,51 % | 3,48 % | 3,32 % | 3,40 % | 3,42 % | 3,41 % | 3,41 % | 3,33 % | 3,37 % | 3,68 % | 3,64 % | 0,32 | 3,44 % |
| Dont "Famille" P. directes et indirectes | 3,68 % | 3,22 % | 2,31 % | 2,01 % | 2,07 % | 1,90 % | 1,86 % | 2,00 % | 1,91 % | 1,80 % | 1,89 % | 1,88 % | 1,90 % | 1,90 % | 1,87 % | 1,89 % | 2,00 % | 1,99 % | 0,19 | 1,90 % |

L'ensemble des prestations qui ne sont pas strictement soumises à condition de ressources ont globalement plus progressé que l'ensemble des prestations « Famille » (+ 17 % contre + 14 %). En conséquence, leur part est passée de 71 % en 2000 à 73,4 % en 2010 (cf. T1PF 21631).

* Les prestations « Famille » strictement **sous condition de ressources** n'ont progressé que de + 5,3 % entre 2000 et 2010. La forte progression des prestations de garde a entraîné une diminution relative de la part des prestations sous condition de ressources : 26,6 % en 2010 (Cf, Ars, Paje : prime, allocation de base) contre 28,7 % en 2000 (cf. figure 3.4, encadré 3, T1PF 21620).

Par ailleurs, la part des prestations « Famille » sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations « Famille-Logement-Minima sociaux » a régressé de 67 % en 1973 à 27 % en 2010, du fait de la régression de la part des prestations « Famille » dans l'ensemble des prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (cf. figure 3.5, T1PF 21632).

1,99 % du Pib pour la « Famille » en 2010 contre 3,7 % en 1951

Le rapport au Pib des prestations « **Famille** » **directes** décroît de – 1,93 point entre 1951 et 1987, de – 0,23 point de 1987 à 2008, avec un minimum en 2004 et en 2007 (1,51 % du Pib). Le taux 2010 (1,57 %) est légèrement supérieur au taux moyen 2001-2010 (1,54 %).

Dépenses directes Famille en % du Pib

| Année t | % | Ecart [t - (t-1)] en points | |
|-------------|---------------|-----------------------------|-------------------------------|
| 1951 | 3,68 % | | |
| 1965 | 2,97 % | -0,71 14 ans | En 36 ans 1987-1951 |
| 1969 | 2,50 % | -0,47 4 ans | |
| 1974 | 1,99 % | -0,51 5 ans | |
| 1987 | 1,75 % | -0,24 13 ans | -1,93 |
| 1992 | 1,57 % | -0,18 5 ans | En 23 ans 2010-1987 |
| 1997 | 1,76 % | 0,19 5 ans | |
| 2003 | 1,52 % | -0,24 6 ans | |
| 2008 | 1,52 % | 5 ans | |
| 2010 | 1,57 % | 0,05 2 ans | |

Par ailleurs, **0,42%** du Pib en 2010 concerne des prestations légales « **Famille** » **indirectes**, financées mais non versées par la Cnaf (droits à l'assurance vieillesse⁹, congé paternité). Apparues dans les comptes de la Cnaf depuis 1974¹⁰, ce sont des transferts au bénéfice de la Cnav, de la Cnam ou du fonds de solidarité vieillesse (Fsv). Ainsi, l'ensemble des prestations légales « **Famille** » **directes et indirectes** représente **1,99 point de Pib en 2010**.

Le rapport entre les prestations de **logement** et le Pib atteint son maximum à 0,9 % entre 1995 et 1997 avant de décroître pour atteindre 0,76 % en 2007. Le rapport 2010 se situe à 0,83 %.

Dépenses d'aides au logement en % du Pib

| Année t | % | Ecart [t - (t-1)] en points | |
|-------------|---------------|-----------------------------|-------------------------------|
| 1951 | 0,01 % | | |
| 1973 | 0,33 % | 0,32 22 ans | En 36 ans 1987-1951 |
| 1982 | 0,65 % | 0,32 9 ans | |
| 1987 | 0,73 % | 0,08 5 ans | |
| 1997 | 0,91 % | 0,18 10 ans | En 23 ans 2010-1987 |
| 2008 | 0,80 % | -0,11 11 ans | |
| 2010 | 0,83 % | 0,03 2 ans | |
| | | | |

Créées en 1974 dans un contexte économique dégradé, les dépenses relatives aux **minima sociaux** et aux **aides à l'emploi** progressent rapidement. Leur part représente 0,18 % en 1979, 0,31 % en 1982, 0,39 % en 1989, 0,53 % en 1993, 0,62 % en 1996, 0,71 % en 2005-2007. La crise économique et la mise en œuvre du Rsa en juin 2009 les portent à 0,83 % du Pib en 2009 (cf. T1PF 2164).

L'ensemble des prestations directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales se situe à **3,62 %** du Pib en **2009** contre 3,69 % en 1951 (cf T1PF 2192, figure 3.6).

Notes

¹ Les prestations « Famille » du Fnpf excluent l'Alf, l'Aah et l'Api. L'Aeoh fait partie du bloc « Famille ».

² Les séries 1946-1972 tous régimes, métropole et Dom ont été estimées. La période 1946-1951 est considérée comme une période de montée en charge de la politique familiale.

Sauf exception, les comparaisons sont faites en volume, les séries étant calculées en monnaie constante 2010. On utilise les abréviations « Md€2010 » pour milliard d'euros 2010, « M€2010 » pour million d'euros 2010.

³ Les prestations indirectes sont des transferts effectués en 2010 au profit de la Cnav, de la Cnam et du Fsv.

⁴ Depuis le 1^{er} juillet 2003, un forfait mensuel (78,75 euros en 2010) est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans. Le coût de la mesure est estimé à 123 M€2010 en année pleine (2005).

⁵ Parallèlement au retour à l'universalité des Af en janvier 1999, le quotient familial est minoré de 33 %.

⁶ Dans les Dom, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans).

⁷ Par ailleurs, des familles sont défavorisées par un montant de la pension alimentaire fixé à un niveau inférieur au montant de l'Asf.

⁸ Avec la suppression de toute condition d'activité professionnelle.

⁹ Dans ce cas, il s'agit de prestations différées.

¹⁰ Avec ouverture du droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer au titre de la validité 1972.

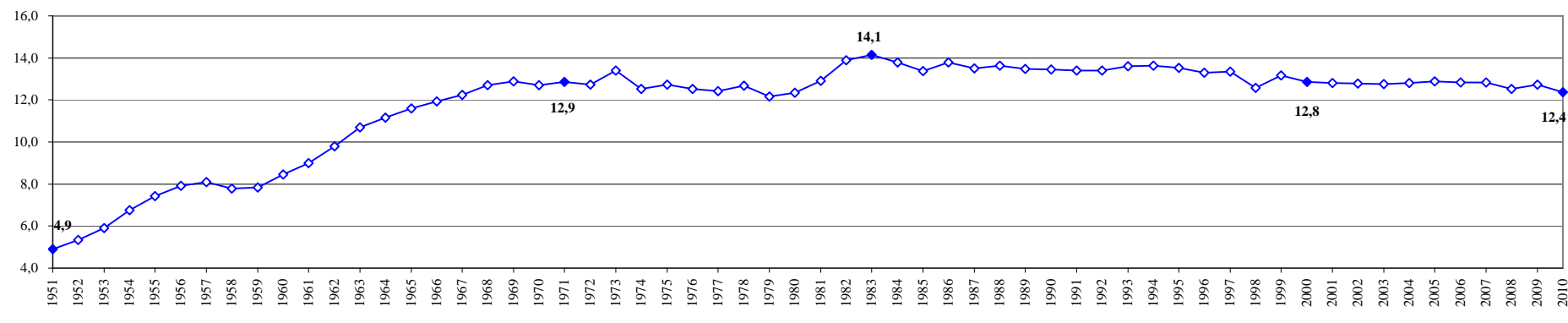
TIPF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants

| En millions d'euros | 1951 | 1960 | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Prestations sans condition de ressources (CR) | 710,44 | 1 491,11 | 2 866,05 | 6 008,78 | 10 083,03 | 12 231,82 | 14 858,53 | 15 928,88 | 16 035,47 | 14 607,62 | 14 925,89 | 15 279,29 | 15 673,08 | 16 084,44 | 16 359,89 | 16 693,33 | 16 718,95 | 17 116,45 | 16 883,78 |
| Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998) | 349,82 | 897,41 | 2 001,88 | 4 887,52 | 8 375,85 | 9 781,76 | 10 906,63 | 11 057,02 | 10 954,24 | 11 086,18 | 11 257,74 | 11 447,49 | 11 698,56 | 11 951,65 | 12 121,84 | 12 299,93 | 12 342,29 | 12 534,77 | 12 366,62 |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | 293,46 | 509,79 | 588,60 | 745,01 | 869,41 | 896,38 | 927,18 | 955,44 | 992,07 | 1 027,82 | 1 070,85 | 1 099,44 | 1 181,31 | 1 173,20 | 1 256,80 | 1 252,70 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | 2,59 | 74,70 | 152,30 | 196,84 | 268,41 | 310,65 | 328,62 | 349,95 | 387,57 | 468,10 | 492,37 | 520,74 | 567,88 | 608,10 | 644,42 | 670,47 | 679,73 |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | 5,53 | 17,87 | 28,58 | 34,95 | 39,31 | 39,60 | 53,63 | 51,49 | 50,22 | 51,73 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | 290,30 | 1 169,64 | 1 975,14 | 2 299,18 | 2 256,45 | 2 258,06 | 2 174,91 |
| Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle" | | | | | 0,87 | 649,60 | 879,81 | 1 945,40 | 1 958,92 | 2 032,76 | 2 096,52 | 2 122,89 | 1 897,74 | 1 098,53 | 309,52 | -0,77 | 0,33 | 0,09 | 0,03 |
| APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996 | | | | | 203,62 | 818,46 | 867,77 | | | | | | | | | | | | |
| AGED sans CR jusqu'en 1997] | | | | | | 39,18 | 142,85 | | | | | | | | | | | | |
| AFEAMA sans CR jusqu'en 2000] | | | | | | | 861,60 | 1 534,86 | 1 694,95 | | | | | | | | | | |
| Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972] | 290,01 | 486,82 | 649,28 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations prénatales | 36,28 | 45,62 | 92,84 | 227,76 | 193,92 | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations postnatales | 26,79 | 29,58 | 67,53 | 370,91 | 404,45 | | | | | | | | | | | | | | |
| Congé de naissance | 1,49 | 6,38 | 12,74 | 45,43 | 67,99 | | | | | | | | | | | | | | |
| Prime de protection de la maternité | | | | 0,15 | 0,15 | 1,28 | 5,65 | | | | | | | | | | | | |
| Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle) | 6,05 | 25,30 | 39,18 | 108,85 | 174,10 | 156,11 | 180,80 | 211,54 | 202,37 | 206,02 | 210,75 | 220,16 | 231,33 | 233,70 | 246,46 | 251,95 | 250,76 | 346,03 | 358,05 |
| Prestations modulées en fonction des ressources | | | | | | | | 130,51 | 134,60 | 2 000,38 | 2 180,51 | 2 281,44 | 2 519,10 | 3 039,06 | 3 669,84 | 3 988,12 | 4 567,81 | 4 954,04 | 5 298,77 |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | 178,81 | 1 329,64 | 2 777,11 | 3 670,57 | 4 413,20 | 4 904,72 | 5 300,55 |
| Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998 | | | | | | | | 130,51 | 134,60 | 128,94 | 115,50 | 113,32 | 115,43 | 97,95 | 54,39 | 31,26 | 17,03 | 6,66 | 0,11 |
| Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001 | | | | | | | | 1 871,44 | 2 065,00 | 2 168,12 | 2 224,86 | 1 611,47 | 838,34 | 286,29 | 137,58 | 42,66 | -1,89 | | |
| Prestations sous condition de ressources (CR) | | | | 2 510,23 | 3 708,27 | 4 066,84 | 5 555,32 | 6 432,83 | 6 498,26 | 6 595,21 | 6 630,01 | 6 625,19 | 6 885,53 | 7 163,05 | 7 472,83 | 7 591,34 | 7 833,80 | 8 013,95 | 8 026,63 |
| Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Complément familial (CF) | | | | 2 259,45 | 3 465,93 | 1 355,37 | 1 589,20 | 1 496,77 | 1 534,95 | 1 565,88 | 1 554,57 | 1 556,29 | 1 574,63 | 1 594,95 | 1 596,91 | 1 585,41 | 1 595,43 | 1 629,31 | 1 631,88 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | 164,95 | 240,56 | 308,87 | 1 313,54 | 1 391,72 | 1 369,39 | 1 351,25 | 1 353,06 | 1 338,44 | 1 370,28 | 1 381,09 | 1 389,83 | 1 381,10 | 1 487,14 | 1 494,66 | 1 489,20 |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | 125,47 | -0,38 | 0,03 | | | | | | | | | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | 585,72 | 590,88 | 619,76 | 619,98 | 638,27 | 654,43 | 658,46 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | 754,43 | 2 138,71 | 3 445,74 | 4 003,05 | 4 112,29 | 4 233,65 | 4 246,48 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | 1,37 | 3,57 | 3,47 | 3,33 | 3,38 | 4,11 | 3,22 | 0,89 | 0,10 | 0,05 | 0,04 | 0,06 | 0,01 |
| APJE courte sous CR depuis janvier 1996 | | | | | | | | 794,06 | 816,23 | 814,09 | 805,05 | 803,44 | 63,82 | 0,62 | 0,24 | -0,12 | 0,10 | 0,37 | 0,11 |
| APJE longue avec CR | | | | 0,82 | 2 142,01 | 2 160,02 | 1 911,56 | 1 933,42 | 1 988,47 | 2 014,38 | 2 012,18 | 1 719,04 | 985,38 | 287,68 | 2,20 | 0,41 | 1,44 | 0,46 | |
| Estimation APJE virtuelle "idem AB APE sous CR" | | | | 0,35 | 260,59 | 365,72 | 835,53 | 840,76 | 872,20 | 899,58 | 910,74 | 814,40 | 470,52 | 132,58 | -0,34 | 0,13 | 0,04 | 0,01 | |
| Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972 | | | | 85,83 | 0,61 | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total Famille | 710,44 | 1 491,11 | 2 866,05 | 8 519,00 | 13 791,30 | 16 298,67 | 20 413,85 | 22 492,22 | 22 668,33 | 23 203,21 | 23 736,41 | 24 185,92 | 25 077,70 | 26 286,54 | 27 502,56 | 28 272,78 | 29 120,56 | 30 084,44 | 30 209,18 |
| Logement | 1,22 | 84,11 | 414,68 | 1 953,89 | 5 203,60 | 7 558,01 | 10 919,86 | 12 251,96 | 12 381,12 | 12 796,44 | 13 439,39 | 13 401,35 | 14 015,19 | 13 917,64 | 14 250,23 | 14 349,52 | 15 389,69 | 15 772,10 | 16 038,70 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1,22 | 83,89 | 414,36 | 1 149,31 | 1 897,08 | 1 870,63 | 2 350,51 | 2 701,98 | 2 819,00 | 3 042,60 | 3 228,28 | 3 266,85 | 3 473,20 | 3 495,20 | 3 615,58 | 3 672,15 | 3 951,50 | 4 098,76 | 4 151,15 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | 218,23 | 2 117,99 | 4 237,40 | 5 483,66 | 6 013,39 | 5 985,06 | 5 966,30 | 6 172,28 | 6 076,55 | 6 268,30 | 6 171,67 | 6 235,20 | 6 203,05 | 6 573,92 | 6 719,06 | 6 868,17 |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | | 531,47 | 1 156,07 | 1 441,43 | 3 066,02 | 3 496,55 | 3 527,97 | 3 735,75 | 3 972,44 | 3 980,30 | 4 198,75 | 4 168,26 | 4 299,72 | 4 359,10 | 4 763,84 | 4 850,07 | 4 914,13 |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | | | | 19,67 | 45,05 | 50,76 | 56,10 | 70,54 | 82,37 | 79,03 | 84,81 | 84,71 | 90,78 | 94,37 | 104,63 | 108,21 |
| Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM | | 0,22 | 0,32 | 5,03 | 3,66 | -1,07 | | -5,00 | -1,68 | -4,30 | -4,15 | -4,74 | -4,10 | -2,30 | -4,22 | -3,14 | -2,16 | -0,82 | -3,30 |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,13 | 0,26 | 0,34 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | | | | 19,25 | 27,59 | 8,08 | 0,14 | 0,01 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | 970,64 | 2 303,66 | 4 588,55 | 7 117,48 | 9 272,97 | 9 426,68 | 9 656,23 | 10 196,71 | 10 603,43 | 11 450,32 | 12 155,22 | 12 847,18 | 13 361,80 | 13 568,96 | 16 013,42 | 16 001,23 |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | 166,78 | 460,09 | 625,70 | 732,34 | 707,40 | 722,35 | 753,65 | 795,79 | 833,16 | 899,71 | 971,73 | 1 064,15 | 1 075,26 | 1 024,34 | 543,80 | 146,67 |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | | | | 803,86 | 1 829,54 | 2 391,47 | 3 136,64 | 3 877,73 | 4 028,25 | 4 237,54 | 4 430,47 | 4 577,07 | 4 811,66 | 5 031,85 | 5 230,44 | 5 505,39 | 5 772,99 | 6 193,05 | 6 633,65 |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 394,64 | 8 284,59 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | 1 563,58 | 3 248,50 | 4 684,40 | 4 672,83 | 4 661,86 | 4 937,52 | 5 155,58 | 5 701,04 | 6 088,49 | 6 309,91 | 6 289,86 | 3 050,33 | 765,70 |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...) | | | | | 14,03 | 7,80 | | 3,44 | 3,25 | 3,19 | 32,94 | 37,62 | 37,91 | 63,15 | 242,67 | 491,29 | 493,82 | 831,61 | 170,62 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | 1,12 | 8,13 | 27,81 | 44,03 | 39,43 | 26,54 | 10,75 |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | 4,55 | 87,66 | 145,78 | 126,08 | 107,02 | 51,39 |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | | | | 71,25 | 238,52 | 236,84 | 144,50 | 25,90 |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 461,73 | 0,24 |
| Revenu de solidarité active (RSA expérimental) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,54 | 22,72 | 20,43 | 8,90 |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | | | 31,74 | 37,55 | 36,75 | 50,47 | 55,95 | 62,44 | 68,74 | 71,38 | 73,45 | |
| Prestations légales directes | 711,66 | 1 575,22 | 3 280,72 | 11 443,54 | 21 298,56 | 28 445,22 | 38 451,19 | 44 017,15 | 44 476,13 | 45 655,88 | 47 372,51 | 48 190,70 | 50 543,21 | 52 359,40 | 54 599,97 | 55 984,10 | 58 079,21 | 61 869,96 | 62 249,10 |
| Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV) | | | | 381,27 | 1 644,32 | 2 910,56 | 3 498,86 | 3 614,41 | 3 373,54 | 3 911,38 | 4 771,28 | 5 851,58 | 6 072,36 | 6 275,46 | 6 645,73 | 6 866,01 | 7 063,97 | 7 581,15 | 8 122,99 |
| Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV) | 711,66 | 1 575,22 | 3 280,72 | 11 824,81 | 22 942,87 | 31 355,78 | 41 950,05 | 47 631,56 | 47 849,67 | 49 567,27 | 52 143,79 | 54 042,28 | 56 615,57 | 58 634,86 | 61 245,69 | 62 850,11 | 65 143,19 | 69 451,11 | 70 372,09 |
| Prestations d'action sociale des CAF | 19,87 | 52,90 | 130,54 | 565,59 | 971,56 | 1 274,63 | 1 649,59 | 2 066,98 | 2 169,21 | 2 241,08 | 2 560,65 | 2 675,70 | 3 126,48 | 3 572,39 | 3 585,16 | 3 733,29 | 3 873,43 | 3 965,96 | 4 175,90 |
| Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts | 731,52 | 1 628,12 | 3 411,26 | 12 390,40 | 23 914,43 | 32 630,41 | 43 599,64 | 49 698,54 | 50 018,88 | 51 808,35 | 54 704,43 | 56 717,97 | 59 742,05 | 62 207,25 | 64 830,86 | 66 583,40 | 69 016,62 | 73 417,07 | 74 547,98 |

TIPF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM

| | 1951 | 1960 | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Prestations sans condition de ressources (CR) | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 70,5 % | 73,1 % | 75,0 % | 72,8 % | 70,7 % | 63,0 % | 62,9 % | 63,2 % | 62,5 % | 61,2 % | 59,5 % | 59,0 % | 57,4 % | 56,9 % | 55,9 % |
| Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998) | 49,2 % | 60,2 % | 69,8 % | 57,4 % | 60,7 % | 60,0 % | 53,4 % | 48,3 % | 47,8 % | 47,4 % | 47,3 % | 46,6 % | 45,5 % | 44,1 % | 43,5 % | 42,4 % | 41,7 % | 40,9 % |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | 3,4 % | 3,7 % | 3,6 % | 3,6 % | 4,0 % | 4,0 % | 4,0 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,0 % | 4,2 % | 4,0 % | 4,2 % | 4,1 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | 0,1 % | 0,9 % | 1,1 % | 1,2 % | 1,3 % | 1,4 % | 1,5 % | 1,6 % | 1,9 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,1 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,3 % |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | 0,02 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | 1,2 % | 4,4 % | 7,2 % | 8,1 % | 7,7 % | 7,5 % | 7,2 % |
| Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle" | | | | | 0,0 % | | 4,3 % | 8,6 % | 8,8 % | 8,8 % | 8,8 % | 7,6 % | 4,2 % | 1,1 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996 | | | | | 1,5 % | | 4,3 % | | | | | | | | | | | |
| AGED sans CR jusqu'en 1997] | | | | | | 0,2 % | 0,7 % | | | | | | | | | | | |
| AFEAMA sans CR jusqu'en 2000] | | | | | | | 4,2 % | 7,5 % | | | | | | | | | | |
| Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972] | 40,8 % | 32,6 % | 22,7 % | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations prénatales | 5,1 % | 3,1 % | 3,2 % | 2,7 % | 1,4 % | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations postnatales | 3,8 % | 2,0 % | 2,4 % | 4,4 % | 2,9 % | | | | | | | | | | | | | |
| Congé de naissance | 0,2 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,5 % | | | | | | | | | | | | | |
| Prime de protection de la maternité | | | | 0,002 % | 0,001 % | 0,008 % | 0,028 % | | | | | | | | | | | |
| Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle) | 0,9 % | 1,7 % | 1,4 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,0 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 1,2 % | 1,2 % |
| Prestations modulées en fonction des ressources | | | | | | | | 0,6 % | 8,6 % | 9,2 % | 9,4 % | 10,0 % | 11,6 % | 13,3 % | 14,1 % | 15,7 % | 16,5 % | 17,5 % |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | 0,7 % | 5,1 % | 10,1 % | 13,0 % | 15,2 % | 16,3 % | 17,5 % |
| Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998 | | | | | | | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001 | | | | | | | | 8,1 % | 8,7 % | 9,0 % | 8,9 % | 8,9 % | 6,1 % | 3,0 % | 1,0 % | 0,5 % | 0,1 % | 0,0 % |
| Prestations sous condition de ressources (CR) | | | | 29,5 % | 26,9 % | 25,0 % | 27,2 % | 28,7 % | 28,4 % | 27,9 % | 27,4 % | 27,5 % | 27,2 % | 27,2 % | 26,9 % | 26,9 % | 26,6 % | 26,6 % |
| Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Complément familial (CF) | | | | 26,5 % | 25,1 % | 8,3 % | 7,8 % | 6,8 % | 6,7 % | 6,5 % | 6,4 % | 6,3 % | 6,1 % | 5,8 % | 5,6 % | 5,5 % | 5,4 % | 5,4 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | 1,9 % | 1,7 % | 1,9 % | 6,4 % | 6,0 % | 5,8 % | 5,7 % | 5,5 % | 5,5 % | 5,3 % | 5,1 % | 4,9 % | 5,1 % | 5,0 % | 4,9 % |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | 0,6 % | 0,0 % | | | | | | | | | | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | 2,3 % | 2,2 % | 2,3 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | 3,0 % | 8,1 % | 12,5 % | 14,2 % | 14,1 % | 14,1 % | 14,1 % |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | 0,01 % | 0,02 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,02 % | 0,01 % | 0,003 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| APJE courte sous CR depuis janvier 1996 | | | | | | | | 3,6 % | 3,5 % | 3,4 % | 3,3 % | 0,3 % | 0,002 % | 0,001 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| APJE longue avec CR | | | | | 0,006 % | 13,1 % | 10,6 % | 8,5 % | 8,6 % | 8,5 % | 8,3 % | 6,9 % | 3,7 % | 1,0 % | 0,008 % | 0,001 % | 0,005 % | 0,002 % |
| Estimation APJE virtuelle "idem AB APE sous CR" | | | | | 0,003 % | 1,6 % | 1,8 % | 3,7 % | 3,8 % | 3,8 % | 3,8 % | 3,2 % | 1,8 % | 0,5 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972 | | | | 1,0 % | 0,004 % | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total Famille (sans API) | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

Figure 3.7 : En 2010, les dépenses d'allocations familiales se situent - 3,8 % en dessous de leur niveau de 1971 (soit - 0,5 M€2010). Elles ont été globalement stables entre 1971 et 2009. (Données tous régimes, métropole et Dom, en Md€2010)



TIPF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1951 | 1960 | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Rapport 2010 / 2000 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------------|
| Prestations sans condition de ressources (CR) | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 16 822 | 15 339 | 14 612 | 15 167 | 16 228 | 17 145 | 17 089 | 16 109 | 16 817 | 18 437 | 18 809 | 16 870 | 16 943 | 17 022 | 17 173 | 17 323 | 17 324,78 | 17 423,68 | 16 975,51 | 17 365,86 | 16 883,78 | -10,2 % |
| Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998) | 4 906 | 8 452 | 12 696 | 12 734 | 13 395 | 12 727 | 12 337 | 12 911 | 13 895 | 14 143 | 13 381 | 13 448 | 13 533 | 12 849 | 12 803 | 12 779 | 12 753 | 12 818 | 12 872 | 12 836,78 | 12 838,06 | 12 531,69 | 12 717,42 | 12 366,62 | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | 251 | 324 | 371 | 741 | 790 | 807 | 820 | 814 | 809 | 924 | 1 051 | 1 071 | 1 085 | 1 105 | 1 126 | 1 153 | 1 164,29 | 1 232,99 | 1 191,21 | 1 275,12 | 1 252,70 | |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | 16 | 15 | 33 | 43 | 189 | 201 | 204 | 231 | 243 | 271 | 333 | 385 | 404 | 440 | 521 | 539 | 561 | 601,37 | 634,71 | 654,31 | 680,24 | 679,73 | |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 38 | 42 | 41,94 | 55,97 | 52,28 | 50,95 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 318 | 1 260 | 2 091,63 | 2 399,77 | 2 290,97 | 2 174,91 |
| Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle" | | | | | | | | | | | 1 | 893 | 1 092 | 2 298 | 2 348 | 2 380 | 2 365 | 2 079 | 1 183 | 327,78 | -0,80 | 0,33 | 0,09 | 0,03 | |
| APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996 | | | | | | | | | | | 325 | 1 125 | 1 077 | | | | | | | | | | | | |
| AGED sans CR jusqu'en 1997] | | | | | | | | | | | | 54 | 177 | | | | | | | | | | | | |
| AFEAMA sans CR jusqu'en 2000] | | | | | | | | | | | | | 1 069 | 1 988 | | | | | | | | | | | |
| Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972] | 4 067 | 4 585 | 4 118 | 2 376 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations prénatales | 509 | 430 | 589 | 594 | 622 | 530 | 575 | 608 | 601 | 547 | 310 | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations postnatales | 376 | 279 | 428 | 529 | 572 | 511 | 936 | 1 269 | 1 186 | 896 | 646 | | | | | | | | | | | | | | |
| Congé de naissance | 21 | 60 | 81 | 87 | 124 | 120 | 115 | 121 | 116 | 113 | 109 | | | | | | | | | | | | | | |
| Prime de protection de la maternité | | | | | | | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 7 | | | | | | | | | | | | |
| Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle) | 85 | 238 | 248 | 237 | 268 | 309 | 275 | 326 | 336 | 339 | 278 | 215 | 224 | 237 | 238 | 239 | 245 | 253 | 252 | 261,00 | 262,98 | 254,61 | 351,07 | 358,05 | |
| Prestations modulées en fonction des ressources | | | | | | | | | | | | | | 158 | 2 310 | 2 475 | 2 542 | 2 760 | 3 273 | 3 886,28 | 4 162,60 | 4 637,91 | 5 026,22 | 5 298,77 | 3 256 % |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 196 | 1 432 | 2 940,90 | 4 976,19 | 5 300,55 | |
| Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998 | | | | | | | | | | | | | | 158 | 149 | 131 | 126 | 126 | 105 | 57,60 | 32,63 | 17,29 | 6,75 | 0,11 | |
| Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001 | | | | | | | | | | | | | | | 2 161 | 2 344 | 2 415 | 2 438 | 1 736 | 887,79 | 298,81 | 139,69 | 43,29 | -1,89 | |
| Prestations sans CR ou modulées en fonction des ressources | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 16 822 | 15 339 | 14 612 | 15 167 | 16 228 | 17 145 | 17 089 | 16 109 | 16 817 | 18 437 | 18 967 | 19 180 | 19 419 | 19 563 | 19 933 | 20 596 | 21 211 | 21 586 | 21 613,42 | 22 392,08 | 22 182,54 | 17,0 % |
| Prestations sous condition de ressources (CR) | | | | 1 697 | 4 588 | 4 567 | 6 336 | 6 180 | 6 220 | 6 027 | 5 924 | 5 591 | 6 893 | 7 622 | 7 617 | 7 526 | 7 381 | 7 544 | 7 714 | 7 913,58 | 7 923,47 | 7 954,01 | 8 130,73 | 8 026,63 | 5,3 % |
| Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Complément familial (CF) | | | | | | | 5 703 | 5 675 | 5 777 | 5 604 | 5 537 | 1 863 | 1 972 | 1 800 | 1 808 | 1 765 | 1 734 | 1 725 | 1 718 | 1 691,09 | 1 654,77 | 1 619,91 | 1 653,05 | 1 631,88 | |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | | 412 | 416 | 401 | 388 | 396 | 384 | 425 | 1 630 | 1 606 | 1 561 | 1 536 | 1 491 | 1 501 | 1 487 | 1 471,80 | 1 441,53 | 1 509,96 | 1 516,43 | 1 489,20 | |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | | | | | | 156 | 0 | | | | | | | | | | | |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 642 | 636 | 656,31 | 647,10 | 663,97 | 658,46 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 827 | 2 303 | 3 648,97 | 4 178,19 | 4 295,34 | 4 246,48 |
| Allocation d'adoption (AAD) | | | | | | | | | | | | 2 | 4 | | 4 | 4 | 5 | 4 | 1 | 0,10 | 0,05 | 0,04 | 0,06 | 0,01 | |
| APJE courte sous CR depuis janvier 1996 | | | | | | | | | | | | | | 957 | 940 | 914 | 895 | 70 | 1 | 0,26 | -0,12 | 0,11 | 0,38 | 0,11 | |
| APJE longue avec CR | | | | | | | | | | | 1 | 2 945 | 2 680 | 2 268 | 2 296 | 2 287 | 2 242 | 1 884 | 1 061 | 304,65 | 2,29 | 0,41 | 1,46 | 0,46 | |
| Estim. APJE virtuelle "idem AB APE sous CR" | | | | | | | | | | | 1 | 358 | 454 | 986 | 1 007 | 1 021 | 1 015 | 892 | 507 | 140,40 | -0,35 | 0,13 | 0,04 | 0,01 | |
| Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972 | | | | 1 697 | 4 588 | 4 155 | 217 | 104 | 55 | 27 | 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total Famille | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 18 519 | 19 927 | 19 179 | 21 504 | 22 408 | 23 366 | 23 117 | 22 033 | 22 408 | 25 330 | 26 589 | 26 797 | 26 945 | 26 944 | 27 478 | 28 310 | 29 124,65 | 29 509,74 | 29 567,43 | 30 522,81 | 30 209,18 | 13,6 % |
| Logement | 17 | 792 | 2 630 | 2 686 | 3 080 | 4 143 | 4 932 | 5 601 | 7 406 | 7 732 | 8 313 | 10 391 | 13 550 | 14 523 | 14 778 | 15 256 | 14 930 | 15 356 | 14 989 | 15 090,71 | 14 977,33 | 15 625,85 | 16 001,92 | 16 038,70 | 10,4 % |
| Allocation logement familiale (ALF) | 17 | 790 | 2 628 | 2 684 | 3 080 | 3 232 | 2 901 | 3 005 | 3 794 | 3 534 | 3 031 | 2 572 | 2 917 | 3 307 | 3 514 | 3 665 | 3 639 | 3 806 | 3 764 | 3 828,82 | 3 832,81 | 4 012,14 | 4 158,49 | 4 151,15 | |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | | | | 551 | 943 | 1 505 | 2 148 | 3 384 | 5 826 | 6 804 | 7 020 | 6 890 | 7 007 | 6 770 | 6 868 | 6 647 | 6 602,95 | 6 474,44 | 6 674,80 | 6 816,96 | 6 868,17 | |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | | Nd | Nd | 911 | 1 342 | 1 480 | 1 942 | 1 950 | 1 847 | 1 982 | 3 804 | 4 138 | 4 314 | 4 509 | 4 434 | 4 601 | 4 489 | 4 553,31 | 4 549,81 | 4 836,95 | 4 920,74 | 4 914,13 | |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | | | | | | | | | | | 24 | 60 | 65 | 80 | 92 | 87 | 89,71 | 94,75 | 95,82 | 106,16 | 108,21 | |
| Prêts amélioration de l'habitat (PAH) | | | 2 | 2 | | | 13 | 15 | 10 | 1 | 6 | -1 | | -2 | -5 | -5 | -5 | -4 | -2 | -4,47 | -3,28 | -2,20 | -0,83 | -3,30 | |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,13 | 0,26 | 0,34 | |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 20,38 | 28,80 | 0,14 | 0,01 |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | 43 | 99 | 2 450 | 2 972 | 3 519 | 3 680 | 3 680 | 6 309 | 8 832 | 11 057 | 11 152 | 11 575 | 11 813 | 12 546 | 13 091 | 13 604,90 | 13 946,40 | 13 777,18 | 16 246,76 | 16 001,23 | 44,7 % |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | | | | 421 | 511 | 524 | 601 | 735 | 860 | 909 | 847 | 870 | 903 | 928 | 986 | 1 047 | 1 126,92 | 1 122,30 | 1 040,06 | 551,72 | 146,67 | |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | | | | | 43 | 99 | 2 029 | 2 324 | 2 930 | 3 039 | 2 923 | 3 288 | 3 892 | 4 725 | 4 894 | 5 029 | 5 099 | 5 272 | 5 419 | 5 538,93 | 5 746,25 | 5 861,57 | 6 283,29 | 6 633,65 | |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 473,24 | 8 284,59 | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | | | | | | 2 150 | 4 031 | 5 481 | 5 384 | 5 605 | 5 744 | 6 247 | 6 557 | 6 682,06 | 6 565,05 | 6 374,16 | 765,70 | | |
| RSA socle majoré (départements) | | | | | | | | 136 | 65 | 39 | 22 | 11 | | 4 | 4 | 37 | 42 | 42 | 68 | 256,99 | 512,79 | 501,39 | 843,73 | 170,62 | |
| Prestations légales directes | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 205 | 23 050 | 23 420 | 28 886 | 30 982 | 34 291 | 34 528 | 34 027 | 39 108 | 47 712 | 52 169 | 52 727 | 53 776 | 53 687 | 55 380 | 56 390 | 57 820,25 | 58 433,47 | 58 970,46 | 62 771,49 | 62 249,10 | 19,3 % |
| dont prestations FNPF | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 205 | 23 007 | 22 411 | 24 508 | 25 543 | 27 270 | 26 688 | 25 038 | 24 985 | 28 242 | 29 889 | 30 302 | 30 601 | 30 575 | 31 276 | 32 069 | 32 946,01 | 33 336,31 | 33 581,52 | 34 684,94 | 34 361,00 | |
| Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV) | | | | | | 829 | 962 | 1 302 | 2 083 | 1 683 | 2 627 | 4 002 | 4 342 | 3 957 | 4 517 | 5 416 | 6 519 | 6 653 | 6 759 | 7 037,69 | 7 166,40 | 7 172,37 | 7 691,62 | 8 122,99 | |
| Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV) | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 205 | 23 050 | 24 250 | 29 848 | 32 283 | 36 374 | 36 211 | 36 654 | 43 109 | 52 053 | 56 126 | 57 244 | 59 192 | 60 206 | 62 034 | 63 148 | 64 857,94 | 65 599,87 | 66 142,84 | 70 463,11 | 70 372,09 | |
| Prestations d'action sociale des CAF | 279 | 498 | 828 | 966 | 975 | 1 178 | 1 428 | 1 693 | 1 526 | 1 507 | 1 552 | 1 752 | 2 047 | 2 544 | 2 588 | 2 907 | 2 981 | 3 426 | 3 847 | 3 796,62 | 3 896,62 | 3 932,87 | 4 023,75 | 4 175,90 | |
| Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts | 10 258 | 15 335 | 21 635 | 22 171 | 24 025 | 25 428 | 31 276 | 33 976 | 37 900 | 37 719 | 38 206 | 44 862 | 54 100 | 58 671 | 59 832 | 62 099 | 63 186 | 65 459 | 66 996 | 68 654,55 | 69 496,49 | 70 075,71 | < | | |

TIPF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1973 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Famille | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 18 440 | 19 927 | 21 504 | 22 408 | 25 330 | 26 589 | 26 797 | 26 945 | 26 944 | 27 478 | 28 310 | 29 125 | 29 510 | 29 567 | 30 523 | 30 209 |
| 1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées | 9 963 | 14 044 | 18 177 | 18 440 | 15 339 | 15 167 | 16 817 | 18 437 | 18 809 | 16 870 | 16 943 | 17 022 | 17 173 | 17 323 | 17 325 | 17 424 | 16 976 | 17 366 | 16 884 |
| 2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources (PAJE CMG, AGED, AFEAMA) | | | | | | | | | 158 | 2 310 | 2 475 | 2 542 | 2 760 | 3 273 | 3 886 | 4 163 | 4 638 | 5 026 | 5 299 |
| 3. Famille : prestations sous CR (1) | | | | | 4 588 | 6 336 | 5 591 | 6 893 | 7 622 | 7 617 | 7 526 | 7 381 | 7 544 | 7 714 | 7 914 | 7 923 | 7 954 | 8 131 | 8 027 |
| 4. Logement | 17 | 792 | 2 630 | 2 618 | 3 080 | 4 932 | 10 391 | 13 550 | 14 523 | 14 778 | 15 256 | 14 930 | 15 356 | 14 989 | 15 091 | 14 977 | 15 626 | 16 002 | 16 039 |
| 5. Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | 43 | 2 450 | 6 309 | 8 832 | 11 057 | 11 152 | 11 575 | 11 813 | 12 546 | 13 091 | 13 605 | 13 946 | 13 777 | 16 247 | 16 001 |
| Total prestations directes | 9 980 | 14 837 | 20 807 | 21 058 | 23 050 | 28 886 | 39 108 | 47 712 | 52 169 | 52 727 | 53 776 | 53 687 | 55 380 | 56 390 | 57 820 | 58 433 | 58 970 | 62 771 | 62 249 |

| |
|--|
| Rapport en €2010 dép. 2010/ dép. 2000 |
| -10% |
| 5% |
| 14% |
| 17% |

TIPF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)

| En % des prestations directes Famille | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1973 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 77 % | 71 % | 75 % | 73 % | 71 % | 63 % | 63 % | 63 % | 62 % | 61 % | 59,5 % | 59,0 % | 57,4 % | 56,9 % | 55,9 % |
| 2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources | | | | | | | | | 1 % | 9 % | 9 % | 9 % | 10 % | 12 % | 13,3 % | 14,1 % | 15,7 % | 16,5 % | 17,5 % |
| 3. Famille : prestations sous CR (1) | | | | | 23 % | 29 % | 25 % | 27 % | 29 % | 28 % | 28 % | 27 % | 27 % | 27 % | 27,2 % | 26,9 % | 26,9 % | 26,6 % | 26,6 % |
| Total Famille (sans API) | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| Dt prest. non strictement sous CR | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 77 % | 71 % | 75 % | 73 % | 71 % | 72 % | 72 % | 73 % | 73 % | 73 % | 73 % | 73 % | 73 % | 73 % | 73 % |
| Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources | | | | | 23 % | 29 % | 25 % | 27 % | 29 % | 37 % | 37 % | 37 % | 38 % | 39 % | 40,5 % | 41,0 % | 42,6 % | 43,1 % | 44,1 % |

| |
|-----------------------------------|
| Moyenne sur 10 ans [2001-2010] |
| 60,1 % |
| 12,6 % |
| 27,3 % |
| 39,9 % |

TIPF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)

| En % des prestations directes | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1973 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 3. Famille : prestations sous CR (1) | | | | | 20 % | 22 % | 14 % | 14 % | 14,6 % | 14,4 % | 14,0 % | 13,7 % | 13,6 % | 13,7 % | 13,7 % | 13,6 % | 13,5 % | 13,0 % | 12,9 % |
| 4. Logement | 0 % | 5 % | 13 % | 12 % | 13 % | 17 % | 27 % | 28 % | 27,8 % | 28,0 % | 28,4 % | 27,8 % | 27,7 % | 26,6 % | 26,1 % | 25,6 % | 26,5 % | 25,5 % | 25,8 % |
| 5. Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | 0 % | 8 % | 16 % | 19 % | 21,2 % | 21,2 % | 21,5 % | 22,0 % | 22,7 % | 23,2 % | 23,5 % | 23,9 % | 23,4 % | 25,9 % | 25,7 % |
| Prestations directes sous CR | 0 % | 5 % | 13 % | 12 % | 33 % | 47 % | 57 % | 61 % | 63,6 % | 63,6 % | 63,9 % | 63,6 % | 64,0 % | 63,5 % | 63,3 % | 63,1 % | 63,3 % | 64,3 % | 64,4 % |
| 2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources | | | | | | | | | 0,3 % | 4,4 % | 4,6 % | 4,7 % | 5,0 % | 5,8 % | 6,7 % | 7,1 % | 7,9 % | 8,0 % | 8,5 % |
| 1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées | 100 % | 95 % | 87 % | 88 % | 67 % | 53 % | 43 % | 39 % | 36,1 % | 32,0 % | 31,5 % | 31,7 % | 31,0 % | 30,7 % | 30,0 % | 29,8 % | 28,8 % | 27,7 % | 27,1 % |
| Total prestations directes | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources | 0 % | 5 % | 13 % | 12 % | 33 % | 47 % | 57 % | 61 % | 63,9 % | 68,0 % | 68,5 % | 68,3 % | 69,0 % | 69,3 % | 70,0 % | 70,2 % | 71,2 % | 72,3 % | 72,9 % |

TIPF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)

| Données tous régimes, métropole et DOM en % du PIB | 1951 | 1960 | 1970 | 1971 | 1973 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Différence en points | | |
|--|--------|--------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------------|-------------|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2010 - 1970 | 2010 - 2000 | 2010 - 2009 |
| Famille | 3,7 % | 3,2 % | 2,3 % | 2,2 % | 2,1 % | 1,9 % | 1,6 % | 1,7 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,6 % | 1,56 % | -0,7 | 0,0 | -0,029 |
| 1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées | 3,7 % | 3,2 % | 2,3 % | 2,2 % | 1,6 % | 1,4 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,1 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,87 % | -1,4 | -0,2 | -0,03 |
| 2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources | | | | | | | | | 0,01 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,27 % | 0,3 | 0,3 | 0,01 |
| 3. Famille : prestations sous CR (1) | | | | | 0,5 % | 0,6 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,42 % | 0,4 | 0,0 | -0,009 |
| 4. Logement | 0,01 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,7 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,83 % | 0,5 | 0,0 | -0,01 |
| 5. Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | | 0,005 % | 0,22 % | 0,44 % | 0,60 % | 0,65 % | 0,65 % | 0,66 % | 0,67 % | 0,69 % | 0,71 % | 0,71 % | 0,71 % | 0,70 % | 0,85 % | 0,83 % | 0,8 | 0,2 | -0,02 |
| Prestations légales directes tous fonds | 3,7 % | 3,4 % | 2,6 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,6 % | 2,8 % | 3,2 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,3 % | 3,22 % | 0,6 | 0,1 | -0,054 |
| dont prestations FNPF | 3,7 % | 3,4 % | 2,6 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,2 % | 1,8 % | 1,9 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,8 % | 1,78 % | -0,9 | 0,0 | -0,032 |
| Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV) | | | | | | 0,1 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,42 % | 0,42 | 0,2 | 0,02 |
| P. légales directes et transferts (CNAM, CNAV, FSV) | 3,69 % | 3,4 % | 2,6 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,7 % | 3,0 % | 3,5 % | 3,3 % | 3,3 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,3 % | 3,4 % | 3,7 % | 3,64 % | 1,0 | 0,32 | -0,035 |
| Dont prestation Famille yc transferts | 3,68 % | 3,22 % | 2,31 % | 2,22 % | 2,13 % | 2,00 % | 1,86 % | 2,00 % | 1,81 % | 1,81 % | 1,85 % | 1,89 % | 1,88 % | 1,90 % | 1,90 % | 1,86 % | 1,87 % | 1,99 % | 1,98 % | -0,3 | 0,17 | -0,010 |

(1) Prestations Famille sous CR : CF, PAJE prime, PAJE AB, APJE longue, APJE courte depuis janvier 1996, APJE virtuelle, ARS, A. d'adoption, aide à la scolarité, A. salaire unique-frais de garde-majoration, AF de mars à décembre 1998 (10 mois).

L'estimation de l'APJE virtuelle correspond à une "AB APJE sous CR" déduite de l'APE. Pour assurer une meilleure comparaison des législations avant et après la PAJE, on déduit de l'APE (non cumulable avec l'APJE) la part de l'APJE (sous CR)

qu'auraient pu percevoir les bénéficiaires de l'APE dont les ressources se situaient en-dessous des plafonds de l'APJE.

TIPF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946

| | 1950 | 1955 | 1960 | 1971 | 1973 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------|-------|--------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP | 1,7 % | 2,2 % | 1,9 % | 1,6 % | 1,5 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % |
| Allocations familiales (AF) | 1,7 % | 2,2 % | 1,9 % | 1,5 % | 1,4 % | 1,1 % | 1,1 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,8 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,6 % |
| Complément familial (CF) | | | | | | 0,5 % | 0,5 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | | | | | | 0,04 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| Aide à la scolarité (AAS) | | | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (AO-ASF) | | | | 0,0 % | 0,03 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | | | | 0,002 % | 0,004 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,04 % | 0,04 % |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | 0,000 % | 0,001 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,003 % | 0,003 % | 0,003 % | 0,003 % |
| Sous-total 2 : Prestations jeune enfant | | | | | | | 0,0 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | 0,1 % | 0,3 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % |
| PAJE naissance adoption | | | | | | | | | | | | | | 0,04 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,03 % |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | 0,05 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | 0,02 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| PAJE complément mode de garde (CMG) | | | | | | | | | | | | | | 0,01 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | | | | | | | | | | | | 0,1 % | 0,1 % | 0,02 % | | | | |
| APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| APJE longue avec CR | | | | | | | 0,0 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,016 % | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | | | | | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,025 % | | | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,003 % | 0,002 % | 0,001 % | 0,000 % | 0,000 % |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | | | | | | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,047 % | 0,015 % | 0,007 % | 0,002 % | 0,000 % |
| Sous-total 3 : ASU-AFG, P. naissance antérieures | 1,8 % | 1,7 % | 1,2 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,2 % | 0,1 % | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous-total 4 : Autres prestations Famille | 0,06 % | 0,0 % | 0,05 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,02 % | 0,02 % |
| Sous-total Famille | 3,6 % | 4,0 % | 3,2 % | 2,2 % | 2,1 % | 1,9 % | 1,9 % | 1,6 % | 1,7 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,6 % | 1,6 % |
| dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS | 1,9 % | 1,8 % | 1,3 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,7 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| Logement | 0,003 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % |
| Allocation logement familiale (ALF) | 0,003 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | | | | | | 0,05 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % |
| Allocation logement sociale (ALS) | | | | | | 0,1 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % |
| Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées) | | | | | | | | | 0,002 % | 0,004 % | 0,004 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,005 % | 0,006 % | 0,006 % |
| Intérêts des prêts jeunes avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,000 % | 0,000 % | 0,000 % |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil. - déc) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,001 % | 0,001 % | 0,000 % | 0,000 % | 0,000 % |
| Minima sociaux - Aides à l'emploi | | | | 0,005 % | 0,005 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,8 % |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | | | 0,04 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) | | | | 0,005 % | 0,005 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| Revenu solidarité active (RSA versé yc prime) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,3 % | 0,4 % |
| Dont Etat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,1 % | 0,1 % |
| Dont RSA activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,1 % |
| Dont RSA activité hors RSA jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,1 % |
| Dont département | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,2 % | 0,3 % |
| Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime) | | | | | | | | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,0 % |
| Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...) | | | | | | | 0,002 % | 0,001 % | | 0,000 % | 0,000 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,004 % | 0,013 % | 0,026 % | 0,026 % | 0,044 % | 0,009 % |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | 0,0 % | 0,000 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,001 % | 0,001 % |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | 0,000 % | 0,005 % | 0,008 % | 0,007 % | 0,006 % | 0,003 % |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,004 % | 0,013 % | 0,012 % | 0,008 % | 0,001 % |
| Prime exceptionnelle ARS (Etat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,024 % | 0,000 % |
| Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM) | | | | | | | | | | | | 0,002 % | 0,002 % | 0,002 % | 0,003 % | 0,003 % | 0,003 % | 0,004 % | 0,004 % | 0,004 % |
| Prestations légales directes | 3,6 % | 4,0 % | 3,4 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,6 % | 2,9 % | 2,8 % | 3,2 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,3 % | 3,2 % |
| dont prestations FNPF | 3,6 % | 4,0 % | 3,4 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,2 % | 2,1 % | 1,8 % | 1,9 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,8 % | 1,8 % |
| dont RMI, RSO, FNH, FNAL, ASA, ALT | | | | | 0,0 % | 0,4 % | 0,8 % | 1,0 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,5 % | 1,4 % |

Cotisations vieillesse prises en charge par la CNAF : 4,4 milliards d'euros au titre de la validité 2010

4,26 milliards d'euros en 2010 (en tenant compte de – 0,1 milliard de régularisations sur exercices antérieurs), **soit 7,9 % des dépenses de la Cnaf et 5,8 % des prestations** (légalles et extra-légales, directes et indirectes), **correspondent à des cotisations prises en charge par la Cnaf permettant une affiliation à l'assurance vieillesse d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales** (Avpf). Elles sont assimilables à des prestations différées. Sur les dix dernières années, la moyenne annuelle des transferts comptabilisés dépasse 4,3 Md€2010.

Entre 1982 et 2002, les dépenses d'Avpf sont attribuées annuellement à plus de 1 600 000 bénéficiaires. **Entre 2003 et 2008, les effectifs ont régressé de – 3,2 %** (passant de 1 585 400 à 1 535 300 équivalents temps plein correspondant aux remontées Dna, cf. TIPF 431). L'estimation 2010 se situe à 1 525 700 bénéficiaires (cf. TIPF 421).

La Cnaf assure aux bénéficiaires de certaines prestations ou à ceux qui ont la charge d'un handicapé le financement de trimestres de cotisations d'assurance vieillesse. Sous certaines conditions (cf. encadrés 6 et 7), l'assurance vieillesse du parent au foyer permet de valider comme des périodes d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou à s'occuper d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 % ou d'un proche présentant une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Sur le plan financier, il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnav, correspondant à des **prestations indirectes, différées dans le temps**.

Par ailleurs, une majoration de durée d'assurance de huit trimestres est attribuée aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A compter de 2010, quatre de ces huit trimestres peuvent être affectés au père.

A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ d'affiliation à l'assurance vieillesse (six années de majoration de durée d'assurance, vingt années d'assurance vieillesse du parent au foyer prises en charge par la Cnaf, qui cotise pour elle sur la base du Smic 169 h ou d'une fraction de celui-ci¹). A ceci s'ajoute la majoration de 10 % du montant des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus.

Le point sur l'assurance vieillesse du parent au foyer peut être fait en étudiant successivement : les versements par exercice de validité, la forte progression de la cotisation unitaire, l'estimation du nombre de cotisations annuelles.

Encadré 1 : 15 % des dépenses de la Cnaf correspondent au financement de prestations non versées par la branche Famille. Leur progression atteint + 5,6 % en volume en 2010.

. La prise en charge progressive par la Cnaf de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** est de 15 % en 2001 (505 M€2010), de 30 % en 2002 (1 Md€2010), de 60 % en 2003-2008, de 70 % en 2009 (2,9 Md€2010), de 85 % en 2010 (3,6 milliards) et de 100 % à partir de 2011. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse (Fsv).

. Depuis janvier 2002, la Cnaf finance un **congé de paternité** permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la Sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. En 2010, le financement du congé de paternité s'élève à 262,6 millions d'euros (– 1,9 % en volume).

. De 1979 jusqu'à la mise en place de la couverture maladie universelle en janvier 2000, la Cnaf a contribué au financement de **l'assurance personnelle maladie** d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales.

TIPF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf relatives aux différentes validités

| | Estimation comptabilisée par validité, après intégration des régularisations | Effectifs équivalent temps plein (Etp) tous régimes correspondant aux dépenses comptabilisées yc régularisations | Evolution des effectifs Etp estimés | Remontées à la CNAF jusqu'en 2009 | Effectifs Etp correspondant aux remontées Cnaf | Reste à justifier -> 2009] = estimations yc régul. - remontées Cnaf | | Cotisation unitaire annuelle | Cotisation moyenne résultant du calcul des dépenses prévisionnelles |
|---|--|--|-------------------------------------|-----------------------------------|--|---|--|------------------------------------|---|
| | (millions €) (a) | (milliers) (b = a / f) | | (millions €) (c) | (milliers) (d = c / f) | Rapport [(remontées Dna / (estimation+ régularisation)] (c / a) | [(estimation + régul.) - (remontées Dna)] (millions €) (e = c - a) | (euros) | (euros) (f) (5) |
| Estimation de la validité 1995 | 2 805,06 | 1 566,87 | <i>non retenu</i> | 2 896,42 | 1 617,9 | 103,3 % | -91,36 | 1 797,51 | 1 790,24 |
| Effectif estimé pour la validité 1995 définitive | 1 036,00 | 1 624,50 | <i>retenu</i> | 705,46 | | | 331,19 | | |
| Estimation reliquat exercices antérieurs à 1995 | 3 841,72 | (1) | <i>pour le taux 1996/1995</i> | 3 601,88 | | | 239,83 | | |
| Sous-total (1) | | | | | | | | | |
| Estimation de la validité 1996 | 3 033,89 | 1 648,37 | 1,5 % | 3 084,18 | 1 675,7 | 101,7 % | -50,30 | 1 869,29 | 1 840,53 |
| Estimation de la validité 1997 | 3 117,73 | 1 686,73 | 2,3 % | 3 088,63 | 1 671,0 | 99,1 % | 29,10 | 1 916,28 | 1 848,39 |
| Estimation de la validité 1998 | 3 242,44 | 1 694,03 | 0,4 % | 3 166,02 | 1 654,1 | 97,6 % | 76,42 | 1 993,12 | 1 914,04 |
| Estimation de la validité 1999 | 3 295,49 | 1 654,46 | -2,3 % | 3 259,71 | 1 636,5 | 98,9 % | 35,78 | 2 033,06 | 1 991,88 |
| Estimation de la validité 2000 | 3 373,54 | 1 672,84 | 1,1 % | 3 374,83 | 1 673,5 | 100,0 % | -1,28 | 2 058,37 | 2 016,65 |
| Estimation de la validité 2001 (2) | 3 474,01 | 1 671,96 | -0,1 % | 3 457,14 | 1 663,8 | 99,5 % | 16,87 | 2 124,06 | 2 077,81 |
| Estimation de la validité 2002 | 3 670,20 | 1 697,94 | 1,6 % | 3 502,46 | 1 620,3 | 95,4 % | 167,74 | 2 211,63 | 2 161,55 |
| Estimation de la validité 2003 | 3 749,30 | 1 695,81 | -0,1 % | 3 505,13 | 1 585,4 | 93,5 % | 244,17 | 2 264,68 | 2 210,92 |
| Estimation de la validité 2004 (3) | 3 680,69 | 1 576,90 | -7,0 % | 3 698,06 | 1 584,3 | 100,5 % | -17,38 | 2 391,34 | 2 334,13 |
| Estimation de la validité 2005 | 3 941,05 | 1 591,42 | 0,9 % | 3 945,36 | 1 593,2 | 100,1 % | -4,31 | 2 538,74 | 2 476,43 |
| Estimation de la validité 2006 | 4 206,13 | 1 586,62 | -0,3 % | 4 151,72 | 1 566,1 | 98,7 % | 54,42 | 2 711,43 | 2 651,00 |
| Estimation de la validité 2007 | 4 292,67 | 1 571,24 | -1,0 % | 4 228,29 | 1 547,7 | 98,5 % | 64,39 | 2 792,46 | 2 732,04 |
| Estimation de la validité 2008 | 4 348,80 | 1 557,37 | -0,9 % | 4 274,67 | 1 530,8 | 98,3 % | 74,14 | 2 849,87 | 2 792,40 |
| Estimation de la validité 2009 | 4 360,89 | 1 520,47 | -2,4 % | 3 574,57 | 1 246,3 | 82,0 % | 786,32 | 2 941,04 | 2 868,11 |
| Estimation de la validité 2010 | 4 397,57 | 1 514,94 | -0,4 % | 937,73 | NS | NS | sans 2010 | 2 978,18 | 2 902,80 |
| Ensemble des paiements à la Cnav n'ayant pas donné lieu à remontée de Dna (yc 239 millions antérieurs à 1996) | | | | | | | 1 715,91 | | |
| Restes à recouvrer 2009 | | | | | | | 786,32 | Ventilation des restes à justifier | 100 % |
| Cumul des restes à recouvrer 2002-2008 (3) (4) | | | | | | | 583,17 | | 46 % |
| Cumul des restes à recouvrer 1996-2001 (3) (4) | | | | | | | 106,59 | | 34 % |
| Reliquat exercices antérieurs à 1996 (1) | | | | | | | 239,83 | | 6 % |
| | | | | | | | | | 14 % |

(1) La sous-estimation des dépenses correspondant à l'exercice 1995 (- 91,36 millions) est plus que compensée par la surestimation de l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs : 331,19 millions d'euros fin 2005.

(2) Pour 2001, compte tenu de la forte augmentation du Smic au 1^{er} juillet 2000 (+ 3,19 %), les dépenses correspondant à la validité 2001 avaient initialement été estimées sur la base d'effectifs constants.

(3) Selon les principes arrêtés en 1997 dans le rapport Chadelat, on considère qu'un délai de quatre ans correspond au temps de remontée intégrale des ouvertures de droits effectives (cf. TIPF 41102).

(4) Cf. tableaux ci-dessous pour le montant des estimations y compris les régularisations (validité 2004 et suivantes).

(5) La cotisation moyenne annuelle (cf. TIPF 4321) est calculée à partir des données des Caf, en divisant les dépenses estimées par l'effectif total. Les dépenses sont estimées en multipliant :

- les bénéficiaires du Cf, de la Paje Ab, de l'Apje, de l'Aes, de l'Aah et de l'Ape à taux plein (TIPF 4321) par la cotisation à taux plein (100 %, cf. TIPF 431) ;
- les bénéficiaires de la Paje Clca et de l'Ape travaillant à mi-temps par la cotisation à 50 % ;
- les bénéficiaires de l'Ape travaillant entre 50 % et 80 % du temps plein par la cotisation à 20 %.

La cotisation annuelle pondérée 2005 résultant de l'estimation 2005 des dépenses (3 917,3 millions d'euros) s'élevait initialement à 2 486 euros. Suite aux nouvelles estimations, cette cotisation pondérée 2005 a été revue à la baisse : 2 476 euros, soit 97,5 % de la cotisation à taux plein (2 539 euros).

TIPF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF

| | |
|--|-----------------|
| Dépenses AVPF statistiques et comptables | |
| Dépenses statistiques initiales au titre de l'exercice 2007 | 4 322,53 |
| Régularisation exercice 2005 -> dépenses diverses statistiques 2007 | 18,28 |
| Régularisation exercice 2004 -> moindres dépenses diverses statistiques 2007 | -204,31 |
| Solde statistique cumulé créateur -> moindres dépenses statistiques 2007 (annulation régularisations 2005) | -41,58 |
| Dépenses AVPF comptables 2007 (repris par la CCSS, yc régularisations) | 4 094,91 |

TIPF 4102 : Validités 2004-2010 : acomptes + régularisations

| Validité Millions d'euros | Acomptes Cnaf = estimation initiale (A) | Régularisations par exercice de validité | | | | Total régularisations | Acomptes Cnaf + régularisations (B) |
|---|--|--|-----------------|-----------------|----------|--------------------------|---|
| | | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | | |
| 2004 | 3 885,00 | -204,31 | | | | -204,31 | 3 680,69 |
| 2005 | 3 917,30 | 18,28 | 5,48 | | | 23,76 | 3 941,05 |
| 2006 | 4 212,30 | | -8,40 | 2,24 | | -6,17 | 4 206,13 |
| 2007 | 4 322,53 | | -28,47 | -2,94 | 1,56 | -29,85 | 4 292,67 |
| 2008 | 4 413,96 | | | -32,23 | -32,92 | -65,15 | 4 348,80 |
| 2009 | 4 466,50 | | | | -105,62 | -105,62 | 4 360,89 |
| 2010 | 4 397,57 | | | | 4 397,57 | | 4 397,57 |
| Régularisations comptabilisées | | | -31,39 | -32,94 | -136,98 | | |
| Acomptes comptabilisés | | | 4 413,96 | 4 466,50 | 4 397,57 | | |
| Dépenses AVPF comptables de l'exercice (yc régularisations, = définition CCSS) | | 4 382,56 | 4 433,57 | 4 260,59 | | | |

Montants AVPF TIPF 6711 (cf. chapitre 6 Recettes et dépenses CNAF)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------------|----------|-----------------|----------|----------|----------|-----------------|-----------------|
| Hors régularisations | 3 885,00 | 3 917,30 | 4 212,30 | 4 322,53 | 4 413,96 | 4 466,50 | 4 397,57 |
| Régularisations prises en compte | | 41,58 | | | | -32,94 | -136,98 |
| Y compris régularisations | | 3 958,87 | | | | 4 433,57 | 4 260,59 |

Encadré 2 : Les circuits Cnaf - Cnav

Les Caf émettent, à compter de février 2008, les Dna (déclarations nominatives annuelles) concernant les bénéficiaires d'Avpf au titre de l'année précédente 2007 (validité initiale) et pour les années antérieures (validités complémentaires).

Ces Dna font l'objet d'un transfert automatique à la Cnavts pour affectation des droits sur le compte individuel des bénéficiaires.

Les bordereaux récapitulatifs de créances correspondant à ces déclarations sont émis par les Caf, les Cmsa et les régimes spéciaux en même temps que les Dna et transmis aux Carsat à des fins de contrôle de la cohérence entre le montant des cotisations figurant sur les bordereaux de créances émis par les Caf et les Cmsa et le montant des cotisations figurant sur l'état comptable transmis par le centre informatique de la Cnav (Dsinds) après traitement des Dna.

Ils sont ensuite **centralisés à la Cnavts pour remontée des créances Dna vers la Cnaf** à titre de justificatifs des dépenses de l'ensemble des régimes (Caf, Cmsa et régimes spéciaux).

. Pour qu'il y ait affiliation au titre de certaines prestations (Ape, App, Clca - Paje) pour l'année N (2007 par exemple) ; les revenus (année N ; 2007) d'activité professionnelle du bénéficiaire ne doivent pas être supérieurs à 63 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée ; or les revenus de l'année N (2007) ne sont pas connus des Caf en février de l'année N + 1 (2008), mois au cours duquel les Dna doivent théoriquement être établies. Les premières rentrées de déclarations de ressources de l'année N ont eu lieu au moment de la récupération auprès de la Dgfi (Direction générale des finances publiques) des ressources, à l'automne N + 1. Elles donnent lieu à émission de Dna complémentaires en février N + 2.

. L'estimation des dépenses d'Avpf pour l'exercice 2007, basée début 2008 sur des estimations de bénéficiaires, peut être sensiblement modifiée jusqu'en 2010.

. L'émission des Dna de 2008 au tout début de 2009, a permis à la Cnav de présenter une facture de 1 883 millions d'euros relative à la validité 2008 avant la clôture des comptes 2008.

. L'émission des Dna de 2010 au tout début de 2011, a permis à la Cnav de présenter une facture de 937 millions d'euros relative à la validité 2010 avant la clôture des comptes 2010.

Depuis 2004, les estimations des dépenses se différencient des estimations antérieures. Les bénéficiaires du Clca Paje qui bénéficient de l'affiliation à l'Avpf sont pour la plupart dénombrés dans les bénéficiaires de l'Ab Paje car on examine d'abord le droit au titre de l'allocation de base (Ab) Paje et que la majorité des bénéficiaires du Clca perçoit l'Ab Paje.

Encadré 3 : Impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique

Les deux études, menées par la Cnav pour le Conseil d'orientation des retraites (Cor), ont pour objet d'évaluer l'impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique (cf. *Cnaf, Agence d'information n° 920 du 27 mai 2008*).

- La première étude, relative aux effets de l'Avpf sur les montants de pensions du régime général, montre que, sans cette mesure, **une diminution de 3,6 % du montant moyen de pension** serait observée, et de **9 % pour les femmes**, si l'on considère l'ensemble des **nouveaux retraités de l'année 2005** (cohorte choisie).

En l'absence de cet avantage, les femmes concernées auraient une pension inférieure d'un quart au montant réellement versé, soit **une perte annuelle de 1 430 euros**. L'impact est moindre pour les hommes en raison de carrières généralement plus complètes et mieux rémunérées.

- La seconde étude vise à chiffrer le coût global du dispositif pour le régime général sur la base du stock de retraités au 31 décembre 2004 et à l'horizon 2015. Sur la base de la méthode d'évaluation retenue, **le montant des pensions de droit propre versé par le régime général pour l'année 2004 au titre de l'Avpf peut être estimé à 1 milliard d'euros**, soit 1,7 % de la masse globale des pensions de droit propre.

Lorsque les femmes de la génération 1950 auront liquidé leur retraite au régime général, le montant annuel de pension lié à l'Avpf pour le stock des femmes retraitées aura plus que doublé par rapport au montant estimé pour 2004 (à nombre moyen de trimestres Avpf par génération inchangé).

Le nombre moyen de trimestres augmentant au fil des générations, l'estimation d'un doublement du montant annuel de pension lié à l'Avpf à l'horizon 2015 est donc une estimation *a minima*.

TIPF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros

Données tous régimes, hors exploitants agricoles jusqu'en 1983.

Cf. encadré 4 pour le mode de lecture de TIPF 411.

| Millions d'euros | | Versements de la Cnaf à la Cnav correspondant aux dépenses des exercices | | | | | | | | | | | Remontées | Acomptes | Régulari- | Reste à | Comptabilité | Dépenses |
|--|-------------|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-------------------|----------------------------------|---------------------------------------|--|-----------------------------|-----------------------------|
| Année | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 1975-2010 Cnav | CNAF (estimation initiale) | sations (solde par exercice) | justifier hors remontées Dna (encadré 3) | Cnaf yc régul. 1975-2010 | en millions d'euros 2010 |
| d'exigibilité | de validité | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1973-1974 | 1972-1973 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,003 | 0,02 | 0,02 | 0,010 | 0,020 | 0,004 | 163,99 | | | | 163,916 | 760,59 |
| 1975 | 1974 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 0,004 | 0,02 | 0,02 | 0,011 | 0,017 | 0,006 | 175,74 | | | | 175,653 | 729,25 |
| 1976 | 1975 | 0,01 | 0,02 | 0,01 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | 0,02 | 0,03 | 0,01 | 0,02 | 0,01 | 230,94 | | | | 230,852 | 873,64 |
| 1977 | 1976 | 0,01 | 0,03 | 0,01 | 0,02 | 0,04 | 0,01 | 0,03 | 0,04 | 0,01 | 0,02 | 0,01 | 284,25 | | | | 284,128 | 983,81 |
| 1978 | 1977 | 0,02 | 0,03 | 0,01 | 0,03 | 0,03 | 0,01 | 0,04 | 0,05 | 0,03 | 0,03 | 0,01 | 313,93 | | | | 313,770 | 996,26 |
| 1979 | 1978 | 0,02 | 0,05 | 0,02 | 0,04 | 0,06 | 0,01 | 0,05 | 0,06 | 0,04 | 0,04 | 0,02 | 364,19 | | | | 363,966 | 1 042,82 |
| 1980 | 1979 | 0,02 | 0,06 | 0,02 | 0,05 | 0,07 | 0,02 | 0,07 | 0,09 | 0,05 | 0,07 | 0,03 | 501,09 | | | | 500,776 | 1 264,07 |
| 1981 | 1980 | 0,03 | 0,05 | 0,03 | 0,06 | 0,05 | 0,02 | 0,06 | 0,11 | 0,07 | 0,08 | 0,04 | 753,88 | | | | 753,495 | 1 677,23 |
| 1982 | 1981 | 0,03 | 0,06 | 0,03 | 0,06 | 0,06 | 0,02 | 0,05 | 0,14 | 0,06 | 0,07 | 0,04 | 963,22 | | | | 962,843 | 1 916,74 |
| 1983 | 1982 | 0,02 | 0,05 | 0,02 | 0,05 | 0,07 | 0,02 | 0,05 | 0,11 | 0,09 | 0,08 | 0,04 | 1 182,33 | | | | 1 181,949 | 2 146,40 |
| 1984 | 1983 | 0,85 | 0,06 | 0,03 | 0,06 | 0,05 | 0,03 | 0,14 | 0,15 | 0,36 | 0,10 | 0,07 | 1 340,84 | | | | 1 339,983 | 2 265,51 |
| 1985 | 1984 | 0,03 | 0,05 | 0,04 | 0,06 | 0,13 | 0,04 | 0,07 | 0,15 | 0,23 | 0,08 | 0,06 | 1 560,33 | | | | 1 559,701 | 2 491,78 |
| 1986 | 1985 | 0,01 | 0,04 | 0,03 | 0,05 | 0,14 | 0,04 | 0,08 | 0,17 | 0,27 | 0,14 | 0,07 | 1 701,97 | | | | 1 701,192 | 2 647,46 |
| 1987 | 1986 | 0,02 | 0,75 | 0,04 | 0,09 | 0,17 | 0,03 | 0,13 | 0,17 | 0,47 | 0,15 | 0,09 | 1 921,63 | | | | 1 920,594 | 2 897,78 |
| 1992 : Régularisations 1972-1986 | | | | | | | | | | | | | 228,67 | | | | 228,674 | 345,02 |
| 1988 | 1987 | 0,08 | 0,30 | 0,06 | 0,10 | 0,22 | 0,04 | 0,30 | 0,99 | 1,04 | 0,55 | 0,78 | 2 063,38 | | | | 2 059,678 | 3 026,23 |
| 1989 | 1988 | 1,16 | 0,34 | 0,05 | 0,17 | 0,19 | 1,21 | 0,27 | 0,71 | 0,66 | 0,51 | 0,67 | 2 180,54 | | | | 2 176,502 | 3 086,49 |
| 1990 | 1989 | 0,03 | 2,86 | 0,04 | 0,15 | 0,13 | 0,04 | 0,31 | 0,65 | 0,61 | 0,49 | 0,65 | 2 382,81 | | | | 2 380,054 | 3 272,20 |
| 1991 | 1990 | 4,22 | 0,26 | 0,01 | 0,04 | 0,11 | 0,00 | 0,46 | 1,08 | 1,09 | 0,77 | 1,83 | 2 435,57 | | | | 2 430,331 | 3 237,72 |
| 1992 | 1991 | 62,97 | 0,59 | -0,01 | 0,18 | 0,12 | -0,01 | 0,38 | 0,92 | 0,91 | 0,61 | 1,67 | 2 654,05 | | | | 2 649,579 | 3 449,58 |
| 1993 | 1992 | 16,40 | 3,13 | 0,02 | 0,09 | 6,78 | 0,01 | 0,86 | 1,32 | 1,03 | 0,92 | 1,20 | 2 642,37 | | | | 2 637,030 | 3 372,57 |
| 1994 | 1993 | 32,61 | 3,42 | 0,53 | 0,16 | 6,23 | 0,05 | 0,23 | 0,61 | 1,24 | 0,37 | 0,77 | 2 856,39 | | | | 2 853,117 | 3 598,71 |
| 1995 | 1994 | 3,46 | 17,14 | 0,76 | 0,54 | 9,31 | -0,11 | 0,12 | 0,57 | 1,06 | 0,31 | 0,61 | 2 923,86 | | | | 2 921,299 | 3 624,85 |
| 1996 | 1995 | 2,66 | 2,99 | 6,19 | 3,32 | 3,40 | 0,02 | 0,85 | 0,90 | 1,41 | 0,78 | 1,04 | 2 896,42 | | | | 2 891,419 | 3 521,04 |
| Compte 1996 | 1996 | | | | | | | | | | | | 2 515,41 | 2 515,41 | | | | |
| Compte 1997 | 1996 | | | | | | | | | | | | 243,36 | 518,48 | | | | |
| Estimation totale 1996 | | 27,33 | 70,84 | 57,83 | 12,46 | 5,54 | 0,17 | 0,83 | 4,66 | 1,84 | 0,65 | 1,09 | 3 084,18 | 3 033,89 | | | -50,30 | 3 033,89 |
| Compte 1997 | 1997 | 292,97 | 154,95 | 84,19 | 0,67 | 4,76 | 0,60 | 26,46 | 23,37 | 1,66 | 0,54 | 1,10 | 3 088,63 | 3 117,73 | | | 29,10 | 3 117,73 |
| Compte 1998 | 1998 | 698,88 | 198,81 | 166,02 | 2,66 | 6,36 | 0,25 | 38,35 | 31,16 | 1,63 | 0,46 | 1,04 | 3 166,02 | 3 242,44 | | | 76,42 | 3 242,44 |
| Compte 1999 | 1999 | 2 105,20 | 911,66 | 182,66 | 20,17 | 30,64 | 0,29 | 5,34 | 1,52 | 0,86 | 0,33 | 1,02 | 3 259,71 | 3 295,49 | | | 35,78 | 3 295,49 |
| Compte 2000 | 2000 | | 2 532,12 | 754,90 | 25,27 | 28,16 | 0,54 | 24,60 | 6,43 | 1,60 | 0,44 | 0,77 | 3 374,83 | 3 373,54 | | | -1,28 | 3 373,54 |
| Compte 2001 | 2001 | | | 2 511,35 | 592,88 | 234,42 | 17,95 | 85,98 | 11,26 | 1,60 | 0,85 | 0,84 | 3 457,14 | 3 474,01 | | | 16,87 | 3 474,01 |
| Compte 2002 | 2002 | | | | 2 847,42 | 557,49 | 0,65 | 92,39 | 2,76 | 0,23 | 0,82 | 0,70 | 3 502,46 | 3 670,20 | | | 167,74 | 3 670,20 |
| Compte 2003 | 2003 | | | | | 2 810,87 | 364,78 | 318,83 | 7,57 | 1,13 | 1,24 | 0,71 | 3 505,13 | 3 749,30 | | | 244,17 | 3 749,30 |
| Compte 2004 | 2004 | | | | | | 2 947,61 | 708,98 | 23,69 | 2,00 | 2,30 | 13,48 | 3 698,06 | 3 885,00 | -204,31 | | -17,38 | 3 680,69 |
| Compte 2005 | 2005 | | | | | | | 3 246,69 | 688,14 | 5,54 | 1,47 | 3,52 | 3 945,36 | 3 917,30 | 23,76 | | -4,31 | 3 941,05 |
| Compte 2006 | 2006 | | | | | | | | 4 086,10 | 37,84 | 1,73 | 26,04 | 4 151,72 | 4 212,30 | -6,17 | | 54,42 | 4 206,13 |
| Compte 2007 | 2007 | | | | | | | | | 3 922,75 | 172,27 | 133,27 | 4 228,29 | 4 322,53 | -29,85 | | 64,39 | 4 292,67 |
| Compte 2008 | 2008 | | | | | | | | | 1 883,68 | 2 024,83 | 366,16 | 4 274,67 | 4 413,96 | -65,15 | | 74,14 | 4 348,80 |
| Compte 2009 | 2009 | | | | | | | | | | | 3 574,57 | 3 574,57 | 4 466,50 | -105,62 | | 786,32 | 4 360,89 |
| Compte 2010 | 2010 | | | | | | | | | | | 937,73 | 937,73 | 4 397,57 | | | 3 459,84 | 4 397,57 |
| Remontées Dna en 2008 au titre de la validité 2008, suite à l'émission précoce des DNA par les Caf | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Remontées Dna CNAF selon l'exercice de justification | | 3 249,07 | 3 900,66 | 3 764,91 | 3 506,86 | 3 705,66 | 3 334,36 | 4 553,06 | 4 895,72 | 5 873,13 | 2 214,15 | 5 071,75 | 85 970,89 | 56 571,77 | | | 1 476,08 | 66 224,97 |
| Avance à la Cnav 1995 | | -123,61 | -31,02 | -7,64 | -4,74 | -26,50 | -1,25 | -3,78 | -7,75 | -9,07 | -5,32 | -9,21 | -3 622,35 | | | | 219,37 | 219,37 |
| Encaissement Cnav 1995 | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 695,45 | 115 512,49 |
| | | | | | | | | | | | | | | Ajustement stat. / TIPF 4100 | | | | |
| Dt Régime général | | 3 064,51 | 3 689,57 | 3 627,24 | 3 324,99 | 3 481,23 | 3 215,25 | 4 332,52 | 4 723,78 | 5 706,17 | 2 073,76 | 4 924,26 | 97,1 % | Ventilation | 97,2 % | Ventilation | Soit un montant moyen an. | |
| Régimes spéciaux | | 79,33 | 82,78 | 43,13 | 59,80 | 105,57 | 25,27 | 51,41 | 33,42 | 26,21 | 15,75 | 19,95 | 0,4 % | 2010 | 0,4 % | 2008 | sur 38 ans de | 2 961,86 |
| Salariés + Exploit. agricoles | | 105,21 | 128,21 | 94,54 | 122,08 | 118,87 | 93,83 | 169,12 | 138,52 | 140,75 | 124,63 | 127,54 | 2,5 % | par régime | 2,4 % | par régime | sur 10 ans de | 4 284,69 |

Versements par exercice de validité

L'interprétation des dépenses relatives à l'assurance vieillesse des parents au foyer (cf. *TIPF 411*) pose problème du fait des délais importants constatés dans la remontée des créances². L'essentiel des remontées est quand même connu au bout de quatre ans. L'encadré 2 précise le circuit suivi par les déclarations nominatives annuelles (Dna) établies pour chaque bénéficiaire de l'Avpf.

Les régularisations 2007-2010 relatives aux exercices 2004-2009 sont retracées aux tableaux TIPF 4101-02. Les régularisations sont imputées aux exercices concernés, l'estimation du reste à justifier par exercice correspond à l'écart entre les dépenses (estimations initiales + régularisations ultérieures) et les remontées Dna à la Cnav. *Le tableau TIPF 411 et les commentaires de ce chapitre ne font pas état des régularisations comptabilisées en 2005, ayant donné lieu à annulation en 2007.*

Les dépenses comptabilisées en 1995, année de transition, couvrent 3 114 millions d'euros correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 millions pour l'estimation de la validité 1995 (dans le cadre du passage à une comptabilisation en droits constatés, Dc) et 1 036 millions pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 millions (cf. TIPF 411). Fin 2010, les remontées de la Cnav dépassent de 91,4 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1995 alors que les reliquats sur exercices antérieurs à 1995 s'élèvent à 331,2 millions.

Pour la validité 1996, un total de 3 034 millions d'euros a été comptabilisé : 2 515 millions d'euros dans les comptes 1996, majorés de 518 millions d'euros en 1997 (suite aux informations disponibles début 1998 relatives à l'Ape). Fin 2010, les remontées de la Cnav dépassent de 50,3 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1996.

L'estimation de la validité 1997³ (3 118 millions d'euros) est supérieure de 29,1 millions d'euros aux remontées (sur treize ans).

L'estimation de la validité 1998 (3 242 millions d'euros) est supérieure aux remontées (sur douze ans) de 76,4 millions d'euros.

Après onze années de remontées, le solde relatif à l'estimation de la validité 1999 (3 295 millions d'euros) atteint + 36 millions d'euros.

Les remontées sur dix ans relatives à la validité 2000 (3 374 millions) sont légèrement inférieures à l'estimation (– 1,3 million d'euros).

L'estimation de la validité 2001 (3 474 millions) est supérieure de + 16,9 millions d'euros aux remontées sur neuf ans.

Les remontées sur huit ans relatives à la validité 2002 sont inférieures de 168 millions d'euros aux dépenses comptabilisées (3 670 millions).

Les remontées sur sept ans représentent 93,5 % de l'estimation de la validité 2003 (3 749 millions), avec un reliquat de + 244 millions d'euros.

L'estimation de la validité 2004 a été minorée de – 204 millions d'euros en 2007 (3 681 millions avec 3 885 millions initialement prévus). Les remontées sur six ans sont inférieures de – 17 millions d'euros à cette estimation.

La validité 2005 a été majorée de + 23,8 millions (soit 3 941 millions contre 3 917 millions initialement prévus). Après cinq ans, les remontées sont supérieures de 4,3 millions à dépenses comptabilisées.

La validité 2006, estimée à 4 206 millions d'euros, a été minorée de 6,2 millions. Les remontées sur quatre ans représentent 98,7 % de cette estimation, soit un reliquat de 54,4 millions d'euros.

La validité 2007 est estimée à 4 292,7 millions d'euros (4 322,5 millions comptabilisés en 2007, minorés de 30 millions). Les remontées de créances intervenues sur deux ans représentent 98,5 % de cette estimation (soit un reliquat de 64,4 millions).

4 348,8 millions d'euros ont été comptabilisés au titre de la validité 2008 (4 413,96 d'acomptes minorés de 65 millions). Suite à l'émission très précoce des Dna 2008, 1 883,7 millions d'euros de remontées ont pu être enregistrées dès l'exercice comptable 2008. Fin 2010, le reliquat s'élève à 74,1 millions. Les remontées représentent 98,3 % des dépenses comptabilisées.

4 360,9 millions d'euros ont été comptabilisés au titre de la validité 2009 (après une minoration de 105,6 millions de l'estimation initiale 4 466,5 millions). Fin 2010, le reliquat s'élève à 786,3 millions. Les remontées représentent 82 % des dépenses comptabilisées.

4 397,6 millions d'euros ont été comptabilisés au titre de la validité 2010.

Sans tenir compte de la validité 2010, l'écart entre les dépenses enregistrées et les remontées des bordereaux récapitulatifs relatifs aux Dna s'élève à 1 715,91 millions d'euros fin 2010 (soit une progression de 204 millions comparée à la situation à la fin de l'année 2009, TIPF 4100).

Encadré 4 : Mode de lecture des tableaux T1PF 411 – 421 – 441 – 410001– 4101-2-3

* Les versements de la Cnaf à la Cnav relatifs aux différents exercices de paiement sont ventilés en fonction des années de validité dans le tableau financier **T1PF 411**.

*Une colonne de ce tableau indique le **cumul des « remontées Cnaf de 1975 à 2010 » au titre des différentes années de validité**. A titre d'exemple, les versements cumulés pour l'exercice d'exigibilité 1995 (validité 1994) s'élèvent à 2 923,86 millions d'euros et se répartissent de la façon suivante (lecture en ligne du tableau) : 2 514 millions d'euros en 1995, 268 millions d'euros en 1996, 129 millions d'euros entre 1997 et 2001 et 12,6 millions d'euros de 2002 à 2010 (dont 9 millions en 2004, 1 million en 2008, 0,3 million en 2009 et 0,6 million en 2010).*

Jusqu'en 1994, les sommes comptabilisées par exercice correspondent au total des colonnes du tableau T1PF 411 (soit par exemple, 2 833,12 millions d'euros en 1994). Selon le principe de comptabilisation en encaissement/décaissement, la Cnaf a donc porté dans sa comptabilité le paiement des cotisations Avpf en fonction de la périodicité et de la fréquence des envois de bordereaux de créances adressés par la Cnavts.

La procédure de comptabilisation en **droits constatés**, applicable normalement à compter de l'exercice 1996, a été anticipée d'une année pour permettre de comptabiliser sur l'exercice 1995 non seulement l'année de validité 1994, mais également l'année 1995. Concrètement, la Cnaf a payé deux exercices d'Avpf (1994 et 1995) en une seule année (1995), soit 6 955 millions d'euros (*plus de 3 113 millions d'euros de remontées Dna en 1995, 2 805,06 millions au titre de l'estimation de la validité 1995 et 1 036,65 millions pour le reliquat sur exercices antérieurs*). Cette opération a toutefois été neutralisée, quant à son impact sur le solde de la Cnaf, grâce à l'opportunité de reprise de la dette cumulée du régime général vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

Les **dépenses prévisionnelles initiales** d'Avpf figurent dans la colonne « Acomptes Cnaf » du tableau T1PF 411.

L'avant-dernière colonne prend en compte les **dépenses prévisionnelles rectifiées**, c'est-à-dire y compris le solde des régularisations ultérieures relatives à la validité (*les régularisations de 2005, annulées en 2007, ne sont pas retracées*).

L'écart entre les dépenses comptabilisées et les dépenses ayant donné lieu à remontée des bordereaux de créances constitue le **reste à justifier** (*sommes dépensées n'ayant pas encore donné lieu à l'envoi par la Cnav de bordereaux de créances à la Cnaf*).

* Les effectifs de bénéficiaires qui ont été estimés pour servir de base aux **prévisions Dser** sont ventilés par prestation dans le tableau **T1PF 421** depuis 2003 selon une nouvelle méthodologie. On distingue la prévision initiale et les prévisions ultérieures pour une même validité. Les prévisions sont comparées aux remontées Dna.

Ce tableau retrace également les montants comptables par exercice de validité (dépenses initiales et régularisations) et le reste à justifier. Ces montants comptables peuvent être comparés aux estimations Dser.

* **A titre d'exemple, pour la validité 2005**, on a 3 917,3 millions d'euros d'estimation initiale comptabilisée par la Cnaf en 2005. Suite aux régularisations 2007 et 2008 (respectivement + 18 millions et + 5 millions), la dépense comptable rectifiée pour la validité 2005 s'élève à 3 941,1 millions (*cf. T1PF 4102*).

Le reste à recouvrer pour cette validité 2005 est négatif (– 4,31 millions d'euros), les remontées dépassant les sommes comptabilisées (*cf. T1PF 4100*).

* Les **cotisations moyennes pondérées** retenues dans la brochure PF2010 (*tableaux T1PF 421-4100*) sont celles correspondant aux dépenses de la dernière estimation disponible pour la validité considérée (*note 117 Dspa de septembre 2011 pour les exercices 2005-2010*) divisées par les effectifs totaux correspondant.

En 2010, 11 % des remontées Dna correspondent à des validités avec un an de retard ou plus (cf. T1PF 41102).

Les données relatives aux remontées de créances ne permettent pas de suivre les évolutions des effectifs de bénéficiaires du fait de la forte progression de la cotisation unitaire.

Forte progression de la cotisation unitaire

Depuis la validité 1972⁴, la cotisation unitaire a progressé en moyenne annuelle de +4,48 % en euros constants (de +7,4 % en euros courants), ce qui correspond à la combinaison des taux de croissance moyens annuels de :

- 2,79 % pour le Smic en euros constants ;
- 1,71 % pour le taux de cotisation vieillesse.

Pour la validité 2010, la cotisation annuelle s'élève à 2 978,18 euros maximum par bénéficiaire (+1,3 % en euros courants par rapport à 2009, cf. T1PF 451).

• En 2010, on estime que **36 % des bénéficiaires Etp de l'Avpf sont affiliés au titre du complément familial, 51 % au titre de l'allocation de base (Ab) de la Paje, 12 % au titre du complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje, et 1 % au titre d'une prestation liée au handicap** (cf. T1PF 421).

Le tableau T1PF 441 présente par exercice de validité :

- les différentes cotisations unitaires selon la prestation d'affiliation ;
- la **cotisation unitaire pondérée** par les effectifs correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires de l'Avpf. Depuis 1999, la cotisation unitaire pondérée par les effectifs de bénéficiaires est **inférieure de moins de 3 % à la cotisation maximale** (cf. T1PF 421-441).

Plus de 1 566 000 bénéficiaires Etp « équivalent temps plein » en 2006

Le nombre de cotisations ayant donné lieu à remontées de créances Avpf est estimé à partir du rapport :

- entre les dépenses correspondant à ces remontées de créances à la Cnaf et
- la cotisation unitaire annuelle correspondant à la validité concernée⁵. Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte. Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue (cf. T1PF 441-451).

Ces estimations sont inférieures aux effectifs de personnes affiliées, ces dernières pouvant l'être pour l'année entière ou pour quelques mois seulement. Toutefois, elles permettent de meilleures comparaisons annuelles. **Le nombre de cotisations annuelles complètes Etp (calculé en fonction de la cotisation unitaire pondérée)** ayant donné lieu à remontée de créances à la Cnaf est évalué par année de validité à :

- 2000 : 1 673 500 remontées sur dix exercices ;
- 2001 : 1 663 800 remontées sur neuf exercices ;
- 2002 : 1 620 300 remontées sur huit exercices ;
- 2003 : 1 585 400 remontées sur sept exercices ;
- 2004 : 1 584 300 remontées sur six exercices ;
- 2005 : 1 593 200 remontées sur cinq ans ;
- 2006 : 1 566 100 remontées sur quatre ans ;
- 2007 : 1 547 700 remontées sur trois ans ;
- 2008 : 1 530 800 remontées sur deux ans ;
- 2009 : 1 246 200 remontées sans retard ;

(cf. tableau 431, première colonne).

Conformément à l'évolution de la législation, le nombre de cotisations annuelles estimées a fortement progressé :

- de 1973 à 1980, il était d'environ 1,1 million : la mise en place du complément familial au 1^{er} janvier 1978 n'a pas eu d'impact très net sur le nombre de bénéficiaires ;
- en janvier 1980, pour les familles n'ayant pas d'enfant de moins de 3 ans, pouvaient être affiliées à l'assurance vieillesse les mères de famille ayant trois enfants à charge (au lieu de quatre enfants auparavant).
- Les modifications législatives intervenues en juillet 1994 sont précisées dans l'encadré 6. A partir de la validité 2001, les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale (App) peuvent être affiliés à l'Avpf (dans les mêmes conditions de cotisation que pour l'Ape à taux plein).

De 1982 à 2002, le dénombrement des cotisations annuelles ayant donné lieu à remontées de Dna dépasse **1,6 million**, avec un maximum en 1989 (à 1 710 300 tous régimes).

Entre 1999 et 2004, les effectifs Etp régressent de **-3,5 %**. Depuis la validité 2004, les effectifs correspondant aux estimations comptabilisées sont inférieurs à 1,6 million : 1 557 400 tous régimes pour 2008, T1PF 431, estimation à partir du total des dépenses comptabilisées).

Notes

¹ Les services de la Cnav ont réalisé des études portant sur la durée d'assurance des mères de familles nombreuses et sur l'impact des périodes de cotisations à l'Avpf (cf. Lettre Caf n°41 de janvier 1994). Pour la génération de 1933, l'apport des cotisations Avpf est en

moyenne de près de cinq ans par bénéficiaire. Ces cotisations Avpf représentent 5,2 % du total des pensions. Il est à noter que les femmes nées en 1933 avaient 39 ans lors de l'instauration de l'Avpf en 1972 et n'ont donc pas bénéficié du plein effet de cette mesure. L'apport des cotisations Avpf doit être très supérieur à 5 % pour les générations suivantes sur l'ensemble de leur carrière.

² L'établissement des droits à l'Avpf qui était soumis à une prescription trentenaire a été ramené à une prescription quinquennale par la loi du 17 juin 2008. Il faut cependant noter que la quasi-totalité des droits est connue au bout de quatre ans.

³ Compte tenu de 518 millions comptabilisés au titre de 1996, les dépenses de l'exercice 1997 s'élèvent à 3 636 millions d'euros.

⁴ Premiers paiements effectifs effectués en 1975.

⁵ Les cotisations pondérées retenues sont celles correspondant aux dernières estimations effectuées. Selon la méthodologie retenue en avril 2009 pour estimer la validité 2008 à partir des effectifs 2008. Il est à noter que l'estimation Dser est de 4 383,6 millions d'euros, soit 30,4 millions de moins que la dépense comptabilisée au titre de 2008 (4 414,0 millions d'euros). L'estimation de mars 2010 minore de – 5,9 millions la prévision 2008 (4 377,6 millions).

⁶ A compter de 2010, prise en compte des IJ maladie et maternité pour le calcul des revenus d'activité.

TIPF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros

| Exigibilité | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Cumul des remontées Caf Cnav |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------------|
| 1972 | | 53 | | | | | |
| 1986 | | 2 750 | | 1 877 | | 3 986 | |
| 1987 | 6 422 | 156 792 | 1 141 | 4 759 | | 666 006 | |
| 1988 | 8 812 | 117 467 | 769 221 | 599 104 | 443 020 | 534 893 | |
| 1990 | 9 248 | 141 038 | 579 849 | 445 034 | 344 864 | 559 762 | |
| 1991 | 8 159 | 422 336 | 530 792 | 490 656 | 352 193 | 952 872 | |
| 1992 | 7 095 | 331 432 | 989 054 | 868 836 | 664 097 | 808 397 | |
| 1993 | 11 693 | 484 620 | 838 822 | 735 527 | 542 208 | 1 066 307 | |
| 1994 | 7 460 | 163 383 | 1 268 884 | 941 296 | 752 808 | 538 119 | |
| 1995 | 8 804 | 140 973 | 557 406 | 542 162 | 317 944 | 432 044 | |
| 1996 | 27 263 | 339 007 | 506 843 | 501 977 | 270 452 | 972 943 | |
| 1996 | 7 788 | 570 165 | 879 050 | 917 956 | 675 534 | 931 094 | |
| 1997 | 7 505 | 26 104 976 | 4 476 304 | 754 160 | 560 893 | 954 327 | 18 179 198 815 |
| 1998 | 11 294 | 37 813 815 | 23 086 576 | 761 722 | 469 759 | 733 669 | 18 126 314 874 |
| 1999 | 8 131 | 2 904 588 | 30 878 537 | 746 589 | 393 754 | 452 210 | 18 879 371 793 |
| 2000 | -252 574 | 19 120 313 | 1 047 706 | 408 907 | 246 933 | 322 374 | 16 374 040 740 |
| 2001 | 17 009 898 | 80 912 100 | 5 156 787 | 619 683 | 257 583 | 404 090 | 3 271 761 324 |
| 2002 | -283 370 | 85 867 348 | 9 371 260 | 738 881 | 361 825 | 176 006 | 3 344 641 430 |
| 2003 | 353 006 635 | 301 822 485 | 45 236 | -371 817 | 367 646 | 223 703 | 3 339 781 770 |
| 2004 | 2 845 640 804 | 663 886 074 | 3 028 365 | 259 276 | 562 307 | 12 326 262 | 3 525 703 088 |
| 2005 | | 3 111 219 953 | 17 506 579 | 898 526 | 1 878 329 | 2 808 203 | 3 134 311 590 |
| 2006 | | | 682 258 095 | 3 218 323 | 1 227 940 | 25 822 364 | 712 526 722 |
| 2007 | | | 3 940 005 758 | 34 794 053 | 692 293 | 130 775 518 | 4 106 267 622 |
| 2008 | | | | 3 787 216 078 | 164 244 556 | 364 211 083 | 4 315 671 717 |
| 2009 | | | | 1 870 074 928 | 1 898 136 471 | 3 440 193 235 | 7 208 404 634 |
| 2010 | | | | | | 937 389 405 | 937 389 405 |
| Caf | 3 215 251 067 | 4 332 521 956 | 4 723 783 369 | 5 706 171 449 | 2 073 763 409 | 4 924 258 872 | |
| Tous régimes | 3 334 358 912 | 4 553 058 759 | 4 895 720 283 | 5 873 132 164 | 2 214 150 142 | 5 071 749 025 | |
| | 96,4 % | 95,2 % | 96,5 % | 97,2 % | 93,7 % | 97,1 % | |

Encadré 5 : Méthode d'estimation des dépenses en « droits constatés »

* En 1998, la Cnaf a élaboré une méthodologie d'estimation des droits constatés permettant de fixer le montant prévisionnel des dépenses. Cette méthode a consisté à partir de la validité 1995 considérée comme complète en 1998 à :

- . déterminer le poids en masse financière de chaque prestation d'affiliation (Apje, Cf, Aes, Aah, Ape à taux plein, Ape à taux partiels, App) ;
- . calculer ensuite l'effectif théorique en équivalent temps plein pour chaque prestation en divisant la masse financière par la cotisation annuelle correspondante ;
- . appliquer à l'effectif ainsi reconstitué les taux d'évolution annuelle (1996/1995 et 1997/1996) des effectifs connus pour les prestations en cause.

A l'effectif théorique 1997 obtenu, on a appliqué le montant de la cotisation annuelle en vigueur pour déterminer au final la masse financière.

Cette méthodologie, acceptée par la Cnavts, a permis d'estimer à 3 033,89 millions d'euros la validité 1996 (2 515,41 + 518,48) et à 3 117,73 millions d'euros la validité 1997. Compte tenu du rattrapage de 518,48 millions d'euros établi au titre de 1996 et comptabilisé en 1997, cet exercice a donc enregistré une dépense totale de 3 636,21 millions d'euros (3 117,73 + 518,48).

* Pour les validités 1998 à 2001, l'estimation des masses financières a été basée sur les effectifs théoriques reconstitués auxquels ont été appliqués respectivement les taux d'évolution des effectifs (1998/1997, 1999/1998, 2000/1999 et 2001/2000).

* Pour les validités 2002 et suivantes, l'estimation est fondée sur une extrapolation réalisée à partir des données 2001, en se fondant sur le taux de croissance des bénéficiaires des prestations génératrices du droit à l'Avpf pour 2002-2005.

Encadré 6 : Rappel réglementaire

* Instituée par la loi du 3 janvier 1972, l'assurance vieillesse du parent au foyer est destinée à garantir à la personne qui reste au foyer pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants une continuité dans la constitution de ses droits à la retraite. A l'origine, l'affiliation **en métropole** ne concernait que les mères de famille inactives qui percevaient l'allocation de salaire unique ou de mère au foyer majorée et qui avaient à charge soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants ou plus. Le champ d'application de cette prestation a été élargi :

- . aux femmes assumant la charge d'un enfant ou d'un adulte handicapé (*octobre 1975*), puis à celles percevant le complément familial (*janvier 1978*) ;
- . aux hommes, dans les mêmes conditions, à compter de juillet 1979 ;
- . aux bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant après la naissance et de l'allocation parentale d'éducation, mais uniquement pour la métropole (*loi famille de 1985*) ;

- . de l'allocation parentale d'éducation à taux partiel (*loi du 25 juillet 1994*) ;
- . de l'allocation de présence parentale (*App, loi du 23 décembre 2000*) ;
- . de la prestation d'accueil du jeune enfant (*Paje, loi du 18 décembre 2003*) ;
- . de l'allocation journalière de présence parentale (*Ajpp*) et du complément optionnel de libre choix d'activité Paje (*Colca, loi du 19 décembre 2005*) ;
- . du congé de soutien familial (*loi du 21 décembre 2006*). Dans ce dernier cas, les cotisations sont remboursées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

* Par ailleurs, **dans les Dom**, l'Avpf n'est due qu'au titre de la charge d'une personne handicapée (enfant ou adulte). (*Sont exclus les bénéficiaires de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*).

Encadré 7 : Conditions d'affiliation

. Les isolés bénéficiaires de certaines prestations (Cf, Ape, App, Ajpp, Ab et Clca Paje) ainsi que les bénéficiaires de l'allocation de base de la Paje ouvrent droit à l'affiliation à l'Avpf sous réserve que leurs ressources n'excèdent pas le **plafond de l'Ars**⁶.

. Pour les couples bénéficiaires du Cf, de l'Ape, de l'App, de l'Ajpp ou du Clca de la Paje, leurs ressources ne doivent pas excéder le **plafond du Cf**⁶.

. Une condition supplémentaire existe pour les couples : pour l'affiliation au titre du bénéfice de l'Ab de la Paje et du Cf, la personne à affilier doit avoir perçu au cours de l'avant-dernière année précédant l'année d'affiliation des revenus d'activité professionnelle n'excédant pas douze fois la Bmaf (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Pour l'Ape (à compter du 1^{er} juillet 1994), l'App (à compter du 1^{er} janvier 2001), le Clca à taux partiel (à compter du 1^{er} janvier 2004), il n'est plus fait référence aux douze fois la Bmaf : les revenus professionnels de la personne à affilier perçus au cours de l'année d'affiliation doivent être inférieurs ou égaux à 63 % du plafond de la SS.

. Ouvrent également droit à cette affiliation à l'Avpf, sous réserve de ressources n'excédant pas le **plafond du Cf**⁶, la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre membre du couple non affilié à un autre titre :

- ayant la charge d'un enfant handicapé non admis en internat dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou assumant au foyer familial la charge d'un handicapé adulte membre de sa famille dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 % (la Cdaph doit avoir émis un avis motivé sur la nécessité pour l'adulte handicapé de bénéficier à domicile de l'assistance ou de la présence de la personne à affilier),
- ou bénéficiant d'un congé de soutien familial.

Figure 4.0 : **Entre 1990 et 2002, les effectifs de bénéficiaires de l'Avpf sont relativement stables.**

Données tous régimes. Evolution en indice base 100 en 1996.

Les effectifs correspondant aux Dna déjà payées pour l'exigibilité 2001 sont identiques à ceux de 1990.

Les effectifs Etp correspondant aux remontées 2005 se situent 3,4 % en dessous du niveau de 1996.

Les dépenses comptabilisées pour 2009 (y compris les régularisations) sont de 8 % inférieures aux effectifs Etp de 1996.

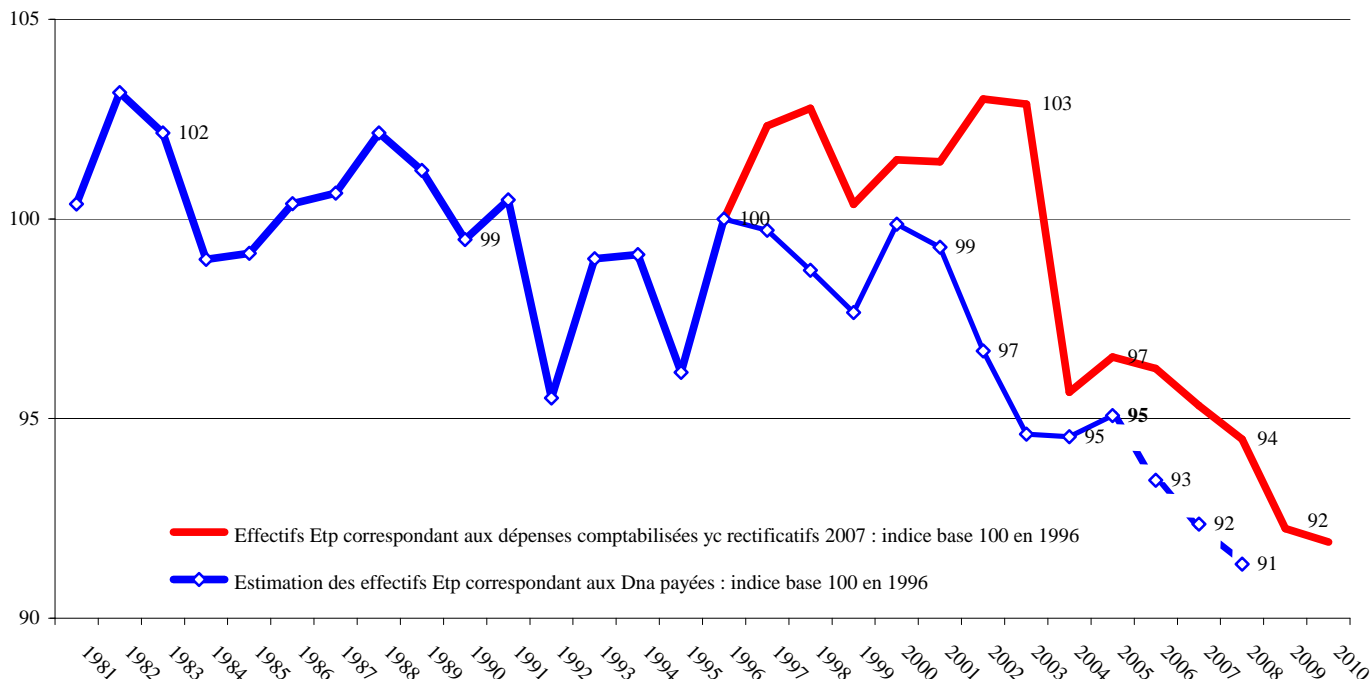
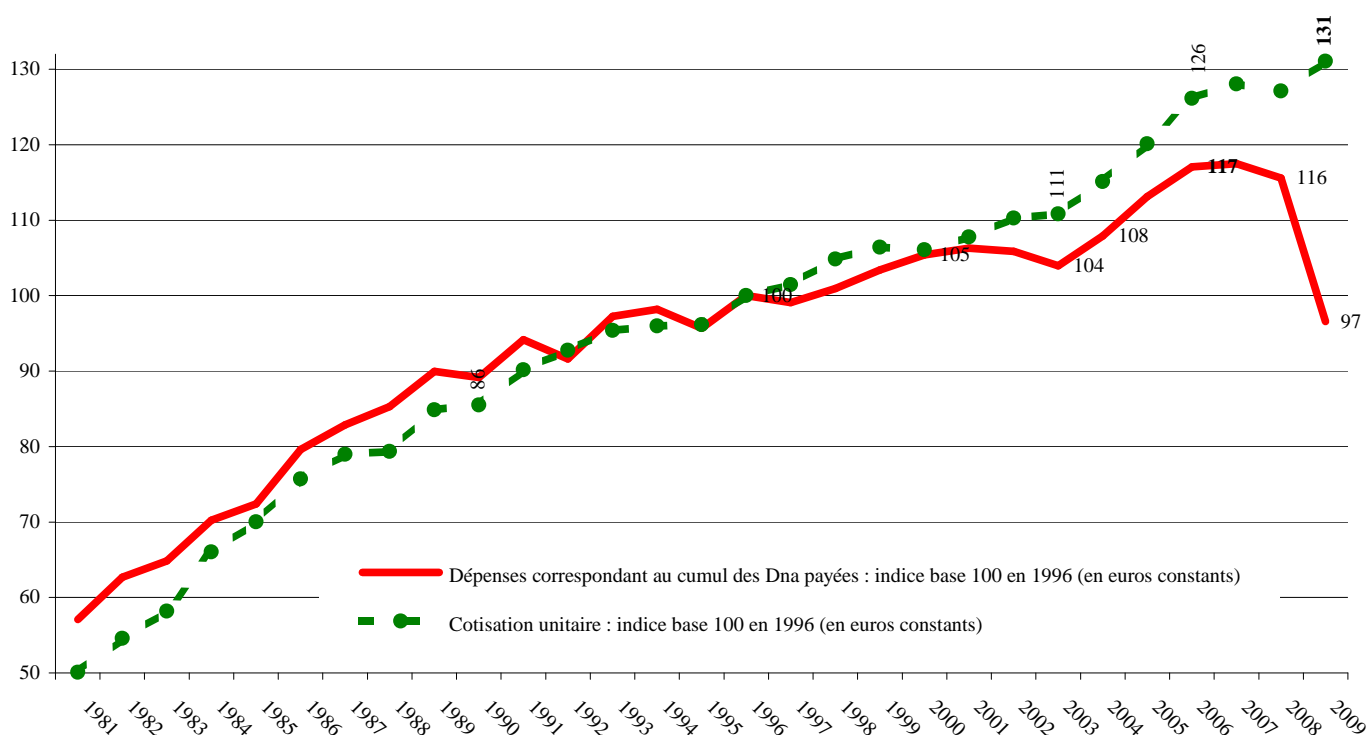


Figure 4.1 : **Les dépenses correspondant au cumul des Dna payées au titre de 2006 et 2007 sont supérieures en volume de 17 % à celles payées au titre de 1996 (en euros constants).**

La cotisation unitaire a progressé de 26 % entre 1996 et 2006, de 31 % entre 1996 et 2009 (en euros constants).

(en euros constants).



TIPF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996

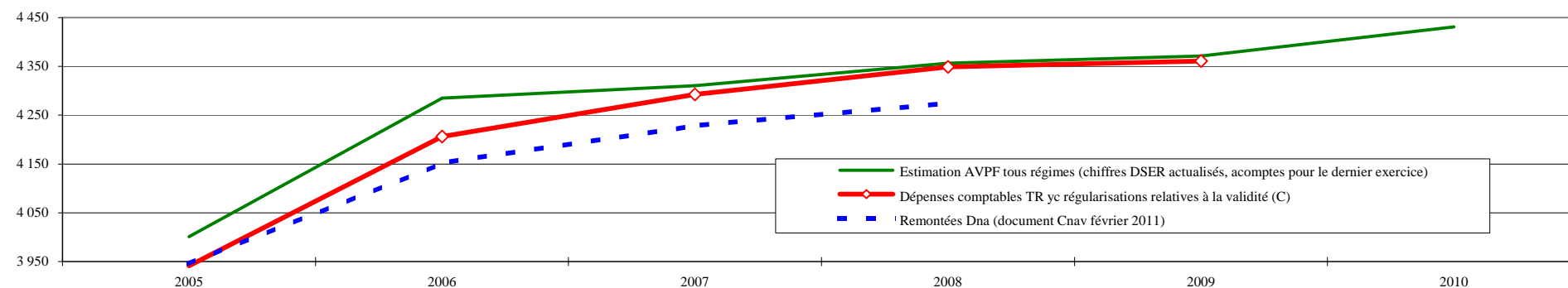
| Année de | | Remontées des Dna exprimées en % de T (dépenses comptabilisées par exercice) | | | | | | | | | | | | Reste à justifier | | Remontées | Remontées postérieures aux quatre |
|------------------------|----------|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------|-----------------------------------|-------------|------------------------------------|---|
| Exigibilité | Validité | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Cumul 1975-2010 | hors remontées Dna (en % de T) | après | sur les quatre premières années | premières années de paiements |
| Estimation totale 1996 | | 0,9 % | 2,3 % | 1,9 % | 0,4 % | 0,2 % | 0,01 % | 0,03 % | 0,15 % | 0,06 % | 0,02 % | 0,04 % | 101,7 % | Remontées > T | 14 ans | 96,5 % | 5,1 % de la 5 ^e à la 14 ^e année |
| Compte 1997 | 1997 | 9,4 % | 5,0 % | 2,7 % | 0,02 % | 0,2 % | 0,02 % | 0,85 % | 0,75 % | 0,05 % | 0,02 % | 0,04 % | 99,1 % | 0,9 % | 13 ans | 94,5 % | 4,6 % de la 5 ^e à la 13 ^e année |
| Compte 1998 | 1998 | 21,6 % | 6,1 % | 5,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,01 % | 1,18 % | 0,96 % | 0,05 % | 0,01 % | 0,03 % | 97,6 % | 2,4 % | 12 ans | 95,1 % | 2,5 % de la 5 ^e à la 12 ^e année |
| Compte 1999 | 1999 | 63,9 % | 27,7 % | 5,5 % | 0,6 % | 0,9 % | 0,01 % | 0,16 % | 0,05 % | 0,03 % | 0,01 % | 0,03 % | 98,9 % | 1,1 % | 11 ans | 97,7 % | 1,2 % de la 5 ^e à la 11 ^e année |
| Compte 2000 | 2000 | | 75,1 % | 22,4 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,02 % | 0,73 % | 0,19 % | 0,05 % | 0,01 % | 0,02 % | 100,04 % | Remontées > T | 10 ans | 99,0 % | 1,0 % de la 5 ^e à la 10 ^e année |
| Compte 2001 | 2001 | | | 72,3 % | 17,1 % | 6,7 % | 0,5 % | 2,5 % | 0,3 % | 0,05 % | 0,02 % | 0,02 % | 99,5 % | 0,5 % | 9 ans | 96,6 % | 2,9 % de la 5 ^e à la 9 ^e année |
| Compte 2002 | 2002 | | | | 77,6 % | 15,2 % | 0,02 % | 2,5 % | 0,1 % | 0,01 % | 0,02 % | 0,02 % | 95,4 % | 4,6 % | 8 ans | 95,3 % | 0,1 % de la 5 ^e à la 8 ^e année |
| Compte 2003 | 2003 | | | | | 75,0 % | 9,7 % | 8,5 % | 0,2 % | 0,03 % | 0,03 % | 0,02 % | 93,5 % | 6,5 % | 7 ans | 93,4 % | 0,1 % de la 5 ^e à la 7 ^e année |
| Compte 2004 | 2004 | | | | | | 80,1 % | 19,3 % | 0,6 % | 0,1 % | 0,06 % | 0,37 % | 100,47 % | Remontées > T | 6 ans | 100,04 % | 0,4 % de la 5 ^e à la 6 ^e année |
| Compte 2005 | 2005 | | | | | | | 82,4 % | 17,5 % | 0,1 % | 0,04 % | 0,09 % | 100,11 % | Remontées > T | 5 ans | 100,02 % | 0,1 % la 5 ^e année |
| Compte 2006 | 2006 | | | | | | | | 97,1 % | 0,9 % | 0,04 % | 0,62 % | 98,7 % | 1,3 % | 4 ans | 98,7 % | |
| Compte 2007 | 2007 | | | | | | | | | 91,4 % | 4,0 % | 3,10 % | 98,5 % | 1,5 % | 3 ans | | |
| Compte 2008 | 2008 | | | | | | | | | 43,3 % | 46,6 % | 8,4 % | 98,3 % | 1,7 % | "2 ans" | | |
| Compte 2009 | 2009 | | | | | | | | | | | 82,0 % | 82,0 % | 18,0 % | 1 an | | |
| Compte 2010 | 2010 | | | | | | | | | | | 21,3 % | | 78,7 % | "en avance" | | |

TIPF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)

| Exercice | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| t - 1 = "en avance, c-a-d sans décalage" | | | | | | | | | 32,1 % | | 18,5 % |
| t | 64,8 % | 64,9 % | 66,7 % | 81,2 % | 75,9 % | 88,4 % | 71,3 % | 83,5 % | 66,8 % | 91,4 % | 70,5 % |
| Dt [t + 1 et plus | 34,4 % | 35,1 % | 33,3 % | 18,8 % | 24,1 % | 11,6 % | 28,7 % | 16,5 % | 1,1 % | 8,6 % | 11,0 % |
| t + 1 = 1 an de retard | 21,5 % | 23,4 % | 20,1 % | 16,9 % | 15,0 % | 10,9 % | 15,6 % | 14,1 % | 0,6 % | 7,8 % | 7,2 % |
| t + 2 = 2 ans de retard | 9,0 % | 5,1 % | 4,9 % | 0,7 % | 6,3 % | 0,02 % | 7,0 % | 0,5 % | 0,1 % | 0,1 % | 2,6 % |
| > 2 ans de retard | 3,8 % | 6,6 % | 8,4 % | 1,2 % | 2,8 % | 0,6 % | 6,1 % | 2,0 % | 0,4 % | 0,7 % | 1,2 % |
| Total | 99 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

TIPF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2010

| | Estimation initiale des acomptes | | | | | | Estimation 117 Dspa septembre 2011 | | | | | | Evolution | | | | | Structure |
|---|----------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------|------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------------------|
| | 73 Dser 27 juin 2005 | 35 Dspa 4 avril 2007 | 41 Dspa 2 avril 2008 | 59 Dspa 10 avril 2009 | 51bis Dser 2 mars 2010 | 16 Dspa 28 fév 2011 | | | | | | | 2006/ 2005 | 2007/ 2006 | 2008/ 2007 | 2009/ 2008 | 2010/ 2009 | |
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | | |
| Effectifs Caf (en milliers) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cf | 589,8 | 580,2 | 554,3 | 554,9 | 550,3 | 525,1 | 587,7 | 565,1 | 564,1 | 556,9 | 523,4 | 525,2 | -4 % | -0,2 % | -1 % | -6 % | 0,3 % | 35,5 % |
| Aah | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,7 | 1,9 | 1,5 | 2,5 | 2,2 | 1,9 | 1,6 | 1,4 | 1,5 | -13 % | -15 % | -13 % | -13 % | 4 % | 1,2 % |
| Aeeh | 13,5 | 14,3 | 13,9 | 13,5 | 14,1 | 14,4 | 13,7 | 13,4 | 12,7 | 13,6 | 13,7 | 14,5 | -3 % | -5 % | 7 % | 1 % | 6 % | |
| Csf congé soutien familial | | | | | | 0,0 | | | | | | | | | | | | |
| App taux plein | 1,6 | 1,1 | 0,0 | | | | 1,6 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | | | | | | | | |
| App taux réduit (50 %) | 0,1 | 0,0 | | | | | 0,1 | 0,0 | 0,0 | | | | | | | | | |
| App taux réduit (20 %) | 0,1 | 0,1 | | | | | 0,1 | 0,1 | 0,0 | | | | | | | | | 51,0 % |
| Ajpp | | 0,6 | 0,5 | | 1,555 | 1,9 | | 0,6 | 1,8 | 1,6 | 1,7 | 1,9 | | | | | | |
| Apje | 278,1 | 67,0 | | | | | 225,9 | 52,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | | |
| Ape taux plein | 162,4 | 35,3 | 0,1 | 0,089 | 0,041 | | 126,0 | 37,6 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | | | | | | | |
| Ape taux réduit (50 %) | 12,8 | 4,2 | 0,0 | 0,001 | 0,002 | | 13,8 | 4,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | | |
| Ape taux réduit (20 %) | 18,9 | 6,5 | 0,0 | 0,005 | 0,005 | | 20,2 | 6,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | | 12,3 % |
| Paje allocation de base | 340,7 | 631,1 | 786,3 | 812,6 | 803,9 | 753,4 | 461,5 | 723,8 | 800,8 | 786,1 | 747,5 | 753,7 | 57 % | 11 % | -2 % | -5 % | 1 % | |
| Paje Clca taux plein | 75,0 | 141,5 | 118,3 | 83,8 | 82,2 | 128,7 | 60,6 | 84,8 | 89,2 | 103,7 | 134,6 | 128,7 | 40 % | 5 % | 16 % | 30 % | -4 % | |
| Paje Clca taux réduit (50 %) | | 17,2 | 18,2 | 15,0 | 14,6 | 15,1 | 7,8 | 13,5 | 16,1 | 13,6 | 15,9 | 15,1 | 72 % | 19 % | -15 % | 16 % | -5 % | |
| Paje Clca taux réduit (20 %) | | 28,8 | 33,8 | 32,1 | 33,8 | 37,3 | 13,2 | 24,6 | 31,0 | 29,4 | 35,8 | 37,3 | 87 % | 26 % | -5 % | 21 % | 4 % | |
| Total des effectifs Caf | 1 494,9 | 1 529,8 | 1 527,2 | 1 515,4 | 1 502,4 | 1 477,4 | 1 534,8 | 1 530,1 | 1 517,7 | 1 506,6 | 1 474,0 | 1 477,9 | -0,3 % | -0,8 % | -0,7 % | -2,2 % | 0,3 % | 100 % |
| Total des effectifs tous régimes | | 1 591,8 | 1 587,4 | 1 572,7 | 1 554,2 | 1 525,7 | 1 615,6 | 1 616,3 | 1 577,7 | 1 560,3 | 1 524,0 | 1 526,4 | | | | | | -6 % |
| Cotisation unitaire annuelle taux plein (en €) (CM) | 2 523,0 | 2 711,4 | 2 792,5 | 2 849,9 | 2 941,0 | 2 978,2 | 2 538,7 | 2 711,4 | 2 792,5 | 2 849,9 | 2 941,0 | 2 978,2 | 6,8 % | 3,0 % | 2,1 % | 3,2 % | 1,3 % | 17 % |
| Cotisation unitaire an. Caf moyenne (en €) (CE) | 2 486,5 | 2 642,2 | 2 726,3 | 2 784,3 | 2 873,8 | 2 902,8 | 2 476,4 | 2 651,0 | 2 732,0 | 2 792,4 | 2 868,1 | 2 902,8 | 7,0 % | 3,1 % | 2,2 % | 2,7 % | 1,2 % | 17 % |
| Rapport CE/CM | | 97,4 % | 97,6 % | 97,7 % | 97,7 % | 97,5 % | 97,5 % | 97,8 % | 97,8 % | 98,0 % | 97,5 % | 97,5 % | | | | | | |
| Estimation Dser des dépenses (en millions €) | | | | | | | | | | | | | | | | | | Rapport 2010 / 2005 10,7 % |
| Caf | 3 717,0 | 4 041,9 | 4 163,6 | 4 219,3 | 4 317,5 | 4 288,6 | 3 800,8 | 4 056,2 | 4 146,3 | 4 207,1 | 4 227,5 | 4 289,9 | 7,1 % | 0,6 % | 1,1 % | 0,3 % | 1,4 % | |
| Autres régimes | 200,0 | 164,0 | 164,0 | 159,6 | 149,0 | 140,0 | 200,0 | 228,7 | 164,0 | 149,8 | 143,5 | 140,9 | | | | | | |
| Tous régimes (dépenses Caf + 228,7) (A) | 3 917,0 | 4 205,9 | 4 327,6 | 4 378,8 | 4 466,5 | 4 428,7 | 4 000,8 | 4 284,9 | 4 310,3 | 4 356,9 | 4 371,0 | 4 430,8 | | | | | | |
| Variation de l'estimation [1 - (acompte initial)] | | | | | | | 83,8 | 79,0 | -17,3 | -22,0 | -95,5 | 2,1 | | | | | | |
| Part Caf | 94,9 % | 96,1 % | 96,2 % | 96,4 % | 96,7 % | 96,8 % | 95,0 % | 94,7 % | 96,2 % | 96,6 % | 96,7 % | 96,8 % | | | | | | |
| Dépenses comptables TR yc régularisations relatives à la validité (C) | | | | 4 449,1 | 4 466,5 | 4 366,5 | 3 941,1 | 4 206,1 | 4 292,7 | 4 348,8 | 4 360,9 | 4 397,6 | 6,7 % | 2,1 % | 1,3 % | 0,3 % | 0,8 % | 11,6 % |
| Ecart (acomptes compta - estimations MAJ) | | | | | | | -59,8 | -78,7 | -17,6 | -8,1 | -10,2 | -33,2 | | | | | | |
| Remontées Dna TR (R) | | | | | | | 3 945,4 | 4 151,7 | 4 228,3 | 4 274,7 | 3 574,6 | 937,7 | 5,2 % | 1,8 % | 1,1 % | | | |
| Ecart (dépenses comptabilisées yc régularisations) - (remontées Dna TR) (C-R) | | | | | | | -4,3 | 54,4 | 64,4 | 74,1 | NS | NS | | | | | | |



TIPF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973

Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte pour l'estimation des effectifs Etp.
Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue

| Année d'exigibilité | Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2010 (a) | | Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A) | | Rapport a/A | Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2010 pour 2003-2009) (en euros) (F) | Evolution des effectifs | |
|---------------------|--|--------|---|--------|-------------|---|--|---|
| | | | | | | | Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2009 (a) | Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A) |
| 1975 | 1 039,8 | | 1 039,3 | | | | | |
| 1980 | 1 129,1 | 5,0 % | 1 128,4 | 5,0 % | | | | |
| 1985 | 1 658,7 | -3,1 % | 1 658,0 | -3,1 % | | | | |
| 1990 | 1 696,1 | -0,9 % | 1 694,1 | -0,8 % | | | | |
| 1995 | 1 660,7 | 0,1 % | 1 659,3 | 0,1 % | | | | |
| 1996 | 1 611,4 | -3,0 % | 1 608,6 | -3,1 % | 100,2 % | 1 790,24 | | |
| Validité 1996 | 1 675,7 | 4,0 % | 1 648,4 | 2,5 % | 101,7 % | 1 840,53 | | |
| 1997 | 1 671,0 | -0,3 % | 1 686,7 | 2,3 % | 99,1 % | 1 848,39 | -0,3 % | 2,3 % |
| 1998 | 1 654,1 | -1,0 % | 1 694,0 | 0,4 % | 97,6 % | 1 914,04 | -1,0 % | 0,4 % |
| 1999 | 1 636,5 | -1,1 % | 1 654,5 | -2,3 % | 98,9 % | 1 991,88 | -1,1 % | -2,3 % |
| 2000 | 1 673,5 | 2,3 % | 1 672,8 | 1,1 % | 100,0 % | 2 016,65 | 2,3 % | 1,1 % |
| 2001 | 1 663,8 | -0,6 % | 1 672,0 | -0,1 % | 99,5 % | 2 077,81 | -0,6 % | -0,1 % |
| 2002 | 1 620,3 | -2,6 % | 1 697,9 | 1,6 % | 95,4 % | 2 161,55 | -2,6 % | 1,6 % |
| 2003 | 1 585,4 | -2,2 % | 1 695,8 | -0,1 % | 93,5 % | 2 210,92 | -2,2 % | -0,1 % |
| 2004 | 1 584,3 | -0,1 % | 1 576,9 | -7,0 % | 100,5 % | 2 334,13 | -0,1 % | -7,0 % |
| 2005 | 1 593,2 | 0,6 % | 1 591,4 | 0,9 % | 100,1 % | 2 476,43 | 0,6 % | 0,9 % |
| 2006 | 1 566,1 | -1,7 % | 1 586,6 | -0,3 % | 98,7 % | 2 651,00 | | -0,3 % |
| 2007 | 1 547,7 | -1,2 % | 1 571,2 | -1,0 % | 98,5 % | 2 732,04 | | -1,0 % |
| 2008 | 1 530,8 | -1,1 % | 1 557,4 | -0,9 % | 98,3 % | 2 792,40 | | -0,9 % |
| 2009 | 1 246,3 | NS | 1 520,5 | | | 2 868,11 | | -2,4 % |
| 2010 | | | 1 514,9 | | | 2 902,80 | | -0,4 % |
| Rapport 2008/1998 | -7,5 % | | -8,1 % | | | | | |
| Rapport 2008/2003 | -3,4 % | | -8,2 % | | | | | |

TIPF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros :

montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine

| Prestation concernée | Toutes prestations hors Clca (M) | Clca, Ajpp à taux plein | Clca et Ajpp avec une activité réduite | | Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (1) (m) | Rapport au montant maximum (m/M) |
|----------------------|----------------------------------|-------------------------|--|----------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Inférieure ou égale à 50 % | Comprise entre 50 % et 80% | | |
| Montant en euros | | | | | | |
| Validité | | | | | | |
| 1994 | 1 760,61 | 1 760,61 | 880,31 | 352,12 | | |
| 1995 | 1 797,51 | 1 797,51 | 898,76 | 359,50 | 1 790,24 | 99,6 % |
| 1996 | 1 869,29 | 1 869,29 | 934,65 | 373,86 | 1 840,53 | 98,5 % |
| 1997 | 1 916,28 | 1 916,28 | 958,14 | 383,26 | 1 848,39 | 96,5 % |
| 1998 | 1 993,12 | 1 993,12 | 996,56 | 398,62 | 1 914,04 | 96,0 % |
| 1999 | 2 033,06 | 2 033,06 | 1 016,53 | 406,61 | 1 991,88 | 98,0 % |
| 2000 | 2 058,37 | 2 058,37 | 1 029,18 | 411,67 | 2 016,65 | 98,0 % |
| 2001 | 2 124,06 | 2 124,06 | 1 062,03 | 424,81 | 2 077,81 | 97,8 % |
| 2002 | 2 211,63 | 2 211,63 | 1 105,81 | 442,33 | 2 161,55 | 97,7 % |
| 2003 | 2 264,68 | 2 264,68 | 1 132,34 | 452,94 | 2 210,92 | 97,6 % |
| 2004 | 2 391,34 | 2 391,34 | 1 195,67 | 478,27 | 2 334,13 | 97,6 % |
| 2005 | 2 538,74 | 2 538,74 | 1 269,37 | 507,75 | 2 476,43 | 97,5 % |
| 2006 | 2 711,43 | 2 711,43 | 1 355,71 | 542,29 | 2 651,00 | 97,8 % |
| 2007 | 2 792,46 | 2 792,46 | 1 396,23 | 558,49 | 2 732,04 | 97,8 % |
| 2008 | 2 849,87 | 2 849,87 | 1 424,93 | 569,97 | 2 792,40 | 98,0 % |
| 2009 | 2 941,04 | 2 941,04 | 1 470,52 | 588,21 | 2 868,11 | 97,5 % |
| 2010 | 2 978,18 | 2 978,18 | 1 489,09 | 595,64 | 2 902,80 | 97,5 % |

(1) Depuis la validité 2005, on retient la cotisation pondérée correspondant à la dernière note de prévisions disponible et non celle correspondant à l'estimation des acomptes initiaux.

TIPF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros

| Année de validité t si exigibilité t + 1 | Taux (%) de cotisation moyen t - 1 | Smic en euros juillet t - 2 | Cotisation annuelle unitaire | | Evolution en % | |
|---|--|-----------------------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | | | Etp en euros | | Euros courants | Euros constants |
| | | | Courants (1) | Constants 2010 | | |
| 1972 "F.93" | 8,75 % | 0,59 | 106,82 | 564,08 | | |
| 1973 | 8,75 % | 0,66 | 119,30 | 553,58 | 11,7 % | -1,9 % |
| 1974 | 10,25 % | 0,79 | 169,01 | 701,66 | 41,7 % | 26,7 % |
| 1975 | 10,25 % | 0,98 | 208,01 | 787,20 | 23,1 % | 12,2 % |
| 1976 moyenne | 10,85 % | 1,15 | 259,75 | 899,40 | 24,9 % | 14,3 % |
| 1977 | 11,15 % | 1,31 | 303,35 | 963,17 | 16,8 % | 7,1 % |
| 1978 | 11,15 % | 1,46 | 338,70 | 970,44 | 11,7 % | 0,8 % |
| 1979 | 12,90 % | 1,65 | 443,81 | 1 120,28 | 31,0 % | 15,4 % |
| 1980 | 12,90 % | 1,85 | 496,99 | 1 106,26 | 12,0 % | -1,3 % |
| 1981 | 12,90 % | 2,13 | 572,66 | 1 140,00 | 15,2 % | 3,0 % |
| 1982 | 12,90 % | 2,55 | 683,92 | 1 241,99 | 19,4 % | 8,9 % |
| 1983 | 12,90 % | 2,99 | 783,29 | 1 324,31 | 14,5 % | 6,6 % |
| 1984 | 13,90 % | 3,34 | 940,70 | 1 502,87 | 20,1 % | 13,5 % |
| 1985 | 13,90 % | 3,63 | 1 024,50 | 1 594,37 | 8,9 % | 6,1 % |
| 1986 moyenne | 14,19 % | 3,97 | 1 142,39 | 1 723,64 | 11,5 % | 8,1 % |
| 1987 moyenne | 14,70 % | 4,10 | 1 223,45 | 1 797,58 | 7,1 % | 4,3 % |
| 1988 | 14,80 % | 4,24 | 1 273,87 | 1 806,47 | 4,1 % | 0,5 % |
| 1989 | 15,80 % | 4,38 | 1 404,88 | 1 931,49 | 10,3 % | 6,9 % |
| 1990 | 15,80 % | 4,56 | 1 461,05 | 1 946,44 | 4,0 % | 0,8 % |
| 1991 moyenne | 16,30 % | 4,77 | 1 576,33 | 2 052,28 | 7,9 % | 5,4 % |
| 1992 | 16,35 % | 4,98 | 1 650,92 | 2 111,41 | 4,7 % | 2,9 % |
| 1993 | 16,35 % | 5,19 | 1 721,69 | 2 171,61 | 4,3 % | 2,9 % |
| 1994 "en euros 1995" | 16,35 % | 5,31 | 1 760,61 | 2 184,63 | 2,3 % | 0,6 % |
| 1995 "en euros 1996" | 16,35 % | 5,42 | 1 797,51 | 2 188,93 | 2,1 % | 0,2 % |
| 1996 "en euros 1996" | 16,35 % | 5,64 | 1 869,29 | 2 276,34 | 4,0 % | 4,0 % |
| 1997 | 16,35 % | 5,78 | 1 916,28 | 2 309,02 | 2,5 % | 1,4 % |
| 1998 | 16,35 % | 6,01 | 1 993,12 | 2 386,96 | 4,0 % | 3,4 % |
| 1999 | 16,35 % | 6,13 | 2 033,06 | 2 422,68 | 2,0 % | 1,5 % |
| 2000 | 16,35 % | 6,21 | 2 058,37 | 2 414,40 | 1,2 % | -0,3 % |
| 2001 | 16,35 % | 6,41 | 2 124,06 | 2 453,01 | 3,2 % | 1,6 % |
| 2002 | 16,35 % | 6,67 | 2 211,63 | 2 510,56 | 4,1 % | 2,3 % |
| 2003 | 16,35 % | 6,83 | 2 264,68 | 2 522,96 | 2,4 % | 0,5 % |
| 2004 (2) | 16,40 % | 7,19 | 2 391,34 | 2 620,19 | 5,6 % | 3,9 % |
| 2005 | 16,45 % | 7,61 | 2 538,74 | 2 734,17 | 6,2 % | 4,4 % |
| 2006 | 16,65 % | 8,03 | 2 711,43 | 2 871,34 | 6,8 % | 5,0 % |
| 2007 | 16,65 % | 8,27 | 2 792,46 | 2 914,64 | 3,0 % | 1,5 % |
| 2008 | 16,65 % | 8,44 | 2 849,87 | 2 893,60 | 2,1 % | -0,7 % |
| 2009 | 16,65 % | 8,71 | 2 941,04 | 2 983,89 | 3,2 % | 3,1 % |
| 2010 | 16,65 % | 8,82 | 2 978,18 | 2 978,18 | 1,3 % | -0,2 % |
| 2010/1972 en moyenne annuelle sur 38 ans dont euros constants | 1,71 % | 7,39 % 2,79 % | 9,15 % | 4,48 % | | |

(1) Les dépenses correspondant à une année d'exigibilité (t) se calculent à partir des bénéficiaires en t - 1, année de validité, et de la cotisation unitaire basée sur le taux de cotisation en t - 1 et le Smic en juillet t - 2. Soit, d'après le décret du 26 janvier 1973, à compter du 1^{er} juillet 1972 :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 173,33 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois. La diminution du temps de travail en 1982 n'a d'effet qu'à partir des exigibilités 1984 (validité 1983). Le décret 82-1140 du 29 décembre 1982 fait référence à la nouvelle durée légale de travail :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 169 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois.

Les cotisations à taux partiel sont présentées dans le tableau TIPF 431.

(2) 16,35 % du 1^{er} janvier au 30 juin, 16,45 % ensuite.

11,8 millions de foyers bénéficiaires de prestations de la branche Famille

Données tous régimes métropole et Dom

En 2010, la branche Famille couvre 11 770 000 allocataires et 13 750 000 enfants. L'effectif de familles bénéficiaires du Fnpf (6 764 200 avec 13 450 000 enfants) représente 57,5 % des allocataires¹ et 98 % des enfants correspondants.

L'évolution de la législation² (relative en particulier aux prestations de logement, aux minima sociaux, aux aides à l'emploi et aux allocations pour jeune enfant) modifie, au cours du temps, le champ couvert par la branche Famille. Les allocataires sans enfant (4 829 000) et ceux avec un seul enfant (2 125 000) représentent respectivement 41 % et 18 % des allocataires, les familles de deux enfants et plus (4 792 000) ne représentant plus que 41 % des allocataires.

La tendance à la réduction de la taille moyenne des familles fait que le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus relevant du Fnpf passe de 246 en 2000 à 243 en 2005 et à 242 en 2010.

La part des Caf atteint 96 % de l'effectif global des allocataires.

11,8 millions d'allocataires

Au 31 décembre 2010, le nombre total d'allocataires (y compris les hors métropole) atteint 11 770 000, le nombre d'enfants à charge, 13 750 000. Les Caf gèrent 95,9 % des allocataires (TIPF 51102).

La progression des effectifs de l'ensemble des fonds entre 2005 et 2010 (+ 457 000, + 4 %) est due pour 74 % à l'évolution du nombre d'allocataires sans enfant ne relevant pas du Fnpf (+ 334 000). Depuis 2009, le nombre d'allocataires sans enfant (4 829 000) dépasse celui des familles de deux enfants et plus (4 792 000, 41 % du total). 18 % des allocataires n'ont qu'un enfant (2 125 000).

Fnpf : 6,7 millions de familles 57,5 % des allocataires¹

Au 31 décembre 2010, l'effectif des familles (résidant sur le territoire métropolitain ou dans les Dom) bénéficiant d'une prestation relevant du fonds national des prestations familiales (Fnpf) est estimé à 6 764 200. Cet effectif a progressé de + 2,1 % entre 2005 et 2010 (+ 142 000), principalement du fait de la progression des familles d'un enfant relevant du Fnpf : + 85 000 familles (cf. TIPF 501).

Pendant la même période, le nombre d'enfants bénéficiaires du Fnpf (13 450 000) a progressé de + 1,2 % (+ 154 000).

Cet effectif :

- ne comprend pas les familles des travailleurs étrangers résidant hors de France, bénéficiant de prestations servies à l'étranger : 6 300 ;
- inclut à l'inverse les bénéficiaires de l'allocation différentielle : 10 600.

Hors Fnpf : 5,0 millions d'allocataires 42 % des allocataires

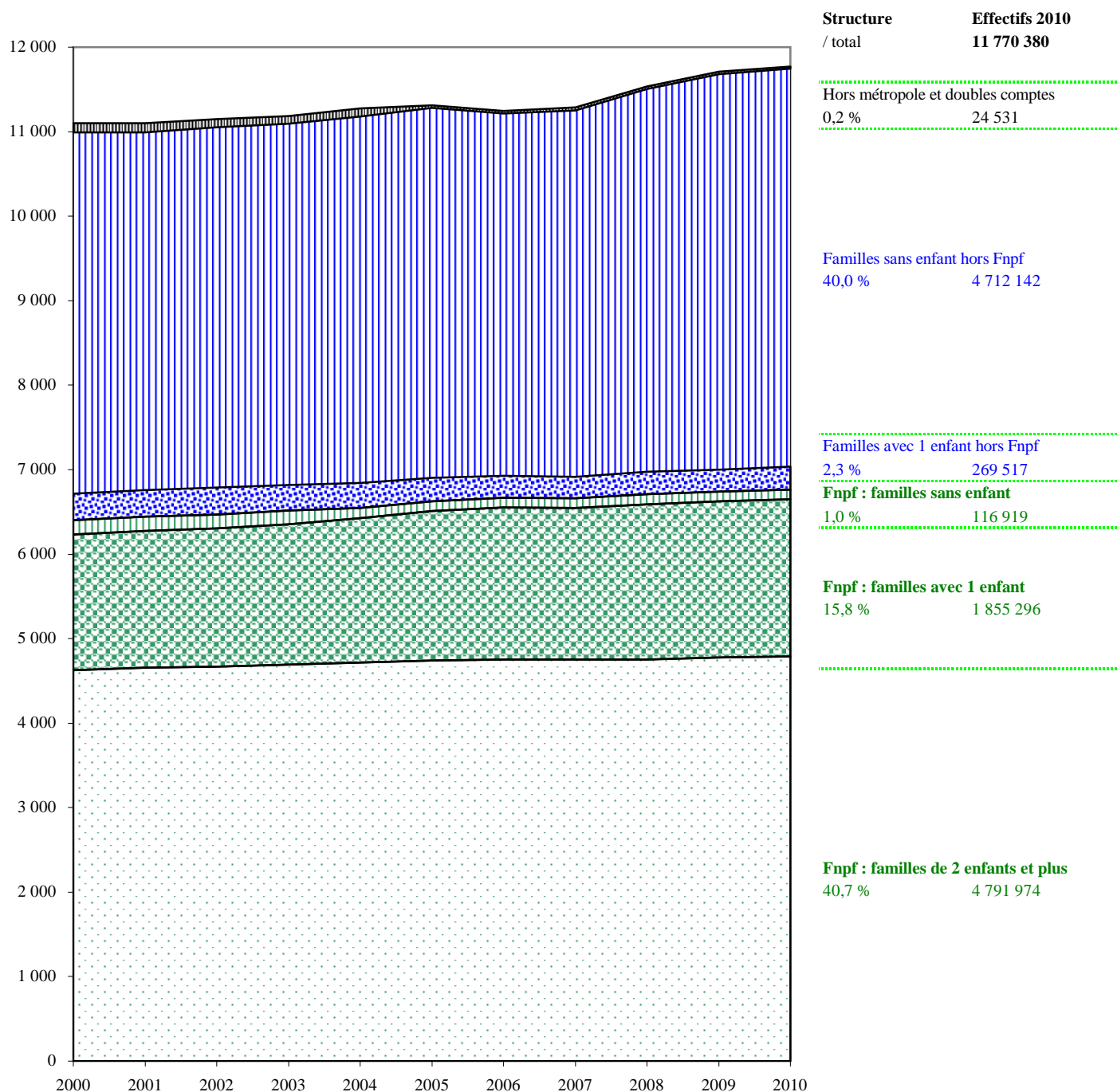
Les allocataires ne bénéficiant pas de prestations du Fnpf perçoivent au moins une des prestations suivantes :

- prestations servies au titre du fonds national d'aide au logement (allocation logement sociale, aide personnalisée au logement, allocation logement temporaire) ;
- minima sociaux et aides à l'emploi : revenu de solidarité active (Rsa), revenu minimum d'insertion (Rmi Dom), contrat d'avenir (Cav), contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), prime de retour à l'emploi (Pre), revenu de solidarité (Rso) ;
- allocation aux adultes handicapés et allocation de parent isolé, minima sociaux qui ne relèvent plus du Fnpf depuis 2010.

L'effectif des allocataires ne relevant pas du Fnpf (4 982 000 tous régimes, métropole et Dom) représente 42 % des allocataires, parmi lesquels :

- 4 712 000 allocataires sans enfant à charge (40 % de l'ensemble des allocataires) ;
- 270 000 familles d'un enfant (2,3 %).

Figure 5.1 : **Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille**
depuis 2000 (tous régimes, métropole et Dom, en milliers)



TIPF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds

| Données tous régimes, métropole et Dom, en milliers | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Structure 2010 | Rapport 2010/2005 | Accroissement 2010-2005 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|-------------------|-------------------------|
| Fnpf : familles de 2 enfants et plus | 4 628 | 4 654 | 4 669 | 4 695 | 4 716 | 4 738 | 4 752 | 4 752 | 4 756 | 4 775 | 4 792 | 41 % | 1,1 % | 54 |
| Fnpf : familles de 1 enfant | 1 605 | 1 624 | 1 637 | 1 659 | 1 712 | 1 770 | 1 802 | 1 793 | 1 835 | 1 850 | 1 855 | 16 % | 4,8 % | 85 |
| Fnpf : familles sans enfant | 172 | 166 | 164 | 163 | 117 | 114 | 113 | 114 | 119 | 116 | 117 | 1,0 % | 2,6 % | 3 |
| Hors Fnpf : familles de 1 enfant | 311 | 317 | 319 | 299 | 300 | 278 | 261 | 257 | 267 | 261 | 270 | 2,3 % | -3,2 % | -9 |
| Hors Fnpf : familles sans enfant | 4 275 | 4 232 | 4 260 | 4 276 | 4 335 | 4 379 | 4 284 | 4 334 | 4 528 | 4 677 | 4 712 | 40 % | 7,6 % | 334 |
| Autres : HM, doubles comptes | 112 | 108 | 100 | 93 | 94 | 34 | 34 | 34 | 33 | 30 | 25 | 0,2 % | | -10 |
| Nombre d'allocataires | 11 102 | 11 101 | 11 150 | 11 184 | 11 274 | 11 313 | 11 246 | 11 285 | 11 537 | 11 709 | 11 770 | 100 % | 4,0 % | 457 |
| Dont allocataires sans enfant | 4 447 | 4 398 | 4 424 | 4 438 | 4 452 | 4 493 | 4 398 | 4 449 | 4 647 | 4 794 | 4 829 | 41 % | 7,5 % | 337 |
| Dont familles de 1 enfant | 1 915 | 1 941 | 1 956 | 1 959 | 2 013 | 2 049 | 2 063 | 2 050 | 2 102 | 2 111 | 2 125 | 18 % | 3,7 % | 76 |
| Dont allocataires hors Fnpf | 4 586 | 4 549 | 4 579 | 4 575 | 4 636 | 4 657 | 4 545 | 4 591 | 4 794 | 4 938 | 4 982 | 42 % | 7,0 % | 325 |
| Dont Fnpf sans doubles comptes, HM | 6 404 | 6 444 | 6 471 | 6 517 | 6 545 | 6 622 | 6 667 | 6 659 | 6 710 | 6 741 | 6 764 | 57 % | 2,1 % | 142 |
| Part du Fnpf / ensemble des allocataires | 57,7 % | 58,0 % | 58,0 % | 58,3 % | 58,1 % | 58,5 % | 59,3 % | 59,0 % | 58,2 % | 57,6 % | | | | -1,1 |
| Nombre d'enfants (yc doubles comptes) | 13 516 | 13 564 | 13 586 | 13 607 | 13 691 | 13 636 | 13 666 | 13 637 | 13 689 | 13 724 | 13 750 | | 0,8 % | 114 |
| Dont enfants Fnpf sans doubles comptes, HM | 12 997 | 13 052 | 13 067 | 13 107 | 13 201 | 13 295 | 13 342 | 13 342 | 13 372 | 13 423 | 13 450 | 97,8 % | 1,2 % | 154 |
| Dont enfants des familles 2 enfants et plus | 11 392 | 11 428 | 11 430 | 11 458 | 11 489 | 11 525 | 11 540 | 11 549 | 11 537 | 11 574 | 11 594 | 84,3 % | 0,6 % | 69 |
| Part du Fnpf / ensemble E bénéficiaires (yc DC) | 96,2 % | 96,2 % | 96,2 % | 96,3 % | 96,4 % | 97,5 % | 97,6 % | 97,8 % | 97,7 % | 97,8 % | 97,8 % | | | 0,3 |
| Nombre moyen d'enfants pour 100 familles de 2 enfants et plus | 246,2 | 245,6 | 244,8 | 244,2 | 243,6 | 243,2 | 242,9 | 243,0 | 242,6 | 242,4 | 242,0 | | -0,5 % | -1,3 |

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

Bénéficiaires des prestations « Famille »

Sur les 6 764 190 familles bénéficiaires du Fnpf en 2010 (cf. TIPF 53012010) :

- 73 % perçoivent les allocations familiales (4 920 400) ;
- 45 %, l'allocation de rentrée scolaire (3 022 300) ;

Des doubles comptes : 13 720 familles relevant du Fnpf en 2010

Les doubles comptes correspondent à des allocataires des régimes spéciaux qui perçoivent certaines prestations des Caf. Il s'agit de la Paje, des prestations de logement et de l'Aah (cf. TIPF 510201010). Ces effectifs sont inclus dans tous les tableaux des fascicules relatifs aux données des Caf : en effet, ces doubles comptes n'apparaissent réellement que lorsque les données Caf sont agrégées aux données des régimes spéciaux. En conséquence, dans cette brochure, **les chiffres Caf sont minorés des doubles comptes pour l'estimation des familles tous régimes (Fnpf et ensemble des fonds).**

Par contre, lors du dénombrement des allocataires tous régimes, l'effectif des Caf n'est pas minoré afin de tenir compte de la charge de gestion qui pèse sur les deux régimes.

En 2005, les régimes spéciaux sont rattachés aux Caf à l'exception de la SnCF, de l'Edf-Gdf et de la Ratp, ce qui explique la forte diminution des doubles comptes qui sont passés de **77 700 allocataires en 2004 à 20 900 en 2005**. En 2010, les doubles comptes du seul Fnpf ne concernent plus que 13 720 familles et 30 740 enfants. (Le nombre d'enfants allocataires « tous régimes » incluait 188 000 enfants correspondant aux doubles comptes en 2004.)

- 29 %, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje Ab, 1 944 260) ;
- 13 %, le complément familial (863 340) ;
- 12,0 %, une prestation de garde :
 - 11,0 %, le complément mode de garde par une assistante maternelle de la Paje (Cmg Am, 716 200) ;
 - 1 %, le Cmg à domicile de la Paje (67 290) ;
- 11 %, l'allocation de soutien familial (744 800) ;
- 8,3 %, le complément (optionnel) de libre choix d'activité (Clca et Colca) de la Paje (558 140, dont 2 310 bénéficiaires du Colca) ;
- 2,6 %, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (176 420).

Ensemble des bénéficiaires, y compris les allocataires hors « risque Famille »

En 2010, 56 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation, 22 % bénéficient de deux prestations, 11 % de trois, 8 % de quatre prestations, 3 % cinq prestations ou plus (cf. encadré 1).

La part des bénéficiaires d'une seule prestation a régressé de -6,7 points entre 2005 et 2010, celles des bénéficiaires de quatre prestations et de cinq et plus ont progressé de 4,7 et de 2,8 points.

- 26 % des allocataires ne perçoivent qu'une prestation de logement ;
- 13 % les Af seules ;
- 9 % un des minima ou une aide à l'emploi seul ;
- 6 % la prestation d'accueil du jeune enfant seule ;
- 8 % une prestation de logement et un des minima ;

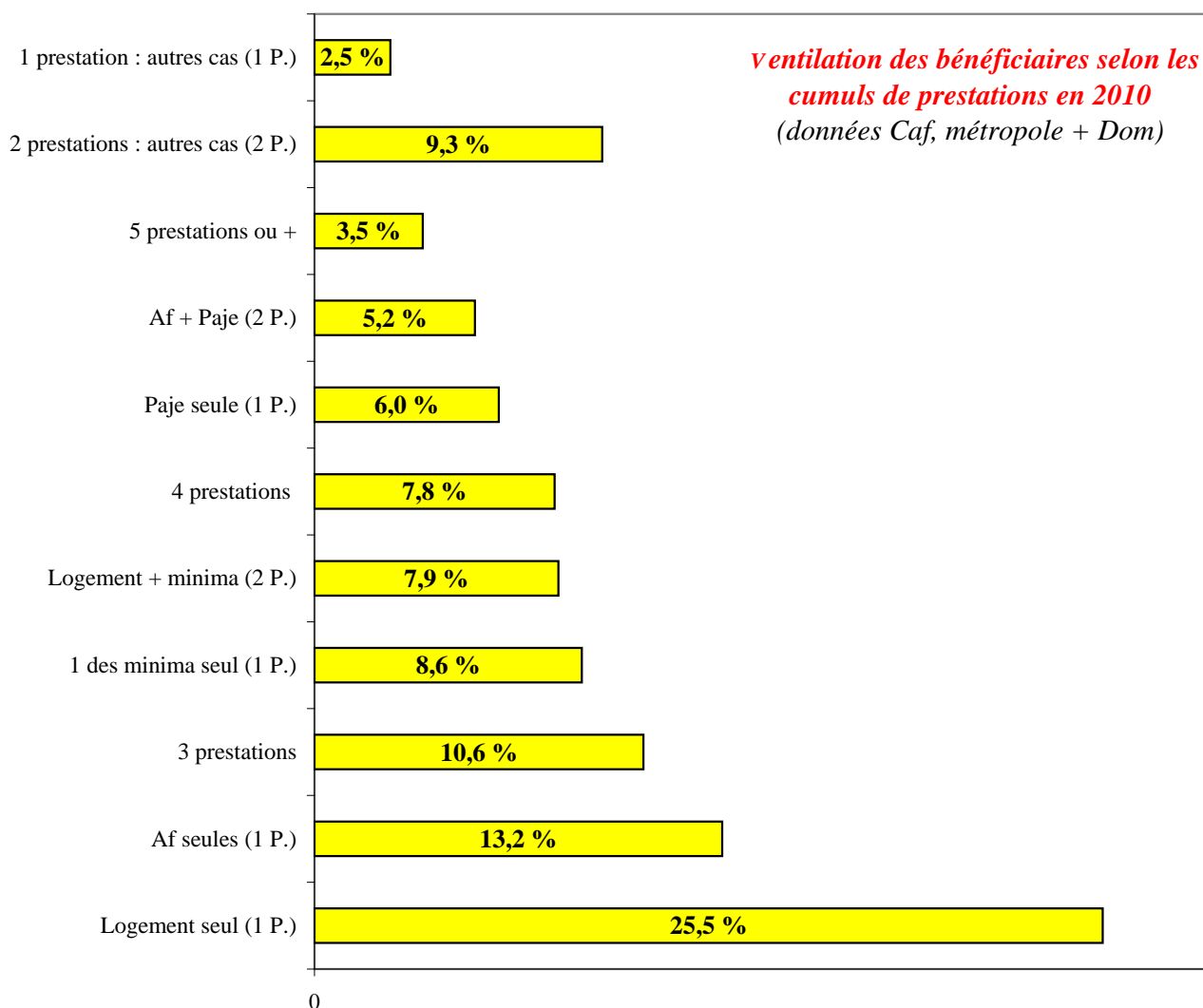
Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations depuis 2004 (données Caf, métropole + Dom)

56 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation en décembre 2010 contre 62 % en 2005 (soit - 6,7 points).

Les parts des bénéficiaires de 2 prestations (22 % en 2010) et de trois prestations (11 %) sont relativement stables entre 2005 et 2010.

Celles des bénéficiaires de quatre prestations (8 %) et de cinq prestations (3,5 %) ont progressé respectivement de + 4,7 et + 2,8 points.

| Données Caf, métropole + Dom | | | | | | Evolution (en points) de la structure |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------------|--|
| | Structure 2005 | Structure 2008 | Structure 2009 | 2010 | Effectifs 2010 | 2010-2005 |
| Bénéficiaires d'une prestation (avec ou sans Ars) | 62 % | 62 % | 56 % | 56 % | 6 286 386 | -6,7 |
| Logement (Als, ou Apl ou ALF) | 28,9 % | 29,4 % | 26,1 % | 25,5 % | 2 874 754 | -3,4 |
| Af | 16,9 % | 16,7 % | 13,1 % | 13,2 % | 1 487 083 | -3,7 |
| Minima sociaux (Rsa, Api en 2009, Rmi, Aah), aides à l'emploi | 7,8 % | 7,4 % | 8,3 % | 8,6 % | 975 300 | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant | 5,7 % | 6,0 % | 5,9 % | 6,0 % | 672 282 | |
| Ars seule | 1,9 % | 1,8 % | 1,7 % | 1,7 % | 192 988 | |
| Asf | 0,9 % | 0,8 % | 0,4 % | 0,4 % | 46 930 | |
| Aeeh (Api jusqu'en 2008) ou autres | 0,4 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,3 % | 37 049 | |
| Bénéficiaires de deux prestations (avec ou sans Ars) | 23 % | 23 % | 22 % | 22 % | 2 524 382 | -0,5 |
| Logement + minima sociaux (Rsa, Rmi ou Aah) | 6,7 % | 6,3 % | 7,5 % | 7,9 % | 889 797 | 1,2 |
| Af + Paje (Afeama) | 5,4 % | 6,3 % | 5,1 % | 5,2 % | 585 185 | |
| Logement + Paje | 1,2 % | 1,4 % | 1,3 % | 1,2 % | 134 303 | |
| Af + Cf | 2,8 % | 2,7 % | 0,8 % | 0,8 % | 95 767 | -2,0 |
| Asf avec Af ou Logement | 1,3 % | 1,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 40 037 | -1,0 |
| Af + Aeeh | Nd | Nd | 0,2 % | 0,2 % | 26 750 | |
| Af + Logement | 3,3 % | 3,4 % | 0,2 % | 0,2 % | 26 267 | -3,0 |
| Af ou Asf + Rsa | Nd | Nd | Nd | 0,1 % | 14 093 | |
| Autres | 2,1 % | 2,1 % | 6,8 % | 6,3 % | 712 183 | |
| Bénéficiaires de trois prestations (avec ou sans Ars) | 10 % | 9 % | 11 % | 11 % | 1 199 551 | 1,0 |
| Af + Logement + Pje | 4,0 % | 3,4 % | 1,3 % | 1,2 % | 137 419 | -2,8 |
| Paje + Logement + Rsa | Nd | Nd | 0,5 % | 0,5 % | 59 559 | |
| Logement + Asf + Rsa (Rmi) | 0,4 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 27 785 | |
| Af + Logement + Rsa ou Rmi | Nd | Nd | Nd | 0,1 % | 10 281 | |
| Af + Logement + Cf | 3,0 % | 2,9 % | 0,1 % | 0,1 % | 6 384 | -2,9 |
| Af + Logement + Asf | Nd | Nd | Nd | 0,04 % | 4 625 | |
| Autres | 2,2 % | 2,5 % | 8,7 % | 8,5 % | 953 498 | |
| Bénéficiaires de quatre prestations (avec ou sans Ars) | 3,0 % | 3,0 % | 8 % | 8 % | 876 034 | 4,7 |
| Bénéficiaires de cinq prestations et plus (avec ou sans Ars) | 0,7 % | 1 % | 3,4 % | 3,5 % | 395 029 | 2,8 |
| Ensemble des bénéficiaires | 99 % | 99 % | 100 % | 100 % | 11 281 382 | |
| Dt non-bénéficiaires d'une prestation Famille | 43 % | 43 % | 42 % | 42 % | 4 739 851 | |



TIPF 53012010 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2010

| Nombre de bénéficiaires en milliers | CAF métropole | SNCF + CNEG + RATP (1) | Régimes agricoles | Total métropole | DOM TR (2) | Total métropole + DOM | Dont CAF métro. + DOM | Dont CAF DOM | Part des CAF | Nombre de | |
|---|------------------|------------------------------|----------------------|--------------------|---------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------------|----------------------------------|
| | | | | | | | | | | familles FNPF 6 764,190 | allocataires yc Hm 11 764,119 |
| 2010 | | | | | | | | | | Rapport / au nombre de | |
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | familles FNPF | allocataires yc Hm |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | 2 207,973 | 14,543 | 66,520 | 2 289,036 | 78,258 | 2 367,294 | 2 286,231 | 78,258 | 96,6 % | 35,0 % | |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | 50,594 | 0,249 | 1,375 | 52,218 | 2,029 | 54,247 | 52,623 | 2,029 | 97,0 % | 0,8 % | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | 1 809,994 | 8,443 | 51,629 | 1 870,066 | 74,192 | 1 944,258 | 1 884,186 | 74,192 | 96,9 % | 28,7 % | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | 531,908 | 3,110 | 15,992 | 551,010 | 7,126 | 558,136 | 539,034 | 7,126 | 96,6 % | 8,3 % | |
| CLCA taux plein | 300,010 | 1,754 e | 7,072 | 308,836 | 5,484 | 314,320 | 305,494 | 5,484 | 97,2 % | 4,6 % | |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | 229,714 | 1,356 e | 8,920 | 239,990 | 1,581 | 241,571 | 231,295 | 1,581 | 95,7 % | 3,6 % | |
| Dt complément optionnel libre choix activité (COLCA) | 2,184 | | 0,063 | 2,247 | 0,061 | 2,308 | 2,245 | 0,061 | | | |
| PAJE CMG ensemble | 793,205 | | 29,515 | 822,720 | 5,047 | 833,517 | 798,252 | 5,047 | 95,8 % | 12,3 % | |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | 712,772 | | 27,932 | 740,704 | 3,418 | 744,122 | 716,190 | 3,418 | 96,2 % | 11,0 % | |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | 565,840 | | 21,657 | 587,497 | 3,257 | 590,754 | 569,097 | 3,257 | 96,3 % | 8,7 % | |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | 257,403 | | 11,261 | 268,664 | 0,378 | 269,042 | 257,781 | 0,378 | 95,8 % | 4,0 % | |
| PAJE CMG complément garde à domicile | 64,953 | | 1,242 | 66,195 | 1,091 | 67,286 | 66,044 | 1,091 | 98,2 % | 1,0 % | |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | 37,669 | | 0,571 | 38,240 | 0,730 | 38,970 | 38,399 | 0,730 | 98,5 % | 0,6 % | |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | 27,284 | | 0,671 | 27,955 | 0,361 | 28,316 | 27,645 | 0,361 | 97,6 % | | |
| PAJE CMG complément structure | 20,981 | | 0,544 | 21,525 | 0,584 | 22,109 | 21,565 | 0,584 | 97,5 % | 0,3 % | |
| Dt Cmg structure garde à domicile | 17 784,000 | | | | | | | | | | |
| Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS | | | | Nd | | Nd | | | | | |
| Allocations familiales (AF, yc forfait seul) | 4 437,760 | 41,799 | 162,100 | 4 641,659 | 278,741 | 4 920,400 | 4 708,136 | 270,376 | 95,7 % | 72,7 % | |
| Complément familial (CF) | 789,149 | 5,778 | 34,278 | 829,205 | 34,133 | 863,338 | 823,081 | 33,932 | 95,3 % | 12,8 % | |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12) | 2 729,680 | 10,189 | 110,010 | 2 849,879 | 172,423 | 3 022,302 | 2 899,407 | 169,727 | 95,9 % | 44,7 % | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 635,630 | 2,607 | 8,991 | 647,228 | 97,565 | 744,793 | 732,347 | 96,717 | 98,3 % | 11,0 % | |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH, familles) | 162,460 | 1,587 | 5,282 | 169,329 | 7,095 | 176,424 | 169,468 | 7,008 | 96,1 % | 2,6 % | |
| Dt majo. spécifique pour parent isolé d'E handicapé | | | | | | | | | | | |
| Enfants bénéficiaires | | | | | | | | | | | |
| Allocation journalière de présence parentale (AJPP) | 4,561 | 0,052 | 0,034 | 4,647 | 0,020 | 4,667 | 4,581 | 0,020 | 98,2 % | 0,1 % | |
| Dt complément lié à des dépenses l'état de santé de l'E | 1,411 | | 0,003 | | | | | | | | |
| Prestations hors métropole + CEE | 4,338 | 0,038 | 1,885 | 6,261 | | 6,261 | 4,338 | | 69,3 % | 0,1 % | |
| Allocation différentielle | 10,588 | | | 10,588 | | 10,588 | 10,588 | | 100,0 % | 0,2 % | |
| Allocataires sous tutelles | 328,679 | | | 328,679 | 4,086 | 332,765 | 332,765 | 4,086 | 100,0 % | | |
| Logement | 5 840,458 | 1,487 | 238,635 | 6 080,580 | 192,957 | 6 273,537 | 6 033,414 | 192,956 | 96,2 % | | 53,3 % |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1 168,111 | 1,487 | 39,116 | 1 208,714 | 119,626 | 1 328,340 | 1 287,736 | 119,625 | 96,9 % | | 11,3 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 519,813 | | 93,436 | 2 613,249 | | 2 613,249 | 2 519,813 | | 96,4 % | | 22,2 % |
| Allocation logement sociale (ALS) | 2 152,534 | | 106,083 | 2 258,617 | 73,331 | 2 331,948 | 2 225,865 | 73,331 | 95,5 % | | 19,8 % |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | Nd | | Nd | | | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | | | | | 30,225 | 30,225 | 30,225 | 30,225 | 100,0 % | 0,4 % | 0,3 % |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 853,165 | | 31,674 | 884,839 | 30,111 | 914,950 | 883,276 | 30,111 | 96,5 % | | 7,8 % |
| Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH) | 131,579 | | 3,464 | 135,043 | 3,549 | 138,592 | 135,128 | 3,549 | 97,5 % | | 1,2 % |
| Garantie de ressources pour handicapés (GRPH) | 57,367 | | 1,079 | 58,446 | 0,577 | 59,023 | 57,944 | 0,577 | 98,2 % | | 0,5 % |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | | | | | 140,183 | 140,183 | 140,183 | 140,183 | 100,0 % | | 1,2 % |
| Revenu de solidarité active - droit commun (RSA) | 1 797,714 | | 36,254 | 1 833,968 | | 1 833,968 | 1 797,714 | | 98,0 % | | 15,6 % |
| Dt RSA socle seulement | 1 154,348 | | 23,279 e | 1 177,627 e | | 1 177,627 e | 1 154,348 | | | | 10,0 % |
| Dt RSA socle + activité | 197,725 | | 3,987 e | 201,712 e | | 201,712 e | 197,725 | | | | |
| Dt RSA activité seulement | 445,641 | | 8,987 e | 454,628 e | | 454,628 e | 445,641 | | | | |
| Dt RSA jeunes | 7,095 | | 0,143 e | 7,238 e | | 7,238 e | 7,095 | | | | |
| Dt RSA avec majoration isolement | 233,269 | | 4,704 e | 237,973 e | | 237,973 e | 233,269 | | | | |
| Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes) | 1 564,445 | | 31,550 e | 1 595,995 e | | 1 595,995 e | 1 564,445 | | | | |
| Revenu de solidarité (RSO DOM) | | | | | 13,097 | 13,097 | 13,097 | 13,097 | 100,0 % | | 0,1 % |

(1) L'IEG-GDF, la SNCF et la RATP versent les prestations familiales, à l'exception de la PAJE (sauf pour les agents de la SNCF à l'exception du CMG), de l'AGED, de l'AFEAMA, des prestations de logement (sauf pour l'ALF versée aux agents de la RATP et de la SNCF).

(2) Chiffres CAF majorés pour les AF, le CF, l'ARS, l'ASF, l'AES, l'APP, l'APJE, l'APE, l'allocation d'adoption, l'ALF et l'API pour tenir compte des dépenses des collectivités locales DOM.

- 53 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement (6 273 540, soit un effectif supérieur de 28 % à celui des familles bénéficiaires des Af ;
- 15,6 % des allocataires perçoivent le revenu de solidarité active (Rsa, 1 833 970) dont 237 970 bénéficient d'une majoration pour isolement ;
- 7,8 % ouvrent droit à l'allocation aux adultes handicapés (Aah, 914 950) ;
- 0,1 % au revenu de solidarité dans les Dom (Rso, 13 100).

Naissances et démographie

Les évolutions du nombre de bénéficiaires des différentes prestations sont fonction de trois types de facteurs : des facteurs démographiques, des facteurs économiques³ et de la réglementation⁴. Le chapitre 2 analyse l'évolution des dépenses en volume, à législation constante, hors impact des plafonds et relie cette évolution à celle des bénéficiaires. Le présent chapitre est axé sur les caractéristiques démographiques des bénéficiaires.

Parmi les facteurs démographiques, on distingue :

- d'une part, l'influence de la natalité sur les prestations liées à la présence de jeunes enfants ;
- d'autre part, l'évolution plus générale du nombre d'enfants à charge et de la structure des familles.

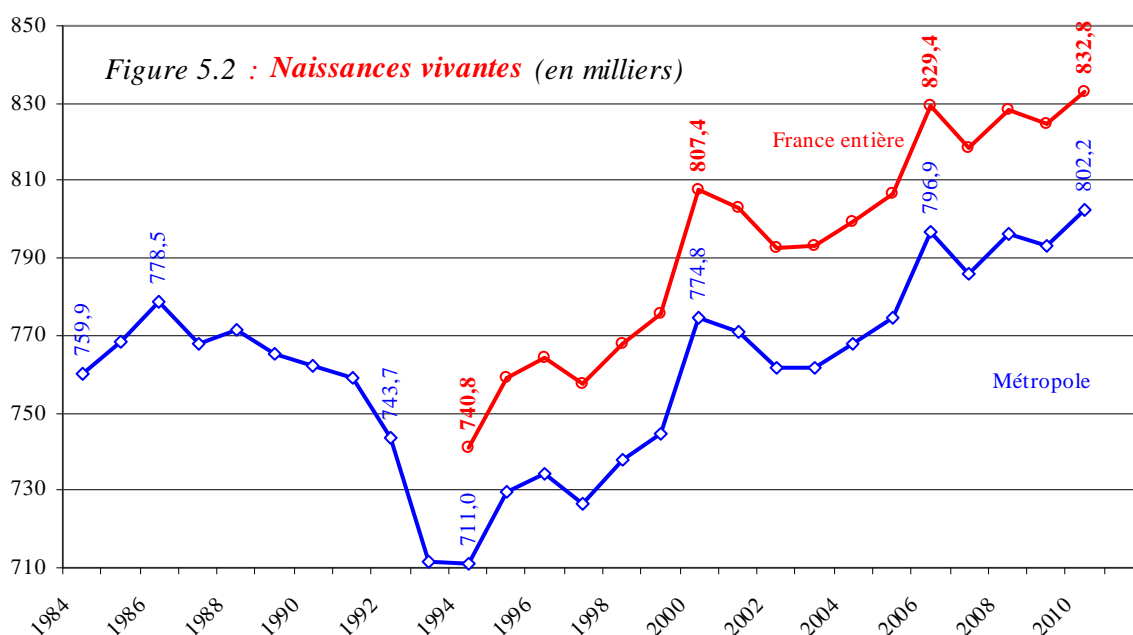
- L'évolution du nombre des **naissances** influe particulièrement sur le nombre de bénéficiaires des prestations liées à l'entretien et à la garde des jeunes

enfants. La natalité progresse après avoir atteint en 1994 son niveau le plus faible des cinquante dernières années (*cf. figure 5.2*).

Le nombre de naissances atteint **832 800** en 2010 (*métropole + Dom*), soit + 0,4 % par rapport à 2006⁵, niveau le plus élevé depuis 1981 et + 3,1 % par rapport à 2000.

| Naissances métropole + DOM | Effectifs | Rapport / 2006 | Rapport / 2000 |
|----------------------------|-----------|----------------|----------------|
| 2000 | 807,41 | -2,6 % | |
| 2005 | 806,82 | -2,7 % | -0,1 % |
| 2006 | 829,35 | | 2,7 % |
| 2007 | 818,71 | -1,3 % | 1,4 % |
| 2008 | 828,40 | -0,1 % | 2,6 % |
| 2009 | 824,64 | -0,6 % | 2,1 % |
| 2010 | 832,80 | 0,4 % | 3,1 % |

- L'indicateur conjoncturel de fécondité⁶ (Icf, métropole) a continué à augmenter (200 enfants pour 100 femmes en 2010 contre 199 en 2009), alors qu'il diminue généralement à la suite de ralentissements économiques. La dernière récession est survenue lors d'une période où la fécondité était en hausse dans la majorité des pays occidentaux. La récession a probablement freiné sa hausse en France comme en Russie⁷. « L'indicateur de fécondité aurait sans doute augmenté encore plus et dépassé deux enfants par femme en métropole. On constate seulement que la fécondité des femmes de moins de 30 ans a baissé en 2009 et 2010 après plus de dix ans de stabilité, signe qu'une partie des jeunes femmes ont retardé la naissance de leur enfant. Mais cette baisse, somme toute modeste, a été plus que compensée par la hausse de la fécondité après 30 ans. »



Source : Bilan démographique janvier 2011

Encadré 2 : Effectifs de naissances (*) selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf, métropole + Dom)

| | | Effectifs | | | | | | Structure par rang de l'enfant selon l'âge de la mère | | | | | | Variation structure 2010-2005 | |
|---|---------|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|---|--------|--------|--------|--------|--------|---|------|
| | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | | 2009 |
| Ensemble des naissances selon le rang de l'enfant au sens des prestations familiales* | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 295 439 | 295 131 | 302 147 | 302 147 | 300 381 | 300 143 | 304 362 | 41,5 % | 41,0 % | 40,9 % | 40,9 % | 41,0 % | 41,3 % | 41,3 % | 0,3 |
| 2 ^e enfant | 257 301 | 262 161 | 267 492 | 267 492 | 264 561 | 261 589 | 265 440 | 36,1 % | 36,4 % | 36,2 % | 36,2 % | 36,1 % | 36,0 % | 36,0 % | -0,4 |
| 3 ^e enfant | 108 531 | 110 997 | 115 515 | 115 515 | 113 785 | 111 745 | 113 905 | 15,2 % | 15,4 % | 15,6 % | 15,6 % | 15,5 % | 15,4 % | 15,4 % | 0,0 |
| Rang 4 ou + | 50 824 | 51 524 | 53 554 | 53 554 | 53 197 | 53 037 | 53 764 | 7,1 % | 7,2 % | 7,2 % | 7,2 % | 7,3 % | 7,3 % | 7,3 % | 0,1 |
| Total | 712 095 | 719 813 | 738 708 | 738 708 | 731 924 | 726 514 | 737 471 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Ensemble des naissances selon l'âge de la mère | | | | | | | | | | | | | | | |
| < 20 ans | 16 289 | 16 060 | 15 848 | 15 848 | 15 243 | 14 694 | 14 416 | 2,3 % | 2,2 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,0 % | 2,0 % | -0,3 |
| 20-24 ans | 106 336 | 104 723 | 106 631 | 106 631 | 103 836 | 101 952 | 102 787 | 14,9 % | 14,5 % | 14,4 % | 14,4 % | 14,2 % | 14,0 % | 13,9 % | -0,6 |
| 25-29 ans | 220 809 | 223 231 | 232 806 | 232 806 | 233 798 | 232 325 | 231 985 | 31,0 % | 31,0 % | 31,5 % | 31,5 % | 31,9 % | 32,0 % | 31,5 % | 0,4 |
| 30-34 ans | 232 763 | 233 658 | 233 393 | 233 393 | 224 300 | 222 777 | 231 767 | 32,7 % | 32,5 % | 31,6 % | 31,6 % | 30,6 % | 30,7 % | 31,4 % | -1,0 |
| 35-39 ans | 108 541 | 112 983 | 119 864 | 119 864 | 123 511 | 123 564 | 123 649 | 15,2 % | 15,7 % | 16,2 % | 16,2 % | 16,9 % | 17,0 % | 16,8 % | 1,1 |
| > 40 ans | 27 357 | 29 158 | 30 166 | 30 166 | 31 236 | 31 202 | 32 867 | 3,8 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,3 % | 4,3 % | 4,5 % | 0,4 |
| Total | 712 095 | 719 813 | 738 708 | 738 708 | 731 924 | 726 514 | 737 471 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Mère de moins de 20 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 14 387 | 14 139 | 13 928 | 13 928 | 13 433 | 12 846 | 12 636 | 88,3 % | 88,0 % | 87,9 % | 87,9 % | 88,1 % | 87,4 % | 87,7 % | -0,4 |
| 2 ^e enfant | 1 694 | 1 730 | 1 745 | 1 745 | 1 651 | 1 673 | 1 601 | 10,4 % | 10,8 % | 11,0 % | 11,0 % | 10,8 % | 11,4 % | 11,1 % | 0,3 |
| 3 ^e enfant | 181 | 170 | 152 | 152 | 142 | 158 | 154 | 1,1 % | 1,1 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 1,1 % | 1,1 % | 0,0 |
| Rang 4 ou + | 27 | 21 | 23 | 23 | 17 | 17 | 25 | 0,2 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,0 |
| Total | 16 289 | 16 060 | 15 848 | 15 848 | 15 243 | 14 694 | 14 416 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Mère de 20 à 24 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 72 492 | 70 956 | 72 038 | 72 038 | 70 275 | 69 345 | 69 705 | 68,2 % | 67,8 % | 67,6 % | 67,6 % | 67,7 % | 68,0 % | 67,8 % | 0,1 |
| 2 ^e enfant | 26 861 | 26 730 | 27 387 | 27 387 | 26 520 | 25 635 | 26 080 | 25,3 % | 25,5 % | 25,7 % | 25,7 % | 25,5 % | 25,1 % | 25,4 % | -0,2 |
| 3 ^e enfant | 5 711 | 5 723 | 5 934 | 5 934 | 5 792 | 5 682 | 5 793 | 5,4 % | 5,5 % | 5,6 % | 5,6 % | 5,6 % | 5,6 % | 5,6 % | 0,2 |
| Rang 4 ou + | 1 272 | 1 314 | 1 272 | 1 272 | 1 249 | 1 290 | 1 209 | 1,2 % | 1,3 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,3 % | 1,2 % | -0,1 |
| Total | 106 336 | 104 723 | 106 631 | 106 631 | 103 836 | 101 952 | 102 787 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Mère de 25 à 29 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 114 904 | 116 025 | 119 989 | 119 989 | 120 133 | 120 102 | 120 288 | 52,0 % | 52,0 % | 51,5 % | 51,5 % | 51,4 % | 51,7 % | 51,9 % | -0,1 |
| 2 ^e enfant | 76 622 | 77 430 | 80 324 | 80 324 | 80 564 | 79 489 | 78 815 | 34,7 % | 34,7 % | 34,5 % | 34,5 % | 34,5 % | 34,2 % | 34,0 % | -0,7 |
| 3 ^e enfant | 22 622 | 22 687 | 24 733 | 24 733 | 25 075 | 24 691 | 24 733 | 10,1 % | 10,2 % | 10,6 % | 10,6 % | 10,7 % | 10,6 % | 10,7 % | 0,5 |
| Rang 4 ou + | 7 021 | 7 089 | 7 760 | 7 760 | 8 026 | 8 043 | 8 149 | 3,2 % | 3,2 % | 3,3 % | 3,3 % | 3,4 % | 3,5 % | 3,5 % | 0,3 |
| Total | 220 809 | 223 231 | 232 806 | 232 806 | 233 798 | 232 325 | 231 985 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Mère de 30 à 34 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 67 980 | 67 232 | 67 563 | 67 563 | 66 444 | 67 304 | 70 920 | 29,2 % | 28,8 % | 28,9 % | 28,9 % | 29,6 % | 30,2 % | 30,6 % | 1,8 |
| 2 ^e enfant | 104 546 | 105 666 | 104 273 | 104 273 | 99 263 | 98 050 | 100 998 | 44,9 % | 45,2 % | 44,7 % | 44,7 % | 44,3 % | 44,0 % | 43,6 % | -1,6 |
| 3 ^e enfant | 43 332 | 43 628 | 43 980 | 43 980 | 41 621 | 40 494 | 42 484 | 18,6 % | 18,7 % | 18,8 % | 18,8 % | 18,6 % | 18,2 % | 18,3 % | -0,3 |
| Rang 4 ou + | 16 905 | 17 132 | 17 577 | 17 577 | 16 972 | 16 929 | 17 365 | 7,3 % | 7,3 % | 7,5 % | 7,5 % | 7,6 % | 7,6 % | 7,5 % | 0,2 |
| Total | 232 763 | 233 658 | 233 393 | 233 393 | 224 300 | 222 777 | 231 767 | | | | | | | | |
| Mère de 35 à 39 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 20 469 | 21 116 | 22 773 | 22 773 | 24 009 | 24 402 | 24 262 | 18,9 % | 18,7 % | 19,0 % | 19,0 % | 19,4 % | 19,7 % | 19,6 % | 0,9 |
| 2 ^e enfant | 39 486 | 41 850 | 44 628 | 44 628 | 47 072 | 47 181 | 47 528 | 36,4 % | 37,0 % | 37,2 % | 37,2 % | 38,1 % | 38,2 % | 38,4 % | 1,4 |
| 3 ^e enfant | 30 063 | 31 400 | 32 941 | 32 941 | 33 105 | 32 715 | 32 401 | 27,7 % | 27,8 % | 27,5 % | 27,5 % | 26,8 % | 26,5 % | 26,2 % | -1,6 |
| Rang 4 ou + | 18 523 | 18 617 | 19 522 | 19 522 | 19 325 | 19 266 | 19 458 | 17,1 % | 16,5 % | 16,3 % | 16,3 % | 15,6 % | 15,6 % | 15,7 % | -0,7 |
| Total | 108 541 | 112 983 | 119 864 | 119 864 | 123 511 | 123 564 | 123 649 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Mère de plus de 40 ans | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} enfant | 5 207 | 5 663 | 5 856 | 5 856 | 6 087 | 6 144 | 6 551 | 19,0 % | 19,4 % | 19,4 % | 19,4 % | 19,5 % | 19,7 % | 19,9 % | 0,5 |
| 2 ^e enfant | 8 092 | 8 755 | 9 135 | 9 135 | 9 491 | 9 561 | 10 418 | 29,6 % | 30,0 % | 30,3 % | 30,3 % | 30,4 % | 30,6 % | 31,7 % | 1,7 |
| 3 ^e enfant | 6 982 | 7 389 | 7 775 | 7 775 | 8 050 | 8 005 | 8 340 | 25,5 % | 25,3 % | 25,8 % | 25,8 % | 25,8 % | 25,7 % | 25,4 % | 0,0 |
| Rang 4 ou + | 7 076 | 7 351 | 7 400 | 7 400 | 7 608 | 7 492 | 7 558 | 25,9 % | 25,2 % | 24,5 % | 24,5 % | 24,4 % | 24,0 % | 23,0 % | -2,2 |
| Total | 27 357 | 29 158 | 30 166 | 30 166 | 31 236 | 31 202 | 32 867 | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |

| | | | | | | | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Naissances métropole + Dom (source Insee) | | | | | | | |
| | 799 361 | 806 822 | 829 352 | 818 705 | 828 404 | 824 641 | 832 799 |
| Part des naissances Caf en % du total des naissances en France | | | | | | | |
| | 89,1 % | 89,2 % | 89,1 % | 90,2 % | 88,4 % | 88,1 % | 88,6 % |

Ventilation des naissances 2010 selon l'âge de la mère et le rang de l'enfant

| Age de la mère | Taille de la famille | | | | Total | Structure : variation entre 2009 et 2010 | | | | Total 2010-2009 | Total 2009-2008 |
|-----------------------------|----------------------|---------------|---------------|--------------|----------------|--|-------------|------------|--------------|-----------------|-----------------|
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 et plus | | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 et plus | | |
| Moins de 20 ans | 1,7 % | 0,2 % | 0,02 % | 0,003 % | 2,0 % | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,00 | -0,07 | -0,06 |
| 20 à 24 ans | 9,5 % | 3,5 % | 0,8 % | 0,2 % | 13,9 % | -0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,01 | -0,10 | -0,15 |
| 25 à 29 ans | 16,3 % | 10,7 % | 3,4 % | 1,1 % | 31,5 % | -0,2 | -0,3 | 0,0 | 0,00 | -0,52 | 0,04 |
| 30 à 34 ans | 9,6 % | 13,7 % | 5,8 % | 2,4 % | 31,4 % | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,02 | 0,76 | 0,02 |
| 35 à 39 ans | 3,3 % | 6,4 % | 4,4 % | 2,6 % | 16,8 % | -0,1 | 0,0 | -0,1 | -0,01 | -0,24 | 0,13 |
| 40 ans et plus, âge inconnu | 0,9 % | 1,4 % | 1,1 % | 1,0 % | 4,5 % | 0,0 | 0,1 | 0,0 | -0,01 | 0,16 | 0,03 |
| Total | 41,3 % | 36,0 % | 15,4 % | 7,3 % | 100,0 % | 0,0 | 0,0 | 0,1 | -0,01 | | |

(*) Il s'agit d'enfants à charge au sens des prestations familiales et ayant donné droit à prestations.

Le rang de l'enfant et le nombre d'enfants nés de la mère peuvent être différents.

Source : Cnaf Fileas données Caf.

Indicateur conjoncturel de fécondité (Icf) et âge moyen des mères

| Métropole + Dom | Icf | Nombre de naissances pour 100 femmes | | | | | Âge moyen des mères |
|-----------------|-------|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------|---------------------|
| | | 15-24 ans | 25-29 ans | 30-34 ans | 35-39 ans | 40 ans et + | |
| 2000 | 189,3 | 3,3 | 13,4 | 11,7 | 5,0 | 0,5 | 29,3 |
| 2006 | 199,7 | 3,3 | 13,1 | 12,7 | 6,0 | 0,7 | 29,7 |
| 2007 (p) | 197,7 | 3,2 | 12,8 | 12,6 | 6,1 | 0,7 | 29,8 |
| 2008 (p) | 200,6 | 3,3 | 12,9 | 12,9 | 6,2 | 0,7 | 29,8 |
| 2009 (p) | 200,1 | 3,2 | 12,8 | 13,0 | 6,3 | 0,7 | 29,9 |
| 2010 (p) | 201,2 | 3,1 | 12,7 | 13,3 | 6,4 | 0,7 | 30,0 |

Source : Insee première, N° 1332 - Janvier 2011 - Bilan démographique 2010

Lecture : en 2010, 100 femmes âgées de 30 à 34 ans ont eu en moyenne 13,3 enfants.

Dix ans plus tôt, 100 femmes du même âge avaient donné naissance à 11,7 enfants.

La descendance finale de 100 femmes de la génération née en 1957 est estimée à 213,6 enfants⁸ : à 35 ans, ces dernières avaient une descendance de 195 enfants (en 1992) contre 168 enfants (en 2007) pour les femmes nées en 1972.

- Parmi les modifications de la législation ayant eu un impact sur la population couverte, on note l'**âge limite de versement des prestations familiales** pour les jeunes inactifs qui est passé :

- de dix-sept à dix-huit ans en juillet 1990 ;
- de dix-huit à dix-neuf ans en janvier 1998 ;
- de dix-neuf à vingt ans en janvier 1999 ;
- de vingt à vingt et un ans en janvier 2000, mais seulement pour le droit au complément familial et aux aides au logement.

Part des familles monoparentales avec enfants dans l'ensemble des familles avec enfants

| Données Caf, métropole + Dom | Métropole | Dom | Métropole + Dom |
|------------------------------|-----------|--------|-----------------|
| 2000 | 21,8 % | 43,9 % | 22,8 % |
| 2005 | 24,2 % | 47,8 % | 25,3 % |
| 2006 | 24,4 % | 48,7 % | 25,5 % |
| 2007 | 24,6 % | 49,2 % | 25,8 % |
| 2008 | 24,7 % | 49,2 % | 25,9 % |
| 2009 | 25,2 % | 49,7 % | 26,3 % |
| 2010 | 25,4 % | 50,2 % | 26,6 % |
| Ecart en points | | | |
| 2010-2000 | 3,6 | 6,4 | 3,8 |
| 2010-2005 | 1,2 | 2,4 | 1,3 |

Structure des familles avec enfants selon la situation familiale depuis 2008

(y compris les femmes enceintes, Caf métropole + Dom)

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|---------------------|---------|---------|---------|
| Mariés | 51,7 % | 50,5 % | 49,4 % |
| Concubins | 22,5 % | 23,2 % | 24,0 % |
| Célibataires femmes | 11,9 % | 12,3 % | 12,6 % |
| Séparées | 6,5 % | 6,3 % | 6,2 % |
| Divorcées | 4,5 % | 4,6 % | 4,7 % |
| Veuves | 1,2 % | 1,1 % | 1,1 % |
| Hommes seuls | 1,8 % | 1,9 % | 1,9 % |
| Total | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

- Les couples mariés ne représentent que 49,4 % des familles avec enfants (*données Caf⁹*). L'évolution du nombre des divorces et des séparations de couples non mariés est à mettre en parallèle avec la progression des prestations liées à la **monoparentalité**. La part des isolés avec enfants dans

l'ensemble des familles ayant des enfants à charge (26,3 %) a progressé de 3,8 points depuis 2000. Depuis 2001, la progression des isolés dans les Dom est à relier à l'alignement progressif du barème Api des Dom sur celui de la métropole. La part des isolés dans les Dom atteint 50,2 %.

- La **diminution du nombre de familles nombreuses** a une influence négative sur l'évolution du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et du complément familial. L'**allongement de la scolarité** joue en sens inverse.

Part des familles de 3 et 4 enfants et plus dans l'ensemble des familles de 2 enfants et plus

| Données tous régimes | Part dans l'ensemble | | Part dans les Dom | |
|----------------------|----------------------|----------|-------------------|----------|
| | 3 E | 4 E et + | 3 E | 4 E et + |
| 2000 | 25,4 % | 8,4 % | 26,7 % | 14,4 % |
| 2005 | 24,5 % | 7,7 % | 25,4 % | 13,4 % |
| 2006 | 24,5 % | 7,6 % | 25,3 % | 13,2 % |
| 2007 | 24,4 % | 7,5 % | 25,0 % | 13,1 % |
| 2008 | 24,4 % | 7,5 % | 24,7 % | 13,0 % |
| 2009 | 24,3 % | 7,5 % | 24,7 % | 12,9 % |
| 2010 | 24,3 % | 7,4 % | 24,5 % | 12,7 % |
| Ecart en points | | | | |
| 2010-2000 | -1,2 | -1,0 | -2,2 | -1,7 |
| 2010-2005 | -0,3 | -0,3 | -0,9 | -0,7 |

Source : Cnaf Fileas, Ccmsa, Edf-Gdf, Ratp, SnCF

L'évolution des familles et des enfants bénéficiaires permet, en particulier, de préciser un phénomène démographique contemporain : la régression du nombre des familles nombreuses. La part des familles de trois enfants et plus dans l'ensemble des familles de deux enfants et plus (31,7 % en 2010, *données tous régimes*) a régressé de - 2,2 points depuis 2000. De fait, le nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du Fnpf (4 792 000) progresse plus vite que le nombre d'enfants à charge de ces familles (11 594 200) : respectivement + 3,5 % contre + 0,2 % entre 2000 et 2010 (*cf. T1PF 501*). Le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus a régressé de - 1,7 % entre 2000 et 2010 : il est passé de 246,2 enfants en 2000 à 242,0 enfants en 2010.

Les allocations familiales

La décroissance en volume des dépenses d'Af est due à la combinaison de la diminution du nombre de familles nombreuses, de l'évolution des effectifs d'enfants les plus âgés. En effet, le barème des Af est favorable :

- aux enfants de rang trois et plus (*les enfants de rang un ne perçoivent pas d'Af en métropole, les aînés des familles de deux enfants à charge n'ouvrent pas droit aux majorations pour âge, le montant d'Af versé pour les enfants de rang trois et plus est de 28 % supérieur à celui des Af versées aux enfants de rang deux, cf. T1PF 7222*) ;

T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF (CAF, estimation tous régimes)

| Estimation tous régimes, métropole + DOM | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2007/2006 | 2008/2007 | 2009/2008 | 2009/2008 | 2010 - 2006 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| CAF hors forfait AF, hors AF de 1 E DOM | 10 964 001 | 10 978 454 | 10 991 241 | 11 037 456 | 11 079 416 | 0,1 % | 0,1 % | 0,4 % | 0,4 % | 115 415 |
| Autres régimes | 568 728 | 550 862 | 526 616 | 517 798 | 495 515 | -3,1 % | -4,4 % | -1,7 % | -4,3 % | -73 213 |
| Régimes agricoles | 446 331 | 435 628 | 414 273 | 407 458 | 386 011 | -2,4 % | -4,9 % | -1,6 % | -5,3 % | -60 320 |
| Régimes spéciaux | 117 552 | 107 356 | 101 478 | 100 959 | 96 483 | -8,7 % | -5,5 % | -0,5 % | -4,4 % | -21 069 |
| DOM CL | 4 845 | 7 878 | 10 865 | 9 381 | 13 021 | 62,6 % | 37,9 % | -13,7 % | 38,8 % | 8 176 |
| Tous régimes, hors forfait AF CAF et F 1 E DOM | 11 532 729 | 11 529 316 | 11 517 857 | 11 555 254 | 11 574 931 | 0,0 % | -0,1 % | 0,3 % | 0,2 % | 42 202 |
| CAF F de 1 E DOM | 101 702 | 104 325 | 110 446 | 107 589 | 108 970 | 2,6 % | 5,9 % | -2,6 % | 1,3 % | 7 268 |
| CAF forfait AF | 120 505 | 114 452 | 107 901 | 106 169 | 107 497 | -5,0 % | -5,7 % | -1,6 % | 1,3 % | -13 008 |
| Tous régimes, yc forfait AF et F 1 E DOM | 11 754 936 | 11 748 093 | 11 736 204 | 11 769 012 | 11 791 398 | -0,1 % | -0,1 % | 0,3 % | 0,2 % | 36 462 |
| Dont CAF yc forfait AF et F 1 E DOM | 11 186 208 | 11 197 231 | 11 209 588 | 11 251 214 | 11 295 883 | 0,1 % | 0,1 % | 0,4 % | 0,4 % | 109 675 |
| Part des CAF | 95,2 % | 95,3 % | 95,5 % | 95,6 % | 95,8 % | | | | | |

T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes)

| Données métropole + DOM | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2009/2008 | 2010/2009 | 2010/2005 | 2010-2005 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Familles bénéficiaires du forfait AF | | | | | | | | | | |
| CAF | 121 329 | 118 423 | 112 485 | 105 887 | 104 186 | 105 390 | | | | |
| Tous régimes | 127 638 | 124 430 | 117 971 | 110 859 | 108 977 | 110 141 | -1,7 % | 1,1 % | -14 % | -17 497 |
| Dont familles bénéficiaires du forfait sans AF | | | | | | | | | | |
| CAF | 2 995 | 2 944 | 2 949 | 2 879 | 2 796 | 2 906 | | | | |
| Tous régimes | 3 151 | 3 093 | 3 093 | 3 014 | 2 925 | 3 037 | -3,0 % | 3,8 % | -3,6 % | -114 |
| Enfants bénéficiaires du forfait AF | | | | | | | | | | |
| CAF | 123 415 | 120 505 | 114 452 | 107 901 | 106 169 | 107 497 | | | | |
| Tous régimes | 129 833 | 126 618 | 120 034 | 112 967 | 111 052 | 112 343 | -1,7 % | 1,2 % | -13 % | -17 489 |

T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF (créé en mai 2007, données CAF, estimation tous régimes)

| Données métropole + DOM | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Ventilation des bénéficiaires 2010 | | | Structure 2010 |
|--|--------|--------|--------|--------|--|-----------------------------|------------------------|----------------|
| | | | | | Perception de toutes les PF + la moitié des AF | Uniquement la moitié des AF | Dossier mixte (1 et 2) | |
| Familles bénéficiaires du partage des AF | | | | | 31,2 % | 29,9 % | 38,9 % | |
| CAF | 16 128 | 27 656 | 37 694 | 47 031 | 14 668 | 14 074 | 18 289 | |
| Tous régimes | 16 937 | 28 981 | 39 462 | 49 134 | 15 324 | 14 703 | 19 107 | |
| Enfants bénéficiaires du partage des AF | | | | | | | | |
| CAF (chiffre CAF rectifié en 2007) | 31 937 | 27 067 | 36 675 | 45 675 | | | | |
| Tous régimes | 33 539 | 28 364 | 38 395 | 47 717 | | | | |
| Part des familles ayant demandé le partage des AF dans l'ensemble des bénéficiaires des AF | 0,3 % | 0,6 % | 0,8 % | 1,0 % | | | | |

Source : CNAF FILEAS données CAF.

Dans ce tableau ne sont comptés que les allocataires dont les enfants sont en résidence alternée avec partage des AF.

Le dossier principal correspond au dossier du parent qui bénéficie de toutes les prestations légales ainsi que les AF partagées.

Le dossier AF seules correspond au dossier de l'autre parent qui ne bénéficie que des AF partagées.

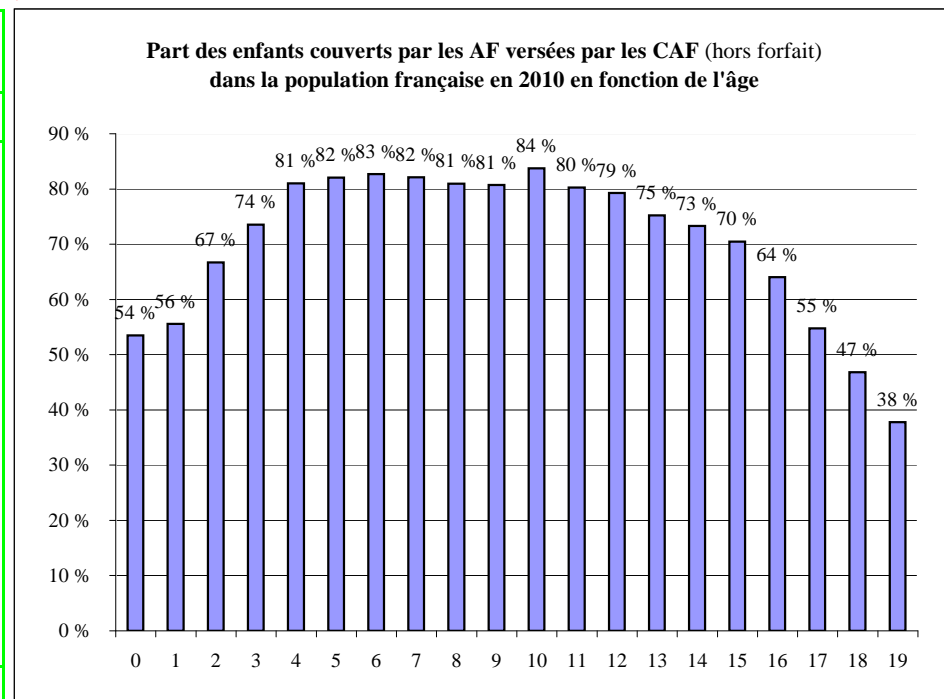
Le dossier mixte correspond à des familles recomposées avec enfants originaires de plusieurs fratries.

T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF)

| Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010/2009 | 2010 - 2006 | Ventilation E(F 2E+) selon leur rang | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|----------------|--------------------------------------|---------|-----------|
| | | | | | | | | 2006 | 2010 | 2010-2006 |
| 1^{er} E des F de 2 E et plus "sans AF" | 4 514 446 | 4 524 083 | 4 533 054 | 4 555 368 | 4 575 558 | 0,4 % | 61 112 | 41,18 % | 41,30 % | 0,12 |
| Enfants de rang 2 et plus | 6 449 555 | 6 454 371 | 6 458 187 | 6 482 088 | 6 503 858 | 0,3 % | 54 303 | 58,82 % | 58,70 % | |
| 2 ^e E (F 2 E et +) | 4 514 446 | 4 524 083 | 4 533 054 | 4 555 368 | 4 575 558 | 0,4 % | 61 112 | 41,18 % | 41,30 % | 0,12 |
| 3 ^e E (F 3 E et +) | 1 444 057 | 1 443 923 | 1 443 536 | 1 446 353 | 1 449 734 | 0,2 % | 5 677 | 13,17 % | 13,08 % | -0,09 |
| 4 ^e E et suivants | 491 052 | 486 365 | 481 597 | 480 367 | 478 566 | -0,4 % | -12 486 | 4,48 % | 4,32 % | -0,16 |
| Enfants des familles de 2 enfants et plus | 10 964 001 | 10 978 454 | 10 991 241 | 11 037 456 | 11 079 416 | 0,4 % | 115 415 | 100 % | 100 % | |
| Partage des AF : cas mixtes | | 1 314 | 2 767 | 3 258 | 3 981 | | | | | |
| Famille d'un enfant DOM | 101 702 | 104 325 | 110 446 | 107 589 | 108 970 | 1,3 % | 7 268 | | | |
| Total E des F bénéficiaires des AF, hors forfait AF | 11 065 690 | 11 084 093 | 11 104 454 | 11 148 303 | 11 192 367 | 0,4 % | 126 677 | | | |

T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge (1)

| Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM (extraction fichier FILEAS) | Part des enfants bénéficiaires d'AF CAF dans l'ensemble de la population française | | | | |
|--|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Age | | | | | |
| 19 | 38,4 % | 38,4 % | 37,2 % | 37,8 % | 37,8 % |
| 18 | 48,0 % | 46,7 % | 46,7 % | 47,1 % | 46,9 % |
| 17 | 55,2 % | 55,4 % | 55,4 % | 55,5 % | 54,8 % |
| 16 | 62,2 % | 62,4 % | 62,0 % | 61,2 % | 64,0 % |
| 15 | 68,1 % | 67,9 % | 66,3 % | 69,4 % | 70,4 % |
| 14 | 72,1 % | 70,3 % | 73,5 % | 74,9 % | 73,3 % |
| 13 | 73,3 % | 76,5 % | 78,0 % | 76,5 % | 75,2 % |
| 12 | 78,6 % | 80,4 % | 78,7 % | 77,4 % | 79,3 % |
| 11 | 82,2 % | 80,4 % | 78,9 % | 80,9 % | 80,3 % |
| 10 | 81,9 % | 80,1 % | 81,9 % | 81,3 % | 83,8 % |
| 9 | 80,9 % | 82,9 % | 81,9 % | 84,4 % | 80,7 % |
| 8 | 83,5 % | 82,4 % | 84,6 % | 81,0 % | 81,0 % |
| 7 | 82,5 % | 84,8 % | 80,7 % | 80,7 % | 82,1 % |
| 6 | 84,4 % | 80,3 % | 80,0 % | 81,4 % | 82,7 % |
| 5 | 79,3 % | 78,8 % | 79,8 % | 81,1 % | 82,1 % |
| 4 | 76,4 % | 77,5 % | 78,2 % | 79,1 % | 81,0 % |
| 3 | 73,1 % | 73,7 % | 74,1 % | 75,8 % | 73,5 % |
| 2 | 65,1 % | 65,4 % | 66,7 % | 64,4 % | 66,7 % |
| 1 | 57,8 % | 58,9 % | 57,0 % | 58,8 % | 55,6 % |
| Année de naissance | 56,0 % | 54,1 % | 55,6 % | 52,3 % | 53,5 % |
| Total yc F1 E DOM, hors forfait AF | 69,6 % | 69,6 % | 69,6 % | 69,9 % | 70,1 % |



T2PF 152 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes (1)

| Données métropole + DOM | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| Enfants CAF, yc familles 1 E DOM, hors forfait AF | 11 065 703 | 11 082 779 | 11 101 687 | 11 145 045 | 11 188 386 |
| Part des enfants CAF / population [0-19 ans] | 69,6 % | 69,6 % | 69,6 % | 69,8 % | 70,1 % |
| Enfants tous régimes, yc F 1 E DOM, hors forfait AF | 11 634 431 | 11 633 641 | 11 628 303 | 11 662 843 | 11 683 901 |
| Part enfants tous régimes / population [0-19 ans] | 73,2 % | 73,1 % | 72,9 % | 73,1 % | 73,2 % |
| Population française de [0-19 ans] (1) | 15 887 753 | 15 924 796 | 15 948 899 | 15 959 565 | 15 968 499 |

(1) Source INSEE bilan démographique au 1^{er} janvier 2011 (pour les 31 décembre 2006-2010).

- aux enfants bénéficiaires des majorations de plus de seize ans et des majorations de onze à quinze ans (attribuées à des enfants nés avant mai 1997¹⁰).

. Suite à la réforme des majorations¹¹, les effectifs d'enfants bénéficiaires des majorations pour âge vont régresser jusqu'en juin 2011. *Un enfant né en mai 1997 a eu 11 ans après la réforme des majorations d'Af. Il n'ouvre pas droit à l'ancienne majoration de 11 ans. Il ne bénéficiera de la majoration unique (égale à l'ancienne majoration de 16 ans) qu'en juin 2011 (à 14 ans et un mois) et ce, jusqu'au mois précédant ses 20 ans.*

- L'effectif Caf des enfants bénéficiaires de majoration de onze à quinze ans (926 730 enfants dans les Caf) régresse de – 14 % en 2008, de – 25 % en 2009 et de – 32 % en 2010 (cf. T2PF 17).

- L'effectif des enfants bénéficiaires de majoration de plus de seize ans (812 750 enfants dans les Caf) n'est pas encore affecté par la réforme : il régresse de – 1,9 % en 2009 (après – 1,4 % en 2009).

. L'effectif d'enfants des familles de deux enfants et plus tous régimes progresse de + 42 202 entre 2006 et 2010, avec + 115 415 pour les effectifs des Caf et – 73 213 pour les autres régimes dont la part dans la population française diminue (cf. T2PF 11).

Par ailleurs, la progression selon le rang de l'enfant de l'effectif Caf se décompose de la façon suivante : +61 112 enfants de rang un et + 54 303 enfants de rang deux et plus qui ouvrent réellement droit aux Af (avec + 61 112 enfants de rang deux, + 5 677 enfants de rang trois, – 12 486 enfants de rang quatre et plus, cf. T2PF 14).

. La part des enfants couverts par les Af (hors forfait Af, tous régimes) est de l'ordre de **70 % de la population française de moins de 20 ans** (cf. T2PF 151). Du fait des spécificités de la législation relative aux Af, la population couverte par les Caf n'est que de 54 % des enfants de l'année de leur naissance, 38 % des enfants de 19 ans. Le taux maximum est de 84 % pour les enfants de 10 ans (cf. T2PF 151).

. Le nombre de bénéficiaires du **forfait Af** est estimé à 110 141 familles¹² et à 112 343 enfants en décembre 2010 (cf. T2PF 12, tous régimes). Parmi des bénéficiaires Caf des Af, 2,2 % des familles perçoivent le forfait Af ; 0,1 % perçoivent le forfait sans les Af (cf. T2PF 162010).

. Depuis mai 2007, les familles peuvent demander le partage¹³ des Af et des majorations pour âge pour les enfants en **résidence alternée** suite à un divorce ou à une séparation : en décembre 2010, 1,0 % des

bénéficiaires des Af ont choisi de demander le partage des Af (49 134 familles pour 47 717 enfants, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 13).

. Par ailleurs, il est rappelé que, **dans les Dom**, les enfants des familles de un enfant (108 958 au 31 décembre 2010, cf. T2PF 18) ouvrent droit aux Af (22,88 euros par mois) et à des majorations (cf. T2PF 7761) : ils représentent 1 % de l'ensemble des enfants bénéficiaires des Af dans les Caf.

Les prestations jeune enfant

Les prestations dédiées à la petite enfance sont dynamiques du fait de la mise en place de la Paje. Les prestations que remplace la Paje ont vu leurs effectifs de bénéficiaires décroître au fur et à mesure de la montée en charge de la Paje. L'effectif de bénéficiaires d'une composante de la Paje s'élève à **2 367 294 familles** au 31 décembre 2010.

* 1 944 258 familles reçoivent **l'allocation de base de la Paje** et 54 247 ont bénéficié de la **prime de naissance et d'adoption de la Paje**¹⁴ au titre du mois de décembre.

. L'évolution des effectifs de bénéficiaires de la prime de naissance (– 2,6 % en 2007, – 0,8 % en 2008, + 1,6 % en 2009, – 2,1 % en 2010) est à mettre en parallèle avec l'évolution des naissances¹⁵ correspondant au septième mois de grossesse (– 1,3 % en 2007, + 0,7 % en 2008, + 0,4 % en 2009 et + 0,5 % en 2010).

. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de base varie peu en 2007, en 2009 et en 2010 (respectivement + 0,4 %, – 0,3 % et + 0,6 %) avec + 2,1 % en 2008. Ces évolutions peuvent être rapprochées de l'évolution des naissances cumulées sur trois ans (+ 1,4 % en 2007, + 0,9 % en 2008, + 0,3 % en 2009 et + 0,2 % en 2010).

* *La montée en charge du complément mode de garde s'achève fin 2010.* En décembre 2010, 89 % des bénéficiaires du **complément mode de garde Paje**¹⁶ (Cmg, 833 517) ont recours à un assistant maternel¹⁷ (Am, 744 122). 67 286 allocataires ont recours à la garde à domicile, 22 109 ont eu recours au Cmg structure.

. La part des bénéficiaires du **Cmg assistants maternels** ayant les ressources les plus modestes (17,5 %) progresse de 4,1 points entre 2006 et 2010 dans l'ensemble des bénéficiaires du Cmg Am. La part de familles de 1 enfant (49 %) régresse de – 4,0 points alors que celle des couples de 3 enfants et plus (9,8 %) progresse de + 1,1 point (cf. T2PF 231, données CAF).

T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille

| Données CAF, métropole + DOM | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | 2007- 2006 | 2008- 2007 | 2009- 2008 | 2010- 2009 | 2010- 2006 |
|---------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ventilation des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | | | | |
| Familles sans enfant | 43,5 % | 43,0 % | 42,7 % | 42,3 % | 42,4 % | 42,2 % | 42,2 % | -0,3 | 0,0 | -0,2 | -0,1 | -0,5 |
| Monoparents | | | 8,2 % | 8,4 % | 7,9 % | 8,3 % | 7,9 % | 0,2 | -0,4 | 0,3 | -0,4 | -0,3 |
| Couples | | | 34,5 % | 34,0 % | 34,5 % | 34,0 % | 34,3 % | -0,5 | 0,5 | -0,5 | 0,3 | -0,2 |
| Famille d'un enfant | 34,5 % | 34,8 % | 34,8 % | 34,9 % | 34,9 % | 35,1 % | 34,9 % | 0,2 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | 0,2 |
| Monoparents | | | 4,3 % | 4,3 % | 4,2 % | 4,4 % | 4,3 % | 0,1 | -0,1 | 0,2 | -0,1 | 0,1 |
| Couples | | | 30,5 % | 30,6 % | 30,7 % | 30,6 % | 30,6 % | 0,1 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 22,0 % | 22,2 % | 22,6 % | 22,7 % | 22,7 % | 22,7 % | 22,9 % | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,3 |
| Monoparents | | | 3,4 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,4 % | 3,7 % | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 |
| Couples | | | 19,2 % | 19,3 % | 19,3 % | 19,3 % | 19,2 % | 0,2 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,1 |
| Familles de 2 enfants | 14,9 % | 15,1 % | 13,1 % | 13,3 % | 12,8 % | 13,1 % | 12,9 % | 0,2 | -0,4 | 0,3 | -0,2 | -0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 7,2 % | 7,2 % | 6,1 % | 6,1 % | 6,5 % | 6,2 % | 6,3 % | 0,0 | 0,4 | -0,3 | 0,2 | 0,2 |
| Effectifs CAF | 52 850 | 52 289 | 54 611 | 53 202 | 52 861 | 53 767 | 52 623 | -1 409 | -341 | 906 | -1 144 | -1 988 |
| Familles sans enfant | 22 992 | 22 475 | 23 305 | 22 529 | 22 411 | 22 712 | 22 193 | -776 | -118 | 301 | -519 | -1 112 |
| Monoparents | | | 4 478 | 4 446 | 4 197 | 4 439 | 4 135 | -32 | -249 | 242 | -304 | -343 |
| Couples | | | 18 827 | 18 083 | 18 214 | 18 273 | 18 058 | -744 | 131 | 59 | -215 | -769 |
| Famille d'un enfant | 18 207 | 18 180 | 18 982 | 18 576 | 18 453 | 18 846 | 18 375 | -406 | -123 | 393 | -471 | -607 |
| Monoparents | | | 2 330 | 2 309 | 2 226 | 2 373 | 2 281 | -21 | -83 | 147 | -92 | -49 |
| Couples | | | 16 652 | 16 267 | 16 227 | 16 473 | 16 094 | -385 | -40 | 246 | -379 | -558 |
| Familles de 2 enfants et plus | 11 651 | 11 634 | 12 324 | 12 097 | 11 997 | 12 209 | 12 055 | -227 | -100 | 212 | -154 | -269 |
| Monoparents | | | 1 862 | 1 808 | 1 791 | 1 843 | 1 937 | -54 | -17 | 52 | 94 | 75 |
| Couples | | | 10 462 | 10 289 | 10 206 | 10 366 | 10 118 | -173 | -83 | 160 | -248 | -344 |
| Familles de 2 enfants | 7 867 | 7 888 | 7 143 | 7 058 | 6 791 | 7 054 | 6 792 | -85 | -267 | 263 | -262 | -351 |
| Familles de 3 enfants et plus | 3 784 | 3 746 | 3 319 | 3 231 | 3 415 | 3 312 | 3 326 | -88 | 184 | -103 | 14 | 7 |

T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille

| Données CAF, métropole + DOM | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | 2007- 2006 | 2008- 2007 | 2009- 2008 | 2010- 2009 | 2010- 2006 |
|---------------------------------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ventilation des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100,0 % | 100,0 % | | | | | |
| Familles sans enfant | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,05 % | 0,05 % | 0,04 % | 0,04 % | -0,01 | 0,00 | -0,01 | 0,00 | -0,01 |
| Monoparents | | | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Couples | | | 0,04 % | 0,04 % | 0,04 % | 0,03 % | 0,03 % | -0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,01 |
| Famille d'un enfant | 43,4 % | 43,0 % | 41,7 % | 41,5 % | 41,7 % | 41,7 % | 41,9 % | -0,22 | 0,17 | 0,05 | 0,16 | 0,15 |
| Monoparents | | | 8,3 % | 8,2 % | 7,9 % | 8,0 % | 8,0 % | -0,11 | -0,24 | 0,06 | -0,02 | -0,31 |
| Couples | | | 33,5 % | 33,3 % | 33,7 % | 33,7 % | 33,9 % | -0,12 | 0,41 | -0,01 | 0,18 | 0,46 |
| Familles de 2 enfants et plus | 56,5 % | 56,9 % | 58,2 % | 58,4 % | 58,3 % | 58,2 % | 58,1 % | 0,23 | -0,17 | -0,04 | -0,16 | -0,14 |
| Monoparents | | | 7,7 % | 7,8 % | 7,8 % | 8,0 % | 8,0 % | 0,09 | -0,06 | 0,20 | 0,04 | 0,27 |
| Couples | | | 50,5 % | 50,6 % | 50,5 % | 50,3 % | 50,1 % | 0,14 | -0,10 | -0,24 | -0,21 | -0,41 |
| Familles de 2 enfants | 34,6 % | 35,1 % | 31,1 % | 31,1 % | 31,1 % | 31,0 % | 30,9 % | -0,03 | 0,02 | -0,08 | -0,11 | -0,21 |
| Familles de 3 enfants et plus | 22,0 % | 21,8 % | 19,4 % | 19,5 % | 19,4 % | 19,3 % | 19,2 % | 0,17 | -0,12 | -0,16 | -0,09 | -0,20 |
| Effectifs CAF | 665 671 | 1 232 064 | 1 824 851 | 1 833 882 | 1 874 784 | 1 870 213 | 1 884 186 | 9 031 | 40 902 | -4 571 | 13 973 | 59 335 |
| Familles sans enfant | 838 | 824 | 1 034 | 889 | 868 | 749 | 795 | -145 | -21 | -119 | 46 | -239 |
| Monoparents | | | 221 | 201 | 211 | 178 | 213 | -20 | 10 | -33 | 35 | -8 |
| Couples | | | 813 | 688 | 657 | 571 | 582 | -125 | -31 | -86 | 11 | -231 |
| Famille d'un enfant | 288 587 | 529 876 | 761 626 | 761 274 | 781 390 | 780 428 | 789 300 | -352 | 20 116 | -962 | 8 872 | 27 674 |
| Monoparents | | | 151 119 | 149 861 | 148 696 | 149 435 | 150 266 | -1 258 | -1 165 | 739 | 831 | -853 |
| Couples | | | 610 507 | 611 413 | 632 694 | 630 993 | 639 034 | 906 | 21 281 | -1 701 | 8 041 | 28 527 |
| Familles de 2 enfants et plus | 376 246 | 701 364 | 1 062 191 | 1 071 719 | 1 092 526 | 1 089 036 | 1 094 091 | 9 528 | 20 807 | -3 490 | 5 055 | 31 900 |
| Monoparents | | | 140 970 | 143 374 | 145 396 | 148 724 | 150 652 | 2 404 | 2 022 | 3 328 | 1 928 | 9 682 |
| Couples | | | 921 221 | 928 345 | 947 130 | 940 312 | 943 439 | 7 124 | 18 785 | -6 818 | 3 127 | 22 218 |
| Familles de 2 enfants | 230 023 | 432 664 | 567 726 | 569 941 | 583 014 | 580 010 | 582 183 | 2 215 | 13 073 | -3 004 | 2 173 | 14 457 |
| Familles de 3 enfants et plus | 146 223 | 268 700 | 353 495 | 358 404 | 364 116 | 360 302 | 361 256 | 4 909 | 5 712 | -3 814 | 954 | 7 761 |

T2PF 231 : CMG AM : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille

| Données CAF, métropole + DOM En % selon le niveau de ressources | Période de montée en charge : 2010 effectifs en fin de montée en charge | | | | | | | 2010- 2009 |
|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | |
| En dessous du plafond 1 (bas) | 10,7 % | 11,6 % | 13,4 % | 14,7 % | 16,6 % | 17,0 % | 17,5 % | 0,5 |
| Familles d'un enfant | 5,9 % | 6,5 % | 6,9 % | 7,1 % | 8,3 % | 8,4 % | 8,7 % | 0,3 |
| Monoparents | | | 3,0 % | 3,3 % | 3,7 % | 4,0 % | 4,2 % | 0,2 |
| Couples | | | 3,9 % | 3,8 % | 4,6 % | 4,4 % | 4,5 % | 0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 4,8 % | 5,1 % | 6,5 % | 7,6 % | 8,3 % | 8,6 % | 8,8 % | 0,2 |
| Monoparents | | | 1,5 % | 1,7 % | 2,0 % | 2,3 % | 2,5 % | 0,1 |
| Couples | | | 5,1 % | 5,8 % | 6,3 % | 6,3 % | 6,3 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants | 3,5 % | 3,7 % | 3,6 % | 4,1 % | 4,3 % | 4,3 % | 4,2 % | 0,0 |
| Familles de 3 enfants et plus | 1,4 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,8 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,1 % | 0,1 |
| Entre les deux plafonds | 69,6 % | 68,6 % | 67,3 % | 67,0 % | 67,2 % | 66,5 % | 66,5 % | 0,0 |
| Familles d'un enfant | 37,1 % | 37,2 % | 35,4 % | 34,2 % | 33,1 % | 31,9 % | 31,8 % | -0,1 |
| Monoparents | | | 0,6 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,0 |
| Couples | | | 34,8 % | 33,5 % | 32,5 % | 31,2 % | 31,1 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 32,6 % | 31,4 % | 31,9 % | 32,9 % | 34,0 % | 34,6 % | 34,6 % | 0,1 |
| Monoparents | | | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,0 |
| Couples | | | 31,7 % | 32,6 % | 33,8 % | 34,3 % | 34,3 % | 0,1 |
| Familles de 2 enfants | 27,4 % | 25,8 % | 25,9 % | 26,6 % | 27,5 % | 27,9 % | 27,9 % | 0,0 |
| Familles de 3 enfants et plus | 5,2 % | 5,6 % | 5,8 % | 6,0 % | 6,3 % | 6,4 % | 6,4 % | 0,0 |
| Au-dessus du plafond 2 (haut) | 19,7 % | 19,7 % | 19,2 % | 18,3 % | 16,2 % | 16,5 % | 16,0 % | -0,4 |
| Familles d'un enfant | 11,3 % | 11,2 % | 10,6 % | 10,0 % | 8,6 % | 8,6 % | 8,4 % | -0,2 |
| Monoparents | | | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 |
| Couples | | | 10,5 % | 9,9 % | 8,5 % | 8,5 % | 8,3 % | -0,2 |
| Familles de 2 enfants et plus | 8,4 % | 8,5 % | 8,6 % | 8,3 % | 7,6 % | 7,8 % | 7,6 % | -0,2 |
| Monoparents | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 |
| Couples | | | 8,6 % | 8,3 % | 7,6 % | 7,8 % | 7,6 % | -0,2 |
| Familles de 2 enfants | 7,2 % | 7,1 % | 7,1 % | 6,9 % | 6,3 % | 6,4 % | 6,3 % | -0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 1,2 % | 1,4 % | 1,5 % | 1,4 % | 1,3 % | 1,4 % | 1,3 % | 0,0 |
| Total des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Familles d'un enfant | 54,2 % | 54,9 % | 52,9 % | 51,3 % | 50,0 % | 49,0 % | 48,9 % | 0,0 |
| Monoparents | | | 3,7 % | 4,1 % | 4,5 % | 4,9 % | 5,0 % | 0,2 |
| Couples | | | 49,2 % | 47,2 % | 45,6 % | 44,1 % | 43,9 % | -0,2 |
| Familles de 2 enfants et plus | 45,8 % | 45,1 % | 47,1 % | 48,7 % | 50,0 % | 51,0 % | 51,1 % | 0,0 |
| Monoparents | | | 1,8 % | 2,1 % | 2,3 % | 2,7 % | 2,8 % | 0,1 |
| Couples | | | 45,3 % | 46,7 % | 47,6 % | 48,4 % | 48,2 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants | 38,0 % | 36,6 % | 36,6 % | 37,5 % | 38,1 % | 38,5 % | 38,4 % | -0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 7,8 % | 8,5 % | 8,7 % | 9,1 % | 9,6 % | 9,8 % | 9,8 % | 0,0 |
| Nbre moyen d'enfants bénéficiaires / 100 familles | | 119,0 | 117,3 | 116,5 | 115,9 | 115,6 | 115,5 | -0,1 |

T2PF 232 : CMG AM : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille

| Données CAF, métropole + DOM En % selon l'âge de l'enfant | Période de montée en charge : 2004-2010 | | | | | | | 2010- 2009 |
|--|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | |
| Enfants de 0 à 3 ans] | 87,3 % | 87,3 % | 87,8 % | 77,9 % | 72,4 % | 68,7 % | 68,8 % | 0,1 |
| Familles d'un enfant | 43,9 % | 46,1 % | 45,0 % | 39,6 % | 36,4 % | 34,3 % | 34,4 % | 0,1 |
| Monoparents | | | 3,2 % | 2,9 % | 2,7 % | 2,6 % | 2,7 % | 0,1 |
| Couples | | | 41,9 % | 36,7 % | 33,8 % | 31,7 % | 31,7 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants et plus | 43,4 % | 41,3 % | 42,8 % | 38,3 % | 35,9 % | 34,4 % | 34,4 % | 0,0 |
| Monoparents | | | 1,6 % | 1,5 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,5 % | 0,1 |
| Couples | | | 41,2 % | 36,8 % | 34,5 % | 33,0 % | 32,9 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants | 36,1 % | 33,5 % | 33,2 % | 29,6 % | 27,6 % | 26,4 % | 26,3 % | -0,1 |
| Familles de 3 enfants et plus | 7,3 % | 7,7 % | 8,0 % | 7,2 % | 6,9 % | 6,6 % | 6,6 % | 0,0 |
| Enfants de 3 à 6 ans] | 12,7 % | 12,7 % | 12,2 % | 22,1 % | 27,6 % | 31,3 % | 31,2 % | -0,1 |
| Familles d'un enfant | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 4,5 % | 6,7 % | 8,1 % | 8,0 % | -0,1 |
| Monoparents | | | 0,0 % | 0,7 % | 1,2 % | 1,6 % | 1,7 % | 0,0 |
| Couples | | | 0,1 % | 3,8 % | 5,5 % | 6,4 % | 6,3 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 12,6 % | 12,6 % | 12,1 % | 17,7 % | 20,9 % | 23,2 % | 23,2 % | -0,1 |
| Monoparents | | | 0,3 % | 0,7 % | 1,1 % | 1,4 % | 1,5 % | 0,1 |
| Couples | | | 11,8 % | 16,9 % | 19,8 % | 21,8 % | 21,7 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants | 10,4 % | 10,7 % | 10,0 % | 14,1 % | 16,2 % | 17,7 % | 17,6 % | -0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 2,2 % | 1,9 % | 1,7 % | 2,8 % | 3,6 % | 4,1 % | 4,1 % | 0,0 |
| Total des enfants | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | |
| Familles d'un enfant | 44,0 % | 46,2 % | 45,1 % | 44,0 % | 43,2 % | 42,4 % | 42,4 % | 0,0 |
| Monoparents | | | 3,2 % | 3,5 % | 3,9 % | 4,2 % | 4,3 % | 0,1 |
| Couples | | | 42,0 % | 40,5 % | 39,3 % | 38,2 % | 38,1 % | -0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 56,0 % | 53,8 % | 54,9 % | 56,0 % | 56,8 % | 57,6 % | 57,6 % | 0,0 |
| Monoparents | | | 1,9 % | 2,2 % | 2,5 % | 2,8 % | 3,0 % | 0,2 |
| Couples | | | 53,0 % | 53,8 % | 54,3 % | 54,8 % | 54,6 % | -0,2 |
| Familles de 2 enfants | 46,5 % | 44,2 % | 43,3 % | 43,7 % | 43,9 % | 44,1 % | 43,9 % | -0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 9,5 % | 9,6 % | 18,0 % | 21,3 % | 10,4 % | 10,7 % | 10,7 % | 0,0 |

T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG "structure")

| Données CAF, métropole + DOM | Période de montée en charge : 2010 effectifs en fin de montée en charge | | | | | | | 2010-2009 |
|--|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | |
| CMG à domicile (hors doubles comptes) | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Familles d'un enfant | 35 % | 34 % | 31 % | 29 % | 28 % | 27 % | 27 % | 0,3 |
| Monoparents | | | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 0,2 |
| Couples | | | 29 % | 27 % | 25 % | 24 % | 24 % | 0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 65 % | 66 % | 69 % | 71 % | 72 % | 73 % | 73 % | -0,3 |
| Monoparents | | | 2 % | 2 % | 3 % | 4 % | 4 % | 0,2 |
| Couples | | | 67 % | 68 % | 69 % | 70 % | 69 % | -0,5 |
| Familles de 2 enfants | 40 % | 41 % | 42 % | 43 % | 44 % | 44 % | 43 % | -0,6 |
| Familles de 3 enfants et plus | 25 % | 25 % | 25 % | 25 % | 25 % | 26 % | 26 % | 0,1 |

T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans*

* Un bénéficiaire de CMG à domicile qui a 2 enfants, un de moins de 3 ans et l'autre entre 3 et 6 ans, est dénombré dans la rubrique moins de 3 ans.

| Données CAF, métropole + DOM | Période de montée en charge : 2010 effectifs en fin de montée en charge | | | | | | | 2010-2009 |
|--------------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | |
| Selon le niveau de ressources | | | | | | | | |
| En dessous du plafond 1 (bas) | 2,7 % | 3,1 % | 3,9 % | 4,6 % | 6,0 % | 6,3 % | 7,2 % | 0,9 |
| Familles d'un enfant | 0,9 % | 1,2 % | 1,5 % | 1,7 % | 2,4 % | 2,5 % | 2,8 % | 0,3 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 0,8 % | 0,9 % | 1,2 % | 1,3 % | 1,4 % | 0,1 |
| Familles de 2 enfants | 1,0 % | 1,1 % | 0,9 % | 1,0 % | 1,3 % | 1,4 % | 1,7 % | 0,2 |
| Familles de 3 enfants et plus | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,9 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,3 % | 0,2 |
| Entre les deux plafonds | 18,6 % | 19,5 % | 20,3 % | 21,4 % | 24,0 % | 24,3 % | 24,3 % | 0,0 |
| Familles d'un enfant | 5,5 % | 5,5 % | 5,6 % | 6,1 % | 7,1 % | 7,1 % | 7,3 % | 0,2 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants | 7,5 % | 8,1 % | 8,0 % | 8,6 % | 9,8 % | 10,0 % | 10,0 % | 0,0 |
| Familles de 3 enfants et plus | 5,6 % | 5,9 % | 6,1 % | 6,1 % | 6,5 % | 6,6 % | 6,4 % | -0,2 |
| Au-dessus du plafond 2 (haut) | 78,7 % | 77,5 % | 75,8 % | 74,0 % | 70,1 % | 69,4 % | 68,5 % | -0,9 |
| Familles d'un enfant | 28,3 % | 27,1 % | 24,1 % | 23,6 % | 22,8 % | 22,8 % | 22,9 % | 0,1 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants | 31,6 % | 32,2 % | 33,0 % | 32,6 % | 30,8 % | 30,3 % | 29,5 % | -0,8 |
| Familles de 3 enfants et plus | 18,8 % | 18,1 % | 18,4 % | 17,5 % | 16,2 % | 16,0 % | 15,9 % | -0,1 |
| Total des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Familles d'un enfant | 34,7 % | 33,8 % | 31,2 % | 31,4 % | 32,3 % | 32,4 % | 33,0 % | 0,6 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 1,7 % | 1,9 % | 2,0 % | 2,1 % | 2,2 % | 0,2 |
| Familles de 2 enfants | 40,2 % | 41,4 % | 41,9 % | 42,2 % | 41,9 % | 41,8 % | 41,2 % | -0,7 |
| Familles de 3 enfants et plus | 25,1 % | 24,7 % | 25,2 % | 24,6 % | 23,8 % | 23,7 % | 23,6 % | -0,1 |

T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans

| Données CAF, métropole + DOM | Période de montée en charge : 2010 effectifs en fin de montée en charge | | | | | | | 2010-2009 |
|--------------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | 2010 Caf | |
| Selon le niveau de ressources | | | | | | | | |
| En dessous du plafond 1 (bas) | | 5,6 % | 3,0 % | 7,5 % | 9,5 % | 9,7 % | 9,9 % | 0,3 |
| Familles d'un enfant | | 5,6 % | 1,8 % | 1,7 % | 2,4 % | 2,6 % | 2,7 % | 0,6 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 0,6 % | 2,3 % | 2,6 % | 3,1 % | 3,3 % | 0,3 |
| Familles de 2 enfants | | | 0,6 % | 1,8 % | 2,5 % | 2,2 % | 2,1 % | -0,1 |
| Familles de 3 enfants et plus | | | | 1,7 % | 2,0 % | 1,9 % | 1,9 % | 0,0 |
| Entre les deux plafonds | 29,4 % | 27,8 % | 31,3 % | 24,4 % | 27,0 % | 26,9 % | 26,8 % | -0,1 |
| Familles d'un enfant | 17,6 % | 15,3 % | 12,0 % | 4,7 % | 4,9 % | 4,9 % | 4,7 % | -0,1 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 2,4 % | 1,4 % | 1,5 % | 1,8 % | 1,8 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants | 11,8 % | 5,6 % | 9,6 % | 10,9 % | 12,5 % | 12,3 % | 12,2 % | -0,1 |
| Familles de 3 enfants et plus | | 6,9 % | 7,2 % | 7,4 % | 8,1 % | 7,9 % | 8,1 % | 0,2 |
| Au-dessus du plafond 2 (haut) | 70,6 % | 66,7 % | 65,7 % | 68,1 % | 63,5 % | 63,4 % | 63,2 % | -0,2 |
| Familles d'un enfant | 35,3 % | 25,0 % | 28,9 % | 14,6 % | 12,2 % | 10,9 % | 11,0 % | 0,1 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 1,8 % | 0,8 % | 0,7 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,0 |
| Familles de 2 enfants | 17,6 % | 22,2 % | 22,3 % | 32,8 % | 31,9 % | 32,5 % | 32,1 % | -0,3 |
| Familles de 3 enfants et plus | 17,6 % | 19,4 % | 12,7 % | 19,9 % | 18,8 % | 19,3 % | 19,2 % | 0,0 |
| Total des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Familles d'un enfant | 52,9 % | 45,8 % | 42,8 % | 20,6 % | 19,5 % | 18,4 % | 18,4 % | 0,1 |
| Monoparents 2 enfants et plus | | | 4,8 % | 4,4 % | 4,7 % | 5,6 % | 5,9 % | 0,3 |
| Familles de 2 enfants | 29,4 % | 27,8 % | 32,5 % | 45,6 % | 46,9 % | 47,0 % | 46,4 % | -0,6 |
| Familles de 3 enfants et plus | 17,6 % | 26,4 % | 19,9 % | 29,0 % | 28,9 % | 29,0 % | 29,2 % | 0,2 |

T2PF 242 : CMG "structure"

| Données CAF, métropole + DOM | Montée en charge : 2010 effectifs en fin de montée en charge | 2010 Caf |
|--------------------------------------|--|---------------|
| CMG association ou entreprise | | 100 % |
| Familles d'un enfant | | 31 % |
| Monoparents 2 enfants et plus | | 7 % |
| Familles de 2 enfants | | 44 % |
| Familles de 3 enfants et plus | | 19 % |
| Service d'accueil familial | | 4 % |
| Micro - crèches | | 14 % |
| Garde à domicile | | 83 % |
| CMG association ou entreprise | | 21 565 |

T2PF 251 : CLCA et COLCA : ventilation des effectifs CAF de familles selon le taux d'activité

| Données CAF, métropole + DOM Montant fonction du niveau d'activité | Montée en charge - 2009 effectifs en fin de montée en charge | | | | | | 2010 Caf | 2010- 2009 | 2010- 2006 |
|---|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------------|---------------|
| | 2004 Caf | 2005 Caf | 2006 Caf | 2007 Caf | 2008 Caf | 2009 Caf | | | |
| Cessation d'activité | 69,6 % | 65,5 % | 63,3 % | 61,2 % | 60,0 % | 58,4 % | 56,7 % | -1,7 | -6,6 |
| Familles d'un enfant | 11,2 % | 5,5 % | 4,3 % | 3,8 % | 3,9 % | 3,8 % | 3,7 % | -0,1 | -0,5 |
| Monoparents | | | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,0 | 0,0 |
| Couples | | | 3,9 % | 3,5 % | 3,6 % | 3,5 % | 3,4 % | -0,1 | -0,5 |
| Familles de 2 enfants et plus | 58,5 % | 60,0 % | 59,0 % | 57,4 % | 56,1 % | 54,6 % | 52,9 % | -1,6 | -6,1 |
| Monoparents | | | 4,5 % | 4,5 % | 4,5 % | 4,6 % | 4,6 % | -0,1 | 0,0 |
| Couples | | | 54,5 % | 52,8 % | 51,6 % | 49,9 % | 48,4 % | -1,6 | -6,1 |
| Familles de 2 enfants | 33,8 % | 34,0 % | 30,0 % | 28,6 % | 27,6 % | 26,6 % | 25,5 % | -1,1 | -4,5 |
| Familles de 3 enfants et plus | 24,7 % | 26,1 % | 24,4 % | 24,2 % | 23,9 % | 23,3 % | 22,8 % | -0,5 | -1,6 |
| Activité au plus égale à 50 % | 20,0 % | 23,3 % | 25,3 % | 27,3 % | 28,9 % | 30,8 % | 32,5 % | 1,7 | 7,3 |
| Familles d'un enfant | 4,5 % | 2,7 % | 1,8 % | 2,0 % | 2,1 % | 2,3 % | 2,4 % | 0,2 | 0,6 |
| Monoparents | | | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 | 0,0 |
| Couples | | | 1,8 % | 1,9 % | 2,0 % | 2,2 % | 2,3 % | 0,1 | 0,6 |
| Familles de 2 enfants et plus | 15,5 % | 20,6 % | 23,4 % | 25,3 % | 26,8 % | 28,5 % | 30,1 % | 1,6 | 6,7 |
| Monoparents | | | 0,9 % | 0,9 % | 1,0 % | 1,1 % | 1,1 % | 0,1 | 0,3 |
| Couples | | | 22,6 % | 24,4 % | 25,8 % | 27,5 % | 29,0 % | 1,5 | 6,4 |
| Familles de 2 enfants | 12,2 % | 16,2 % | 17,6 % | 19,0 % | 20,0 % | 21,3 % | 22,4 % | 1,1 | 4,8 |
| Familles de 3 enfants et plus | 3,3 % | 4,4 % | 5,0 % | 5,4 % | 5,7 % | 6,2 % | 6,6 % | 0,4 | 1,6 |
| Activité comprise entre 50 % et 80 % | 9,5 % | 9,9 % | 9,9 % | 9,7 % | 9,4 % | 9,0 % | 9,0 % | 0,0 | -0,8 |
| Familles d'un enfant | 1,9 % | 0,9 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,0 | 0,0 |
| Monoparents | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 | 0,0 |
| Couples | | | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,0 | 0,0 |
| Familles de 2 enfants et plus | 7,6 % | 9,1 % | 9,3 % | 9,2 % | 8,9 % | 8,5 % | 8,5 % | 0,0 | -0,8 |
| Monoparents | | | 0,3 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,0 |
| Couples | | | 9,0 % | 8,8 % | 8,5 % | 8,1 % | 8,1 % | 0,0 | -0,9 |
| Familles de 2 enfants | 5,3 % | 6,1 % | 5,9 % | 5,7 % | 5,4 % | 5,2 % | 5,1 % | -0,1 | -0,8 |
| Familles de 3 enfants et plus | 2,4 % | 3,0 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,0 % | 0,0 | -0,1 |
| CLCA couples | 0,7 % | 1,0 % | 1,1 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 1,0 % | 0,0 | -0,1 |
| Famille d'un enfant | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 | 0,0 |
| Monoparents | | | | | | | | | |
| Couples | | | 0,02 % | 0,02 % | 0,03 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,0 | 0,0 |
| F de 2 enfants et plus | 0,7 % | 0,9 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,0 | -0,1 |
| Monoparents | | | | | | | | | |
| Couples | | | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 0,9 % | 0,9 % | 0,0 | -0,1 |
| F de 2 enfants | 0,4 % | 0,6 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,0 | -0,1 |
| F de 3 enfants et plus | 0,2 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,0 |
| CLCA avec intéressement | 0,1 % | | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,0 |
| Famille d'un enfant | | | | | | | | | |
| Monoparents | | | | | | | | | |
| Couples | | | | | | | | | |
| F de 2 enfants et plus | 0,1 % | | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,0 |
| Monoparents | | | 0,04 % | 0,04 % | 0,04 % | 0,04 % | 0,04 % | 0,0 | 0,0 |
| Couples | | | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,0 |
| F de 2 enfants | 0,1 % | | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,0 | 0,0 |
| F de 3 enfants et plus | 0,0 % | | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 | 0,0 |
| COLCA | | 0,3 % | 0,1 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 | 0,3 |
| Total des familles | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | |
| Familles d'un enfant | 17,6 % | 9,0 % | 6,6 % | 6,3 % | 6,6 % | 6,7 % | 6,7 % | 0,1 | 0,1 |
| Familles de 2 enfants et plus | 82,4 % | 91,0 % | 93,4 % | 93,7 % | 93,4 % | 93,3 % | 93,3 % | -0,1 | -0,1 |
| Monoparents | | | 5,8 % | 5,9 % | 5,9 % | 6,1 % | 6,1 % | 0,0 | 0,3 |
| Couples 2 E (hors F. monoparent.) | 51,8 % | 56,8 % | 54,5 % | 54,1 % | 53,9 % | 53,8 % | 53,9 % | 0,0 | -0,6 |
| Couples 3 E + (hors F. monoparent.) | 30,6 % | 34,1 % | 33,1 % | 33,6 % | 33,6 % | 33,4 % | 33,3 % | -0,1 | 0,2 |

* Parmi les bénéficiaires ayant des enfants de **moins de trois ans**, la part des bénéficiaires du **Cmg à domicile** ayant le plus haut niveau de ressources atteint 69 %, les familles situées entre les deux plafonds représentent 24 % des bénéficiaires. 33 % des familles n'ont qu'un enfant, 41 % en ont deux et 24 % sont des familles de trois enfants et plus (cf. T2PF 2411, données CAF).

Parmi les bénéficiaires ayant des **enfants de trois à six ans**, la part des bénéficiaires du Cmg à domicile ayant le plus haut niveau de ressources atteint 63 %, les familles situées entre les deux plafonds représentent 27 % des bénéficiaires. 18 % des familles n'ont qu'un enfant, 47 % en ont deux et 29 % sont des familles de trois enfants et plus (cf. T2PF 2412, données CAF).

Le nombre de bénéficiaires du **Cmg « structure »** (22 109 tous régimes) a été multiplié par 5,3 entre 2007 et 2010 en raison du développement des entreprises ou des associations employant des assistantes maternelles ou des employés de maison (cf. T2PF 242, données CAF).

* Une compensation partielle de la perte de revenus causée par l'arrêt (partiel ou total) d'une activité professionnelle a été attribuée sans condition de ressources à 558 136 bénéficiaires du **complément libre choix d'activité** (Clca) Paje en décembre 2009. (*La montée en charge du Clca est terminée depuis janvier 2008*).

A la différence de l'Ape, le Clca est étendu aux **familles d'un enfant** (pendant une période maximale de six mois) : elles représentent 6,7 % des bénéficiaires du Clca (37 399 familles, cf. T2PF 251-52, estimation tous régimes). Les couples avec trois enfants ou plus (182 583, tous régimes, hors familles monoparentales) représentent 33,3 % des bénéficiaires du Clca.

T2PF 250 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape

| Tous régimes métropole + Dom | Effectifs | Evolution | Ecart / (t-1) |
|---------------------------------|-----------|-----------|---------------|
| 2003 | 562 639 | | |
| 2004 | 595 305 | 5,8 % | 32 666 |
| 2005 | 606 666 | 1,9 % | 11 361 |
| 2006 | 611 841 | 0,9 % | 5 176 |
| 2007 | 604 122 | -1,3 % | -7 719 |
| 2008 | 591 019 | -2,2 % | -13 103 |
| 2009 | 575 904 | -2,6 % | -15 115 |
| 2010 | 558 136 | -3,1 % | -17 768 |
| Rapport 2010/2003 | | -0,8 % | -4 503 |

Les effectifs du Clca progressent jusqu'en 2006 (611 841) : ils sont alors supérieurs de + 8,7 % (49 800) au nombre de bénéficiaires de l'Ape en 2003¹⁸. Toutefois, ces effectifs régressent de - 1,3 % en 2007, de - 2,2 % en 2008, - 2,6 % en 2009 et de - 3,1 % en 2010. En 2010 les effectifs

de bénéficiaires du Clca se situent - 0,8 % en dessous de ceux de l'Ape. On constate un **recours accru au Clca à taux partiel** (qui se traduit le plus souvent par un cumul avec le Cmg). La part des familles bénéficiaires avec une activité au plus égale à 50 % (32,5 %) progresse de + 7,3 points par rapport à 2006 alors que les cas de cessation totale d'activité (56,7 %) sont en régression de - 6,6 points.

Le **complément optionnel de libre choix d'activité** de la Paje (Colca) a créé en juillet 2006, pour permettre aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré¹⁹. En décembre 2010, 2 308 familles ont bénéficié du Colca (avec + 0,6 % en 2010 après + 6 % en 2009, - 9 % en 2008 (tous régimes)).

Complément familial (Cf)

L'effectif des bénéficiaires du Cf (863 338 en 2010) a régressé de - 3,9 % depuis 2005 (- 0,2 % en 2010 après plus de - 2,2 % en 2006 et en 2007). La régression des effectifs de bénéficiaires du Cf retrace le déclin du nombre de **familles nombreuses**. En 2010, les familles de quatre enfants et plus représentent 20,4 % des bénéficiaires du Cf (contre 22,2 % en 2000), celles de trois enfants 70,8 % (cf. T2PF 32 Caf).

Dans les Dom²⁰, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans). Les familles d'un et deux enfants représentent 8,8 % des effectifs tous régimes (69,5 % des effectifs du Cf dans les Dom).

En 2010, 29,6 % des bénéficiaires sont des couples ayant bénéficié de la **majoration du plafond de ressources du Cf pour double revenu** (au sens des Pf). La part des familles **monoparentales** (**24,3 %**) a progressé de + 1,9 point depuis 2005 (cf. T2PF 31 Caf).

En janvier 2000, l'âge auquel les enfants sont considérés comme à charge pour le Cf a été relevé à vingt et un ans. Suite à cette mesure, les effectifs 2001 sont supérieurs de + 1,4 % à ceux de 1999.

Allocation de rentrée scolaire (Ars)

En 2010, l'Ars a bénéficié à 3 022 302 familles et 5 071 027 enfants²¹ (cf. T1PF 52411). En cinq ans, l'effectif des familles a régressé de - 1,7 % (- 0,3 %

en 2010), celui des enfants de **- 3,0 %** (avec - 1,7 % en 2010). En 2008, les effectifs d'enfants progressent de + 2,6 % suite au report de la prise en compte des revenus et à la campagne d'information qui a accompagné la réforme de l'Ars (modulation du montant de l'Ars).

Depuis août **2002, une Ars différentielle** est attribuée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. En 2010, **1,5 % des enfants bénéficiaires** de l'Ars perçoivent l'Ars différentielle (71 985 enfants, 39 259 familles, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 43).

La part des enfants des familles bénéficiaires de l'Ars ayant **deux enfants (35,7 %)** reste stable entre 2005 et 2010 alors que celle des enfants des familles de **trois enfants et plus (47,9 %)** régresse de - 0,5 point et que celle des enfants des familles n'ayant qu'un enfant²² (16,4 %) progresse de + 0,6 point. Dans le même temps, le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Ars régresse de 169,7 enfants en 2005 à 167,6 enfants en 2010 (*estimation tous régimes*, cf. T2PF 42).

Allocation de soutien familial (Asf)

Les progressions enregistrées **en 2007 (+ 3,9 %) et en 2009 (+ 4,3 %)** de l'effectif de familles bénéficiaires de l'Asf sont dues essentiellement à l'obligation pour les bénéficiaires de l'Api et du Rsa (*qui se substitue à l'Api en métropole*) de faire valoir leur droit aux créances d'aliments. En l'absence de pension alimentaire, les bénéficiaires doivent faire une demande d'Asf qui pourra leur être versée pendant quatre mois (*le montant de l'Api et du Rsa étant minoré d'autant*). Il est à noter que la perception d'une pension entraîne la suppression de l'Asf pour les enfants concernés.

Le nombre de familles bénéficiaires de l'Asf²³ (744 793, - 0,7 % en 2010) se situe plus de 10 % au-dessus de son niveau de 2005. L'effectif d'enfants bénéficiaires (1 178 600, *estimation tous régimes*) a progressé de + 8,5 % (+ 92 783). En 2010, 48 735 enfants (4 % des bénéficiaires) ont bénéficié de l'Asf dans le cadre du délai de quatre mois suite à une demande de Rsa.

37 % des enfants bénéficiaires ont un parent hors d'état (ou sans pension fixée) : cet effectif est en progression de + 20 % depuis 2005 (cf. T2PF 511). Cette évolution est sans doute liée à l'évolution du chômage et de son indemnisation sur la période.

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Asf progresse de + 1,5 %, de 156,1

en 2005 à 158,2 en 2010 (cf. T2PF 510, *données Caf*).

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)

La série rectifiée des enfants bénéficiaires de l'Aeeh²⁴ (186 921 enfants tous régimes) retient une progression de + 5,3 % des effectifs moyens annuels 2010 et de + **11 % depuis 2005** (cf. T2PF 611).

Entre 2000 et 2010, **l'impact des mesures nouvelles** est estimé à **- 5 points de croissance** avec - 1,2 point en 2008, - 6,2 points en 2009 et - 0,9 point en 2010 (cf. chapitre 2, T3PF 051). En effet, à compter d'avril 2008, une partie des bénéficiaires des compléments d'Aeeh de sixième, de cinquième, voire de quatrième catégorie peuvent opter pour la prestation de compensation du handicap (Pch).

. En avril 2002, six nouveaux compléments de l'allocation d'éducation spéciale se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant ;

*. En janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**²⁵, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.*

Jusqu'en 2007, on enregistrerait une progression des effectifs de bénéficiaires avec complément et le glissement d'un complément vers un autre d'un montant plus élevé (cf. T2PF 631). Cette tendance s'est inversée en 2008, suite à l'ouverture du droit à la Pch. **Seule la part des bénéficiaires du deuxième complément (19,6 %) progresse (+ 0,3 point en 2010, + 2,7 points depuis 2005)**. La part des bénéficiaires du premier complément (3,7 %) se stabilise en 2010 (- 1,3 point depuis 2005). 19,1 % bénéficient d'un complément de troisième, quatrième ou cinquième catégorie (- 0,3 point en 2010, - 0,9 point depuis 2005). Très peu de familles (2,2 %) bénéficient du complément de sixième catégorie (- 1,1 point depuis 2005, cf. T2PF 62).

26,6 % des familles bénéficiaires sont des familles monoparentales (contre 24,1 % en 2005, cf. T2PF 611). 8,1 % des enfants bénéficient de la majoration accordée aux personnes isolées (14 440 enfants, en progression de + 5 % en 2010, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 631).

T2PF 611 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh, de la majoration pour les parents isolés (séries rectifiées, données CAF, estimation tous régimes)

*** Séries rectifiées à partir de 2002 (1)**

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Rapport 2010/2005 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|----------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| Familles Caf | cf. BE004 | cf. BE004 | cf. BE004 | cf. BE004 | cf. BE004 | 121 877 | 125 838 | 132 727 | 143 092 | 147 335 | #REF! | 153 043 | 160 316 | 169 468 | 12 % |
| Evolution du nombre de familles (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus) | | | | | | | 3,2 % | 5,5 % | 7,8 % | 3,0 % | #REF! | #REF! | 4,8 % | 5,7 % | |
| Nombre d'enfants Caf | | | | | | 126 320 | 131 291 | 138 487 | 149 353 | 154 747 | 159 266 | 161 482 | 169 401 | 179 551 | 13 % |
| Evolution du nombre d'enfants (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus) | | | | | | | 3,9 % | 5,5 % | 7,8 % | 3,6 % | 2,9 % | 1,4 % | 4,9 % | 6,0 % | |
| Evolution des effectifs d'enfants pondérés par le barème en BMAF constante | | | | | | | | | | | 3,5 % | 0,5 % | 3,3 % | 4,3 % | |
| Familles tous régimes (Tr) | | | | | | 134 921 | 138 629 | 145 048 | 150 080 | 154 096 | #REF! | 159 749 | 167 232 | 176 424 | 11 % |
| Evolution des familles | | | | | | 1,7 % | 2,7 % | 4,6 % | 3,5 % | 2,7 % | #REF! | #REF! | 4,7 % | 5,5 % | |
| Enfants Tr (estimation) | | | | | | 139 901 | 144 598 | 151 320 | 156 603 | 161 848 | #REF! | 168 558 | 176 709 | 186 921 | 13 % |
| Evolution des enfants | | | | | | 0,8 % | 3,4 % | 4,6 % | 3,5 % | 3,3 % | #REF! | #REF! | 4,8 % | 5,8 % | |
| Variation annuelle du nombre d'enfants : série rectifiée | | | | | | | 4 697 | 6 722 | 5 283 | 5 245 | #REF! | #REF! | 8 152 | 10 212 | |
| Enfants Tr (estimation) en MA (déc t/déc t-1) | | | | | | | | 147 959 | 153 962 | 159 225 | #REF! | #REF! | 172 633 | 181 815 | 12 % |
| Evolution du nombre d'enfants TR en MA (déc t/déc t-1) | | | | | | | | 4,1 % | 3,4 % | 3,4 % | #REF! | #REF! | #REF! | 5,3 % | |
| Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les parents isolés : données Caf | | | | | | | | | | 10 211 | 11 915 | 12 674 | 13 724 | 14 440 | Ecart |
| Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les parents isolés : estimation tous régimes | | | | | | | | | | 10 680 | #REF! | 13 229 | 14 316 | 15 033 | 2010-2005 |
| Nbre moyen E / F (source BE) = TR (hypothèse) | 104,2 | 107,5 | 105,4 | 105,3 | 104,6 | 103,6 | 104,3 | 104,3 | 104,4 | 105,0 | #REF! | 105,5 | 105,7 | 105,9 | 1,3 |
| Evolution | | | | | | | | | 0,0 % | 0,6 % | #REF! | #REF! | 0,1 % | 0,3 % | |
| Effectifs Caf familles monoparentales | | | | | | | | 28 761 | 31 692 | 37 287 | 37 967 | 38 991 | 41 517 | 45 026 | |
| Evolution | | | | | | | | 10,2 % | 10,2 % | 17,7 % | 1,8 % | 2,7 % | 6,5 % | 8,5 % | |
| Part des familles monoparentales | | | | | | | | 23,8 % | 24,1 % | 25,3 % | 24,8 % | 25,5 % | 25,9 % | 26,6 % | 1,8 |
| Variation de la part des enfants des familles monoparentales | | | | | | | | 0,3 | 0,3 | 1,2 | -0,5 | 0,7 | 0,4 | 0,7 | |

(1) Avant 2002, l'Aes lors d'un retour au foyer était payée une fois dans l'année. Après 2002, l'Aes a été mensualisée. Depuis 2006, l'intégralité des bénéficiaires ayant bénéficié de l'Aeeh retour au foyer au cours de l'année est intégrée aux statistiques. Ce changement de méthodologie majore mécaniquement l'effectif 2006. La série 2002-2005 a été rectifiée en majorant les effectifs d'Aes de 11/12 des effectifs de bénéficiaires de l'Aes retour au foyer. En décembre 2007, l'effectif Fileas retient les retours au foyer du mois de décembre (contre le 3^e trimestre en décembre 2006). Par ailleurs, la saisonnalité des dépenses est forte : le mois d'octobre représente 10,1 % des dépenses annuelles (1/12 = 8,3 %). En 2007, on ajoute à la série des effectifs rectifiés Caf 6 200 enfants et 5 878 familles. La part des enfants bénéficiant de l'Aeeh à l'occasion d'un retour au foyer (et n'étant pas mensualisés) passe de 8,4 % en 2005 à 0,7 % en 2007 (cf. T2PF 54).

T2PF 612 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer

NB : les effectifs de ce tableau sont inclus dans T2PF51.

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| Familles Caf | Nd | Nd | Nd | Nd | Nd | 14 071 | 12 491 | 13 034 | 12 566 | 12 584 | 1 105 | 1 070 | 1 032 | 1 242 |
| Enfants Caf | Nd | Nd | Nd | Nd | Nd | 14 646 | 12 994 | 13 578 | 13 070 | 13 054 | 1 145 | 1 109 | 1 078 | 1 308 |
| Estimation du nombre de familles Tr | -106 345 | -109 312 | -110 644 | -113 617 | -118 568 | 15 577 | 13 761 | 14 244 | 13 180 | 13 161 | 1 159 | 1 117 | 1 077 | 1 293 |
| Estimation du nombre d'enfants Tr | -110 764 | -117 559 | -116 587 | -119 689 | -123 994 | 16 213 | 14 315 | 14 838 | 13 708 | 13 653 | 1 201 | 1 158 | 1 125 | 1 362 |

T2PF 62 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément depuis 1997

| | | | | | | | | | | | | | | | Variation en points | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|-------------|
| Données Caf, métropole + Dom | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010-2005 | 2010-2009 |
| Aeeh sans complément | 57,4 % | 57,3 % | 54,9 % | 53,5 % | 52,5 % | 53,4 % | 55,0 % | 55,6 % | 54,8 % | 54,9 % | 54,4 % | 54,6 % | 55,1 % | 55,4 % | 0,6 | 0,3 |
| Aeeh avec complément | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Complément 1 ^{re} catégorie | | | | | | 2,4 % | 4,8 % | 5,2 % | 5,0 % | 4,5 % | 4,3 % | 3,9 % | 3,6 % | 3,7 % | -1,3 | 0,0 |
| Complément 2 ^e catégorie | | | | | | 5,3 % | 12,9 % | 15,8 % | 16,9 % | 17,3 % | 18,2 % | 18,6 % | 19,3 % | 19,6 % | 2,7 | 0,3 |
| Complément de 3 ^e à 5 ^e catégorie | | | | | | 8,6 % | 17,3 % | 19,1 % | 20,0 % | 20,1 % | 20,1 % | 20,0 % | 19,4 % | 19,1 % | -0,9 | -0,3 |
| Complément 3 ^e catégorie | | | | | | 4,2 % | 8,6 % | 9,6 % | 9,9 % | 9,8 % | 10,1 % | 10,2 % | 10,1 % | 10,1 % | 0,2 | 0,0 |
| Complément 4 ^e catégorie | | | | | | 3,9 % | 7,7 % | 8,3 % | 8,9 % | 9,0 % | 8,7 % | 8,6 % | 8,1 % | 7,9 % | -0,9 | -0,2 |
| Complément 5 ^e catégorie | | | | | | 0,5 % | 1,0 % | 1,1 % | 1,2 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,1 % | -0,11 | -0,05 |
| Complément 6 ^e catégorie | | | | | | 2,1 % | 3,3 % | 3,3 % | 3,3 % | 3,2 % | 3,1 % | 2,8 % | 2,6 % | 2,2 % | -1,07 | -0,34 |
| Compléments ancienne législation | 42,6 % | 42,7 % | 45,1 % | 46,5 % | 47,5 % | 28,1 % | 6,7 % | 1,0 % | 0,06 % | 0,02 % | 0,001 % | | | | -0,06 | 0,00 |

T2PF 632 : Effectifs pondérés par le barème d'Aeeh

| Estimation dépenses décembre Millions d'euros 2007 (Caf, métro. + Dom) | Dépenses du mois de décembre 2006 estimées en barème 2007 | | | Dépenses du mois de décembre 2007 estimées en barème 2007 | | | Dépenses du mois de décembre 2008 estimées en barème 2007 | | | Dépenses du mois de décembre 2009 estimées en barème 2007 | | | Dépenses du mois de décembre 2010 estimées en barème 2007 | | |
|---|--|-------------------|-------|--|-------------------|-------|--|-------------------|-------|--|-------------------|-------|--|-------------------|-------|
| | Sans majo. API | Avec majo. API | Total | Sans majo. API | Avec majo. API | Total | Sans majo. API | Avec majo. API | Total | Sans majo. API | Avec majo. API | Total | Sans majo. API | Avec majo. API | Total |
| Aeeh sans complément | 10,16 | | 10,16 | 10,37 | | 10,37 | 10,57 | | 10,57 | 11,17 | | 11,17 | 11,90 | | 11,90 |
| Aeeh avec complément | 29,03 | 6,67 | 35,70 | 29,40 | 7,72 | 37,11 | 29,04 | 8,12 | 37,16 | 29,55 | 8,59 | 38,13 | 30,71 | 8,81 | 39,52 |
| Complément 1 ^{re} catégorie | 1,47 | | 1,47 | 1,42 | | 1,42 | 1,33 | | 1,33 | 1,29 | | 1,29 | 1,38 | | 1,38 |
| Complément 2 ^e catégorie | 8,13 | 1,81 | 9,94 | 8,65 | 2,12 | 10,76 | 8,89 | 2,28 | 11,17 | 9,61 | 2,57 | 12,19 | 10,35 | 2,77 | 13,12 |
| Complément 3 ^e catégorie | 5,91 | 1,28 | 7,19 | 6,13 | 1,53 | 7,66 | 6,19 | 1,66 | 7,84 | 6,36 | 1,79 | 8,15 | 6,66 | 1,96 | 8,62 |
| Complément 4 ^e catégorie | 7,70 | 1,92 | 9,62 | 7,37 | 2,20 | 9,57 | 7,28 | 2,31 | 9,60 | 7,16 | 2,43 | 9,58 | 7,44 | 2,45 | 9,89 |
| Complément 5 ^e catégorie | 1,29 | 0,36 | 1,65 | 1,29 | 0,45 | 1,74 | 1,26 | 0,45 | 1,71 | 1,27 | 0,44 | 1,71 | 1,32 | 0,41 | 1,73 |
| Complément 6 ^e catégorie | 4,53 | 1,30 | 5,83 | 4,53 | 1,42 | 5,96 | 4,09 | 1,43 | 5,52 | 3,85 | 1,36 | 5,21 | 3,56 | 1,21 | 4,78 |
| Total | 39,20 | 6,67 | 45,87 | 39,76 | 7,72 | 47,48 | 39,61 | 8,12 | 47,73 | 40,72 | 8,59 | 49,31 | 42,61 | 8,81 | 51,42 |
| Sous-total complément 3 et plus | 19,43 | 4,86 | 24,29 | 19,33 | 5,60 | 24,93 | 18,82 | 5,84 | 24,67 | 18,64 | 6,01 | 24,65 | 18,98 | 6,03 | 25,02 |

| Evolution des dépenses de décembre en euros constants (Caf, métropole + Dom) | Evol. dépenses décembre 2007/2006 estimées en barème 2007 | | | Evol. dépenses décembre 2008/2007 estimées en barème 2007 | | | Evol. dépenses décembre 2009/2008 estimées en barème 2007 | | | Evol. dépenses décembre 2010/2009 estimées en barème 2007 | | |
|---|--|--------|--------------|--|--------|--------------|--|--------|--------------|--|---------|--------------|
| | API | API | Total | API | API | Total | API | API | Total | API | API | Total |
| Aeeh sans complément | 2,0 % | | 2,0 % | 1,9 % | | 1,9 % | 5,7 % | | 5,7 % | 6,5 % | | 6,5 % |
| Aeeh avec complément | 1,3 % | 15,7 % | 3,9 % | -1,2 % | 5,2 % | 0,1 % | 1,7 % | 5,7 % | 2,6 % | 3,9 % | 2,6 % | 3,6 % |
| Complément 1 ^{re} catégorie | -3,5 % | | -3,5 % | -6,5 % | | -6,5 % | -2,6 % | | -2,6 % | 6,9 % | | 6,9 % |
| Complément 2 ^e catégorie | 6,3 % | 17,1 % | 8,2 % | 2,8 % | 7,6 % | 3,8 % | 8,1 % | 13,0 % | 9,1 % | 7,6 % | 7,8 % | 7,7 % |
| Complément 3 ^e catégorie | 3,8 % | 19,6 % | 6,6 % | 0,9 % | 8,3 % | 2,4 % | 2,8 % | 8,1 % | 4,0 % | 4,7 % | 9,7 % | 5,8 % |
| Complément 4 ^e catégorie | -4,2 % | 14,4 % | -0,5 % | -1,2 % | 5,1 % | 0,2 % | -1,7 % | 4,9 % | -0,1 % | 4,0 % | 0,8 % | 3,2 % |
| Complément 5 ^e catégorie | 0,2 % | 24,1 % | 5,4 % | -2,0 % | -0,1 % | -1,5 % | 0,7 % | -2,6 % | -0,2 % | 3,7 % | -5,7 % | 1,3 % |
| Complément 6 ^e catégorie | 0,0 % | 9,4 % | 2,1 % | -9,8 % | 0,2 % | -7,4 % | -5,8 % | -4,7 % | -5,5 % | -7,4 % | -10,9 % | -8,3 % |
| Total | 1,4 % | 15,7 % | 3,5 % | -0,4 % | 5,2 % | 0,5 % | 2,8 % | 5,7 % | 3,3 % | 4,7 % | 2,6 % | 4,3 % |
| Sous-total complément 3 et plus | -0,5 % | 15,2 % | 2,6 % | -2,6 % | 4,3 % | -1,1 % | -1,0 % | 2,9 % | 0,0 % | 1,8 % | 0,4 % | 1,5 % |

| Estimation dépenses en moyenne annuelle Millions d'euros 2007 (Caf, métro. + Dom) | Dépenses MA 2007 [(déc.06+déc.07)/2] estimées en barème 2007 | | | Dépenses MA 2008 [(déc.07+déc.08)/2] estimées en barème 2007 | | | Dépenses MA 2009 [(déc.08+déc.09)/2] estimées en barème 2007 | | | Dépenses MA 2010 [(déc.10+déc.09)/2] estimées en barème 2007 | | |
|--|---|------|-------|---|------|-------|---|------|-------|---|------|-------|
| | API | API | Total | API | API | Total | API | API | Total | API | API | Total |
| Aeeh sans complément | 10,26 | | 10,26 | 10,47 | | 10,47 | 10,87 | | 10,87 | 11,54 | | 11,54 |
| Aeeh avec complément | 29,21 | 7,19 | 36,41 | 29,22 | 7,92 | 37,14 | 29,30 | 8,35 | 37,65 | 30,13 | 8,70 | 38,83 |
| Complément 1 ^{re} catégorie | 1,45 | | 1,45 | 1,37 | | 1,37 | 1,31 | | 1,31 | 1,34 | | 1,34 |
| Complément 2 ^e catégorie | 8,39 | 1,96 | 10,35 | 8,77 | 2,20 | 10,96 | 9,25 | 2,42 | 11,68 | 9,98 | 2,67 | 12,65 |
| Complément 3 ^e catégorie | 6,02 | 1,40 | 7,43 | 6,16 | 1,59 | 7,75 | 6,27 | 1,72 | 8,00 | 6,51 | 1,88 | 8,39 |
| Complément 4 ^e catégorie | 7,54 | 2,06 | 9,60 | 7,33 | 2,26 | 9,58 | 7,22 | 2,37 | 9,59 | 7,30 | 2,44 | 9,73 |
| Complément 5 ^e catégorie | 1,29 | 0,41 | 1,69 | 1,28 | 0,45 | 1,73 | 1,27 | 0,44 | 1,71 | 1,30 | 0,42 | 1,72 |
| Complément 6 ^e catégorie | 4,53 | 1,36 | 5,90 | 4,31 | 1,42 | 5,74 | 3,97 | 1,39 | 5,36 | 3,71 | 1,29 | 4,99 |
| Total | 39,48 | 7,19 | 46,67 | 39,68 | 7,92 | 47,60 | 40,16 | 8,35 | 48,52 | 41,67 | 8,70 | 50,36 |
| Sous-total complément 3 et plus | 19,38 | 5,23 | 24,61 | 19,08 | 5,72 | 24,80 | 18,73 | 5,93 | 24,66 | 18,81 | 6,02 | 24,84 |

T2PF 633 : Estimation de l'évolution des dépenses à partir des effectifs pondérés par le barème d'Aeeh

| Evolution dépenses en moyenne annuelle en euros constants (Caf, métropole + Dom) | Evol. dépenses en MA 2008/2007 estimées en barème 2007 | | | Evol. dépenses en MA 2009/2008 estimées en barème 2007 | | | Evol. dépenses en MA 2010/2009 estimées en barème 2007 | | | L'effet volume 2008 est estimé à 2 % selon cette méthode. L'effet volume 2009 est estimé à 1,9 % selon cette méthode. L'effet volume 2010 est estimé à 2,5 % selon cette méthode. Toutefois, les effectifs de décembre ne sont pas représentatifs de l'évolution des effectifs. De ce fait, il n'y a pas convergence entre les estimations et les dépenses comptables. |
|---|---|---------------|---------------|---|--------------|---------------|---|--------------|---------------|--|
| | API | API | Total | API | API | Total | API | API | Total | |
| Aeeh sans complément | 2,0 % | | 2,0 % | 3,9 % | | 3,9 % | 6,2 % | | 6,2 % | |
| Aeeh avec complément | 0,0 % | 10,1 % | 2,0 % | 0,3 % | 5,5 % | 1,4 % | 2,8 % | 4,1 % | 3,1 % | |
| Complément 1 ^{re} catégorie | -4,9 % | | -4,9 % | -4,6 % | | -4,6 % | 2,1 % | | 2,1 % | |
| Complément 2 ^e catégorie | 4,5 % | 12,0 % | 5,9 % | 5,5 % | 10,4 % | 6,5 % | 7,9 % | 10,2 % | 8,4 % | |
| Complément 3 ^e catégorie | 2,3 % | 13,4 % | 4,4 % | 1,9 % | 8,2 % | 3,2 % | 3,8 % | 9,0 % | 4,9 % | |
| Complément 4 ^e catégorie | -2,7 % | 9,5 % | -0,1 % | -1,5 % | 5,0 % | 0,0 % | 1,1 % | 2,8 % | 1,5 % | |
| Complément 5 ^e catégorie | -0,9 % | 10,7 % | 1,9 % | -0,6 % | -1,3 % | -0,8 % | 2,2 % | -4,1 % | 0,5 % | |
| Complément 6 ^e catégorie | -4,9 % | 4,6 % | -2,7 % | -7,9 % | -2,3 % | -6,5 % | -6,6 % | -7,7 % | -6,9 % | |
| Total | 0,5 % | 10,1 % | 2,0 % | 1,2 % | 5,5 % | 1,9 % | 3,7 % | 4,1 % | 3,8 % | |
| Sous-total complément 3 et plus | -1,6 % | 9,3 % | 0,8 % | -1,8 % | 3,6 % | -0,6 % | 0,4 % | 1,6 % | 0,7 % | |

T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001

| Données métropole + Dom | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Rapport 2010/2006 |
|----------------------------------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|-------|-------|----------------------|
| Effectifs Ajpp-App Caf | 3 158 | 3 404 | 3 941 | 4 421 | 4 666 | 4 428 | 4 396 | 4 581 | 3,6 % |
| Effectifs Ajpp-App tous régimes | 3 396 | 3 654 | 4 094 | 4 589 | 4 849 | 4 513 | 4 529 | 4 667 | 1,7 % |
| Evolution effectifs tous régimes | 35,6 % | 7,6 % | 12,0 % | 12,1 % | 5,7 % | -6,9 % | 0,4 % | 3,0 % | |

En mai 2006, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'allocation de présence parentale (App). Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés pourra prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. En 2007, **pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,77 euros (47,25 euros pour un parent isolé) est versée. Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp. L'Ajpp est fractionnable en demi-journées. Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.**

Depuis mai 2006, **un complément pour frais** (101,72 euros en 2007), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*

T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous CR) depuis 2006

| Données Caf, métropole + Dom | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010/2006 |
|---|------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| Effectifs Caf du complément pour frais Ajpp | 945 | 1 259 | 1 290 | 1 293 | 1 414 | 50 % |
| Estimation des effectifs tous régimes du complément pour frais Ajpp | 981 | 1 308 | 1 315 | 1 332 | 1 441 | 47 % |

T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp et du complément selon la taille de la famille depuis 2001

| Données Caf, métropole + Dom | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010-2006 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| Bénéficiaires de l'Ajpp + App selon la taille de la famille | | | | | | | | | |
| 1 enfant | 41,9 % | 39,0 % | 38,7 % | 37,4 % | 37,0 % | 36,5 % | 35,3 % | 35,8 % | -1,5 |
| 2 enfants | 38,4 % | 39,0 % | 40,5 % | 41,0 % | 41,3 % | 41,0 % | 42,0 % | 42,0 % | 1,1 |
| 3 enfants et plus | 19,7 % | 22,0 % | 20,8 % | 21,6 % | 21,6 % | 22,4 % | 22,7 % | 22,1 % | 0,5 |
| 3 enfants | 14,7 % | 16,5 % | 15,4 % | 16,7 % | 16,7 % | 16,3 % | 17,1 % | 16,6 % | -0,1 |
| 4 enfants et plus | 5,0 % | 5,6 % | 5,3 % | 5,0 % | 5,0 % | 6,1 % | 5,7 % | 5,5 % | 0,6 |
| Total | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp + App selon la taille de la famille | | | | | | | | | 2010-2006 |
| 1 enfant | | | | 31,7 % | 30,7 % | 31,6 % | 29,5 % | 30,6 % | -1,1 |
| 2 enfants | | | | 41,2 % | 43,7 % | 42,2 % | 39,7 % | 43,1 % | 2,0 |
| 3 enfants et plus | | | | 27,1 % | 25,6 % | 26,3 % | 30,8 % | 26,2 % | -0,9 |
| 3 enfants | | | | 19,8 % | 19,1 % | 18,0 % | 22,7 % | 19,8 % | 0,0 |
| 4 enfants et plus | | | | 7,3 % | 6,5 % | 8,3 % | 8,1 % | 6,4 % | -0,9 |
| Total | | | | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Proportion femmes bénéficiaires / total Ajpp-App | | | 94,7 % | 93,2 % | 92,8 % | 92,5 % | 92,6 % | 91,7 % | -0,6 |
| Part des bénéficiaires de l'Ajpp + App bénéficiant du complément pour frais (1) | | | | 21,4 % | 27,0 % | 29,1 % | 29,4 % | 30,9 % | 8,0 |
| Part des bénéficiaires de l'Ajpp-App qui perçoivent l'Aeeh | | | 48,9 % | 47,2 % | 49,2 % | 45,9 % | 44,8 % | 45,9 % | -2,3 |
| Part des bénéficiaires de l'Aeeh qui perçoivent l'Ajpp-App | | | 1,3 % | 1,40 % | 1,52 % | 1,33 % | 1,23 % | 1,24 % | -0,2 |

(1) Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005

| Données Caf, métropole + Dom | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010-2009 | 2010-2006 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|-----------|
| Ventilation des familles bénéficiaires de l'Ajpp-App selon l'âge des enfants (avec double compte) | | | | | | | | |
| Sans enfant < 6 ans | 21,0 % | 22,2 % | 22,3 % | 24,1 % | 23,6 % | 23,7 % | 0,2 | 1,6 |
| Avec enfant(s) < 6 ans | 79,0 % | 77,8 % | 77,7 % | 75,9 % | 76,4 % | 76,3 % | -0,2 | -1,6 |
| Dont familles avec E < 3 ans | 51,6 % | 51,3 % | 48,5 % | 47,5 % | 48,1 % | 49,0 % | 0,9 | -2,3 |
| Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans] | 39,4 % | 39,2 % | 41,5 % | 39,9 % | 40,8 % | 40,4 % | -0,4 | 1,1 |
| Total | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | |
| Ventilation des familles bénéficiaires du complément pour frais selon l'âge des enfants (avec double compte) | | | | | | | | |
| Sans enfant < 6 ans | | 27,8 % | 29,8 % | 29,8 % | 25,8 % | 27,5 % | 1,8 | -0,3 |
| Avec enfant(s) < 6 ans | | 72,2 % | 70,2 % | 70,2 % | 74,2 % | 72,5 % | -1,8 | 0,3 |
| Dont familles avec E < 3 ans | | 45,2 % | 43,6 % | 43,0 % | 43,8 % | 44,6 % | 0,9 | -0,6 |
| Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans] | | 40,4 % | 40,2 % | 39,7 % | 44,5 % | 43,1 % | -1,4 | 2,6 |
| Total | | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | |

La part des enfants handicapés de **plus de onze ans (55,4 % en 2007) progresse de 3,2 points entre 2005 et 2007**. Elle atteint 61 % des enfants handicapés des familles monoparentales contre 53,5 % pour les couples : ceci s'explique en partie par les séparations des couples s'accompagnant d'un âge plus élevé des parents et des enfants (cf. T2PF 64).

Allocation journalière de présence parentale (Ajpp ou App)

En décembre 2010, 4 667 familles perçoivent l'Ajpp ou l'App, créée en janvier 2001 et modifiée en mai 2006 (cf. note du tableau T2PF 7711, chapitre 9). Les bénéficiaires de l'Ajpp cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé. Les effectifs de bénéficiaires ont progressé de + 3 % en 2010, de + 3,6 % depuis 2006.

92 % des bénéficiaires de l'Ajpp sont des femmes, soit 0,6 point de moins qu'en 2006.

1,24 % des bénéficiaires de l'Aeéh perçoivent l'Ajpp.

46 % des bénéficiaires de l'Ajpp perçoivent également l'Aeéh (cf. T2PF 7121, Caf).

Les familles de deux enfants représentent 42 % des bénéficiaires, les familles de un enfant 36 %, celles de trois enfants et plus 22 % (cf. T2PF 7121, Caf).

24 % des familles n'ont pas d'enfant de moins de six ans (+ 1,4 point depuis 2006, cf. T2PF 7122). **49 % des familles ont un enfant de moins de trois ans.**

En décembre 2010, 1 441 familles perçoivent le **complément pour frais de l'Ajpp** ou l'App (+ 47 % par rapport à 2006, tous régimes, cf. T2PF 7112).

31 % des familles percevant l'Ajpp²⁶ sont également bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp créé sous condition de ressources en mai 2006 (cf. note T2PF 7111, chapitre 9, T2PF 7121).

Les bénéficiaires du complément pour frais sont sans doute plus âgés que les bénéficiaires de l'Ajpp-App car ils ont plus d'enfants et moins de jeunes enfants :

. 26 % des bénéficiaires ont trois enfants et plus,

. 28 % n'ont pas d'enfant de moins de six ans (cf. T2PF 7121-22, Caf).

Aides au logement : progression de + 3,3 % des effectifs depuis 2005

Les effectifs de bénéficiaires des aides au logement (6 273 537) sont supérieurs de + 3,3 % à leur niveau de 2005, grâce à une progression de + 5,5 % entre 2007 et 2008. Ils ont régressé de – 0,6 % en 2010.

* En janvier 2009, la participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008). Les effectifs sont stables en 2009 (+ 0,3 %).

* La forte augmentation enregistrée en 2008 est due à la prolongation jusqu'en décembre 2008 de la prise en compte des ressources 2006 pour le calcul du montant des aides.

* La revalorisation des barèmes en janvier 2007²⁷ s'est accompagnée de la modification du **seuil de non-versement** (14 euros au lieu de 24 euros). L'effectif d'allocataires exclus du bénéfice d'une aide au logement passe de 294 230 en 2004 à 155 950 en 2008 (– 47 %).

* L'alignement du **forfait logement** de l'Api sur celui du Rmi en janvier 2007 représente – 0,7 point de croissance des dépenses.

* La régression des effectifs enregistrée en 2006 (– 2,4 %) résulte en particulier de l'absence de revalorisation des barèmes en 2006.

* Depuis janvier 2004, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage** (cf. chapitre 2). L'effectif des bénéficiaires de ce dispositif a régressé de – 37 % entre 2004 et 2008. Il représente 9,1 % des bénéficiaires en 2008.

Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

| Données Caf métro. + Dom | Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers | | En % du nbre bénéficiaires P. logement |
|--------------------------------|--|-----------|--|
| 2004 | 863 | Variation | 14,9 % |
| 2005 | 717 | -146 | 12,4 % |
| 2006 | 618 | -99 | 10,9 % |
| 2007 | 559 | -58 | 9,8 % |
| 2008 | 548 | -12 | 9,1 % |
| 2008-2004 | -37 % | -315 | |
| 2009 | 694 | 146 | 12,2 % |
| 2009-2004 | -20 % | -169 | |

T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004

| | | | | | | | Variation et évolution | | Structure |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|----------------|---------------|
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2010/2005 | 2010/2009 | 2010 |
| Bénéficiaires d'aides au logement (TR) | 6 071 195 | 5 922 628 | 5 961 584 | 6 290 560 | 6 309 070 | 6 273 537 | 202 342 | -35 533 | 100 % |
| <i>Evolution TR</i> | 0,3 % | -2,4 % | 0,7 % | 5,5 % | 0,3 % | -0,6 % | 3,3 % | -0,6 % | |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1 257 099 | 1 245 162 | 1 261 007 | 1 345 740 | 1 350 436 | 1 328 340 | 71 241 | -22 096 | 21,2 % |
| <i>Evolution TR</i> | 1,7 % | -0,9 % | 1,3 % | 6,7 % | 0,3 % | -1,6 % | 5,7 % | -1,6 % | |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 565 283 | 2 482 079 | 2 493 152 | 2 613 397 | 2 611 660 | 2 613 249 | 47 966 | 1 589 | 41,7 % |
| <i>Evolution TR</i> | -0,8 % | -3,2 % | 0,4 % | 4,8 % | -0,1 % | 0,1 % | 1,9 % | 0,1 % | |
| Allocation logement sociale (ALS) | 2 248 813 | 2 195 387 | 2 207 425 | 2 331 423 | 2 346 974 | 2 331 948 | 83 135 | -15 026 | 37,2 % |
| <i>Evolution TR</i> | 0,7 % | -2,4 % | 0,5 % | 5,6 % | 0,7 % | -0,6 % | 3,7 % | -0,6 % | |
| Etudiant TR (ALS + APL + ALF, estimation) | 739 086 | 724 318 | 712 904 | 710 605 | 728 689 | 744 942 | 5 856 | 16 253 | 11,9 % |
| <i>Evolution TR</i> | -0,4 % | -2,0 % | -1,6 % | -0,3 % | 2,5 % | 2,2 % | 0,8 % | 2,2 % | |
| % d'étudiants / bénéficiaires d'une P. logement (CAF, estim. TR) | 12,2 % | 12,2 % | 12,0 % | 11,3 % | 11,5 % | 11,9 % | | | |
| Bénéficiaires Location TR (estimation) | 5 458 199 | 5 364 239 | 5 415 652 | 5 697 147 | 5 745 962 | 5 749 802 | 291 604 | 3 840 | 91,7 % |
| <i>Evolution TR</i> | 1,2 % | -1,7 % | 1,0 % | 5,2 % | 0,9 % | 0,1 % | 5,3 % | 0,1 % | 100 % |
| ALF location (estimation TR) | 942 988 | 943 363 | 953 948 | 1 004 524 | 1 022 406 | 1 019 359 | 76 371 | -3 046 | 17,7 % |
| <i>Evolution TR</i> | 3,1 % | 0,0 % | 1,1 % | 5,3 % | 1,8 % | -0,3 % | 8,1 % | -0,3 % | |
| APL location (estimation TR) | 2 329 354 | 2 284 898 | 2 316 518 | 2 431 825 | 2 446 740 | 2 464 871 | 135 516 | 18 131 | 42,9 % |
| <i>Evolution TR</i> | 0,8 % | -1,9 % | 1,4 % | 5,0 % | 0,6 % | 0,7 % | 5,8 % | 0,7 % | |
| ALS location (estimation TR) | 2 185 856 | 2 135 977 | 2 145 186 | 2 260 798 | 2 276 817 | 2 265 573 | 79 716 | -11 244 | 39,4 % |
| <i>Evolution TR</i> | 0,9 % | -2,3 % | 0,4 % | 5,4 % | 0,7 % | -0,5 % | 3,6 % | -0,5 % | |
| Bénéficiaires Location : structure CAF selon l'âge | | | | | | | | | |
| Moins de 25 ans | 21,1 % | 21,1 % | 20,8 % | 20,7 % | 20,8 % | 21,1 % | | | |
| De 25 à 29 ans | 11,7 % | 11,6 % | 11,5 % | 12,0 % | 11,9 % | 11,6 % | -2,2 | -0,4 | |
| De 30 à 39 ans | 22,3 % | 21,8 % | 21,3 % | 20,9 % | 20,6 % | 20,3 % | | | |
| De 40 à 49 ans | 18,1 % | 18,4 % | 18,6 % | 18,6 % | 18,8 % | 18,9 % | | | |
| 50 ans et plus | 26,8 % | 27,1 % | 27,8 % | 27,9 % | 27,9 % | 28,2 % | 2,2 | 0,4 | |
| Dont 60 ans et plus | 15,1 % | 15,2 % | 15,7 % | 15,8 % | 15,8 % | 16,0 % | | | |
| Bénéficiaires Accession TR (estimation) | 612 996 | 558 389 | 545 932 | 593 413 | 563 108 | 523 734 | -89 261 | -39 373 | 8,3 % |
| <i>Evolution TR</i> | -7,1 % | -8,9 % | -2,2 % | 8,7 % | -5,1 % | -7,0 % | -14,6 % | -7,0 % | 100 % |
| ALF accession (estimation TR) | 314 111 | 301 799 | 307 059 | 341 216 | 328 030 | 308 981 | -5 130 | -19 050 | 59,0 % |
| <i>Evolution TR</i> | -2,3 % | -3,9 % | 1,7 % | 11,1 % | -3,9 % | -5,8 % | -1,6 % | -5,8 % | |
| APL accession (estimation TR) | 235 929 | 197 181 | 176 634 | 181 572 | 164 920 | 148 378 | -87 550 | -16 542 | 28,3 % |
| <i>Evolution TR</i> | -13,7 % | -16,4 % | -10,4 % | 2,8 % | -9,2 % | -10,0 % | -37,1 % | -10,0 % | |
| ALS accession (estimation TR) | 62 957 | 59 410 | 62 239 | 70 625 | 70 157 | 66 375 | 3 419 | -3 782 | 12,7 % |
| <i>Evolution TR</i> | -3,3 % | -5,6 % | 4,8 % | 13,5 % | -0,7 % | -5,4 % | 5,4 % | -5,4 % | |
| Bénéficiaires Accession : structure CAF selon l'âge | | | | | | | | | |
| Moins de 29 ans | 8,8 % | 9,1 % | 9,3 % | 10,0 % | 10,1 % | 9,7 % | | | |
| De 30 à 39 ans | 43,5 % | 43,4 % | 43,2 % | 42,9 % | 42,5 % | 41,5 % | -1,1 | -1,3 | |
| De 40 à 49 ans | 32,4 % | 32,4 % | 32,6 % | 32,9 % | 33,4 % | 34,4 % | | | |
| 50 ans et plus | 15,3 % | 15,2 % | 14,9 % | 14,2 % | 14,1 % | 14,4 % | 1,1 | 1,3 | |
| Bénéficiaires selon la structure familiale (CAF) | | | | | | | | | |
| ALF Isolés sans personne à charge | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,3 % | -0,1 | 0,0 | |
| Isolés avec personne(s) à charge | 46,1 % | 44,0 % | 46,5 % | 45,2 % | 45,2 % | 47,5 % | 1,4 | 2,3 | |
| Couples sans personne à charge | 2,4 % | 2,6 % | 2,3 % | 2,4 % | 2,3 % | 2,2 % | -0,2 | -0,1 | |
| Couples avec personne(s) à charge | 51,1 % | 52,9 % | 50,8 % | 52,1 % | 52,1 % | 50,0 % | -1,2 | -2,1 | |
| APL Isolés sans personne à charge | 42,0 % | 42,0 % | 42,8 % | 43,1 % | 43,8 % | 44,2 % | 2,2 | 0,4 | |
| Isolés avec personne(s) à charge | 23,7 % | 23,7 % | 23,8 % | 23,2 % | 23,6 % | 23,9 % | 0,3 | 0,3 | |
| Couples sans personne à charge | 6,6 % | 6,6 % | 6,6 % | 7,0 % | 7,0 % | 7,0 % | 0,4 | 0,0 | |
| Couples avec personne(s) à charge | 27,8 % | 27,8 % | 26,8 % | 26,6 % | 25,7 % | 24,9 % | -2,9 | -0,8 | |
| ALS Isolés | | | | 89,2 % | 89,2 % | 89,3 % | | 0,1 | |
| Moins de 29 ans | | | | 37,2 % | 37,6 % | 38,3 % | | 0,7 | |
| 60 ans et plus | | | | 21,9 % | 21,6 % | 21,5 % | | -0,1 | |
| Impayé de loyer TR : estimation (ALF + APL + ALS) | | | | | | 68 604 | | | |
| Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires | | | | | | 1,1 % | | | |
| Impayé de loyer ALF TR : estimation | | | | | | 33 770 | | | |
| Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALF | | | | | | 2,5 % | | | |
| ALF Isolés sans personne à charge | | | | | | 0,2 % | | | |
| Isolés avec personne(s) à charge | | | | | | 56,3 % | | | |
| Couples sans personne à charge | | | | | | 1,1 % | | | |
| Couples avec personne(s) à charge | | | | | | 42,4 % | | | |
| Impayé de loyer APL TR : estimation | | | | | | 5 469 | | | |
| Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires APL | | | | | | 0,2 % | | | |
| APL Isolés sans personne à charge | | | | | | 36,1 % | | | |
| Isolés avec personne(s) à charge | | | | | | 30,7 % | | | |
| Couples sans personne à charge | | | | | | 7,1 % | | | |
| Couples avec personne(s) à charge | | | | | | 26,1 % | | | |
| Impayé de loyer ALS TR : estimation | | | | | | 29 365 | | | |
| Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALS | | | | | | 1,2 % | | | |
| ALS Isolés sans personne à charge | | | | | | 88,5 % | | | |
| Couple sans personne à charge | | | | | | 11,5 % | | | |
| Personnes couvertes par une aide au logement (estimation TR) | 13 268 347 | 12 886 453 | 12 892 410 | 13 593 950 | 13 534 461 | 13 381 402 | 113 055 | -153 059 | |
| <i>Variation [A - (A-1)]</i> | -53 785 | -381 894 | 5 956 | 701 540 | -59 489 | -153 059 | | | |
| <i>Evolution</i> | -0,4 % | -2,9 % | 0,0 % | 5,4 % | -0,4 % | -1,1 % | 0,9 % | | |
| Nbre personnes couvertes pour 100 bénéficiaires d'une P. logement | 218,5 | 217,6 | 216,3 | 216,1 | 214,5 | 213,3 | -2,4 % | | |
| Allocataires + conjoints en % de la population couverte | 59,5 % | 59,5 % | 59,6 % | 60,0 % | 60,2 % | 60,2 % | 0,7 | | |
| Enfants à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble | 40,2 % | 40,3 % | 40,1 % | 39,7 % | 39,5 % | 39,5 % | -0,7 | | |
| Personnes à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,1 | | |
| % personnes ne bénéficiant que d'une P. logement / tot. logement (CAF) | 49,9 % | 49,4 % | 50,1 % | 50,6 % | 48,2 % | 47,6 % | -2,2 | | |
| Proportion de bénéficiaires d'une P. logement et d'au moins un minimum social / total bénéficiaires logement | | | | 19,4 % | 21,0 % | 22,1 % | | | |
| Allocataires ayant un montant < au seuil de versement (estim. TR) | Seuil = 24 € | Seuil = 24 € | Seuil = 15 € | Seuil = 15 € | Seuil = 15 € | Seuil = 15 € | | | |
| <i>Variation [A - (A-1)]</i> | 273 843 | 280 564 | 159 813 | 155 942 | 146 289 | 150 811 | -44,9 % | 4 522 | |
| Bénéficiaires en dessous du seuil de versement / total (estim. TR = CAF) | 4,5 % | 4,7 % | 2,7 % | 2,5 % | 2,3 % | 2,4 % | -123 032 | | |

L'allocation de logement familiale (Alf) est réservée aux familles n'entrant pas dans le champ de l'Apl, qui ont à charge des enfants (nés ou à naître) *ou des ascendants ou parents infirmes, ou qui forment un ménage marié depuis moins de cinq ans, le mariage ayant eu lieu avant les quarante ans de chacun des conjoints*. L'Alf concentre des allocataires d'âge intermédiaire.

La part des familles bénéficiaires de l'Alf dans l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement est passée de 25 % en 1990 à 19 % en 1995. Depuis, avec les relèvements successifs des loyers plafonds en Alf et l'introduction du prêt à taux zéro (*qui ouvre droit à l'Alf accession mais pas à l'Apl*), la part de l'Alf dans les bénéficiaires des aides au logement s'est redressée légèrement (20 % des aides en 2000, 21,2 % en 2010, cf. T1PF 53110). L'effectif des bénéficiaires (1 328 340) progresse de + 5,7 % depuis 2005 (avec - 1,6 % en 2010, + 0,4 % entre 2000 et 2005). 47,8 % des bénéficiaires Caf sont des isolés avec personne(s) à charge, 52 % des couples avec personne(s) à charge (cf. T2PF 911).

Le nombre de familles bénéficiaires de **l'aide personnalisée au logement** (Apl, 2 613 250) a progressé de + 1,9 % entre 2005 et 2010 avec + 0,1 % en 2010). L'Apl est versée à 41,7 % des bénéficiaires d'une prestation logement. L'Apl bénéficie potentiellement à toute personne habitant un logement conventionné. 44,2 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge, 23,9 % des isolés avec personne(s) à charge, 24,9 % des couples avec personne(s) à charge.

L'allocation de logement sociale (Als) bénéficie le plus souvent à des isolés (89 %), âgés de moins de vingt-cinq ans (38 %) ou de plus de soixante ans (22 %). Les bénéficiaires de l'Als (2 331 950) représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide au logement. Ils ont augmenté de + 3,7 % depuis 2005 (avec + 5,6 % en 2008, + 0,7 % en 2009 et - 0,6 % en 2010).

Les effectifs en secteur **locatif** (5 749 802, 91 % de l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement) sont stables en 2010 (+ 0,1 %). Ils ont progressé de + 5,3 % depuis 2005 (+ 291 604 bénéficiaires). La progression est plus forte pour les bénéficiaires de l'Alf : + 8,1 % contre + 5,8 % pour l'Apl et + 3,6 % pour l'Als. 43 % des bénéficiaires en locatif relèvent de l'Apl, 39 % de l'Als, 18 % de l'Alf.

Les effectifs de bénéficiaires en **accession** (523 734) représentent 8,3 % des bénéficiaires d'une aide au logement. L'Apl représente plus de 59 % des bénéficiaires en accession ; la régression des effectifs

d'Apl atteint - 37 % depuis 2005, - 10 en 2010. Globalement, les effectifs en accession ont régressé de - 7 % en 2010, de - 14,6 % en cinq ans (soit - 89 261 bénéficiaires).

Les effectifs des **étudiants** bénéficiant d'une aide au logement (744 942) représentent 11,9 % des bénéficiaires. Ils ont progressé de + 0,8 % depuis 2005 (avec + 2,5 % en 2009 et + 2,2 % en 2010).

La population couverte par ces aides serait de l'ordre de 13 381 402 personnes, en progression de + 0,9 % depuis 2005 (avec - 0,4 % en 2009 et - 1,1 % en 2010 après + 5,4 % en 2008). L'effectif moyen est de 213,3 personnes couvertes pour 100 bénéficiaires (avec - 2,4 % en cinq ans).

La population des bénéficiaires vieillit. La part des effectifs âgés de plus de quarante ans progresse de + 2,2 points au niveau des bénéficiaires location (à 47,1 %) et de + 1,1 point parmi les bénéficiaires en accession (à 48,8 %).

Les impayés de loyers²⁸ ont progressé de + 47 % depuis 2001 avec + 16 % en 2008, + 18 % en 2009. Ils concernent 1,2 % des bénéficiaires de l'Als et 2,5 % de ceux de l'Alf. Les isolés avec personne(s) à charge représentent 55 % des impayés de loyer Alf.

48 % des bénéficiaires d'une aide au logement ne perçoivent pas d'autre prestation. 22 % perçoivent également au moins un minimum social. 2,4 % des bénéficiaires se situent en dessous du seuil de versement (150 811, estimation tous régimes).

Minima sociaux

Allocation de parent isolé Dom (Api)

L'impact de l'harmonisation de l'Api dans les **Dom** représente + 9,2 points de croissance entre 2001 et 2007 (dont + 1,5 point en 2007). Dans ce contexte et malgré la mise en place de la subsidiarité de l'Api à l'Asf, les effectifs moyens annuels de bénéficiaires ont progressé de 104 % dans les Dom entre 2000 et 2007. Les bénéficiaires de l'Api dans les Dom ont continué à progresser : + 0,5 % en 2008, + 4,1 % en 2009.

Le Rsa se substitue à l'Api en juin 2009 pour la métropole et en janvier 2011 pour les Dom. En conséquence, le nombre de bénéficiaires de l'Api passe de 200 387 en 2008 à 29 776 en 2009, 30 225 en 2010 dans les Dom.

T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)

| Données Caf métropole et Dom | 1997 | 2000 | 2005 | Méto. | Dom | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Méto. | Dom | 2010 | Méto. | Dom |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ensemble | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| Moins de 30 ans | 20,3 % | 17,9 % | 15,2 % | 15,3 % | 14,1 % | 15,1 % | 14,9 % | 14,5 % | 14,3 % | 14,4 % | 14,0 % | 14,1 % | 14,1 % | 14,0 % |
| De 30 à 39 ans | 27,1 % | 26,4 % | 23,2 % | 23,2 % | 22,9 % | 22,4 % | 21,8 % | 20,8 % | 20,2 % | 20,2 % | 19,3 % | 19,6 % | 19,6 % | 18,7 % |
| De 40 à 59 ans | 45,4 % | 49,3 % | 56,8 % | 56,7 % | 59,3 % | 57,5 % | 58,1 % | 58,5 % | 59,2 % | 59,1 % | 61,4 % | 59,5 % | 59,4 % | 61,2 % |
| De 40 à 49 ans | 26,0 % | 27,2 % | 28,7 % | 28,7 % | 30,1 % | 28,9 % | 29,0 % | 28,9 % | 28,9 % | 28,9 % | 29,4 % | 28,7 % | 28,7 % | 29,1 % |
| De 50 à 59 ans | 19,5 % | 22,1 % | 28,1 % | 28,0 % | 29,2 % | 28,6 % | 29,1 % | 29,6 % | 30,3 % | 30,2 % | 32,0 % | 30,8 % | 30,7 % | 32,1 % |
| De 60 ans et plus | 7,1 % | 6,4 % | 4,8 % | 4,9 % | 3,8 % | 5,0 % | 5,2 % | 6,2 % | 6,3 % | 6,4 % | 5,3 % | 6,9 % | 6,9 % | 6,1 % |

T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Total Aah | | 100,0 % | 0,3 % | 7,5 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |
| Aah sans enfant | | 84,5 % | 0,0 % | 0,0 % | 84,7 % | 84,8 % | 84,9 % | 84,8 % | 84,8 % | 84,8 % | 83,6 % | 84,7 % | 84,7 % | 84,0 % |
| Aah avec enfant(s) | | 15,5 % | 0,3 % | 7,5 % | 15,3 % | 15,2 % | 15,1 % | 15,2 % | 15,2 % | 15,2 % | 16,4 % | 15,3 % | 15,3 % | 16,0 % |
| Isolés | 74,1 % | 75,1 % | 74,9 % | 81,2 % | 75,5 % | 75,8 % | 75,7 % | 75,9 % | 75,7 % | 82,0 % | 75,9 % | 75,9 % | 75,7 % | 82,4 % |
| Isolés sans enfant | | 70,0 % | 69,9 % | 73,5 % | 70,4 % | 70,6 % | 70,5 % | 70,5 % | 70,3 % | 74,3 % | 70,5 % | 70,5 % | 70,3 % | 74,6 % |
| Isolés avec enfant(s) | | 5,1 % | 5,0 % | 7,7 % | 5,1 % | 5,2 % | 5,3 % | 5,4 % | 5,3 % | 7,7 % | 5,5 % | 5,5 % | 5,4 % | 7,8 % |
| Couples | 25,9 % | 24,9 % | 25,1 % | 18,8 % | 24,5 % | 24,2 % | 24,3 % | 24,1 % | 24,3 % | 18,0 % | 24,1 % | 24,1 % | 24,3 % | 17,6 % |
| Couples sans enfant | | 14,5 % | 14,6 % | 9,3 % | 14,3 % | 14,2 % | 14,4 % | 14,3 % | 14,5 % | 9,4 % | 14,3 % | 14,3 % | 14,4 % | 9,4 % |
| Couples avec enfant(s) | | 10,4 % | 10,4 % | 9,5 % | 10,1 % | 10,0 % | 9,9 % | 9,8 % | 9,9 % | 8,6 % | 9,8 % | 9,8 % | 9,9 % | 8,2 % |
| Dont couples percevant deux Aah | 2,1 % | 2,2 % | 2,3 % | 1,0 % | 2,3 % | 2,3 % | 2,3 % | 2,3 % | 2,3 % | 1,1 % | 2,3 % | 2,3 % | 2,3 % | 1,1 % |

T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)

| | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| De 50 % à 79 % | 27,1 % | 30,5 % | 30,1 % | 42,1 % | 30,7 % | 31,1 % | 31,6 % | 33,2 % | 32,9 % | 43,1 % | 34,6 % | 34,3 % | 43,9 % |
| 80 % et plus | 72,9 % | 69,5 % | 69,9 % | 57,9 % | 69,3 % | 68,9 % | 68,4 % | 66,8 % | 67,1 % | 56,9 % | 65,4 % | 65,7 % | 56,1 % |

T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|---------------|---------------|---------------|--------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------|--------|---------------|--------|--------|
| Aah à taux plein | 61,4 % | 62,6 % | 65,8 % | 65,0 % | 87,4 % | 65,6 % | 65,5 % | 64,7 % | 64,6 % | 64,0 % | 81,7 % | 61,8 % | 61,3 % | 75,9 % |
| Aah à taux réduit | 38,6 % | 37,4 % | 34,2 % | 35,0 % | 12,6 % | 34,4 % | 34,5 % | 35,3 % | 35,4 % | 36,0 % | 18,3 % | 38,2 % | 38,7 % | 24,1 % |

T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah en % du nombre de bénéficiaires de l'Aah depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------|--------|---------------|--------|--------|
| Ensemble complément ou Grph | 18,6 % | 20,6 % | 21,5 % | 21,8 % | 10,9 % | 22,0 % | 21,9 % | 22,1 % | 22,2 % | 22,6 % | 12,3 % | 21,7 % | 22,0 % | 11,8 % |
| Ancien complément (Afh) | 18,6 % | 20,6 % | 1,8 % | 1,9 % | 0,4 % | 1,0 % | 0,6 % | 0,4 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % |
| Majoration pour la vie autonome (Mva) | | | 16,3 % | 16,5 % | 10,0 % | 14,7 % | 14,8 % | 15,2 % | 15,4 % | 15,6 % | 9,8 % | 15,1 % | 15,3 % | 9,8 % |
| Garantie de ressources pour handicapés (Grph) | | | 3,3 % | 3,4 % | 0,5 % | 6,3 % | 6,4 % | 6,5 % | 6,6 % | 6,8 % | 2,4 % | 6,5 % | 6,6 % | 1,9 % |

T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Travaillant en milieu protégé | 11,9 % | 11,7 % | 12,0 % | 3,0 % | 11,4 % | 11,7 % | 11,4 % | 11,1 % | 11,4 % | 4,1 % | 11,0 % | 11,2 % | 4,5 % |
| Travaillant en milieu ordinaire ou ne travaillant pas | 88,1 % | 88,3 % | 88,0 % | 97,0 % | 88,6 % | 88,3 % | 88,6 % | 88,9 % | 88,6 % | 95,9 % | 89,0 % | 88,8 % | 95,5 % |

Allocation aux adultes handicapés (Aah)

En janvier 2009, la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de l'Aah pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 % est supprimée (elle ne l'est pas pour le Crph). Le montant moyen mensuel de l'Aah de base est de 664,18 euros en 2009.

* Les bénéficiaires de **l'allocation aux adultes handicapés de base** (914 950 au 31 décembre 2010) connaissent une forte progression depuis trois ans (+ 3,6 % en 2010 après + 4,1 % en 2009 et + 4,4 % en 2008) soit + 14,2 % depuis 2005.

| Bénéficiaires Aah Données métr. + Dom | 2010 Estim. Tr | Variation 2010-2005 Tr | 2010 % Caf | 2010 - 2005 en points |
|--|----------------------|------------------------------|------------------|-----------------------------|
| Début de dossier | 231 445 | -47 441 | 25 % | |
| Plus de 10 ans | 19 309 | -47 716 | 2 % | -6,3 |
| [5 ans [10 ans | 43 798 | -15 046 | 5 % | -2,6 |
| Moins de 5 ans | 168 338 | 15 321 | 18 % | -0,7 |
| Renouvellement et maintien | 683 505 | 161 432 | 75 % | |
| Plus de 10 ans | 50 304 | 29 305 | 5 % | 2,9 |
| [5 ans [10 ans | 153 929 | -2 295 | 17 % | -2,7 |
| Moins de 5 ans | 479 272 | 134 421 | 52 % | 9,3 |
| Total (yc maintiens) | 914 950 | 113 991 | 100 % | |
| Plus de 10 ans | 69 614 | -18 411 | 8 % | -3,4 |
| [5 ans [10 ans | 197 727 | -17 341 | 22 % | -5,2 |
| Moins de 5 ans | 647 609 | 149 743 | 71 % | 8,6 |

Source : Cnafichier Fileas

Pour 71 % des bénéficiaires de l'Aah, l'avis de la Cdaph²⁹ date de moins de cinq ans. 75 % des dossiers ont déjà fait l'objet d'un renouvellement.

. 59,5 % de la population des bénéficiaires de l'Aah ont entre quarante ans et cinquante-neuf ans contre 45 % en 1997, 57 % en 2005 ;

. 76 % sont des isolés ;
. 15 % ont des enfants à charge ;
. 2,3 % vivent dans des couples percevant deux Aah ;

. **65,4 % des bénéficiaires ont un taux de handicap égal ou supérieur à 80 %** (contre 66,8 % en 2009, 69,5 % en 2005 et 72,9 % en 2000).

. **64,6 % perçoivent l'Aah à taux plein** (contre 65,8 % en 2000 et 62,6 % en 2000).

. **21,7 % des bénéficiaires de l'Aah perçoivent un complément** (contre 21,5 % en 2005 et 20,6 % en 2000).

* En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément (Afh³⁰), dont le montant mensuel est de 104,77 euros depuis janvier 2008. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier d'une aide au logement, et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. 138 592 allocataires ont bénéficié de la Mva en 2010 ;

- le montant du complément de ressources (179,31 euros mensuel depuis janvier 2006) s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 843,48 euros). La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros. 59 023 allocataires ont bénéficié du Crph en 2010 ;

- depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité. 965 allocataires Caf bénéficient de cette mesure³¹ en 2010 (contre 1 223 en 2009, 1 667 en 2008,).

La progression des effectifs de bénéficiaires d'un complément (197 615) se ralentit depuis deux ans : + 2,0 % en 2010 après + 3,5 % en 2009, + 5,9 % en 2008. Elle a été de + 17 % depuis 2005.

Les bénéficiaires du Rmi avant 2009

L'évolution du **revenu minimum d'insertion** (Rmi, 1 142 521 en décembre 2008) est corrélée avec celle du chômage, avec un certain retard.

La progression du nombre de bénéficiaires du Rmi a été de + 2,9 % entre 1998 et 2008 (avec - 4,2 % en 2000, - 2,1 % en 2001). La reprise de la hausse en 2002 (+ 1,6 %) s'accroît en 2003 (+ 4,9 %), essentiellement du fait de la détérioration du marché du travail. En 2004, la progression atteint + 8,2 % suite à l'effet conjugué du chômage qui se maintient à un niveau élevé après la hausse importante de 2003 et des effets différés de la réforme de l'assurance chômage : une partie des chômeurs (ceux dont l'ancienneté sur le marché du travail ne leur permet pas de prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique et qui sont isolés ou dont le conjoint n'a pas ou peu de ressources) basculent dans le Rmi. En 2005, la progression³² se poursuit à un rythme moindre (+ 4,1 %) malgré la baisse du chômage.

En 2006, pour la troisième fois depuis sa création en 1988, les effectifs de bénéficiaires de Rmi régressent (- 0,8 %). Le taux de chômage régresse à 9,1 % en moyenne sur l'année 2006. La décrue du chômage de longue durée se poursuit (- 12,9 % en un an). Cette amélioration a plus profité à la population entre vingt-cinq et quarante-neuf ans avec une baisse de - 1,2 % des allocataires.

En 2007, la diminution du nombre de bénéficiaires a été de - 8,6 % en métropole et de - 6,6 % dans les Dom. Le taux de chômage continue de régresser pour atteindre 8,3 % de la population active en moyenne sur l'année 2007, soit le niveau le plus bas depuis 1983.

Les régressions enregistrées en 2007 (- 8,3 %) et en 2008 (- 2,5 %) sont à relier au rôle joué par les nouveaux **dispositifs d'aide au retour à l'emploi**. Les effectifs de 2008 se situent au niveau de ceux de 2003.

58 % des bénéficiaires du Rmi sont des personnes seules, 26 % des familles monoparentales (cf. T2PF 9.5, données Caf).

Le Rsa remplace en juin 2009 le Rmi, l'Api en métropole et les autres dispositifs d'aide à l'emploi³³

Au 31 décembre 2010, 1 833 968 allocataires ont bénéficié du Rsa³⁴, 140 183 du Rmi, 30 225 de l'Api (données tous régimes, métropole + Dom).

Population couverte par les minima sociaux versés par les Caf

2 417 845 personnes³⁵ relevant des **Caf** ont bénéficié en 2010 d'au moins un des minima sociaux, soit une progression de **+ 8,3 % depuis 2005** (+ 185 345, dont + 114 862 pour l'Aah).

En tenant compte des personnes à charge, la **population couverte par les minima sociaux versés par les Caf** atteint 4 516 192 personnes, soit **+ 6,6 % depuis 2004** (avec - 9,8 % en 2007, + 8,5 % en 2009 et + 4,5 % en 2010).

Une estimation tous régimes conduit à 2,5 millions de bénéficiaires avec une population couverte de l'ordre de 4,6 millions.

T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima depuis 2002 (Rsa, Rmi, Api, Aah, données Caf)

| Données Caf hors double compte | Rsa socle | Rmi | Api | Aah | Bénéficiaires d'au moins un minimum | Evolution | Nbre moyen de personnes couvertes par 100 bénéficiaires minimum | | Nombre de personnes couvertes | Evolution |
|---|-------------------------------|-----------|---------|---------|-------------------------------------|--------------|---|------------------|-------------------------------|--------------|
| Métropole + Dom | | | | | | | | Evolution | | |
| 2002 | | 1 068 923 | 179 726 | 716 784 | 1 954 518 | | 191 | | 3 726 468 | |
| 2003 | | 1 120 844 | 187 637 | 732 839 | 2 029 492 | 3,8 % | 189 | -0,6 % | 3 844 495 | 3,2 % |
| 2004 | | 1 215 585 | 195 441 | 752 988 | 2 152 075 | 6,0 % | 189 | 0,0 % | 4 075 611 | 6,0 % |
| 2005 | | 1 266 429 | 204 873 | 768 414 | 2 232 500 | 3,7 % | 190 | 0,2 % | 4 235 130 | 3,9 % |
| 2006 | | 1 255 549 | 216 278 | 772 296 | 2 237 717 | 0,2 % | 190 | 0,1 % | 4 250 207 | 0,4 % |
| 2007 | | 1 151 180 | 204 304 | 781 972 | 2 075 151 | -7,3 % | 185 | -2,8 % | 3 832 363 | -9,8 % |
| 2008 | | 1 120 527 | 199 500 | 817 851 | 2 134 611 | 2,9 % | 187 | 1,0 % | 3 982 134 | 3,9 % |
| 2009 | 1 292 896 | 139 332 | 29 763 | 851 316 | 2 324 745 | 8,9 % | 186 | -0,4 % | 4 321 522 | 8,5 % |
| 2010 | 1 797 714 | 183 194 | | 883 276 | 2 417 845 | 4,0 % | 187 | 0,5 % | 4 516 192 | 4,5 % |
| Variation 2010 - 2005 | | | | 114 862 | 185 345 | 8,3 % | | -1,5 % | 281 062 | 6,6 % |
| Dont métropole | | | | | | | | | | |
| 2005 | | 1 111 374 | 181 060 | 741 665 | 2 028 284 | 3,6 % | 186 | 0,1 % | 3 770 589 | 3,8 % |
| 2006 | | 1 101 372 | 189 876 | 745 136 | 2 030 931 | 0,1 % | 186 | 0,1 % | 3 779 825 | 0,2 % |
| 2007 | | 1 007 117 | 176 032 | 754 605 | 1 883 118 | -7,3 % | 181 | -2,8 % | 3 405 163 | -9,9 % |
| 2008 | | 983 807 | 171 074 | 789 377 | 1 941 435 | 3,1 % | 183 | 1,1 % | 3 549 145 | 4,2 % |
| 2009 | 1 292 896 | 2 405 | 192 | 822 134 | 2 116 615 | 9,0 % | 184 | 0,5 % | 3 888 380 | 9,6 % |
| 2010 | 1 797 714 | | | 853 165 | 2 204 540 | 4,2 % | 184 | 0,2 % | 4 059 114 | 4,4 % |
| Dont Dom | | | | | | | | | | |
| 2005 | | 155 055 | 23 813 | 26 749 | 204 216 | 4,7 % | 227 | 0,3 % | 464 541 | 5,0 % |
| 2006 | | 154 177 | 26 402 | 27 160 | 206 786 | 1,3 % | 227 | 0,0 % | 470 382 | 1,3 % |
| 2007 | | 144 063 | 28 272 | 27 367 | 192 033 | -7,1 % | 222 | -2,2 % | 427 200 | -9,2 % |
| 2008 | | 136 720 | 28 426 | 28 474 | 193 176 | 0,6 % | 224 | 0,8 % | 432 989 | 1,4 % |
| 2009 | | 136 927 | 29 571 | 29 182 | 208 130 | 7,7 % | 208 | -7,2 % | 433 142 | 0,04 % |
| 2010 | | 183 194 | | 30 111 | 213 305 | 2,5 % | 214 | 3,0 % | 457 078 | 5,53 % |
| Caf 2010 | Total RSA 1 797 714 | Rmi | Api | Aah | | | | | | |
| Effectifs tous régimes (métropole + Dom) | | | | | | | | | | |
| 2010 | 1 833 968 | 140 183 | 30 225 | 914 950 | 2 466 605 | | | | 4 607 269 | |
| Part des CAF | 98,0 % | | | 96,5 % | 98,0 % | | | | 98,0 % | |

Revenu de solidarité Dom (Rso)

Par ailleurs, au 31 décembre 2010, on dénombre 13 097 bénéficiaires du Rso mis en place en 2001 dans les Dom.

95,7 % des familles bénéficiaires du Fnpf en métropole relèvent des Caf

La répartition des familles relevant du Fnpf entre les différents régimes qui assurent le service des prestations **en métropole** est en 2009 la suivante :

- régime général 95,9 % (contre 77,5 % en 1980 en incluant le régime minier, intégré depuis 1997 au régime général) ;
- régimes spéciaux 0,8 % (contre 13,8 % en 1980) ;
- régimes agricoles 3,3 % (contre 8,6 % en 1980).

Par ailleurs, les bénéficiaires des **Dom** représentent 4,7 % des familles du Fnpf (cf. TIPF 523211).

Entre 1997 et 2004, la progression de la part du régime général dans l'ensemble des bénéficiaires des allocations familiales avoisine 0,4 point par an (métropole et Dom). Fin 2005, l'ensemble des bénéficiaires des régimes spéciaux a été rattaché aux Caf, à l'exception de la Snaf, de la Ratp et d'Edf-Gdf. Les Caf versent aux allocataires des régimes spéciaux la Paje (sauf pour les agents relevant de la Snaf à l'exception du Cmg), l'Aged, l'Afeama, l'Alf (sauf pour les agents relevant de la Snaf et de la Ratp), l'Aah, l'Apl et l'Als.

La part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires tous régimes se situe à des niveaux sensiblement différents selon la prestation considérée (95,7 % pour les allocations familiales, TIPF 53131).

Le nombre moyen d'enfants des familles de deux enfants et plus varie selon le régime (cf. TIPF 523251) :

- 231 pour 100 familles de la Snaf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ;
- 240 pour les régimes agricoles (en 2009³⁶) ;
- 261 pour les Caf des Dom ;
- 241,7 pour les Caf en métropole ;
- 242,0 pour l'ensemble (métropole et Dom).

Notes

¹ Y compris 0,3 % : « hors métropole et doubles comptes » (TIPF 501).

² Cf. chapitres 8.1 et 8.2 sur l'évolution de la législation.

³ Evolution du chômage et de son mode d'indemnisation, évolution des revenus, développement d'emploi précaires...

⁴ Mise sous condition de ressources, indexation des plafonds sur les prix depuis 1997, réformes législatives...

⁵ Source : site Insee, rubrique taux de fécondité, 12/11/2010. « Avec 821 000 bébés nés en 2009, le nombre de naissances baisse légèrement mais reste supérieur à la moyenne des dix dernières années. Un quart de cette

baisse s'explique mécaniquement par le fait que 2008 était une année bissextile. Un cinquième de cette baisse est dû à la diminution de la population féminine de 15 à 50 ans entre 2008 et 2009. Enfin, la baisse des taux de fécondité des femmes de moins de 30 ans explique le reste de la diminution du nombre des naissances. La fécondité des femmes de plus de 30 ans continue d'augmenter. »

⁶ Avec le prolongement de la durée des études et la volonté d'insertion dans la vie active, les femmes ont reporté la naissance de leur premier enfant. Dans un premier temps, cela a pour effet de faire baisser l'icf. Dans un second temps, lorsque le décalage est stabilisé, l'icf remonte. Les naissances, plus nombreuses que par le passé, issues de femmes plus âgées, se cumulent alors avec les naissances issues des nouvelles générations. Les naissances sont simplement décalées dans le temps.

⁷ « Plusieurs facteurs y ont sans doute contribué : la récession a d'abord été moins forte en France, l'économie ayant relativement mieux résisté à la crise que dans d'autres pays. Les familles ont également été moins touchées en raison des politiques sociale et familiale, qui ont amorti les effets de la récession. » Source : Ined, Population et société, N°476, mars 2011, Gilles Pison.

⁸ Source : Insee, bilan démographique 2007.

⁹ Source des données Caf présentées dans l'ensemble des tableaux figurant dans le texte et les encadrés de ce chapitre : Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 ».

¹⁰ Depuis mai 2008, il faut opérer une distinction entre les majorations d'Af attribuées aux enfants nés avant ou après le 1^{er} mai 1997. Un enfant né en avril 1997 a eu 11 ans en avril 2008. Il ouvre droit à l'ancienne majoration de 11 ans à partir du mois de mai 2008 jusqu'au mois de ses 16 ans compris en mai 2013 (mois qui suit son anniversaire), puis à la majoration de 16 ans du mois suivant ses 16 ans jusqu'au mois précédant ses 20 ans. La montée en charge des **économies** générées par la réforme s'effectuera sur 36 mois, **entre juin 2008 et mai 2011**. La montée en charge des **dépenses** générées par la réforme s'effectuera sur 24 mois, **entre juin 2011 et mai 2013** inclus (date à laquelle l'enfant né en mai 1997 aura 16 ans : en l'absence de réforme, il aurait bénéficié d'une dernière mensualité de majoration de 11 à 15 ans inclus).

¹¹ Les premiers bénéficiaires de la majoration de plus de quatorze ans instaurée en mai 2008 seront, en juin 2011, des enfants nés en mai 1997. Les statistiques au 31 décembre 2013 retraceront l'effectif « total » de bénéficiaires des majorations de plus de 14 ans.

Les dépenses en année pleine seront celles de 2014.

¹² Créée en juillet 2003, l'allocation forfaitaire est versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. La montée en charge de cette mesure s'est achevée en juillet 2004.

¹³ La décision de résidence alternée est majoritairement formulée suite à une demande en commun accord des parents (8 cas sur 10). Environ 11 % des familles

confrontées à un divorce ou une séparation reçoivent une telle décision du juge aux affaires familiales (cf. Cnaf, Agence d'information, n°995 d'octobre 2009).

¹⁴ Le taux d'exclusion pour la prime ou l'Ab Paje est estimé à 10 % contre 20 % pour l'Apje (cf. les hypothèses de prévisions d'août 2005 Cnaf Dser R. Mahieu).

¹⁵ Cf. chapitre 2 pour le calcul d'un effet volume.

¹⁶ Le tableau T1PF 5351 de la brochure PF2004 indique une méthodologie statistique (appliquée à 2004) assurant un meilleur raccord entre des effectifs trimestriels (Afeama, Aged) et mensuels (Cmg). Le passage à un rythme mensuel pour le Cmg fait que l'on va sous-estimer le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au Cmg au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge. Selon l'estimation initiale, la réforme devait entraîner, à terme, un accroissement de + 30 % des effectifs de bénéficiaires de Cmg par rapport aux effectifs Afeama et Aged.

¹⁷ En 2007, l'enquête de la Drees recensait plus de 406 000 assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s en France métropolitaine, offrant une capacité d'accueil de 1 088 000 places (y compris les assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s par des services d'accueil familial). Tous n'exercent pas. Le nombre de places disponibles auprès des assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s par des particuliers employeurs peut être évalué à 744 000. Au deuxième trimestre 2007, il y avait 277 000 assistant(e)s employé(e)s par des particuliers employeurs. Le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s en exercice a été multiplié par quatre entre 1990 et 2007. Cette hausse est, en partie, le résultat de la mise en place de l'Afeama puis de la Paje.

¹⁸ A terme, la réforme du Clca devrait entraîner le bénéfice du Clca étendu à 100 000 familles d'un enfant et une baisse de – 50 000 des effectifs de bénéficiaires du Clca attribué aux familles de deux enfants.

¹⁹ Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible. Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

²⁰ Par ailleurs, en janvier 1996, l'allocation pour jeune enfant est instaurée dans les Dom, y entraînant une réduction des effectifs de bénéficiaires du complément familial de 64 % au 31 décembre 1996.

²¹ Estimation à partir des données Caf relatives aux enfants bénéficiaires de l'Ars (T1PF 52 411).

²² En 1999, le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois aux familles (180 000) avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations.

²³ 1 187 373 enfants bénéficiaires de l'Asf, + 10,8 % par rapport à 2004 (estimation tous régimes à partir des données Caf, cf. T2PF 64).

²⁴ Cf. note 1 T2PF 51 : nécessité de rectifier la série (évolutions de + 12,6 % en 2006 et de – 1,1 % en 2007).

²⁵ Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes.

²⁶ Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois. Cependant ce pourcentage donne un ordre de grandeur de l'impact relatif du complément.

²⁷ Les revalorisations des aides au logement interviennent désormais en janvier. Cf. chapitre 2 pour plus de détails.

²⁸ L'estimation (66 173 Tr) est minorée, l'ensemble des impayés en Apl n'étant pas géré par les Caf.

²⁹ Les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph) remplacent les Cotorep depuis la réforme de juillet 2005.

³⁰ L'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés (à un taux d'au moins 80 % et bénéficiaires d'une aide au logement) a été créée en janvier 1993.

³¹ Fileas BE180, colonne Caah sans Aah.

³² Source : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Rmi, décembre 2005, page 127. La situation difficile du marché du travail entre 2002 et 2004 a progressivement entraîné une augmentation du nombre de chômeurs non indemnisés. Par ailleurs, la réforme de l'assurance chômage a accru la part de chômeurs susceptibles de demander le Rmi.

³³ En décembre 2008, on dénombrait :

. 11 940 bénéficiaires du contrat d'insertion revenu minimum d'activité (**Cirma**) créé en 2004 (contre 7 763 en 2006, 14 063 en 2007) ;

. 64 989 bénéficiaires du contrat d'avenir. Créé en 2005, le **Cav**, similaire au Cirma est strictement réservé au secteur non marchand ;

. En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place : 180 799 primes mensuelles d'intéressement ou **primes de retour à l'emploi** ont été versées en décembre 2008 (cf. T1PF 5311).

³⁴ Source Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 138. Trois catégories d'allocataires peuvent être distinguées :

. les foyers bénéficiaires du **Rsa socle seulement (1 154 348, données Caf)** qui n'ont pas de revenus d'activité, ou bien qui sont en période de cumul intégral. Pour ces derniers, l'ensemble de leurs revenus d'activité est neutralisé pendant les trois mois qui suivent la reprise d'emploi ;

. les foyers bénéficiaires du **Rsa socle et activité (197 725, données Caf)** qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur à un montant forfaitaire ;

. les foyers bénéficiaires su **Rsa activité seulement (445 641, données Caf)** qui ont des revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire.

Une autre distinction peut être effectuée entre les bénéficiaires d'une **majoration pour isolement (233 270, données Caf)** et ceux qui perçoivent le **Rsa non majoré (1 564 444, données Caf)**.

³⁵ Source : Cnaf Dser F. Mathieu... : « ... Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 27 (cf. note 9).

³⁶ 232,4 selon l'estimation 2010 à vérifier en 2011.

TIPF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur

RG : BE005 [Familles du FNPF (hors AAH seule)] + (familles allocataires avec enfants) - (hors métropole qui sont pris en compte dans TIPF 51102).

| Effectifs en milliers | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Structure 2010 |
|---|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------|------------|----------------|
| Tous régimes métropole | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 2 736 | 3 208 | 3 642 | 3 917 | 4 083 | 4 198 | 4 239 | 4 353 | 4 338 | 4 313 | 4 261 | 4 284 | 4 295 | 4 303 | 4 338 | 4 242 | 4 289 | 4 486 | 4 629,630 | 4 659,415 | 41,3 % |
| 1 enfant | 1 438 | 1 459 | 1 495 | 1 531 | 1 556 | 1 554 | 1 565 | 1 591 | 1 773 | 1 804 | 1 826 | 1 838 | 1 837 | 1 887 | 1 919 | 1 930 | 1 914 | 1 963 | 1 971,044 | 1 982,452 | 17,6 % |
| 2 enfants | 2 956 | 2 941 | 2 953 | 2 957 | 2 975 | 2 992 | 2 985 | 2 771 | 3 009 | 3 025 | 3 053 | 3 080 | 3 108 | 3 136 | 3 123 | 3 139 | 3 143 | 3 149 | 3 167,300 | 3 178,928 | 28,2 % |
| 3 enfants | 1 204 | 1 198 | 1 197 | 1 188 | 1 187 | 1 181 | 1 166 | 1 109 | 1 166 | 1 159 | 1 157 | 1 151 | 1 145 | 1 144 | 1 126 | 1 126 | 1 125 | 1 125 | 1 125,362 | 1 126,750 | 10,0 % |
| 4 enfants et plus | 440 | 437 | 432 | 422 | 414 | 404 | 392 | 375 | 384 | 374 | 368 | 360 | 354 | 350 | 344 | 341 | 339 | 337 | 336,965 | 336,336 | 3,0 % |
| Ensemble | 8 773 | 9 243 | 9 719 | 10 015 | 10 216 | 10 328 | 10 347 | 10 199 | 10 671 | 10 676 | 10 665 | 10 713 | 10 739 | 10 820 | 10 850 | 10 778 | 10 809 | 11 059 | 11 230,301 | 11 283,881 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 4 599 | 4 576 | 4 582 | 4 567 | 4 577 | 4 577 | 4 543 | 4 255 | 4 560 | 4 558 | 4 579 | 4 590 | 4 608 | 4 630 | 4 593 | 4 606 | 4 606 | 4 610 | 4 629,627 | 4 642,014 | 41,1 % |
| Hors métropole (HM) | 105 | 99 | 84 | 74 | 67 | 63 | 59 | 51 | 36 | 28 | 27 | 20 | 18 | 15 | 13 | 13 | 11 | 10 | 7,195 | 6,261 | |
| Ensemble y compris HM | 8 878 | 9 341 | 9 803 | 10 090 | 10 282 | 10 391 | 10 406 | 10 250 | 10 706 | 10 704 | 10 692 | 10 734 | 10 758 | 10 836 | 10 863 | 10 791 | 10 820 | 11 069 | 11 237,496 | 11 290,142 | |
| dont CAF métropole (y compris des allocataires des régimes spéciaux doubles comptes) : cf TIPF 51121 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 2 510 | 2 974 | 3 397 | 3 664 | 3 824 | 3 941 | 3 985 | 4 100 | 4 093 | 4 077 | 4 034 | 4 068 | 4 071 | 4 073 | 4 117 | 4 027 | 4 079 | 4 276 | 4 421,806 | 4 457,434 | 41,2 % |
| 1 enfant | 1 309 | 1 338 | 1 380 | 1 418 | 1 449 | 1 455 | 1 472 | 1 502 | 1 683 | 1 711 | 1 731 | 1 741 | 1 737 | 1 797 | 1 850 | 1 862 | 1 847 | 1 897 | 1 906,468 | 1 919,072 | 17,8 % |
| 2 enfants | 2 401 | 2 404 | 2 420 | 2 448 | 2 488 | 2 529 | 2 557 | 2 400 | 2 611 | 2 634 | 2 669 | 2 703 | 2 742 | 2 797 | 2 968 | 2 985 | 2 994 | 3 005 | 3 024,093 | 3 038,665 | 28,1 % |
| 3 enfants | 996 | 997 | 997 | 997 | 1 004 | 1 009 | 1 008 | 965 | 1 018 | 1 016 | 1 017 | 1 014 | 1 013 | 1 020 | 1 063 | 1 064 | 1 066 | 1 068 | 1 069,670 | 1 072,904 | 9,9 % |
| 4 enfants et plus | 387 | 386 | 382 | 375 | 370 | 363 | 355 | 341 | 350 | 342 | 337 | 331 | 326 | 323 | 327 | 324 | 323 | 322 | 322,495 | 322,524 | 3,0 % |
| Ensemble | 7 602 | 8 098 | 8 576 | 8 902 | 9 136 | 9 296 | 9 376 | 9 308 | 9 755 | 9 779 | 9 789 | 9 857 | 9 889 | 10 011 | 10 324 | 10 263 | 10 309 | 10 568 | 10 744,532 | 10 810,599 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 3 783 | 3 787 | 3 799 | 3 820 | 3 862 | 3 900 | 3 919 | 3 706 | 3 979 | 3 992 | 4 023 | 4 048 | 4 081 | 4 141 | 4 358 | 4 374 | 4 383 | 4 394 | 4 416,258 | 4 434,093 | 41,0 % |
| DOM tous régimes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 73 | 79 | 84 | 95 | 100 | 108 | 115 | 122 | 127 | 133 | 137 | 140 | 144 | 149 | 155 | 156 | 160 | 161 | 163,951 | 169,646 | 35,3 % |
| 1 enfant | 96 | 98 | 101 | 104 | 107 | 109 | 113 | 109 | 110 | 112 | 115 | 118 | 122 | 126 | 130 | 132 | 136 | 139 | 139,667 | 142,361 | 29,6 % |
| 2 enfants | 66 | 69 | 73 | 75 | 78 | 81 | 84 | 83 | 89 | 90 | 93 | 95 | 97 | 99 | 102 | 103 | 105 | 106 | 104,835 | 105,784 | 22,0 % |
| 3 enfants | 35 | 36 | 37 | 38 | 38 | 39 | 39 | 39 | 41 | 41 | 41 | 41 | 42 | 42 | 42 | 42 | 42 | 42 | 41,392 | 41,189 | 8,6 % |
| 4 enfants et plus | 15 | 15 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 22 | 22 | 23 | 23 | 23 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 21,461 | 21,256 | 4,4 % |
| Ensemble | 285 | 296 | 309 | 326 | 338 | 352 | 366 | 367 | 389 | 398 | 409 | 416 | 427 | 439 | 451 | 455 | 465 | 469 | 471,306 | 480,238 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 116 | 119 | 124 | 127 | 131 | 134 | 138 | 136 | 152 | 153 | 157 | 158 | 161 | 164 | 166 | 167 | 169 | 169 | 167,688 | 168,230 | 35,0 % |
| dont CAF DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 73 | 79 | 84 | 95 | 100 | 108 | 115 | 122 | 127 | 131 | 135 | 138 | 143 | 149 | 155 | 156 | 160 | 161 | 163,810 | 169,449 | 36,0 % |
| 1 enfant | 83 | 86 | 89 | 93 | 96 | 99 | 103 | 99 | 108 | 110 | 114 | 117 | 120 | 124 | 128 | 131 | 133 | 135 | 136,645 | 138,091 | 29,3 % |
| 2 enfants | 64 | 67 | 70 | 74 | 76 | 80 | 83 | 81 | 88 | 89 | 92 | 94 | 96 | 98 | 100 | 102 | 103 | 103 | 102,596 | 102,652 | 21,8 % |
| 3 enfants | 34 | 34 | 36 | 37 | 38 | 38 | 39 | 39 | 40 | 40 | 41 | 41 | 41 | 41 | 42 | 42 | 41 | 41 | 40,508 | 39,968 | 8,5 % |
| 4 enfants et plus | 24 | 23 | 23 | 23 | 22 | 22 | 21 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 21 | 21,000 | 20,623 | 4,4 % |
| Ensemble | 277 | 289 | 302 | 321 | 332 | 347 | 361 | 363 | 384 | 393 | 404 | 412 | 422 | 435 | 447 | 452 | 459 | 461 | 464,559 | 470,783 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 121 | 125 | 129 | 133 | 136 | 140 | 143 | 142 | 149 | 151 | 155 | 157 | 159 | 162 | 164 | 165 | 166 | 165 | 164,104 | 163,243 | 34,7 % |
| Tous régimes métro. + DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 2 809 | 3 287 | 3 727 | 4 012 | 4 183 | 4 306 | 4 354 | 4 475 | 4 466 | 4 447 | 4 398 | 4 424 | 4 438 | 4 452 | 4 493 | 4 398 | 4 449 | 4 647 | 4 793,581 | 4 829,061 | 41,0 % |
| 1 enfant | 1 534 | 1 557 | 1 596 | 1 635 | 1 663 | 1 663 | 1 678 | 1 700 | 1 882 | 1 915 | 1 941 | 1 956 | 1 959 | 2 013 | 2 049 | 2 063 | 2 050 | 2 102 | 2 110,711 | 2 124,813 | 18,1 % |
| 2 enfants | 3 022 | 3 010 | 3 026 | 3 032 | 3 053 | 3 073 | 3 069 | 2 854 | 3 099 | 3 116 | 3 146 | 3 174 | 3 205 | 3 236 | 3 225 | 3 242 | 3 247 | 3 254 | 3 272,135 | 3 284,712 | 27,9 % |
| 3 enfants | 1 238 | 1 234 | 1 234 | 1 225 | 1 226 | 1 220 | 1 206 | 1 148 | 1 207 | 1 200 | 1 198 | 1 192 | 1 187 | 1 186 | 1 168 | 1 168 | 1 167 | 1 166 | 1 166,754 | 1 167,939 | 9,9 % |
| 4 enfants et plus | 455 | 451 | 447 | 436 | 428 | 418 | 406 | 390 | 406 | 396 | 391 | 383 | 377 | 372 | 367 | 363 | 361 | 359 | 358,426 | 357,592 | 3,0 % |
| Ensemble | 9 058 | 9 539 | 10 028 | 10 341 | 10 553 | 10 680 | 10 713 | 10 566 | 11 060 | 11 074 | 11 074 | 11 129 | 11 166 | 11 259 | 11 301 | 11 233 | 11 274 | 11 528 | 11 701,607 | 11 764,119 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 4 716 | 4 696 | 4 706 | 4 694 | 4 708 | 4 710 | 4 681 | 4 392 | 4 712 | 4 735 | 4 749 | 4 769 | 4 794 | 4 759 | 4 773 | 4 775 | 4 779 | 4 779 | 4 797,315 | 4 810,244 | 40,9 % |
| Hors métropole (HM) | 105 | 99 | 84 | 74 | 67 | 63 | 59 | 51 | 36 | 28 | 27 | 20 | 18 | 15 | 13 | 13 | 11 | 10 | 7,195 | 6,261 | |
| Ensemble y compris HM | 9 163 | 9 637 | 10 112 | 10 416 | 10 621 | 10 743 | 10 772 | 10 618 | 11 095 | 11 102 | 11 101 | 11 150 | 11 184 | 11 274 | 11 313 | 11 246 | 11 285 | 11 537 | 11 708,802 | 11 770,380 | |
| dont CAF métropole et DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 2 583 | 3 052 | 3 481 | 3 759 | 3 924 | 4 050 | 4 100 | 4 222 | 4 220 | 4 209 | 4 170 | 4 206 | 4 215 | 4 222 | 4 272 | 4 183 | 4 239 | 4 437 | 4 585,616 | 4 626,883 | 41,0 % |
| 1 enfant | 1 391 | 1 423 | 1 468 | 1 511 | 1 545 | 1 554 | 1 575 | 1 600 | 1 790 | 1 821 | 1 845 | 1 858 | 1 857 | 1 921 | 1 978 | 1 993 | 1 981 | 2 032 | 2 043,113 | 2 057,163 | 47,1 % |
| 2 enfants | 2 465 | 2 471 | 2 491 | 2 521 | 2 565 | 2 608 | 2 640 | 2 481 | 2 698 | 2 723 | 2 760 | 2 797 | 2 837 | 2 896 | 3 069 | 3 087 | 3 097 | 3 107 | 3 126,689 | 3 141,317 | 27,8 % |
| 3 enfants | 1 029 | 1 031 | 1 033 | 1 033 | 1 042 | 1 047 | 1 046 | 1 004 | 1 058 | 1 056 | 1 058 | 1 054 | 1 054 | 1 061 | 1 104 | 1 106 | 1 107 | 1 109 | 1 110,178 | 1 112,872 | 9,9 % |
| 4 enfants et plus | 410 | 409 | 405 | 398 | 392 | 384 | 376 | 363 | 372 | 363 | 360 | 353 | 348 | 345 | 349 | 346 | 345 | 343 | 343,495 | 343,147 | 3,0 % |
| Ensemble | 7 879 | 8 387 | 8 878 | 9 223 | 9 468 | 9 643 | 9 737 | 9 671 | 10 139 | 10 173 | 10 193 | 10 269 | 10 311 | 10 446 | 10 771 | 10 716 | 10 768 | 11 029 | 11 209,091 | 11 281,382 | 100,0 % |
| dont 2 enfants et plus | 3 905 | 3 911 | 3 929 | 3 953 | 3 998 | 4 040 | 4 062 | 3 848 | 4 129 | 4 143 | 4 178 | 4 205 | 4 239 | 4 302 | 4 522 | 4 540 | 4 549 | 4 559 | 4 580,362 | 4 597,336 | 40,8 % |

**TIPF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM
selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

| Effectifs en milliers | 1989 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Tous régimes métropole | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 195 | 199 | 179,3 | 157,6 | 154,4 | 155,4 | 153,4 | 164,9 | 159,3 | 157,4 | 155,2 | 111,2 | 108,0 | 107,3 | 108,2 | 113,0 | 109,9 | 110,347 |
| 1 enfant | 1 138 | 1 149 | 1 256,8 | 1 243,0 | 1 257,7 | 1 279,2 | 1 462,4 | 1 492,5 | 1 508,4 | 1 518,7 | 1 537,7 | 1 586,6 | 1 640,9 | 1 669,7 | 1 658,5 | 1 696,5 | 1 709,9 | 1 712,991 |
| 2 enfants | 2 915 | 2 907 | 2 920,4 | 2 932,8 | 2 925,9 | 2 690,9 | 2 952,8 | 2 969,9 | 2 998,9 | 3 027,4 | 3 057,7 | 3 083,3 | 3 109,5 | 3 125,0 | 3 129,6 | 3 135,1 | 3 154,2 | 3 169,148 |
| 3 enfants | 1 155 | 1 160 | 1 154,5 | 1 149,5 | 1 136,7 | 1 074,5 | 1 140,2 | 1 135,4 | 1 134,3 | 1 127,4 | 1 125,8 | 1 123,1 | 1 120,2 | 1 120,4 | 1 119,4 | 1 118,9 | 1 120,1 | 1 122,154 |
| 4 enfants et plus | 430 | 432 | 402,7 | 395,9 | 383,4 | 367,1 | 376,8 | 368,3 | 362,9 | 355,2 | 350,6 | 345,3 | 342,3 | 339,3 | 336,8 | 334,5 | 335,0 | 334,488 |
| Ensemble | 5 833 | 5 848 | 5 913,6 | 5 878,9 | 5 858,0 | 5 567,0 | 6 085,5 | 6 131,0 | 6 163,8 | 6 186,0 | 6 227,0 | 6 249,5 | 6 320,9 | 6 361,7 | 6 352,6 | 6 398,1 | 6 429,0 | 6 449,128 |
| dont 2 enfants et plus | 4 500 | 4 500 | 4 477,5 | 4 478,2 | 4 445,9 | 4 132,5 | 4 469,7 | 4 473,6 | 4 496,1 | 4 509,9 | 4 534,0 | 4 551,7 | 4 572,1 | 4 584,7 | 4 585,8 | 4 588,5 | 4 609,2 | 4 625,790 |
| dont 3 enfants et plus | 1 585 | 1 592 | 1 557,2 | 1 545,4 | 1 520,1 | 1 441,6 | 1 517,0 | 1 503,7 | 1 497,2 | 1 482,6 | 1 476,4 | 1 468,4 | 1 462,5 | 1 459,7 | 1 456,2 | 1 453,4 | 1 455,0 | 1 456,642 |
| dont CAF métropole FNPF | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 171 | 174 | 162,9 | 144,5 | 141,2 | 142,6 | 141,3 | 152,1 | 147,3 | 147,1 | 143,9 | 101,5 | 102,3 | 101,7 | 102,7 | 107,6 | 104,6 | 105,832 |
| 1 enfant | 1 017 | 1 036 | 1 164,7 | 1 156,4 | 1 173,8 | 1 198,8 | 1 381,2 | 1 408,1 | 1 429,8 | 1 439,5 | 1 438,3 | 1 499,8 | 1 574,2 | 1 604,2 | 1 594,5 | 1 634,2 | 1 649,2 | 1 661,512 |
| 2 enfants | 2 325 | 2 331 | 2 433,4 | 2 470,2 | 2 498,3 | 2 319,2 | 2 554,1 | 2 578,8 | 2 614,3 | 2 650,4 | 2 690,7 | 2 744,5 | 2 954,5 | 2 971,7 | 2 981,0 | 2 990,9 | 3 010,9 | 3 028,885 |
| 3 enfants | 938 | 946 | 971,1 | 976,9 | 977,9 | 930,7 | 992,6 | 992,0 | 994,8 | 992,0 | 993,1 | 999,2 | 1 057,2 | 1 058,9 | 1 060,2 | 1 062,2 | 1 064,4 | 1 068,308 |
| 4 enfants et plus | 373 | 376 | 358,5 | 354,8 | 346,1 | 333,0 | 342,8 | 336,0 | 331,9 | 326,1 | 321,4 | 318,4 | 324,7 | 322,6 | 321,1 | 319,5 | 320,5 | 320,676 |
| Pour | 4 824 | 4 863 | 5 090,7 | 5 102,8 | 5 137,3 | 4 924,3 | 5 412,1 | 5 467,0 | 5 518,1 | 5 555,1 | 5 587,4 | 5 663,4 | 6 012,9 | 6 059,0 | 6 059,5 | 6 114,3 | 6 149,6 | 6 185,213 |
| dont 2 enfants et plus | 3 636 | 3 653 | 3 763,0 | 3 801,9 | 3 822,3 | 3 582,9 | 3 889,6 | 3 906,8 | 3 941,0 | 3 968,5 | 4 005,2 | 4 062,1 | 4 336,5 | 4 353,2 | 4 362,3 | 4 372,6 | 4 395,8 | 4 417,869 |
| DOM tous régimes | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Coef. (TR yc CL)/CAF</i> | 1,036 | 1,040 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0112 | 1,0256 | 1,0221 | 1,0309 |
| Sans enfant | 2 | 2 | 3,1 | 5,5 | 6,4 | 6,5 | 6,3 | 6,8 | 6,8 | 6,9 | 7,3 | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 5,9 | 6,0 | 6,5 | 6,572 |
| 1 enfant | 79 | 83 | 98,2 | 101,0 | 105,4 | 100,7 | 109,5 | 112,3 | 115,7 | 118,5 | 121,6 | 125,5 | 129,4 | 132,1 | 134,9 | 138,5 | 139,6 | 142,305 |
| 2 enfants | 61 | 63 | 78,4 | 81,1 | 84,3 | 82,6 | 89,1 | 90,8 | 93,2 | 95,0 | 96,9 | 99,4 | 101,6 | 102,9 | 102,8 | 104,3 | 103,4 | 104,384 |
| 3 enfants | 34 | 34 | 38,4 | 39,0 | 39,5 | 39,3 | 40,8 | 41,2 | 41,6 | 41,6 | 41,7 | 42,0 | 42,1 | 42,3 | 41,5 | 41,3 | 40,9 | 40,691 |
| 4 enfants et plus | 26 | 26 | 22,6 | 22,1 | 21,8 | 22,6 | 22,2 | 22,2 | 22,7 | 22,6 | 22,4 | 22,5 | 22,3 | 22,0 | 21,8 | 21,8 | 21,3 | 21,108 |
| Ensemble | 202 | 209 | 240,8 | 248,6 | 257,3 | 251,8 | 268,0 | 273,4 | 280,0 | 284,6 | 289,9 | 295,3 | 301,4 | 305,2 | 306,8 | 311,8 | 311,7 | 315,062 |
| dont 2 enfants et plus | 121 | 123 | 139,4 | 142,2 | 145,6 | 144,5 | 152,2 | 154,3 | 157,5 | 159,2 | 161,0 | 163,9 | 166,0 | 167,2 | 166,0 | 167,4 | 165,6 | 166,184 |
| dont CAF DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 2 | 2 | 3,0 | 5,4 | 6,2 | 6,4 | 6,2 | 6,7 | 6,7 | 6,8 | 7,2 | 5,9 | 6,0 | 5,9 | 5,9 | 5,8 | 6,4 | 6,375 |
| 1 enfant | 76 | 80 | 95,8 | 99,1 | 103,2 | 99,0 | 107,5 | 110,2 | 113,7 | 116,5 | 119,8 | 123,7 | 127,7 | 130,6 | 133,4 | 135,0 | 136,6 | 138,035 |
| 2 enfants | 59 | 61 | 76,5 | 79,6 | 82,6 | 81,1 | 87,6 | 89,2 | 91,6 | 93,4 | 95,5 | 98,0 | 100,3 | 101,7 | 101,6 | 101,7 | 101,2 | 101,252 |
| 3 enfants | 33 | 33 | 37,5 | 38,2 | 38,6 | 38,6 | 40,1 | 40,4 | 40,9 | 40,9 | 41,1 | 41,4 | 41,6 | 41,8 | 41,0 | 40,3 | 40,0 | 39,470 |
| 4 enfants et plus | 26 | 25 | 22,1 | 21,7 | 21,4 | 22,2 | 21,8 | 21,8 | 22,3 | 22,3 | 22,1 | 22,1 | 22,0 | 21,8 | 21,5 | 21,3 | 20,8 | 20,475 |
| Ensemble | 195 | 201 | 234,9 | 244,0 | 252,0 | 247,4 | 263,2 | 268,3 | 275,2 | 279,9 | 285,7 | 291,2 | 297,6 | 301,9 | 303,4 | 304,0 | 305,0 | 305,607 |
| dont 2 enfants et plus | 117 | 119 | 136,0 | 139,5 | 142,6 | 142,0 | 149,5 | 151,4 | 154,7 | 156,6 | 158,6 | 161,6 | 163,9 | 165,3 | 164,2 | 163,2 | 162,0 | 161,197 |
| Ts régimes méro. + DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 197 | 201 | 182,4 | 163,1 | 160,7 | 161,9 | 159,7 | 171,8 | 166,2 | 164,3 | 162,6 | 117,2 | 114,0 | 113,2 | 114,1 | 119,0 | 116,5 | 116,919 |
| 1 enfant | 1 217 | 1 233 | 1 355,0 | 1 344,0 | 1 363,0 | 1 379,9 | 1 571,9 | 1 604,7 | 1 624,1 | 1 637,2 | 1 659,3 | 1 712,1 | 1 770,2 | 1 801,8 | 1 793,4 | 1 835,0 | 1 849,5 | 1 855,296 |
| 2 enfants | 2 976 | 2 971 | 2 998,7 | 3 014,0 | 3 010,2 | 2 773,5 | 3 041,9 | 3 060,8 | 3 092,1 | 3 122,4 | 3 154,6 | 3 182,7 | 3 211,1 | 3 227,9 | 3 232,4 | 3 239,4 | 3 257,6 | 3 273,532 |
| 3 enfants | 1 189 | 1 194 | 1 192,9 | 1 188,5 | 1 176,2 | 1 113,8 | 1 181,0 | 1 176,6 | 1 175,9 | 1 169,0 | 1 167,4 | 1 165,1 | 1 162,3 | 1 162,7 | 1 160,8 | 1 160,2 | 1 160,9 | 1 162,845 |
| 4 enfants et plus | 456 | 458 | 425,3 | 418,0 | 405,2 | 389,7 | 399,0 | 390,5 | 385,6 | 377,8 | 373,0 | 367,8 | 364,6 | 361,3 | 358,6 | 356,3 | 356,2 | 355,596 |
| Ensemble | 6 035 | 6 057 | 6 154,3 | 6 127,5 | 6 115,4 | 5 818,8 | 6 353,5 | 6 404,4 | 6 443,8 | 6 470,6 | 6 516,9 | 6 544,9 | 6 622,3 | 6 667,0 | 6 659,4 | 6 709,9 | 6 740,7 | 6 764,190 |
| dont 2 enfants et plus | 4 621 | 4 623 | 4 617,0 | 4 620,4 | 4 591,6 | 4 277,0 | 4 621,9 | 4 627,9 | 4 653,6 | 4 669,2 | 4 695,0 | 4 715,6 | 4 738,1 | 4 751,9 | 4 751,8 | 4 755,9 | 4 774,7 | 4 791,974 |
| dont 3 enfants et plus | 1 645 | 1 652 | 1 618,2 | 1 606,5 | 1 581,4 | 1 503,5 | 1 580,0 | 1 567,1 | 1 561,5 | 1 546,8 | 1 540,4 | 1 532,9 | 1 527,0 | 1 524,0 | 1 519,4 | 1 516,5 | 1 517,2 | 1 518,442 |
| dont CAF métropole et DOM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sans enfant | 173 | 176 | 166,0 | 149,8 | 147,4 | 149,0 | 147,5 | 158,8 | 154,1 | 153,9 | 151,1 | 107,4 | 108,2 | 107,6 | 108,6 | 113,4 | 110,9 | 112,207 |
| 1 enfant | 1 093 | 1 116 | 1 260,5 | 1 255,5 | 1 277,0 | 1 297,8 | 1 488,7 | 1 518,2 | 1 543,5 | 1 556,0 | 1 558,1 | 1 623,5 | 1 701,9 | 1 734,8 | 1 727,9 | 1 769,2 | 1 785,8 | 1 799,547 |
| 2 enfants | 2 384 | 2 392 | 2 509,8 | 2 549,8 | 2 580,8 | 2 400,3 | 2 641,7 | 2 667,9 | 2 705,9 | 2 743,8 | 2 786,2 | 2 842,5 | 3 054,9 | 3 073,4 | 3 082,7 | 3 092,5 | 3 112,1 | 3 130,137 |
| 3 enfants | 971 | 979 | 1 008,7 | 1 015,2 | 1 016,6 | 969,3 | 1 032,7 | 1 032,4 | 1 035,6 | 1 032,9 | 1 034,1 | 1 040,7 | 1 098,8 | 1 100,7 | 1 101,2 | 1 102,5 | 1 104,3 | 1 107,778 |
| 4 enfants et plus | 399 | 401 | 380,6 | 376,5 | 367,5 | 355,3 | 364,6 | 357,9 | 354,2 | 348,4 | 343,5 | 340,6 | 346,8 | 344,4 | 342,6 | 340,8 | 341,3 | 341,151 |
| Ensemble | 5 019 | 5 064 | 5 325,6 | 5 346,8 | 5 389,3 | 5 171,7 | 5 787,1 | 5 733,3 | 5 793,3 | 5 835,0 | 5 873,1 | 5 954,7 | 6 310,5 | 6 360,9 | 6 362,9 | 6 418,4 | 6 454,5 | 6 490,820 |
| dont 2 enfants et plus | 3 753 | 3 772 | 3 899,1 | 3 941,5 | 3 964,9 | 3 724,9 | 4 039,0 | 4 058,2 | 4 095,8 | 4 125,1 | 4 163,8 | 4 223,7 | 4 500,4 | 4 518,5 | 4 526,5 | 4 535,8 | 4 557,8 | 4 579,066 |

T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule)

| Familles en milliers | CAF métropole | Régime minier | R. spéciaux estimation | Régimes agricoles | Total métropole | Evolution métropole en % | Evolution en % hors R. spéciaux | Dont familles 0 ou 1 enfant | Evolution familles 0 ou 1 enfant | DOM TR | Total métropole et DOM | Evolution métropole et DOM en % | Rapport FNPF / tous fonds (T1PF 51102) |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------|-------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------------------|--|
| 1968 | 3 317 | 137 | 917,0 | 792,0 | 5 163,0 | | | | | | | | |
| 1970 | 3 469 | 121 | 937,0 | 741,0 | 5 268,0 | 0,6 % | 0,7 % | | | | | | |
| 1975 | 3 815 | 84 | 1 065,0 | 611,0 | 5 575,0 | 2,2 % | 1,7 % | 1 280 | 8,8 % | | | | |
| 1980 | 4 368 | 52 | 788,0 | 493,0 | 5 701,0 | -1,3 % | 0,4 % | 1 313 | -5,5 % | | | | |
| 1985 | 4 761 | 36 | 715,0 | 378,0 | 5 890,0 | 2,8 % | 3,3 % | 1 406 | 11,3 % | | | | |
| 1990 | 4 863 | 22 | 647,9 | 315,0 | 5 847,9 | 0,3 % | 0,6 % | 1 348 | 1,1 % | 208,8 | 6 056,7 | 0,4 % | |
| 1995 | 5 090,657 | 13 | 545,9 | 264,0 | 5 913,584 | 0,2 % | 0,7 % | 1 436 | 0,9 % | 240,760 | 6 154,344 | 0,3 % | 57,9 % |
| 1996 | 5 102,802 | 5 | 517,9 | 253,2 | 5 878,919 | -0,6 % | -0,1 % | 1 401 | -2,5 % | 248,620 | 6 127,540 | -0,4 % | 57,0 % |
| 1997 | 5 137,312 | | 474,1 | 246,6 | 5 858,006 | -0,4 % | 0,4 % | 1 412 | 0,8 % | 257,346 | 6 115,352 | -0,2 % | 56,8 % |
| 1998 | 4 924,309 | | 413,1 | 229,6 | 5 567,002 | -5,0 % | -4,3 % | 1 435 | 1,6 % | 251,791 | 5 818,793 | -4,8 % | 54,8 % |
| 1999 | 5 412,071 | | 436,7 | 236,7 | 6 085,492 | 9,3 % | 9,6 % | 1 616 | 12,6 % | 268,016 | 6 353,507 | 9,2 % | 57,3 % |
| 2000 | 5 467,012 | | 424,9 | 239,2 | 6 131,037 | 0,7 % | 1,0 % | 1 657 | 2,6 % | 273,358 | 6 404,395 | 0,8 % | 57,7 % |
| 2001 | 5 518,114 | | 413,9 | 231,8 | 6 163,801 | 0,5 % | 0,8 % | 1 668 | 0,6 % | 280,046 | 6 443,846 | 0,6 % | 58,0 % |
| 2002 | 5 555,104 | | 399,3 | 231,6 | 6 185,973 | 0,4 % | 0,6 % | 1 676 | 0,5 % | 284,620 | 6 470,592 | 0,4 % | 58,0 % |
| 2003 | 5 587,400 | | 384,3 | 255,2 | 6 226,951 | 0,7 % | 1,0 % | 1 693 | 1,0 % | 289,930 | 6 516,881 | 0,7 % | 58,3 % |
| 2004 | 5 663,447 | | 334,5 | 251,6 | 6 249,525 | 0,4 % | 1,2 % | 1 698 | 0,3 % | 295,338 | 6 544,863 | 0,4 % | 58,1 % |
| 2005 | 6 012,928 | | 59,7 | 248,3 | 6 320,913 | 1,1 % | 5,9 % | 1 749 | 3,0 % | 301,381 | 6 622,294 | 1,2 % | 58,5 % |
| 2006 | 6 059,043 | | 59,3 | 243,4 | 6 361,737 | 0,6 % | 0,7 % | 1 777 | 1,6 % | 305,250 | 6 666,987 | 0,7 % | 59,3 % |
| 2007 | 6 059,525 | | 54,8 | 238,3 | 6 352,577 | -0,1 % | -0,1 % | 1 767 | -0,6 % | 306,813 | 6 659,391 | -0,1 % | 59,0 % |
| 2008 | 6 114,328 | | 52,1 | 231,6 | 6 398,069 | 0,7 % | 0,8 % | 1 810 | 2,4 % | 311,811 | 6 709,881 | 0,8 % | 58,2 % |
| 2009 | 6 149,568 | | 52,1 | 227,3 | 6 429,047 | 0,5 % | 0,5 % | 1 820 | 0,6 % | 311,697 | 6 740,744 | 0,5 % | 57,6 % |
| 2010 | 6 185,213 | | 49,8 | 214,1 | 6 449,128 | 0,3 % | 0,4 % | 1 823 | 0,2 % | 315,062 | 6 764,190 | 0,3 % | 57,5 % |
| Structure 2010 | 95,9 % | | 0,8 % | 3,3 % | 100,0 % | | | | | 4,7 % | 100,0 % | | |
| Structure 1980 | 76,6 % | 0,9 % | 13,8 % | 8,6 % | 100,0 % | | | | | | | | |
| Evol. moyen. 2010/2000 | 1,2 % | | -19,3 % | | 0,5 % | | | 1,0 % | | 1,4 % | 0,5 % | | |
| Rapport 2010/2000 | 13,1 % | | -88,3 % | | 5,2 % | | | 10,0 % | | 15,3 % | 5,6 % | | |
| Rapport 2010/2005 | 2,9 % | | -16,7 % | | 2,0 % | | | 4,3 % | | 4,5 % | 2,1 % | | |

T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

| Familles en milliers | CAF métropole | Régime minier | R. spéciaux estimation | Régimes agricoles | Total métropole | Evolution en % | Evolution en % hors R. spéciaux | DOM TR | Total métropole et DOM | Evolution métropole et DOM en % |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------|-------------------|-----------------|----------------|---------------------------------|---------|------------------------|---------------------------------|
| 1971 | 2 806 | 80 | 724 | 528 | 4 138 | | | | | |
| 1975 | 2 990 | 57 | 791 | 457 | 4 295 | 0,4 % | 0,6 % | | | |
| 1980 | 3 354 | 39 | 608 | 387 | 4 388 | 0,0 % | 1,8 % | | | |
| 1985 | 3 537 | 28 | 594 | 325 | 4 484 | 0,4 % | 0,5 % | | | |
| 1986 | 3 563 | 27 | 592 | 314 | 4 496 | 0,3 % | 0,4 % | | | |
| 1987 | 3 595 | 24 | 584 | 305 | 4 508 | 0,3 % | 0,5 % | | | |
| 1988 | 3 624 | 22 | 576 | 294 | 4 516 | 0,2 % | 0,4 % | | | |
| 1989 | 3 636 | 21 | 566 | 277 | 4 500 | -0,4 % | -0,2 % | 121 | 4 621 | |
| 1990 | 3 653 | 19 | 557 | 271 | 4 500 | 0,0 % | 0,2 % | 123 | 4 623 | 0,1 % |
| 1991 | 3 686,409 | 17 | 540 | 259 | 4 502,409 | 0,1 % | 0,5 % | 126,117 | 4 628,526 | 0,1 % |
| 1992 | 3 693,969 | 16 | 525 | 249 | 4 483,969 | -0,4 % | -0,1 % | 128,851 | 4 612,820 | -0,3 % |
| 1993 | 3 708,689 | 14 | 530 | 239 | 4 491,689 | 0,2 % | 0,1 % | 132,979 | 4 624,668 | 0,3 % |
| 1994 | 3 732,979 | 12 | 505 | 230 | 4 479,899 | -0,3 % | 0,3 % | 136,074 | 4 615,973 | -0,2 % |
| 1995 | 3 763,007 | 11 | 482 | 222 | 4 477,533 | -0,1 % | 0,5 % | 139,440 | 4 616,973 | 0,0 % |
| 1996 | 3 801,926 | 4 | 458 | 215 | 4 478,247 | 0,0 % | 0,6 % | 142,187 | 4 620,434 | 0,1 % |
| 1997 | 3 822,255 | | 415 | 209 | 4 445,947 | -0,7 % | 0,3 % | 145,621 | 4 591,568 | -0,6 % |
| 1998 | 3 582,894 | | 359 | 191 | 4 132,488 | -7,1 % | -6,4 % | 144,504 | 4 276,991 | -6,9 % |
| 1999 | 3 889,569 | | 381 | 199 | 4 469,744 | 8,2 % | 8,3 % | 152,167 | 4 621,911 | 8,1 % |
| 2000 | 3 906,819 | | 371 | 196 | 4 473,627 | 0,1 % | 0,4 % | 154,252 | 4 627,879 | 0,1 % |
| 2001 | 3 941,031 | | 363 | 192 | 4 496,086 | 0,5 % | 0,7 % | 157,468 | 4 653,554 | 0,6 % |
| 2002 | 3 968,511 | | 352 | 189 | 4 509,925 | 0,3 % | 0,6 % | 159,242 | 4 669,167 | 0,3 % |
| 2003 | 4 005,243 | | 338 | 191 | 4 533,869 | 0,5 % | 0,9 % | 160,974 | 4 694,844 | 0,5 % |
| 2004 | 4 062,130 | | 302 | 188 | 4 551,712 | 0,4 % | 1,3 % | 163,877 | 4 715,589 | 0,4 % |
| 2005 | 4 336,486 | | 51 | 185 | 4 572,064 | 0,4 % | 6,4 % | 165,999 | 4 738,063 | 0,5 % |
| 2006 | 4 353,161 | | 51 | 181 | 4 584,715 | 0,3 % | 0,3 % | 167,188 | 4 751,903 | 0,3 % |
| 2007 | 4 362,316 | | 46 | 177 | 4 585,800 | 0,02 % | 0,1 % | 166,019 | 4 751,819 | 0,00 % |
| 2008 | 4 372,578 | | 44 | 172 | 4 588,493 | 0,06 % | 0,1 % | 167,379 | 4 755,872 | 0,09 % |
| 2009 | 4 395,799 | | 44 | 170 | 4 609,168 | 0,45 % | 0,5 % | 165,570 | 4 774,738 | 0,40 % |
| 2010 | 4 417,869 | | 42 | 166 | 4 625,790 | 0,36 % | 0,4 % | 166,184 | 4 791,974 | 0,36 % |
| Structure 2010 | 95,5 % | | 0,9 % | 3,6 % | 100,0 % | | | 3,5 % | 100,0 % | |
| Structure 1980 | 76,4 % | 0,9 % | 13,9 % | | 100,0 % | | | | | |
| Evol. moyen. 2010/2000 | 1,2 % | | -19,6 % | | 0,3 % | | | 0,7 % | 0,3 % | |
| Rapport 2010/2000 | 13,1 % | | -88,7 % | | 3,4 % | | | 7,7 % | 3,5 % | |
| Rapport 2010/2005 | 1,9 % | | -17,9 % | | 1,2 % | | | 0,1 % | 1,1 % | |

TIPF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

| Enfants en milliers | CAF métropole | Régime minier | R. spéciaux estimation | Régimes agricoles | Total métropole | Evolution en % | DOM TR | Total métropole et DOM | Evolution métro. + DOM |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------|-------------------|-----------------|----------------|--------|------------------------|------------------------|
| 1968 | 8 323 | 344 | 2 275 | 2 017 | 12 959 | | | | |
| 1970 | 8 619 | 300 | 2 299 | 1 859 | 13 077 | 0,1 % | | | |
| 1975 | 8 983 | 199 | 2 397 | 1 477 | 13 056 | -0,4 % | | | |
| 1980 | 9 626 | 122 | 1 690 | 1 150 | 12 588 | -1,2 % | | | |
| 1985 | 9 972 | 85 | 1 513 | 876 | 12 446 | 0,4 % | | | |
| 1990 | 10 253 | 55 | 1 380 | 718 | 12 351 | -0,3 % | 429 | 12 780,0 | -0,2 % |
| 1995 | 10 458,7 | 34,0 | 1 180,3 | 597,6 | 12 236,7 | -0,6 % | 474,3 | 12 710,9 | -0,5 % |
| 1996 | 10 499,6 | 14,0 | 1 122,2 | 576,4 | 12 198,2 | -0,3 % | 481,5 | 12 679,7 | -0,2 % |
| 1997 | 10 531,9 | | 1 021,2 | 558,5 | 12 111,6 | -0,7 % | 492,6 | 12 604,2 | -0,6 % |
| 1998 | 9 796,7 | | 888,9 | 517,4 | 11 203,1 | -7,5 % | 482,5 | 11 685,5 | -7,3 % |
| 1999 | 11 004,6 | | 935,7 | 531,5 | 12 471,8 | 11,3 % | 512,6 | 12 984,4 | 11,1 % |
| 2000 | 11 040,4 | | 909,0 | 527,1 | 12 476,4 | 0,0 % | 520,2 | 12 996,7 | 0,1 % |
| 2001 | 11 119,6 | | 887,4 | 512,6 | 12 519,5 | 0,3 % | 532,4 | 13 051,9 | 0,4 % |
| 2002 | 11 163,6 | | 857,9 | 506,6 | 12 528,1 | 0,1 % | 538,9 | 13 067,0 | 0,1 % |
| 2003 | 11 222,2 | | 823,4 | 515,8 | 12 561,5 | 0,3 % | 545,3 | 13 106,8 | 0,3 % |
| 2004 | 11 392,9 | | 726,9 | 525,1 | 12 644,8 | 0,7 % | 555,8 | 13 200,6 | 0,7 % |
| 2005 | 12 087,0 | | 128,8 | 515,7 | 12 731,4 | 0,7 % | 563,8 | 13 295,3 | 0,7 % |
| 2006 | 12 143,9 | | 125,5 | 504,0 | 12 773,3 | 0,3 % | 568,7 | 13 342,0 | 0,4 % |
| 2007 | 12 164,3 | | 115,0 | 492,0 | 12 771,4 | 0,0 % | 571,0 | 13 342,4 | 0,0 % |
| 2008 | 12 219,9 | | 109,0 | 469,1 | 12 798,0 | 0,2 % | 574,3 | 13 372,2 | 0,2 % |
| 2009 | 12 281,3 | | 108,4 | 460,7 | 12 850,4 | 0,4 % | 573,0 | 13 423,4 | 0,4 % |
| 2010 | 12 339,3 | | 103,6 | 430,4 | 12 873,3 | 0,2 % | 576,2 | 13 449,5 | 0,2 % |
| Structure 2010 | 95,9 % | | 0,8 % | 3,3 % | 100,0 % | | 4,3 % | 100,0 % | |
| Structure 1980 | 76,5 % | 1,0 % | 13,4 % | | 90,9 % | | | | |
| Evol. moyen. 2010/2000 | 1,1 % | | -19,5 % | | 0,3 % | | 1,0 % | 0,3 % | |
| Rapport 2010/2000 | 11,8 % | | -88,6 % | | 3,2 % | | 10,8 % | 3,5 % | |
| Rapport 2010/2005 | 2,1 % | | -19,6 % | | 1,1 % | | 2,2 % | 1,2 % | |

TIPF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes

| Enfants en milliers | CAF métropole | Régime minier | R. spéciaux estimation | Régimes agricoles | Total métropole | Evolution en % | DOM TR | Total métropole et DOM | Evolution métro. + DOM |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------|-------------------|-----------------|----------------|--------|------------------------|------------------------|
| 1971 | 8 035 | 246 | 2 088 | 1 592 | 11 961 | | | | |
| 1975 | 8 225 | 172 | 2 147 | 1 323 | 11 867 | -1,1 % | | | |
| 1976 | 8 164 | 157 | 2 103 | 1 261 | 11 685 | -1,5 % | | | |
| 1977 | 8 152 | 144 | 2 074 | 1 196 | 11 566 | -1,0 % | | | |
| 1978 | 8 200 | 131 | 1 967 | 1 126 | 11 424 | -1,2 % | | | |
| 1979 | 8 550 | 119 | 1 723 | 1 096 | 11 488 | 0,6 % | | | |
| 1980 | 8 699 | 109 | 1 532 | 1 047 | 11 387 | -0,9 % | | | |
| 1981 | 8 800 | 101 | 1 499 | 969 | 11 369 | -0,2 % | | | |
| 1982 | 8 859 | 95 | 1 472 | 933 | 11 359 | -0,1 % | | | |
| 1983 | 8 862 | 88 | 1 445 | 888 | 11 283 | -0,7 % | | | |
| 1984 | 8 885 | 85 | 1 426 | 855 | 11 251 | -0,3 % | | | |
| 1985 | 8 933 | 78 | 1 412 | 832 | 11 255 | 0,0 % | | | |
| 1986 | 8 977 | 73 | 1 395 | 800 | 11 245 | -0,1 % | | | |
| 1987 | 9 060 | 68 | 1 370 | 776 | 11 274 | 0,3 % | | | |
| 1988 | 9 130 | 62 | 1 348 | 746 | 11 286 | 0,1 % | | | |
| 1989 | 9 165 | 57 | 1 324 | 700 | 11 246 | -0,4 % | 346 | 11 592 | |
| 1990 | 9 217 | 52 | 1 302 | 685 | 11 256 | 0,1 % | 346 | 11 602 | 0,1 % |
| 1991 | 9 324,8 | 47,0 | 1 263,0 | 655,0 | 11 289,8 | 0,3 % | 352,3 | 11 642,1 | 0,3 % |
| 1992 | 9 308,3 | 43,0 | 1 228,0 | 630,0 | 11 209,3 | -0,7 % | 356,4 | 11 565,8 | -0,7 % |
| 1993 | 9 287,6 | 39,0 | 1 240,2 | 607,0 | 11 173,8 | -0,3 % | 364,4 | 11 538,2 | -0,2 % |
| 1994 | 9 296,3 | 35,0 | 1 182,4 | 584,0 | 11 097,7 | -0,7 % | 370,2 | 11 467,9 | -0,6 % |
| 1995 | 9 294,0 | 32,0 | 1 126,2 | 561,6 | 11 013,9 | -0,8 % | 376,1 | 11 389,9 | -0,7 % |
| 1996 | 9 343,2 | 13,0 | 1 070,8 | 542,2 | 10 969,2 | -0,4 % | 380,5 | 11 349,7 | -0,4 % |
| 1997 | 9 358,0 | | 971,0 | 524,9 | 10 853,9 | -1,1 % | 387,2 | 11 241,2 | -1,0 % |
| 1998 | 8 597,9 | | 843,0 | 483,0 | 9 923,9 | -8,6 % | 381,7 | 10 305,6 | -8,3 % |
| 1999 | 9 623,4 | | 888,0 | 498,0 | 11 009,4 | 10,9 % | 403,1 | 11 412,5 | 10,7 % |
| 2000 | 9 632,3 | | 862,3 | 489,3 | 10 984,0 | -0,2 % | 408,0 | 11 391,9 | -0,2 % |
| 2001 | 9 689,8 | | 843,5 | 477,8 | 11 011,2 | 0,2 % | 416,7 | 11 427,8 | 0,3 % |
| 2002 | 9 724,2 | | 815,9 | 469,3 | 11 009,4 | 0,0 % | 420,4 | 11 429,8 | 0,0 % |
| 2003 | 9 784,0 | | 782,2 | 467,8 | 11 034,1 | 0,2 % | 423,7 | 11 457,8 | 0,2 % |
| 2004 | 9 893,1 | | 698,8 | 466,4 | 11 058,2 | 0,2 % | 430,4 | 11 488,6 | 0,3 % |
| 2005 | 10 512,8 | | 120,7 | 457,1 | 11 090,6 | 0,3 % | 434,5 | 11 525,0 | 0,3 % |
| 2006 | 10 539,7 | | 117,6 | 446,3 | 11 103,6 | 0,1 % | 436,6 | 11 540,2 | 0,13 % |
| 2007 | 10 569,8 | | 107,4 | 435,6 | 11 112,8 | 0,1 % | 436,2 | 11 549,0 | 0,08 % |
| 2008 | 10 585,7 | | 101,5 | 414,3 | 11 101,4 | -0,103 % | 435,8 | 11 537,2 | -0,10 % |
| 2009 | 10 632,1 | | 101,0 | 407,5 | 11 140,5 | 0,352 % | 433,4 | 11 573,9 | 0,32 % |
| 2010 | 10 677,8 | | 96,5 | 386,0 | 11 160,3 | 0,178 % | 433,9 | 11 594,2 | 0,18 % |
| Structure 2010 | 95,7 % | | 0,9 % | 3,5 % | 100,0 % | | 3,7 % | 100,0 % | |
| Structure 1980 | 76,4 % | 1,0 % | 13,5 % | | 90,8 % | | | | |
| Evol. moyen. 2010/2000 | 1,0 % | | -19,7 % | | 0,2 % | | 0,6 % | 0,2 % | |
| Rapport 2010/2000 | 10,9 % | | -88,8 % | | 1,6 % | | 6,4 % | 1,8 % | |
| Rapport 2010/2005 | 1,6 % | | -20,1 % | | 0,6 % | | -0,1 % | 0,6 % | |

TIPF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme

| Familles en milliers | CAF métropole | R. spéciaux estimation | Régimes agricoles | Total métropole | Evolution en % | DOM | Total métropole et DOM | Evolution métropole et DOM en % |
|-------------------------|------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|-------------------|--------|------------------------------|---------------------------------------|
| 1971 | 286,4 | 288,4 | 301,5 | 289,1 | | | | |
| 1972 | 283,9 | 285,6 | 299,8 | 286,5 | -0,9 % | | | |
| 1973 | 281,5 | 282,9 | 295,9 | 283,8 | -1,0 % | | | |
| 1974 | 278,3 | 279,3 | 292,6 | 280,4 | -1,2 % | | | |
| 1975 | 275,1 | 271,4 | 289,5 | 276,3 | -1,5 % | | | |
| 1976 | 272,2 | 266,9 | 285,3 | 272,9 | -1,2 % | | | |
| 1977 | 268,9 | 262,5 | 280,8 | 269,2 | -1,4 % | | | |
| 1978 | 265,0 | 255,1 | 276,0 | 264,6 | -1,7 % | | | |
| 1979 | 261,5 | 255,3 | 273,3 | 261,9 | -1,0 % | | | |
| 1980 | 259,4 | 252,0 | 270,5 | 259,5 | -0,9 % | | | |
| 1981 | 257,7 | 247,0 | 264,8 | 256,9 | -1,0 % | | | |
| 1982 | 256,3 | 244,1 | 262,1 | 255,3 | -0,6 % | | | |
| 1983 | 254,7 | 241,2 | 258,1 | 253,4 | -0,7 % | | | |
| 1984 | 253,4 | 239,3 | 256,8 | 251,9 | -0,6 % | | | |
| 1985 | 252,6 | 237,7 | 256,0 | 251,0 | -0,3 % | | | |
| 1986 | 252,0 | 235,6 | 254,8 | 250,1 | -0,4 % | | | |
| 1987 | 252,0 | 234,6 | 254,4 | 250,1 | 0,0 % | | | |
| 1988 | 251,9 | 234,0 | 253,7 | 249,9 | -0,1 % | | | |
| 1989 | 252,1 | 233,9 | 252,7 | 249,9 | 0,0 % | 286,4 | 250,9 | |
| 1990 | 252,3 | 233,8 | 252,8 | 250,1 | 0,1 % | 280,7 | 251,0 | 0,0 % |
| 1991 | 252,9 | 233,9 | 252,9 | 250,7 | 0,2 % | 279,4 | 251,5 | 0,2 % |
| 1992 | 252,0 | 233,9 | 253,0 | 250,0 | -0,3 % | 276,6 | 250,7 | -0,3 % |
| 1993 | 250,4 | 234,0 | 254,0 | 248,8 | -0,5 % | 274,0 | 249,5 | -0,5 % |
| 1994 | 249,0 | 234,2 | 253,9 | 247,7 | -0,4 % | 272,0 | 248,4 | -0,4 % |
| 1995 | 247,0 | 233,9 | 253,0 | 246,0 | -0,7 % | 269,7 | 246,7 | -0,7 % |
| 1996 | 245,7 | 234,0 | 252,4 | 244,9 | -0,4 % | 267,6 | 245,6 | -0,4 % |
| 1997 | 244,8 | 233,9 | 251,6 | 244,1 | -0,3 % | 265,9 | 244,8 | -0,3 % |
| 1998 | 240,0 | 235,0 | 253,1 | 240,1 | -1,6 % | 264,2 | 241,0 | -1,6 % |
| 1999 | 247,4 | 232,9 | 250,4 | 246,3 | 2,6 % | 264,9 | 246,9 | 2,5 % |
| 2000 | 246,6 | 232,7 | 249,4 | 245,5 | -0,3 % | 264,5 | 246,2 | -0,3 % |
| 2001 | 245,9 | 232,5 | 248,6 | 244,9 | -0,3 % | 264,6 | 245,6 | -0,2 % |
| 2002 | 245,0 | 231,7 | 247,9 | 244,1 | -0,3 % | 264,0 | 244,8 | -0,3 % |
| 2003 | 244,3 | 231,4 | 245,4 | 243,5 | -0,2 % | 263,2 | 244,2 | -0,2 % |
| 2004 | 243,5 | 231,5 | 248,5 | 243,0 | -0,2 % | 262,6 | 243,6 | -0,2 % |
| Sncf, Edg-Gdf, Ratp | | | | | | | | |
| 2005 | 242,4 | 237,214 | 247,5 | 242,6 | -0,2 % | 261,7 | 243,2 | -0,2 % |
| 2006 | 242,1 | 232,6 | 246,6 | 242,19 | -0,2 % | 261,1 | 242,9 | -0,2 % |
| 2007 | 242,3 | 231,6 | 245,9 | 242,33 | 0,1 % | 262,7 | 243,0 | 0,1 % |
| 2008 | 242,1 | 231,4 | 240,8 | 241,94 | -0,2 % | 260,4 | 242,6 | -0,2 % |
| 2009 | 241,9 | 231,1 | 240,1 | 241,70 | -0,1 % | 261,8 | 242,4 | -0,1 % |
| 2010 | 241,7 | 230,8 | 232,4 | 241,26 | -0,2 % | 261,1 | 242,0 | -0,2 % |
| Rapport 2010/1971 | -15,6 % | -17,7 % | -17,9 % | -16,1 % | | | | |
| 1980/1971 | -9,4 % | | | | | | | |
| 1990/1980 | -2,7 % | | | | | | | |
| 2000/1990 | -2,3 % | | | | | | | |
| 2010/2000 | -2,0 % | -0,8 % | -6,8 % | -1,7 % | | -1,3 % | -1,7 % | |

TIPF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus

| En % | CAF métropole | Régimes spéciaux | Régimes agricoles | Total métropole | DOM | Total métropole et DOM |
|---------------------|------------------|---------------------|----------------------|--------------------|--------|------------------------------|
| 2000/1999 | -0,3 % | -0,1 % | -0,4 % | -0,3 % | -0,2 % | -0,3 % |
| 2001/2000 | -0,3 % | -0,1 % | -0,3 % | -0,3 % | 0,0 % | -0,2 % |
| 2002/2001 | -0,3 % | -0,3 % | -0,3 % | -0,3 % | -0,2 % | -0,3 % |
| 2003/2002 | -0,3 % | -0,2 % | 0,6 % | -0,2 % | -0,3 % | -0,2 % |
| 2004/2003 | -0,3 % | 0,1 % | 1,3 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % |
| Sncf, Edg-Gdf, Ratp | | | | | | |
| 2005/2004 | -0,5 % | 2,5 % | -0,4 % | -0,2 % | -0,3 % | -0,2 % |
| 2006/2005 | -0,1 % | -2,0 % | -0,4 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % |
| 2007/2006 | 0,1 % | -0,4 % | -0,3 % | 0,1 % | 0,6 % | 0,1 % |
| 2008/2007 | -0,1 % | -0,1 % | -2,1 % | -0,2 % | -0,9 % | -0,2 % |
| 2009/2008 | -0,1 % | -0,1 % | -0,3 % | -0,1 % | 0,5 % | -0,1 % |
| 2010/2009 | -0,1 % | -0,1 % | -3,2 % | -0,2 % | -0,3 % | -0,2 % |

TIPF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

| Nombre de bénéficiaires en milliers | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | Nd | 2 317,908 | Nd | Nd | Nd |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | 785,740 | 1 487,019 | 2 101,707 | 2 198,846 | 2 296,442 | 2 348,711 | 2 367,294 |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | 54,778 | 56,280 | 56,440 | 54,998 | 54,553 | 55,439 | 54,247 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | 689,629 | 1 332,121 | 1 890,098 | 1 897,754 | 1 936,823 | 1 931,771 | 1 944,258 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | 186,298 | 414,841 | 611,452 | 603,909 | 590,886 | 575,902 | 558,136 |
| CLCA taux plein | | | | | | | | | | | | | | | | 129,732 | 272,861 | 386,359 | 369,251 | 354,227 | 336,079 | 314,320 |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | | | | | | | | | | | | | | | | 56,566 | 141,980 | 224,417 | 232,357 | 234,557 | 237,589 | 241,571 |
| Complément optionnel libre choix activité (COLCA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,701 | 2,373 | 2,160 | 2,294 | 2,308 |
| PAJE CMG ensemble | | | | | | | | | | | | | | | | 111,811 | 317,387 | 530,694 | 638,195 | 729,361 | 803,380 | 833,517 |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | | | | | | | | | | | | | | | | 104,282 | 295,970 | 494,258 | 587,804 | 663,344 | 721,529 | 744,122 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 112,209 | 307,655 | 488,089 | 532,797 | 555,811 | 572,225 | 590,754 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 16,315 | 44,325 | 85,963 | 152,434 | 213,475 | 262,158 | 269,042 |
| PAJE CMG complément garde à domicile | | | | | | | | | | | | | | | | 7,483 | 21,038 | 35,084 | 46,244 | 57,565 | 66,612 | 67,286 |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 7,466 | 20,965 | 34,378 | 37,127 | 38,839 | 39,035 | 38,970 |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,018 | 0,073 | 0,706 | 9,117 | 18,726 | 27,577 | 28,316 |
| PAJE CMG complément structure | | | | | | | | | | | | | | | | 0,046 | 0,378 | 1,352 | 4,147 | 8,452 | 15,239 | 22,109 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | 1 774 | 1 786 | 1 780 | 1 754 | 1 735 | 1 687 | 1 572 | 1 469 | 1 410 | 1 417 | 1 408 | 1 420 | 1 413 | 1 396 | 1 363 | 702,590 | 321,795 | 0,021 | 0,009 | 0,007 | 0,010 | |
| dont APJE courte | 502 | 503 | 500 | 475 | 472 | 475 | 485 | 421 | 418 | 425 | 428 | 428 | 417 | 412 | 403 | | | | | | | |
| APJE longue | 1 367 | 1 375 | 1 371 | 1 364 | 1 346 | 1 292 | 1 167 | 1 132 | 1 072 | 1 073 | 1 063 | 1 076 | 1 080 | 1 068 | 1 041 | 702,590 | 321,795 | 0,021 | 0,009 | 0,007 | 0,010 | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 186 | 180 | 174 | 162 | 154 | 175 | 303 | 450 | 533 | 542 | 539 | 543 | 556 | 561 | 563 | 409,007 | 191,825 | 0,389 | 0,213 | 0,133 | 0,002 | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 11 | 13 | 12 | 15 | 21 | 25 | 47 | 67 | 83 | 74 | 66 | 62 | 58 | 54 | 53 | 46,412 | 35,214 | 23,495 | 15,077 | 7,781 | 2,117 | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | 110 | 163 | 223 | 273 | 326 | 384 | 437 | 487 | 521 | 566 | 598 | 613 | 629 | 566,736 | 391,363 | 226,720 | 108,561 | 47,681 | 10,925 | |
| Allocation d'adoption | | | | | | | 1,1 | 2,1 | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,8 | 0,831 | 0,039 | 0,025 | 0,013 | 0,008 | | |
| Famille : autres prestations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations familiales (AF) | 4 748 | 4 755 | 4 751 | 4 735 | 4 745 | 4 705 | 4 710 | 4 688 | 4 664 | 4 318 | 4 698 | 4 709 | 4 736 | 4 756 | 4 782 | 4 813,003 | 4 838,573 | 4 853,538 | 4 864,951 | 4 877,343 | 4 897,811 | 4 920,400 |
| Complément familial (CF) | 990 | 1 006 | 1 021 | 1 037 | 1 051 | 1 040 | 1 036 | 953 | 937 | 938 | 931 | 960 | 944 | 922 | 915 | 909,476 | 898,804 | 878,554 | 859,535 | 865,585 | 865,007 | 863,338 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12) | 2 604 | 2 842 | 2 853 | 2 828 | 2 958 | 3 046 | 3 059 | 3 061 | 3 106 | 3 098 | 3 219 | 3 185 | 3 198 | 3 147 | 3 091 | 3 099,608 | 3 074,926 | 3 021,930 | 2 975,853 | 3 077,593 | 3 029,959 | 3 022,302 |
| Aide à la scolarité | | | | | | | 721 | 748 | 722 | 776 | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 527 | 536 | 540 | 540 | 549 | 560 | 571 | 582 | 593 | 606 | 627 | 630 | 644 | 655 | 673 | 685,090 | 695,481 | 698,661 | 726,043 | 718,506 | 749,723 | 744,793 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 93 | 95 | 98 | 98 | 100 | 101 | 102 | 104 | 106 | 109 | 111 | 114 | 119 | 121 | 126 | 131,991 | 137,999 | 153,848 | 152,344 | 159,749 | 167,232 | 176,424 |
| Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | 1,8 | 2,5 | 3,4 | 3,654 | 4,094 | 4,589 | 4,849 | 4,513 | 4,529 | 4,667 |
| Prestations hors métropole | 121 | 116 | 105 | 100 | 85 | 76 | 68 | 63 | 59 | 51 | 36 | 28 | 27 | 20 | 18 | 15,420 | 12,835 | 13,059 | 10,999 | 9,637 | 7,195 | 6,261 |
| Allocation différentielle | 16 | 18 | 19 | 18 | 14 | 12 | 10 | 13 | 16 | 14 | 17 | 11 | 12 | 12 | 11 | 11,317 | 10,303 | 9,934 | 10,124 | 10,473 | 9,316 | 10,588 |
| Allocataires sous tutelles | | | | | | | | | | | nd | 222 | 236 | 258 | 270 | 286,285 | 299,036 | 303,026 | 314,885 | 324,977 | 326,090 | 332,765 |
| Logement | 4 440 | 4 585 | 4 715 | 5 127 | 5 534 | 5 823 | 6 023 | 6 158 | 6 164 | 6 309 | 6 278 | 6 283 | 6 203 | 6 173 | 6 086 | 6 052,716 | 6 071,195 | 5 922,628 | 5 961,584 | 6 290,560 | 6 309,070 | 6 273,537 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1 199 | 1 159 | 1 123 | 1 109 | 1 115 | 1 137 | 1 159 | 1 158 | 1 175 | 1 206 | 1 220 | 1 253 | 1 251 | 1 245 | 1 228 | 1 235,591 | 1 257,099 | 1 245,162 | 1 261,007 | 1 345,740 | 1 350,436 | 1 328,340 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 233 | 2 381 | 2 512 | 2 556 | 2 629 | 2 729 | 2 795 | 2 855 | 2 844 | 2 868 | 2 831 | 2 797 | 2 752 | 2 708 | 2 637 | 2 584,978 | 2 565,283 | 2 482,079 | 2 493,152 | 2 613,397 | 2 611,660 | 2 613,249 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 1 008 | 1 045 | 1 077 | 1 458 | 1 787 | 1 956 | 2 069 | 2 145 | 2 155 | 2 235 | 2 227 | 2 234 | 2 200 | 2 221 | 2 221 | 2 232,147 | 2 248,813 | 2 195,387 | 2 207,425 | 2 331,423 | 2 346,974 | 2 331,948 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 69,482 | 66,744 | | | |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | 156 | 157 | 157 | 160 | 164 | 169 | 164 | 163 | 164 | 163 | 168 | 170 | 177 | 181 | 189 | 196,707 | 206,240 | 217,493 | 205,412 | 200,387 | 29,776 | 30,225 |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 524 | 539 | 553 | 569 | 583 | 598 | 614 | 631 | 648 | 668 | 694 | 713 | 735 | 751 | 766 | 786,099 | 800,959 | 803,806 | 812,991 | 848,806 | 883,338 | 914,950 |
| Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH) | | | | | 68 | 98 | 106 | 112 | 117 | 125 | 137 | 144 | 149 | 153 | 157 | 162,350 | 143,029 | 125,255 | 132,139 | 136,169 | 138,592 | |
| Garantie de ressources pour handicapés (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | | | 26,174 | 49,547 | 51,992 | 55,039 | 57,569 | 59,023 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | 408 | 510 | 583 | 671 | 793 | 908 | 946 | 1 010 | 1 068 | 1 112 | 1 145 | 1 097 | 1 073 | 1 090 | 1 144 | 1 238,460 | 1 289,564 | 1 278,788 | 1 172,337 | 1 142,521 | 139,394 | 140,183 |
| Revenu de solidarité active - droit commun (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 725,927 | 1 833,968 |
| Dt RSA socle seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 177,627 e |
| Dt RSA socle + activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 201,712 e |
| Dt RSA activité seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 454,628 e |
| Dt RSA jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,238 e |
| Dt RSA avec majoration isolement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 237,973 e |
| Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 595,995 e |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,982 | 4,667 | 11,041 | 14,063 | 11,940 | 7,418 | |
| Allocation spécifique d'attente (ASA) | | | | | | | | | | | 1,2 | 0,8 | 0,6 | | | | | | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | | | 11,329 | 61,596 | 75,709 | 64,989 | 52,549 | |
| Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 198,566 | 180,799 | 17,068 | |
| Revenu de solidarité active (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,533 | 14,662 | 2,792 | |
| Revenu de solidarité (RSO DOM) | | | | | | | | | | | | | 4,6 | 8,2 | 8,5 | 9,124 | 9,963 | 10,991 | 12,033 | 12,708 | 12,764 | 13,097 |

TIPF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

| Nombre de bénéficiaires en milliers | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Allocation logement familiale (ALF) | 27,0 % | 25,3 % | 23,8 % | 21,6 % | 20,2 % | 19,5 % | 19,2 % | 18,8 % | 19,1 % | 19,1 % | 19,4 % | 19,9 % | 20,2 % | 20,2 % | 20,2 % | 20,4 % | 20,7 % | 21,0 % | 21,2 % | 21,4 % | 21,4 % | 21,2 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 50,3 % | 51,9 % | 53,3 % | 49,9 % | 47,5 % | 46,9 % | 46,4 % | 46,4 % | 46,1 % | 45,5 % | 45,1 % | 44,5 % | 44,4 % | 43,9 % | 43,3 % | 42,7 % | 42,3 % | 41,9 % | 41,8 % | 41,5 % | 41,4 % | 41,7 % |
| Allocation logement sociale (ALS) | 22,7 % | 22,8 % | 22,8 % | 28,4 % | 32,3 % | 33,6 % | 34,4 % | 34,8 % | 35,0 % | 35,4 % | 35,5 % | 35,6 % | 35,5 % | 36,0 % | 36,5 % | 36,9 % | 37,0 % | 37,1 % | 37,0 % | 37,1 % | 37,2 % | 37,2 % |

TIPF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM

| Evolution en % | 1996/1995 | 1997/1996 | 1998/1997 | 1999/1998 | 2000/1999 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 | 2006/2005 | 2007/2006 | 2008/2007 | 2009/2008 | 2010/2009 | Rapport 2010/2000 | Rapport 2010/2005 | Rapport 2005/2000 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | 41,3 % | 4,6 % | 4,4 % | 2,3 % | 0,8 % | | | |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | | | | | | | | 0,3 % | -2,6 % | -0,8 % | 1,6 % | -2,1 % | | | |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | 41,9 % | 0,4 % | 2,1 % | -0,3 % | 0,6 % | | | |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | 47,4 % | -1,2 % | -2,2 % | -2,5 % | -3,1 % | | | |
| CLCA taux plein | | | | | | | | | | | 41,6 % | -4,4 % | -4,1 % | -5,1 % | -6,5 % | | | |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | | | | | | | | | | | 58,1 % | 3,5 % | 0,9 % | 1,3 % | 1,7 % | | | |
| Complément optionnel libre choix activité (COLCA) | | | | | | | | | | | | | -9,0 % | 6,2 % | 0,6 % | | | |
| PAJE CMG ensemble | | | | | | | | | | 183,9 % | 67,2 % | 20,3 % | 14,3 % | 10,1 % | 3,8 % | | | |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | | | | | | | | | | | 67,0 % | 18,9 % | 12,9 % | 8,8 % | 3,1 % | | | |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | | | | | | | | | | | 58,6 % | 9,2 % | 4,3 % | 3,0 % | 3,2 % | | | |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | | | | | | | | | | | 93,9 % | 77,3 % | 40,0 % | 22,8 % | 2,6 % | | | |
| PAJE CMG complément garde à domicile | | | | | | | | | | | 66,8 % | 31,8 % | 24,5 % | 15,7 % | 1,0 % | | | |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | | | | | | | | | | | 64,0 % | 8,0 % | 4,6 % | 0,5 % | -0,2 % | | | |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | | | | | | | | | | | 866,8 % | 1 191,4 % | 105,4 % | 47,3 % | 2,7 % | | | |
| PAJE CMG complément "structure" | | | | | | | | | | | 257,4 % | 206,7 % | 103,8 % | 80,3 % | 45,1 % | | | |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | -6,5 % | -4,0 % | 0,5 % | -0,6 % | 0,8 % | -0,4 % | -1,2 % | -2,4 % | -48,4 % | -54,2 % | | | | | | | | |
| dont APJE courte | -13,2 % | -0,7 % | 1,6 % | 0,7 % | 0,1 % | -2,6 % | -1,3 % | -2,2 % | | | | | | | | | | |
| APJE longue | -3,0 % | -5,3 % | 0,1 % | -1,0 % | 1,2 % | 0,3 % | -1,1 % | -2,6 % | -32,5 % | -54,2 % | | | | | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 48,5 % | 18,4 % | 1,8 % | -0,6 % | 0,8 % | 2,3 % | 1,0 % | 0,2 % | -27,3 % | -53,1 % | | | | | | | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 42,5 % | 23,4 % | -10,8 % | -10,7 % | -5,2 % | -7,4 % | -6,3 % | -2,0 % | -12,5 % | -24,1 % | -33,3 % | -35,8 % | -48,4 % | -72,8 % | | | | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | 17,8 % | 13,7 % | 11,3 % | 7,0 % | 8,6 % | 5,7 % | 2,4 % | 2,7 % | -9,9 % | -30,9 % | -42,1 % | -52,1 % | -56,1 % | -77,1 % | | | | |
| Allocation d'adoption | 85,0 % | -18,4 % | -2,9 % | -0,1 % | -6,1 % | 1,0 % | 1,3 % | 16,4 % | -54,2 % | -95,3 % | -35,9 % | -48,1 % | -38,5 % | | | | | |
| Famille : autres prestations | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations familiales (AF) | -0,5 % | -0,5 % | -7,4 % | 8,8 % | 0,2 % | 0,6 % | 0,4 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,5 % | 4,5 % | 1,7 % | 2,8 % |
| Complément familial (CF) | -8,0 % | -1,6 % | 0,0 % | -0,7 % | 3,1 % | -1,7 % | -2,3 % | -0,7 % | -0,6 % | -1,2 % | -2,3 % | -2,2 % | 0,7 % | -0,1 % | -0,2 % | -10,1 % | -3,9 % | -6,4 % |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 0,1 % | 1,5 % | -0,3 % | 3,9 % | -1,0 % | 0,4 % | -1,6 % | -1,8 % | 0,3 % | -0,8 % | -1,7 % | -1,5 % | 3,4 % | -1,5 % | -0,3 % | -5,1 % | -1,7 % | -3,5 % |
| Aide à la scolarité | -3,5 % | 7,5 % | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 1,9 % | 1,9 % | 2,1 % | 3,5 % | 0,6 % | 2,1 % | 1,8 % | 2,7 % | 1,8 % | 1,5 % | 0,5 % | 3,9 % | -1,0 % | 4,3 % | -0,7 % | 18,1 % | 7,1 % | 10,3 % |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 2,3 % | 2,3 % | 2,8 % | 1,2 % | 2,7 % | 4,4 % | 1,7 % | 4,5 % | 4,7 % | 4,6 % | 11,5 % | -1,0 % | 4,9 % | 4,7 % | 5,5 % | 55,3 % | 27,8 % | 21,5 % |
| Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP) | | | | | | | 42,8 % | 35,6 % | 7,6 % | 12,0 % | 12,1 % | 5,7 % | -6,9 % | 0,4 % | 3,0 % | | 14,0 % | |
| Prestations hors métropole | -6,9 % | -7,0 % | -12,6 % | -30,7 % | -20,9 % | -4,8 % | -23,5 % | -9,8 % | -16,5 % | -16,8 % | 1,7 % | -15,8 % | -12,4 % | -25,3 % | -13,0 % | | | |
| Allocation différentielle | 24,8 % | 28,5 % | -15,2 % | 23,9 % | -33,5 % | 1,7 % | -0,1 % | -3,4 % | 1,8 % | -9,0 % | -3,6 % | 1,9 % | 3,4 % | -11,0 % | 13,7 % | | | |
| Allocataires sous tutelles | | | | | | 6,3 % | 9,3 % | 4,7 % | 6,2 % | 4,5 % | 1,3 % | 3,9 % | 3,2 % | 0,3 % | 2,0 % | | 11,3 % | |
| Logement | 2,2 % | 0,1 % | 2,3 % | -0,5 % | 0,1 % | -1,3 % | -0,5 % | -1,4 % | -0,6 % | 0,3 % | -2,4 % | 0,7 % | 5,5 % | 0,3 % | -0,6 % | -0,2 % | 3,3 % | -3,4 % |
| Allocation logement familiale (ALF) | 0,0 % | 1,5 % | 2,6 % | 1,2 % | 2,7 % | -0,1 % | -0,5 % | -1,3 % | 0,6 % | 1,7 % | -0,9 % | 1,3 % | 6,7 % | 0,3 % | -1,6 % | 6,0 % | 5,7 % | 0,4 % |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2,1 % | -0,4 % | 0,8 % | -1,3 % | -1,2 % | -1,6 % | -1,6 % | -2,6 % | -2,0 % | -0,8 % | -3,2 % | 0,4 % | 4,8 % | -0,1 % | 0,1 % | -6,6 % | 1,9 % | -8,3 % |
| Allocation logement sociale (ALS) | 3,7 % | 0,5 % | 3,7 % | -0,4 % | 0,3 % | -1,5 % | 0,9 % | 0,0 % | 0,5 % | 0,7 % | -2,4 % | 0,5 % | 5,6 % | 0,7 % | -0,6 % | 4,4 % | 3,7 % | 0,7 % |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | -0,7 % | 0,7 % | -0,3 % | 3,1 % | 1,2 % | 3,8 % | 2,5 % | 4,4 % | 4,0 % | 4,8 % | 5,5 % | -5,6 % | -2,4 % | -85,1 % | 1,5 % | -82,3 % | -85,3 % | 21,0 % |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 2,7 % | 2,8 % | 3,1 % | 3,8 % | 2,6 % | 3,1 % | 2,2 % | 2,0 % | 2,6 % | 1,9 % | 0,4 % | 1,1 % | 4,4 % | 4,1 % | 3,6 % | 28,4 % | 14,2 % | 12,4 % |
| Compléments MVA, AFH, GRPH | 6,1 % | 4,2 % | 6,9 % | 9,8 % | 4,5 % | 4,0 % | 2,3 % | 2,5 % | 3,7 % | 4,2 % | 3,3 % | 1,1 % | 5,9 % | 3,5 % | 2,0 % | | 38,2 % | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | 6,8 % | 5,7 % | 4,2 % | 2,9 % | -4,2 % | -2,1 % | 1,6 % | 4,9 % | 8,2 % | 4,1 % | -0,8 % | -8,3 % | -2,5 % | -87,8 % | 0,6 % | -87,2 % | -89,1 % | 17,6 % |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | 375,3 % | 136,6 % | 27,4 % | -15,1 % | -37,9 % | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | 443,7 % | 22,9 % | -14,2 % | -19,1 % | | | | |
| Revenu de solidarité (RSO DOM) | | | | | | | 76,5 % | 3,7 % | 7,6 % | 9,2 % | 10,3 % | 9,5 % | 5,6 % | 0,4 % | 2,6 % | | | |

TIPF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978

| Nombre de bénéficiaires en milliers | 1978 | 1980 | 1985 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 755,99 | 1 430,54 | 2 022,95 | 2 119,83 | 2 216,82 | 2 269,80 | 2 289,04 |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 52,59 | 54,16 | 54,22 | 52,95 | 52,47 | 53,31 | 52,22 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 662,35 | 1 278,52 | 1 814,87 | 1 822,43 | 1 860,88 | 1 856,90 | 1 870,07 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | 183,71 | 408,82 | 602,44 | 595,08 | 582,41 | 568,11 | 551,01 |
| CLCA taux plein | | | | | | | | | | | | | | | | | | 127,45 | 267,66 | 378,73 | 361,97 | 347,34 | 329,93 | 308,84 |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 56,26 | 141,17 | 223,05 | 230,88 | 233,02 | 236,00 | 239,99 |
| Complément optionnel libre choix activité (COLCA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,68 | 2,30 | 2,10 | 2,23 | 2,25 |
| PAJE CMG ensemble | | | | | | | | | | | | | | | | | | 111,32 | 315,70 | 528,00 | 634,97 | 725,62 | 799,03 | 828,42 |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | 103,87 | 294,58 | 492,04 | 585,23 | 660,44 | 718,39 | 740,70 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | 111,78 | 306,22 | 485,82 | 530,23 | 553,00 | 569,22 | 587,50 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | 16,30 | 44,29 | 85,92 | 152,29 | 213,22 | 261,85 | 268,66 |
| PAJE CMG complément garde à domicile | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,41 | 20,74 | 34,62 | 45,60 | 56,77 | 65,63 | 66,20 |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,39 | 20,67 | 33,91 | 36,59 | 38,25 | 38,39 | 38,24 |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,02 | 0,07 | 0,71 | 9,01 | 18,52 | 27,24 | 27,96 |
| PAJE CMG complément structure | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,05 | 0,38 | 1,35 | 4,14 | 8,41 | 15,00 | 21,53 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | | | 443 | 1 786 | 1 780 | 1 754 | 1 735 | 1 687 | 1 572 | 1 399 | 1 340 | 1 346 | 1 337 | 1 348 | 1 341 | 1 324 | 1 292 | 662,63 | 303,51 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | |
| dont APJE courte | | | 441 | 503 | 500 | 475 | 472 | 475 | 485 | 405 | 401 | 408 | 410 | 410 | 400 | 395 | 386 | | | | | | | |
| APJE longue | | | 2 | 1 375 | 1 371 | 1 364 | 1 346 | 1 292 | 1 167 | 1 073 | 1 016 | 1 016 | 1 006 | 1 019 | 1 021 | 1 009 | 983 | 662,63 | 303,51 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | | | 3 | 180 | 174 | 162 | 154 | 175 | 303 | 448 | 528 | 536 | 533 | 537 | 549 | 555 | 556 | 403,78 | 189,34 | 0,39 | 0,21 | 0,13 | 0,00 | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | | | | 13 | 12 | 15 | 21 | 25 | 47 | 67 | 82 | 73 | 65 | 62 | 57 | 54 | 53 | 46,18 | 35,12 | 23,40 | 15,03 | 7,77 | 2,12 | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | | | 110 | 163 | 222 | 273 | 326 | 384 | 436 | 486 | 520 | 564 | 596 | 611 | 627 | 565,09 | 390,42 | 226,37 | 108,49 | 47,65 | 10,92 | |
| Allocation d'adoption | | | | | | | | | 1,1 | 2,0 | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,8 | 0,83 | 0,04 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | | |
| Famille : autres prestations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations familiales (AF) | 4 318 | 4 388 | 4 484 | 4 500 | 4 491 | 4 474 | 4 484 | 4 475 | 4 473 | 4 472 | 4 441 | 4 103 | 4 466 | 4 471 | 4 493 | 4 507 | 4 528 | 4 547,18 | 4 568,57 | 4 581,24 | 4 589,43 | 4 596,54 | 4 622,09 | 4 641,66 |
| Complément familial (CF) | 2 766 | 2 805 | 2 569 | 899 | 910 | 925 | 941 | 943 | 938 | 918 | 903 | 903 | 897 | 925 | 909 | 887 | 880 | 873,48 | 863,03 | 844,33 | 826,16 | 831,69 | 831,12 | 829,21 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS) | 2 302 | 2 279 | 2 527 | 2 700 | 2 708 | 2 708 | 2 833 | 2 895 | 2 912 | 2 913 | 2 950 | 2 937 | 3 055 | 3 018 | 3 026 | 2 980 | 2 922 | 2 927,10 | 2 900,24 | 2 849,52 | 2 804,76 | 2 903,93 | 2 858,69 | 2 849,88 |
| Aide à la scolarité | | | | | | | | 657 | 682 | 698 | 705 | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 345 | 383 | 441 | 463 | 466 | 467 | 478 | 496 | 506 | 514 | 522 | 533 | 551 | 553 | 563 | 571 | 586 | 597,10 | 604,25 | 605,66 | 628,32 | 621,06 | 651,09 | 647,23 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 67 | 69 | 85 | 91 | 94 | 95 | 96 | 98 | 99 | 101 | 103 | 105 | 107 | 109 | 114 | 116 | 121 | 127,07 | 132,74 | 148,54 | 146,66 | 153,37 | 160,86 | 169,33 |
| Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | | | 1,7 | 2,5 | 3,4 | 3,62 | 4,06 | 4,56 | 4,82 | 4,49 | 4,51 | 4,65 |
| Salaire unique - frais de garde, majorations | | 679 | nd | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations prénatales | 2 157 | 2 276 | nd | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations postnatales | 2 070 | 2 104 | nd | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Congé de naissance | 366 | 346 | nd | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prime de protection de la maternité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prestations hors métropole | 284 | 269 | 188 | 116 | 105 | 100 | 85 | 76 | 68 | 63 | 59 | 51 | 36 | 28 | 27 | 20 | 18 | 15,42 | 12,83 | 13,06 | 11,00 | 9,64 | 7,20 | 6,26 |
| Allocation différentielle | | 4 | 9 | 18 | 19 | 18 | 14 | 12 | 10 | 13 | 16 | 14 | 17 | 11 | 12 | 12 | 11 | 11,32 | 10,30 | 9,93 | 10,12 | 10,47 | 9,32 | 10,59 |
| Allocataires sous tutelles | | | | | | | | | | | | | nd | 222 | 236 | 256 | 268 | 284,57 | 296,56 | 299,96 | 311,56 | 321,36 | 322,31 | 328,68 |
| Logement | 2 840 | 3 068 | 4 126 | 4 527 | 4 644 | 5 045 | 5 446 | 5 736 | 5 927 | 6 052 | 6 058 | 6 183 | 6 144 | 6 140 | 6 052 | 6 016 | 5 923 | 5 886,30 | 5 899,20 | 5 750,74 | 5 786,97 | 6 107,96 | 6 121,20 | 6 080,58 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 2 014 | 1 874 | 1 619 | 1 110 | 1 067 | 1 047 | 1 050 | 1 075 | 1 091 | 1 084 | 1 094 | 1 119 | 1 129 | 1 156 | 1 150 | 1 140 | 1 120 | 1 126,90 | 1 145,69 | 1 134,40 | 1 148,80 | 1 230,37 | 1 232,67 | 1 208,71 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 9 | 255 | 1 427 | 2 381 | 2 512 | 2 556 | 2 629 | 2 729 | 2 795 | 2 855 | 2 844 | 2 868 | 2 831 | 2 797 | 2 752 | 2 708 | 2 637 | 2 584,98 | 2 565,28 | 2 482,08 | 2 493,15 | 2 613,40 | 2 611,66 | 2 613,25 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 817 | 939 | 1 080 | 1 036 | 1 065 | 1 442 | 1 767 | 1 932 | 2 041 | 2 113 | 2 120 | 2 196 | 2 184 | 2 187 | 2 151 | 2 169 | 2 166 | 2 174,42 | 2 188,23 | 2 134,26 | 2 145,02 | 2 264,20 | 2 276,88 | 2 258,62 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 68,24 | 65,56 | | | |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | 40 | 61 | 110 | 131 | 133 | 138 | 145 | 152 | 148 | 149 | 151 | 150 | 155 | 157 | 161 | 164 | 170 | 175,65 | 182,33 | 191,06 | 177,12 | 171,96 | 0,19 | |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 243 | 356 | 457 | 519 | 533 | 549 | 563 | 578 | 594 | 609 | 627 | 647 | 671 | 689 | 711 | 727 | 741 | 760,08 | 774,21 | 776,65 | 785,62 | 820,33 | 854,16 | 884,84 |
| Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH) | | | | | | | 67 | 97 | 104 | 111 | 115 | 123 | 135 | 141 | 147 | 150 | 154 | 159,58 | 140,25 | 122,60 | 122,00 | 129,27 | 133,28 | 135,04 |
| Garantie de ressources pour handicapés (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | | | | 422 | 489 | 575 | 697 | 803 | 841 | 904 | 956 | 993 | 1 018 | 965 | 938 | 951 | 999 | 1 083,88 | 1 134,51 | 1 124,61 | 1 028,27 | 1 005,80 | | |
| Revenu de solidarité active - droit commun (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 725,93 | 1 833,97 |
| Dt RSA socle seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 177,63 e |
| Dt RSA socle + activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 201,71 e |
| Dt RSA activité seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 454,63 e |
| Dt RSA jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,24 e |
| Dt RSA avec majoration isolement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 237,97 e |
| Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 595,99 e |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,94 | 4,18 | 10,14 | 13,04 | 11,85 | 7,39 | |
| Supplément de revenu familial (SURF) | | | 29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation spécifique d'attente (ASA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | 1,21 | | | 0,76 | 0,59 | | | | | | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 10,30 | 52,33 | 62,58 | 56,16 | 46,96 | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 185,79 | 167,92 | 8,16 | |
| Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,53 | 14,66 | 2,79 | |

TIPF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989

| Nombre de bénéficiaires en milliers | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | | | | | | 2163,62 | 2 140,665 | 2 205,023 | 2 254,946 | 2 240,484 | | | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | 756,070 | 1 435,114 | 2 026,899 | 2 125,535 | 2 215,765 | 2 266,845 | 2 286,231 |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | 52,850 | 54,406 | 54,611 | 53,202 | 52,861 | 53,765 | 52,623 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | 665,671 | 1 285,663 | 1 824,851 | 1 833,882 | 1 874,784 | 1 870,213 | 1 884,186 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | 178,922 | 398,287 | 587,258 | 580,664 | 569,976 | 555,482 | 539,034 |
| CLCA taux plein | | | | | | | | | | | | | | | | 124,615 | 262,023 | 371,655 | 355,178 | 341,767 | 324,382 | 305,494 |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | | | | | | | | | | | | | | | | 54,307 | 136,264 | 214,927 | 223,185 | 226,107 | 228,866 | 231,295 |
| Complément optionnel libre choix activité (COLCA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,676 | 2,301 | 2,102 | 2,234 | 2,245 |
| PAJE CMG ensemble | | | | | | | | | | | | | | | | 107,508 | 305,908 | 497,293 | 615,293 | 703,485 | 774,398 | 803,799 |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | | | | | | | | | | | | | | | | 100,267 | 284,786 | 462,119 | 565,704 | 638,642 | 694,221 | 716,190 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 107,888 | 296,029 | 475,869 | 513,034 | 535,379 | 551,069 | 569,097 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 15,728 | 42,705 | 66,044 | 145,869 | 204,603 | 251,113 | 257,781 |
| PAJE CMG complément garde à domicile | | | | | | | | | | | | | | | | 7,197 | 20,749 | 33,846 | 45,537 | 56,604 | 65,370 | 66,044 |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 7,180 | 20,677 | 33,680 | 36,650 | 38,306 | 38,486 | 38,399 |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,017 | 0,072 | 0,166 | 8,887 | 18,298 | 26,884 | 27,645 |
| PAJE CMG complément structure | | | | | | | | | | | | | | | | 0,044 | 0,373 | 1,328 | 4,052 | 8,239 | 14,807 | 21,565 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | 1 547 | 1 566 | 1 578 | 1 572 | 1 560 | 1 522 | 1 424 | 1 331 | 1 285 | 1 295 | 1 293 | 1 315 | 1 313 | 1 298 | 1 267 | 658,428 | 310,146 | | | | | |
| dont APJE courte | 440 | 444 | 446 | 427 | 424 | 427 | 439 | 383 | 384 | 391 | 394 | 399 | 387 | 382 | 373 | | | | | | | |
| APJE longue | 1 190 | 1 203 | 1 213 | 1 221 | 1 209 | 1 168 | 1 058 | 1 024 | 974 | 977 | 974 | 993 | 1 003 | 994 | 969 | 658,428 | 310,146 | | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 159 | 155 | 149 | 142 | 136 | 158 | 275 | 410 | 485 | 493 | 491 | 494 | 506 | 512 | 513 | 373,227 | 182,755 | | 0,316 | 0,194 | 0,129 | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 10 | 12 | 11 | 14 | 21 | 25 | 47 | 66 | 82 | 73 | 65 | 61 | 56 | 53 | 51 | 45,645 | 34,745 | 23,104 | 14,866 | 7,780 | 2,114 | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | 106 | 159 | 219 | 268 | 321 | 379 | 422 | 469 | 502 | 546 | 574 | 591 | 606 | 547,157 | 378,807 | 220,423 | 105,502 | 47,638 | 10,857 | |
| Allocation d'adoption | | | | | | | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 1,2 | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,5 | 0,632 | 0,035 | 0,022 | 0,012 | 0,008 | | |
| Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS | | | | | | | | | | | | | | | 4 906 | 4 984,249 | 5 275,768 | 5 287,331 | 5 300,213 | | | |
| Allocations familiales (AF) | 3 829 | 3 852 | 3 879 | 3 895 | 3 919 | 3 957 | 3 995 | 4 008 | 4 036 | 3 765 | 4 115 | 4 139 | 4 179 | 4 210 | 4 254 | 4 319,977 | 4 599,404 | 4 619,216 | 4 638,726 | 4 658,612 | 4 682,468 | 4 708,136 |
| Complément familial (CF) | 810 | 825 | 844 | 865 | 886 | 901 | 902 | 827 | 819 | 826 | 823 | 856 | 846 | 829 | 824 | 827,143 | 847,687 | 830,302 | 813,807 | 820,893 | 822,327 | 823,081 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12) | 2 209 | 2 428 | 2 454 | 2 474 | 2 581 | 2 704 | 2 733 | 2 748 | 2 809 | 2 814 | 2 935 | 2 912 | 2 933 | 2 894 | 2 851 | 2 877,257 | 2 919,801 | 2 873,708 | 2 835,623 | 2 938,833 | 2 900,787 | 2 899,407 |
| Aide à la scolarité | | | | | | 662 | 692 | 670 | 726 | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 463 | 474 | 481 | 486 | 498 | 521 | 533 | 543 | 555 | 567 | 589 | 593 | 608 | 619 | 637 | 653,783 | 681,188 | 683,985 | 711,786 | 705,104 | 735,916 | 732,347 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 78 | 80 | 83 | 85 | 85 | 87 | 89 | 91 | 94 | 98 | 99 | 102 | 107 | 109 | 114 | 120,779 | 131,573 | 147,335 | 145,469 | 153,043 | 160,316 | 169,468 |
| Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | 1,7 | 2,3 | 3,2 | 3,404 | 3,941 | 4,421 | 4,667 | 4,428 | 4,396 | 4,581 |
| Prestations hors métropole | 107 | 99 | 93 | 86 | 72 | 66 | 57 | 53 | 49 | 42 | 25 | 19 | 18 | 15 | 13 | 10,891 | 10,030 | 9,039 | 7,218 | 7,012 | 4,847 | 4,338 |
| Allocation différentielle | 16 | 18 | 19 | 18 | 14 | 12 | 10 | 13 | 16 | 14 | 17 | 11 | 12 | 12 | 11 | 11,317 | 10,303 | 9,934 | 10,124 | 10,473 | 9,316 | 10,588 |
| Allocataires sous tutelles | | | | | | | | | | | nd | 222 | 236 | 248 | 261 | 275,261 | 290,380 | 302,813 | 314,679 | 324,904 | 326,090 | 332,765 |
| Famille sans minima, sans prestation logement | | | | | | | | | | | | | | | | 2 090,669 | 3 925,468 | 4 018,899 | 4 076,584 | | | |
| Monoparentalité (ASF, API) | | | | | | | | | | | | | | | | 746 | 767,043 | 801,093 | 811,832 | 807,511 | | |
| Logement | 4 077 | 4 231 | 4 354 | 4 763 | 5 178 | 5 477 | 5 690 | 5 845 | 5 867 | 6 004 | 5 981 | 5 976 | 5 909 | 5 882 | 5 802 | 5 775,998 | 5 800,775 | 5 660,919 | 5 705,929 | 6 033,485 | 6 058,356 | 6 033,414 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1 054 | 1 031 | 1 001 | 989 | 1 012 | 1 048 | 1 086 | 1 103 | 1 123 | 1 154 | 1 170 | 1 199 | 1 200 | 1 192 | 1 177 | 1 187,232 | 1 209,667 | 1 199,470 | 1 216,984 | 1 301,125 | 1 307,006 | 1 287,736 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 135 | 2 280 | 2 406 | 2 450 | 2 521 | 2 618 | 2 684 | 2 744 | 2 733 | 2 758 | 2 724 | 2 685 | 2 643 | 2 602 | 2 534 | 2 484,430 | 2 466,157 | 2 385,445 | 2 397,632 | 2 517,212 | 2 516,425 | 2 519,813 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 888 | 920 | 947 | 1 324 | 1 646 | 1 811 | 1 921 | 1 996 | 2 011 | 2 093 | 2 088 | 2 093 | 2 067 | 2 088 | 2 090 | 2 104,336 | 2 124,951 | 2 076,004 | 2 091,313 | 2 215,148 | 2 234,925 | 2 225,865 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 69,482 | 66,744 | | | |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | | | | | | | | | | | | | 3 722,352 | 2 163,648 | 2 248,706 | 2 145,345 | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | 149 | 149 | 150 | 154 | 160 | 167 | 163 | 161 | 162 | 162 | 167 | 169 | 176 | 180 | 188 | 195,441 | 204,873 | 216,278 | 204,304 | 199,500 | 29,763 | 30,225 |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 483 | 498 | 512 | 527 | 541 | 556 | 574 | 591 | 610 | 630 | 656 | 674 | 698 | 717 | 733 | 752,988 | 768,414 | 772,296 | 781,972 | 817,851 | 851,316 | 883,276 |
| Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH) | | | | | 65 | 95 | 103 | 109 | 113 | 121 | 133 | 139 | 145 | 149 | 153 | 158,248 | 139,360 | 121,606 | 121,062 | 128,529 | 132,629 | 135,128 |
| Garantie de ressources pour handicapés (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | | | 25,620 | 48,418 | 50,768 | 53,832 | 56,423 | 57,944 |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | 397 | 496 | 568 | 655 | 775 | 888 | 925 | 989 | 1 045 | 1 088 | 1 120 | 1 072 | 1 052 | 1 069 | 1 121 | 1 215,585 | 1 266,429 | 1 255,549 | 1 151,180 | 1 120,527 | 1 697,357 | 1 797,714 |
| Revenu de solidarité active - droit commun (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 797,714 |
| Dt RSA socle seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 154,348 |
| Dt RSA socle + activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 197,725 |
| Dt RSA activité seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 445,641 |
| Dt RSA jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,095 |
| Dt RSA avec majoration isolement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 233,269 |
| Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 564,445 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,520 | 4,218 | 10,591 | 13,689 | 11,662 | 7,299 | |
| Supplément de revenu familial (SURF) | 46 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation spécifique d'attente (ASA) | | | | | | | | | | | 1 | 1 | 0,5 | | | | | | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | | | 11,135 | 59,857 | 73,408 | 62,840 | 51,200 | |
| Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 195,125 | 179,445 | 16,568 | |
| Revenu de solidarité active (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,533 | 13,927 | 2,792 | |
| Revenu de solidarité (RSO DOM) | | | | | | | | | | | | 4,6 | 8,2 | 8,5 | | 9,124 | 9,963 | 10,991 | 12,033 | 12,708 | 12,764 | 13,097 |

TIPF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989

| Nombre de bénéficiaires en milliers | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Accueil Jeune enfant | | | | | | | | | | | | 2 149 | 2 174 | 2 174 | 2 178 | 2 065,903 | 2 127,706 | 2 175,750 | 2 161,347 | | | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) | | | | | | | | | | | | | | | | 726,318 | 1 378,634 | 1 948,142 | 2 046,517 | 2 136,139 | 2 187,930 | 2 207,973 |
| PAJE naissance adoption (effectifs de décembre) | | | | | | | | | | | | | | | | 50,662 | 52,289 | 52,388 | 51,158 | 50,776 | 51,638 | 50,594 |
| PAJE de base naissance adoption (AB) | | | | | | | | | | | | | | | | 638,394 | 1 232,064 | 1 749,620 | 1 758,562 | 1 798,843 | 1 795,342 | 1 809,994 |
| PAJE complément (optionnel) libre choix activité | | | | | | | | | | | | | | | | 176,330 | 392,270 | 578,241 | 571,838 | 561,499 | 547,686 | 531,908 |
| CLCA taux plein | | | | | | | | | | | | | | | | 122,332 | 256,819 | 364,028 | 347,901 | 334,885 | 318,237 | 300,010 |
| CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement) | | | | | | | | | | | | | | | | 53,998 | 135,451 | 213,556 | 221,707 | 224,574 | 227,278 | 229,714 |
| Complément optionnel libre choix activité (COLCA) | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,657 | 2,230 | 2,040 | 2,171 | 2,184 | |
| PAJE CMG ensemble | | | | | | | | | | | | | | | | 107,019 | 304,217 | 494,603 | 612,067 | 699,744 | 770,044 | 798,706 |
| PAJE CMG complément assistante maternelle | | | | | | | | | | | | | | | | 99,856 | 283,391 | 459,896 | 563,129 | 635,736 | 691,084 | 712,772 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 107,460 | 294,597 | 473,601 | 510,466 | 532,570 | 548,060 | 565,840 |
| Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 15,716 | 42,673 | 65,997 | 145,727 | 204,352 | 250,803 | 257,403 |
| PAJE CMG complément garde à domicile | | | | | | | | | | | | | | | | 7,119 | 20,454 | 33,381 | 44,893 | 55,809 | 64,389 | 64,953 |
| Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans | | | | | | | | | | | | | | | | 7,103 | 20,382 | 33,215 | 36,109 | 37,718 | 37,840 | 37,669 |
| F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,016 | 0,072 | 0,166 | 8,784 | 18,091 | 26,549 | 27,284 |
| PAJE CMG complément structure | | | | | | | | | | | | | | | | 0,044 | 0,372 | 1,326 | 4,045 | 8,199 | 14,571 | 20,981 |
| Allocation pour jeune enfant (APJE) | 1 547 | 1 566 | 1 578 | 1 572 | 1 560 | 1 522 | 1 424 | 1 263 | 1 217 | 1 225 | 1 222 | 1 244 | 1 241 | 1 227 | 1 198 | 619,428 | 292,297 | | | | | |
| dont APJE courte | 440 | 444 | 446 | 427 | 424 | 427 | 439 | 368 | 367 | 374 | 377 | 381 | 370 | 366 | 357 | | | | | | | |
| APJE longue | 1 190 | 1 203 | 1 213 | 1 221 | 1 209 | 1 168 | 1 058 | 966 | 919 | 922 | 918 | 937 | 945 | 936 | 913 | 619,428 | 292,297 | | | | | |
| Allocation parentale d'éducation (APE) | 159 | 155 | 149 | 142 | 136 | 158 | 275 | 409 | 480 | 487 | 485 | 487 | 500 | 505 | 506 | 368,097 | 180,321 | 0,312 | 0,192 | 0,128 | | |
| Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) | 10 | 12 | 11 | 14 | 21 | 25 | 46 | 66 | 81 | 72 | 65 | 60 | 56 | 53 | 51 | 45,417 | 34,647 | 23,009 | 14,822 | 7,765 | 2,112 | |
| Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA) | | | 106 | 159 | 218 | 268 | 321 | 378 | 421 | 468 | 501 | 544 | 572 | 589 | 604 | 545,513 | 377,867 | 220,070 | 105,427 | 47,609 | 10,854 | |
| Allocation d'adoption | | | | | | | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 1,2 | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,5 | 0,627 | 0,032 | 0,019 | 0,010 | 0,008 | | |
| Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS | | | | | | | | | | | | 4 787 | 4 833 | 4 833 | 4 870 | 4 725,391 | 5 012,795 | 5 021,252 | 5 031,020 | | | |
| Allocations familiales (AF) | 3 636 | 3 653 | 3 675 | 3 685 | 3 701 | 3 727 | 3 759 | 3 795 | 3 817 | 3 553 | 3 886 | 3 905 | 3 938 | 3 965 | 4 003 | 4 061,650 | 4 337,015 | 4 353,763 | 4 370,105 | 4 384,810 | 4 412,710 | 4 437,760 |
| Complément familial (CF) | 730 | 742 | 757 | 775 | 794 | 803 | 804 | 793 | 786 | 792 | 790 | 822 | 812 | 796 | 790 | 791,628 | 812,392 | 796,457 | 780,735 | 787,242 | 788,612 | 789,149 |
| Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12) | 2 111 | 2 317 | 2 340 | 2 360 | 2 477 | 2 553 | 2 586 | 2 595 | 2 658 | 2 656 | 2 775 | 2 750 | 2 766 | 2 729 | 2 684 | 2 708,006 | 2 748,413 | 2 704,191 | 2 667,079 | 2 767,424 | 2 731,711 | 2 729,680 |
| Aide à la scolarité | | | | | | | 598 | 626 | 646 | 657 | | | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (ASF) | 407 | 417 | 423 | 426 | 438 | 458 | 468 | 477 | 486 | 496 | 515 | 517 | 527 | 536 | 552 | 565,794 | 591,137 | 592,370 | 615,403 | 608,868 | 638,919 | 635,630 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) | 75 | 77 | 80 | 82 | 82 | 84 | 86 | 88 | 91 | 94 | 95 | 98 | 103 | 105 | 110 | 115,959 | 126,418 | 142,115 | 139,861 | 146,734 | 154,016 | 162,460 |
| Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP) | | | | | | | | | | | | | | | | 1,7 | 3,366 | 3,903 | 4,393 | 4,634 | 4,374 | 4,561 |
| Salaire unique - frais de garde, majorations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations prénatales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocations postnatales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Congé de naissance | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prestations hors métropole | 107 | 99 | 93 | 86 | 72 | 66 | 57 | 53 | 49 | 42 | 25 | 19 | 18 | 15 | 13 | 10,891 | 10,030 | 9,039 | 7,218 | 7,012 | 4,847 | 4,338 |
| Allocation différentielle | 16 | 18 | 19 | 18 | 14 | 12 | 10 | 13 | 16 | 14 | 17 | 11 | 12 | 12 | 11 | 11,317 | 10,303 | 9,934 | 10,124 | 10,473 | 9,316 | 10,588 |
| Allocataires sous tutelles | | | | | | | | | | | nd | 222 | 236 | 247 | 259 | 273,545 | 287,900 | 299,751 | 311,355 | 321,290 | 322,312 | 328,679 |
| Famille sans minima, sans prestation logement | | | | | | | | | | | | | | | | 1 957,381 | 3 790,104 | 3 878,543 | 3 926,180 | | | |
| Monoparentalité (ASF, API) | | | | | | | | | | | | 692 | 708 | 708 | 722 | 671,695 | 702,312 | 710,284 | 703,561 | | | |
| Logement | 4 038 | 4 184 | 4 298 | 4 697 | 5 105 | 5 391 | 5 594 | 5 739 | 5 752 | 5 880 | 5 848 | 5 834 | 5 759 | 5 727 | 5 640 | 5 609,592 | 5 628,795 | 5 489,032 | 5 531,317 | 5 850,883 | 5 870,490 | 5 840,458 |
| Allocation logement familiale (ALF) | 1 022 | 993 | 957 | 939 | 958 | 986 | 1 018 | 1 030 | 1 043 | 1 068 | 1 079 | 1 103 | 1 099 | 1 089 | 1 071 | 1 078,549 | 1 098,266 | 1 088,707 | 1 104,781 | 1 185,750 | 1 189,235 | 1 168,111 |
| Aide personnalisée au logement (APL) | 2 135 | 2 280 | 2 406 | 2 450 | 2 521 | 2 618 | 2 684 | 2 744 | 2 733 | 2 758 | 2 724 | 2 685 | 2 643 | 2 602 | 2 534 | 2 484,430 | 2 466,157 | 2 385,445 | 2 397,632 | 2 517,212 | 2 516,425 | 2 519,813 |
| Allocation logement sociale (ALS) | 881 | 911 | 935 | 1 308 | 1 626 | 1 787 | 1 892 | 1 965 | 1 976 | 2 054 | 2 045 | 2 047 | 2 017 | 2 036 | 2 035 | 2 046,613 | 2 064,372 | 2 014,880 | 2 028,904 | 2 147,921 | 2 164,830 | 2 152,534 |
| Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | 68,236 | 65,562 | | | |
| Minima sociaux et contrats aidés | | | | | | | | | | | | | | | | 3 518,230 | 2 028,284 | 2 030,931 | 1 934,202 | | | |
| Allocation de parent isolé (API) | 128 | 129 | 131 | 136 | 144 | 150 | 147 | 148 | 150 | 149 | 154 | 156 | 160 | 163 | 169 | 174,472 | 181,060 | 189,876 | 176,032 | 171,074 | 0,192 | |
| Allocation pour adultes handicapés (AAH) | 464 | 478 | 492 | 507 | 521 | 536 | 553 | 570 | 588 | 608 | 634 | 651 | 674 | 692 | 708 | 726,967 | 741,665 | 745,136 | 754,605 | 789,377 | 822,134 | 853,165 |
| Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH) | | | | | 65 | 94 | 101 | 107 | 112 | 119 | 131 | 137 | 143 | 146 | 150 | 155,475 | 136,577 | 118,950 | 118,367 | 125,656 | 129,743 | 131,579 |
| Garantie de ressources pour handicapés (GRPH) | | | | | | | | | | | | | | | | 25,475 | 47,724 | 50,029 | 53,086 | 55,714 | 57,367 | |
| Revenu minimum d'insertion (RMI) | 325 | 408 | 474 | 559 | 678 | 783 | 820 | 882 | 934 | 969 | 993 | 941 | 917 | 929 | 975 | 1 061,005 | 1 111,374 | 1 101,372 | 1 007,117 | 983,807 | 2,405 | |
| Revenu de solidarité active - droit commun (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 697,357 | 1 797,714 |
| Dt RSA socle seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 154,348 |
| Dt RSA socle + activité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 197,725 |
| Dt RSA activité seulement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 445,641 |
| Dt RSA jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 7,095 |
| Dt RSA avec majoration isolement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 233,269 |
| Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 564,445 |
| Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) | | | | | | | | | | | | | | | | 0,479 | 3,734 | 9,690 | 12,662 | 11,567 | 7,274 | |
| Supplément de revenu familial (SURF) | 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Allocation spécifique d'attente (ASA) | | | | | | | | | | | 0,53 | 0,52 | 0,54 | | | | | | | | | |
| Contrat d'avenir (CAV) | | | | | | | | | | | | | | | | | 10,101 | 50,593 | 60,274 | 54,007 | 45,608 | |
| Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 182,351 | 166,565 | 7,659 | |
| Revenu de solidarité active (RSA) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2,533 | 13,927 | 2,792 | |

Les produits et les charges de la branche Famille

En 2010, les charges de la branche Famille ont atteint 54,10 milliards d'euros, les produits 51,41 milliards d'euros, soit un résultat négatif de - 2,69 milliards d'euros. Entre 2009 et 2010, en euros constants, les charges régressent de - 11,1 %, les produits de - 12,9 %. Hors prestations remboursées par l'Etat, les charges régressent de - 0,3 %, les produits de - 1,9 % (hors remboursement de ces prestations).

Les cotisations sociales sur salaires représentent 57 % des recettes 2010 (hors remboursement de prestations) contre 87 % en 1990. La Csg mise en place en février 1991 atteint 23,7 % des produits de la branche. Les impôts et taxes affectés financent 7,6 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge n'est plus que de 1,3 %. Les cotisations des Eti représentent 7,8 % des recettes, les recettes diverses 2,6 %.

Suite à la non-revalorisation de la Bmaf et à la fin de la montée en charge de la Paje, les prestations Famille ont régressé en volume de - 1,0 % en 2010, avec + 0,8 % pour les prestations jeune enfant (+ 5,5 % pour les frais de garde) et - 2,8 % pour les allocations familiales. L'allocation de logement familiale régresse légèrement en euros constants (- 0,2 %). L'évolution en volume des prestations directes du Fnpf, hors Api et hors Aah (34,36 milliards d'euros) est de - 0,9 % en 2010.

Les transferts assurant le financement de prestations (8,12 milliards d'euros, assurance vieillesse des parents au foyer, contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse, congé de paternité) ont progressé en volume de + 5,6 % en 2010. Le relèvement du taux de contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse (85 % en 2010, 3,60 milliards d'euros de dépenses) participe à l'effritement de l'excédent de la branche.

Suite à un changement de méthode en 2010 (avec l'inscription comptable de la neutralisation des subventions d'équilibre des œuvres en gestion et non plus en action sociale), le poste action sociale (3,55 milliards d'euros) régresse de - 6,9 % en volume alors que les dépenses du Fnas progressent de + 3,9 %.

Les charges de gestion courante de la branche (2,60 milliards d'euros) progressent en volume de + 12,2 % en 2010 suite à la neutralisation des subventions d'équilibre pour les œuvres. Les charges de personnel régressent de - 0,4 %.

51,4 milliards d'euros de produits

En dix ans, les cotisations sociales des actifs ont progressé en volume de + 14,7 %, la Csg de + 18,8 %.

En conséquence, hors remboursement de prestations, la croissance des recettes en euros constants est de + 18 % sur la période 2000-2010 (avec - 1,9 % entre 2009 et 2010).

Les remboursements de prestations passant de 6,17 milliards en 2000 à 0,02 milliard en 2010, la croissance de l'ensemble des recettes en euros constants est de + 3,4 % sur la période 2000-2010 (avec - 12,9 % entre 2009 et 2010).

Encadré 1 : Résultat net, solde cumulé...

- 2 687,4 millions d'euros de résultat net en 2010 pour la branche Famille (cf. encadré 2).

Fin 2010, le **solde cumulé de la Cnaf s'élève à - 1,27 milliard d'euros**, compte tenu du déficit de - 2,61 milliards en 2010 (Fnpf + Fnas + Fnga)... des + 558 millions d'euros de remise à zéro de 1994, des + 7,97 milliards de 1996, des 3,0 milliards de 1998 et des 6,84 millions de réserves pour le financement du Fipe (cf. T1PF 681, page 125 de la brochure PF2009 pour plus de détails).

L'accroissement en volume des produits n'est que de + 1,7 milliard en dix ans si l'on tient compte de la diminution de – 6,1 milliards de remboursements de prestations qui ne relèvent plus du Fnpf (cf. T1PF 621). Hors impact des remboursements de prestations sur la période, les produits se sont accrus de + 7,8 milliards d'euros 2010 depuis 2000, avec :

- + 3,5 milliards de cotisations sur salaires ;
- + 0,9 milliard de cotisations des non-salariés ;
- + 1,9 milliard au titre de la Csg ;
- 2,5 milliards de cotisations prises en charge ;
- + 3,7 milliards pour les autres impôts et taxes affectés ;
- + 0,3 milliard pour le solde des autres postes.

Les cotisations des actifs : 65,0 % des recettes

Les cotisations sociales des actifs (**33,43 milliards d'euros**, hors cotisations prises en charge) constituent 65,0 % des recettes de la branche Famille en 2010 contre 88 % en 1985. L'encadré 3 permet de situer l'évolution des cotisations dans le contexte de la crise historique amorcée en 2008.

| Evolution en volume | 2008/2007 | 2009/2008 | 2010/2009 |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Cotisations des actifs | + 1,0 % | + 0,7 % | + 0,4 % |
| Cotisations sur salaires | – 0,4 % | + 0,1 % | + 1,6 % |
| Eti, exploitants agricoles | + 13 % | + 3,8 % | – 8,0 % |

Encadré 2 : Remarques méthodologiques

Sont exclus le Fnh, le Fnal¹, le Rsa... l'Api et l'Aah depuis 2010

Les dépenses relatives à l'aide personnalisée au logement, à l'allocation logement sociale, à l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, au revenu de solidarité active, au revenu minimum d'insertion, au revenu de solidarité (Rso Dom) et aux diverses aides à l'emploi ne sont retracées :

- ni dans les trois fonds gérés par la Cnaf (*fonds national des prestations familiales, d'action sociale et de gestion administrative*) ;
- ni dans les comptes consolidés de la branche Famille (cf. **chapitre 1 pour une présentation générale**).

L'Aah et l'Api, remboursées par l'Etat respectivement depuis 1983 et 1999, ne relèvent plus du Fnpf et de la branche Famille depuis 2010.

En droits constatés depuis 1996

La comptabilité en droits constatés consiste à enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation et non plus à la date du règlement financier. Le résultat de la période concernée est formé des produits et des charges **dont le fait générateur a pris naissance pendant cet exercice**, que les opérations en question aient donné lieu ou non à encaissement ou paiement. Les résultats de la Cnaf sont établis depuis 1996 dans le nouveau système de comptabilisation en droits constatés (Dc).

Les chiffres comptables 1996 comportant pratiquement treize mois de cotisations et de prestations, les taux d'évolution sont majorés entre 1995 et 1996, minorés entre 1997 et 1996.

En dehors des chapitres 6, 1 et 4 de cette brochure, les statistiques de prestations ne retracent que douze mois de prestations en 1996, afin que les taux d'évolution 1996/1995 et 1997/1996 soient aussi justes que possible.

D'une part, les comptes de la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga)...

et d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

Depuis 2003, le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le rapport d'activité de l'Agent comptable.

Le cadre est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. *Cette présentation est inspirée du rapport du Haut Conseil de la comptabilité des organismes de Sécurité sociale qui retrace les principaux postes de charges et de produits retenus par la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc).*

Les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf retiennent une **double présentation dans les tableaux statistiques depuis 2002**. Depuis la brochure PF 2004, les commentaires portent sur la « branche Famille ». Le suivi des recettes et dépenses des trois fonds nationaux permet de suivre l'évolution du fonds de roulement de la CNAF (cf. encadré 1).

Encadré 3 : Des cotisations tributaires de l'environnement économique

. Après la très forte récession de 2009 (– 2,7 %), la France² a connu une reprise modérée. Son rythme a été de 1,6 % depuis le début de 2010.

. Après trois années exceptionnelles entre 1999 et 2001, la croissance de la masse salariale s'est nettement ralentie à partir de 2002, le point le plus bas se situant en 2003. La remontée est ensuite très progressive (+ 2,9 % en 2004, + 3,4 % en 2005) ; les taux 2007 (+ 4,85 %) et 2006 (+ 4,3 %) se situent au-dessus de la tendance à long terme estimée à 4 %. En 2008, la progression de la masse salariale n'est que de + 3,4 %. Suite à la récession de 2009, la masse salariale du secteur privé régresse de – 1,3 %. La masse salariale a retrouvé une évolution positive en 2010 (+ 2 %).

. Les effectifs de salariés des secteurs marchands avaient diminué en 2003 (– 0,5 % en glissement). Ils se sont mis à augmenter depuis le printemps 2004 : + 0,4 % en 2005, + 1,2 % en 2006 et + 1,8 % en 2007. Suite à l'impact de la crise sur l'activité économique, l'évolution des effectifs est de + 0,7 % en 2008, de – 2,4 % en 2009 et de – 0,2 % en 2010.

. Quant au salaire moyen, son rythme de progression nominale est estimé à + 2,7 % en 2008, + 1,1 % en 2009 et à + 2,2 % en 2010.

La forte progression en 2008 des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti, + 13 %) est liée à la mise en place de la mensualisation des contributions versées par les Eti, liée à la mise en place d'un interlocuteur social unique³ (Isu). L'évolution des cotisations des Eti et des exploitants agricoles est de + 3,8 % en 2009 et de – 8 % en 2010.

Les recettes de la branche Famille sont marquées par un financement croissant de l'Etat apparu en 1982 et une décroissance parallèle de la part des cotisations.

L'Etat finance 32,6 % des produits de la branche Famille

A partir de la brochure PF2010, le financement de l'Etat est analysé hors remboursement de prestations (cf. encadrés 4 et 6, quatrième ligne des tableaux T1PF 641 et 644).

Depuis 2000, la contribution de l'Etat à la branche Famille a progressé de 22,5 % en volume (+ 3,1 Md€2010). On note un maximum du financement par l'Etat en 2008 (17,43 Md€ 2010) suivi d'une décroissance de – 3,9 % en euros constants en deux ans (cf. T1PF 643-4). En 2010, le financement par l'Etat (16,75 milliards d'euros)

atteint **32,6 % des produits de la branche** (cf. T1PF 645).

La Csg représente 73 % du financement par l'Etat, les autres impôts et taxes affectés 23 %, les cotisations prises en charge 4 % (cf. T1PF 646).

La contribution de l'Etat a évolué avec :

- . la prise en charge de cotisations (1982, 1993-2004) jusqu'à leur recul en 2006 ;
- . la création puis la majoration de la Csg (1991, 1997) ;
- . la place donnée aux impôts et taxes affectés depuis 2006.

Encadré 4 : Les remboursements de prestations par l'Etat⁴

La part des remboursements de prestations par l'Etat a été maximale en 1999 avec 13,7 % du total des recettes de la Cnaf (cf. T1PF 645 et encadré 6).

En montant, le maximum se situe en 2008 (6,9 milliards d'euros 2010, cf. T1PF 644). En 2010, ces remboursements ne représentent plus que 0,03 % des produits de la branche (16 millions d'euros).

La dernière ligne des tableaux T1PF 641 et 644 suit le financement de l'Etat en intégrant les remboursements de prestations. **L'Aah et l'Api ne faisant plus partie du Fnpf depuis 2010**, le financement par l'Etat passe de 23,3 milliards d'euros en 2009 à 16,8 milliards en 2010, ce qui n'est pas significatif d'un changement d'orientation de l'Etat.

Encadré 5 : La Csg

Instaurée au 1^{er} février 1991, la Csg était initialement affectée en totalité à la Cnaf. Son taux était fixé à 1,1 % des revenus bruts des salariés, des revenus fiscaux des Eti, des revenus du patrimoine et des placements ainsi que des revenus de remplacement imposables (retraites, pensions, indemnités chômage...). Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. L'augmentation de recettes correspondant à 1,3 point de la Csg est de l'ordre de 2,8 milliards d'euros, affectés exceptionnellement en 1993 à la Cnaf, mais destinés à alimenter le fonds de solidarité vieillesse⁵. Le taux de la Csg varie selon le type de revenus, la diminution du taux étant partiellement compensée par l'élargissement de l'assiette. **Le taux de la Csg sur les revenus salariaux affecté à la Cnaf** reste fixé à 1,1 % jusqu'en 2010. Il passe à **0,8 % en 2011**⁶ en raison du transfert de 0,28 point de cette contribution de la Cnaf à la Cades (cf. T1PF 782).

L'exercice 2006⁷ a été affecté par des mesures spécifiques relatives aux revenus taxés dont le solde a été positif pour la Cnaf.

. **La prise en charge de cotisations par l'Etat** est apparue en **1982**. Le financement de l'Etat reste toutefois inférieur à 4 % jusqu'en 1989 (sauf en 1982-1983 avec respectivement 7 % et 9 % suite à l'attribution à la Cnaf d'impôts et de taxes affectées). Le montant des cotisations prises en charge par l'Etat passe de 0,6 Md€2010 en 1992, à 1,2 Md€2010 en **1993**, à 2,4 Md€2010 en 1994 et à 3,3 Md€2010 en 1995 (soit 8,8 % des produits, part la plus élevée de ce financement sur la période). Le montant maximum est atteint en 2004, avec 3,8 Md€2010 (8,1 % des produits). A partir de **2006**, ce financement⁸ retrouve un niveau proche de celui de 1992 : il n'est plus que de 0,7 milliard en 2010.

. **1991** marque une charnière avec la création de la **contribution sociale généralisée** (cf. encadré 5). La Csg attribués à la Cnaf (12,2 milliards d'euros en 2010) représente 14,5 % du total de la Csg⁹ (contre 15,2 % en 2003, cf. TIPF 6853) et **23,7 %** des produits de la branche Famille, soit le niveau le plus élevé en pourcentage de ce financement par la Csg. Depuis **1997**, la moyenne de cette part se situe à 23,3 % alors qu'auparavant elle se situait entre 20 % et 21 % (à l'exception près des 28,6 % de 1993). Le montant de la Csg affectée à la Cnaf a progressé de 8,3 % en volume depuis 2005. Il est resté stable en 2010 (+ 0,1 %) après - 1,7 % en 2009, + 1,6 % en 2008, + 3,7 % en 2007...

Encadré 6 : Dates marquant l'évolution de la contribution de l'Etat

1982 . **début des mesures en faveur de l'emploi** (prise en charge de cotisations) ;

1983 . **remboursement de l'Aah** ;
 . intégration des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf (prise en compte de la subvention de l'Etat qui comble l'insuffisance de cotisations de ce régime) ;

1983-84 . prélèvement conjoncturel de 1 % sur les revenus pour faire face aux déficits ;

1985 . prélèvement limité aux valeurs mobilières ;

1989-90 . compensation partielle du dé plafonnement des cotisations ;

1991 . mise en place de la **contribution sociale généralisée** ;

1993 . affectation exceptionnelle du produit de 1,3 point de la Csg à la Cnaf ;

1993-99 . **remboursement de la majoration d'Ars** (partiellement en 1995, totalement auparavant et de 1996 à 1999) ;
 . mise en place des exonérations¹⁰ de cotisations Af pour les salaires proches du Smic, auxquelles se substitue, le 1^{er} octobre 1996, une ristourne dégressive ;

1994 . diminution de la Csg et suppression de la participation de l'Etat au régime des exploitants agricoles (Bapsa) ;
 . forte progression de la **prise en charge de cotisations** ;

1997 . extension de l'assiette de la Csg ;

1998 . extension de l'assiette du prélèvement de 1 % à l'ensemble des revenus du patrimoine (dans les mêmes conditions que pour la Csg) ;

1999 . **remboursement de l'Api** ;
 . affectation à la Cnaf de 50 % du

prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (866 millions d'euros) ;

2000 . remboursement de la majoration d'Ars à hauteur de 316 millions d'euros ;
 . affectation à la Cnaf de 13 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (202 millions d'euros) ;
 . suppression de la contribution de la Cnaf au financement du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille (**Fastif**) qui est financé par l'Etat et l'Union européenne¹¹ ;
 . création du Forec ;
 . suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, suppression de la contribution de la Cnaf au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle ;

2001 . **suppression totale du remboursement de la majoration d'Ars par l'Etat** (avec intégration de la majoration dans la prestation de base) ;
 . la Cnaf est privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée ;

2006 . remplacement du dispositif de prise en charge des cotisations par l'Etat par une série d'**impôts et taxes affectés** (sauf pour les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche) ;
 . élargissement de l'assiette de la Csg aux intérêts et primes des comptes et des plans d'épargne logement (**Pel**) ouverts depuis plus de dix ans ;

2009-10 . l'Api métropole est remplacée par le Rsa en janvier 2009. L'Api et l'Aah ne relèvent plus du Fnpf en janvier 2010.

. Le financement par des **impôts et taxes affectés** reste relativement ponctuel jusqu'en **2006**. Depuis cinq ans, la part de ce financement dans les recettes de la branche oscille entre 7,4 % et 8,2 % (**7,6 %** en 2010 contre 0,7 % en 2005). Parallèlement, la part des cotisations prises en charge par l'Etat se situe à 1,3 % en 2010 contre 7,3 % en 2005.

2,4 % pour les autres recettes

. La prise en charge des **cotisations d'Af par la Cnam** correspond à la part des cotisations des médecins conventionnés du secteur 1, prise en charge par la Cnam¹² (**301,4 millions** en 2010). La progression des revenus et une modification progressive des assiettes de cotisation intervenue depuis 2005 expliquent la forte progression de ce poste en 2008 (+ 30 % en volume). Ces cotisations régressent en volume de - 6,2 % en 2009 et de - 7,6 % en 2010 (+ 28 % depuis 2000).

. 302 millions de recettes de gestion¹³ :

- Les recettes de gestion (227,4 millions d'euros) versées à la Cnaf pour la gestion des prestations de logement¹⁴ relevant du Fnal ont progressé en volume de + 0,5 % en 2010.

- Le Fnsa (fonds national Rsa) a remboursé à la Cnaf les frais de gestion du Rsa (métropole) à hauteur de 98,2 millions d'euros en 2009 et de 74,8 millions en 2010.

. En 2010, les produits exceptionnels¹⁵ (604 millions d'euros) sont relativement faibles, dont 290 millions de reprises sur provisions et 23 millions de revenus des capitaux.

. La prise en charge du complément Aeeh par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) s'élève à 13 millions d'euros en 2010.

54,1 milliards d'euros de charges

Les charges de la branche Famille (54,10 milliards d'euros, y compris 0,02 million d'Aah et d'Api) excluent les prestations relevant du Fnal, le Rsa, le Rmi et les différentes aides à l'emploi.

92,7 % des charges (*hors Aah et Api qui sont remboursées par l'Etat*) correspondent à des **dépenses de prestations** légales, extra-légales ou à des **transferts** servant au financement de prestations. Les prestations familiales directes constituent le poste le plus important des dépenses de la branche (63,6 %), suivi par les transferts à la Cnav, à la

Cnam et au Fsv (15 %), la contribution de la Cnaf au Fnal (7,5 %), les dépenses d'action sociale (6,6 %).

Les dépenses de gestion administrative représentent 4,8 % des charges, les autres dépenses¹⁶ 2,5 % (contre 3,1 % en 2009).

Hors Aah et Api, les charges de la branche Famille ont régressé **en volume de - 0,3 % en 2010**, après + 3,4 % en 2009, + 2,5 % en 2008, avec une progression de + **29 % entre 2000 et 2010**.

+ 5,1 milliards d'euros constants 2010 en dix ans pour les prestations directes du Fnpf hors Aah et hors Api

La progression (+ 5,1 Md€2010 depuis 2000 après déduction des remboursements par l'Etat) des dépenses de prestations directes (34,4 milliards d'euros) se décompose de la façon suivante :

- + 3,7 Md€2010 pour les prestations **jeune enfant** (12,4 milliards), dont + 3,2 Md€2010 pour la participation aux frais de garde des enfants (*cf. chapitre 2 et T1PF 2121*) ;
- + 0,8 Md€2010 pour les charges relatives au **logement** relevant du Fnpf (4,2 milliards).
- l'allocation d'éducation de **l'enfant handicapé** et l'allocation journalière de présence parentale (+ 0,3 milliard) ;
- l'allocation de **soutien familial** (+ 0,2 milliard) ;
- le **complément familial** (- 0,2 milliard) ;
- l'allocation de **rentrée scolaire** (- 0,1 milliard) ;
- les **allocations familiales** (- 0,5 milliard).

Les dépenses de **prestations directes du Fnpf** s'élèvent à 34,4 milliards d'euros en 2010 (*hors Aah, Api et Aliv*). Elles ont progressé de + 17 % en volume entre 2000 et 2010 (- 0,9 % en 2010), contre + 13 % pour l'ensemble des charges de la branche (*hors Aah et Api*). En 2010, la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), qui sert de base au calcul de la plupart des prestations « Famille », est supérieure de + 0,9 % en euros constants à celle de 2000.

Par ailleurs, la contribution de la Cnaf au Fnal¹⁷, (4,01 milliards) progresse de + 0,36 Md€2010 (+ 9,8 %). Ce financement correspond à l'Alf qui serait versée si l'Apl n'existait pas. La participation de la Cnaf au financement de l'Apl progresse en euros courants de + **1,6 % en 2010**, après + 2,5 % en 2009, + 4,4 % en 2008, 0 % en 2007 et + 1 % en 2006 (*cf. données disponibles, incluant les régularisations comptabilisées jusqu'en 2010 pour les différents exercices T1PF 6991*).

La part de l'Apl financée par la Cnaf en 2010 est de **56,7 %** des dépenses tous régimes (y compris les indus...).

+ 4,17 milliards d'euros constants 2010 en dix ans pour les transferts correspondant à des prestations financées mais non versées par la Cnaf

Les prestations indirectes (8,1 milliards d'euros) correspondent à des transferts à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, au fonds national de solidarité vieillesse (Fsv) et à la Caisse nationale d'assurance maladie.

- Les cotisations vieillesse des parents au foyer (**Avpf**, cf. chapitre 4) correspondent à des versements de cotisations de la Cnaf à la **Cnav**. Ils ont été estimés à 4,4 milliards d'euros pour la validité 2010 pour un nombre de bénéficiaires de l'ordre de 1 515 000.

- La Cnaf finance le **congé de paternité** (0,26 milliard d'euros, y compris 1 % de frais de gestion¹⁸) versé par les caisses d'assurance maladie et divers organismes.

- En 2010, la Cnaf prend en charge **85 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** : 3,6 milliards d'euros (+ 23 % entre 2009 et 2010 après + 21 % entre 2008 et 2009, cf. encadré 7).

Encadré 7 : Fonds de solidarité vieillesse

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive par la Cnaf de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge est de :

- . 15 % en 2001, soit 437 millions d'euros ;
- . 30 % en 2002, soit 902 millions d'euros ;
- . 60 % de 2003 à 2008 ;
- . 70 % en 2009 : 2 882,8 millions d'euros en 2009, soit 497 millions de plus qu'en 2008 ;
- . **85 % en 2010** : 3 599,8 millions d'euros en 2010, soit 717 millions de plus qu'en 2009 ;
- . 100 % en 2011.

- Suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, la Cnaf ne contribue plus au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle (375 millions d'euros 2009 en 1999, dernier exercice de contribution).

+ 3 milliards d'euros constants 2010 en dix ans pour les autres postes dont + 0,96 milliard pour l'action sociale, + 1,05 milliard pour la gestion

L'exercice 2001 a été marqué par des modifications relatives à l'affectation des dépenses par fonds¹⁹.

• **Action sociale : 3,55 milliards d'euros**

Le tableau T1PF 661 distingue :

- . une définition statistique des prestations extra-légales²⁰ (4,18 milliards d'euros en 2010) correspondant aux dépenses réelles de l'exercice, y compris les opérations en capital, le prélèvement sur les réserves du fonds d'investissement pour la petite enfance, Fipe) ;

- . les dépenses du fonds national d'action sociale (Fnas, 4,04 milliards d'euros dont 2,30 millions financés par prélèvement sur les réserves du Fipe).

Le taux moyen d'évolution du Fnas²¹ est de + 7,5 % sur la période de la Cog 2009-2012. Il permet de financer de nouvelles mesures dans le secteur de la petite enfance et de la jeunesse notamment : un septième plan crèches (plan crèches pluriannuel d'investissement), des aides à l'installation des assistants maternels, à l'investissement pour les jardins d'éveil, au fonctionnement des réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents.

- . les dépenses consolidées d'action sociale hors opérations en capital (3,55 milliards d'euros).

* Les statistiques financières²² de prestations extra-légales (As) ont progressé de + 64 % en euros constants²³ depuis 2000 (avec + 3,8 % en 2010²⁴) :

- les dépenses relatives à **l'accueil des jeunes enfants** (2,22 milliards d'euros) ont été multipliées en volume par 2,1 depuis 2000 (avec + 5,9 % en 2010). Leur part dans les dépenses d'As est passée de 42 % en 2000 à 53 % en 2010 ;

- les prestations relatives au **temps libre des familles** (0,97 milliard) ont progressé de 92 % depuis 2000 (de + 0,7 % en 2010 après + 2,0 % en 2009). Elles représentent 23 % des dépenses ;

- les dépenses concernant **l'accompagnement social des familles** (0,44 milliard) ont régressé de - 6,4 % en volume entre 2000 et 2010 (avec - 1,1 % en 2010, - 0,3 % en 2009). Leur part dans l'ensemble des prestations extra-légales n'est plus que de 11 % en 2010 contre 18 % en 2000.

- l'animation et la vie sociale représentent 7 % des dépenses d'As, le logement 4 %.

Encadré 8 : L'action sociale des Caf en quelques dates

Les dépenses du Fnas ont deux finalités : améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants, en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale et en soutenant les relations sociales de proximité ; mieux accompagner les familles en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales, en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat, enfin en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables.

Depuis 1984, l'évolution des dépenses du Fnas a été marquée par les faits suivants :

- 1984 . création de la prestation de service contrat crèche ;
- 1986 . décentralisation de l'enveloppe relative aux vacances ;
- 1987 . majoration de la prestation de service centres sociaux et création de la prestation de service aides ménagères ;
- 1988 . création de la prestation de service contrat enfance ;
- 1989 . crédit pour la formation des assistantes maternelles ;
- 1991 . extension des contrats enfance aux Dom ; les prestations assistantes maternelles deviennent une prestation légale (Afeama) ;
- 1993 . 48,78 millions d'euros d'aide forfaitaire versés aux adultes handicapés ;
- 1995 . mise en œuvre de la loi Famille ;
- 1998 . lancement du dispositif contrat temps libre ;
- 2000 . réforme de la prestation de service crèche ;
- 2001 . mise en place du budget unique de gestion (transfert des frais de pilotage, gestion et informatique au budget de Fnga) ;
 . lancement du fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) ;
- 2002 . lancement de l'aide exceptionnelle à l'investissement des structures d'accueil de la petite enfance (Aei, cf. chapitre 7) ;
 . mise en place de la prestation de service unique ;
- 2004 . dispositif d'aide à l'investissement petite enfance. Ce troisième plan crèche est doté de 200 millions d'euros et finance aussi bien des crèches gérées par des entreprises spécialisées que des crèches gérées par des communes ou des associations, pour les habitants d'une commune ou les salariés d'une entreprise ;
- 2005 . intégration des fonctionnaires de l'Etat, des agents de La Poste et de France Télécom ;
 . fin des contrats crèches, intégrés dans les contrats enfance ;

- 2006 . les contrats enfance et jeunesse (Cej) mis en place au 1^{er} juillet remplaceront, à terme, les contrats enfance et les contrats temps libres. Ces nouveaux contrats permettent de concilier développement de l'offre, sélectivité territoriale et maîtrise des financements²⁵ ;
- 2007 . le fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse (Facej) est doté de 20 millions d'euros (principalement au profit des territoires « rural fragilisé » et « zone urbaine sensible ») ;
 . financement des premières micro-crèches par la Ps ou la Paje ;
 . réforme du financement de l'aide à domicile et des accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) ;
- 2008 . mise en place du site internet mon-enfant.fr (information des familles sur l'offre d'accueil) et du Siej (système d'information enfance jeunesse, pour la transmission de données de gestion) ;
- 2009 . prime d'installation versée aux assistants maternels nouvellement agréés, s'engageant à rester un minimum de trois ans dans la profession (300 euros, majorée de 200 euros dans des zones où le taux de couverture est inférieur à la moyenne départementale) ;
 . Regroupements autorisés d'assistants maternels (expérimentations menées depuis quatre ans dans le département de la Mayenne) ;
- 2010 . harmonisation des prestations de service sur les secteurs de l'enfance et de la jeunesse dans les Dom ;
- 2011 . indicateurs nationaux de suivi du socle national de travail social.

Les plans crèches : création de fonds spécifiques d'action sociale :

Mis en œuvre à partir de 2001, le fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) a financé la création de places nouvelles et le réaménagement de crèches existantes. Fin 2010, le Fipe dispose de 9,13 millions de réserves (cf. T1PF 681).

D'autres fonds, financés sur cotisations sociales, ont pris le relais : l'aide exceptionnelle à l'investissement (Aei, 2002), le dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe, 2004), le dispositif d'investissement petite enfance (Dipe, 2005), le plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Païppe, 2007) et son fonds d'abondement (Fapaïppe, 2008), le plan crèches pluriannuel d'investissement (Pcpi, 2009) qui, avec le Fipe, représentent **1 576 millions d'euros de crédits mis depuis 10 ans à la disposition des porteurs de projets pour créer des crèches.**

| Dépenses Caf en euros constants | Structure | | Rapport | Evolution |
|--|-----------|-------|-----------|-----------|
| | 2000 | 2010 | 2010/2000 | 2010/2009 |
| Prestations extra-légales | 100 % | 100 % | 64,1 % | 3,8 % |
| Accueil des jeunes enfants | 42 % | 53 % | 105,1 % | 5,9 % |
| Temps libre des familles | 20 % | 23 % | 92,0 % | 0,7 % |
| Accompagnement social des familles | 18 % | 11 % | -6,4 % | -1,1 % |
| Animation et vie sociale | 10 % | 7 % | 23,8 % | 4,1 % |
| Logement et habitat | 8 % | 4 % | -22,2 % | 2,9 % |
| Autres : P. supplémentaires, œuvres... | 2 % | 2 % | 110,5 % | 12,1 % |

* Les dépenses de **prestations de service** (3 milliards d'euros) ont progressé en volume de + 23 % depuis 2005 (de + 6,2 % en 2009, cf. TIPF 6913).

| Evolution (en euros constants) | 2010 | 2010/2009 | 2010/2005 |
|--|--------------|--------------|---------------|
| Ensemble des prestations de service | 3 001 | 6,2 % | 23,0 % |
| Prestation de service ordinaires | 2 042 | 11,4 % | 47,6 % |
| Prestation de service contrats enfance | 548 | -5,1 % | -20,1 % |
| Prestation de service contrats temps libre | 411 | -0,8 % | 10,7 % |

- La progression des prestations de service ordinaires (+ 48 % en volume en cinq ans) provient de la création de nouvelles places d'accueil en crèche, de l'extension aux Dom des prestations de service ordinaires et du passage d'un grand nombre de caisses à la prestation de service unique (Psu). Par ailleurs, une hausse de la fréquentation des places est induite par la pénalisation des établissements qui n'atteignent pas 70 % de taux de fréquentation.

- La croissance des contrats temps libre (+ 11 % en volume depuis 2005) s'explique par la multiplication des actions financées, l'augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et de la hausse des taux de cofinancement.

En 2005, une majoration du taux du régime général (+ 2,8 %) a été effectuée par les caisses pour tenir compte de l'accès des fonctionnaires aux équipements²⁶. Par ailleurs, suite à l'intégration des fonctionnaires au régime général, la ligne contribution publique contrats crèches n'est alimentée en 2005 qu'à concurrence de 2 millions contre 60 millions en 2004. Toutefois, le taux de cotisation des régimes spéciaux²⁷ n'est majoré qu'à compter du 1^{er} janvier 2006 pour les allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf²⁸ (soit 5,4 % comme le régime général au lieu de 5,2 %).

- **Fonds national de gestion administrative : 2,04 milliards d'euros**

Les dépenses de gestion peuvent être définies selon des méthodologies différentes. Elles s'élèvent à :

. 2,60 milliards de charges de gestion courante²⁹ (consolidées Cnaf, Caf, Certi et Cnedi, hors opérations en capital, - 5 % en volume en 2008,

+ 19 % en 2009, + 12,2 % en 2010, + 18 % depuis 2005) ;

. 2,04 milliards d'euros si l'on prend en compte les **dépenses du Fnga, compte tenu du solde des opérations en capital**. Ces dépenses ont progressé en monnaie constante de + 2,9 % en 2008, de + 12 % en 2009, de + 3 % en 2010, de + 21 % entre 2005 et 2010 contre + 8,5 % entre 2000 et 2005 (cf. TIPF 671).

Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution :

- **en 2000**, compte tenu des difficultés rencontrées par la branche Famille pour atteindre les engagements de service, la Cnaf a négocié avec l'Etat et obtenu 720 emplois complémentaires. Ces emplois ont permis, notamment, de consolider les moyens précaires recrutés lors des exercices précédents pour la montée en charge de Cristal ;

- **l'exercice 2001**, première année de la deuxième Cog, est marqué par les cinq faits suivants :

- la mise en œuvre d'un budget unique de gestion avec le transfert de la gestion administrative de l'action sociale vers le Fnga ;

- les conséquences de la **mise en œuvre de l'euro** avec la remontée au niveau national de tous les fonds non comptabilisés au 31 décembre 2001. Cette décision a facilité les opérations de conversion, mais elle a minoré artificiellement la consommation 2001 et majoré celle de 2002 (374 millions de francs) ;

- la **mise en œuvre de l'Artt courant 2001** dans la branche Famille avec la création de 1 415 emplois en gestion administrative. **La création de ces emplois s'étale sur 2001 et 2002 ;**

- la suppression, à compter de 2001, du financement, par le Fnga des caisses nationales, des dépenses de gestion de la branche Recouvrement, ce qui minore les dépenses du Fnga de la branche Famille. Le financement de l'**Acoss** par la Cnaf (156 millions d'euros en 2003) est financé par le Fnpf. Les tableaux statistiques regroupent, sous la rubrique « gestion », la contribution du Fnpf au Fnga de l'Acoss et de l'Ucanss ;

- la **Cog 2001-2004 n'a été signée que mi-2001** et les projets n'ont pu être menés à leur terme durant le deuxième semestre 2001. La sous-consommation des crédits en 2001 qui en découle explique en partie le fort taux d'évolution des dépenses en 2002 ;

- l'acquisition d'un nouveau siège pour la Cnaf majore les **dépenses 2002** de 72 millions d'euros ;

- en excluant les dépenses exceptionnelles 2002 qui mineurent artificiellement l'évolution 2003, l'évolu-

tion entre 2002 et 2003 se situe à près de 9 %. Cette progression importante est due notamment à **l'effet report de l'Artt** et à la concrétisation des plans d'investissement dans les Caf ;

- **l'exercice 2005**, première année de la troisième Cog, est marqué par les deux faits suivants :

. les projets, notamment d'investissement, n'ont pu que très partiellement être concrétisés, la signature de la Cog 2005-2008 ayant été tardive ;

. la mise en œuvre des nouvelles classifications des agents et des cadres en février 2005 et des agents de direction mi-2005. Ces deux dispositifs privilégient dorénavant la valorisation des compétences au détriment de l'ancienneté.

- **les exercices 2006 à 2008** ont vu, pour la première fois depuis des années, une inversion de tendance des effectifs de gestion administrative de la branche Famille puisque la Cog 2005-2008 avait prévu la suppression de 900 emplois budgétaires durant les années 2006 à 2008 soit 300 emplois par an.

Parallèlement, conformément aux engagements de la Cog, les caisses ont fait un effort important en matière de dépenses de fonctionnement hors personnel en regroupant leurs marchés d'achats de fournitures, en réalisant des économies d'énergie dans le cadre d'une démarche de développement durable.

De plus, l'exercice 2008 étant la dernière année de la Cog, le volume d'investissement est important compte tenu de la concrétisation, la dernière année de la Cog, de projets notamment immobiliers d'envergure.

- L'exercice 2009, première année de la quatrième Cog, permet de constater une évolution importante des dépenses d'environ 10 % par rapport à 2008. Cette évolution est liée à plusieurs phénomènes :

. Le plus important est la création du Rsa à compter du 1^{er} juin 2009. Pour faire face à cette charge, la branche a obtenu la création et le financement de 1 257 emplois Cdi (60 millions d'euros dont 40 millions pour le personnel et 20 millions pour le fonctionnement) et des crédits exceptionnels pour accompagner la montée en charges (30 millions pour le personnel, Cdd, Hs, et 10,36 millions pour le fonctionnement). Les emplois seront progressivement restitués à compter de 2010 pour atteindre un solde positif de 80 emplois en fin de Cog (2012).

. L'intégration, à compter de janvier 2009, des coûts liés à la prise en charge des cotisations mutuelle par les employeurs (11 millions d'euros pour le Fnga) en conformité avec le protocole Ucanss agréé.

. L'impact financier de protocoles salariaux spécifiques aux Dom suite aux divers mouvements sociaux du début 2009. L'impact pour le Fnga est de 5,23 millions d'euros en 2009 et de 6,93 millions à compter de 2010 (année pleine).

- **L'exercice 2010** s'inscrit dans la continuité de celui de 2009 avec la poursuite de la montée en charge du Rsa et du Rsa jeune. Par ailleurs, le transfert de la gestion des Ccapex³⁰ représente une charge supplémentaire pour la branche Famille (estimée à 176 Etp) qui n'a pas fait l'objet d'un financement complémentaire et ainsi contraint les ressources du Fnga. En outre la branche a également financé, sans moyens complémentaires, la prise en charge d'une partie des effectifs affectés au Rsa Dom à compter de septembre 2010.

. De plus, la négociation de la **Cog 2009-2012** prévoit un Gvt positif de 2 % par an avec un financement de 1 %, le solde étant autofinancé sur les départs en retraite.

Encadré 9 : Règles budgétaires... Cog

A compter de 1988, une réforme du dispositif budgétaire a été mise en œuvre en matière de gestion. Cette réforme a conduit la Cnaf, avec l'accord des pouvoirs publics, à définir de nouvelles règles budgétaires :

- *une limite financière déterminée préalablement à l'élaboration du budget : c'est la notion de crédit de référence ;*
- *le crédit de référence est calculé sur une base connue de tous, visant à réduire progressivement les écarts de coût entre les Caf ;*
- *à l'intérieur de la limite financière, le gestionnaire peut décider des dépenses prioritaires. C'est le total de la dépense qui est limité. Sauf déviation manifeste, la tutelle n'intervient que si la limite financière est dépassée.*

Grâce à une approche budgétaire pluriannuelle, d'une part, le gestionnaire connaît les règles d'évolution des ressources sur une période de trois à quatre ans et, d'autre part, il peut prévoir un report d'économies d'une année sur l'autre, les économies réalisées restant disponibles pour la caisse sous réserve d'atteinte des engagements de service.

Une nouvelle **convention d'objectifs et de gestion**³¹ (Cog) a été signée pour la période **2009-2012**.

¹ Toutefois, la participation de la Cnaf au financement du Fnal figure en dépenses de la branche. La participation du Fnal aux frais de gestion en recettes de la branche.

² Source 2010 : rapport de septembre 2011 de la Ccsc page 20 ; cf. T1PF 794 pour le Pib en volume 2002-2008.

| Evolution | Pib en volume France | Masse salariale | Effectifs salariés | Salaire moyen par tête |
|-----------|----------------------|-----------------|--------------------|------------------------|
| 2005 | 2,0 % | 3,3 % | 0,4 % | 2,9 % |
| 2006 | 2,9 % | 3,5 % | 1,2 % | 3,3 % |
| 2007 | 3,4 % | 4,9 % | 1,8 % | 3,1 % |
| 2008 | - 0,3 % | 3,4 % | 0,7 % | 2,7 % |
| 2009 | - 2,7 % | - 1,3 % | - 2,4 % | 1,1 % |
| 2010 | 1,5 % | 2,0 % | - 0,2 % | 2,2 % |

Après la récession historique de 2009, la zone euro a connu une reprise modérée en 2010 avec une croissance moyenne de + 1,8 % (contre - 4,1 % en 2009 ; avec + 3,7 % en 2010 pour l'Allemagne après - 4,7 % en 2009). La France devrait retrouver en 2011 son niveau de Pib de 2008 alors que l'Allemagne dépasserait son niveau d'avant la crise d'environ 2 %.

³ Cf. rapport de juin 2009 de la Ccsc page 229 et fiche 6-2.

A compter de janvier 2008, les Eti ne connaissent qu'un seul interlocuteur, le régime social des indépendants (Rsi) qui gère l'ensemble de leurs cotisations et contributions sociales. Le recouvrement des cotisations et contributions sociales est assuré à la fois par le Rsi et les Urssaf.

Par ailleurs, la coordination entre le Rsi et les Urssaf est renforcée par la mise en place de comités de concertation et de coordination au niveau national et local, chargés d'assurer une plus grande cohérence dans le traitement des dossiers des artisans et commerçants qui sont à la fois travailleurs indépendants et employeurs.

Les travailleurs indépendants qui rencontrent des difficultés financières pour s'acquitter de leurs cotisations peuvent désormais bénéficier d'un fonds social géré par leur régime et qui peut prendre en charge tout ou partie de l'ensemble de leurs cotisations et contributions.

Enfin, les modalités de recouvrement sont fortement simplifiées et le prélèvement mensuel privilégié afin de faciliter le paiement des cotisations et contributions sociales.

Cependant ce nouveau dispositif a impliqué une forte hausse des charges portant sur les produits (admissions en non-valeur plus dotations nettes sur les créances).

Par ailleurs, il est à noter que la baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par la suppression de la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N - 1). Un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006.

⁴ Les dépenses relatives à la majoration de l'Aeoh accordée aux personnes isolées (créée en 2006) sont remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité

pour l'autonomie (13,06 millions d'euros en 2010). Cette recette figure en transferts reçus et non en remboursement de prestation.

⁵ Cf. chapitre 8, brochure PF2006.

⁶ Cf. rapport de septembre 2011 de la Ccsc page 12. Le schéma de financement associé à la reprise de dette de 2011 a comporté le transfert de la Cnaf à la Cades de 0,28 point de CSG (soit 3,3 Md€ en 2011). La Cnaf a reçu en compensation le produit de trois recettes fiscales pour un rendement estimé à 3,5 Md€ en 2011.

⁷ En 2006, la mise en place de la mesure de taxation des plans d'épargne logement ouverts depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 milliard d'euros (+ 240 millions pour la Cnaf). Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression depuis 2006 de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 millions).

⁸ L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (158 millions d'euros en 2010) et d'aide à l'embauche (276 millions) ainsi que les mesures diverses (176 millions, cf. T1PF 682).

⁹ L'ensemble de la Csg a progressé de + 17 % depuis 2005 en euros courants, avec + 1,4 % en 2010 après - 1,4 % en 2009 (cf. T1PF 6853-54) avec :

- . + 0,8 % pour la Csg sur les revenus d'activité ;
- . + 6,8 % pour la Csg sur les revenus de remplacement ;
- . - 1,8 % pour la Csg sur les revenus du patrimoine et des placements.

¹⁰ Cf. renvoi 1 du chapitre 8 PF2006 pour le principe d'une garantie des ressources à la branche Famille.

¹¹ Les comptes du Fastif ne sont plus repris dans les comptes de la Cnaf en 2001. Ils figurent en recettes et en dépenses en 2000.

¹² Cf. rapport de juin 2009 de la Ccsc fiche 10-2.

* Afin d'inciter les médecins à adhérer au secteur conventionnel, un système de prise en charge partielle par l'assurance maladie de certaines cotisations sociales a été mis en place en 1960...

- Jusqu'en 2005, la prise en charge par l'assurance maladie des cotisations des professionnels de santé proportionnelles au revenu avait pour assiette les revenus conventionnels imposables.

- Dès 2005, les cotisations maladie des médecins furent prises en charge sur la base de leurs revenus hors dépassements de N - 2 et les cotisations famille sur la base de leurs revenus hors dépassements de N - 1.

- Un changement d'assiette similaire est entré en vigueur en 2007 pour les chirurgiens dentistes, en 2008 pour les infirmières et les masseurs-kinésithérapeutes et en 2009 pour les orthoptistes et les podologues.

* Par ailleurs, depuis janvier 2005, seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam. Suite à cette mesure, la contribution régresse en volume (- 3,2 % en 2006, - 3,5 % en 2007).

¹³ Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

¹⁴ Ces frais de gestion au titre des allocations logement étaient conventionnellement fixés à 2 % des prestations versées. L'Etat prenait en charge ces frais :

- pour la totalité de l'Als ;
 - sur la partie de l'Alt servie par la Cnaf pour le compte de l'Etat (50 % du montant global) ;
 - à compter de 2006 (avec application rétroactive en 2005), l'Etat prend en charge la totalité des frais relatifs à l'Apl.
- « Pour l'Apl, jusqu'en 2004 inclus, la prise en charge s'est faite à hauteur du taux de contribution au Fnh » (source : rapport de juin 2009 de la Ccss page 49). Cf. PF2006 chapitre 8, pour l'historique du calcul des frais de gestion.

¹⁵ Les produits 2006 ont été majorés suite à deux régularisations :

- l'inscription de produits exceptionnels au titre de l'annulation d'une dette envers les régimes agricoles indûment comptabilisée lors d'exercices passés (222 millions d'euros) ;
- à compter de 2005, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Les produits divers 2007 retenus dans cette brochure (1 milliard d'euros, T1PF 6511) correspondent aux produits comptables (hors contribution du Fnal au frais de gestion) minorés du montant des produits correspondant à des régularisations comptabilisées en débit relatives à l'Avpf (- 290,07 millions). Les dépenses diverses comptabilisées sont minorées de ce même montant.

Les reprises sur provisions passent de 416 millions en 2008 à 904 millions en 2009 (cf. T1PF 622).

¹⁶ Les dépenses diverses 2007 sont minorées dans leur présentation statistique du total des débits relatifs aux régularisations Avpf sur exercices antérieurs comptabilisées en 2007 (- 290 millions d'euros). Les recettes diverses sont minorées du même montant : le solde des régularisations Avpf figure ainsi en produit.

Suite à une révision de leurs modalités de calcul des dotations pour provisions sur indus et rappels, celles-ci ont augmenté de 538 millions d'euros en 2008, soit un point de croissance des charges nettes (cf. rapport de juin 2009 de la Ccss page 225 et page 69).

¹⁷ Au titre de l'allocation logement virtuelle (Alv) et de la participation au financement de l'aide aux associations. Le tableau T1PF 6991 suit depuis 2005 les dépenses d'Alv (en détaillant l'estimation initiale et les régularisations sur exercices antérieurs), le taux de financement de l'Alv par la Cnaf. Le tableau T1PF 6990 suit ce taux de contribution de 1978 à 1993.

Il est à noter que la contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

- Par ailleurs, la contribution de la Cnaf est fixée à 48 % des aides aux associations (Alt).

¹⁸ Pris après la naissance de l'enfant, ce congé a une durée maximale de onze jours calendaires (samedis, dimanches et jours fériés compris). Il est au maximum de 18 jours calendaires en cas de naissances multiples. Cette prestation s'apparente à une indemnité journalière maladie dans son mode de calcul. Les jours de congé de paternité se cumulent avec le congé de naissance de trois jours accordés aux salariés pour la naissance de l'enfant.

¹⁹ Les dépenses de gestion relatives à l'action sociale, qui relevaient du Fnas jusqu'en 2000, ont été transférées au Fnga (212 millions d'euros en 2000).

La contribution de la Cnaf au Fastif figurait en dépenses de la Cnaf. En 2000, l'Etat prend à sa charge cette contribution de la Cnaf (150 millions d'euros de recettes). Les dépenses de ce fonds ne sont plus reprises dans les comptes de la Cnaf à compter de 2001.

²⁰ Source : Cnaf - Dser Justinia Clément, Fascicules d'Action sociale (données disponibles depuis 1995). Les prestations de service et les dépenses d'action sociale des Caf regroupent les ressources du Fnas (dotations limitatives par Caf) et les ressources propres aux Caf (remboursements de prêts, prélèvements sur fonds de roulement, produits d'amortissement).

²¹ Cf. rapport 2010 de l'Agent comptable page 14.

²² La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale des Caf par exercice diffère des dépenses consolidées d'action sociale, ces dernières excluant entre autres les opérations en capital.

²³ C'est-à-dire après neutralisation des prix hors tabac et non de l'évolution de l'indice mixte prix-salaire retenu pour la revalorisation du budget de l'action sociale.

²⁴ + 12,3 % en 2005, - 1,3 % en 2006, + 2,6 % en 2007 et + 0,9 % en 2008, + 2,3 % en 2009.

²⁵ Source : Cnaf - La lettre des allocations familiales, n°7.

²⁶ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 48.

²⁷ Cf. Cnaf L'agence d'information n°783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

²⁸ Il reste fixé à 5,2 % pour la Sncf, la Ratp et Edf-Gdf.

²⁹ Fnga + budget des œuvres, hors opérations en capital.

³⁰ Ccapex : Commission de coordination des actions de prévention des expulsions ; Etp : équivalent temps plein.

³¹ Le deuxième contrat pluriannuel s'est terminé en 1993. Un troisième contrat a été signé pour les exercices 1994 à 1996. Les périodes couvertes vont ensuite de 1997 à 2000 pour la première Cog, de 2001 à 2004 pour la deuxième Cog, de 2005 à 2008 pour la troisième Cog.

Le protocole d'accord signé dans le cadre des négociations relatives à la convention d'objectifs et de gestion pour 2009 à 2012 permet, d'une part, une évolution des crédits d'action sociale de + 7,5 % par an, d'autre part, le recrutement immédiat de 250 emplois supplémentaires pour les Caf, qui s'ajoutent aux 1 007 déjà accordés au titre du Rsa.

TIPF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

| Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros | 1978 CNAF | 1980 CNAF | 1990 CNAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 CNAF | 2010 Branche F. |
|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| 1. Cotisations sociales | 8 957,60 | 11 706,71 | 26 022,85 | 22 793,26 | 27 815,11 | 29 908,64 | 30 576,82 | 31 295,63 | 32 086,39 | 32 842,80 | 31 292,78 | 32 347,93 | 33 703,39 | 33 845,37 | 34 397,03 | 34 397,03 |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 8 957,60 | 11 706,71 | 25 494,92 | 19 944,60 | 24 837,48 | 26 471,67 | 27 046,47 | 27 713,98 | 28 301,25 | 29 321,33 | 30 449,73 | 31 383,97 | 32 585,93 | 32 832,45 | 33 426,93 | 33 426,93 |
| Cotisations sociales sur salaires | 8 453,45 | 11 035,94 | 22 836,51 | 17 721,59 | 21 997,81 | 23 341,02 | 23 911,25 | 24 434,80 | 25 117,15 | 25 950,94 | 26 910,69 | 27 719,44 | 28 375,67 | 28 430,47 | 29 298,12 | 29 298,12 |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 491,34 | 655,84 | 2 618,46 | 2 202,58 | 2 659,93 | 2 975,66 | 3 017,46 | 3 167,28 | 3 081,08 | 3 269,51 | 3 429,66 | 3 554,33 | 4 127,91 | 4 287,32 | 4 004,80 | 4 003,14 |
| Majorations et pénalités | 12,81 | 14,94 | 39,94 | 20,43 | 179,74 | 154,99 | 117,76 | 111,90 | 103,02 | 100,89 | 109,38 | 110,20 | 82,36 | 114,66 | 124,01 | 125,67 |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | | 527,93 | 2 848,66 | 2 977,63 | 3 436,97 | 3 530,35 | 3 581,65 | 3 785,14 | 3 521,46 | 843,05 | 963,96 | 1 117,46 | 1 012,92 | 970,10 | 970,10 |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | | 427,92 | 2 660,69 | 2 777,01 | 3 233,20 | 3 307,37 | 3 345,58 | 3 513,48 | 3 255,15 | 580,92 | 707,42 | 775,00 | 691,50 | 668,72 | 668,72 |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | | 100,01 | 187,97 | 200,62 | 203,78 | 222,98 | 236,08 | 271,66 | 266,31 | 262,14 | 256,54 | 342,45 | 321,42 | 301,38 | 301,38 |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | | 683,73 | 6 648,15 | 8 930,12 | 9 312,40 | 9 482,74 | 9 723,35 | 9 993,41 | 10 759,50 | 14 578,26 | 15 602,03 | 16 394,50 | 16 121,80 | 16 081,40 | 16 081,40 |
| Contribution sociale généralisée | | | | 6 541,89 | 8 728,14 | 9 302,63 | 9 482,74 | 9 723,35 | 9 993,33 | 10 431,91 | 11 083,81 | 11 656,70 | 12 170,96 | 11 978,81 | 12 163,69 | 12 163,69 |
| Autres impôts et taxes affectés | | | 683,73 | 106,26 | 201,98 | 9,77 | 0,001 | | 0,08 | 327,60 | 3 494,45 | 3 945,33 | 4 223,54 | 4 142,99 | 3 917,71 | 3 917,71 |
| 1% sur le revenu des personnes physiques (COPH).... | | | | | | | | | | 327,60 | 0,95 | 0,11 | | | 2,73 | 2,73 |
| Impôts et taxes liés à la consommation | | | | | | | | | | | 1 297,74 | 1 514,18 | 1 600,52 | 1 552,20 | 1 329,11 | 1 329,11 |
| Taxe sur les salaires | | | | | | | | | | | 1 673,46 | 1 866,34 | 2 062,73 | 2 013,95 | 2 005,12 | 2 005,12 |
| TVA brute collectée par les commerçants | | | | | | | | | | | 522,30 | 560,69 | 560,29 | 576,83 | 580,76 | 580,76 |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 100,77 | 190,10 | 175,62 | 214,04 | 230,20 | 233,58 | 211,86 | 186,97 | 193,43 | 189,68 | 149,04 | 229,38 | 239,43 | 368,42 | 317,09 | 318,57 |
| Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH | 21,04 | 40,09 | 126,69 | 155,80 | 176,21 | 179,88 | 160,72 | 132,21 | 138,37 | 132,12 | 132,64 | 209,29 | 218,21 | 223,04 | 227,40 | 227,40 |
| Contribution aux frais de gestion ALS, ALT, FNAL CANSSM | 19,06 | 28,66 | 50,46 | 56,71 | 66,82 | 70,85 | 75,80 | 76,43 | 80,60 | 80,34 | 82,99 | 209,29 | | | | |
| Contribution aux frais de gestion ALS | | | | | | | | | | | 82,12 | | | | | |
| Contribution aux frais de gestion ALT | | | | | | | | | | | 0,86 | | | | | |
| Contribution aux frais de gestion FNAL CANSSM | | | | | | | | | | | 0,01 | | | | | |
| Contribution aux frais de gestion APL | 1,98 | 11,43 | 76,22 | 99,09 | 109,39 | 109,02 | 84,92 | 55,78 | 57,77 | 51,78 | 49,65 | | | | | |
| Frais de gestion RSA | | | | | | | | | | | | | | 98,20 | 74,77 | 74,77 |
| Contributions, subventions diverses | | | | | | | | | | | | | | 24,32 | 3,33 | 3,33 |
| Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j) | 15,24 | 19,82 | 48,94 | 58,24 | 53,98 | 53,70 | 51,14 | 54,76 | 55,02 | 57,50 | | | | | | |
| Prise en charge du complément AEEH par la CNSA | | | | | | | | | | | 16,34 | 20,07 | 21,22 | 22,86 | 11,58 | 13,06 |
| Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA) | 64,49 | 130,19 | | | | | | | 0,04 | 0,06 | 0,05 | 0,02 | | | | |
| 4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL) | 281,88 | 26,83 | 92,08 | 569,24 | 160,38 | 240,19 | 643,28 | 825,31 | 802,14 | 681,31 | 965,24 | 998,66 | 978,37 | 1 302,84 | 302,04 | 600,35 |
| dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres) | | | | | | | 350,60 | 419,69 | 433,14 | ND | ND | ND | ND | ND | | ND |
| Revenus des capitaux (k) | 1,68 | 19,51 | 77,75 | | 15,78 | 75,60 | | | | | | 52,17 | 122,88 | 34,80 | 8,73 | 23,30 |
| Remboursements PJM (l) | | | 0,91 | 0,30 | | 28,47 | | | | | | | | | | |
| Rec. diverses, prélèv. FIPE, - recettes K FNGA, - rbt PAH, ajust. stat. | 280,20 | 7,32 | 13,42 | 568,94 | 144,60 | 136,12 | | | | | -0,02 | -290,07 | | | 293,31 | |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 9 340,25 | 11 923,65 | 26 974,28 | 30 224,69 | 37 135,80 | 39 694,80 | | | | | | | | | 51 097,56 | |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g) | | | 1 083,00 | 9 274,08 | 11 656,70 | 12 491,58 | 12 732,31 | 13 013,42 | 13 446,55 | 14 012,39 | 15 158,95 | 16 309,24 | 17 160,57 | 16 792,18 | 16 750,12 | 16 749,61 |
| Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 40 914,70 | 42 031,27 | 43 075,37 | 44 473,29 | 46 985,32 | 49 178,00 | 51 315,69 | 51 638,43 | | 51 397,34 |
| 5. Remboursement de prestations par l'Etat (h) | | | 2 420,13 | 4 033,19 | 5 261,88 | 5 053,31 | 5 285,57 | 5 466,14 | 5 771,75 | 6 006,35 | 6 296,10 | 6 582,20 | 6 807,99 | 6 531,62 | 15,90 | 16,41 |
| Allocation de parent isolé (API, depuis 1999) | | | | | 722,39 | 753,65 | 795,79 | 833,16 | 899,71 | 971,73 | 1 064,15 | 1 075,26 | 1 024,34 | 543,80 | | |
| Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément) | | | 2 391,47 | 3 136,79 | 4 028,16 | 4 237,53 | 4 430,47 | 4 577,07 | 4 811,66 | 5 031,85 | 5 230,44 | 5 505,39 | 5 773,35 | 5 965,31 | 14,45 | 14,49 |
| Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i) | | | 28,66 | 34,76 | 50,43 | 54,01 | 57,79 | 55,51 | 60,34 | 2,03 | | | 8,70 | 21,08 | | |
| Autres remboursements | | | | 861,64 | 460,90 | 8,12 | 1,52 | 0,40 | 0,04 | 0,75 | 1,50 | 1,56 | 1,60 | 1,43 | 1,45 | 1,92 |
| Recettes CNAF (FNFP + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 9 340,25 | 11 923,65 | 29 394,41 | 34 257,89 | 42 397,68 | 44 748,11 | | | | | | | | | 51 113,46 | |
| Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) | | | 3 503,13 | 13 307,27 | 16 918,58 | 17 544,89 | 18 017,88 | 18 479,56 | 19 218,30 | 20 018,75 | 21 455,05 | 22 891,44 | 23 968,56 | 23 323,80 | 16 766,02 | 16 766,02 |
| Total des produits de la branche Famille | | | | | | | 46 200,27 | 47 497,41 | 48 847,12 | 50 479,65 | 53 281,42 | 55 760,20 | 58 123,68 | 58 170,05 | 51 113,46 | 51 413,75 |

TIPF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros

| Millions d'euros | | | | | | | 2002 | 2003 | 2004 | CCSS 2005 | CCSS 2006 | CCSS 2007 | CCSS 2008 | CCSS 2009 | CCSS 2010 |
|---|--|--|--|--|--|--|-----------|-----------|-----------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ventilation comptable des charges du compte de résultat | | | | | | | 46 200,27 | 47 497,41 | 48 847,12 | 50 745,14 | 53 281,38 | 57 530,27 | 58 123,64 | 58 170,05 | 51 413,75 |
| A. Cotisations, impôts et taxes affectés | | | | | | | 37 247,12 | 38 092,50 | 42 094,65 | 43 602,30 | 45 871,04 | 47 949,96 | 50 097,89 | 49 967,18 | 50 478,43 |
| Cotisations sociales (idem a) | | | | | | | 27 046,47 | 27 713,98 | 28 301,25 | 29 321,33 | 30 449,73 | 31 383,97 | 32 585,93 | 32 832,45 | 33 426,93 |
| Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c) | | | | | | | 494,94 | 418,93 | 3 527,92 | 3 255,15 | 580,92 | 707,42 | 775,00 | 691,50 | 668,72 |
| Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (a) | | | | | | | 222,98 | 236,08 | 271,66 | 266,31 | 262,14 | 256,54 | 342,45 | 321,42 | 301,38 |
| Autres impôts et taxes affectés (b) | | | | | | | | | | 327,60 | 3 494,45 | 3 945,33 | 4 223,54 | 4 142,99 | 3 917,71 |
| CSG | | | | | | | 9 482,74 | 9 723,35 | 9 993,41 | 10 431,91 | 11 083,81 | 11 656,70 | 12 170,96 | 11 978,81 | 12 163,69 |
| B. Produits techniques | | | | | | | 8 147,63 | 8 446,99 | 5 811,88 | 6 063,85 | 6 312,44 | 6 602,27 | 6 829,17 | 6 554,48 | 29,47 |
| Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j) | | | | | | | 2 863,58 | 2 981,24 | 40,17 | 57,50 | | | | | |
| Prise en charge du complément AEEH par la CNSA | | | | | | | | | | | 16,34 | 20,07 | 21,22 | 22,86 | 13,06 |
| Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h) | | | | | | | 5 284,05 | 5 465,75 | 5 771,71 | 6 006,35 | 6 296,10 | 6 582,20 | 6 807,95 | 6 531,62 | 16,41 |
| C. Autres produits | | | | | | | 805,52 | 957,92 | 940,59 | 1 078,99 | 1 097,90 | 2 978,04 | 1 196,58 | 1 648,39 | 905,85 |
| Divers produits techniques (yc FNAL, FNH) | | | | | | | 234,10 | 174,43 | 155,05 | 146,95 | 291,80 | 229,36 | 250,62 | 346,87 | 329,63 |
| Reprises sur provisions | | | | | | | 9,48 | 273,52 | 263,79 | 36,42 | 158,60 | 224,57 | 416,14 | 903,87 | 290,21 |
| Produits financiers | | | | | | | 129,36 | 121,53 | 108,54 | 93,53 | 70,10 | 63,73 | 122,88 | 34,80 | 23,30 |
| Produits de gestion courante | | | | | | | 353,15 | 304,76 | 328,89 | 336,79 | 301,40 | 323,63 | 308,18 | 326,51 | 218,37 |
| Produits exceptionnels | | | | | | | 79,42 | 83,69 | 84,32 | 465,31 | 276,00 | 656,74 | 98,77 | 36,35 | 44,35 |
| Produits exceptionnels = charges exceptionnelles | | | | | | | | | | | | 1 480,02 | | | |

TIPF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

| Evolution en euros courants (en %) | CNAF 1979/1978 | CNAF 1981/1980 | CNAF 1991/1990 | CNAF 96DC13m /95ED | CNAF 2001/2000 | CNAF 2002/2001 | Branche 2003/2002 | Branche 2004/2003 | Branche 2005/2004 | Branche 2006/2005 | Branche 2007/2006 | Branche 2008/2007 | Branche 2009/2008 | Branche 2010/2009 | Tx moyen annuel Branche 2010 / CNAF 2000 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| 1. Cotisations sociales | 11,44 % | 15,04 % | -12,86 % | 28,33 % | 7,53 % | 2,23 % | 2,35 % | 2,53 % | 2,36 % | -4,72 % | 3,37 % | 4,19 % | 0,42 % | 1,63 % | 2,15 % |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 11,44 % | 15,04 % | -13,38 % | 31,37 % | 6,58 % | 2,17 % | 2,47 % | 2,12 % | 3,60 % | 3,85 % | 3,07 % | 3,83 % | 0,76 % | 1,81 % | 3,01 % |
| Cotisations sociales sur salaires | 11,36 % | 15,09 % | -14,94 % | 28,85 % | 6,11 % | 2,44 % | 2,19 % | 2,79 % | 3,32 % | 3,70 % | 3,01 % | 2,37 % | 0,19 % | 3,05 % | 2,91 % |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 12,91 % | 14,02 % | -0,02 % | 27,46 % | 11,87 % | 1,40 % | 4,97 % | -2,72 % | 6,12 % | 4,90 % | 3,64 % | 16,14 % | 3,86 % | -6,63 % | 4,17 % |
| Majorations et pénalités | 11,90 % | 21,43 % | -1,91 % | ns | -13,77 % | -24,02 % | -4,98 % | -7,93 % | -2,07 % | 8,42 % | 0,75 % | -25,26 % | 39,22 % | 9,60 % | -3,52 % |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | | 12,36 % | 7,07 % | 15,43 % | 2,72 % | 1,45 % | 5,68 % | -6,97 % | -76,06 % | 14,34 % | 15,92 % | -9,36 % | -4,23 % | -10,61 % |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | | 5,34 % | 7,39 % | 16,43 % | 2,29 % | 1,16 % | 5,02 % | -7,35 % | -82,15 % | 21,78 % | 9,55 % | -10,77 % | -3,30 % | -13,27 % |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | | 42,38 % | 2,58 % | 1,57 % | 9,42 % | 5,87 % | 15,07 % | -1,97 % | -1,57 % | -2,14 % | 33,49 % | -6,14 % | -6,23 % | 4,15 % |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | | 594,30 % | 14,75 % | 4,28 % | 1,83 % | 2,54 % | 2,78 % | 7,67 % | 35,49 % | 7,02 % | 5,08 % | -1,66 % | -0,25 % | 6,06 % |
| Contribution sociale généralisée | | | | 14,61 % | 6,58 % | 1,94 % | 2,54 % | 2,78 % | 4,39 % | 6,25 % | 5,17 % | 4,41 % | -1,58 % | 1,54 % | 3,37 % |
| Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8) | | | -77,95 % | 22,96 % | | | | | | | 12,90 % | 7,05 % | -1,91 % | -5,44 % | |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 152,19 % | 12,67 % | 7,99 % | 4,05 % | 1,47 % | -9,30 % | -11,75 % | 3,46 % | -1,94 % | -21,42 % | 53,90 % | 4,38 % | 53,87 % | -13,53 % | 3,30 % |
| Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH | 46,38 % | 36,50 % | 9,99 % | 6,01 % | 2,08 % | -10,65 % | -17,74 % | 4,66 % | -4,52 % | 0,40 % | 57,78 % | 4,26 % | 2,21 % | 1,96 % | |
| Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j) | 15,00 % | 12,31 % | 2,80 % | -1,18 % | -0,53 % | -4,76 % | 7,07 % | 0,47 % | 4,50 % | RS -> CAF | | | | | |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 10,27 % | 16,84 % | 2,62 % | 22,77 % | 6,89 % | 2,19 % | | | | | | | | | -44,02 % |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, hors remboursement de prestations) (b-f+g) | | | 376,98 % | 12,61 % | 7,16 % | 1,93 % | 2,21 % | 3,33 % | 4,21 % | 8,18 % | 7,59 % | 5,22 % | -2,15 % | -0,25 % | -100,00 % |
| Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 2,73 % | 2,48 % | 3,25 % | 5,65 % | 4,67 % | 4,35 % | 0,63 % | -0,47 % | -44,54 % |
| 5. Remboursement de prestations par l'Etat (h) | | | 5,08 % | 6,60 % | -3,96 % | 4,60 % | 3,42 % | 5,59 % | 4,06 % | 4,82 % | 4,54 % | 3,43 % | -4,06 % | -99,75 % | -43,85 % |
| Allocation de parent isolé (API, depuis 1999) | | | | | 4,33 % | 5,59 % | 4,70 % | 7,99 % | 8,00 % | 9,51 % | 1,04 % | -4,74 % | -46,91 % | -100,00 % | |
| Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément) | | | 5,00 % | 15,73 % | 5,20 % | 4,55 % | 3,31 % | 5,13 % | 4,58 % | 3,95 % | 5,26 % | 4,87 % | 3,32 % | -99,76 % | |
| Autres contributions publiques (contrats crèche) (i) | | | 12,23 % | 21,23 % | 7,11 % | 7,00 % | -3,95 % | 8,70 % | -96,64 % | | | | | | |
| Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF) | | | | -27,25 % | | | | | | | | | | | |
| Recettes CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 10,27 % | 16,84 % | 2,82 % | 20,86 % | 5,54 % | 2,46 % | | | | | | | | | 1,89 % |
| Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) | | | 120,06 % | 10,79 % | 3,70 % | 2,70 % | 2,56 % | 4,00 % | 4,17 % | 7,17 % | 6,69 % | 4,71 % | -2,69 % | -28,12 % | -0,09 % |
| Total des produits de la branche Famille | | | | | | | 2,81 % | 2,84 % | 3,34 % | 5,55 % | 4,65 % | 4,24 % | 0,08 % | -11,61 % | 1,95 % |

TIPF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1978 CNAF | 1990 CNAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 Branche F. |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Cotisations sociales | 28 441,39 | 35 777,38 | 28 282,67 | 32 626,22 | 34 540,59 | 34 709,76 | 34 864,79 | 35 157,05 | 35 370,98 | 33 138,42 | 33 763,18 | 34 220,58 | 34 338,55 | 34 397,03 |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 28 441,39 | 35 051,56 | 24 747,95 | 29 133,56 | 30 571,33 | 30 702,23 | 30 874,66 | 31 009,68 | 31 578,44 | 32 245,64 | 32 757,05 | 33 085,98 | 33 310,87 | 33 426,93 |
| Cotisations sociales sur salaires | 26 840,66 | 31 396,66 | 21 989,56 | 25 802,72 | 26 955,84 | 27 143,24 | 27 221,51 | 27 520,86 | 27 948,60 | 28 497,87 | 28 932,20 | 28 811,11 | 28 844,74 | 29 298,12 |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 1 560,07 | 3 599,98 | 2 733,04 | 3 120,01 | 3 436,50 | 3 425,32 | 3 528,50 | 3 375,94 | 3 521,19 | 3 631,94 | 3 709,84 | 4 191,25 | 4 349,80 | 4 003,14 |
| Majorations et pénalités | 40,66 | 54,91 | 25,35 | 210,83 | 178,99 | 133,68 | 124,66 | 112,88 | 108,65 | 115,83 | 115,02 | 83,62 | 116,33 | 125,67 |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | 725,82 | 3 534,72 | 3 492,67 | 3 969,26 | 4 007,53 | 3 990,13 | 4 147,38 | 3 792,54 | 892,78 | 1 006,13 | 1 134,61 | 1 027,68 | 970,10 |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | 588,33 | 3 301,48 | 3 257,34 | 3 733,92 | 3 754,41 | 3 727,13 | 3 849,72 | 3 505,73 | 615,18 | 738,37 | 786,90 | 701,58 | 668,72 |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | 137,49 | 233,24 | 235,32 | 235,34 | 253,12 | 263,00 | 297,66 | 286,81 | 277,60 | 267,76 | 347,71 | 326,10 | 301,38 |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | 940,02 | 8 249,25 | 10 474,74 | 10 754,61 | 10 764,48 | 10 832,27 | 10 949,78 | 11 587,75 | 15 438,08 | 16 284,64 | 16 646,08 | 16 356,72 | 16 081,40 |
| Contribution sociale généralisée | | | 8 117,41 | 10 237,83 | 10 743,33 | 10 764,48 | 10 832,27 | 10 949,69 | 11 234,94 | 11 737,53 | 12 166,69 | 12 357,73 | 12 153,36 | 12 163,69 |
| Autres impôts et taxes affectés | | 940,02 | 131,85 | 236,91 | 11,28 | 0,001 | | 0,088 | 352,816 | 3 700,552 | 4 117,947 | 4 288,354 | 4 203,358 | 3 917,713 |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 319,95 | 241,45 | 265,59 | 270,01 | 269,75 | 240,50 | 208,29 | 211,94 | 204,28 | 157,83 | 239,41 | 243,11 | 373,79 | 318,57 |
| Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH | 66,80 | 174,17 | 193,33 | 206,69 | 207,73 | 182,44 | 147,29 | 151,61 | 142,29 | 140,47 | 218,45 | 221,56 | 226,29 | 227,40 |
| Frais de gestion RSA | | | | | | | | | | | | | 99,63 | 74,77 |
| Contributions, subventions diverses | | | | | | | | | | | | | 24,68 | 3,33 |
| Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j) | 48,40 | 67,28 | 72,26 | 63,32 | 62,02 | 58,06 | 61,01 | 60,29 | 61,92 | | | | | |
| Prise en charge du complément AEEH par la CNSA | | | | | | | | | | 17,31 | 20,94 | 21,55 | 23,19 | 13,06 |
| Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA) | 204,75 | | | | | | | 0,04 | 0,07 | 0,06 | 0,02 | | | |
| 4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL) | 895,00 | 126,59 | 706,34 | 188,12 | 277,38 | 730,23 | 919,44 | 878,91 | 733,76 | 1 022,17 | 1 042,35 | 993,38 | 1 321,82 | 600,35 |
| Revenus des capitaux (k) | 5,32 | 106,89 | | 18,51 | 87,30 | | | | | | 54,45 | 124,76 | 35,31 | 23,30 |
| Remboursements PJM (l) | | 1,26 | 0,38 | | 32,88 | | | | | | | | | |
| Recettes diverses, prélèvement sur le FIPE, ajustement statistique | 889,67 | 18,44 | 705,96 | 169,61 | 157,20 | | | | | -0,02 | -302,76 | | | |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 29 656,34 | 37 085,45 | 37 503,85 | 43 559,10 | 45 842,33 | | | | | | | | | |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g) | 1 488,95 | 11 507,60 | 13 672,94 | 14 426,15 | 14 453,29 | 14 497,55 | 14 733,38 | 15 091,04 | 16 053,02 | 17 022,78 | 17 423,91 | 17 036,87 | 16 749,61 | |
| Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | 46 444,97 | 46 824,79 | 47 197,68 | 47 896,78 | 49 756,50 | 51 329,59 | 52 103,15 | 52 390,87 | 51 397,34 |
| 5. Remboursement de prestations par l'Etat (h) | | 3 327,30 | 5 004,52 | 6 172,01 | 5 835,92 | 6 000,00 | 6 089,54 | 6 324,11 | 6 468,71 | 6 667,44 | 6 870,18 | 6 912,46 | 6 626,79 | 16,41 |
| Allocation de parent isolé (API, depuis 1999) | | | | 847,34 | 870,37 | 903,35 | 928,18 | 985,81 | 1 046,53 | 1 126,92 | 1 122,30 | 1 040,06 | 551,73 | |
| Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément) | | 3 287,90 | 3 892,24 | 4 724,90 | 4 893,79 | 5 029,31 | 5 099,07 | 5 272,14 | 5 419,19 | 5 538,93 | 5 746,25 | 5 861,95 | 6 052,23 | 14,49 |
| Autres contributions publiques (contrats crèche) (i) | | 39,40 | 43,13 | 59,15 | 62,38 | 65,61 | 61,84 | 66,11 | 2,18 | | | 8,83 | 21,39 | |
| Autres remboursements | | | 1 069,16 | 540,62 | 9,38 | 1,72 | 0,44 | 0,04 | 0,81 | 1,59 | 1,62 | 1,62 | 1,45 | 1,92 |
| Recettes CNAF (FNPF + FNAG + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 29 656,34 | 40 412,75 | 42 508,37 | 49 731,11 | 51 678,24 | | | | | | | | | |
| Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) | 4 816,25 | 16 512,13 | 19 844,95 | 20 262,07 | 20 453,28 | 20 587,09 | 21 057,49 | 21 559,76 | 22 720,45 | 23 892,96 | 24 336,37 | 23 663,66 | 16 766,02 | |
| Total des produits de la branche Famille | | | | | | 52 444,97 | 52 914,33 | 53 521,79 | 54 365,49 | 56 423,94 | 58 199,77 | 59 015,62 | 59 017,66 | 51 413,75 |

TIPF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants

| En millions d'euros 2010 | | | | | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--|--|--|--|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Ventilation comptable des charges du compte de résultat | | | | | | 52 444,97 | 52 914,33 | 53 521,79 | 54 651,42 | 56 423,89 | 60 047,28 | 59 015,57 | 59 017,66 | 51 413,75 |
| A. Cotisations, impôts et taxes affectés | | | | | | 42 281,67 | 42 436,82 | 46 123,10 | 46 958,73 | 48 576,50 | 50 047,82 | 50 866,67 | 50 695,26 | 50 478,43 |
| Cotisations sociales (idem a) | | | | | | 30 702,23 | 30 874,66 | 31 009,68 | 31 578,44 | 32 245,64 | 32 757,05 | 33 085,98 | 33 310,87 | 33 426,93 |
| Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c) | | | | | | 561,84 | 466,70 | 3 865,54 | 3 505,73 | 615,18 | 738,37 | 786,90 | 701,58 | 668,72 |
| Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (idem f) | | | | | | 253,12 | 263,00 | 297,66 | 286,81 | 277,60 | 267,76 | 347,71 | 326,10 | 301,38 |
| Produits d'entités publiques autres que l'Etat (idem e) | | | | | | | 0,19 | 0,45 | | | | | | |
| Impôts, CSG (idem g) | | | | | | 10 764,48 | 10 832,27 | 10 949,78 | 11 234,94 | 11 737,53 | 12 166,69 | 12 357,73 | 12 153,36 | 12 163,69 |
| B. Produits techniques | | | | | | 9 248,91 | 9 410,33 | 6 368,08 | 6 530,64 | 6 684,74 | 6 891,12 | 6 933,97 | 6 649,98 | 29,47 |
| Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j) | | | | | | 3 250,63 | 3 321,24 | 44,01 | 61,92 | | | | | |
| Cotisations prises en charge par le FOREC (d) | | | | | | 3 192,58 | 3 260,24 | -16,27 | | | | | | |
| Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j) | | | | | | 58,06 | 61,01 | 60,29 | 61,92 | | | | | |
| Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h) | | | | | | 5 998,27 | 6 089,09 | 6 324,06 | 6 468,71 | 6 667,44 | 6 870,18 | 6 912,42 | 6 626,79 | 16,41 |
| C. Autres produits | | | | | | 914,39 | 1 067,17 | 1 030,61 | 1 162,05 | 1 162,65 | 3 108,33 | 1 214,94 | 1 672,41 | 905,85 |
| Divers produits techniques (yc FNAL, FNH) | | | | | | 265,75 | 194,32 | 169,89 | 158,27 | 309,01 | 239,39 | 254,46 | 351,92 | 329,63 |
| Reprises sur provisions | | | | | | 10,76 | 304,71 | 289,03 | 39,22 | 167,95 | 234,40 | 422,52 | 917,04 | 290,21 |
| Produits financiers | | | | | | 146,85 | 135,38 | 118,93 | 100,73 | 74,23 | 66,52 | 124,76 | 35,31 | 23,30 |
| Produits de gestion courante | | | | | | 400,89 | 339,52 | 360,37 | 362,71 | 319,18 | 337,78 | 312,91 | 331,27 | 218,37 |
| Produits exceptionnels | | | | | | 90,16 | 93,23 | 92,39 | 501,13 | 292,28 | 685,47 | 100,28 | 36,88 | 44,35 |

TIPF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

| Evolution en euros constants (en %) | CNAF 1979/1978 | CNAF 1991/1990 | CNAF 96DC13m /95ED | CNAF 2001/2000 | CNAF 2002/2001 | Branche 2003/2002 | Branche 2004/2003 | Branche 2005/2004 | Branche 2006/2005 | Branche 2007/2006 | Branche 2008/2007 | Branche 2009/2008 | Branche 2010/2009 | Tx moyen annuel Branche 2010 / CNAF 2000 |
|--|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| 1. Cotisations sociales | 0,56 % | -15,56 % | 25,94 % | 5,87 % | 0,49 % | 0,45 % | 0,84 % | 0,61 % | -6,31 % | 1,89 % | 1,35 % | 0,34 % | 0,17 % | 5,43 % |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 0,56 % | -16,07 % | 28,92 % | 4,94 % | 0,43 % | 0,56 % | 0,44 % | 1,83 % | 2,11 % | 1,59 % | 1,00 % | 0,68 % | 0,35 % | 14,74 % |
| Cotisations sociales sur salaires | 0,49 % | -17,57 % | 26,45 % | 4,47 % | 0,70 % | 0,29 % | 1,10 % | 1,55 % | 1,97 % | 1,52 % | -0,42 % | 0,12 % | 1,57 % | 13,55 % |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 1,89 % | -3,12 % | 25,09 % | 10,14 % | -0,33 % | 3,01 % | -4,32 % | 4,30 % | 3,15 % | 2,14 % | 12,98 % | 3,78 % | -7,97 % | 28,31 % |
| Majorations et pénalités | 0,98 % | -4,95 % | ns | -15,10 % | -25,32 % | -6,75 % | -9,45 % | -3,74 % | 6,61 % | -0,70 % | -27,30 % | 39,12 % | 8,03 % | -40,39 % |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | 8,88 % | 5,08 % | 13,65 % | 0,96 % | -0,43 % | 3,94 % | -8,56 % | -76,46 % | 12,70 % | 12,77 % | -9,42 % | -5,60 % | -72,22 % |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | 2,08 % | 5,39 % | 14,63 % | 0,55 % | -0,73 % | 3,29 % | -8,94 % | -82,45 % | 20,03 % | 6,57 % | -10,84 % | -4,68 % | -79,47 % |
| Subvention de l'Etat au BAPSA | | -11,70 % | | | | | | | | | | | | |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | 37,96 % | 0,67 % | 0,00 % | 7,56 % | 3,90 % | 13,18 % | -3,65 % | -3,21 % | -3,54 % | 29,86 % | -6,22 % | -7,58 % | 28,07 % |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | 572,77 % | 12,61 % | 2,67 % | 0,09 % | 0,63 % | 1,08 % | 5,83 % | 33,23 % | 5,48 % | 2,22 % | -1,74 % | -1,68 % | 53,53 % |
| Contribution sociale généralisée | | | 12,48 % | 4,94 % | 0,20 % | 0,63 % | 1,08 % | 2,61 % | 4,47 % | 3,66 % | 1,57 % | -1,65 % | 0,08 % | 18,81 % |
| Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8) | | -78,63 % | 20,67 % | | | | | | 948,86 % | 11,28 % | 4,14 % | -1,98 % | -6,80 % | |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 127,58 % | 4,64 % | 2,12 % | -0,10 % | -10,84 % | -13,39 % | 1,75 % | -3,61 % | | | 1,54 % | 53,75 % | -14,77 % | 17,98 % |
| Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH | 32,09 % | 6,58 % | 4,04 % | 0,50 % | -12,17 % | -19,27 % | 2,94 % | -6,15 % | -1,28 % | 55,51 % | 1,43 % | 2,13 % | -30,23 % | 10,02 % |
| Frais de gestion RSA | | | | | | | | | | | | | -24,95 % | |
| Contributions, subventions diverses | | | | | | | | | | | | | | |
| Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j) | 3,77 % | -0,38 % | -3,02 % | -2,06 % | -6,38 % | 5,08 % | -1,18 % | 2,71 % | RS -> CAF | | | | | |
| Prise en charge du complément AEEH par la CNSA | | | | | | | | | | 21,02 % | 2,88 % | 7,64 % | -43,68 % | |
| 4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL) | -79,99 % | -27,65 % | -99,36 % | 47,45 % | 19,06 % | 25,91 % | -4,41 % | -16,51 % | 39,31 % | 1,97 % | -4,70 % | 33,06 % | -54,58 % | |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | -0,50 % | -0,56 % | 20,48 % | 5,24 % | 0,44 % | | | | | | | | | |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g) | 362,19 % | 10,52 % | 5,51 % | 0,19 % | | 0,31 % | 1,63 % | 2,43 % | 6,37 % | 6,04 % | 2,36 % | -2,22 % | -1,69 % | |
| Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | 0,82 % | 0,80 % | 1,48 % | 3,88 % | 3,16 % | 1,51 % | 0,55 % | -1,90 % | |
| 5. Remboursement de prestations par l'Etat (h) | | 1,83 % | 4,61 % | -5,45 % | 2,81 % | 1,49 % | 3,85 % | 2,29 % | 3,07 % | 3,04 % | 0,62 % | -4,13 % | -99,75 % | -99,73 % |
| Allocation de parent isolé (API, depuis 1999) | | | | 2,72 % | 3,79 % | 2,75 % | 6,21 % | 6,16 % | 7,68 % | -0,41 % | -7,33 % | -46,95 % | -100,00 % | |
| Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément) | | 1,74 % | 13,58 % | 3,57 % | 2,77 % | 1,39 % | 3,39 % | 2,79 % | 2,21 % | 3,74 % | 2,01 % | 3,25 % | -99,76 % | -99,69 % |
| Autres contributions publiques (contrats crèche) (i) | | 8,75 % | 18,97 % | 5,45 % | 5,18 % | -5,74 % | 6,91 % | -96,70 % | | | | | | |
| Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF) | | | -28,60 % | | | | | | | | | | | |
| Recettes CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | -0,50 % | -0,36 % | 18,61 % | 3,92 % | 0,71 % | | | | | | | | | 16,52 % |
| Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) | 113,23 % | 8,73 % | 2,10 % | 0,94 % | | | | | | | | | | -15,51 % |
| Total des produits de la branche Famille | | | | | | 0,89 % | 1,15 % | 1,58 % | 3,79 % | 3,15 % | 1,40 % | 0,003 % | -12,88 % | 3,38 % |

TIPF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002

| Part des recettes totales en % | 1978 CNAF | 1985 CNAF | 1990 CNAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 Branche F. |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Cotisations sociales | 95,9 % | 88,7 % | 88,5 % | 66,5 % | 65,6 % | 66,8 % | 66,2 % | 65,9 % | 65,7 % | 65,1 % | 58,7 % | 58,0 % | 58,0 % | 58,2 % | 66,9 % |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 95,9 % | 87,8 % | 86,7 % | 58,2 % | 58,6 % | 59,2 % | 58,5 % | 58,3 % | 57,9 % | 58,1 % | 57,1 % | 56,3 % | 56,1 % | 56,4 % | 65,0 % |
| Cotisations sociales sur salaires | 90,5 % | 80,3 % | 77,7 % | 51,7 % | 51,9 % | 52,2 % | 51,8 % | 51,4 % | 51,4 % | 51,4 % | 50,5 % | 49,7 % | 48,8 % | 48,9 % | 57,0 % |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 5,3 % | 7,4 % | 8,9 % | 6,4 % | 6,3 % | 6,6 % | 6,5 % | 6,7 % | 6,3 % | 6,5 % | 6,4 % | 6,4 % | 7,1 % | 7,4 % | 7,8 % |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | 0,8 % | 1,8 % | 8,3 % | 7,0 % | 7,7 % | 7,6 % | 7,5 % | 7,7 % | 7,0 % | 1,6 % | 1,7 % | 1,9 % | 1,7 % | 1,9 % |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | 0,8 % | 1,5 % | 7,8 % | 6,5 % | 7,2 % | 7,2 % | 7,0 % | 7,2 % | 6,4 % | 1,1 % | 1,3 % | 1,3 % | 1,2 % | 1,3 % |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | | 0,3 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | 1,4 % | 2,3 % | 19,4 % | 21,1 % | 20,8 % | 20,5 % | 20,5 % | 20,5 % | 21,3 % | 27,4 % | 28,0 % | 28,2 % | 27,7 % | 31,3 % |
| Contribution sociale généralisée | | | | 19,1 % | 20,6 % | 20,8 % | 20,5 % | 20,5 % | 20,5 % | 20,7 % | 20,8 % | 20,9 % | 20,9 % | 20,6 % | 23,7 % |
| Autres impôts et taxes affectés | | 1,4 % | 2,3 % | 0,3 % | 0,5 % | 0,02 % | 0,0 % | | 0,0 % | 0,6 % | 6,6 % | 7,1 % | 7,3 % | 7,1 % | 7,6 % |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 1,1 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,6 % | 0,6 % |
| 4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL) | 3,0 % | 1,5 % | 0,3 % | 1,7 % | 0,4 % | 0,5 % | 1,4 % | 1,7 % | 1,6 % | 1,3 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,7 % | 2,2 % | 1,2 % |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 100,0 % | 92,2 % | 91,8 % | 88,2 % | 87,6 % | 88,7 % | | | | | | | | | |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g) | | 2,2 % | 3,7 % | 27,1 % | 27,5 % | 27,9 % | 27,6 % | 27,4 % | 27,5 % | 27,8 % | 28,5 % | 29,2 % | 29,5 % | 28,9 % | 32,6 % |
| Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 88,6 % | 88,5 % | 88,2 % | 88,1 % | 88,2 % | 88,2 % | 88,3 % | 88,8 % | 100,0 % |
| 5. Remboursement de prestations par l'Etat (h) | | 7,8 % | 8,2 % | 11,8 % | 12,4 % | 11,3 % | 11,4 % | 11,5 % | 11,8 % | 11,9 % | 11,8 % | 11,8 % | 11,7 % | 11,2 % | 0,03 % |
| Allocation de parent isolé (API, depuis 1999) | | | | | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,9 % | 2,0 % | 1,9 % | 1,8 % | 0,9 % | |
| Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément) | | 7,7 % | 8,1 % | 9,2 % | 9,5 % | 9,5 % | 9,6 % | 9,6 % | 9,9 % | 10,0 % | 9,8 % | 9,9 % | 9,9 % | 10,3 % | 0,03 % |
| Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i) | | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,004 % | | | 0,015 % | 0,036 % | |
| Autres remboursements | | | | 2,5 % | 1,1 % | 0,02 % | 0,003 % | 0,001 % | 0,0001 % | 0,0015 % | 0,0028 % | 0,0028 % | 0,0028 % | 0,0025 % | 0,004 % |
| Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | | | | | | | | |
| Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) | | 10,0 % | 11,9 % | 38,8 % | 39,9 % | 39,2 % | 39,0 % | 38,9 % | 39,3 % | 39,7 % | 40,3 % | 41,1 % | 41,2 % | 40,1 % | 32,6 % |
| Total des produits de la branche Famille | | | | | | | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

TIPF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat

| Part des recettes totales en % | 1978 CNAF | 1985 CNAF | 1990 CNAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 Branche F. |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Cotisations sociales | 95,9 % | 96,1 % | 96,5 % | 75,4 % | 74,9 % | 75,3 % | 74,7 % | 74,5 % | 74,5 % | 73,8 % | 66,6 % | 65,8 % | 65,7 % | 65,5 % | 66,9 % |
| Cotisations sociales des actifs (a) | 95,9 % | 95,2 % | 94,5 % | 66,0 % | 66,9 % | 66,7 % | 66,1 % | 65,9 % | 65,7 % | 65,9 % | 64,8 % | 63,8 % | 63,5 % | 63,6 % | 65,0 % |
| Cotisations sociales sur salaires | 90,5 % | 87,1 % | 84,7 % | 58,6 % | 59,2 % | 58,8 % | 58,4 % | 58,1 % | 58,3 % | 58,4 % | 57,3 % | 56,4 % | 55,3 % | 55,1 % | 57,0 % |
| Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles) | 5,3 % | 8,0 % | 9,7 % | 7,3 % | 7,2 % | 7,5 % | 7,4 % | 7,5 % | 7,2 % | 7,4 % | 7,3 % | 7,2 % | 8,0 % | 8,3 % | 7,8 % |
| Cotisations sociales prises en charge (b) | | 0,9 % | 2,0 % | 9,4 % | 8,0 % | 8,7 % | 8,6 % | 8,5 % | 8,8 % | 7,9 % | 1,8 % | 2,0 % | 2,2 % | 2,0 % | 1,9 % |
| Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités | | 0,9 % | 1,6 % | 8,8 % | 7,5 % | 8,1 % | 8,1 % | 8,0 % | 8,2 % | 7,3 % | 1,2 % | 1,4 % | 1,5 % | 1,3 % | 1,3 % |
| Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f) | | | 0,4 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,6 % |
| 2. CSG, impôts et taxes affectés (g) | | 1,5 % | 2,5 % | 22,0 % | 24,0 % | 23,5 % | 23,2 % | 23,1 % | 23,2 % | 24,2 % | 31,0 % | 31,7 % | 31,9 % | 31,2 % | 31,3 % |
| Contribution sociale généralisée | | | | 21,6 % | 23,5 % | 23,4 % | 23,2 % | 23,1 % | 23,2 % | 23,5 % | 23,6 % | 23,7 % | 23,7 % | 23,2 % | 23,7 % |
| Autres impôts et taxes affectés | | 1,5 % | 2,5 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,02 % | 0,0 % | | 0,0 % | 0,7 % | 7,4 % | 8,0 % | 8,2 % | 8,0 % | 7,6 % |
| 3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge) | 1,1 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,7 % | 0,6 % |
| Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH | 0,2 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % |
| 4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL) | 3,0 % | 1,6 % | 0,3 % | 1,9 % | 0,4 % | 0,6 % | 1,6 % | 2,0 % | 1,9 % | 1,5 % | 2,1 % | 2,0 % | 1,9 % | 2,5 % | 1,2 % |
| Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | | | | | | | | | |
| Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g) | | 2,4 % | 4,0 % | 30,7 % | 31,4 % | 31,5 % | 31,1 % | 31,0 % | 31,2 % | 31,5 % | 32,3 % | 33,2 % | 33,4 % | 32,5 % | 32,6 % |
| Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

TIPF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants

| Millions d'euros | 1981 CNAF | 1990 CNAF | 1991 CNAF | 1993 CNAF | 1997 CNAF | 1998 CNAF | 1999 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 Branche F. |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Cotisations prises en charge par l'Etat | | 428 | 451 | 967 | 1 802 | 1 991 | 1 871 | 2 777 | 3 233 | 3 307 | 3 346 | 3 513 | 3 255 | 581 | 707,42 | 775,00 | 691,50 | 668,72 |
| Contribution sociale généralisée | | | 4 596 | 8 930 | 7 687 | 7 762 | 8 179 | 8 728 | 9 303 | 9 483 | 9 723 | 9 993 | 10 432 | 11 084 | 11 656,70 | 12 170,96 | 11 978,81 | 12 163,69 |
| Autres impôts et taxes affectés (Itaf) | | 684 | 151 | 140 | 134 | 675 | 866 | 202 | 10 | 0,0 | | 0,1 | 328 | 3 494 | 3 945,33 | 4 223,54 | 4 142,99 | 3 917,71 |
| Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations | | 1 112 | 5 198 | 10 037 | 9 622 | 10 428 | 10 916 | 11 707 | 12 546 | 12 790 | 13 069 | 13 507 | 14 015 | 15 159 | 16 309 | 17 170 | 16 813 | 16 750 |
| Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat | 13 467 | 25 595 | 22 225 | 20 976 | 22 909 | 23 622 | 24 116 | 25 038 | 26 675 | 27 269 | 27 950 | 28 573 | 29 588 | 30 712 | 31 641 | 32 928 | 33 154 | 33 728 |
| Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) | 465 | 296 | 291 | 232 | 371 | 545 | 287 | 441 | 528 | 913 | 1 068 | 1 056 | 873 | 1 114 | 1 228 | 1 226 | 1 692 | 919 |
| Financement par les cotisations, transferts et divers | 13 932 | 25 891 | 22 516 | 21 208 | 23 279 | 24 167 | 24 404 | 25 479 | 27 203 | 28 182 | 29 018 | 29 629 | 30 461 | 31 826 | 32 869 | 34 155 | 34 846 | 34 647 |
| Recettes hors remboursement de prestations | 13 932 | 27 003 | 27 713 | 31 246 | 32 902 | 34 595 | 35 319 | 37 186 | 39 749 | 40 972 | 42 087 | 43 136 | 44 475 | 46 985 | 49 178 | 51 324 | 51 660 | 51 397 |
| Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS) | | 2 391 | 2 511 | 2 802 | 3 524 | 3 680 | 3 878 | 4 028 | 4 238 | 4 430 | 4 577 | 4 812 | 5 032 | 5 230 | 5 505,39 | 5 773,35 | 5 965,31 | 14,49 |
| Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f) | | | | | | | 708 | 722 | 754 | 796 | 833 | 900 | 972 | 1 064 | 1 075,26 | 1 024,34 | 543,80 | |
| Autres remboursements | | | | 922 | 1 147 | 1 035 | 1 019 | 461 | 8 | 2 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1,56 | 1,60 | 1,43 | 1,92 |
| Remboursements de prestations | | 2 391 | 2 511 | 3 724 | 4 671 | 4 715 | 5 605 | 5 211 | 4 999 | 5 228 | 5 411 | 5 711 | 6 004 | 6 296 | 6 582 | 6 799 | 6 511 | 16 |
| Recettes y compris les remboursements de prestations | 13 932 | 29 394 | 30 224 | 34 969 | 37 573 | 39 310 | 40 925 | 42 398 | 44 748 | 46 200 | 47 497 | 48 847 | 50 480 | 53 281 | 55 760 | 58 124 | 58 170 | 51 414 |
| Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations | | 3 503 | 7 709 | 13 761 | 14 293 | 15 143 | 16 521 | 16 919 | 17 545 | 18 018 | 18 480 | 19 218 | 20 019 | 21 455 | 22 892 | 23 969 | 23 324 | 16 767 |

TIPF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations

| Structure en % du total des recettes hors remboursement de prestations | CNAF 1981 | CNAF 1990 | CNAF 1991 | CNAF 1993 | CNAF 1997 | CNAF 1998 | CNAF 1999 | CNAF 2000 | CNAF 2001 | Branche F. 2002 | Branche F. 2003 | Branche F. 2004 | Branche F. 2005 | Branche F. 2006 | Branche F. 2007 | Branche F. 2008 | Branche F. 2009 | Branche F. 2010 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Cotisations prises en charge par l'Etat | | 1,6 % | 1,6 % | 3,1 % | 5,5 % | 5,8 % | 5,3 % | 7,5 % | 8,1 % | 8,1 % | 7,9 % | 8,1 % | 7,3 % | 1,2 % | 1,4 % | 1,5 % | 1,3 % | 1,3 % |
| Contribution sociale généralisée | | | 16,6 % | 28,6 % | 23,4 % | 22,4 % | 23,2 % | 23,5 % | 23,4 % | 23,1 % | 23,1 % | 23,2 % | 23,5 % | 23,6 % | 23,7 % | 23,7 % | 23,2 % | 23,7 % |
| Autres impôts et taxes affectés (Itaf) | | 2,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,4 % | 2,0 % | 2,5 % | 0,5 % | 0,0 % | 0,0 % | | 0,0 % | 0,7 % | 7,4 % | 8,0 % | 8,2 % | 8,0 % | 7,6 % |
| Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations | | 4,1 % | 18,8 % | 32,1 % | 29,2 % | 30,1 % | 30,9 % | 31,5 % | 31,6 % | 31,2 % | 31,1 % | 31,3 % | 31,5 % | 32,3 % | 33,2 % | 33,5 % | 32,5 % | 32,6 % |
| Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat | 96,7 % | 94,8 % | 80,2 % | 67,1 % | 69,6 % | 68,3 % | 68,3 % | 67,3 % | 67,1 % | 66,6 % | 66,4 % | 66,2 % | 66,5 % | 65,4 % | 64,3 % | 64,2 % | 64,2 % | 65,6 % |
| Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) | 3,3 % | 1,1 % | 1,0 % | 0,7 % | 1,1 % | 1,6 % | 0,8 % | 1,2 % | 1,3 % | 2,2 % | 2,5 % | 2,4 % | 2,0 % | 2,4 % | 2,5 % | 2,4 % | 3,3 % | 1,8 % |
| Financement par les cotisations, transferts et divers | 100,0 % | 95,9 % | 81,2 % | 67,9 % | 70,8 % | 69,9 % | 69,1 % | 68,5 % | 68,4 % | 68,8 % | 68,9 % | 68,7 % | 68,5 % | 67,7 % | 66,8 % | 66,5 % | 67,5 % | 67,4 % |
| Recettes hors remboursement de prestations | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

TIPF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants

| Evolution en euros constants (en %) | CNAF 1991/1990 | CNAF 1992/1991 | CNAF 1994/1993 | CNAF 1998/1997 | CNAF 1999/1998 | CNAF 2000/1999 | CNAF 2001/2000 | CNAF 2002/2001 | Branche 2003/2002 | Branche 2004/2003 | Branche 2005/2004 | Branche 2006/2005 | Branche 2007/2006 | Branche 2008/2007 | Branche 2009/2008 | Branche 2010/2009 | Branche 2010 / CNAF 2000 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|
| Cotisations prises en charge par l'Etat | 2,1 % | 0,6 % | 96,7 % | 9,8 % | -6,5 % | 46,1 % | 14,6 % | 0,5 % | -0,7 % | 3,3 % | -8,9 % | -82,5 % | 20,0 % | 6,6 % | -10,8 % | -4,7 % | -79,5 % |
| Contribution sociale généralisée | | 31,7 % | -29,9 % | 0,4 % | 4,8 % | 5,0 % | 4,9 % | 0,2 % | 0,6 % | 1,1 % | 2,6 % | 4,5 % | 3,7 % | 1,6 % | -1,7 % | 0,1 % | 18,8 % |
| Autres impôts et taxes affectés (Itaf) | -78,6 % | 33,9 % | -22,2 % | 402,6 % | 27,6 % | -77,1 % | | | | | | 948,9 % | 11,3 % | 4,1 % | -2,0 % | -6,8 % | 1 553,6 % |
| Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations | 353,1 % | 29,1 % | -17,6 % | 7,7 % | 4,2 % | 5,6 % | 5,5 % | 0,2 % | 0,3 % | 1,6 % | 2,0 % | 6,4 % | 6,0 % | 2,4 % | -2,1 % | -1,8 % | 22,0 % |
| Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat | -15,9 % | -3,7 % | -4,9 % | 2,5 % | 1,6 % | 2,2 % | 4,9 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,5 % | 1,8 % | 2,1 % | 1,5 % | 1,2 % | 0,6 % | 0,3 % | 14,8 % |
| Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) | -5,0 % | 15,1 % | 169,7 % | 46,2 % | -47,6 % | 51,1 % | 17,8 % | 4,4 % | 14,8 % | -2,7 % | -18,7 % | 25,5 % | 8,6 % | -2,8 % | 37,9 % | -46,5 % | 77,6 % |
| Financement par les cotisations, transferts et divers | -15,7 % | -3,5 % | -3,0 % | 3,2 % | 0,5 % | 2,8 % | 5,1 % | 0,6 % | 1,0 % | 0,4 % | 1,1 % | 2,7 % | 1,8 % | 1,1 % | 1,9 % | -2,0 % | 15,9 % |
| Recettes hors remboursement de prestations | -0,6 % | 2,6 % | -7,7 % | 4,5 % | 1,6 % | 3,6 % | 5,2 % | 0,4 % | 0,8 % | 0,8 % | 1,3 % | 3,9 % | 3,2 % | 1,5 % | 0,6 % | -1,9 % | 17,8 % |
| Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS) | 1,7 % | 2,6 % | 4,4 % | 3,8 % | 4,9 % | 2,2 % | 3,6 % | 2,8 % | 1,4 % | 3,4 % | 2,8 % | 2,2 % | 3,7 % | 2,0 % | 3,2 % | -99,8 % | -99,7 % |
| Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f) | | | | | | 0,4 % | 2,7 % | 3,8 % | 2,7 % | 6,2 % | 6,2 % | 7,7 % | -0,4 % | -7,3 % | -47,0 % | | |
| Autres remboursements | | | 12,4 % | -10,3 % | -2,0 % | -55,5 % | -98,3 % | -81,6 % | | | | 96,4 % | 2,2 % | 0,0 % | -10,9 % | 32,3 % | -99,6 % |
| Remboursements de prestations | 1,7 % | 2,6 % | 6,4 % | 0,3 % | 18,3 % | -8,5 % | -5,6 % | 2,8 % | 1,6 % | 3,8 % | 3,3 % | 3,1 % | 3,0 % | 0,5 % | -4,3 % | -99,8 % | -99,7 % |
| Recettes y compris les remboursements de prestations | -0,4 % | 2,6 % | -6,2 % | 4,0 % | 3,6 % | 2,0 % | 3,9 % | 0,7 % | 0,9 % | 1,1 % | 1,6 % | 3,8 % | 3,1 % | 1,4 % | 0,0 % | -12,9 % | 3,4 % |
| Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations | | 113,2 % | 20,4 % | -11,1 % | 5,3 % | 8,6 % | 0,8 % | 2,1 % | 0,9 % | 0,7 % | 2,3 % | 2,4 % | 5,4 % | 5,2 % | 1,9 % | -2,8 % | -15,5 % |

TIPF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

| Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros | 1978 CNAF | 1980 CNAF | 1990 CAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 CNAF | 2010 Branche F. |
|--|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|
| Prestations légales FNPf | 7 830,85 | 10 134,96 | 21 268,92 | 30 282,85 | 31 279,68 | 32 244,67 | 32 910,25 | 34 307,46 | 35 833,99 | 37 463,29 | 38 574,88 | 39 922,66 | 40 747,83 | 34 424,49 | 34 424,49 |
| Y compris prestation de restauration spécifique PARS (DOM) - FASO | 39,48 | 41,16 | 62,81 | 46,59 | 46,98 | 46,33 | 46,99 | 44,92 | 48,55 | 50,56 | 49,27 | 53,18 | 55,19 | 63,84 | 63,84 |
| - Remboursement de prestations FNPf par l'Etat | | | -2 420,13 | -5 261,88 | -5 053,31 | -5 285,57 | -5 466,14 | -5 771,75 | -6 006,35 | -6 296,10 | -6 582,20 | -6 807,99 | -6 531,62 | 15,90 | -16,41 |
| 1. Prestations, yc PARS, après déduction des remboursements par l'Etat | 7 830,85 | 10 134,96 | 18 848,80 | 25 020,97 | 26 226,37 | 26 959,10 | 27 444,11 | 28 535,71 | 29 827,64 | 31 167,20 | 31 992,68 | 33 114,67 | 34 216,21 | 34 440,39 | 34 408,08 |
| 2. Transferts : financement de prestations | 126,23 | 381,27 | 2 910,56 | 3 373,54 | 3 911,38 | 4 771,28 | 5 851,58 | 6 072,36 | 6 275,46 | 6 645,73 | 6 866,01 | 7 063,97 | 7 581,15 | 8 122,99 | 8 122,99 |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations (2005, [2009]) | 126,23 | 366,49 | 2 739,05 | 3 373,54 | 3 474,01 | 3 670,20 | 3 749,30 | 3 885,00 | 3 958,87 | 4 212,30 | 4 322,53 | 4 413,96 | 4 433,57 | 4 260,59 | 4 260,59 |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | | | 437,38 | 901,72 | 1 895,21 | 1 964,84 | 2 087,05 | 2 184,96 | 2 291,49 | 2 385,68 | 2 882,79 | 3 599,84 | 3 599,84 |
| Congé de paternité | | | | | | 199,36 | 207,07 | 222,52 | 229,53 | 248,46 | 251,99 | 264,34 | 263,90 | 262,56 | 262,56 |
| Assurance personnelle, divers | | | | | 59,76 | | | | | | | | 0,90 | | |
| Cotisation maladie parent isolé | | 14,79 | 111,75 | | | | | | | | | | | | |
| Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2) | 7 957,08 | 10 516,24 | 21 759,35 | 28 394,52 | 30 137,75 | 31 730,38 | 33 295,69 | 34 608,07 | 36 103,10 | 37 812,93 | 38 858,69 | 40 178,65 | 41 797,37 | 42 563,38 | 42 531,07 |
| Action sociale (AS) (3 + 4) | 433,26 | 565,59 | 1 274,63 | 2 205,70 | 2 110,32 | 2 362,60 | 2 448,78 | 2 878,97 | 3 323,54 | 3 337,08 | 3 495,04 | 3 635,85 | 3 756,92 | 4 036,69 | 3 547,02 |
| 3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER) | | | | 2 169,21 | 2 241,08 | 2 560,65 | 2 675,70 | 3 126,48 | 3 572,39 | 3 585,16 | 3 733,29 | 3 873,43 | 3 965,96 | 4 175,90 | 4 175,90 |
| Accueil des jeunes enfants | | | | 921,33 | 982,44 | 1 205,39 | 1 245,18 | 1 545,20 | 1 849,54 | 1 874,21 | 1 933,67 | 1 995,78 | 2 062,60 | 2 216,58 | 2 216,58 |
| Temps libre des enfants et des familles | | | | 428,83 | 457,16 | 524,78 | 581,74 | 666,62 | 801,37 | 797,61 | 865,43 | 926,50 | 945,38 | 965,87 | 965,87 |
| Accompagnement social des familles | | | | 400,97 | 406,79 | 407,04 | 421,25 | 440,13 | 440,66 | 434,18 | 439,35 | 439,80 | 438,82 | 440,18 | 440,18 |
| Logement et habitat | | | | 171,76 | 158,25 | 167,47 | 167,91 | 170,73 | 163,61 | 158,01 | 152,21 | 152,09 | 150,13 | 156,80 | 156,80 |
| Animation et vie sociale | | | | 208,09 | 206,42 | 221,60 | 224,71 | 239,43 | 248,14 | 255,55 | 268,40 | 278,80 | 286,03 | 302,11 | 302,11 |
| Prestations supplémentaires | | | | 21,74 | 16,89 | 15,34 | 13,78 | 12,79 | 10,18 | 9,02 | 8,39 | 7,37 | 6,24 | 6,24 | 6,24 |
| Réalisations diverses et logistique des œuvres | | | | 16,49 | 13,13 | 19,03 | 21,12 | 51,58 | 58,90 | 56,58 | 65,83 | 73,08 | 76,75 | 88,12 | 88,12 |
| 4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114) | | | | 36,50 | -130,76 | -202,99 | -226,92 | -247,51 | -248,85 | -248,09 | -238,25 | -237,58 | -209,03 | -139,21 | -628,87 |
| Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000 | 433,26 | 565,59 | 1 274,63 | 2 205,70 | 2 110,32 | | | | | | | | | 4 036,69 | |
| Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4) | 8 390,34 | 11 081,82 | 23 033,98 | 30 600,22 | 32 248,07 | 34 092,98 | 35 744,47 | 37 487,05 | 39 426,63 | 41 150,00 | 42 353,73 | 43 814,50 | 45 554,29 | 46 600,07 | 46 078,09 |
| 5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2) | 114,79 | 171,96 | 2 284,14 | 3 285,56 | 3 126,75 | 3 244,07 | 3 206,23 | 3 294,65 | 3 514,93 | 3 770,55 | 3 643,46 | 3 896,05 | 3 971,60 | 3 982,12 | 4 035,53 |
| Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations | | 82,47 | 2 104,10 | 3 113,38 | 3 104,65 | 3 220,25 | 3 182,70 | 3 270,93 | 3 490,62 | 3 745,68 | 3 618,03 | 3 870,16 | 3 932,06 | 3 955,37 | 4 009,47 |
| Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982) | | 82,47 | 2 104,10 | 3 089,52 | 3 078,49 | 3 187,08 | 3 143,82 | 3 233,78 | 3 450,69 | 3 698,02 | 3 573,53 | 3 823,92 | 3 880,79 | 3 901,26 | 3 955,37 |
| Contribution APL - EA | | | | | | | | | | 3 532,24 | | | | | |
| Contribution APL EA | | | | | | | | | | 33,09 | | | | | |
| Régularisations exercices antérieurs | | | | | | | | | | 132,69 | | | | | |
| Contribution au FNAL (ALT) | | | | 23,87 | 26,16 | 33,16 | 38,88 | 37,15 | 39,93 | 47,65 | 44,50 | 46,24 | 51,27 | 54,10 | 54,10 |
| Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité) | 3,35 | 4,57 | 15,24 | 21,86 | 22,09 | 23,83 | 23,54 | 23,72 | 24,31 | 24,87 | 25,43 | 25,89 | 26,63 | 26,76 | 26,76 |
| Autres transferts (FASTIF, compensation démographique) | 111,44 | 84,91 | 164,80 | 150,31 | | | | | | | | | 12,90 | | -0,70 |
| FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite | 73,18 | 84,91 | 164,80 | 150,31 | | | | | | | | | | | |
| Compensation démographique | 38,26 | | | | | | | | | | | | | | |
| 6. Gestion | 398,50 | 519,85 | 986,50 | 1 322,87 | 1 406,89 | 1 907,17 | 1 884,56 | 1 960,65 | 2 044,53 | 2 113,50 | 2 144,17 | 2 093,23 | 2 285,91 | 2 036,31 | 2 602,24 |
| Charges de gestion courante (G) | | | | | | 1 771,91 | 1 724,09 | 1 793,84 | 1 866,71 | 1 940,65 | 1 967,72 | 1 920,69 | 2 285,01 | | 2 601,48 |
| Charges de personnel | | | | | | 1 371,44 | 1 439,70 | 1 497,33 | 1 513,38 | 1 512,23 | 1 535,63 | 1 557,74 | 1 687,92 | | 1 705,50 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | 122,37 | 165,39 | 105,97 | 122,29 | 121,13 | 125,45 | 129,91 | 132,94 | | 130,54 |
| Autres charges de gestion courante | | | | | | 278,10 | 119,00 | 190,54 | 231,04 | 307,29 | 306,64 | 233,04 | 464,15 | | 765,43 |
| FNGA (y compris le solde des opérations en capital jusqu'en 2009) | 398,50 | 519,85 | 986,50 | 1 322,87 | 1 295,88 | | | | | | | | | 2 035,54 | |
| Transferts liés à la gestion (T3) | | | | | 111,01 | 135,26 | 160,47 | 166,81 | 177,82 | 172,85 | 176,45 | 172,54 | 0,90 | 0,76 | 0,76 |
| Contribution au FNGA de l'ACOSS | | | | | 111,01 | 131,75 | 156,32 | 162,70 | 173,20 | 167,37 | 171,78 | 167,18 | 0,90 | 0,76 | 0,76 |
| Contribution au FNGA de l'UCANSS | | | | | | 3,50 | 4,15 | 4,11 | 4,62 | 5,48 | 4,67 | 5,36 | | | |
| 7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.) | 21,65 | -5,34 | 94,98 | 483,11 | 1 101,49 | 641,34 | 770,06 | 690,05 | 801,50 | 842,34 | 880,69 | 1 850,46 | 1 656,16 | 1 124,95 | 1 368,93 |
| Divers (postes comptables 3 + 4 + 5 + 7 + 8) | 21,65 | -5,34 | 94,98 | 483,11 | 1 101,49 | 641,34 | 770,06 | 690,05 | 801,50 | 842,34 | 880,69 | 1 853,86 | 1 656,16 | 1 124,84 | 1 368,17 |
| <i>Solde PAH (non pris en compte dans les PF)</i> | | | | | | | | | | | | | | -3,30 | |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 8 925,28 | 11 768,30 | 26 399,60 | 35 691,77 | 37 883,20 | | | | | | | | | 53 743,44 | |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | 39 885,57 | 41 605,32 | 43 432,40 | 45 787,60 | 47 876,39 | 49 022,06 | 51 654,24 | 53 467,96 | | 54 084,79 |
| + Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes) | | | 2 420,13 | 5 261,88 | 5 053,31 | 5 285,57 | 5 466,14 | 5 771,75 | 6 006,35 | 6 296,10 | 6 582,20 | 6 807,99 | 6 531,62 | -15,90 | 16,41 |
| Dépenses CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 8 925,28 | 11 768,30 | 28 819,72 | 40 953,64 | 42 936,51 | | | | | | | | | 53 727,54 | |
| Total des charges de la branche Famille | | | | | | 45 171,13 | 47 071,46 | 49 204,15 | 51 793,96 | 54 172,49 | 55 604,26 | 58 462,24 | 59 999,57 | 0 | 54 101,19 |

TIPF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants

| En millions d'euros | | | | | | 2002 | | | 2005 CCSS | 2006 CCSS | 2007 CCSS | 2008 CCSS | 2009 CCSS | 2010 CCSS |
|--|--|--|--|--|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | | | | | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. | Branche F. |
| Ventilation comptable des charges du compte de résultat | | | | | | 45 171,10 | 47 071,42 | 49 204,15 | 52 059,63 | 54 172,48 | 57 374,35 | Maj 14/9/10 58 466,20 | Maj 14/9/10 59 999,57 | Maj 11/4/11 54 101,20 |
| C1. Prestations sociales directes (P1 + AS) | | | | | | 34 607,30 | 35 359,03 | 37 186,44 | 39 157,53 | 40 800,60 | 42 069,30 | 43 558,90 | 44 504,76 | 37 971,51 |
| C2. Charges techniques - Transferts (T1 + T2 + T3 + Ecart DSER T2) | | | | | | 8 114,20 | 9 247,72 | 9 586,70 | 10 286,20 | 10 589,12 | 10 759,11 | 11 158,40 | 11 552,75 | 12 159,28 |
| C3. Diverses charges techniques | | | | | | 494,50 | 491,49 | 478,41 | 485,40 | 464,02 | 493,28 | 616,30 | 516,27 | 510,41 |
| C4. Dotations aux provisions | | | | | | 2,63 | 58,28 | 43,47 | 139,44 | 223,65 | 263,00 | 1 075,60 | 1 028,47 | 668,30 |
| C5. Charges financières | | | | | | 0,12 | 0,16 | 0,23 | 0,14 | 1,79 | 8,09 | 2,30 | 2,86 | 11,20 |
| C6. Charges de gestion courante | | | | | | 1 771,86 | 1 724,09 | 1 793,84 | 1 814,40 | 1 940,65 | 1 912,81 | 1 920,70 | 2 285,01 | 2 601,48 |
| C7. Charges exceptionnelles | | | | | | 180,49 | 190,64 | 115,06 | 176,53 | 152,65 | 388,75 | 134,00 | 109,46 | 179,03 |
| C8. Charges exceptionnelles (= montant équivalent en produits exceptionnels) | | | | | | | | | | | 1 480,02 | | | |

TIPF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

| Evolution en euros courants (en %) | CNAF 1979/1978 | CNAF 1981/1980 | CNAF 1991/1990 | CNAF 2001/2000 | CNAF 2002/2001 | Branche 2003/2002 | Branche 2004/2003 | Branche 2005/2004 | Branche 2006/2005 | Branche 2007/2006 | Branche 2008/2007 | Branche 2009/2008 | Branche 2010/2009 | Tx moyen annuel Branche 2010 / CNAF 2000 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| Prestations légales directes du FNPF | 11,2 % | 20,4 % | 3,4 % | 3,3 % | 3,1 % | 2,1 % | 4,2 % | 4,4 % | 4,5 % | 3,0 % | 3,5 % | 2,1 % | -15,5 % | 1,3 % |
| 1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat | 22,4 % | 40,8 % | 6,4 % | 9,6 % | 5,5 % | 1,8 % | 4,0 % | 4,5 % | 4,5 % | 2,6 % | 3,5 % | 3,3 % | 0,6 % | 3,2 % |
| 2. Transferts : financement de prestations (T1) | 101,4 % | 53,4 % | -9,6 % | 15,9 % | 22,0 % | 22,6 % | 3,8 % | 3,3 % | 5,9 % | 3,3 % | 2,9 % | 7,3 % | 7,1 % | 9,2 % |
| Assurance vieillesse parent au foyer + avances | 95,3 % | 47,7 % | -12,3 % | 3,0 % | 5,6 % | 2,2 % | 3,6 % | 1,9 % | 6,4 % | 2,6 % | 2,1 % | 0,4 % | -3,9 % | 2,4 % |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | | | 106,2 % | 110,2 % | 3,7 % | 6,2 % | 4,7 % | 4,9 % | 4,1 % | 20,8 % | 24,9 % | |
| Congé de paternité | | | | | | 3,9 % | 7,5 % | 3,2 % | 8,2 % | 1,4 % | 4,9 % | -0,2 % | -0,5 % | |
| Assurance personnelle | | | | | | | | | | | | | | |
| Cotisation maladie parent isolé | | | | | | | | | | | | | | |
| Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2) | 12,6 % | 21,6 % | 1,5 % | 6,1 % | 5,3 % | 4,9 % | 3,9 % | 4,3 % | 4,7 % | 2,8 % | 3,4 % | 4,0 % | 1,8 % | 4,1 % |
| Action sociale (AS) | 10,7 % | 34,4 % | 5,3 % | -4,3 % | 15,0 % | 3,6 % | 17,6 % | 15,4 % | 0,4 % | 4,7 % | 4,0 % | 3,3 % | -5,6 % | 4,9 % |
| 3. Prestations extra-légales : dép. réelles yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER J. Clément) | | | | 3,3 % | 14,3 % | 4,5 % | 16,8 % | 14,3 % | 0,4 % | 4,1 % | 3,8 % | 2,4 % | 5,3 % | |
| Accueil des jeunes enfants | | | | 6,6 % | 22,7 % | 3,3 % | 24,1 % | 19,7 % | 1,3 % | 3,2 % | 3,2 % | 3,3 % | 7,5 % | |
| Temps libre des enfants et des familles | | | | 6,6 % | 14,8 % | 10,9 % | 14,6 % | 20,2 % | -0,5 % | 8,5 % | 7,1 % | 2,0 % | 2,2 % | |
| Accompagnement social des familles | | | | 1,5 % | 0,1 % | 3,5 % | 4,5 % | 0,1 % | -1,5 % | 1,2 % | 0,1 % | -0,2 % | 0,3 % | |
| Logement et habitat | | | | -7,9 % | 5,8 % | 0,3 % | 1,7 % | -4,2 % | -3,4 % | -3,7 % | -0,1 % | -1,3 % | 4,4 % | |
| Animation et vie sociale | | | | -0,8 % | 7,4 % | 1,4 % | 6,6 % | 3,6 % | 3,0 % | 5,0 % | 3,9 % | 2,6 % | 5,6 % | |
| Prestations supplémentaires | | | | -22,3 % | -9,1 % | -10,2 % | -7,2 % | -20,4 % | -11,3 % | -7,1 % | -12,1 % | -15,3 % | 0,0 % | |
| Réalizations diverses et logistique des œuvres | | | | -20,4 % | 44,9 % | 11,0 % | 144,2 % | 14,2 % | -3,9 % | 16,3 % | 11,0 % | 5,0 % | 14,8 % | |
| <i>Dont prestations FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, frais gestion -> 2000</i> | 10,7 % | 34,4 % | 5,3 % | -4,3 % | 15,1 % | | | | | | | | | 6,2 % |
| Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF | 12,5 % | 22,3 % | 1,7 % | 5,4 % | 5,9 % | 4,8 % | 4,9 % | 5,2 % | 4,4 % | 2,9 % | 3,4 % | 4,0 % | 1,1 % | 4,3 % |
| 5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2) | 46,7 % | 36,6 % | 6,9 % | -4,8 % | 3,8 % | -1,2 % | 2,8 % | 6,7 % | 7,3 % | -3,4 % | 6,9 % | 1,9 % | 1,6 % | 2,1 % |
| Contribution au FNAL : APL et ALT (aides aux associations) | | | 14,4 % | 3,4 % | 3,7 % | -1,2 % | 2,8 % | 6,7 % | 7,3 % | -3,4 % | 7,0 % | 1,6 % | 2,0 % | |
| Contribution au FNH-FNAL (ALV - EA 1978-1982) | | 58,2 % | 7,8 % | -0,4 % | 3,5 % | -1,4 % | 2,9 % | 6,7 % | 7,2 % | | | | | |
| Contribution au FNAL : aides aux associations | | | | 9,6 % | 26,8 % | 17,2 % | -4,4 % | 7,5 % | 19,3 % | | | | | |
| Contribution à l'UNAF | 18,2 % | 16,7 % | 6,9 % | 1,1 % | 7,8 % | -1,2 % | 0,8 % | 2,5 % | 2,3 % | 2,3 % | 1,8 % | 2,9 % | 0,5 % | |
| 6. Gestion | 15,1 % | 19,9 % | 2,0 % | 6,4 % | 21,4 % | -1,2 % | 4,0 % | 4,3 % | 3,4 % | 1,5 % | -2,4 % | 9,2 % | 13,8 % | 7,0 % |
| Charges de gestion courante (G) | | | | | | -2,7 % | 4,0 % | 4,1 % | 4,0 % | 1,4 % | -2,4 % | 19,0 % | 13,8 % | |
| Charges de personnel | | | | | | 5,0 % | 4,0 % | 1,1 % | -0,1 % | 1,5 % | 1,4 % | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | 35,2 % | -35,9 % | 15,4 % | -0,9 % | 3,6 % | 3,6 % | | | |
| Autres charges de gestion courante | | | | | | -57,2 % | 60,1 % | 21,3 % | 33,0 % | -0,2 % | -24,0 % | | | |
| FNGA (y compris le solde des opérations en capital) | 15,1 % | 19,9 % | 2,0 % | -2,0 % | 21,4 % | | | | | | | | | 4,4 % |
| Transferts liés à la gestion (T3) | | | | | 21,8 % | 18,6 % | 4,0 % | 6,6 % | -2,8 % | 2,1 % | -2,2 % | -99,5 % | -15,2 % | |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 13,3 % | 22,3 % | 2,6 % | 6,1 % | 4,7 % | | 4,3 % | 5,4 % | 4,6 % | 2,4 % | 5,4 % | 3,5 % | 1,2 % | 4,2 % |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 13,3 % | 22,3 % | 2,8 % | 4,8 % | 4,7 % | | | | | | | | | |
| Total des charges de la branche Famille | | | | | | 4,2 % | 4,5 % | 5,3 % | 4,6 % | 2,6 % | 5,1 % | 2,6 % | -9,8 % | 2,8 % |

TIPF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

| En millions d'euros 2010 | 1978 CNAF | 1980 CNAF | 1985 CNAF | 1990 CNAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 CNAF | 2010 Branche F. |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|
| <i>Prestations légales FNPF</i> | 24 864 | 25 583 | 28 879 | 29 241 | 33 110 | 35 521 | 36 124 | 36 603 | 36 664 | 37 591 | 38 592 | 39 673 | 40 263 | 40 535 | 41 342 | 34 424,49 | 34 424,49 |
| 1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat | 24 864 | 25 583 | 25 938 | 25 914 | 28 105 | 29 349 | 30 288 | 30 603 | 30 574 | 31 267 | 32 124 | 33 005 | 33 392 | 33 623 | 34 715 | 34 440,39 | 34 408,08 |
| 2. Transferts : financement de prestations (T1) | 401 | 962 | 2 627 | 4 002 | 9 109 | 3 957 | 4 517 | 5 416 | 6 519 | 6 653 | 6 759 | 7 038 | 7 166 | 7 172 | 7 692 | 8 122,99 | 8 122,99 |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances | 401 | 925 | 2 376 | 3 766 | 8 631 | 3 957 | 4 012 | 4 166 | 4 177 | 4 257 | 4 264 | 4 461 | 4 512 | 4 482 | 4 498 | 4 260,59 | 4 260,59 |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | | | | | 505 | 1 024 | 2 111 | 2 153 | 2 248 | 2 314 | 2 392 | 2 422 | 2 925 | 3 599,84 | 3 599,84 |
| Congé de paternité | | | | | | | | 226 | 231 | 244 | 247 | 263 | 263 | 268 | 268 | 262,56 | 262,56 |
| Assurance personnelle | | | 58 | 82 | 257 | | | | | | | | | | 1 | | |
| Cotisation maladie parent isolé | | 37 | 193 | 154 | 221 | | | | | | | | | | | | |
| <i>Prestations du FNPF tous régimes (PI + T1)</i> | 25 265 | 26 545 | 28 565 | 29 916 | 37 214 | 33 306 | 34 805 | 36 019 | 37 093 | 37 920 | 38 882 | 40 043 | 40 559 | 40 795 | 42 406 | 42 563,38 | 42 531,07 |
| Action sociale (AS) (3 + 4) | 1 376 | 1 428 | 1 552 | 1 752 | 2 060 | 2 587 | 2 437 | 2 682 | 2 728 | 3 154 | 3 579 | 3 534 | 3 648 | 3 692 | 3 812 | 4 036,69 | 3 547,02 |
| 3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc op. en capital, prélèvement sur réserves FIPE (source DSER MTE) | | | | | 2 047 | 2 544 | 2 588 | 2 907 | 2 981 | 3 426 | 3 847 | 3 797 | 3 897 | 3 933 | 4 024 | 4 175,90 | 4 175,90 |
| Accueil des jeunes enfants | | | | | 700 | 1 081 | 1 135 | 1 368 | 1 387 | 1 693 | 1 992 | 1 985 | 2 018 | 2 026 | 2 093 | 2 216,58 | 2 216,58 |
| Temps libre des enfants et des familles | | | | | 409 | 503 | 528 | 596 | 648 | 730 | 863 | 845 | 903 | 941 | 959 | 965,87 | 965,87 |
| Accompagnement social des familles | | | | | 479 | 470 | 470 | 462 | 469 | 482 | 475 | 460 | 459 | 447 | 445 | 440,18 | 440,18 |
| Logement et habitat | | | | | 169 | 201 | 183 | 190 | 187 | 187 | 176 | 167 | 159 | 154 | 152 | 156,80 | 156,80 |
| Animation et vie sociale | | | | | 220 | 244 | 238 | 252 | 250 | 262 | 267 | 271 | 280 | 283 | 290 | 302,11 | 302,11 |
| Prestations supplémentaires | | | | | 45 | 25 | 20 | 17 | 15 | 14 | 11 | 10 | 9 | 7 | 6 | 6,24 | 6,24 |
| Réalisations diverses et logistique des œuvres | | | | | 25 | 19 | 15 | 22 | 24 | 57 | 63 | 60 | 69 | 74 | 78 | 88,12 | 88,12 |
| 4. Ajustement action sociale (/ consolidation hors op. K ou / FNAS) | | | | | 14 | 43 | -151 | -230 | -253 | -271 | -268 | -263 | -249 | -241 | -212 | -139,21 | -628,87 |
| Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur réserves FIPE, AEL, frais gestion -> 2000 | 1 376 | 1 428 | 1 552 | 1 752 | 2 060 | 2 587 | 2 437 | | | | | | | | | 4 036,69 | |
| Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF | 26 640 | 27 973 | 30 118 | 31 668 | 39 274 | 35 893 | 37 242 | 38 701 | 39 821 | 41 075 | 42 462 | 43 577 | 44 207 | 44 487 | 46 218 | 46 600,07 | 46 078,09 |
| 5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2) | 364 | 434 | 1 857 | 3 140 | 3 734 | 3 854 | 3 611 | 3 683 | 3 572 | 3 610 | 3 786 | 3 993 | 3 803 | 3 956 | 4 029 | 3 982,12 | 4 035,53 |
| Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations | | 208 | 1 604 | 2 893 | 3 508 | 3 652 | 3 585 | 3 656 | 3 546 | 3 584 | 3 759 | 3 967 | 3 776 | 3 930 | 3 989 | 3 955,37 | 4 009,47 |
| Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982) | | 208 | 1 604 | 2 893 | 3 497 | 3 624 | 3 555 | 3 618 | 3 502 | 3 543 | 3 716 | 3 916 | 3 730 | 3 883 | 3 937 | 3 901,26 | 3 955,37 |
| Contribution au FNAL : aides aux associations | | | | | 12 | 28 | 30 | 38 | 43 | 41 | 43 | 50 | 46 | 47 | 52 | 54,10 | 54,10 |
| Contribution à l'UNAF | 11 | 12 | 14 | 21 | 24 | 26 | 26 | 27 | 26 | 26 | 26 | 26 | 27 | 26 | 27 | 26,76 | 26,76 |
| Autres transferts (FASTIF, compensation démographique) | 354 | 214 | 239 | 227 | 201 | 176 | | | | | | | | | | | |
| 6. Gestion | 1 265 | 1 312 | 1 416 | 1 356 | 1 447 | 1 552 | 1 625 | 2 165 | 2 099 | 2 148 | 2 202 | 2 238 | 2 238 | 2 125 | 2 319 | 2 036,31 | 2 602,24 |
| Charges de gestion courante (G) | | | | | | | | 2 011 | 1 921 | 1 966 | 2 010 | 2 055 | 2 054 | 1 950 | 2 318 | | 2 601,48 |
| Charges de personnel | | | | | | | | 1 557 | 1 604 | 1 641 | 1 630 | 1 601 | 1 603 | 1 582 | 1 713 | | 1 705,50 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | | | 139 | 184 | 116 | 132 | 128 | 131 | 132 | 135 | | 130,54 |
| Autres charges de gestion courante | | | | | | | | 316 | 133 | 209 | 249 | 325 | 320 | 237 | 471 | | 765,43 |
| FNGA (y compris le solde des opérations en capital) | 1 265 | 1 312 | 1 416 | 1 356 | 1 447 | 1 552 | 1 497 | | | | | | | | | 2 035,54 | |
| Transferts liés à la gestion (T3) | | | | | | | 128 | 154 | 179 | 183 | 192 | 183 | 184 | 175 | 1 | 0,76 | 0,76 |
| Contribution au FNGA de l'ACOSS | | | | | | | 128 | 150 | 174 | 178 | 187 | 177 | 179 | 170 | 1 | 0,76 | 0,76 |
| Contribution au FNGA de l'UCANSS | | | | | | | | 4 | 5 | 5 | 5 | 6 | 5 | 5 | | | |
| 7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.) | 69 | -13 | 117 | 131 | 405 | 567 | 1 272 | 728 | 858 | 756 | 863 | 892 | 919 | 1 879 | 1 680 | 1 124,95 | 1 368,93 |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 28 339 | 29 706 | 33 508 | 36 295 | 44 861 | 41 865 | 43 750 | | | | | | | | | 53 743,44 | |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | | 45 277 | 46 350 | 47 589 | 49 312 | 50 700 | 51 167 | 52 447 | 54 247 | | 54 084,79 |
| + Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes) | | | 2 940 | 3 327 | 5 005 | 6 172 | 5 836 | 6 000 | 6 090 | 6 324 | 6 469 | 6 667 | 6 870 | 6 912 | 6 627 | -15,90 | 16,41 |
| Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | 28 339 | 29 706 | 36 448 | 39 623 | 49 865 | 48 037 | 49 586 | | | | | | | | | 53 727,54 | |
| Total des charges de la branche Famille | | | | | | | | 51 277 | 52 440 | 53 913 | 55 781 | 57 368 | 58 037 | 59 359 | 60 874 | 0,00 | 54 101,19 |

TIPF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

| Evolution en euros constants (en %) | 2000/1999 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 Branche F. | 2004/2003 Branche F. | 2005/2004 Branche F. | 2006/2005 Branche F. | 2007/2006 Branche F. | 2008/2007 Branche F. | 2009/2008 Branche F. | 2010/2009 CNAF | 2010/2009 Branche F. | Rapport branche 2010 / CNAF 2000 |
|--|--------------|--------------|--------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|--|
| Prestations légales FNPF | 0,0 % | 1,7 % | 1,3 % | 0,2 % | 2,5 % | 2,7 % | 2,8 % | 1,5 % | 0,7 % | 2,0 % | -16,7 % | -16,7 % | -3,1 % |
| 1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat | 1,9 % | 3,2 % | 1,0 % | -0,1 % | 2,3 % | 2,7 % | 2,7 % | 1,2 % | 0,7 % | 3,2 % | -0,9 % | -0,9 % | 17,2 % |
| 2. Transferts : financement de prestations (T1) | -8,1 % | 14,2 % | 19,9 % | 20,4 % | 2,1 % | 1,6 % | 4,1 % | 1,8 % | 0,1 % | 7,2 % | 5,6 % | 5,6 % | 105,3 % |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances | 0,8 % | 1,4 % | 3,8 % | 0,3 % | 1,9 % | 0,2 % | 4,6 % | 1,1 % | -0,7 % | 0,4 % | -5,3 % | -5,3 % | 7,7 % |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | 102,6 % | 106,3 % | 2,0 % | 4,4 % | 2,9 % | 3,4 % | 1,3 % | 20,7 % | 23,1 % | 23,1 % | |
| Congé de paternité | | | | 1,9 % | 5,7 % | 1,4 % | 6,4 % | 0,0 % | 2,0 % | -0,2 % | -1,9 % | -1,9 % | |
| Assurance personnelle | | | | | | | | | | | | | |
| Cotisation maladie parent isolé | | | | | | | | | | | | | |
| Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1) | 0,6 % | 4,5 % | 3,5 % | 3,0 % | 2,2 % | 2,5 % | 3,0 % | 1,3 % | 0,6 % | 3,9 % | 0,3 % | 0,3 % | 27,7 % |
| Action sociale (AS) (3 + 4) | 5,7 % | -5,8 % | 13,0 % | 1,7 % | 15,6 % | 13,5 % | -1,3 % | 3,2 % | 1,2 % | 3,3 % | 3,9 % | -6,9 % | 37,1 % |
| 3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèvement sur les réserves FIPE (source DSER MTE) | 3,3 % | 1,7 % | 12,3 % | 2,5 % | 14,9 % | 12,3 % | -1,3 % | 2,6 % | 0,9 % | 2,3 % | 3,8 % | 3,8 % | 64,1 % |
| Accueil des jeunes enfants | 4,9 % | 5,0 % | 20,6 % | 1,4 % | 22,1 % | 17,7 % | -0,4 % | 1,7 % | 0,4 % | 3,3 % | 5,9 % | 5,9 % | 105,1 % |
| Temps libre des enfants et des familles | 9,7 % | 5,0 % | 12,8 % | 8,8 % | 12,7 % | 18,2 % | -2,1 % | 6,9 % | 4,1 % | 2,0 % | 0,7 % | 0,7 % | 92,0 % |
| Accompagnement social des familles | -1,9 % | -0,1 % | -1,6 % | 1,6 % | 2,8 % | -1,6 % | -3,1 % | -0,3 % | -2,6 % | -0,3 % | -1,1 % | -1,1 % | -6,4 % |
| Logement et habitat | -0,3 % | -9,3 % | 4,0 % | -1,6 % | 0,0 % | -5,8 % | -5,0 % | -5,1 % | -2,8 % | -1,4 % | 2,9 % | 2,9 % | -22,2 % |
| Animation et vie sociale | 1,6 % | -2,3 % | 5,5 % | -0,5 % | 4,8 % | 1,9 % | 1,3 % | 3,5 % | 1,0 % | 2,5 % | 4,1 % | 4,1 % | 23,8 % |
| Prestations supplémentaires | -17,9 % | -23,5 % | -10,7 % | -11,9 % | -8,7 % | -21,8 % | -12,8 % | -8,4 % | -14,5 % | -15,4 % | -1,4 % | -1,4 % | -75,5 % |
| Réalisations diverses et logistique des œuvres | -10,4 % | -21,6 % | 42,5 % | 8,9 % | 140,2 % | 12,2 % | -5,5 % | 14,7 % | 8,0 % | 4,9 % | 13,2 % | 13,2 % | 355,6 % |
| Dont prestations FNAS yc prél. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000 | 5,7 % | -5,8 % | 13,1 % | | | | | | | | 3,9 % | | |
| Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF | 1,0 % | 3,8 % | 4,1 % | 2,9 % | 3,1 % | 3,4 % | 2,6 % | 1,4 % | 0,6 % | 3,9 % | 0,6 % | -0,3 % | 28,4 % |
| 5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2) | -2,2 % | -6,3 % | 2,0 % | -3,0 % | 1,1 % | 4,9 % | 5,5 % | -4,8 % | 4,0 % | 1,9 % | 0,4 % | 0,2 % | |
| Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982) | -2,3 % | -1,9 % | 1,8 % | -3,2 % | 1,2 % | 4,9 % | 5,4 % | -4,8 % | 4,1 % | 1,4 % | 0,4 % | 0,5 % | |
| Contribution au FNAL : aides aux associations | 10,9 % | 7,9 % | 24,6 % | 15,1 % | -6,0 % | 5,7 % | 17,3 % | | | | 4,0 % | | |
| Contribution à l'UNAF | -1,3 % | -0,5 % | 6,0 % | -3,0 % | -0,9 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,8 % | -1,0 % | 2,8 % | -1,0 % | -1,0 % | |
| 6. Gestion | 0,3 % | 4,7 % | 19,4 % | -3,0 % | 2,3 % | 2,5 % | 1,6 % | 0,0 % | -5,0 % | 9,1 % | 3,0 % | 12,2 % | |
| Charges de gestion courante (G) | | | | -4,5 % | 2,3 % | 2,3 % | 2,2 % | -0,1 % | -5,0 % | 18,9 % | | 12,2 % | |
| Charges de personnel | | | | 3,0 % | 2,3 % | -0,7 % | -1,7 % | 0,1 % | -1,3 % | 8,3 % | | -0,4 % | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | 32,6 % | -37,0 % | 13,4 % | -2,6 % | 2,1 % | 0,7 % | 2,3 % | | -3,2 % | |
| Autres charges de gestion courante | | | | -58,0 % | 57,5 % | 19,2 % | 30,8 % | -1,6 % | -26,1 % | 99,0 % | | 62,5 % | |
| FNGA (y compris le solde des opérations en capital) | 0,3 % | -3,6 % | 19,3 % | | | | | | | | 3,0 % | | |
| Transferts liés à la gestion (T3) | | | 19,8 % | 16,4 % | 2,2 % | 4,8 % | -4,4 % | 0,6 % | -4,9 % | | | | |
| Contribution au FNGA de l'ACOSS | | | 16,7 % | 16,4 % | 2,4 % | 4,6 % | -5,0 % | 1,2 % | -5,3 % | | | | |
| Contribution au FNGA de l'UCANSS | | | | 16,2 % | -2,6 % | 10,5 % | 16,5 % | -16,0 % | 11,7 % | | | | |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 0,3 % | 4,5 % | 2,9 % | | | | | | | | 1,1 % | | |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | 2,4 % | 2,7 % | 3,6 % | 2,8 % | 0,9 % | 2,5 % | 3,4 % | | -0,3 % | 29,2 % |
| + Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes) | -8,4 % | -5,4 % | 2,8 % | 1,5 % | 3,9 % | 2,3 % | 3,1 % | 3,0 % | 0,6 % | -4,1 % | -100,2 % | -99,8 % | |
| Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital) | -0,9 % | 3,2 % | 2,9 % | | | | | | | | -10,1 % | | |
| Total des charges de la branche Famille | | | | 2,3 % | 2,8 % | 3,5 % | 2,8 % | 1,2 % | 2,3 % | 2,6 % | | -11,1 % | 12,6 % |

TIPF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations)

Part des remboursements de prestations dans l'ensemble des charges

| Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros | 1978 CNAF | 1980 CNAF | 1990 CAF | 1995 CNAF | 2000 CNAF | 2001 CNAF | 2002 Branche F. | 2003 Branche F. | 2004 Branche F. | 2005 Branche F. | 2006 Branche F. | 2007 Branche F. | 2008 Branche F. | 2009 Branche F. | 2010 Branche F. |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat | 87,7 % | 86,1 % | 71,4 % | 62,7 % | 70,1 % | 69,2 % | 67,6 % | 66,0 % | 65,7 % | 65,1 % | 65,1 % | 65,3 % | 64,1 % | 64,0 % | 63,6 % |
| 2. Transferts : financement de prestations | 1,4 % | 3,2 % | 11,0 % | 20,3 % | 9,5 % | 10,3 % | 12,0 % | 14,1 % | 14,0 % | 13,7 % | 13,9 % | 14,0 % | 13,7 % | 14,2 % | 15,0 % |
| Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations | 1,4 % | 3,1 % | 10,4 % | 19,2 % | 9,5 % | 9,2 % | 9,2 % | 9,0 % | 8,9 % | 8,6 % | 8,8 % | 8,8 % | 8,5 % | 8,3 % | 7,9 % |
| Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV) | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Congé de paternité | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Assurance personnelle, divers | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Cotisation maladie parent isolé | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2) | 89,2 % | 89,4 % | 82,4 % | 83,0 % | 79,6 % | 79,6 % | 79,6 % | 80,0 % | 79,7 % | 78,8 % | 79,0 % | 79,3 % | 77,8 % | 78,2 % | 78,6 % |
| Action sociale (AS) (3 + 4) | 4,9 % | 4,8 % | 4,8 % | 4,6 % | 6,2 % | 5,6 % | 5,9 % | 5,9 % | 6,6 % | 7,3 % | 7,0 % | 7,1 % | 7,0 % | 7,0 % | 6,6 % |
| 3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE) | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Accueil des jeunes enfants | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Temps libre des enfants et des familles | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Accompagnement social des familles | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Logement et habitat | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Animation et vie sociale | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Prestations supplémentaires | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Réalisations diverses et logistique des œuvres | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000 | 4,9 % | 4,8 % | 4,8 % | 4,6 % | 6,2 % | 5,6 % | | | | | | | | | |
| Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4) | 94,0 % | 94,2 % | 87,3 % | 87,5 % | 85,7 % | 85,1 % | 85,5 % | 85,9 % | 86,3 % | 86,1 % | 86,0 % | 86,4 % | 84,8 % | 85,2 % | 85,2 % |
| 5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2) | 1,3 % | 1,5 % | 8,7 % | 8,3 % | 9,2 % | 8,3 % | 8,1 % | 7,7 % | 7,6 % | 7,7 % | 7,9 % | 7,4 % | 7,5 % | 7,4 % | 7,5 % |
| Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations | 0,0 % | 0,7 % | 8,0 % | 7,8 % | 8,7 % | 8,2 % | 8,1 % | 7,6 % | 7,5 % | 7,6 % | 7,8 % | 7,4 % | 7,5 % | 7,4 % | 7,4 % |
| Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982) | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Contribution au FNAL (ALT) | | | | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité) | 0,0 % | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,05 % | 0,05 % |
| Autres transferts (FASTIF, compensation démographique) | 1,2 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite | 0,8 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,0 % | | | | | | | | | |
| Compensation démographique | 0,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | | | | | | | | | |
| 6. Gestion | 4,5 % | 4,4 % | 3,7 % | 3,2 % | 3,7 % | 3,7 % | 4,8 % | 4,5 % | 4,5 % | 4,5 % | 4,4 % | 4,4 % | 4,1 % | 4,3 % | 4,8 % |
| Charges de gestion courante (G) | | | | | | | 4,4 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,1 % | 4,0 % | 3,7 % | 4,3 % | 4,8 % |
| Charges de personnel | | | | | | | 3,4 % | 3,5 % | 3,4 % | 3,3 % | 3,2 % | 3,1 % | 3,0 % | 3,2 % | 3,2 % |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | | 0,3 % | 0,4 % | 0,2 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,2 % | 0,2 % |
| Autres charges de gestion courante | | | | | | | 0,7 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,5 % | 0,9 % | 1,4 % |
| FNGA (y compris le solde des opérations en capital) | 4,5 % | 4,4 % | 3,7 % | 3,2 % | 3,7 % | 3,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Transferts liés à la gestion (T3) | | | | | | | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Contribution au FNGA de l'ACOSS | | | | | | | 0,3 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,4 % | 0,3 % | 0,0 % | 0,0 % |
| Contribution au FNGA de l'UCANSS | | | | | | | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,00 % | 0,00 % |
| 7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.) | 0,2 % | 0,0 % | 0,4 % | 0,9 % | 1,4 % | 2,9 % | 1,6 % | 1,9 % | 1,6 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 3,6 % | 3,1 % | 2,5 % |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | | | | | | | | | |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |
| En % du total y compris les remboursements de l'Etat | | | | | | | | | | | | | | | |
| + Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes) | 0,0 % | 0,0 % | 8,4 % | 10,0 % | 12,8 % | 11,8 % | 11,7 % | 11,6 % | 11,7 % | 11,6 % | 11,6 % | 11,8 % | 11,6 % | 10,9 % | 0,03 % |
| Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat | 100,0 % | 100,0 % | 91,6 % | 90,0 % | 87,2 % | 88,2 % | | | | | | | | | |
| Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat | | | | | | | 88,3 % | 88,4 % | 88,3 % | 88,4 % | 88,4 % | 88,2 % | 88,4 % | 89,1 % | 100,0 % |

TIPF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)

Pour ce tableau, on retient la définition comptable des recettes et des dépenses de la CNAF. Les soldes statistiques sont identiques aux soldes comptables.

| Millions d'euros | 1978 | 1980 | 1990 (1) | 2000 (1) | 2005 (1) | 2006 (1) | 2007 (1) | 2008 (1) | 2009 (1) | 2010 (1) |
|--|-------|--------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| RECETTES | 9 340 | 11 924 | 29 285 | 42 504 | 50 489,04 | 52 962,09 | 57 136,66 | 57 846,05 | 57 233,65 | 51 124,74 |
| FNPF | 8 551 | 10 801 | 26 978 | 38 898 | 45 439,90 | 47 799,99 | 51 809,40 | | | |
| FNAS hors prélèv. FIPE | 396 | 575 | 1 275 | 2 206 | 3 392,60 | 3 447,84 | 3 596,75 | | | |
| FNGA | 394 | 548 | 1 033 | 1 400 | 1 656,55 | 1 714,26 | 1 730,52 | 1 838,43 | 2 052,21 | 2 035,54 |
| DEPENSES | 8 925 | 11 768 | 28 710 | 41 060 | 51 768,51 | 53 894,20 | 57 039,69 | 58 290,80 | 59 014,37 | 53 738,82 |
| FNPF | 8 094 | 10 683 | 26 403 | 37 454 | 46 692,11 | 48 713,53 | 51 703,80 | | | |
| FNAS yc financ. FIPE | 433 | 566 | 1 275 | 2 206 | 3 419,85 | 3 466,41 | 3 605,38 | | | |
| FNGA | 399 | 520 | 1 033 | 1 400 | 1 656,55 | 1 714,26 | 1 730,52 | 1 838,43 | 2 052,21 | 2 035,54 |
| SOLDE (après prélèvement au FIPE) | 415 | 155 | 575 | 1 444 | -1 279,47 | -932,11 | 96,97 | -444,74 | -1 780,72 | -2 614,08 |
| FNPF (a) | 457 | 118 | 575 | 1 444 | -1 252,21 | -913,54 | 105,60 | | | |
| FNAS avant prélèvement FIPE | -38 | 9 | | | -27,25 | -18,57 | -8,63 | | | |
| FNGA | -5 | 28 | | | | | | | | 0 |
| Remise à zéro | | | | | | | | | | |
| Affectation au FIPE (loi de financement pour 2001) | | | | 229 | 27,25 | 18,57 | 8,63 | 5,35 | 2,75 | |

| Branche Famille | | | | | | | | | |
|---|----------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 CCSS | 2006 CCSS | 2007 CCSS | 2008 CCSS | 2009 CCSS | 2010 CCSS |
| Produits | 46 200,3 | 47 497,4 | 48 847,1 | 50 745,1 | 53 281,4 | 57 530,3 | 58 123,6 | 58 170,0 | 51 413,7 |
| Charges | 45 171,1 | 47 071,5 | 49 204,1 | 52 059,6 | 54 172,5 | 57 374,3 | 58 466,1 | 59 999,6 | 54 101,2 |
| y compris prélèvement FIPE | | | | | | | | | |
| NB : PAH en recettes et dépenses diverses | | | | | | | | | |
| Résultat net | 1 029,1 | 426,0 | -357,0 | -1 314,5 | -891,1 | 155,9 | -342,4 | -1 829,5 | -2 687,4 |

(1) Depuis l'arrêt du 1^{er} août 1991, la fraction des cotisations affectée à l'action sociale et à la gestion est fixée en montant et non en taux. Ces montants conduisent à une variation du fonds de roulement nul en 1990 pour le FNGA et le FNAS.
Le tableau 63 reprend la présentation comptable et non statistique des recettes et des dépenses du FNGA et du FNAS afin de bien faire apparaître les recettes affectées. Par contre, dans le tableau 62, la ventilation par fonds des cotisations a été calculée afin de prolonger la série.
Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF août 1995 page 16 : 3 663 267 958,32 francs de report à nouveau résultant de la remise à zéro des réserves antérieures.
Report à nouveau repris par la CADES : compte financier de l'exercice 1996 (52 311 MF), exercice 1998 (19 656 MF, annexe II).

Passage des données comptables aux chiffres statistiques (en euros)

| En millions d'euros | 2000 DC | 2005 DC | 2006 DC | 2007 DC | 2008 DC | 2009 DC | 2010 DC |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes comptabilité CNAF | 42 503,90 | 50 489,04 | 52 962,09 | 55 656,64 | 57 846,05 | 57 233,65 | 51 124,74 |
| AVPF - garantie de ressources | | -265,56 | | -517,69 | | | |
| Recettes PAH | -29,23 | -18,60 | -18,12 | -15,25 | -16,77 | -13,75 | -11,29 |
| Moindres dépenses BMAF | | | | | | | |
| Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette | | | | | | | |
| Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette | | | | | | | |
| Recettes en capital du FNGA | -77,00 | -93,75 | -92,44 | -86,40 | -99,03 | -103,75 | |
| Recettes diverses statistiques correspondant au prélèvement sur les réserves du FIPE | | | | | | | |
| Recettes diverses statistiques yc contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (-> comptabilité CNAF 2003) | | | | | | | |
| Ecart sur les dépenses / TIPF 671 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| Recettes statistiques ajustées DC | 42 397,67 | 50 111,13 | 52 851,53 | 55 037,30 | 57 730,25 | 57 116,15 | 51 113,46 |
| Vérification | | | | 0 | | 0 | |
| Dépenses comptabilité CNAF | 41 059,92 | 51 768,51 | 53 894,20 | 55 559,78 | 58 290,80 | 59 014,37 | 53 738,82 |
| AVPF - garantie de ressources | | -265,56 | | -517,69 | | | |
| Recettes PAH | | -18,60 | -18,12 | -15,25 | -16,77 | -13,75 | -11,29 |
| Moindres dépenses BMAF | | | | | | | |
| Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette | | | | | | | |
| Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette | | | | | | | |
| Prise en compte en statistique de la contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (comptabilité CNAF 2003) | | | | | | | |
| Recettes en capital du FNGA | | -93,75 | -92,44 | -86,40 | -99,03 | -103,75 | |
| FNAS statistique y compris le prélèvement sur les réserves du FIPE | | | | | | | |
| Dépenses statistiques ajustées DC | 40 953,69 | 51 390,60 | 53 783,64 | 54 940,44 | 58 175,00 | 58 896,87 | 53 727,54 |
| Solde | 1 443,98 | -1 279,47 | -932,11 | 96,86 | -444,74 | -1 780,72 | -2 614,08 |

TIPF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)

| Millions d'euros courants | 1982 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 DC | 2000 DC (T) | 2001 DC (T) (2) | 2002 DC (T) | 2003 DC (T) | 2004 DC (T) | 2005 DC (T) | 2006 DC MAJ 05/08 | 2007 DC (T) | 2008 DC (T) | 2009 DC (T) | 2010 DC (T) | Structure 2010 | Evolution 2010/ 2009 | 2010-2009 |
|---|-------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---|----------------------------|--------------|
| 1 + 2 + 3. Aide à l'insertion et à la réinsertion | | 26,1 | 135,8 | 243,3 | 316,2 | 296,3 | 292,2 | 258,1 | 210,8 | 193,2 | 201,6 | 207,1 | 229,2 | 219,1 | 175,0 | 158,6 | 23,7 % | -9,4 % | -16,4 |
| 1. Apprentissage (RG + RS) | | | 37,0 | 42,5 | 84,0 | 82,7 | 81,8 | 89,4 | 94,8 | 92,9 | 101,8 | 113,8 | 123,7 | 136,3 | 145,0 | 146,4 | 21,9 % | | |
| 2.1 Emploi des jeunes - Contrats de qualification | | 26,1 | 93,0 | 45,5 | 64,8 | 69,8 | 76,3 | 75,5 | 69,6 | 65,2 | 53,8 | 14,8 | | | | | | | |
| 2.2 Exonération jeunes | | | | 4,2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1 Chômeurs de longue durée | | | 5,8 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.2 Contrats de retour à l'emploi métropole (RG + RS) : CRE | | | | 143,5 | 12,8 | 6,5 | 8,6 | 6,1 | 4,7 | 3,4 | 2,0 | 1,4 | 0,44 | 0,5 | 0,34 | 0,30 | 0,0 % | | |
| 3.3 Contrats de retour à l'emploi DOM | | | | 0,6 | 0,2 | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.4 Contrats initiative à l'emploi (RG + RS) : CIE | | | | 6,9 | 140,9 | 124,4 | 110,8 | 75,7 | 31,1 | 20,0 | 14,4 | 10,8 | 8,2 | 5,8 | 3,9 | 2,5 | 0,4 % | | |
| 3.5 Contrats de professionnalisation, emploi RMI, insertion RMI, RBS | | | | 0,1 | | | | | | 1,2 | 19,4 | 63,4 | 96,8 | 76,5 | 25,7 | 9,3 | 1,4 % | | |
| 3.6 Contrat d'accès emploi DOM | | | | | 6,3 | 3,5 | 6,8 | 4,4 | 3,7 | 3,1 | 4,2 | | | | | | | | |
| 3.7 Mesure d'insertion : loi contre l'exclusion (9/07/1998) | | | | | 7,3 | 9,5 | 8,0 | 7,0 | 7,0 | 7,4 | 6,0 | 2,9 | | | | | | | |
| 3.8 Charges / mesures en faveur de l'emploi (moindres recettes) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4. Aide à l'embauche | | | | | 50,5 | 59,1 | 145,9 | 209,1 | 188,6 | 223,9 | 226,7 | 261,7 | 345,0 | 349,6 | 315,1 | 275,8 | 41,2 % | -12,5 % | -39,2 |
| 4.1 Zone de revitalisation rurale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.2 Zones franches urbaines : ZFU | | | | | 32,9 | 41,5 | 43,7 | 46,6 | 41,3 | 49,0 | 49,1 | 49,7 | 57,9 | 62,4 | 47,9 | 32,5 | 4,9 % | | |
| 4.3 Zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine : ZRR, ZRU | | | | | 10,1 | 9,5 | 10,2 | 6,6 | 5,7 | 5,8 | 8,0 | 32,3 | 80,9 | 76,3 | 45,6 | 37,0 | 5,5 % | | |
| 4.4 Zone franche Corse | | | | | 7,5 | 8,0 | 7,9 | 4,7 | 2,8 | 1,6 | 0,8 | 0,2 | | | | | | | |
| 4.5 Orientation Outre-mer (loi du 13/12/2000) | | | | | | | 84,2 | 151,3 | 138,8 | 167,5 | 168,8 | 179,5 | 206,2 | 211,0 | 221,6 | 206,3 | 30,9 % | | |
| 5 + 6 + 7. Maintien des emplois et réduction du temps de travail | | | | 2 416,5 | 1 512,4 | 2 421,5 | 2 795,1 | 2 840,1 | 2 946,0 | 3 096,0 | 2 826,9 | 112,1 | 133,2 | 180,6 | 148,9 | 175,6 | 26,3 % | 18,0 % | 26,8 |
| 5. Exonération et réduction bas salaires | | | | 2 416,5 | 1 284,7 | 1 268,5 | 1 117,1 | 818,1 | 395,8 | 15,8 | -0,2 | | | | | | | | |
| 6. Aménagement et réduction du temps de travail | | | | | 224,7 | 1 143,8 | 1 665,2 | 2 002,6 | 2 531,0 | 212,5 | 37,8 | 3,7 | -1,6 | | | | | | |
| 6.1 Aménagement de la réduction du temps de travail (loi Robien) | | | | | 121,8 | 93,3 | 94,4 | 97,6 | 88,2 | 2,4 | | | | | | | | | |
| 6.2 Loi Aubry sur les 35 heures | | | | | 102,9 | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.3 Loi Aubry 1 | | | | | | 409,6 | 437,3 | 427,9 | 351,1 | -1,3 | | | | | | | | | |
| 6.4 Loi Aubry 2 | | | | | | 640,9 | 1 133,6 | 1 477,1 | 784,6 | 0,3 | | | | | | | | | |
| 6.5 Allègement général des cotisations patronales | | | | | | | | | | -13,0 | | | | | | | | | |
| 6.6 Aménagement réduction du temps de travail | | | | | | | | | | 224,2 | 37,8 | 3,7 | -1,6 | | | | | | |
| 7.1 Allègement des cotisations patronales | | | | | | | | | | 2 833,9 | 2 718,2 | | | | | | | | |
| 7.2 Salariés, créateurs ou repreneurs d'entreprises | | | | | | | | | | 0,04 | 1,83 | 1,68 | 1,70 | 2,34 | 1,95 | -0,28 | 0,0 % | | |
| 7.3 Jeunes entreprises innovantes - Sportifs professionnels | | | | | | | | | | 8,8 | 18,7 | 27,1 | 27,1 | 25,0 | 28,0 | 29,2 | 4,4 % | | |
| 7.4 Mesures 2007 | | | | | | | | | | | | 45,7 | 40,3 | 74,2 | 85,6 | 112,0 | 16,7 % | | |
| Exonérations pôles de compétitivité | | | | | | | | | | | | 18,0 | | | | | | | |
| Associations ou entreprises de service à la personne | | | | | | | | | | | | 27,6 | 39,4 | | | | | | |
| Contrat volontariat insertion | | | | | | | | | | | | 0,06 | 0,88 | | | | | | |
| 8. Aide au maintien des emplois dans des secteurs spécifiques | | | | | 3,0 | 9,3 | 12,7 | 19,5 | 19,2 | 25,0 | 50,5 | 33,9 | 65,7 | 79,1 | 33,3 | 34,8 | 5,2 % | | |
| 8.1 Réduction de cotisations hôtels, cafés, restaurants | | | | | 4,7 | 3,8 | 12,7 | 19,4 | 19,2 | 25,0 | 26,9 | 33,9 | 65,7 | 79,1 | 33,3 | 34,8 | 5,2 % | | |
| 8.2 Plan textile - Autres prises en charge de cotisations par l'Etat | | | | | -1,7 | 2,5 | | 0,0 | | | 23,6 | | | | | | | | |
| 8.3 Exonération spécifique Pêche maritime | | | | | | 2,9 | 0,1 | | | | | | | | | | | | |
| 9. Exonération garantie de ressources - Divers (c) | | | | 0,8 | -8,2 | | | | | | | | | 25,7 | 52,6 | 58,7 | 8,8 % | | |
| 1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC | 67,7 | 26,1 | 135,8 | 2 660,6 | 1 870,9 | 2 776,9 | 3 233,2 | 3 307,3 | 3 345,4 | 3 513,1 | 3 255,2 | 580,9 | 707,4 | 775,0 | 691,5 | 668,7 | 100,0 % | -3,3 % | -22,8 |
| 10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (d1) | | | 100,0 | 188,0 | 203,1 | 200,7 | 203,8 | 223,0 | 236,1 | 271,7 | 266,3 | 262,1 | 262,1 | 342,5 | 321,4 | 301,4 | Cumul milliards euros courants | | |
| 10.11 Cotisations prises en charge par la CNAM | | | 100,0 | 188,0 | | 200,7 | 203,8 | 223,0 | 236,1 | 271,7 | 266,3 | 262,1 | 262,1 | 342,5 | 321,4 | 301,4 | | | |
| 10.2 Cotisations autre entité publique (d2) | | | | | | | | | 0,2 | 0,4 | | | | | | | | | |
| 11. Subvention au BAPSA | | 173,6 | 292,1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble des cotisations prises en charge (1) | 67,7 | 199,7 | 527,9 | 2 848,6 | 2 073,9 | 2 977,6 | 3 437,0 | 3 530,3 | 3 581,7 | 3 785,1 | 3 521,5 (3) | 843,1 | 969,6 | 1 117,5 | 1 012,9 | 970,10 | 45,2 | | |

(1) Y compris la subvention BAPSA, les cotisations prises en charge par la CNAM qui ne sont pas prises en compte sous cet intitulé dans le tableau 6511(0), à la différence de la garantie de ressources.

(2) Financement par le FOREC conforme à l'annexe 0-0 du rapport de l'Agent comptable, page 96.

(3) Par ailleurs, la réforme du mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi, par transfert de recettes fiscales à la branche « Famille », génère 327 millions d'euros de produits à recevoir, pris en compte dans les tableaux statistiques à l'exercice.

TIPF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982)

| Millions d'euros courants | 1982 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Evolution 2010 / 2009 |
|---|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------------------|
| 1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)... | 0,0 | 133,5 | 675,3 | 866,4 | 202,0 | 9,8 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 327,6 | 0,95 | 0,11 | 0,00 | 0,00 | 2,73 | |
| Impôts et taxes liés à la consommation | | | | | | | | | | | 1 297,7 | 1 518,19 | 1 642,98 | 1 552,20 | 1 329,11 | -14,4 % |
| Droits de consommation sur les alcools | | | | | | | | | | | 480,4 | 673,45 | 712,91 | | | |
| Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits (16° à 22°) | | | | | | | | | | | 22,0 | 20,37 | 15,99 | | | |
| Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels) | | | | | | | | | | | 21,2 | 21,44 | 17,69 | | | |
| Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux | | | | | | | | | | | 71,4 | 68,96 | 59,47 | | | |
| Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°) | | | | | | | | | | | 365,8 | 359,59 | 298,51 | | | |
| TVA brute collectée par les producteurs de boissons alcoolisées | | | | | | | | | | | | 8,49 | 90,43 | | | |
| Art. 575 du CGI | | | | | | | | | | | 0,0 | 194,61 | 230,81 | | | |
| Droits de consommation sur le tabac | | | | | | | | | | | 536,6 | 542,67 | 595,30 | | | |
| TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac | | | | | | | | | | | 536,6 | 538,66 | 545,75 | | | |
| Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs | | | | | | | | | | | | 4,01 | 49,55 | | | |
| Autres Itaf | | | | | | | | | | | 280,8 | 302,07 | 334,77 | | | |
| Art. L. 137-6 du CSS | | | | | | | | | | | 173,1 | 171,48 | 169,78 | | | |
| Taxe - Art. L. 137-1 du CSS | | | | | | | | | | | 107,7 | 111,93 | 122,54 | | | |
| Contribution sociale sur les bénéfices | | | | | | | | | | | | 8,78 | 41,14 | | | |
| Taxe sur les véhicules de société article 1010 CGI | | | | | | | | | | | | 9,88 | 1,32 | | | |
| Taxe sur les salaires | | | | | | | | | | | 1 673,5 | 1 866,34 | 2 020,27 | 2 013,95 | 2 005,12 | -0,4 % |
| TVA brute collectée par les commerçants | | | | | | | | | | | 522,3 | 560,69 | 560,29 | 576,83 | 580,76 | 0,7 % |
| Autres impôts et taxes affectés à la CNAF (ITAF) | 0,0 | 133,5 | 675,3 | 866,4 | 202,0 | 9,8 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 327,6 | 3 494,5 | 3 945,33 | 4 223,54 | 4 142,99 | 3 917,71 | -5,4 % |
| Evolution de l'ensemble des ITAF | | | | | | | | | | | | 12,9 % | 7,1 % | -1,9 % | -5,4 % | |
| 1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC | 67,7 | 1 801,9 | 1 991,1 | 1 870,9 | 2 776,9 | 3 233,2 | 3 307,3 | 3 345,4 | 3 513,1 | 3 255,2 | 580,9 | 707,42 | 775,00 | 691,50 | 668,72 | -3,3 % |
| 10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (d1) | 0,0 | 193,9 | 203,9 | 203,1 | 200,7 | 203,8 | 223,0 | 236,1 | 271,7 | 266,3 | 262,1 | 256,54 | 342,45 | 321,42 | 301,38 | -6,2 % |
| 11. Subvention au BAPSA - Cotisations autre entité publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Ensemble des cotisations prises en charge | 67,7 | 1 995,8 | 2 195,1 | 2 073,9 | 2 977,6 | 3 437,0 | 3 530,3 | 3 581,7 | 3 785,1 | 3 521,5 | 843,1 | 963,96 | 1 117,46 | 1 012,92 | 970,10 | -4,2 % |
| Evolution de l'ensemble des cotisations prises en charge | | -34,6 % | 10,0 % | -5,5 % | 43,6 % | 15,4 % | 2,7 % | 1,5 % | 5,7 % | -7,0 % | -76,1 % | 14,3 % | 15,9 % | -9,4 % | -4,2 % | |
| Ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge | 67,7 | 2 129,4 | 2 870,4 | 2 940,3 | 3 179,6 | 3 446,7 | 3 530,3 | 3 581,7 | 3 785,2 | 3 849,1 | 4 337,5 | 4 909,29 | 5 341,00 | 5 155,91 | 4 887,81 | -5,2 % |
| Evolution de l'ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge | | -33,1 % | 34,8 % | 2,4 % | 8,1 % | 8,4 % | 2,4 % | 1,5 % | 5,7 % | 1,7 % | 12,7 % | 13,2 % | 8,8 % | -3,5 % | -5,2 % | |

TIPF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

| Millions d'euros | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|------------------------------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Ventilation par fonds | (1) | | | | | | | | | | | | | | |
| FNPF | 44,51 | 96,91 | 97,99 | 101,67 | 103,35 | 111,53 | 113,53 | 115,36 | 120,45 | 128,27 | 134,08 | 137,27 | 141,60 | | |
| APL | | 27,39 | 28,13 | 28,74 | 28,47 | 28,29 | 29,36 | 28,75 | 29,82 | 29,36 | 29,72 | 29,49 | 31,36 | | |
| ALS | | 14,99 | 15,57 | 16,18 | 16,54 | 17,60 | 18,53 | 18,69 | 19,65 | 19,56 | 20,22 | 20,50 | 22,54 | | |
| ASA | | | 0,002 | 0,02 | 0,0000 | 0,02 | | | | | | | | | |
| Ensemble | 44,51 | 139,29 | 141,69 | 146,61 | 148,36 | 157,45 | 161,42 | 162,80 | 169,92 | 177,19 | 184,02 | 187,26 | 195,50 | 219,13 | 208,50 |

(1) La CRDS (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'ALF dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997.

Les tableaux comptables et statistiques retracent les dépenses de prestations avant prélèvement de la CRDS.

TIPF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

| Millions d'euros | 1998/1997 | 1999/1998 | 2000/1999 | 2001/2000 | 2002/2001 | 2003/2002 | 2004/2003 | 2005/2004 | 2006/2005 | 2007/2006 | 2008/2007 | 2009/2008 | 2010/2009 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Ventilation par fonds | | | | | | | | | | | | | |
| FNPF | 1,1 % | 3,8 % | 1,7 % | 7,9 % | 1,8 % | 1,6 % | 4,4 % | 6,5 % | 4,5 % | 2,4 % | 3,2 % | | |
| FNH | 2,7 % | 2,1 % | -0,9 % | -0,6 % | 3,8 % | -2,1 % | 3,7 % | -1,5 % | 1,2 % | -0,8 % | 6,3 % | | |
| FNAL | 3,8 % | 3,9 % | 2,2 % | 6,4 % | 5,3 % | 0,9 % | 5,1 % | -0,5 % | 3,4 % | 1,4 % | 10,0 % | | |
| Ensemble | 1,7 % | 3,5 % | 1,2 % | 6,1 % | 2,5 % | 0,9 % | 4,4 % | 4,3 % | 3,9 % | 1,8 % | 4,4 % | 12,1 % | -4,9 % |

Quelques définitions¹ : branche, risques, régimes, fonds...

Le risque Famille

D'une manière générale, la définition de risque social (cf. figure 7.1) repose sur la « problématisation » de situations de fait, telles que : être malade ou âgé, perdre son emploi, avoir la charge d'une famille nombreuse, être handicapé, être parent isolé... La définition de ces situations en tant que problèmes sociaux ouvre droit à une compensation publique de leurs effets négatifs. Il y a ainsi prise en charge collective des risques maladie, accident du travail, invalidité, vieillesse, famille, chômage, précarité.

Dans le domaine de la famille, l'emploi du terme « risque » peut poser question en raison de sa connotation négative. Il est repris en général par homogénéité avec les autres volets des politiques sociales. La comparaison avec les autres pays montre d'ailleurs une particularité de la France à ce sujet. L'émergence et la représentation des risques sociaux peuvent se réaliser de manière très différente d'un pays à l'autre. Ainsi, la notion de risque famille n'est pas présente dans toutes les politiques sociales étrangères comme l'est le risque maladie par exemple. La diversité, d'un pays à l'autre, des régimes de la Sécurité sociale ou encore celle de ses modes de financement portent encore les traces de leurs origines historiques différentes.

Les prestations versées pour le compte de l'Etat et de la Cnsa

La **branche Famille** se définit à travers les notions de risques, de régimes, d'organismes débiteurs des prestations et des fonds gérés. Les recettes et les dépenses de la branche Famille sont retracées dans les comptes de la Sécurité sociale.

* Par ailleurs, les organismes débiteurs des prestations familiales versent, **pour le compte de l'Etat** et des départements, le **revenu de solidarité active (Rsa)**, le **revenu minimum d'insertion (Rmi)**, le **revenu de solidarité (Rso)**, des aides spécifiques à l'emploi, l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), **les prestations logement du fonds national d'aide au logement**. (Depuis le 1^{er} janvier 2006, le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat ont fusionné en un seul fonds, le fonds national d'aide au logement.)

Le Rsa, le Rmi, l'Aah, l'Api² et les aides à l'emploi sont regroupés dans les tableaux de la présente brochure sous une rubrique « minima sociaux ».

Les dépenses de **l'allocation de parent isolé et de l'allocation aux adultes handicapés** relèvent plus du Fnfp depuis 2010. Elles étaient remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah et depuis 1999 pour l'Api.

* Par ailleurs, la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) rembourse à la Cnaf** :

- la **majoration de l'Aeeh** (allocation d'éducation de l'enfant handicapé) accordée aux personnes isolées (créée en 2006) ;

- les **cotisations d'Avpf** dont peut bénéficier le bénéficiaire d'un **congé de soutien familial** (2007) qui cesse son activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité.

* Le **chapitre 1** retrace les dépenses de la Cnaf et les dépenses relevant du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi alors que le **chapitre 6** se limite aux recettes et aux dépenses de la branche Famille.

Quatre régimes de prestations familiales³

La figure 7.1 précise les populations qui relèvent des différents régimes et les organismes payeurs de prestations. En matière de prestations familiales, on distingue quatre grands types de régimes :

- le **régime général** qui fut créé en 1945 dans l'idée d'étendre et de généraliser la protection sociale à toute la population active non agricole. Il concerne les prestations des salariés du secteur privé et des employeurs et travailleurs indépendants. Par ailleurs, le régime minier et les régimes spéciaux ont été progressivement rattachés au régime général ;

- les **deux régimes agricoles** qui couvrent, d'une part, les salariés agricoles pour lesquels la compensation par le régime général a été instaurée à compter du 1^{er} janvier 1963 et, d'autre part, les exploitants agricoles. Les recettes et les dépenses du régime des exploitants agricoles sont retracées dans les comptes de la Cnaf depuis le 1^{er} janvier 1983. Les déficits du régime des exploitants agricoles sont répartis entre le régime général et une participation de l'Etat jusqu'en 1993 ;

- le dernier type est en fait un ensemble de régimes dits **régimes spéciaux**. Historiquement, ce furent les premiers régimes à se constituer, lorsque des employeurs ont établi un système de protection sociale propre à leur secteur d'activité. L'article 26 de l'ordonnance du 21 août 1967 définit la dérogation au régime général qui permet à ces régimes de se

perpétuer. Fin janvier 2006, il s'agit de la Sncf, d'Edf-Gdf et de la Ratp.

Par ailleurs, il est intéressant de se souvenir des évolutions suivantes.

. En 1978, la **condition d'activité professionnelle** a été supprimée pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. La population inactive est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules et les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont affiliés au régime général.

. Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible depuis 1979 en métropole et depuis septembre 2003 dans les Dom.

Trois types d'organismes payeurs

Aux quatre régimes de prestations familiales correspondent trois types d'organismes payeurs : les caisses d'Allocations familiales, les caisses de la Mutualité sociale agricole pour les deux régimes agricoles, les régimes spéciaux.

. Les **caisses de la mutualité sociale agricole** (Cmsa) regroupent les salariés et les exploitants agricoles.

. Le nombre des services particuliers, administrations et établissements publics habilités à distribuer les prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux dépassait trois cents. Certains organismes relevant de ces régimes ont été rattachés au régime général : ce fut le cas des collectivités locales métropole en 1979-1980, des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, du Cea, de la Banque de France en 1994.

La gestion des prestations familiales des allocataires des **régimes spéciaux** est transférée aux Caf au :

- . 1^{er} juillet 2004 pour La Poste (soit 25 000 allocataires supplémentaires pour les Caf) ;
- . 1^{er} janvier 2005 pour France Télécom, et pour les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1^{er} juillet 2005 pour l'Education nationale ;
- . 1^{er} janvier 2009 pour les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

Les allocataires d'**Edf-Gdf**, de la **SnCF** et de la **Ratp** ne sont pas concernés par ces transferts.

. En métropole, les caisses d'Allocations familiales versent aux allocataires des régimes spéciaux :

- l'ensemble des prestations de logement (Alf depuis 1995-1996, Apl depuis sa création, Als depuis 1993, cf. figure 7.2). Cependant, la SnCF et la Ratp continuent à verser l'Alf ;
- l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, dès sa création en 1991) ;
- l'allocation de garde d'enfant à domicile (Aged depuis avril 1992) ;

- l'allocation aux adultes handicapés (le Rsa et le Rmi) ;

- la prestation d'accueil du jeune enfant depuis sa création. Toutefois, la SnCF verse la Paje **à l'exception du complément mode de garde**.

Ainsi, certains bénéficiaires des régimes spéciaux étaient également allocataires des Caf pour certaines prestations (Paje, Aged, Afeama, Apl, Alf, Als). Depuis 2006, le phénomène est marginal. En 2010, on estime ces **doubles comptes** à 11 730 allocataires (cf. *TIPF 510201011, colonne T*) et à 28 740 enfants.

Ces doubles comptes sont :

- à conserver lors des estimations des effectifs du régime général ;
- à conserver lors de l'estimation du nombre d'allocataires tous régimes (dans une optique de gestion) ;
- à éliminer dans une optique démographique, lors du dénombrement tous régimes des familles bénéficiaires, d'une part, de l'ensemble des fonds et, d'autre part, du seul FnPF.

Particularités

. Les dépenses **d'action sociale et de gestion** des régimes agricoles et des régimes spéciaux ne sont pas reprises dans les comptes de la Cnaf. Par ailleurs, les cotisations prises en compte pour ces régimes correspondent à la part des cotisations du régime général qui couvre les prestations légales (*hors action sociale et hors gestion, TIPF 62*).

. Les **quatre caisses des Dom** ont la particularité de verser les prestations aux allocataires de « l'ensemble » des régimes. Il faut cependant distinguer :

- les salariés agricoles dont les prestations sont intégrées à celles du régime général dans les Dom ;
- les exploitants agricoles dont les prestations peuvent être isolées dans les comptes ;
- les régimes spéciaux dans les Dom, dont les prestations ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales. Depuis 2002, les Caf versent l'Afeama, l'Aged et l'Alf des collectivités locales Dom.

Les trois fonds de l'entité comptable Cnaf

Les recettes et les dépenses de la Caisse nationale des allocations familiales regroupent les opérations de tous les régimes qui servent des prestations familiales, en métropole et dans les départements d'outre-mer⁴. Elles sont retracées dans les trois fonds gérés par la Cnaf : le fonds national des prestations familiales, le fonds national d'action sociale, le fonds national de gestion administrative.

* **Le fonds national des prestations familiales** (Fnfp) retrace :

- **les prestations directes et indirectes.** Ces dernières correspondent à deux types de transfert :

- d'une part, des prises en charge de cotisations qui constituent des transferts internes à la Sécurité sociale, à destination de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) entre 1979 et 1999. Depuis 2002, les transferts à la Cnam concernent le financement du congé de paternité ;

- d'autre part, un transfert au fonds de solidarité vieillesse. En 2010, la Cnaf prend en charge 85 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus. Elle est de 100 % à partir de 2011. *(La prise en charge par la Cnaf était de 15 % en 2001, de 30 % en 2002, de 60 % en 2003-2008, de 70 % en 2009.)*

- la contribution de la Cnaf au fonds national d'aide au logement pour l'Apl⁵ et pour les aides aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), à la prestation de rentrée scolaire dans les Dom (Pars). Il s'agit de **transferts vers des organismes extérieurs à la Sécurité sociale.**

Par ailleurs, en 2000, l'Etat a pris en charge la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (Fastif) : depuis 2001, le Fastif n'est plus retracé dans les comptes de la Cnaf.

* **Le fonds national d'action sociale** (Fnas) couvre, pour la population couverte par le régime général (*au sens de la politique familiale*), des dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements et des services sociaux (crèches, centres de vacances, services de travailleuses familiales...), ainsi que des aides aux familles pour accéder à ces équipements et des aides spécifiques pour les familles en situation de précarité.

* **Le fonds national de gestion administrative** (Fnga) finance la gestion courante des organismes servant les prestations familiales du régime général. *La charge de la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acos et de l'Ucanss a été transférée au Fnfp⁶ en 2001.* Les dépenses de gestion administrative du Fnas relèvent du Fnga depuis 2001.

D'une part, les trois comptes de la Cnaf (Fnfp + Fnas + Fnga) et...

d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

Depuis le rapport 2003, le cadre retenu est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

Les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation depuis 2002 (*cf. encadré 1 du chapitre 6*).

Contribution de la Cnaf au Fnal Frais de gestion versés au Fnga

• La contribution de la Cnaf au financement de l'Apl est appelée **allocation logement virtuelle** (Alv, *cf. TIPF 141*)⁷. Elle est égale au montant de l'allocation logement qui aurait été payé par le Fnfp en l'absence de l'aide personnalisée au logement (Apl).

• Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal.

Les frais de gestion correspondant à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf⁸.

Le fonds national Rsa a remboursé à la Cnaf les frais de gestion du Rsa (métropole) à hauteur de 98,2 millions d'euros en 2009 et de 74,8 millions en 2010.

Notes

¹ Cf. chapitre 6, PF2006 pour un historique.

² Les notions de « monoparentalité » (pour l'Asf et l'Api) et d'« invalidité » (pour l'Aeeh et l'Aah) sont abandonnées depuis la brochure PF2001.

³ Le régime minier qui s'appliquait aux personnes dont l'activité professionnelle se rattache directement et exclusivement à l'exploitation minière. Depuis 1997, le régime minier est complètement rattaché au régime général.

⁴ Toutefois, les régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracés dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales.

⁵ Jusqu'en 2005 inclus, il s'agit d'une contribution de la Cnaf au Fnh.

⁶ L'ensemble des dépenses de « gestion » du Fnga et du Fnfp sont regroupées dans les tableaux statistiques.

⁷ Créé en 1977, le fonds national de l'habitat a en charge l'aide personnalisée au logement (Apl). En janvier 2006, le Fnh et le Fnal fusionnent en un seul fonds (le Fnal).

Créé en 1971, le fonds national d'aide au logement centralise les recettes et les dépenses de l'allocation logement social (Als) et de l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt) créée en 1993.

⁸ Idem pour le Rmi, les différentes aides à l'emploi et l'Api.

Figure 7.1

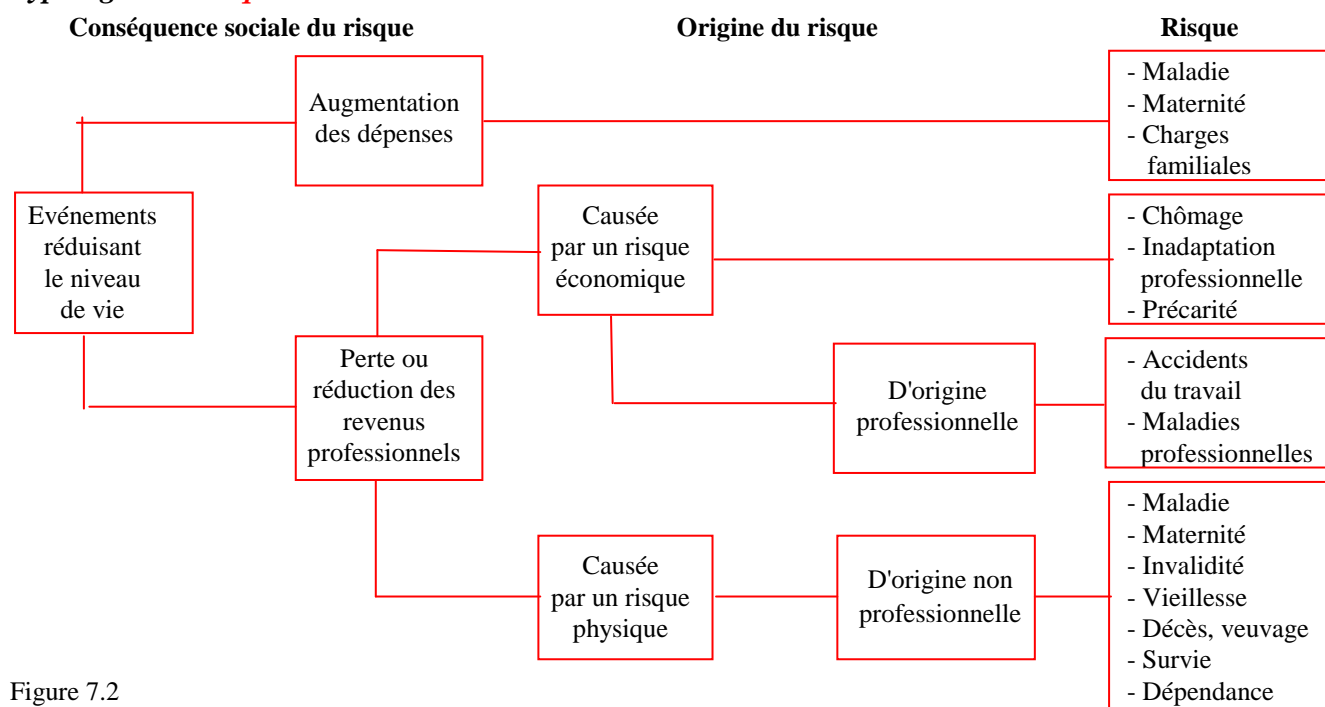
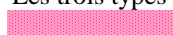
Typologie des *risques sociaux*


Figure 7.2


Organismes débiteurs et fonds concernés

| | Les produits et les charges de la branche Famille | | | | | Fnal (4) | | Rsa, Rso Aah, Api, Rmi, aides... |
|--|---|-------------------|----------------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|------------|--|
| | Régime général (Rg) | | Régimes spéciaux (3) | Régimes agricoles métropole | | Als, Alt (4) | Apl (4) | |
| | Métropole | Dom | | Salariés | Exploitants (Ea) | | | |
| Salariés de l'industrie Praticiens conventionnés Professions artisanales Professions libérales Rattachement aux Caf : Collectivités locales Offices, établissements publics de l'Etat Mineurs Cea Banque de France La Poste | Pf Ga As Depuis 1979-1980 1991 1997 1994 1994 Juillet 2004 | Pf Ga As | | | | | | |
| France Télécom Fonctionnaires hors En Education nationale (En) | Janvier 2005 Janvier 2005 Juillet 2005 | (3) (3) (3) | | | | | | |
| Cnieg (Edf-Gdf) Ratp (1) Sncf (1) (2) | | (3) (3) | Pf * Pf * (1) Pf * (1) (2) | | | | | |
| Salariés agricoles | | Pf Rg | | | | | | |
| Exploitants agricoles | | Pf Ea | | | Pf depuis 1983 | | | |

Les trois types d'organismes payeurs :

 Caf (caisses d'Allocations familiales) ;

 Cmsa métropole (caisses de Mutualité sociale agricole). Dans les Dom, les prestations sont versées par les Caf ;

 * Les régimes spéciaux (Sncf, Ratp, Cnieg) versent directement les prestations à l'exception de la Paje (1), des prestations de logement (2) et des minima sociaux.

(1) La Sncf verse la prestation d'accueil du jeune enfant sauf le complément mode de garde.

(2) La Sncf et la Ratp continuent à verser l'allocation de logement familiale (Alf).

(3) Les prestations des régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracées dans les comptes de la branche, à l'exception des collectivités locales dans les Dom (qui relèvent des Caf).

(4) Le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat sont fusionnés en un seul fonds national d'aide au logement au 1^{er} janvier 2006.

Pf : Prestations familiales, y compris l'allocation logement familiale (Alf).

As : Action sociale.

Ga : Gestion administrative.

8.1

Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945

De 1946 à 1967

Création de nouvelles prestations affectées.

Meilleure adaptation du montant des allocations familiales au coût réel de l'enfant, grâce à l'adoption de taux différenciés selon l'âge.

Réduction progressive des abattements de zone en ce qui concerne le calcul des prestations.

Diminution sensible du pouvoir d'achat de l'allocation de salaire unique.

Recul des prestations de naissance.

Abandon de l'indexation des prestations familiales sur les salaires.

- | | |
|-----------------------|---|
| 1946 | - Création de l'allocation de salaire unique , des allocations prénatales et du congé de naissance . |
| Janvier 1947 | - Abattement de zone maximum 36 %. |
| Octobre 1947 | - Abattement de zone maximum 25 %. |
| Juillet 1948 | - Assouplissements des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité. |
| Septembre 1948 | - Création de l'allocation logement familiale accordée aux seules familles de salariés et d'employeurs et travailleurs indépendants puis étendue en 1949 à tous ceux qui perçoivent une prestation familiale, y compris l'allocation de salaire unique ou les allocations prénatales. |
| Octobre 1948 | - Création d'une indemnité compensatrice, d'un montant uniforme dans toutes les zones (650 francs pour deux enfants, 1 000 francs pour chacun des suivants). Il s'agit d'un complément aux allocations familiales des salariés, suite à une suppression de réduction d'impôt dont ils bénéficiaient pour charge de famille. |
| Janvier 1949 | - Suppression de l'allocation de salaire unique pour l'enfant de plus de 10 ans. |
| Mars 1949 | - Abattement de zone maximum 20 %. |
| Août 1949 | - Assouplissement des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité. |
| Juillet 1950 | - Majoration exceptionnelle de l'indemnité compensatrice (780 francs pour deux enfants, 1 200 francs pour chacun des suivants). |
| Décembre 1950 | - L'indemnité compensatrice est portée à son niveau de juillet 1950. |
| Avril 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (812 francs pour deux enfants, 1 250 francs pour chacun des suivants). |
| Septembre 1951 | - Les allocations maternité sont accordées aux enfants étrangers nés en France qui acquièrent la nationalité française dans les trois mois de la naissance. |
| Octobre 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (934 francs pour deux enfants, 1 437 francs pour chacun des suivants). |
| Janvier 1953 | - Rétablissement de la parité des salaires de base : en effet, par dérogation au principe d'égalité des diverses catégories de familles, le montant du salaire de base (légal ou majoré en fait) a été fixé à plusieurs reprises à des montants différents selon qu'il s'agissait de familles de salariés (ou assimilés) ou de non-salariés. Il en a été ainsi du 1 ^{er} février au 30 juin 1947 et du 1 ^{er} août 1947 au 31 décembre 1952. |
| Janvier 1954 | - Relèvement du taux des allocations familiales (créées en 1932) : 22 % pour le deuxième enfant, 33 % pour le troisième et chacun des suivants. - Le droit aux allocations prénatales est étendu à toutes les femmes en état de grossesse. |

| | |
|-----------------------|--|
| | - Uniformisation des mensualités des allocations prénatales au taux de 25 % du salaire de base, soit deux versements après le premier examen, quatre après le deuxième, le solde après le troisième. |
| Décembre 1954 | - Le taux des allocations de maternité , non revalorisé depuis 1948, est réduit de trois à deux fois le salaire de base pour la première naissance, de deux fois le salaire de base à quatre tiers pour les suivantes. |
| Janvier 1955 | - Majoration de 5 % des allocations familiales pour chaque enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné. - Harmonisation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales des salariés, des non-salariés et des régimes agricoles, qui avait divergé après 1946 selon les régimes. - Le salaire servant de base au calcul de l' allocation de salaire unique est décalé par rapport à la base de calcul des autres prestations (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Cette disposition est rendue applicable par la suite à l' allocation de mère au foyer . |
| Avril 1955 | - Abattement de zone maximum 15 %. |
| Mai 1955 | - L'autorisation d'accorder des prêts pour l'amélioration de l'habitat devient permanente alors qu'elle était limitée antérieurement à l'existence d'excédents du fonds commun de l'allocation logement. |
| Juillet 1955 | - Mise en place de l' allocation de mère au foyer : créée à l'intention des exploitants ruraux, elle est étendue avec un certain décalage aux non-salariés du régime général, la parité n'ayant été atteinte qu'en avril 1969 pour les familles ayant un enfant de moins de 2 ans. Elle est la contrepartie pour les non-salariés de l'allocation de salaire unique accordée aux salariés et assimilés. |
| Avril 1956 | - Abattement de zone maximum 10 %. |
| Octobre 1957 | - Exclusion de l'aîné du bénéfice des majorations pour âge des allocations familiales pour les seules familles de deux enfants. |
| Janvier 1958 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (981 francs pour deux enfants, 1 509 francs pour chacun des suivants). Elle ne sera plus revalorisée jusqu'à sa suppression au 1 ^{er} janvier 1978. |
| Septembre 1958 | - Institution de primes d'aménagement et de primes de déménagement : seules ces dernières ont subsisté. |
| Décembre 1958 | - Retour aux conditions strictes d'août 1946 pour l'attribution des allocations maternité (en matière de délais). - Réduction de moitié du taux des trois dernières mensualités des allocations prénatales . |
| Janvier 1959 | - Les enfants uniques de plus de 5 ans qui ne sont pas à la charge d'un allocataire isolé cessent d'ouvrir droit à l' allocation de salaire unique . |
| Août 1961 | - Abattement de zone maximum 8 %. |
| 1961 | - Réforme de l' allocation de logement familiale améliorant les modalités de distribution au profit des familles les plus modestes. |
| Janvier 1962 | - La majoration des allocations familiales concernant les enfants de 10 ans est portée à 7 %. - Le taux des allocations maternité est fixé à deux fois le montant du salaire de base pour chaque naissance. - Le taux de chaque mensualité des allocations prénatales est ramené à 22 %. - Report de la limite d'âge concernant les apprentis de 17 à 18 ans. |
| Janvier 1963 | - Abattement de zone maximum 6 %. |

- Les enfants de plus de 15 ans bénéficient d'une majoration d'**allocations familiales** de 15 %.
- Le salaire au-delà duquel l'apprenti ou l'étudiant ne sont plus considérés comme à charge est fixé au montant du salaire de base contre la moitié précédemment.
- Juillet 1963** - L'**allocation de mère au foyer** est accordée, dans le régime agricole, aux jeunes ménages sans enfant tandis que les non-salariés du régime général ne bénéficient de cette prestation familiale que s'ils ont au moins deux enfants à charge.
- Janvier 1964** - Création de l'**allocation d'éducation spécialisée** pour les mineurs infirmes ou déficients. Seuls les enfants placés en établissement spécialisé peuvent en bénéficier. Compte tenu de l'insuffisance du nombre des établissements et du fait que la rééducation n'est pas toujours possible, une minorité des familles ayant un enfant handicapé bénéficient de la prestation.
- Août 1964** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 10 ans est portée à 9 % de la Bmaf.
- Août 1965** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 15 ans est portée à 16 % de la Bmaf.
- 1966** - Aménagements apportés aux éléments de calcul de l'**allocation de logement familiale** afin de freiner l'augmentation des dépenses tout en améliorant l'aide aux familles occupant des locaux neufs ou des logements anciens dont le loyer est libéré.
- Avril 1966** - Abattement de zone maximum 5 %.
- Avril 1967** - Abattement de zone maximum 4 %.

Depuis les ordonnances de 1967 jusqu'en 1973

Malgré la gestion séparée des trois branches de la Sécurité sociale, la croissance des dépenses d'assurance maladie et des prestations de vieillesse absorbe une part croissante du budget de la Sécurité sociale, au détriment des prestations familiales. Le désir de maintenir une politique familiale active (déclin démographique) conduit au choix de la sélectivité :

- création des prestations spécifiques ciblées sur des populations jugées prioritaires (familles jeunes et nombreuses, familles monoparentales ou ayant un enfant handicapé) ;
 - modulation des prestations en fonction des ressources.
- Septembre 1967** - L'**allocation de salaire unique** aux jeunes ménages sans enfant est supprimée. Les ménages bénéficiant d'un seul revenu salarié continuent à ouvrir droit à l'allocation de logement familiale pendant les deux premières années du mariage.
 - Avril 1969** - Relèvement de l'**allocation de salaire unique** et de l'**allocation de mère au foyer** en faveur des familles ayant un enfant de moins de 2 ans, avec parité dans ce cas entre les différents régimes.
 - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 33 % à 35 % de la Bmaf.
 - Août 1970** - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 35 % à 37 % de la Bmaf.
 - Janvier 1971** - Relèvement des **allocations maternité** dont le montant est porté de 200 % à 260 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour les naissances survenues à compter du 1^{er} janvier 1971.
 - Création de l'**allocation orphelin** sous condition de ressources en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. La loi opère une distinction entre les orphelins de père ou de mère (et assimilés) et les orphelins de père et de mère (et assimilés). Dans le premier cas, le parent survivant ou la mère célibataire doit vivre seul et disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Dans le second cas, le taux est plus élevé.

- Juillet 1971** - Création de l'**allocation de logement sociale**
- Février 1972** - Création de l'**allocation des mineurs handicapés** sous condition de ressources, au profit des enfants de moins de 20 ans, lorsqu'ils ne peuvent prétendre à l'allocation d'éducation spécialisée.
- Création de l'**allocation aux handicapés adultes**, en faveur de personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % et qui ne peuvent prétendre à une pension de vieillesse ou d'invalidité d'un montant au moins égal à cette allocation. Les bénéficiaires doivent être de nationalité française, âgés de 20 à 65 ans et bénéficier de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. La loi a prévu que cette prestation serait financée et servie comme une prestation familiale, sans l'inclure dans la liste des prestations familiales. Il était envisagé de rattacher toutes les prestations répondant à un objectif de solidarité nationale, soit à une autre branche de la Sécurité sociale, soit à un fonds spécial. Jusque-là, les handicapés sans ressources pouvaient bénéficier des allocations d'aide sociale (soumises aux règles d'obligation alimentaire) et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.
- Juillet 1972** - Entrée en vigueur de l'**allocation de logement à caractère social**, créée par la loi du 16 juillet 1971. Elle est financée au moyen d'une subvention budgétaire et d'une cotisation de 0,1 % sur les salaires (venant en déduction de la contribution de 1 % à l'effort à la construction pour les employeurs qui en étaient redevables). Les Caf interviennent dans le règlement de cette prestation en raison de leur compétence en matière d'allocation de logement familiale. Cette prestation est initialement destinée, sous condition de ressources, aux personnes âgées, infirmes et jeunes travailleurs de moins de 25 ans.
- L'**allocation de logement familiale** est étendue aux jeunes ménages sans enfant, aux foyers n'ayant qu'un enfant pour lequel ils n'ouvrent droit à aucune prestation familiale, et à ceux qui ont recueilli un ascendant ou un proche parent infirme.
- Une **majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer** (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins quatre enfants ou un enfant de moins de 3 ans.
- L'**allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer** sont soumises à condition de ressources. Dans les faits, leur montant ne sera plus revalorisé.
- Financement par les Caf des **cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille** percevant les majorations de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer.
- Création de l'**allocation pour frais de garde** attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité. En fait, l'allocation de frais de garde n'a touché qu'un nombre limité de familles.
- Janvier 1973** - **Suppression des abattements de zone.**
- Création des **prêts aux jeunes ménages** pour l'équipement mobilier et ménager ou destinés à couvrir les premiers frais qu'entraîne la location d'un logement. Ces prêts sont financés dans un premier temps sur les fonds d'action sociale, puis transformés en prestation légale en janvier 1975. Ils sont soumis à condition de ressources.
- Avril 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation orphelin**.
- Juillet 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation des mineurs handicapés**.
- De 1974 à 1981** Cette période se caractérise à la fois par la poursuite des évolutions amorcées dans le début des années soixante-dix et par la définition de nouvelles orientations : extension du droit aux prestations à l'ensemble de la population, priorité aux familles nombreuses, recherche d'une certaine neutralité vis-à-vis du travail féminin, instauration d'un revenu minimum en faveur de certaines catégories de population.

- Rentrée 1974** - Création de l'**allocation de rentrée scolaire** accordée sous condition de ressources à chaque enfant, et d'un montant égal à 20 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
- Cette prestation est assortie à deux reprises d'une majoration exceptionnelle (en 1977 et 1979) et d'une allocation spéciale en février 1980. Les dépenses correspondant à ces majorations exceptionnelles n'ont pas été financées par le fonds national des prestations familiales.
- Mars 1975** - Création des **allocations postnatales** se substituant aux allocations maternité : la seule condition exigée concerne le respect de la passation des trois examens médicaux dans les deux premières années de la vie.
- L'**allocation orphelin** peut être attribuée pour les enfants manifestement abandonnés.
- Octobre 1975** - Les femmes assumant la charge d'un handicapé bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés sont affiliées à l'**assurance vieillesse des mères au foyer** (loi du 30 juin 1975).
- Création de l'**allocation d'éducation spéciale** à la place de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation aux mineurs handicapés. D'un montant plus avantageux (32 % au lieu de 15 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), elle est attribuée de façon plus souple, sans condition de ressources. Elle est assortie de deux compléments en faveur des enfants atteints d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses.
- Création de l'**allocation aux adultes handicapés** qui remplace l'allocation aux handicapés adultes et certaines allocations d'action sociale. Son montant est plus substantiel et évolue rapidement, au rythme du minimum vieillesse. Elle est complétée par une allocation compensatrice accordée aux personnes qui ont besoin de l'aide d'une tierce personne ou qui exposent des frais supplémentaires en raison de l'exercice de leur profession. L'instauration en 1978 d'un système de garantie de ressources au profit des handicapés exerçant une activité professionnelle a minoré légèrement la progression de ces dépenses supportées par le fonds national des prestations familiales. La prise en charge de l'allocation aux adultes handicapés par le budget de l'Etat est instaurée en 1983.
- Octobre 1976** - Création de l'**allocation de parent isolé** qui garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'allocation est égale à la différence entre le plafond de ressources et le montant des ressources propres de l'intéressé. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.
- 1978** - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Janvier 1978** - **Suppression de toute condition d'activité professionnelle** (loi du 4 juillet 1975). La population non active est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules n'ayant jamais travaillé et les chômeurs sont affiliés au régime général.
- La mise en place de l'**aide personnalisée au logement** traduit la priorité donnée à l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre :
- . l'aide personnalisée au logement peut être attribuée quelle que soit la situation familiale, notamment à des personnes seules ou à des ménages sans enfant ;
 - . les plafonds de ressources sont plus élevés qu'en allocation de logement familiale. Par contre, seuls les logements conventionnés ouvrent droit à la prestation ;
 - . le loyer plafond et le forfait charge sont plus élevés que ceux de l'allocation de logement familiale. Le montant de la prestation est davantage en rapport avec la dépense : il est fonction du confort et de la zone géographique (la notion de zone d'implantation du logement sera également appliquée à l'allocation de logement familiale à partir de décembre 1981) ;
 - . le barème de l'aide personnalisée au logement favorise les familles de trois enfants au niveau du nombre de parts servant au calcul des droits.

- Création du **complément familial** à la place de l'allocation de salaire unique-allocation de mère au foyer, de l'allocation de frais de garde et de leur majoration. Plus simple et sensiblement supérieur aux anciennes prestations, le complément familial est accordé aux familles de trois enfants et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans. Un plafond de ressources plus élevé permet à certaines familles à revenu moyen d'en bénéficier.

- L'abattement prévu pour les ménages à deux revenus est loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu : l'objectif de neutralité n'est donc pas atteint, les ménages à un revenu demeurant favorisés.

- Modification des taux des **allocations familiales** (+ 1 point pour le deuxième enfant et le troisième enfant, + 2 points pour chaque enfant au-delà du quatrième) en pourcentage de la Bmaf.

- Suppression des **indemnités compensatrices**.

- Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin partielle.

- L'affiliation à l'**assurance vieillesse** des mères de familles est étendue aux femmes bénéficiaires du complément familial ayant un enfant de moins de 3 ans ou quatre enfants et à celles ayant un handicapé à charge, même si elles ne bénéficient pas de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés.

Janvier 1979 - Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible.

Juillet 1979 - Modification du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant (+ 3 points).

Septembre 1979 - Majoration des **allocations postnatales** en cas de naissances multiples.

1979-1980 - Prise en charge des **collectivités locales** par le régime général.

Janvier 1980 - Nouvelle extension de l'assurance vieillesse des parents au foyer au profit des mères de familles de trois enfants titulaires du complément familial.

- Peuvent être affiliées à l'**assurance vieillesse** :

. les familles ayant au moins trois enfants et dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial ;

. les femmes ayant un enfant de moins de 3 ans dont le revenu est inférieur à 2 130 fois le Smic ;

. les femmes isolées dont le revenu est inférieur à ce dernier plafond, sous réserve qu'elles aient un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants.

Juillet 1980 - Majoration de 1 point du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant, de 0,5 point pour chacun des suivants.

- Modification de la répartition du taux des **allocations postnatales** : elles sont majorées pour la troisième naissance de manière à porter à 10 000 francs le montant cumulé des prestations familiales afférentes à la naissance.

- Le **congé maternité** pour le troisième enfant est porté à vingt-six semaines, au lieu de seize pour les naissances de rang un et deux.

1981 - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.

Janvier 1981 - Création du **supplément de revenu familial** qui garantit un revenu minimum aux familles de trois enfants et plus. Toutefois, les familles les plus pauvres ne perçoivent qu'une allocation forfaitaire minime, d'un montant inchangé depuis sa création. Les ménages ayant des revenus au moins égaux au Smic ouvrent droit au supplément de revenu familial, différentiel par rapport aux plafonds de ressources de cette prestation familiale. Ces plafonds n'ont jamais été revalorisés, jusqu'à la suppression de la prestation en août 1990.

- La loi de finances attribue pour 1981 une **demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont trois enfants à charge**.

| | |
|------------------------|--|
| De 1981 à 1988 | <p>. Le niveau des prestations est fortement relevé au cours de l'année 1981 et au début de l'année 1982 (politique de relance de la consommation).</p> <p>. Une harmonisation des droits est tentée, l'objectif étant d'atténuer la très forte progressivité des barèmes en fonction de la taille de la famille et du niveau des ressources (selon le principe du droit de l'enfant).</p> <p>. L'aggravation de la situation financière impose, à partir de l'été 1982, une remise en question de l'évolution amorcée.</p> |
| 1981 | - Prise en charge des cotisations d'assurance personnelle . |
| Juillet 1981 | <p>- Modification des taux des allocations familiales (25,5 % de la Bmaf pour une famille de deux enfants, 46 % pour le troisième enfant, 41 % pour le quatrième enfant et 39 % pour chacun des suivants).</p> <p>- Fort relèvement des barèmes de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement.</p> <p>- Le montant maximum versé à un bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés connaît un accroissement de 41 % entre juin 1981 et janvier 1982. La refonte du barème entraîne un élargissement important du champ des bénéficiaires.</p> |
| Décembre 1981 | - Nouvelle actualisation du barème de l' allocation de logement . |
| 1982 | - Les avantages fiscaux tirés du quotient familial sont plafonnés à 7 500 francs pour 1982. |
| Janvier 1982 | - Aménagement de l' allocation d'éducation spéciale en cas de retour au foyer et en cas de placement. |
| Février 1982 | - Le taux des allocations familiales pour les familles de deux enfants est fortement relevé : il passe de 25,5 % à 32 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Le taux pour le troisième enfant est abaissé de 46 % à 40 % (ce dernier taux devient également celui applicable pour chaque enfant au-delà du troisième). |
| Juillet 1982 | - Droit à l' allocation orphelin pour abandon manifeste acquis au bout de deux mois au lieu de six mois. |
| Novembre 1982 | - Report de la date du fait générateur ouvrant droit à prestation : en cas d'ouverture ou de majoration de droits, celle-ci n'interviendra qu'à compter du premier jour du mois suivant l'événement. |
| Janvier 1983 | <p>- Le taux des allocations pré- et postnatales est abaissé. Il en est de même pour le complément familial (41,65 % contre 44,75 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), mais leur montant reste stable du fait de la hausse de la Bmaf.</p> <p>- Diminution de moitié de la majoration pour naissance ou adoption de rang trois ou plus.</p> <p>- Le plafond de ressources pour l'octroi des prêts aux jeunes ménages est abaissé de 25 %. L'enveloppe consacrée à ces prêts passe de 2 % à 1,7 % de la masse des prestations familiales versées.</p> |
| Février 1983 | <p>- Avancement de la date de réduction ou de fin de droit : le versement des prestations familiales est décalé d'un mois, dans le sens défavorable aux allocataires.</p> <p>- Augmentation de 50 % du montant du complément de deuxième catégorie de l'allocation d'éducation spéciale.</p> |
| 15 juillet 1983 | - Non-versement de l' allocation de logement familiale pour la période prénatale. |
| 1984 | - La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix (hors tabac depuis 1991) et non plus en fonction de l'inflation constatée de mars à mars. En principe, une remise à niveau par rapport à l'évolution réelle des prix est prévue au 1 ^{er} janvier de l'exercice suivant. |

- Juillet 1984**
- Relèvement de 25 % à 30 % de la majoration pour enfant à charge du plafond du complément familial (à partir du troisième enfant) et de l'**allocation de rentrée scolaire** (à partir du premier enfant).
 - Doublement de l'**abattement sur ressources** pour les parents isolés et les ménages à deux revenus, pour le droit au complément familial.
- Janvier 1985**
- Création de l'**allocation au jeune enfant** (45,95 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales) qui remplace, pour les enfants conçus après le 31 décembre 1984, les allocations pré- et postnatales et le complément familial pour enfant de moins de 3 ans. Elle est versée (pour chaque enfant à naître ou de moins de 3 ans) :
 - . sans condition de ressources pendant neuf mois (cinq mois pendant la grossesse, le mois de naissance, les trois premiers mois de vie) ;
 - . sous condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant.
 - Le **complément familial** est désormais réservé aux foyers assurant la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.
 - La **majoration pour naissance de rang trois** et plus des allocations postnatales est supprimée pour les enfants nés après le 31 décembre 1984 (dans le cadre du maintien des droits).
 - Création de l'**allocation parentale d'éducation** pour la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de moins de 3 ans, portant à trois ou plus le nombre d'enfants. Le bénéficiaire doit justifier de deux ans d'activité antérieure dans les trente mois précédant cet événement. L'allocation parentale d'éducation est versée pendant vingt-quatre mois au plus, sans condition de ressources. Une allocation à mi-taux peut être versée.
 - Sont désormais affiliés à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre de ses membres n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaire du complément familial, de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation, ou ayant un handicapé à charge et sous réserve que ses ressources ou celles du ménage soient inférieures à un plafond.
- Juin 1985**
- Substitution de l'**allocation de soutien familial** à l'allocation orphelin. L'attribution aux Caf d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires ne concerne dans un premier temps que les personnes isolées. Au 1^{er} décembre 1985, cette cible est étendue et inclut par exemple les femmes remariées ou vivant en union libre. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations familiales verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'allocation de soutien familial.
- Janvier 1986**
- Harmonisation de la **date de versement** des prestations (paiement à terme échu, entre le deuxième et le cinquième jour du mois suivant).
 - Relèvement d'un point du barème des **allocations familiales** à partir du troisième enfant.
 - Le taux de calcul de l'**allocation parentale d'éducation** passe de 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à 90,2 %.
- Avril 1986**
- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de fin de droits, sous certaines conditions.
- Janvier 1987**
- Suppression des **prêts aux jeunes ménages** dont la gestion avait été confiée aux banques en 1985-1986.
 - Réforme de l'allocation au jeune enfant qui devient l'**allocation pour jeune enfant** : son montant est identique mais il ne peut plus être versé qu'une seule allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 3 ans. Cependant, si la famille a déjà un enfant de moins de 3 ans, le cumul est possible pendant la période prénatale jusqu'aux 3 mois de l'enfant à naître.

L'allocation pour jeune enfant peut être cumulée avec le complément familial pendant la période prénatale jusqu'au mois de la naissance inclus.

- Suppression du **complément familial** de « maintenance » lorsque la famille passe de trois à deux enfants.

- Suppression du remboursement du **congé de naissance** aux employeurs.

Avril 1987

- Extension de l'**allocation parentale d'éducation** : allongement de la durée de versement jusqu'aux 3 ans de l'enfant, augmentation sensible de son montant mensuel (142,57 % de la Bmaf) mais suppression du cumul possible avec l'allocation pour jeune enfant, allègement de la condition d'activité antérieure (il suffit d'avoir travaillé deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois).

- Création de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Versée sans condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, son montant est égal au remboursement des cotisations sociales dans la limite de 2 000 francs par mois. Elle peut être cumulée avec l'allocation parentale d'éducation à mi-taux.

Juin 1987

- La **prime de déménagement** est réservée aux seules familles déménageant à l'occasion d'une naissance de rang trois ou plus.

Janvier 1988

- Création de deux nouveaux barèmes de l'**aide personnalisée au logement** applicables aux logements nouvellement conventionnés sans travaux (Apl 2A) ou avec travaux (Apl 2B), dans le parc locatif social.

Décembre 1988

- Création du **revenu minimum d'insertion**.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Depuis 1989**Avril 1990**

- Tout travailleur ressortissant d'un **Etat de la Cee**, exerçant une activité en France ou en situation de chômage indemnisé, ouvrira droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux allocations familiales, à l'allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, au complément familial, à l'allocation de parent isolé, à l'allocation de soutien familial, à l'allocation d'éducation spéciale et à l'allocation de rentrée scolaire. La mesure est rétroactive jusqu'au 15 janvier 1986.

Juin 1990

- Le cumul de la garantie de ressources et de l'**allocation aux adultes handicapés** ne doit pas dépasser un certain pourcentage du Smic (100 % à 110 % pour un célibataire) pour les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail.

Juillet 1990

- Passage de l'**âge limite** de versement des prestations familiales de 17 à 18 ans.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes hébergées dans les centres de long séjour.

Août 1990

- Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, du revenu minimum d'insertion, de l'aide personnalisée au logement et aux enfants de 16 à 18 ans non révolus au 15 septembre.

- Suppression du **supplément de revenu familial** et du versement des prestations familiales en faveur de la **jeune fille restant au foyer**.

Octobre 1990

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation d'insertion.

Janvier 1991

- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix hors tabac.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, en région Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer.

- Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** : prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé. Le règlement est effectué exclusivement par les Caf et les Ccmsa, avec mise en œuvre d'une procédure de tiers payant. Cette nouvelle prestation se substitue à la prestation spéciale légale assistante maternelle versée par les seules Caf sur leur fonds d'action sociale.

- Les décrets du 3 septembre 1990 limitent le bénéfice des dérogations accordées aux **régimes spéciaux** aux seules administrations de l'Etat pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent (non compris les Ptt) ainsi qu'à la SnCF, à l'Edf-Gdf et à la RATP. La Banque de France et le Commissariat à l'énergie atomique font exception jusqu'en janvier 1994. Les exploitations autonomes issues des Ptt ont continué, au cours de l'année 1991, à verser directement les prestations familiales à leurs agents. Les offices et établissements publics représentent 211 millions de francs de prestations et 753 millions de cotisations en 1990, les Ptt 1,7 milliard de prestations et 2,8 milliards de cotisations.

Octobre 1991

- Création d'un troisième complément de l'**allocation d'éducation spéciale** pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer. Il n'est pas cumulable avec les deux autres compléments de l'allocation d'éducation spéciale. Son montant est égal à la majoration pour tierce personne, attribuée aux invalides de troisième catégorie (5 017,82 francs jusqu'au 31 décembre 1991, 5 068 francs au 1^{er} janvier 1992).

Janvier 1992

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

- Majoration de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**, correspondant à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle (mesure en faveur des emplois de proximité) : 500 francs maximum par mois pour un enfant de moins de 3 ans (25,78 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), 300 francs pour un enfant de moins de 6 ans (15,47 % de la Bmaf).

Avril 1992

- Prise en charge par les Caf et les Ccmsa des bénéficiaires de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** relevant des autres régimes et mise en place d'une procédure de tiers payant, en avril pour les nouvelles demandes, de juillet pour les autres bénéficiaires.

Janvier 1993

- Dernière phase d'extension de l'**allocation de logement sociale** (communes rurales et agglomérations de moins de 100 000 habitants) : toute personne supportant une charge de logement et disposant de ressources inférieures à un certain plafond ouvre dorénavant droit à une aide au logement (Apl, Alf ou Als).

- Elargissement de la compétence du régime général pour le versement de l'**allocation de logement sociale**, assuré par les Caf pour les bénéficiaires de cette prestation qui relèvent des régimes spéciaux (les caisses du régime général et de la Mutualité agricole sont désormais seules habilitées à verser l'Apl et l'Als).

- Création de l'**aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés** (égale à 16 % de l'allocation à taux plein, soit 500,93 francs), pour un bénéficiaire de la prestation ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales. Elles sont remboursées par l'Etat.

- Réduction d'impôt en faveur des familles dont les **enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures** (400 francs pour un enfant fréquentant le collège, 1 000 francs pour le lycée, 1 200 francs pour un cycle d'enseignement supérieur).

Avril 1993

- Création de l'**aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées** dans l'attente de l'attribution d'un logement autonome (Alt). Le montant de la prestation dépend du nombre de logements mobilisés par l'association et de leur

capacité d'accueil. La prestation est versée par les seules caisses d'Allocations familiales et par les caisses de la Mutualité sociale agricole. Elle relève du fonds national de l'aide au logement qui bénéficie à cet effet d'une contribution de l'Etat et des régimes de prestations familiales.

- Août 1993** - 1 500 francs au titre de l'**allocation de rentrée scolaire majorée** (dont 1 097 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- Janvier 1994** - **Rattachement au régime général** des allocataires relevant de la Banque de France, du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Institut national de la recherche agronomique, de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
- Juillet 1994** - Réforme de l'**allocation parentale d'éducation** concernant tout enfant né à compter du 1^{er} juillet 1994 :
- . extension au deuxième enfant, sous réserve que le parent bénéficiaire ait travaillé deux ans au cours des cinq ans précédant la naissance (les périodes de chômage étant assimilées à une activité) ;
 - . l'attribution de l'allocation parentale d'éducation en cas d'activité à temps partiel. Si l'activité est au plus égale à 50 % de la durée légale du travail, l'allocation parentale d'éducation réduite est égale à 94,27 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Elle est de 71,29 % de la base si l'activité est comprise entre 50 et 80 %. L'allocation parentale d'éducation à taux partiel peut ouvrir droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer ;
 - . la prolongation du versement de l'allocation parentale d'éducation jusqu'au sixième anniversaire des enfants en cas de naissances multiples.
- Le **complément d'allocation aux adultes handicapés** se substitue à l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés. Il n'est plus nécessaire que les bénéficiaires déposent une demande.
- Août 1994** - Reconstitution de l'allocation de **rentrée scolaire majorée** (1 500 francs par enfant, dont 1 089 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- L'**aide à la scolarité** se substitue aux bourses des collèges versées par l'Education nationale. Elle est attribuée, pour chaque enfant de 11 à 16 ans, aux familles ayant bénéficié d'une prestation versée par la Caf au titre du mois de juillet précédant la rentrée scolaire. Son montant est fonction des ressources de la famille, qui doivent être inférieures à un certain plafond, très inférieur à celui de l'allocation de rentrée scolaire : il est égal soit à 16,4 % de la base de calcul, soit à 52,57 % (respectivement 337 et 1 080 francs).
- Janvier 1995** - Une **allocation parentale d'éducation** partielle peut être versée à chacun des membres d'un couple exerçant une activité professionnelle à temps partiel, sous réserve que le montant cumulé des deux allocations ne soit pas supérieur à celui de la prestation à taux plein. Cette réforme concerne les enfants nés depuis le 1^{er} juillet 1994.
- L'aménagement de l'**allocation pour la garde d'enfant à domicile** comporte deux volets :
- . le montant maximal de la prestation est dé plafonné et correspond désormais au montant total des cotisations sociales dues pour l'emploi à temps plein d'une garde d'enfant sur la base de la rémunération minimale prévue par la loi (11 838 francs par trimestre) ;
 - . la création d'une allocation à mi-taux pour les enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel. Le montant maximum de la prestation est égal à 5 519 francs.
- Forte revalorisation du complément de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** :
- . 38,48 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans (soit une progression de 50 %) ;
 - . 19,24 % de la base de calcul pour un enfant de 3 à 6 ans (+ 24 %).
- Prolongation du cumul de plusieurs **allocations pour jeune enfant** en cas de naissances

multiples, pour les enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1995. Jusque-là, ce cumul était possible jusqu'au premier anniversaire des enfants.

- Création d'une **allocation d'adoption**, accordée pour tout enfant arrivé dans un foyer d'adoption à compter du 1^{er} janvier 1995, quelles que soient la situation familiale et les ressources de la famille adoptante. L'allocation est due pour six mois. Son montant par enfant est égal à 30 % de la base de calcul (624 francs) et elle n'est pas cumulable avec l'allocation de soutien familial.

Février 1995

- Extension à l'**aide personnalisée au logement** des dates d'effet applicables depuis 1983 aux autres prestations : cette réforme réduit de deux mois la durée de versement de la prestation.

- Réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'**allocation logement** ou à l'aide personnalisée au logement.

Juillet 1995 - 1996

- La **compétence des Caf** est affirmée pour le versement de l'allocation logement familiale aux personnes relevant des régimes spéciaux des fonctionnaires, de France Télécom et de l'Edf-Gdf dès le 1^{er} juillet 1995. Pour La Poste, la date d'application est reportée au 1^{er} juillet 1996. Fin 1996, la Sncf et la Ratp sont les seuls régimes spéciaux qui continuent à verser l'allocation logement familiale.

Août 1995

- L'allocation de **rentrée scolaire** majorée est maintenue à 1 500 francs : 670 francs d'allocation et 830 francs de majoration remboursée par l'Etat.

Septembre 1995

- Suppression de la sanction *a priori* de la non-passation des examens médicaux pré- et postnataux pour le versement de l'**allocation pour jeune enfant** jusqu'au quatrième mois de l'enfant.

1996

- La demi-part supplémentaire accordée aux foyers fiscaux constitués d'un adulte et d'au moins un enfant est réservée aux parents isolés.

Janvier 1996

- Mise sous condition de ressources de l'**allocation pour jeune enfant** versée avant le quatrième mois de l'enfant (droit à la prestation à compter de janvier).

- Assimilation de l'**enfant** à naître à un enfant né pour la détermination du plafond de ressources de l'allocation pour jeune enfant.

- Non-revalorisation des **prestations familiales**.

Février 1996

- Intégration dans l'assiette du **remboursement de la dette sociale**, des aides personnelles au logement.

Juillet 1996

- Non-revalorisation des **plafonds de ressources**.

Août 1996

- Principe d'une parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'**adoption** d'enfants arrivés au foyer à compter d'août 1996. L'allocation d'adoption passe de 624 francs à 955 francs (montant identique à celui de l'Apje). Elle est soumise à une condition de ressources identique à celle de l'allocation pour jeune enfant. Sa durée de versement est portée de 6 à 21 mois. L'allocation d'adoption est cumulable avec l'Apje due jusqu'au troisième mois de vie, avec l'Apje due à partir du quatrième mois et avec une autre allocation d'adoption pendant les neuf premières mensualités de son versement (pas de limite à ce cumul en cas d'adoptions multiples simultanées). En revanche, elle n'est pas cumulable avec le complément familial, l'allocation de soutien familial (sauf celle due pour un autre enfant) et l'allocation parentale d'éducation.

- L'allocation **parentale d'éducation** peut être attribuée pendant un an en cas d'adoption d'un enfant âgé d'au moins 2 ans et de moins de 16 ans ; cette durée est portée à 3 ans en cas d'adoption simultanée d'au moins trois enfants. Le droit à l'allocation parentale d'éducation de rang 2 et à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel est ouvert pour l'enfant arrivé au foyer à compter du 1^{er} juillet 1994, même s'il est né avant cette date.

- Réduction de l'allocation de **rentrée scolaire** majorée (1 000 francs au lieu de 1 500 francs de prestation majorée en 1995).

| | |
|----------------------|--|
| Janvier 1997 | <ul style="list-style-type: none"> - Intégration des prestations familiales dans l'assiette du remboursement de la dette sociale (taux de 0,5 %). - Diverses mesures de rationalisation de la base de ressources. |
| Avril 1997 | <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un forfait logement applicable aux nouvelles demandes d'allocation de parent isolé lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (Alf, Apl ou Als) ou d'un hébergement gratuit (ni loyer ni remboursement de prêt). Auparavant, seule l'Alf était prise en compte dans les ressources pour le calcul de l'Api. - Fusion des barèmes de l'aide personnalisée au logement en secteur locatif. |
| Juillet 1997 | <ul style="list-style-type: none"> - Les plafonds de ressources sont indexés sur les prix (au lieu de l'être sur le salaire moyen ou le Smic, suivant la prestation considérée). |
| Août 1997 | <ul style="list-style-type: none"> - Allocation de rentrée scolaire majorée portée à 1 600 francs (montant identique à celui de 1995) au lieu de 1 000 francs de prestation majorée en 1996. |
| Décembre 1997 | <ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation rétroactive de la Bmaf de juin à décembre 1995, soit 2 096,64 francs sur sept mois. La dépense (estimée à 650 millions de francs) a été comptabilisée en dépenses diverses en 1997, les versements aux familles sont intervenus en 1998. |
| Janvier 1998 | <ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 18 à 19 ans. - Réduction du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, différenciée suivant l'âge de l'enfant et les ressources : <ul style="list-style-type: none"> . pour la garde des enfants de moins de 3 ans : si les ressources sont supérieures à un certain plafond, prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 6 418 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; si les ressources sont inférieures au plafond, prise en charge de 75 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 9 627 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; . pour la garde des enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel : prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 3 209 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 6 418 francs avant la réforme). |
| Mars 1998 | <ul style="list-style-type: none"> - Mise sous condition de ressources des allocations familiales (sur dix mois) dans l'attente d'un réexamen de la politique familiale. |
| Juin 1998 | <ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation spécifique d'attente (Asa) destinée aux personnes de moins de 60 ans, ayant cotisé 160 trimestres ou plus à l'assurance vieillesse et percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le Rmi. Lorsque l'allocation spécifique d'attente ne suffit pas à porter le total des ressources du bénéficiaire à 5 000 francs, ce montant est majoré à due concurrence. Elle est payée par les Caf pour le compte de l'Etat. - Le droit à l'allocation aux adultes handicapés est étendu à l'ensemble des personnes de nationalité étrangère dans les mêmes conditions que pour les nationaux, sous réserve qu'ils justifient de la régularité de leur séjour en France (avec possibilité de rétroactivité). |
| Août 1998 | <ul style="list-style-type: none"> - L'allocation de rentrée scolaire majorée est maintenue à 1 600 francs. - Suppression de l'aide à la scolarité et rétablissement du système antérieur des bourses des collèves. |
| Novembre 1998 | <ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de cumuler le Rmi et l'allocation pour jeune enfant versée du cinquième mois de grossesse au mois de naissance de l'enfant. - Extension du principe d'intéressement à la reprise d'activité aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé. |
| Janvier 1999 | <ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 19 à 20 ans pour les jeunes inactifs (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1980). |

- Retour à l'universalité des **allocations familiales**. Parallèlement, le **quotient familial**, c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est limité à 11 000 francs au lieu de 16 380 francs par demi-part.
 - Report d'un an des majorations pour âge des **allocations familiales** de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).
 - Possibilité de cumuler les majorations pour âge des **allocations familiales** et le **Rmi**. (Il est à noter que les majorations d'Af continuent à être prises en compte pour le calcul du montant différentiel de l'Api.)
 - Remboursement des dépenses d'**allocation de parent isolé** par l'Etat.
 - Pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %, l'allocation aux **adultes handicapés** est supprimée à compter du 1^{er} janvier lorsque les titulaires atteignent 60 ans (et à l'échéance de la Cotorep pour ceux qui avaient dépassé 60 ans au 1^{er} janvier 1999).
- Juillet 1999** - Première étape de l'alignement sur trois ans des loyers plafonds des allocations de **logement** (Alf, Als) sur ceux de l'aide personnalisée au logement (Apl).
- Août 1999** - Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux familles d'un enfant non allocataires.
- Maintien de l'**allocation de rentrée scolaire** majorée à 1 600 francs.
- Décembre 1999** - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
- Janvier 2000** - L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au **complément familial**, à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (lorsque le droit est ouvert au titre du complément familial) et aux aides au **logement**.
- Création de la couverture maladie universelle. La Cnaf n'a plus à prendre en charge certaines **cotisations d'assurance personnelle** ou cotisations maladie et maternité des personnes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Août 2000** - Pérennisation du montant de l'allocation de **rentrée scolaire** à 1 600 francs. Prise en charge du coût de la majoration par l'Etat pour les titulaires du Rmi et par le Fnpf pour les autres bénéficiaires (en deux étapes 2000 et 2001).
- Décembre 2000** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- Janvier 2001** - Création de l'**allocation de présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au minimum de quatre mois (deux mois lors d'affection périnatale), renouvelables deux fois, soit au maximum une année pour un même enfant et par maladie, accident ou handicap. Le montant de la prestation est de 3 131 francs pour une allocation à taux plein, de 1 566 francs ou de 2 071 francs pour une allocation à taux partiel, en cas d'exercice d'une activité à temps partiel. Pour une personne seule, ces montants sont respectivement de 4 141 francs, 2 071 francs et 2 733 francs.
- Modulation du montant du **complément d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** en fonction des ressources de la famille.
- En cas de reprise d'activité professionnelle, cumul possible pendant deux mois d'une **allocation parentale d'éducation** à taux plein avec le revenu tiré d'une activité professionnelle. Ce cumul n'est accordé qu'aux bénéficiaires ayant un enfant âgé d'au moins 18 mois et de moins de 30 mois, ou de moins de 60 mois si l'Ape est servie au titre de triplés ou plus.
- Mise en place d'un barème unique des **aides au logement** en secteur locatif (première étape, la seconde intervenant au 1^{er} janvier 2002).

| | |
|--|---|
| Juillet 2001 | - Suppression de l'évaluation forfaitaire des ressources pour les bénéficiaires de l' allocation aux adultes handicapés . |
| Août 2001 | - La majoration de l'allocation de rentrée scolaire se confond désormais avec le montant de la prestation dont le taux est porté à 73,22 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. |
| Décembre 2001 | - Création en allocation logement d'un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement. - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999). |
| Janvier 2002 métropole et Dom | - Création d'un congé de paternité permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Ce congé doit être pris dans un délai de quatre mois à compter de la naissance de l'enfant. Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. La mesure s'applique aux enfants nés ou adoptés à partir du 1 ^{er} janvier 2002. |
| Janvier 2002 | - Suppression du mois de carence lors de l'entrée dans l' allocation de présence parentale afin d'éviter les problèmes de trésorerie entre l'arrêt de travail et le début de versement de l'allocation. Son bénéfice est étendu aux militaires. - Fin de la mise en place du barème unique d' aides au logement en secteur locatif. - L'allocation spécifique d'attente est remplacée par l'allocation équivalant retraite et n'est plus gérée par les Caf (mais par les Assedic). |
| Avril 2002 | - Augmentation substantielle du montant de l' allocation de présence parentale afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire net perçu par un salarié rémunéré au Smic (soit 801,23 euros au 1 ^{er} janvier 2002). - Création de six nouveaux compléments de l' allocation d'éducation spéciale qui se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. - Suppression partielle de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement , avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 2001. |
| Août 2002 | - Création d'une allocation différentielle pour les personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond de ressources de l' allocation de rentrée scolaire (33 000 bénéficiaires). |
| Décembre 2002 | - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999). |
| Juillet 2003 | - Création d'une allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales qui atteint l'âge de 20 ans. |
| Décembre 2003 | - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999). |
| Janvier 2004 | - Création de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) appelée à remplacer cinq prestations existantes (<i>allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption</i>). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1 ^{er} janvier 2004, la Paje comprend : . une prime à la naissance ou à l'adoption , d'un montant de 808 euros, versée <u>sous condition de ressources</u> (<i>avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje</i>), soit au septième mois de grossesse, soit le mois suivant celui de l'arrivée de l'enfant au foyer ; |

. **une allocation de base**, d'un montant mensuel de 162 euros, versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. **un complément libre choix d'activité** attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples ou d'adoption simultanée d'au moins 3 enfants). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité ou d'adoption) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée : il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour un enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour un enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour un premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. **un complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

- Lorsque la famille est l'employeur direct, ce complément comporte lui-même deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

- Lorsque la famille n'est pas l'employeur direct, le Cmg consiste en une prise en charge partielle du coût de la garde facturé à la famille par la structure. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du lieu de garde de l'enfant, du nombre et de l'âge de ces derniers et est limité à 85 % du coût facturé. L'aide est versée les mois au cours desquels le nombre d'heures de garde est au moins égal à 16 heures.

Les tableaux 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

- Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.

. Le Cirma est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. C'est un contrat de travail à temps partiel (d'une durée minimale de vingt heures par semaine) à durée déterminée (dix-huit mois maximum), assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi de base. Il garde son droit ouvert au Rmi.

. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion.

2004

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en juin 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003. Pas de revalorisation au 1^{er} juillet 2004.

- Plusieurs mesures d'économie relatives aux aides au logement dont en particulier :

. le relèvement du seuil de non-versement des aides, qui passe de 15 à 24 euros (juin 2004) ;

. la suppression de l'abattement pour frais de garde pour le calcul des **aides au logement, du Cf et de la Paje** (août 2004) ;

. l'allongement d'un mois du délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés (août 2004).

L'impact de ces mesures d'économie serait de l'ordre de 85 millions d'euros en 2004 et 155 millions en année pleine pour les Caf.

- Juillet 2004** - Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.
- Décembre 2004** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- De juillet 2004 à janvier 2010** - Transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux :
. 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;
. 1^{er} janvier 2005 : France Télécom, les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
. 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;
. 1^{er} janvier 2010 : les agents de l'Etat en poste à l'étranger.
- Mars 2005** - **Réforme du Cirma et création du contrat d'avenir**.
. Le **Cirma** est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au secteur marchand (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat pour les bénéficiaires d'Ass, d'Api ou d'Aah, ou par le département ou son délégataire pour les bénéficiaires du Rmi) reste égale au Rmi de base.
. Le **contrat d'avenir** est destiné aux mêmes bénéficiaires, mais ne peut être conclu que dans le secteur non marchand. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.
- Juillet 2005** - Réforme de l'**allocation aux adultes handicapés** (Aah).
. Simplification du mode de calcul (plafond = 12 x Aah mensuelle).
. Création de deux nouveaux compléments, non cumulables, dont l'attribution est soumise à certaines conditions communes (taux d'incapacité d'au moins 80 %, perception de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse-invalidité-accident du travail, logement indépendant, non-exercice d'une activité professionnelle) et à des conditions propres à chaque complément :
- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace le complément d'Aah, dont le montant mensuel est de 100 euros. La personne doit bénéficier d'une aide au logement.
- le **complément de ressources** (Crh), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph), dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an à la date de la demande. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.
. Amélioration du reste à vivre et son harmonisation pour les personnes hospitalisées, placées en maison d'accueil spécialisée (Mas), ou incarcérées.
. Introduction d'une nouvelle condition d'accès au droit en cas de taux d'incapacité inférieur à 80 % : absence d'activité depuis au moins un an à la date de la demande.
. Création des Maisons départementales des personnes handicapées (Mdph) et remplacement des Cotorep et des commissions départementales de l'éducation spéciale par des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph).
. Modification de la formule de calcul de l'Aah des travailleurs en centre d'aide par le travail (Cat). Le coût de l'ensemble des mesures serait de l'ordre de 17,3 millions d'euros 2006 en année pleine 2007.

- Août 2005** - Le montant de la **prime d'adoption** de la Paje est doublé pour tout enfant adopté depuis le 1^{er} août 2005. Le coût de la mesure est estimé à 2 millions d'euros.
- Septembre 2005** - Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en septembre 2005 sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005.
- Une **prime exceptionnelle de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social (Ass, Api, Rmi, Aah) qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Cette condition n'est pas requise pour les non-salariés. Les contrats de travail conclus entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.
- Décembre 2005** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- Janvier 2006** - L'allocation d'éducation spéciale devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Ae eh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Ae eh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros. La majoration de l'Ae eh est financée par la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa)**. Les ressources de la Cnsa proviennent du produit de la journée de solidarité autonomie, d'un prélèvement de 0,1 % de Csg, de contributions des caisses de retraite, de transferts de crédits de l'assurance maladie consacrés aux personnes âgées et aux handicapées.
- Mai 2006** - L'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'*allocation de présence parentale (App)*. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés peut prétendre à un congé de présence parentale (*pour les salariés*) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total.* Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. *Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*
- En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*
- Juillet 2006** - Le **complément optionnel de libre choix d'activité (Colca)** de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) offert aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), permet de bénéficier d'un congé plus court (douze mois décomptés à partir de la naissance de l'enfant de rang trois ou plus ou de son arrivée au foyer dans le cadre d'une procédure d'adoption) et mieux rémunéré (750 euros). Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca à taux plein à la suite d'une cessation d'activité. (Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible). Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

- Création de l'**allocation d'installation étudiante (Aline)** pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2006, d'un montant forfaitaire de 300 euros. L'Aline est financée sur le budget de l'Etat. Sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.

- Pas d'actualisation des prestations **logement** en juillet 2006 (*cf. janvier 2007*).

Septembre 2006

- Le **contrat de responsabilité parentale** est mis en place en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté au fonctionnement d'un établissement scolaire ou en cas de toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale. En cas de non-respect de ce contrat, le président du conseil général peut demander au directeur de la Caf (de la Cmsa...) de suspendre le versement d'une partie des allocations familiales et du complément familial.

Octobre 2006

- Une **prime de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée aux seuls bénéficiaires du Rmi, de l'Ass et de l'Api (alors que l'ancienne prime créée en septembre 2005 continuera d'être versée aux bénéficiaires de l'Aah jusqu'en décembre 2006). En général, le versement de cette prime intervient, pour les non-salariés, après le quatrième mois suivant la reprise d'activité et, pour les salariés, après le quatrième mois consécutif d'activité à au moins soixante-dix-huit heures mensuelles (le versement peut être anticipé dans le cas d'un Cdd de plus de six mois ou d'un Cdi).

- Création d'une **prime forfaitaire d'intéressement** qui concerne les bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'Ass qui reprennent une activité d'une durée minimale de soixante-dix-huit heures par mois. Son montant est de 150 euros pour une personne isolée ou de 225 euros en cas de présence d'enfant(s) et/ou d'un conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs. Le montant est de 225 euros pour les bénéficiaires de l'Api.

Pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le minimum social et le revenu issu de sa nouvelle activité ; au cours des neuf mois suivants, il perçoit cette prime si son activité est au moins égale à soixante-dix-huit heures par mois. Dans le cas contraire, il bénéficiera d'un **système d'intéressement proportionnel** qui lui permettra de cumuler partiellement ses revenus d'activité avec son allocation.

Décembre 2006

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

Janvier 2007

- *Les familles dont le plus jeune des enfants est né avant le 1^{er} janvier 2004 demeurent régies par les dispositions antérieures à la création de la Paje.*

- Les aides personnelles au **logement** (Al et Apl) sont revalorisées de + 2,8 % pour les loyers-plafonds et de + 1,8 % pour les forfaits-charges *alors que l'indice de référence des loyers (Irl) a augmenté de + 2,3 % entre les quatrième trimestres 2004 et 2005.*

- Le seuil de versement des prestations de **logement** est abaissé à 15 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).

- Cumul entre l'**allocation de base** de la prestation d'accueil du jeune enfant au titre d'un enfant adopté ou accueilli en vue d'adoption et l'**allocation de soutien familial**.

- Attribution du **complément de ressources de l'Aah** et de la **majoration pour la vie autonome** aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (non bénéficiaires de l'Aah). Le coût de la mesure serait de l'ordre de 50 millions d'euros.

- Le forfait logement de l'**allocation de parent isolé** est aligné sur celui du Rmi (soit une économie de l'ordre de - 7,7 millions d'euros).

- Les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, légales et réglementaires (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.

En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant de l'Api est réduit au terme du quatrième mois. En l'absence d'**engagement de procédure** ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du sixième mois.

Les moindres dépenses d'Api générées par la mesure (– 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2009, – 54 millions en 2007) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial (soit une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat) de l'ordre de + 33 millions en 2008 (+ 54 millions en 2007).

Janvier 2007
(début de montée en charge en avril) - Le **complément de ressources** (Crph) et la **majoration pour la vie autonome** (Mva) peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (Fsi). L'impact de cette mesure (+ 48,8 millions d'euros) se ventile en 26,2 millions sur la Mva et 22,6 millions sur Grph.

Février 2007 - Le montant du premier versement de l'**allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant** est proratisé en fonction du nombre de jours à compter du jour de naissance de l'enfant ou du jour d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption. Cette mesure devrait concerner 256 000 familles par an. (Depuis sa création en 2004, l'allocation de base de la Paje était versée dès le premier jour du mois.)

Mars 2007 - Une **aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants** dans leur pays d'origine peut être versée annuellement aux ressortissants d'un pays non membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, âgés d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue en France pendant les quinze années précédant la demande d'aide, vivant seuls, supportant une charge de logement soit en tant que locataires, soit en tant qu'accédants à la propriété ou résidents en foyer, bénéficiant d'une aide au logement (aide personnalisée au logement ou allocation de logement) au titre du logement occupé en France et s'engageant à effectuer des séjours de longue durée dans leur pays d'origine.

Avril 2007 - Le **prêt « jeunes avenir » (Pja)** destiné aux jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi est créé. Le prêt est destiné à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement... Distribué par les réseaux bancaires, ce prêt est soumis à condition de ressources trimestrielles. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro : les souscripteurs remboursent le capital emprunté et, le cas échéant, une assurance facultative. Les intérêts et la garantie du prêt sont pris en charge par la Cnaf et financés sur le Fnpf. Le prêt est remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les parents assumant la charge d'un enfant mineur en contrat d'apprentissage peuvent également bénéficier de ce prêt. Le montant du Pja est de 3 000 euros pour une personne seule ne vivant plus chez ses parents et non rattachée fiscalement, de 5 400 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à ses deux parents, de 4 500 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul parent. Les Pja sont prorogés jusqu'en août 2010.

Mai 2007 - Les micro-crèches ouvrent droit au **complément de libre choix du mode de garde**. Les micro-crèches sont des établissements pouvant accueillir, simultanément et au maximum, neuf enfants âgés de moins de six ans. *En juin 2009, 100 micro-crèches étaient ouvertes. Le nombre de places offertes était de 936 pour un total de 1 028 enfants accueillis. 56 % des micro-crèches étaient financées par la Paje et 44 % par la prestation de service unique. Environ 300 structures devraient ouvrir à l'horizon 2012.*

- Mai 2007**
- En cas de résidence alternée, les parents ont le choix entre la désignation d'un allocataire unique pour toutes les prestations et le partage des **allocations familiales**, avec désignation d'un allocataire unique pour les autres prestations. Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée). **Le coût du partage des Af en cas de résidence alternée** représente + 0,06 point (+ 7,37 millions d'euros en année pleine).
 - Un **congé de soutien familial** donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Ce congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, ouvre droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer. Les **cotisations d'Avpf** seront remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).
- Juillet 2007**
- A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les **plafonds** ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure ; par ailleurs, les plafonds progressent de + 1,7 % pour tenir compte de l'inflation (*soit un total de + 27,1 %*). *Les montants s'appliquent du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.*
 - Pour l'**allocation aux adultes handicapés**, l'impossibilité de revaloriser les plafonds a été compensée par la création d'un coefficient réducteur de 0,8.
- Décembre 2007**
- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistés**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- Janvier 2008**
- La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit opposable au **logement** a prévu que les barèmes des aides au logement sont révisés chaque année au 1^{er} janvier et que les plafonds de loyer et les forfaits charges sont indexés sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl). La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 31 euros par an (contre 30 euros en 2007).
 - Revalorisation de l'**allocation logement familiale** et de l'**aide personnalisée au logement** de + 2,76 % (*loyers-plafonds et forfait-charges*).
- Avril 2008**
- L'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch, créée en février 2005) aux enfants handicapés de moins de 20 ans ne remet pas en cause le droit à l'Aeeh de base, mais permet d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, en fonction de la situation la plus favorable. *Il restera possible, comme actuellement, de cumuler le complément d'Aeeh et le troisième élément de la Pch (aides à l'aménagement du logement ou du véhicule, ou aides pour compenser d'éventuels surcoûts liés au transport)*. Les familles ayant intérêt à opter pour la Pch seront celles dont l'enfant est confronté à un handicap lourd, c'est-à-dire les familles bénéficiant d'un complément d'Aeeh de cinquième, sixième catégorie (voire certaines familles bénéficiant d'un complément de quatrième catégorie).
 - Le dispositif de majoration de complément d'Aeeh pour les **parents isolés** d'enfants handicapés nécessitant l'aide d'une tierce personne est étendu à la prestation de compensation.
 - Le nombre de familles qui devraient basculer d'un complément d'Aeeh vers la Pch devrait être compris entre 6 000 et 10 000. La dépense de Pch enfants est estimée à 130 millions d'euros 2007 à la charge de la Cnsa avec une économie pour la branche Famille de 51,4 millions 2008 en année pleine 2010.

- Mai 2008** - Remplacement des majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des allocations familiales par une seule **majoration des allocations familiales pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L'économie de la mesure est de 260,48 millions d'euros 2007, tous régimes en année pleine 2014 (- 2,3 points rapportés aux dépenses d'Af 2007). *Par rapport à l'ancien système, la famille perçoit par enfant concerné 33,67 euros 2007 en moins pendant trente-six mois, puis 26,19 euros en plus pendant vingt-quatre mois, soit une perte globale de 583,56 euros 2007 en cinq ans.*
- Augmentation du montant (plafond) du **complément de libre choix du mode de garde** pour les familles les plus modestes : il passe de 100,67 % à 114,04 % de la Bmaf pour un enfant âgé de moins de 3 ans, de 50,34 % à 57,02 % de la Bmaf pour un enfant âgé de 3 à 6 ans. Le coût de cette revalorisation (initialement estimé à + 12,8 millions d'euros en 2008 et + 14 millions d'euros en 2009, en année pleine, Caf) serait moins élevé que prévu en raison du reste à charge minimal de 15 % pour les familles.
- Juillet 2008** - L'**allocation d'installation étudiante** (Aline), créée en juillet 2006, n'est pas reconduite pour la prochaine année universitaire (*dernier versement possible en juin*).
- Juillet 2008 - janvier 2009** - L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales). *Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1^{er} juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux revenus 2006.* L'impact sur les aides au logement du fait du report de six mois de la date d'actualisation des ressources est de l'ordre de 220 millions d'euros en 2008 et 110 millions en 2009. Il a été estimé à 10 millions pour l'Aah et à 24 millions pour les prestations familiales.
- Août 2008** - L'**allocation de rentrée scolaire** est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 39,92 millions d'euros 2008 tous régimes).
- Septembre 2008** - Le montant unitaire de l'**allocation aux adultes handicapés** devrait progresser de + 25 % en cinq ans. La prestation est revalorisée de + 3,9 % en septembre 2007 (après + 1,1 % en janvier 2008, soit + 2,41 % en moyenne annuelle 2008). Le calendrier de revalorisation est déjà arrêté jusqu'en 2012 avec deux revalorisations annuelles de 2,2 % (en avril et en septembre). *Le complément de ressources, la majoration pour la vie autonome (Mva) et l'ancien complément d'Aah ne sont pas revalorisés.* Les modalités de revalorisation de la garantie de ressources pour les personnes handicapées (Grph) sont modifiées.
- Décembre 2008** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 220 euros pour une personne seule (+ 44,3 % par rapport au montant 1999).
- En 2008** - Clarification du droit aux prestations familiales :
 . jusqu'au 31 décembre 2007, l'article L. 512-2 du Code de la sécurité sociale subordonnait le bénéfice des prestations familiales françaises à la **production d'un titre de séjour** permettant de prouver la régularité du séjour sur le territoire français pour tous les étrangers. Cet article indique désormais que le bénéfice des prestations familiales pour les ressortissants communautaires, ainsi que les ressortissants d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et des ressortissants de la confédération helvétique, est subordonné au respect des conditions de régularité de séjour définies à l'article L. 121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.
 . les personnes exerçant une activité dans un pays n'ayant pas de **convention** avec la France, les personnes travaillant dans une organisation internationale dont les statuts ne prévoient pas le versement d'avantages familiaux ne pourront plus cumuler les prestations familiales françaises et les prestations servies par leur pays ou organisation internationale. Elles entreront dans le champ d'application de l'allocation différentielle.

- La politique de **lutte contre la fraude** est renforcée avec un développement des échanges d'information. Les contrôleurs des Caf auront un droit de communication vis-à-vis des tiers (banques, opérateurs de téléphonie, fournisseurs d'accès à Internet...). Ce droit leur permettra de vérifier les éléments déclaratifs qui ouvrent droit aux prestations.

Janvier 2009

- L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales) : les Caf se font communiquer directement par les services des impôts le montant des revenus pour apprécier le niveau de ressources des allocataires. Les **plafonds** de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007.

- Les **ressources** prises en compte sont celles de l'année civile n – 2 précédant l'exercice de paiement (*soit les ressources 2007 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009*).

- Revalorisation des **aides au logement** de + 2,95 % (loyers plafonds et forfaits charges). *Cette revalorisation est indexée sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl) comme le prévoit la loi du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable.* La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008).

- Suppression de la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de l'**allocation aux adultes handicapés**, pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 %. *On estime à 4 000 le nombre de personnes n'ayant pas perçu l'Aah en 2008 pour cette raison.* L'ouverture des droits au complément de ressources demeure subordonnée à la condition d'absence de revenus d'activité professionnelle propre sur l'année précédant la demande.

- L'impact sur les **frais de tutelle** de la réforme de la protection juridique des majeurs est de l'ordre de 27 millions d'euros 2009.

Février 2009

- Création de la carte « Enfant famille » pour les familles d'un et de deux enfants âgés de moins de 18 ans sous conditions de ressources offrant des **réductions Sncf**. Les Caf vérifient les conditions de ressources et du nombre d'enfants et délivrent une attestation permettant aux demandeurs de se procurer la carte auprès de la Sncf. Puis à compter de 2010, le circuit de demande est automatisé (demande via le site www.voyages-sncf.com).

Avril 2009

- Versement d'une **prime de solidarité active** (Psa) aux familles modestes qui ont bénéficié en janvier, février ou mars 2009 du Rmi, de l'Api (du Rsa expérimental, du Cav ou du Rma pour les ex-bénéficiaires du Rmi ou de l'Api), de la prime forfaitaire mensuelle ou d'une aide au logement (*à condition d'exercer une activité professionnelle et d'être âgé de plus de 25 ans ou d'avoir au moins un enfant à charge*). La Psa s'élève à 200 euros par foyer bénéficiaire.

- Extension de l'agrément des assistantes maternelles jusqu'à quatre enfants.

Juin 2009

- Généralisation du **revenu de solidarité active (Rsa)**, expérimenté en 2008 dans trente-quatre départements. Le Rsa est une prestation qui correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer.

. Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = **Rsa socle**). Il est à noter que les bénéficiaires du Rsa socle voient leurs revenus d'activité de l'année n – 2 neutralisés pour le calcul de leur aide au logement. Cette mesure cesse un mois après la sortie du Rsa socle.

. Le **Rsa activité** permet de compléter les revenus de travailleurs ayant de faibles revenus d'activité, supérieurs cependant au seuil du Rsa socle. Le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge.

Un bénéficiaire du Rsa peut bénéficier du Rsa socle seulement, du Rsa activité seulement ou bien des deux composantes simultanément.

. Le montant du Rsa est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = **Rsa majoré**).

* On peut estimer que **la transition entre le Rmi-Api et le Rsa socle contribue pour environ 0,5 point à la hausse du nombre de bénéficiaires du Rsa** entre juin 2009 et juin 2010 (*Source Drees, études et résultats, n°744 novembre 2010, Les bénéficiaires du Rsa fin juin 2010, A. Périgord, S. Donné, F. Mathieu*).

* Le périmètre réglementaire du Rsa socle non majoré est identique à celui du Rmi. En revanche, il existe quatre différences entre le Rsa socle majoré et l'Api qui conduisent à une légère extension du champ des bénéficiaires :

. les enfants sont considérés comme à charge jusqu'à l'âge de 25 ans contre 20 ans pour l'Api ;

. les majorations pour âge des Af ne figurent pas dans les ressources prises en compte pour le calcul du Rsa majoré alors qu'elles étaient intégrées dans les ressources Api ;
 . l'attribution de la majoration d'isolement est automatique pour les bénéficiaires du Rsa dès lors qu'ils font connaître leur situation d'isolement à l'organisme payeur du Rsa. Auparavant, il était nécessaire d'effectuer une demande d'Api ;

. une mesure temporaire de gestion, appliquée entre juin et octobre 2009 a conduit à apprécier la condition d'isolement de façon plus large qu'en Api.

* Le Rsa est piloté par le Conseil général qui délègue ses compétences aux Caf et aux Cmsa. Le département finance le **Rsa socle**, l'Etat, le **Rsa activité**.

- Les bénéficiaires du Rsa ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, y compris à l'**allocation de soutien familial**. En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant du Rsa est réduit au terme du quatrième mois (mois de la demande + trois mois). *Les dépenses d'ASF sont ponctuellement majorées de 29 millions d'euros en 2009.*

A terme, les moindres dépenses de Rsa générées par la mesure sont supposées identiques à celles générées par la subsidiarité Api-Asf (- 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2010) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial de l'ordre de + 34 millions d'euros 2009 en 2010.

- Une **prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ. Le coût de cette mesure pour l'Etat est estimé à 435 millions d'euros. Les sommes versées seront intégralement remboursées par l'Etat.

Juillet-août 2009

- *Au sujet du plan de lutte contre la crise, 200 euros d'aide sont attribués sous la forme de **chèques emploi services universels (Cesu)** préfinancés par l'Etat. Les personnes éligibles à l'aide seront les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa), les chômeurs en situation de réinsertion professionnelle et ayant des besoins d'accueil de jeunes enfants, les bénéficiaires au titre des mois de janvier, février ou mars 2009 de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base ou du complément de libre choix du mode de garde se situant dans les deux tranches de ressources inférieures. (Le Cesu a remplacé en janvier 2006 le chèque emploi-service et le titre emploi-service et a étendu le dispositif existant à l'ensemble des services à la personne rendus à leur domicile. Il existe le Cesu bancaire et le Cesu préfinancé. Le Cesu préfinancé peut être utilisé par les parents bénéficiaires de l'Aged, de l'Afeama et du complément de libre choix du mode de garde de la Paje.)*

- Septembre 2009** - Les parents qui, pour des raisons professionnelles, font garder leur(s) enfant(s) pendant au moins 25 heures spécifiques, dans le mois, peuvent bénéficier d'une majoration de leur droit au complément de libre choix du mode de garde (**Cmg**). Les plafonds de prise en charge du Cmg seront dans ces cas-là majorés de 10 %.
- Décembre 2009** - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.
- 2009** - *Un indu de prestations sociales ne pouvait être récupéré par les organismes débiteurs des prestations familiales que sur les prestations du même fonds.* Le Plfss 2009 permet de recouvrer **des indus d'une prestation familiale sur une autre prestation** : la mesure est limitée au fonds national des prestations familiales et au fonds national d'aide au logement et ne concerne que les seuls recouvrements des prestations familiales et des aides personnelles au logement.
- 2009-2011** - Le Plfss 2010 prévoit que la Cnaf prendra en charge 70 % en 2009 de la **majoration de 10 % des pensions vieillesse servie aux parents de trois enfants et plus**, 85 % en 2010 et 100 % à compter de 2011. *La participation de la Cnaf a été de 15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % en 2003-2008. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse.*
- A noter en outre la hausse des taux de cotisation vieillesse de + 0,3 point qui se traduit par plus de dépenses au titre de l'Avpf.
- Janvier 2010** - L'Api et l'Aah ne relèvent plus du Fnpf. Les tableaux statistiques de la brochure retracent l'évolution du sous-total des dépenses du Fnpf, hors Api et hors Aah sur toute la période, afin de mieux suivre l'évolution récente des prestations Famille. L'Aah et l'Api sont regroupées avec les minima (chapitre 2). Le chapitre 6 relatif aux dépenses de la branche Famille suit séparément les remboursements de prestations Fnpf par l'Etat et les prestations du Fnpf hors remboursements.
- Les prestations qui entrent en compte dans le calcul de **l'allocation différentielle (Adi)** sont les suivantes : prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) dans toutes ses composantes ; allocations familiales, majorations, forfait Af ; complément familial ; allocation d'éducation de l'enfant handicapé, compléments, majoration pour personne isolée ; allocation de soutien familial ; allocation de rentrée scolaire ; allocation journalière de présence parentale. *Auparavant, certaines composantes de la Paje étaient versées en totalité aux allocataires. De ce fait, à situation égale, les bénéficiaires pouvaient percevoir des sommes supérieures à celles des allocataires n'entrant pas dans le champ d'application de l'Adi.*
- La loi de finances 2009 a prévu le doublement du **crédit impôt famille (Cif)**, qui passe ainsi de 25 % à 50 %.
- Revalorisation de + 2,8 % du montant des **plafonds de ressources** de certaines prestations familiales en métropole et dans les Dom, correspondant à l'évolution annuelle moyenne des prix à la consommation hors tabac de l'année 2008.
- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 0,32 %.
- Les prestations familiales liées à la **Bmaf** (Af, Paje, Cf, Aeoh, Ajpp, Asf, Ars, prime de déménagement, Api dans les Dom) ne sont pas revalorisées. *Cette stabilité résulte de la prise en compte de trois éléments :*
- l'évolution des prix à la consommation hors tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année 2010 : + 1,2 % ;
 - la différence entre l'évolution des prix pour 2009 estimée par ce même rapport (+ 0,4 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1^{er} janvier 2009 (+ 1,5 %), soit un écart de - 1,1 % ;

- la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2008 (+ 2,8 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1^{er} janvier 2009 (+ 2,9 %), soit un écart de -0,1 %. Il y a équivalence entre le taux prévisionnel pour 2010 (+ 1,2 %) et l'ajustement à opérer au titre des années 2008 et 2009 (- 1,2 %), ce qui conduit à maintenir inchangé le montant des prestations familiales en 2010.

Mai 2010 Janvier 2011

- Désormais, les prestations familiales qui entrent en ligne de compte dans le calcul trimestriel de l'**allocation différentielle (Adi)** sont les suivantes :
- la prestation d'accueil du jeune enfant dans toutes ses composantes ;
- les allocations familiales (les majorations pour âge et le forfait Af) ;
- le complément familial ;
- l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (les compléments et la majoration pour personne isolée) ;
- l'allocation de soutien familial ;
- l'allocation de rentrée scolaire ;
- l'allocation journalière de présence parentale.

A compter des droits de mai 2010, la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base (de la naissance aux trois mois de l'enfant) et le complément de libre choix du mode de garde de la Paje ne seront plus versés tous les mois directement mais seront intégrés dans le calcul trimestriel de l'Adi, résultant de la différence entre le montant des prestations familiales françaises et le montant des prestations versées par l'organisme étranger.

- La Caf continue à prendre en charge les cotisations sociales liées à l'emploi d'une assistante maternelle ou d'une employée à domicile tout au long de l'année 2010. A compter du 1^{er} janvier 2011, ces cotisations seront intégrées dans le calcul de l'Adi. A partir de février 2011, les personnes concernées devront donc les verser mensuellement directement au centre Pajemploi. Ensuite, la Caf calculera tous les trimestres l'Adi a posteriori, en intégrant le montant de ces cotisations sociales.

Juin 2010

- Création d'un **prêt à l'amélioration de l'habitat (Pah) à taux zéro aux assistants maternels** agréés ou en cours d'agrément ou de renouvellement ou d'extension de leur agrément, qu'ils soient allocataires ou non. Ce prêt a pour objectif de financer des travaux à leur domicile afin d'améliorer l'accueil, la santé ou la sécurité des enfants accueillis. Il est d'un montant maximum de 10 000 euros (*au lieu de 1 067 euros pour les allocataires actuels*) avec un échancier porté à 120 mois maximum (*contre 36 mois*). *Ce Pah est cumulable avec la prime à l'installation pouvant être versée aux assistants maternels par les Caf lors de la délivrance de leur premier agrément. Cette prime est destinée à l'achat d'équipement nécessaire au démarrage de l'activité ou à l'achat de matériel de puériculture.* Le coût de la mesure devrait s'élever à 47,5 millions d'euros (estimation sur la base d'un taux de recours au Pah de 9 500 demandeurs sur les 38 000 nouveaux assistants maternels agréés annuels).

Août 2010

- Fin du **prêt jeune avenir**, prêt à taux zéro destiné à aider les jeunes de moins de 25 ans qui accèdent à l'emploi. Ce prêt a été distribué par la Société générale jusqu'en août 2010.

Septembre 2010

- Mise en œuvre du **revenu de solidarité active jeunes**. Le Rsa est ouvert aux jeunes âgés entre dix-huit et moins de vingt-cinq ans, sous réserve d'avoir exercé préalablement au moins 3 214 heures de travail au cours des trois ans précédant le dépôt de la demande. Un étudiant salarié doit avoir un revenu d'activité d'au moins 500 euros par mois pour bénéficier du Rsa.

- Mesures relatives à la **lutte contre la fraude** prévues par la Plfss 2010.

. Les Caf seront habilitées à contrôler la réalité de l'existence des logements loués par des bailleurs à des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, en leur permettant d'échanger les données nécessaires avec l'administration fiscale. L'accès aux fichiers de la taxe foncière ou de la taxe d'habitation, impôts auxquels sont assujettis les propriétaires, permettrait aux Caisses d'allocations familiales (Caf) de s'assurer que le logement existe.

- . Prorogation de l'expérimentation de la mesure de suspension pour l'avenir des aides au logement en cas de fraude jusqu'en décembre 2010.
- . Extension du champ des personnes susceptibles de se voir infliger une pénalité (ex. bailleurs en cas de fraudes au logement).
- . Relèvement du plafond de la pénalité établi à quatre fois le plafond mensuel de la Sécurité sociale (11 436 euros).
- . Suppression d'un barème de pénalités établi en fonction du montant de l'indu : le montant de la pénalité est désormais fixé en proportion de la gravité des faits.

Décembre 2010 - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.

Janvier 2011 - Trimestrialisation de l'**allocation aux adultes handicapés** avec une déclaration trimestrielle des ressources (Dtr). Un mécanisme d'intéressement (différent de celui du Rsa) est prévu : un cumul intégral de l'Aah et des revenus d'activité pendant six mois pour les personnes qui prennent un emploi en milieu ordinaire puis une période de cumul partiel pérenne avec un abattement calculé en fonction du salaire perçu (en dessous de 30 % du Smic brut, 80 % d'abattement, et 40 % au-delà).

- Suspension des **allocations familiales** en cas d'absence scolaire répétée (au moins quatre demi-journées sur un mois). La part des Af afférentes à l'enfant en cause est égale au montant total des Af dues à l'allocataire, divisé par le nombre total d'enfants à charge. Cette part est augmentée de la majoration pour âge, si l'enfant y ouvre droit.

- La **base mensuelle de calcul des prestations familiales** est portée à 395,04 euros. La revalorisation de + 1,5 % au 1^{er} janvier 2011 correspond :

- à l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation hors tabac en moyenne annuelle (+ 1,5 %, cf. loi de finances 2011) ;

- majorée de la différence entre l'évolution prévisionnelle des prix pour 2010 (+ 1,5 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1^{er} janvier 2010 (+ 1,2 %), soit un écart de + 0,3 % ;

- minorée de la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2009 (+ 0,1 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1^{er} janvier 2010 (+ 0,4 %), soit un écart de - 0,3 %.

- Suppression de la rétroactivité de trois mois pour les **aides au logement**. Lorsque les conditions d'ouverture de droit sont remplies antérieurement à la demande, le droit s'ouvre le mois de la demande. Cet alignement sur les dates d'effet des minima sociaux représente une moindre dépense estimée à 240 millions d'euros.

- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 1,1 %. Il en est de même pour les planchers de ressources retenus pour le calcul des aides au logement des étudiants. La participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,47 euros par an. Les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 222,87 euros (au lieu de 1204,8 euros) pour une personne seule, 1834,31 euros (au lieu de 1807,2 euros) pour un couple.

- Compte tenu de la création des commissions spécialisées de coordination de prévention des expulsions locatives (Ccapex) les CdaPl sont supprimées et leurs compétences sont transférées aux Caf : le **traitement des impayés de loyer Apl**, les contestations et les demandes de remises de dettes Apl.

- Suppression de l'exonération de quinze points de cotisations sociales pour les particuliers employeurs cotisant sur l'assiette réelle, qui contribue à l'augmentation des dépenses liées à la prise en charge de cotisations pour le **complément mode de garde à domicile** (Cmg).

Juillet 2011

- Suite à la réforme des retraites de novembre 2010, l'âge légal d'admission à la retraite et l'âge d'obtention d'un avantage à taux plein sont repoussés progressivement pour les personnes nées à compter du 1^{er} juillet 1951.

. La fin de droit à l'**allocation aux adultes handicapés** (Aah) se trouve ainsi décalée de façon similaire. Le complément de ressources est versé jusqu'à l'âge auquel le bénéficiaire est reconnu inapte au travail. La majoration pour la vie autonome et le complément Afh sont servis sans limite d'âge sous réserve de bénéficier de l'Aah.

. Les droits Rsa et Rmi sont prolongés de manière progressive selon le calendrier établi dans le cadre de la réforme des retraites.

. Pour les aides au logement, sont notamment considérés comme à charge, sous certaines conditions :

- les ascendants de l'allocataire ou de son conjoint ayant atteint l'âge du droit à une retraite à taux plein (passage progressif de 65 à 67 ans) ou au moins 65 ans s'ils sont titulaires de l'Aspa.

- les ascendants de l'allocataire ou de son conjoint ayant atteint l'âge légal de départ à la retraite (passage progressif de 60 à 62 ans) et inaptes au travail.

Septembre 2011

- Création d'un nouveau prêt : le **prêt à l'amélioration du lieu d'accueil** (Pala). Ce prêt remplace le prêt à l'amélioration de l'habitant assistant(e) maternel(le) (Pah Am) et peut être attribué aux assistants maternels exerçant aussi bien à domicile que dans les maisons d'assistants maternels (Mam). Le Pala reprend les caractéristiques essentielles du Pah Am.

. Il permet de financer des travaux visant à améliorer le lieu d'accueil, la santé ou la sécurité des enfants gardés par l'assistant et, lorsqu'il exerce à son domicile, les travaux visant à faciliter l'obtention, le renouvellement ou l'extension de l'agrément mentionné à l'article D. 421-4 du Code de l'action sociale et des familles ;

. Il s'agit d'un prêt, sans intérêt, d'un montant maximum de 10 000 euros par assistant maternel, accordé dans la limite de 80 % des dépenses engagées et remboursable en cent vingt mensualités maximum.

Novembre 2011

- Les couples dont chacun des membres travaillent bénéficient d'une **majoration de plafond de la Paje et du Cf**. Pour considérer que chacun des membres du couple travaillent, les revenus d'activité professionnels de chacun d'eux perçus au cours de l'année de référence doivent avoir été au moins égaux à un certain seuil.

. Jusqu'en octobre 2011, ce seuil était fixé à douze fois la base Bmaf en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence.

. A compter de novembre 2011, le seuil de douze Bmaf est remplacé par celui de 13,6 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence.

- Jusqu'en octobre 2011, pour pouvoir bénéficier de l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (Avpf) au titre de la charge d'un adulte ou d'un enfant handicapé, la personne à affilier ne devait exercer aucune activité professionnelle ni être affiliée à un autre titre à l'assurance vieillesse. A compter de novembre 2011, cette condition est remplacée par une condition d'activité professionnelle réduite.

. Si la personne a perçu au cours de l'année d'affiliation des revenus professionnels n'excédant pas 13,6 % du plafond de la sécurité sociale (Pss), la cotisation Avpf est calculée sur la base de 100 % du Smic 169 h.

. Si la personne a perçu au cours de l'année d'affiliation des revenus professionnels compris entre 13,6 et 63 % du Pss, la cotisation est assise sur 50 % du Smic.

Janvier 2012

- Les indemnités journalières accident du travail et maladie professionnelle sont incluses dans la base des revenus d'activité professionnels pour apprécier :
 - . la bi-activité (revenus professionnels des deux membres du couple au moins égaux à un certain seuil) des couples, qui leur ouvre droit à une majoration des **plafonds de ressources de la Paje et du Cf** et à un abattement forfaitaire en aides au logement ;
 - . l'activité professionnelle réduite (revenus professionnels n'excédant pas un certain plafond) pour l'affiliation à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (Avpf).
- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 1,9 %. Il en est de même pour les planchers de ressources retenus pour le calcul des aides au logement des étudiants. La participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 34,11 euros par an. Les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 248,55 euros (au lieu de 1 222,87 euros) pour une personne seule, 1 872,83 euros (au lieu de 1 834,31 euros) pour un couple.
- Les **plafonds de ressources** des prestations sont revalorisés de + 1 % alors qu'ils auraient dû suivre l'inflation 2010 (+ 1,5 %, les revenus pris en compte étant ceux de 2010). *Ce décalage permettrait d'économiser – 24 millions d'euros (estimation Dser).*
- Le projet de loi de finances pour 2012 prévoit :
 - . de majorer de 40 % les conditions de ressources du **complément mode de garde de la Paje** (Cmg), qu'il soit dû en cas d'emploi direct d'un salarié ou en cas de recours à une structure habilitée, pour les personnes assumant seules la charge d'un ou de plusieurs enfants ;
 - . de majorer de 30 % le montant de Cmg lorsque l'allocataire et/ou son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs bénéficie de l'Aah.
 - . En cas de pension alimentaire d'un montant inférieur à celui de l'Asf et de défaillance partielle du débiteur, le créancier d'aliments pourra prétendre à un montant d'**allocation de soutien familial** dans la limite du montant de l'Asf et non pas de celui de la pension.

Avril 2012

- A compter de 2012, la revalorisation de la **base mensuelle de calcul des allocations familiales** (Bmaf) est reportée de janvier à avril. La progression de la Bmaf est fixée à + 1 % (399 euros), soit + 0,75 % en moyenne annuelle (contre + 2,3 % prévu en septembre 2011, sur la base d'une inflation prévisionnelle 2011 de 2,1 %). *Cette revalorisation permettrait d'économiser – 423 millions d'euros (estimation Dser).*

***Pour une meilleure interprétation des séries statistiques
relatives aux dépenses de prestations***

| | |
|---------------------|--|
| 1980 | - Certaines Caf ont comptabilisé treize mois de prestations familiales (1,3 milliard de francs) au cours de l'exercice. |
| Juillet 1984 | - Impact de la transformation des déductions sur le revenu imposable en crédit d'impôts. |
| 1985-1986 | - Suite à l'harmonisation de la date de versement des prestations, la base 1985 du régime général est supérieure de 2,7 milliards de francs aux résultats, la base 1986 l'est de 265 millions de francs. Pour le régime minier, l'impact du décalage est de 44 millions de francs en 1985 et de 1 million de francs en 1986. |
| 1991-1992 | - Le solde du régime de La Poste et des Télécom n'a pas été comptabilisé par la Cnaf en 1991 et en 1992. Il a été pris en compte par le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale. En conséquence, dans ce rapport, le solde Cnaf est majoré (et les dépenses minorées) par rapport aux chiffres de la brochure Prestations familiales (715 millions en 1991, 765 millions en 1992). Toutefois, les séries statistiques Cnaf relatives aux prestations et aux cotisations incluent ce régime. |
| 1996 | <u>Passage aux droits constatés</u> : Les dépenses de prestations 1996 couvrent les dépenses de janvier à décembre 1996, hors treizième balance 1996. Les dépenses de 1997 incluent la treizième balance 1996 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1997. Toutefois, les statistiques de prestations retiennent les dépenses en droits constatés pour les prestations trimestrielles (Aged + 255 millions de francs, Afeama + 68 millions, allocation différentielle + 3 millions) et pour les prestations hors métropole (+ 17 millions). Cette majoration des prestations est compensée par une minoration des dépenses diverses. |
| 1997 | Il est à noter que les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995 , intervenue <i>a posteriori</i> , ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 650 millions de francs. Elles figurent en dépenses diverses et non en dépenses de prestations dans les tableaux statistiques. |
| 1997-1998 | En décembre 1997, le montant de la Bmaf est fixé rétroactivement à : - 2 014,06 francs pour la période allant du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1993 ; - 2 096,64 francs pour la période allant du 1 ^{er} juin au 31 décembre 1995. La première revalorisation est sans effet pratique sur le droit des allocataires. Les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995, intervenue <i>a posteriori</i> , ont été intégrées dans les comptes 1997 (650 millions de francs de dépenses diverses et non de dépenses de prestations). |
| Juillet 2007 | Les données comptables et les résultats relatifs aux bénéficiaires comprennent les collectivités territoriales de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy qui faisaient partie de la Caf de la Guadeloupe avant leur création. |

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions 2011**

TIPF 321 : tous régimes en millions d'euros courants

| En millions d'euros courants (effet prix BMAF uniquement, pas d'effet SMIC) | Réforme | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|-------------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------------------------|-------|-------|
| PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours) | 1/01/2004 | | | | | 299 | 889 | 1 604 | 1 902 | 2 407 | 2 670 | 2 861 | 2 904 | 2 925 | 2 971 | 3 018 |
| PAJE Prime AB CLCA - APJE - APE A. adoption | | | | | | 188 | 395 | 612 | 689 | 712 | 746 | 702 | 712 | 718 | 729 | 740 |
| PAJE CMG assistante maternelle - AFEAMA | | | | | | 109 | 448 | 923 | 1 112 | 1 546 | 1 741 | 1 956 | 1 985 | 2 000 | 2 031 | 2 063 |
| PAJE CMG à domicile - AGED | | | | | | 3 | 46 | 68 | 101 | 150 | 183 | 203 | 206 | 207 | 211 | 214 |
| AFEAMA majoration modulée, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul) | | | 68 | 99 | 130 | 146 | 149 | 152 | 155 | 156 | 161 | 161 | 163 | 165 | 167 | 170 |
| AGED : modulation en fonction du revenu | 1/01/1998 | -168 | -172 | -175 | -178 | -181 | -185 | -188 | -192 | -194 | -199 | -199 | -202 | -204 | -207 | -210 |
| APE : intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde) | 1/01/2001 | | -13 | -17 | -18 | -18 | -18 | -19 | -19 | -19 | -20 | -20 | -20 | -20 | -21 | -21 |
| AF | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans | 1/01/1998 | -31 | -31 | -32 | -27 | 67 | 80 | 82 | 84 | 53 | -117 | -305 | -434 | -311 | -194 | -187 |
| Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois | 1/03/1998 | 95 | 97 | 99 | 101 | 102 | 104 | 106 | 108 | 109 | 113 | 113 | 114 | 115 | 117 | 119 |
| Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans | 1/01/1999 | 157 | 160 | 163 | 166 | 169 | 173 | 176 | 179 | 181 | 186 | 186 | 189 | 190 | 193 | 196 |
| Report d'un an des majoration pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans) | 1/01/1999 | -283 | -288 | -294 | -299 | -304 | -311 | -316 | -322 | -325 | -335 | -335 | -340 | -342 | -348 | -353 |
| Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans | 1/07/2003 | | | | 5 | 100 | 114 | 116 | 118 | 119 | 123 | 123 | 125 | 125 | 127 | 129 |
| Garde alternée | 1/05/2007 | | | | | | | | 0,9 | 4 | 8 | 7,7 | 7,8 | 7,8 | 8,0 | 8,1 |
| Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans] | 1/05/2008 | | | | | | | | | -35 | -211 | -399 | -529 | -408 | -292 | -286 |
| Economies | 1/05/2008 | | | | | | | | | -35 | -211 | -399 | -558 | -576 | -585 | -594 |
| Dépenses supplémentaires | 1/05/2008 | | | | | | | | | | | | 29 | 168 | 293 | 308 |
| CF : report à 21 ans | 1/01/2000 | 62 | 116 | 119 | 121 | 123 | 126 | 128 | 130 | 131 | 135 | 135 | 137 | 138 | 140 | 143 |
| ARS | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Extension aux familles de 1 enfant non allocataires | 1/08/1999 | 28 | 28 | 35 | 36 | 36 | 37 | 38 | 39 | 79 | 81 | 81 | 82 | 83 | 84 | 86 |
| ARS différentielle (chiffrage disponible en juin 2003 - R. Mahieu) | 1/08/2002 | 28 | 28 | 29 | 29 | 30 | 31 | 31 | 32 | 32 | 33 | 33 | 33 | 34 | 34 | 35 |
| Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants | 2008 | | | 6 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 |
| | | | | | | | | | | 40 | 41 | 41 | 42 | 42 | 43 | 43 |
| ASF : impact de | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mise en place de la réforme API - Montée en charge du RSA | 1/01/2007 | | | | | | | | 53 | 33 | 76 | 65 | 44 | 33 | 33 | 34 |
| Annulation de créance ASF non récupérable de plus de deux ans | 1/06/2011 | | | | | | | | | | | | -37 | Impact sur un exercice | | |
| API | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Forfait logement | 1/04/1997 | -57 | -50 | -42 | -32 | -20 | -9 | 5 | -43 | -99 | -102 | -102 | -104 | -105 | -106 | -108 |
| Alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05) | 2001 - 2007 | -57 | -58 | -60 | -61 | -62 | -63 | -64 | -65 | -66 | -68 | -68 | -69 | -69 | -70 | -72 |
| Alignement forfait logement / forfait RMI | 1/01/2007 | | 8 | 17 | 29 | 41 | 54 | 69 | 84 | 84 | 87 | 87 | 88 | 89 | 90 | 92 |
| Subsidiarité ASF | 1/01/2007 | | | | | | | | -8 | -8 | -8 | -8 | -8 | -8 | -8 | -8 |
| | | | | | | | | | -53 | -110 | -113 | -113 | -115 | -115 | -117 | -119 |
| AEEH | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 compléments qui se substituent aux 3 anciens compléments | 1/04/2002 | | | 16 | 84 | 75 | 63 | 80 | 84 | 77 | 80 | 80 | 81 | 81 | 83 | 84 |
| Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat. | 1/01/2006 | | | 16 | 84 | 75 | 63 | 64 | 65 | 66 | 68 | 68 | 69 | 69 | 70 | 72 |
| Droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap) | 1/04/2008 | | | | | | | 16 | 19 | 19 | 19 | 19 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| | | | | | | | | | | -7 | -45 | -50 | -51 | -52 | -52 | -53 |
| APP - AJPP | 2001et 2006 | | 6 | 18 | 29 | 35 | 36 | 40 | 54 | 51 | 53 | 53 | 54 | 54 | 55 | 56 |

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions 2011**

T1PF 311 : tous régimes en millions d'euros constants

| Millions d'euros constants 2010 (calculés en fonction de l'évolution des prix) | | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|
| 11. Mesures relatives aux prestations "Famille", y compris API | | -12 | -975 | -203 | -195 | -55 | 23 | 160 | 616 | 1 258 | 2 034 | 2 345 | 2 718 | 2 821 | 2 767,4 |
| 12. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors API | | -925 | -135 | -128 | | 3 | 71 | 196 | 639 | 1 267 | 2 029 | 2 390 | 2 818 | 2 924 | 2 869,1 |
| 2. Mesures relatives aux prestations jeune enfant | | -150 | -200 | -198 | -135 | -106 | -73 | 270 | 899 | 1 641 | 1 927 | 2 387 | 2 650 | 2 802,5 | |
| PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours) | 1/01/2004 | | | | | | | | 328 | 958 | 1 699 | 1 986 | 2 444 | 2 709 | 2 860,7 |
| AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul) | | | | | | 79 | 112 | 145 | 160 | 161 | 161 | 161 | 159 | 163 | 160,89 |
| AGED : Modulation en fonction du revenu | 1/01/1998 | -150 | -200 | -198 | -198 | -199 | -198 | -198 | -199 | -200 | -200 | -200 | -197 | -202 | -199,35 |
| APE : intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde) | 1/01/2001 | | | | | -16 | -20 | -20 | -20 | -20 | -20 | -20 | -19 | -20 | -19,74 |
| 31. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant | | -12 | -826 | -3 | 2 | 79 | 129 | 233 | 346 | 359 | 394 | 418 | 331 | 171 | -35,15 |
| 32. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant, hors API | | -776 | 65 | 70 | 137 | 177 | 269 | 369 | 368 | 389 | 463 | 431 | 274 | 66,58 | |
| AF | | -776 | 32 | -36 | -36 | -36 | -30 | 74 | 86 | 87 | 88 | 54 | -119 | -304,56 | |
| Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans | 1/01/1998 | 61 | 113 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 113 | 113 | 113 | 111 | 114 | 112,52 | |
| Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois | 1/03/1998 | -837 | | | | | | | | | | | | | |
| Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans | 1/01/1999 | | 101 | 184 | 185 | 185 | 185 | 185 | 186 | 186 | 187 | 183 | 189 | 185,96 | |
| Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans) | 1/01/1999 | | -182 | -332 | -333 | -334 | -333 | -333 | -335 | -335 | -336 | -330 | -340 | -334,72 | |
| Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans | 1/07/2003 | | | | | | 6 | 110 | 123 | 123 | 123 | 121 | 125 | 122,72 | |
| Garde alternée | 1/05/2007 | | | | | | | | | | 1,0 | 4,6 | 7,6 | 7,7 | |
| Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans] | 1/05/2008 | | | | | | | | | | | -36 | -214 | -398,69 | |
| Economies | 1/05/2008 | | | | | | | | | | | -36 | -214 | -398,69 | |
| Dépenses supplémentaires | 1/05/2008 | | | | | | | | | | | | | | |
| CF : Report à 21 ans | 1/01/2000 | | | 73 | 134 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 136 | 133 | 137 | 135,22 | |
| ARS | | | 33 | 33 | 33 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 80 | 82 | 81,19 | |
| Extension aux familles de 1 enfant non allocataires | 1/08/1999 | | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 32 | 33 | 32,86 | |
| ARS différentielle | 1/08/2002 | | | | | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7,21 | |
| Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants | | | | | | | | | | | | 41 | 42 | 41,12 | |
| ASF : impact de | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mise en place de la réforme API - Montée en charge du RSA | 1/01/2007 | | | | | | | | | | | 56 | 34 | 77 | 65,09 |
| Annulation de créance ASF non récupérable de plus de deux ans | 1/06/2011 | | | | | | | | | | | | | | |
| API cumul | | -12 | -50 | -68 | -67 | -58 | -48 | -36 | -22 | -9 | 5 | -44 | -101 | -103 | -101,72 |
| API : forfait logement | 1/04/1997 | -12 | -50 | -68 | -67 | -67 | -68 | -68 | -68 | -68 | -68 | -68 | -67 | -69 | -67,85 |
| API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05) | 2001 - 2007 | | | | | 9 | 20 | 32 | 45 | 59 | 73 | 87 | 86 | 88 | 86,96 |
| API : alignement forfait logement / forfait RMI | 1/01/2007 | | | | | | | | | | | -8 | -8 | -8 | -7,90 |
| API : subsidiarité ASF | 1/01/2007 | | | | | | | | | | | -56 | -112 | -115 | -112,93 |
| AEEH cumul | | | | | | | 18 | 93 | 82 | 68 | 85 | 87 | 78 | 42 | 36,61 |
| AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments | 1/04/2002 | | | | | | 18 | 93 | 82 | 68 | 68 | 68 | 67 | 69 | 67,84 |
| AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat. | 1/01/2006 | | | | | | | | | | 17 | 19 | 19 | 20 | 19,27 |
| AEEH : droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap) | 1/04/2008 | | | | | | | | | | | -7 | -46 | -50,50 | |
| APP puis AJPP | | | | | | 6 | 20 | 32 | 38 | 38 | 42 | 56 | 52 | 54 | 53,04 |

8.2

Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945

*Ce chapitre constitue un document de travail.
Toutes vos remarques seront les bienvenues.*

Particularités générales

- Alors que les prestations métropole étaient généralement calculées en fonction de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, les prestations dans les Dom faisaient le plus souvent référence à une base de calcul égale à vingt-cinq fois le montant journalier des allocations familiales pour deux enfants dans les Dom.

. Les prestations étaient attribuées en fonction du nombre de journées de travail d'au moins six heures dans la limite de vingt-cinq allocations journalières par mois.

. Les Caf versent les prestations aux salariés agricoles, aux marins pêcheurs non salariés depuis 1961, aux exploitants agricoles à compter de 1970, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs indépendants jusqu'en décembre 1992. A compter du 1^{er} janvier 1993, le versement des prestations familiales est effectué sous réserve du paiement préalable des cotisations d'Af et de la Csg.

Il n'y a pas de tutelle aux prestations sociales.

Situation en 1946

En 1946, les prestations versées sont :

- . les **allocations familiales** (créées en 1938). A la différence de la métropole, les allocations familiales sont dues **dès le premier enfant**. Une condition d'activité professionnelle est exigée jusqu'en 1988 ;
- . les filles aînées restant au foyer sont exclues du bénéfice des prestations familiales ;
- . les prestations du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Septembre 1963

- Majoration et uniformisation des taux des **allocations familiales** dans l'ensemble des départements d'outre-mer.
- Les limites d'âge fixées pour l'attribution des prestations sont alignées sur celles de la métropole.

Avril 1965

(comme en métropole)

- Application dans les Dom de la législation relative au **congé de naissance** en vigueur en métropole.
- Application dans les Dom de la législation relative aux **majorations des allocations familiales** pour enfant de plus de 10 ans en vigueur en métropole.

Janvier 1971

(comme en métropole)

- . Création de l'**allocation orphelin**. Les montants diffèrent de ceux de la métropole ; ils sont majorés en janvier 1978, en juillet 1981.

Février 1972

(comme en métropole)

- . Création des **allocations aux mineurs et aux adultes handicapés**.

Situation en 1972

- Le service des prestations est assuré par des caisses d'Allocations familiales et non plus par des caisses de Sécurité sociale.

En 1972, les prestations versées sont :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . l'allocation aux mineurs et aux adultes handicapés ;
- . l'allocation orphelin ;
- . le congé de naissance.

Rentrée 1974

(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de rentrée scolaire**.

- Octobre 1975**
(comme en métropole) - Création de l'**allocation d'éducation spéciale**. *Le montant de la prestation perçue est différent (mais proche) dans les Dom et en métropole. Il a été majoré en 1981. Une activité professionnelle est exigée, sauf dans le cas des femmes seules. Cette prestation remplace l'allocation d'éducation spécialisée et l'allocation aux mineurs handicapés.*
- (comme en métropole) - Création de l'**allocation aux adultes handicapés**.
- 1976**
(contre 1948 en métropole) - Création de l'**allocation de logement familial**. *Par rapport à la métropole :*
 . les surfaces exigées sont plus restreintes (ce qui est favorable à l'allocataire) ;
 . il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, nombre de parts et mensualités plafonds ;
 . les coefficients et les valeurs utilisés dans la formule de calcul sont moins favorables.
- Janvier 1978**
(contre octobre 1976 en métropole) - Mise en place de l'**allocation de parent isolé** dans les Dom. *Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole. Le montant est majoré en juillet 1981.*
- Maintien des prestations familiales aux personnes ayant perdu involontairement leur emploi sous certaines conditions d'activité antérieures.
- 1978**
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Mai 1978** - Création de la **prime de protection de la maternité** afin d'inciter les futures mères et les mères à passer les examens médicaux.
- Juillet 1978**
(contre juillet 1972 en métropole) - Mise en place de l'assurance vieillesse des mères au foyer (avec une législation différente de celle de la métropole).
- Octobre 1978** - Mise en place du **complément familial** avec des conditions d'attribution autres que celles applicables en métropole. Le plafond applicable est celui de l'Ars. Le montant de la prestation est majoré en 1979 et en 1981.
- Décembre 1979** - Les allocations sont versées :
 . tant que dure l'obligation scolaire ;
 . jusqu'à 17 ans pour l'enfant à charge non salarié ;
 . jusqu'à 20 ans pour les enfants placés en apprentissage, les enfants suivant un stage de formation professionnelle, les enfants qui poursuivent leurs études, pour ceux qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, et pour ceux qui ouvrent droit à l'allocation d'éducation spéciale. *(Antérieurement, les limites d'âge étaient de 14 ans, de 15 ans en Guyane, de 16 ans en cas d'apprentissage, de 17 ans en Guyane et de 20 ans en cas de poursuite d'études ou de maladie constatée.)*
 . Les jeunes de 16 à 20 ans cessent d'être considérés comme enfants à charge lorsque leur rémunération dépasse 55 % du Smic en vigueur dans le département considéré. *(Antérieurement, le salaire des intéressés ne devait pas dépasser le montant de la base mensuelle de calcul en vigueur en métropole au cours de la période d'exercice de l'activité professionnelle.)*
- Janvier 1980** - Le droit aux prestations familiales est annualisé pour les allocataires ayant eu une activité égale ou supérieure à quatre-vingt-dix jours dans une année civile. *Pour les autres, le droit continue à s'apprécier mensuellement. Mais dès lors que l'activité au cours d'un mois est égale à dix jours, les prestations sont égales pour ce mois à vingt-cinq allocations journalières...*
- Octobre 1980**
(contre juillet 1971 en métropole) - Création de l'**allocation de logement sociale** (la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables).

- Janvier 1981**
(comme en métropole) - Création du **supplément de revenu familial**. *Le barème du Surf reste inchangé jusqu'à sa disparition en 1990 : le plafond de ressources est égal à 15 350 francs et le montant de la prestation est de 100 francs.*
- 1981**
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Juin 1985**
(comme en métropole) - Création de l'**allocation de soutien familial**. *Une activité professionnelle est exigée. Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole.*
- 1989**
(1978 en métropole) - Suppression de la **condition d'activité professionnelle** pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. *Avant cette date, cette condition était exigée pour bénéficier des allocations familiales, du complément familial, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation d'éducation spéciale (sauf pour les femmes seules)... Cette condition avait été supprimée pour les seules Af dès mars 1988 (décret 88-191 et 192 du 26 février 1988) et dès juillet 1986 pour l'allocation logement familiale.*
- Décembre 1988** - Instauration du **revenu minimum d'insertion** d'un montant inférieur de 20 % au barème métropolitain.
- 1989**
(comme en métropole) - Création du **revenu minimum d'insertion**.
- Juillet 1990** - **Versement jusqu'à 18 ans** des prestations familiales aux enfants non salariés au lieu de 17 ans.
- Août 1990**
(comme en métropole) - Suppression du **supplément de revenu familial**.
- Versement de l'**allocation de rentrée scolaire** jusqu'à 18 ans. Extension du bénéfice de l'Ars aux familles qui perçoivent uniquement du Rmi ou l'Aah.
- Janvier 1991**
(comme en métropole) - Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**.
- Juillet 1991** - Application aux Dom de la **Bmaf** de la métropole.
- 1991-1995** - Début de l'alignement progressif des prestations des Dom sur celles de la métropole jusqu'à l'horizon 1995 avec comme objectif la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Situation en 1992

Entre 1972 et 1992, la législation s'étend à de nouvelles catégories de bénéficiaires et le nombre de prestations s'accroît. On distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement sociale ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . l'allocation de logement à caractère familial ;
- . la prime de protection de la maternité (prestation spécifique aux Dom) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer et l'assurance personnelle ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale d'éducation, l'allocation pour jeune enfant, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

Janvier 1993
(comme en métropole)

- Création du **complément d'allocation aux adultes handicapés**.

Juillet 1994

- Alignement du régime des **allocations familiales** versées aux familles de deux enfants et plus sur celui de la métropole.

Janvier 1995
(comme en métropole)

- Création d'une **allocation d'adoption**.

Janvier 1995
(1987 en métropole)

- Instauration de l'**allocation garde d'enfant à domicile**.

Avril 1995
(avant la métropole)

- L'âge limite de prise en compte des **enfants à charge** pour le calcul de l'allocation logement a été porté de 20 à 22 ans dans les Dom pour les enfants qui poursuivent leurs études, sont en apprentissage, en stage de la formation professionnelle ou malades, alors qu'il était de 20 ans en métropole dans ces différents cas jusqu'en janvier 2000.

Septembre 1995

- Alignement du montant de l'**allocation de soutien familial** sur celui de la métropole et harmonisation du mode de calcul et du montant de la prime de déménagement sur celui de la métropole.

Janvier 1996
(1985 en métropole)

- Instauration de l'**allocation pour jeune enfant** : *le montant de l'allocation pour jeune enfant est celui en vigueur en métropole, mais le plafond de ressources est inférieur (identique à celui du complément familial dans les Dom).*

- Instauration de l'**allocation parentale d'éducation**. *En 2002, les montants pour la validation des trimestres d'activité de l'Ape seront totalement harmonisés entre les Dom et la métropole (cf. TIPF 738) ; auparavant, les montants plus faibles pour les Dom étaient favorables aux allocataires des Dom.*

- Dans les Dom, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation n'ouvrent pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Juillet 1996

- Suppression de la **prime de protection de la maternité** (suite à la réforme de janvier).

1998-2006

- Extension du dispositif d'intéressement lié au **Rmi**. Lissage des effets de seuil au sortir du Rmi pour la taxe d'habitation (2000) et pour les allocations logement (2001). Forte revalorisation du Smic de 2001 à 2006 (+ 24 %) associée à la loi sur les 35 heures.

Janvier 2001
(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de présence parentale** (App)

Janvier 2001 - 2007

- Harmonisation, prévue sur sept ans à compter de janvier 2001, du montant de l'**allocation de parent isolé** par rapport à celui de la métropole.

Décembre 2001

- Mise en place du **revenu de solidarité** : sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi. Son montant n'est pas modulé en fonction de la composition familiale.

2001

- Mise en œuvre de la **prime pour l'emploi**, au début ciblée sur le Smic à temps plein, progressivement étendue aux durées d'emploi incomplètes sur l'année (temps partiels, Cdd au Smic).

Janvier 2002

- Alignement du montant du **Rmi** des Dom sur celui de la métropole.

Juillet 2002

- Alignement des loyers plafonds des familles sur ceux de la zone 2 de métropole pour le calcul de l'**allocation de logement familiale**.

2003

- Durcissement de l'indemnisation du chômage.

| | |
|--|---|
| Juillet 2003 (comme en métropole) | - Création d'une allocation forfaitaire allocations familiales . |
| Septembre 2003 | - Libre choix de l'allocataire (père ou mère). |
| Janvier 2004 (à la différence de la métropole) | - Comme pour l'Ape et l'Apje, la Paje n'ouvre pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer dans les Dom où l' Avpf n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). - Réforme du revenu de solidarité (Rso, créé en 2001), versé aux bénéficiaires du Rmi âgés d'au moins 50 ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail et de l'insertion après avoir été depuis 2 ans au moins bénéficiaires du Rmi. Le Rso est versé à un seul membre du foyer et jusqu'à ce que l'intéressé bénéficie d'une retraite à taux plein et au plus tard à 65 ans. |
| Janvier 2004 (comme en métropole) | - Création du contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma) et décentralisation du Rmi . |
| Juillet 2004 (comme en métropole) | - Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage . |
| 2005-2006 | - Création de dispositifs incitatifs à la reprise d'activité. Plan d'accompagnement à la recherche d'un emploi (Pare) étendu en 2006. |
| Janvier 2009 | - Revalorisation de 30 % supplémentaire du montant du forfait charge spécifique aux Dom pour le calcul de l'allocation de logement . Comme en métropole, l'exercice de paiement débute désormais le 1 ^{er} janvier au lieu du 1 ^{er} juillet, en retenant les ressources de N – 2 du fait de la mise en œuvre de l'acquisition des ressources auprès de l'administration fiscale. |
| Juillet 2009 (à la différence de la métropole) | - Le revenu de solidarité active (Rsa, expérimenté en 2008, généralisé en juin 2009 en métropole) devrait entrer en vigueur au plus tard en 2011 dans les Dom. - Le revenu supplémentaire temporaire d'activité (Rsta) est versé à certains salariés aux revenus modestes (versement en juillet, pour les droits couvrant les mois de mars, avril et mai). D'un montant de 100 euros bruts par mois pour un temps plein, le Rsta est institué dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Le Rsta constitue un revenu non imposable, non pris en compte pour la détermination des droits à l'ensemble des prestations soumises à condition de ressources annuelles. <i>Revalorisation de 56 % des forfaits charges pour tous les logements applicables dans les Dom et dans les Com de Saint-Barthélemy et Saint-Martin pour le calcul des allocations de logement à compter du 1^{er} juillet 2009. L'augmentation prévue par le projet d'arrêté portera ainsi les montants à hauteur de près de 70 % de ceux de la métropole, la différence se justifiant par l'absence de frais de chauffage dans ces départements.</i> |
| Avril 2010 | - Prime de vie chère versée, dans les Dom uniquement, aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés. |
| Septembre 2010 | - Mise en œuvre du revenu de solidarité active jeunes . Le Rsa est ouvert aux jeunes âgés entre dix-huit et moins de vingt-cinq ans, sous réserve d'avoir exercé préalablement au moins 3 214 heures de travail au cours des trois ans précédant le dépôt de la demande. Un étudiant salarié doit avoir un revenu d'activité d'au moins 500 euros par mois pour bénéficier du Rsa. |

Janvier 2011

- Mise en place du **revenu de solidarité active** (Rsa) dans les Dom avec maintien du revenu supplémentaire temporaire d'activité (Rsta) jusqu'en février 2012 avec droit d'option pour les primo-demandeurs Rsa.

Les bénéficiaires de Rmi ou de l'Api (hors prime forfaitaire mensuelle, Pfm) basculent automatiquement dans le Rsa au 1^{er} janvier 2011. Les bénéficiaires de Rmi ou Api bénéficiaires de la Pfm basculent dans le Rsa au terme de la Pfm.

- L'ouverture de droit au **revenu de solidarité** (Rso) ne devient possible qu'à partir de 55 ans et non plus 50 ans.

Mars 2011

- Le territoire de Mayotte devient le 101^e département français (*cf. note 73/DSPA, F. Mathieu du 15 juin 2011*). 17 765 foyers mahorais perçoivent une prestation en mars, 80 654 personnes sont couvertes.

La mise en place d'un système de prestations familiales a été progressive :

. en mars 2002, pour les allocations familiales. Les Af sont versées dès le premier enfant à charge. Le montant attribué est spécifique : 57,28 € pour un seul enfant, 91,65 € pour deux enfants, 18,29 € par enfant supplémentaire, depuis janvier 2011. Le mécanisme des majorations pour âge n'existe pas ;

. depuis la rentrée scolaire 2002, pour l'allocation de rentrée scolaire. L'attribution de l'Ars fait référence au type d'établissement fréquenté par l'enfant et non à son âge. Par ailleurs, en cas de scolarisation dans le secondaire, une partie de l'allocation est versée directement à l'établissement scolaire. Son montant est spécifique (106,33 € par enfant en primaire et 248,08 € par enfant dans le secondaire à la rentrée 2010) ;

. en juillet 2003, pour l'allocation aux adultes handicapés (Aah) d'un montant sensiblement plus faible (227,88 € depuis janvier 2008) ;

. en janvier 2004, pour l'allocation logement à caractère familial. L'Alf concerne les foyers ayant des enfants à charge pour lesquels des prestations familiales sont servies.

Janvier 2012

Le Plfs prévoit :

. En cas de pension alimentaire d'un montant inférieur à celui de l'Asf et de défaillance partielle du débiteur, le créancier d'aliments pourra prétendre à un montant d'**allocation de soutien familial** dans la limite du montant de l'Asf et non pas de celui de la pension.

. Mise en place du **revenu de solidarité active à Mayotte**. Le Rsa majoré pour personne isolée et le Rsa jeune ne sont pas applicables à Mayotte. Non-application de la subsidiarité des créances d'aliments. Montant du Rsa minoré par rapport à celui qui est servi en métropole et dans les autres Dom.

Situation en 2010

(sans tenir compte des spécificité de Mayotte)

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . le forfait allocations familiales ;
- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

2) les prestations identiques en métropole et dans les Dom en 2008, qui ont été remplacées par le revenu de solidarité active en juin 2009 en métropole, en janvier 2011 dans les Dom :

- . le revenu minimum d'insertion ;
- . l'allocation de parent isolé ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation de logement à caractère social *(la formule de calcul est identique mais certains coefficients sont moins favorables)* ;

4) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et/ou les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . la prestation d'accueil du jeune enfant ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). *(Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje)* ;
- . l'allocation de logement à caractère familial : *il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers plafonds, forfait charges, et en accession, nombre de parts et mensualités plafonds. Le forfait charge est d'un montant inférieur à celui de la métropole ; certains paramètres sont moins favorables.*
- . le revenu de solidarité *(spécifique aux Dom)* ;

5) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, l'allocation journalière de présence parentale, la tutelle aux prestations sociales, les prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah – Pah Am).

Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom

| Prestations | Date d'application | | Suppression ou remplacement |
|---|-----------------------|--|---|
| | En métropole | Dans les Dom | |
| Allocations familiales (Af) | 1932 | 1938 (<i>différentes</i>) | |
| <i>Allocation salaire unique</i> | 1946 | | -> Cf : janvier 1978 |
| <i>Congé de naissance</i> | 1946 | Avril 1965 | Janvier 1987 |
| <i>Allocations prénatales</i> | 1946 | | -> Aje : janvier 1985 |
| Fonds d'action sociale obligatoire (Faso) | | Existe en 1946 | |
| Al. logement familial (Alf), prime déménagement | Septembre 1948 | Juillet 1976 | |
| Prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah) | 1950 | | |
| <i>Majoration (Af) pour enfant [10-15 ans]</i> | 1955 [10-15 ans] | 1967 | [11-16 ans] : 01/99 ; fusion avec majoration plus de 14 ans : 05/08 |
| <i>Allocation de mère au foyer (Amf)</i> | 1956 | | -> Cf : janvier 1978 |
| Majoration (Af) pour enfant de plus de 14 ans | 1963 : plus de 15 ans | 1967 | Plus de 16 ans : 01/1999 ; plus de 14 ans : 05/2008 |
| Al. logement social (Als), prime déménagement | Juillet 1971 | Octobre 1980 | |
| Alloc. orphelin -> Alloc. soutien familial (Asf) | 01/1971 et 06/1985 | 01/1971 et 06/1985 | |
| Alloc. mineurs (Aeeh) et adultes handicapés (Aah) | 02/1972 et 10/1975 | 02/1972 et 10/1975 | |
| Assurance vieillesse mères de famille (Avpf) | Juillet 1972 | 7/1978 (<i>uniquement pour adulte ou enfant handicapé</i>) | |
| <i>Allocation pour frais de garde</i> | Juillet 1972 | | -> Cf : janvier 1978 |
| Allocation rentrée scolaire (Ars) | Rentrée 1974 | Rentrée 1974 | |
| <i>Allocations postnatales</i> | 1975 | | -> Aje : janvier 1985 |
| <i>Prêts aux jeunes ménages</i> | 1975 | | Janvier 1987 |
| <i>Allocation de parent isolé</i> | Octobre 1976 | Janvier 1978 | -> Rsa |
| Aide personnalisée au logement (Apl), prime | Juillet 1977 | | |
| <i>Prime de protection de la maternité</i> | | Mai 1978 | Janvier 1996 |
| Complément familial (Cf) | Janvier 1978 | 10/1978 (<i>différent</i>) | -> Aje partiellement (85) |
| <i>Supplément de revenu familial</i> | Janvier 1981 | Janvier 1981 | Août 1990 |
| <i>Aje -> Apje</i> | Janvier 1985 | 01/1996 (<i>différent</i>) | -> Paje (Janvier 2004) |
| <i>Ape</i> | Janvier 1985 | 01/1996 (<i>différent</i>) | -> Paje (Janvier 2004) |
| <i>Aged</i> | Avril 1987 | Janvier 1995 | -> Paje (Janvier 2004) |
| <i>Revenu minimum d'insertion</i> | Décembre 1988 | Décembre 1988 | -> Rsa |
| <i>Afeama</i> | Janvier 1991 | Janvier 1991 | -> Paje (Janvier 2004) |
| <i>Allocation d'adoption</i> | Janvier 1995 | Janvier 1995 | -> Paje (Janvier 2004) |
| Al. journalière de présence parentale (Ajpp) | 01/2001 – 05/2006 | | App -> Ajpp |
| Revenu de solidarité outre-mer (Rso) | | Décembre 2001 | |
| Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) | Janvier 2004 | Janvier 2004 | |
| Revenu de solidarité active hors Rsa jeunes | Juin 2009 | Janvier 2011 | |
| Rsa jeunes | Septembre 2010 | | |
| Mayotte : Af, Ars, Aah, Alf | | Mars 2011 | <i>Selon des montants et des conditions d'attribution spécifiques</i> |
| Mayotte : Rsa hors Rsa jeunes | | Janvier 2012 | <i>Selon des montants et des conditions d'attribution spécifiques</i> |

Montants et plafonds de prestations Smic, prix, Pib

| Barèmes des différentes prestations (1) | | Page |
|---|--|------|
| Aad | Allocation d'adoption | 210 |
| Aah | Allocation aux adultes handicapés | 214 |
| Ab Paje | Allocation de base de la Paje | 203 |
| Aeeh (Aes) | Allocation d'éducation de l'enfant handicapé | 211 |
| Af | Allocations familiales | 200 |
| Afeama | Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée | |
| Aged | Allocation de garde d'enfant à domicile | |
| Ajpp | Allocation journalière de présence parentale | 212 |
| Ape | Allocation parentale d'éducation | 210 |
| Api | Allocation parent isolé | 210 |
| Apje | Allocation pour jeune enfant | 201 |
| Ars | Allocation de rentrée scolaire | 209 |
| Asf | Allocation de soutien familial | 210 |
| Bmaf | Base mensuelle de calcul des allocations familiales | 199 |
| Cf | Complément familial | 201 |
| Clca Paje | Complément libre choix d'activité de la Paje | 203 |
| Cmg Paje | Complément libre choix du mode de garde de la Paje | 203 |
| Dom | Prestations spécifiques aux Dom (1) | 222 |
| G(C)rph | Garantie (Complément) de ressources aux adultes handicapés | 216 |
| Paje | Prestation d'accueil du jeune enfant : Ab, Clca, Cmg, prime de naissance et d'adoption | 203 |
| Pja | Prêt jeunes avenir | |
| Rmi | Revenu minimum d'insertion | 218 |
| Rsa | Revenu de solidarité active | 221 |
| Rso | Revenu de solidarité Dom | 222 |

Données économiques de cadrage

| | |
|---|-----|
| Smic net (mensuel et annuel) après prélèvement de la Crds | 224 |
| Indice des prix | 225 |
| Produit intérieur brut (Pib), demandeurs d'emploi, taux de cotisation, Csg... | |

Quelques remarques...

| | |
|--|-----|
| Notion de ressources | 198 |
| Mode de revalorisation des plafonds du Cf, de l'Apje et de la Paje | 198 |
| Non-cumuls de prestations | 197 |

Quelques cas (non exhaustifs) de non-cumuls de prestations

- . Le Cf avec l'Ab, avec le Clca et avec le Cmg accordé pour un enfant jusqu'à 3 ans.
- . L'allocation journalière de présence parentale avec le Clca de la Paje.
- . Plusieurs Paje Ab ne sont cumulables qu'en cas de naissances multiples ou d'adoptions ou recueils simultanés en vue d'adoption.
- . Deux Paje Clca à taux partiels limités au montant d'un Clca à taux plein.
- . Un Cmg Paje est cumulable sous certaines conditions avec un Clca Paje à taux partiel.
- . **En cas de reprise d'activité professionnelle**, cumul possible pendant deux mois du revenu tiré d'une activité professionnelle avec le Clca à taux plein si l'enfant est âgé de 18 mois à moins de 30 mois ou (depuis janvier 2001) avec une allocation parentale d'éducation à taux plein.

Mode de revalorisation de la Bmaf

- . *Initialement, l'article L 551-1 du Code de la SS prévoyait que « la Bmaf était revalorisée deux ou plusieurs fois par an, de façon à compenser totalement ou partiellement la charge que les enfants représentent pour la famille, en fonction de l'augmentation des prix et de la participation des familles aux progrès de l'économie et éventuellement de la progression générale des salaires moyens ou du Smic. »*
- . Entre 1984 et 2011, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.
- . La Bmaf n'a pas été revalorisée **en 1996**.
- . La Bmaf devrait être revalorisée de + 1 % en avril 2012, soit + **0,75 % en moyenne annuelle** (contre + 2,3 % prévus dans le rapport de la Ccss de septembre 2011).
- . A compter de 2012, la Bmaf est revalorisée au 1^{er} avril de chaque année et non plus au 1^{er} janvier.

(1) Le tableau T1PF 7691 précise les spécificités des barèmes des prestations « Famille » dans les Dom (Cf, Api, Asf).

Définitions relatives à la notion de ressources

. Jusqu'en juillet 2006, les plafonds de ressources s'appliquaient aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'année civile précédant l'exercice considéré, après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (de 10 et 20 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (frais de garde par enfant de moins de sept ans jusqu'au 31 juillet 2005, pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...).

. A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les plafonds 2007 ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure. Les plafonds 2007 s'appliquent aux **revenus 2006** du 1^{er} juillet 2007 à décembre 2008.

. **Depuis janvier 2009**, les plafonds de ressources s'appliquent aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'avant-dernière année civile précédant l'exercice considéré (année de référence), après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (10 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (*pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...*). **Les plafonds 2010 s'appliquent aux revenus 2008.**

. Depuis janvier 2009, on estime qu'un **ménage dispose de deux revenus** et peut bénéficier d'une majoration de plafond de la Paje et du Cf, si chacun des deux conjoints ou concubins a perçu au cours de l'année de référence (2008 en 2010) un revenu professionnel net (de cotisations) au moins égal à douze fois la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence, soit 2008 en 2010).

A compter de novembre 2011, le seuil de 12 Bmaf est remplacé par 13,6 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence. **A compter du 1^{er} janvier 2012**, les indemnités journalières accident du travail et maladie professionnelle sont incluses aux revenus professionnels pour apprécier si ce seuil est atteint.

. En cas de **chômage**, il est procédé à un abattement ou à une neutralisation sur les ressources déclarées pour l'année de référence. Lorsque l'allocation d'aide au retour à l'emploi est perçue, les ressources professionnelles du chômeur prises en compte sont minorées de 30 %. Il y a neutralisation des revenus quand le chômeur n'est pas indemnisé, ou quand il y a perception de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation temporaire d'attente - remplaçant l'allocation d'insertion - (et dans certains cas de perception de l'ancien dispositif au titre de l'allocation unique dégressive à « taux plancher »). Ces différentes mesures se poursuivent en fin de chômage, tant que l'intéressé ne reprend pas d'activité professionnelle.

. **Depuis juillet 2004, deux mois de chômage** indemnisé consécutifs de date à date sans aucune activité professionnelle sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement sur les ressources pour chômage.

. En cas de **ressources de l'année de référence inférieures à un certain montant** et d'exercice d'une activité professionnelle le mois qui précède l'ouverture du droit, une évaluation forfaitaire est calculée et les ressources prises en compte sont égales :

- pour les salariés, à douze fois la rémunération mensuelle du mois précédant l'ouverture de droit ;
- pour les employeurs ou travailleurs indépendants à 1 500 fois le Smic horaire.

Cette modalité de calcul est également appliquée lors du premier renouvellement qui suit l'ouverture de droits avec une évaluation forfaitaire. Pour les autres renouvellements, une évaluation forfaitaire est effectuée si la base ressources de l'année de référence est nulle.

- Pour le calcul des droits à l'Aah, cf. chapitre 8.1, pour les modifications intervenues au 1^{er} juillet 2009.

- Pour les jeunes de moins de 25 ans, dispositif particulier (cf. historique).

Mode de revalorisation des plafonds de l'Ars, du Cf et de l'Apje

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources de l'**Ars** est révisé en fonction du taux horaire du Smic en vigueur au 1^{er} juillet de l'année de référence. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources du **Cf** et de l'**Apje** est révisé au premier juillet de chaque année en fonction de l'indice d'évolution des salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation du plafond, figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation.

. En 1996, les plafonds de ressources n'ont pas été revalorisés.

. **Depuis juillet 1997, les plafonds des prestations « Famille »** sont indexés sur les **prix à la consommation hors tabac** (connus lors de la revalorisation).

. **Les plafonds de juillet 2007** (appliqués aux ressources 2006) ont été revalorisés en juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux **revenus 2006**.

. **L'actualisation des ressources** des allocataires est reportée **du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009** : les Caf se font communiquer par les services des impôts le montant des revenus des allocataires. Les **plafonds de janvier 2009** (appliqués aux ressources 2007) sont revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007...

. **En janvier 2012, les plafonds de ressources** sont revalorisés de + 1 %, alors que la progression des prix 2010 a été de + 1,46 %.

TIPF 7110 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros

| | En euros courants | | Indice base 100 en 2000 | En euros 2010 | | BMAF indice base 100 en 2000 euros constants | Rappel évolution prix hors tabac |
|-----------------------------------|-------------------|-----------|-------------------------------|---------------|--------------|--|--|
| | Montant | Evolution | | Montant | Evolution | | |
| 1946 | 8,61 | | 2,62 | 422,19 | | 109,43 | 52,6 % |
| 1947 | 9,73 | 13,0 % | 2,96 | 319,84 | -24,2 % | 82,90 | 49,2 % |
| 1948 | 17,85 | 83,4 % | 5,43 | 369,52 | 15,5 % | 95,78 | 58,7 % |
| 1949 | 18,29 | 2,5 % | 5,56 | 334,62 | -9,4 % | 86,73 | 13,2 % |
| 1950 | 18,29 | 0,0 % | 5,56 | 301,81 | -9,8 % | 78,23 | 10,9 % |
| 1955 | 27,35 | 4,0 % | 8,31 | 345,14 | 2,9 % | 89,46 | 1,0 % |
| 1960 | 32,55 | 8,6 % | 9,90 | 306,56 | 4,9 % | 79,46 | 3,5 % |
| 1965 | 44,52 | 4,2 % | 13,53 | 348,96 | 1,6 % | 90,45 | 2,5 % |
| 1970 | 58,41 | 4,5 % | 17,76 | 370,48 | -0,7 % | 96,03 | 5,3 % |
| 1971 | 61,21 | 4,8 % | 18,61 | 367,86 | -0,7 % | 95,35 | 5,5 % |
| 1972 | 64,61 | 5,6 % | 19,64 | 365,69 | -0,6 % | 94,78 | 6,2 % |
| 1973 | 71,24 | 10,3 % | 21,66 | 376,22 | 2,9 % | 97,52 | 7,2 % |
| 1974 | 77,90 | 9,3 % | 23,68 | 361,47 | -3,9 % | 93,69 | 13,8 % |
| 1975 | 90,30 | 15,9 % | 27,45 | 374,90 | 3,7 % | 97,17 | 11,8 % |
| 1976 | 99,52 | 10,2 % | 30,26 | 376,64 | 0,5 % | 97,62 | 9,7 % |
| 1977 | 110,55 | 11,1 % | 33,61 | 382,77 | 1,6 % | 99,21 | 9,3 % |
| 1978 | 126,10 | 14,1 % | 38,34 | 400,39 | 4,6 % | 103,78 | 9,1 % |
| 1979 | 135,87 | 7,7 % | 41,31 | 389,29 | -2,8 % | 100,90 | 10,8 % |
| 1980 | 153,84 | 13,2 % | 46,77 | 388,32 | -0,3 % | 100,65 | 13,5 % |
| 1981 | 176,37 | 14,6 % | 53,62 | 392,59 | 1,1 % | 101,76 | 13,4 % |
| 1982 | 194,84 | 10,5 % | 59,24 | 387,87 | -1,2 % | 100,54 | 11,8 % |
| 1983 | 219,15 | 12,5 % | 66,63 | 397,96 | 2,6 % | 103,15 | 9,6 % |
| 1984 | 232,59 | 6,1 % | 70,71 | 393,24 | -1,2 % | 101,93 | 7,4 % |
| 1985 | 246,10 | 5,8 % | 74,82 | 393,17 | -0,02 % | 101,91 | 5,8 % |
| 1986 | 254,52 | 3,4 % | 77,38 | 396,09 | 0,7 % | 102,66 | 2,7 % |
| 1987 | 257,69 | 1,2 % | 78,35 | 388,81 | -1,8 % | 100,78 | 3,1 % |
| 1988 | 267,08 | 3,6 % | 81,20 | 392,42 | 0,9 % | 101,71 | 2,7 % |
| 1989 | 273,76 | 2,5 % | 83,23 | 388,21 | -1,1 % | 100,62 | 3,6 % |
| 1990 | 282,86 | 3,3 % | 86,00 | 388,88 | 0,2 % | 100,80 | 3,1 % |
| 1991 | 291,01 | 2,9 % | 88,48 | 387,69 | -0,3 % | 100,49 | 3,2 % |
| 1992 | 297,67 | 2,3 % | 90,50 | 387,55 | -0,04 % | 100,45 | 2,3 % |
| 1993 * | 306,54 | 3,0 % | 93,20 | 392,04 | 1,2 % | 101,62 | 1,8 % |
| 1994 | 312,67 | 2,0 % | 95,06 | 394,38 | 0,6 % | 102,22 | 1,4 % |
| 1995 * | 316,62 | 1,3 % | 96,26 | 392,88 | -0,4 % | 101,83 | 1,7 % |
| 1996 DC | 316,94 | 0,1 % | 96,36 | 385,95 | -1,8 % | 100,04 | 1,9 % |
| 1997 | 321,44 | 1,4 % | 97,73 | 387,31 | 0,4 % | 100,39 | 1,1 % |
| 1998 | 324,97 | 1,1 % | 98,80 | 389,19 | 0,5 % | 100,88 | 0,6 % |
| 1999 | 327,28 | 0,7 % | 99,50 | 390,00 | 0,2 % | 101,09 | 0,5 % |
| 2000 | 328,91 | 0,5 % | 100,00 | 385,81 | -1,1 % | 100,00 | 1,6 % |
| 2001 | 334,84 | 1,8 % | 101,80 | 386,69 | 0,2 % | 100,23 | 1,6 % |
| 2002 | 341,87 | 2,1 % | 103,94 | 388,08 | 0,4 % | 100,59 | 1,7 % |
| 2003 | 347,68 | 1,7 % | 105,71 | 387,33 | -0,2 % | 100,40 | 1,9 % |
| 2004 | 353,59 | 1,7 % | 107,50 | 387,43 | 0,03 % | 100,42 | 1,7 % |
| 2005 | 361,37 | 2,2 % | 109,87 | 389,19 | 0,5 % | 100,88 | 1,7 % |
| 2006 | 367,87 | 1,8 % | 111,84 | 389,57 | 0,1 % | 100,97 | 1,7 % |
| 2007 | 374,12 | 1,7 % | 113,74 | 390,49 | 0,2 % | 101,21 | 1,5 % |
| 2008 | 377,86 | 1,0 % | 114,88 | 383,66 | -1,7 % | 99,44 | 2,8 % |
| 2009 | 389,20 | 3,0 % | 118,33 | 394,87 | 2,9 % | 102,35 | 0,1 % |
| 2010 | 389,20 | 0,0 % | 118,33 | 389,20 | -1,4 % | 100,88 | 1,5 % |
| 2011 | 395,04 | 1,5 % | 120,10 | | | | |
| Avril 2012 | 399,00 | 1,0 % | 121,31 | | | | |
| 2012 | 398,01 | 0,75 % | 121,01 | | | | |
| Evolution moyenne annuelle | | | | | | | |
| 2010/2000 | | 1,7 % | | | 0,1 % | | |
| Rapport | 2010/2000 | 18,3 % | | | 0,9 % | | |
| | 2010/2005 | 7,7 % | | | 0,0 % | | |
| | 2005/2000 | 9,9 % | | | 0,9 % | | |

La moyenne annuelle est calculée en décalant d'un mois l'impact des revalorisations jusqu'en 1995 inclus.

* Les montants 1993 et 1995 sont hors rectificatif du montant de la BMAF (ayant donné lieu à des dépenses comptabilisées en 1997) :

2014,06 F pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 31 décembre 1993,

2096,64 F pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 décembre 1995.

T1PF 7124 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros

| En euros courants | 2 ^e enfant | 3 ^e enfant (1) | 4 ^e enfant | Par enfant en plus | Majoration 10-15 ans ->1998 [11-[16 ans (2) | Majoration plus de 15 ans -> 1998 16 ans (2) | Majoration plus de 14 ans (2) | Forfait AF | Familles de | |
|-------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|--------------------|---|--|-------------------------------|------------|-------------|-----------|
| | | | | | | | | | 3 enfants | 4 enfants |
| 1946 juillet-déc. | 1,72 | 2,58 | 2,58 | 2,58 | | | | | 4,31 | 6,89 |
| 1947 | 1,95 | 2,92 | 2,92 | 2,92 | | | | | 4,87 | 7,79 |
| 1948 | 3,57 | 5,35 | 5,35 | 5,35 | | | | | 8,92 | 14,28 |
| 1949 | 3,66 | 5,49 | 5,49 | 5,49 | | | | | 9,15 | 14,64 |
| 1950 | 3,66 | 5,49 | 5,49 | 5,49 | | | | | 9,15 | 14,64 |
| 1955 | 6,02 | 9,02 | 9,02 | 9,02 | 1,25 | 1,25 | | | 15,04 | 24,06 |
| 1960 | 7,16 | 10,74 | 10,74 | 10,74 | 1,63 | 1,63 | | | 17,90 | 28,64 |
| 1961 | 7,67 | 11,51 | 11,51 | 11,51 | 1,74 | 1,74 | | | 19,18 | 30,69 |
| 1962 | 8,27 | 12,40 | 12,40 | 12,40 | 2,57 | 2,57 | | | 20,67 | 33,07 |
| 1963 | 9,01 | 13,51 | 13,51 | 13,51 | 2,87 | 5,87 | | | 22,51 | 36,02 |
| 1964 | 9,40 | 14,10 | 14,10 | 14,10 | 3,28 | 6,41 | | | 23,50 | 37,61 |
| 1965 | 9,79 | 14,69 | 14,69 | 14,69 | 4,01 | 6,83 | | | 24,48 | 39,17 |
| 1966 | 10,21 | 15,32 | 15,32 | 15,32 | 4,18 | 7,43 | | | 25,53 | 40,85 |
| 1967 | 10,68 | 16,01 | 16,01 | 16,01 | 4,37 | 7,76 | | | 26,69 | 42,71 |
| 1968 | 11,67 | 17,51 | 17,51 | 17,51 | 4,77 | 8,49 | | | 29,18 | 46,69 |
| 1969 | 12,29 | 19,09 | 19,09 | 18,44 | 5,03 | 8,94 | | | 31,38 | 50,47 |
| 1970 | 12,85 | 20,83 | 20,83 | 19,28 | 5,26 | 9,35 | | | 33,69 | 54,52 |
| 1971 | 13,47 | 22,65 | 22,65 | 20,20 | 5,51 | 9,79 | | | 36,11 | 58,76 |
| 1972 | 14,21 | 23,91 | 23,91 | 21,32 | 5,82 | 10,34 | | | 38,12 | 62,03 |
| 1973 | 15,67 | 26,36 | 26,36 | 23,51 | 6,41 | 11,40 | | | 42,03 | 68,39 |
| 1974 | 17,14 | 28,82 | 28,82 | 25,71 | 7,01 | 12,46 | | | 45,96 | 74,79 |
| 1975 | 19,87 | 33,41 | 33,41 | 29,80 | 8,13 | 14,45 | | | 53,28 | 86,69 |
| 1976 | 21,90 | 36,82 | 36,82 | 32,84 | 8,96 | 15,92 | | | 58,72 | 95,54 |
| 1977 | 24,32 | 40,90 | 40,90 | 36,48 | 9,95 | 17,69 | | | 65,22 | 106,12 |
| 1978 | 28,90 | 47,81 | 46,66 | 43,93 | 11,35 | 20,18 | | | 76,71 | 123,37 |
| 1979 | 31,25 | 53,33 | 50,27 | 47,55 | 12,23 | 21,74 | | | 84,58 | 134,85 |
| 1980 | 35,38 | 63,71 | 57,24 | 54,16 | 13,85 | 24,61 | | | 99,10 | 156,34 |
| 1981 | 42,40 | 77,01 | 68,71 | 65,18 | 15,87 | 28,22 | | | 119,42 | 188,13 |
| 1982 | 60,24 | 79,89 | 79,07 | 77,61 | 17,54 | 31,17 | | | 140,12 | 219,20 |
| 1983 | 70,13 | 87,66 | 88,75 | 87,66 | 19,72 | 35,06 | | | 157,78 | 246,54 |
| 1984 | 74,43 | 93,04 | 94,20 | 93,04 | 20,93 | 37,21 | | | 167,46 | 261,66 |
| 1985 | 78,75 | 98,44 | 99,67 | 98,44 | 22,15 | 39,38 | | | 177,19 | 276,86 |
| 1986 | 81,45 | 104,14 | 104,25 | 104,14 | 22,91 | 40,72 | | | 185,59 | 289,83 |
| 1987 | 82,46 | 105,65 | 105,65 | 105,65 | 23,19 | 41,23 | | | 188,12 | 293,77 |
| 1988 | 85,47 | 109,50 | 109,50 | 109,50 | 24,04 | 42,73 | | | 194,97 | 304,48 |
| 1989 | 87,60 | 112,24 | 112,24 | 112,24 | 24,64 | 43,80 | | | 199,84 | 312,08 |
| 1990 | 90,51 | 115,97 | 115,97 | 115,97 | 25,46 | 45,26 | | | 206,49 | 322,46 |
| 1991 | 93,12 | 119,31 | 119,31 | 119,31 | 26,19 | 46,56 | | | 212,44 | 331,75 |
| 1992 | 95,25 | 122,04 | 122,04 | 122,04 | 26,79 | 47,63 | | | 217,30 | 339,34 |
| 1993 | 98,02 | 125,71 | 125,72 | 125,72 | 27,56 | 49,01 | | | 223,73 | 349,45 |
| 1994 | 99,99 | 128,30 | 128,16 | 128,16 | 28,15 | 50,07 | | | 228,29 | 356,45 |
| 1995 | 101,28 | 129,77 | 129,76 | 129,76 | 28,48 | 50,71 | | | 231,19 | 360,95 |
| 1996 DC | 101,38 | 129,89 | 129,89 | 129,89 | 28,51 | 50,77 | | | 231,42 | 361,30 |
| 1997 | 102,90 | 131,72 | 131,87 | 131,72 | 28,97 | 51,38 | | | 234,62 | 366,49 |
| 1998 | 103,97 | 133,24 | 133,24 | 133,24 | 29,27 | 51,99 | | | 237,21 | 370,45 |
| | | | | | Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08 | | | | | |
| 1999 | 104,73 | 134,16 | 134,16 | 134,16 | 29,42 | 52,29 | | | 238,89 | 373,04 |
| 2000 | 105,19 | 134,92 | 134,92 | 134,92 | 29,58 | 52,59 | | | 240,11 | 375,02 |
| 2001 | 107,17 | 137,36 | 137,36 | 137,36 | 30,18 | 53,51 | | | 244,38 | 381,73 |
| 2002 | 109,40 | 140,17 | 140,17 | 140,17 | 30,77 | 54,70 | | | 249,57 | 389,73 |
| 2003 | 111,26 | 142,55 | 142,55 | 142,55 | 31,29 | 55,63 | | 70,00 | 253,81 | 396,36 |
| 2004 | 113,15 | 144,97 | 144,97 | 144,97 | 31,82 | 56,57 | | 71,55 | 258,12 | 403,09 |
| 2005 | 115,64 | 148,16 | 148,16 | 148,16 | 32,52 | 57,82 | | 73,12 | 263,80 | 411,96 |
| 2006 | 117,72 | 150,83 | 150,82 | 150,83 | 33,11 | 58,86 | | 74,43 | 268,55 | 419,37 |
| 2007 | 119,72 | 153,39 | 153,39 | 153,39 | 33,67 | 59,86 | | 75,70 | 273,11 | 426,50 |
| 2008 janvier | 120,92 | 154,92 | 154,92 | 154,92 | 34,01 | 60,46 | | 76,46 | 275,84 | 430,76 |
| | | | | | Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08 | | | | | |
| 2008 mai | 120,92 | 154,92 | 154,92 | 154,92 | 34,01 | 60,46 | 60,46 | 76,46 | 275,84 | 430,76 |
| 2009 | 124,54 | 159,58 | 159,57 | 159,57 | 35,03 | 62,27 | 62,27 | 78,75 | 284,12 | 443,69 |
| 2010 | 124,54 | 159,58 | 159,57 | 159,57 | 35,03 | 62,27 | 62,27 | 78,75 | 284,12 | 443,69 |
| 2011 | 126,41 | 161,97 | 161,97 | 161,97 | 35,55 | 63,21 | 63,21 | 79,93 | 288,38 | 450,35 |

(1) A compter de juillet 2003, les familles de trois enfants bénéficient, à partir du vingtième anniversaire de leur aîné, d'une majoration pendant un an de 70 euros du montant versé au titre des AF (et normalement calculé sur la base de deux enfants).

(2) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1^{er} janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1^{er} octobre 1957.

A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :

de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).

Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008.

TIPF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros

| | Montant du CF | | Evolution montant du CF en euros constants | Montant AJE-APJE | | Evolution montant AJE-APJE en euros constants | Montant CF après CRDS | Montant AJE-APJE après CRDS |
|-----------------------------------|----------------------|---------------|--|----------------------|---------------|---|-----------------------------|-----------------------------------|
| | En euros courants | En euros 2010 | | En euros courants | En euros 2010 | | | |
| 1978 | 52,72 | 167,40 | | | | | | |
| 1979 | 56,57 | 162,09 | | | | | | |
| 1980 | 64,03 | 161,62 | -0,29 % | | | | | |
| 1981 | 73,43 | 163,45 | 1,13 % | | | | | |
| 1982 | 83,76 | 166,74 | 2,01 % | | | | | |
| 1983 | 91,77 | 166,66 | -0,05 % | | | | | |
| 1984 | 96,82 | 163,69 | -1,78 % | | | | | |
| 1985 | 102,48 | 163,73 | 0,02 % | 113,10 | 170,63 | | | |
| 1986 | 105,96 | 164,91 | 0,72 % | 116,93 | 171,83 | 0,7 % | | |
| 1987 | 107,31 | 161,91 | -1,82 % | 118,35 | 168,62 | -1,9 % | | |
| 1988 | 111,22 | 163,42 | 0,93 % | 122,70 | 170,23 | 1,0 % | | |
| 1989 | 113,98 | 161,64 | -1,09 % | 125,77 | 168,42 | -1,1 % | | |
| 1990 | 117,80 | 161,96 | 0,20 % | 129,96 | 168,73 | 0,2 % | | |
| 1991 | 121,25 | 161,53 | -0,27 % | 133,66 | 168,15 | -0,3 % | | |
| 1992 | 123,97 | 161,40 | -0,08 % | 136,73 | 168,10 | 0,0 % | | |
| 1993 | 127,69 | 163,30 | 1,18 % | 140,79 | 170,03 | 1,1 % | | |
| 1994 | 130,28 | 164,33 | 0,63 % | 143,67 | 171,12 | 0,6 % | | |
| 1995 | 131,89 | 163,66 | -0,41 % | 145,45 | 170,43 | -0,4 % | | |
| 1996 | 132,02 | 160,77 | -1,77 % | 145,59 | 167,42 | -1,8 % | | |
| 1997 | 133,85 | 161,28 | 0,32 % | 147,72 | 168,08 | 0,4 % | 133,18 | 146,99 |
| 1998 | 135,37 | 162,12 | 0,52 % | 149,40 | 168,96 | 0,5 % | 134,70 | 148,65 |
| 1999 | 136,29 | 162,41 | 0,17 % | 150,31 | 169,15 | 0,1 % | 135,61 | 149,56 |
| 2000 | 137,05 | 160,76 | -1,02 % | 151,08 | 167,34 | -1,1 % | 136,37 | 150,32 |
| 2001 | 139,49 | 161,09 | 0,21 % | 153,82 | 167,75 | 0,2 % | 138,79 | 153,05 |
| 2002 | 142,39 | 161,64 | 0,34 % | 157,09 | 168,39 | 0,4 % | 141,68 | 156,31 |
| 2003 | 144,81 | 161,33 | -0,19 % | 159,76 | 168,07 | -0,2 % | 144,09 | 158,97 |
| 2004 | 147,27 | 161,36 | 0,02 % | 162,47 | 168,10 | 0,0 % | 146,54 | 161,66 |
| 2005 | 150,51 | 162,10 | 0,45 % | 166,05 | 168,87 | 0,5 % | 149,76 | 165,22 |
| 2006 | 153,22 | 162,26 | 0,10 % | 169,04 | 169,04 | 0,1 % | 152,46 | 168,20 |
| 2007 | 155,82 | 162,64 | 0,23 % | | | | 155,05 | |
| 2008 | 157,38 | 159,80 | -1,75 % | | | | 156,60 | |
| 2009 | 162,10 | 164,46 | 2,92 % | | | | 161,29 | |
| 2010 | 162,10 | 162,10 | -1,44 % | | | | 161,29 | |
| 2011 | 164,53 | | | | | | 163,71 | |
| Evolution moyenne annuelle | | | | | | | | |
| 2010/2000 | 1,7 % | 0,1 % | | | | | 1,69 % | |
| Rapport | | | | | | | | |
| 2010/2000 | 18,3 % | 0,8 % | | | | | 18,3 % | |
| 2010/2005 | 7,7 % | 0,0 % | | | | | 7,7 % | |
| 2005/2000 | 9,8 % | 0,8 % | | | | | 9,8 % | |

TIPF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS.

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t-1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

| En euros courants | 1 enfant (1) | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | Par enfant | Majoration double activité (2) | Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet | Année référence des revenus |
|---------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|------------|--------------------------------|--|-----------------------------|
| janvier 1978 | 4 859 | 5 831 | 6 803 | 7 775 | 972 | 854 | | |
| juillet : | | | | | | | | |
| 1978 | 5 492 | 6 590 | 7 689 | 8 787 | 1 098 | 965 | | 1977 |
| 1979 | 6 083 | 7 299 | 8 516 | 9 732 | 1 217 | 1 069 | 10,76 % | 1978 |
| 1980 | 6 818 | 8 182 | 9 546 | 10 909 | 1 364 | 1 198 | 12,09 % | 1979 |
| 1981 | 7 725 | 9 270 | 10 815 | 12 361 | 1 545 | 1 358 | 13,30 % | 1980 |
| 1982 | 8 853 | 10 624 | 12 395 | 14 166 | 1 771 | 1 556 | 14,60 % | 1981 |
| 1983 | 9 576 | 11 491 | 13 406 | 15 321 | 1 915 | 1 683 | 8,16 % | 1982 |
| 1984 | 10 466 | 12 560 | 15 072 | 17 583 | 2 512 | 3 365 | 9,30 % | 1983 |
| 1985 | 11 053 | 13 263 | 15 916 | 18 568 | 2 653 | 3 554 | 5,60 % | 1984 |
| 1986 | 11 583 | 13 900 | 16 680 | 19 460 | 2 780 | 3 724 | 4,80 % | 1985 |
| 1987 | 12 012 | 14 414 | 17 297 | 20 180 | 2 883 | 3 862 | 3,70 % | 1986 |
| 1988 | 12 288 | 14 746 | 17 695 | 20 644 | 2 949 | 3 951 | 2,30 % | 1987 |
| 1989 | 12 816 | 15 380 | 18 456 | 21 532 | 3 076 | 4 121 | 4,30 % | 1988 |
| 1990 | 13 547 | 16 257 | 19 508 | 22 759 | 3 251 | 4 356 | 5,70 % | 1989 |
| 1991 | 14 373 | 17 248 | 20 698 | 24 147 | 3 450 | 4 622 | 6,10 % | 1990 |
| 1992 | 15 149 | 18 179 | 21 815 | 25 451 | 3 636 | 4 871 | 5,40 % | 1991 |
| 1993 | 15 574 | 18 688 | 22 426 | 26 164 | 3 738 | 5 008 | 2,80 % | 1992 |
| 1994 | 15 761 | 18 913 | 22 695 | 26 478 | 3 783 | 5 068 | 1,20 % | 1993 |
| 1995 | 16 107 | 19 329 | 23 195 | 27 061 | 3 866 | 5 179 | 2,20 % | 1994 |
| 1996 | 16 107 | 19 329 | 23 195 | 27 061 | 3 866 | 5 179 | | 1995 |
| 1997 | 16 413 | 19 696 | 23 635 | 27 575 | 3 939 | 5 277 | 1,90 % | 1996 |
| 1998 | 16 594 | 19 913 | 23 895 | 27 878 | 3 983 | 5 336 | 1,10 % | 1997 |
| 1999 | 16 693 | 20 032 | 24 038 | 28 045 | 4 006 | 5 368 | 0,60 % | 1998 |
| 2000 | 16 777 | 20 132 | 24 159 | 28 185 | 4 026 | 5 394 | 0,50 % | 1999 |
| 2001 | 17 045 | 20 454 | 24 545 | 28 636 | 4 091 | 5 481 | 1,60 % | 2000 |
| 2002 | 17 318 | 20 782 | 24 938 | 29 094 | 4 156 | 5 568 | 1,60 % | 2001 |
| 2003 | 17 613 | 21 136 | 25 363 | 29 590 | 4 227 | 5 663 | 1,70 % | 2002 |
| 2004 | 17 948 | 21 538 | 25 845 | 30 152 | 4 307 | 5 771 | 1,90 % | 2003 |
| 2005 | 18 253 | 21 904 | 26 285 | 30 666 | 4 381 | 5 869 | 1,70 % | 2004 |
| 2006 | 18 563 | 22 276 | 26 731 | 31 186 | 4 455 | 5 969 | 1,70 % | 2005 |
| Plafond 2006 / 0,8 | 23 204 | 27 845 | 33 414 | 38 983 | 5 569 | 7 461 | | |
| juillet 2007 | 23 598 | 28 318 | 33 981 | 39 644 | 5 663 | 7 588 | 1,70 % | 2006 |
| janv. 08 = juil. 07 | 23 598 | 28 318 | 33 981 | 39 644 | 5 663 | 7 588 | Evol. au 1^{er} janvier | 2006 |
| janvier : | | | | | | | | |
| 2009 | 23 951 | 28 741 | 34 489 | 40 237 | 5 748 | 7 702 | 1,50 % | 2007 |
| 2010 | 24 623 | 29 548 | 35 457 | 41 366 | 5 909 | 7 918 | 2,81 % | 2008 |
| 2011 | 24 648 | 29 578 | 35 493 | 41 408 | 5 915 | 7 926 | 0,10 % | 2009 |

TIPF 7411 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros

| En euros courants, au 1 ^{er} janvier | Prime de naissance (PN) | Prime d'adoption (1) | Allocation de base (AB) | Complément libre choix d'activité (CLCA) | | | | | | Complément optionnel de libre choix d'activité | |
|--|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|---|---------|
| | | | | Avec droit à l'allocation de base | | | Sans droit à l'allocation de base | | | | |
| | | | | Taux plein | Activité au plus égale à 50 % | Activité réduite entre 50 et 80 % | Taux plein | Activité au plus égale à 50 % | Activité réduite entre 50 et 80 % | Avec AB | Sans AB |
| 2004 | 812,37 | 812,37 | 162,47 | 341,64 | 220,85 | 127,40 | 504,11 | 383,33 | 289,87 | | |
| 2005 janv.-juil. | 830,25 | 830,25 | 166,05 | 349,16 | 225,71 | 130,20 | 515,21 | 391,76 | 296,25 | | |
| 2005 [août | 830,25 | 1 690,36 | 166,05 | 349,16 | 225,71 | 130,20 | 515,21 | 391,76 | 296,25 | | |
| 2006 | 845,18 | 1 690,36 | 169,04 | 355,44 | 229,77 | 132,54 | 524,47 | 398,81 | 301,58 | 580,96 | 750,00 |
| 2007 | 859,54 | 1 719,08 | 171,91 | 361,47 | 233,68 | 134,80 | 533,38 | 405,58 | 306,70 | 590,85 | 762,76 |
| 2008 | 868,13 | 1 736,27 | 173,63 | 365,09 | 236,01 | 136,14 | 538,72 | 409,64 | 309,77 | 596,75 | 770,38 |
| 2009 | 894,19 | 1 788,37 | 178,84 | 376,05 | 243,09 | 140,23 | 554,88 | 421,93 | 319,07 | 614,66 | 793,50 |
| 2010 | 894,19 | 1 788,37 | 178,84 | 376,05 | 243,09 | 140,23 | 554,88 | 421,93 | 319,07 | 614,66 | 793,50 |
| 2011 | 907,60 | 1 815,21 | 181,52 | 381,69 | 246,74 | 142,33 | 563,21 | 428,26 | 323,85 | 623,89 | 805,41 |
| * Evolution en euros courants | | | | | | | | | | | |
| 2007 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % |
| 2009 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Après CRDS | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 808,31 | 808,31 | 161,66 | 339,94 | 219,75 | 126,77 | 501,59 | 381,42 | 288,43 | | |
| 2005 moyen. | 826,10 | 832,29 | 165,22 | 347,42 | 224,59 | 129,55 | 512,64 | 389,81 | 294,77 | | |
| 2006 | 840,96 | 1 681,91 | 168,20 | 353,67 | 228,63 | 131,88 | 521,85 | 396,82 | 300,08 | 0,00 | 0,00 |
| 2007 | 855,25 | 1 710,49 | 171,06 | 359,67 | 232,52 | 134,13 | 530,72 | 403,56 | 305,17 | 587,90 | 758,95 |
| 2008 | 863,79 | 1 727,59 | 172,77 | 363,27 | 234,83 | 135,46 | 536,03 | 407,60 | 308,23 | 593,77 | 766,53 |
| 2009 | 889,72 | 1 779,43 | 177,95 | 374,17 | 241,88 | 139,53 | 552,11 | 419,83 | 317,48 | 611,59 | 789,54 |
| 2010 | 889,72 | 1 779,43 | 177,95 | 374,17 | 241,88 | 139,53 | 552,11 | 419,83 | 317,48 | 611,59 | 789,54 |
| 2011 | 903,07 | 1 806,14 | 180,62 | 379,79 | 245,51 | 141,62 | 560,40 | 426,12 | 322,24 | 620,78 | 801,39 |

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1^{er} août 2005.

Montant plafond du complément libre choix du mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas

| En euros courants, au 1 ^{er} janvier | 1. Complément mode de garde : garde à domicile | | | | | | Evolution en euros courants du CMG : cas général | | | | | |
|--|--|-------------------|--------------------|---------------------|----------------|-----------------|--|----------------|-----------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | |
| | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum |
| 2004 | 152,54 | 254,27 | 355,96 | 76,27 | 127,15 | 178,00 | | | | | | |
| 2005 | 155,90 | 259,86 | 363,79 | 77,95 | 129,95 | 181,91 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2006 | 158,70 | 264,54 | 370,33 | 79,35 | 132,29 | 185,19 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 161,40 | 269,03 | 376,63 | 80,70 | 134,53 | 188,33 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 1 ^{er} janvier | 163,01 | 271,72 | 380,39 | 81,50 | 135,88 | 190,21 | | | | | | |
| 2008 1 ^{er} mai | 163,01 | 271,72 | 430,91 | 81,50 | 135,88 | 215,46 | | | | | | |
| 2008 | 163,01 | 271,72 | 414,07 | 81,50 | 135,88 | 207,04 | 1,0 % | 1,0 % | 9,9 % | 1,0 % | 1,0 % | 9,9 % |
| 2009 | 167,90 | 279,87 | 443,84 | 83,95 | 139,96 | 221,92 | 3,0 % | 3,0 % | 7,2 % | 3,0 % | 3,0 % | 7,2 % |
| 2010 | 167,90 | 279,87 | 443,84 | 83,95 | 139,96 | 221,92 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 170,42 | 284,07 | 450,50 | 85,21 | 142,06 | 225,25 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Après CRDS | | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 151,78 | 253,00 | 354,19 | 75,89 | 126,52 | 177,11 | | | | | | |
| 2008 1 ^{er} janvier | 162,20 | 270,37 | 378,49 | 81,10 | 135,21 | 189,26 | | | | | | |
| 2008 1 ^{er} mai | 162,20 | 270,37 | 428,76 | 81,10 | 135,21 | 214,39 | | | | | | |
| 2008 | 162,20 | 270,37 | 412,00 | 81,10 | 135,21 | 206,01 | 1,0 % | 1,0 % | 9,9 % | 1,0 % | 1,0 % | 9,9 % |
| 2009 | 167,07 | 278,48 | 441,63 | 83,54 | 139,27 | 220,82 | 3,0 % | 3,0 % | 7,2 % | 3,0 % | 3,0 % | 7,2 % |
| 2010 | 167,07 | 278,48 | 441,63 | 83,54 | 139,27 | 220,82 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 169,57 | 282,65 | 448,25 | 84,79 | 141,35 | 224,13 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants | | | | 50 % | 50 % | 50 % | | | | | | |

| En euros courants, au 1 ^{er} janvier | 2. Complément mode de garde avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle | | | | | | Evolution en euros courants du CMG avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle | | | | | |
|--|--|-------------------|--------------------|---------------------|----------------|-----------------|---|----------------|-----------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | |
| | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum |
| 2004 | 406,81 | 508,50 | 610,19 | 203,41 | 254,25 | 305,10 | | | | | | |
| 2005 | 415,76 | 519,69 | 623,62 | 207,88 | 259,85 | 311,81 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2006 | 423,23 | 529,03 | 634,83 | 211,62 | 264,52 | 317,42 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 430,43 | 538,02 | 645,62 | 215,22 | 269,01 | 322,81 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 | 434,73 | 543,40 | 652,07 | 217,37 | 271,70 | 326,04 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % |
| 2009 | 447,77 | 559,71 | 671,64 | 223,89 | 279,86 | 335,82 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 447,77 | 559,71 | 671,64 | 223,89 | 279,86 | 335,82 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 454,49 | 568,11 | 681,72 | 227,25 | 284,06 | 340,86 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Après CRDS | | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 404,78 | 505,96 | 607,14 | 202,40 | 252,98 | 303,58 | | | | | | |
| 2005 | 413,69 | 517,10 | 620,51 | 206,85 | 258,56 | 310,26 | | | | | | |
| 2006 | 421,12 | 526,39 | 631,66 | 210,57 | 263,20 | 315,84 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 428,28 | 535,33 | 642,40 | 214,15 | 267,67 | 321,20 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 | 432,56 | 540,69 | 648,81 | 216,29 | 270,35 | 324,41 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % |
| 2009 | 445,54 | 556,92 | 668,29 | 222,78 | 278,47 | 334,15 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 445,54 | 556,92 | 668,29 | 222,78 | 278,47 | 334,15 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 452,22 | 565,27 | 678,32 | 226,12 | 282,64 | 339,16 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants | | | | 50 % | 50 % | 50 % | | | | | | |

| En euros courants, au 1 ^{er} janvier | 3. Complément mode de garde en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile | | | | | | Evolution en euros courants du CMG en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile | | | | | |
|--|---|-------------------|--------------------|---------------------|----------------|-----------------|--|----------------|-----------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | | Enfant de [0-3] ans | | | Enfant de [3-6] ans | | |
| | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum | Montant minimum | Montant médian | Montant maximum |
| 2004 | 533,92 | 635,61 | 737,34 | 266,96 | 317,81 | 368,67 | | | | | | |
| 2005 | 545,67 | 649,60 | 753,56 | 272,84 | 324,80 | 376,78 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2006 | 555,48 | 661,28 | 767,12 | 277,74 | 330,64 | 383,56 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 564,92 | 672,52 | 780,15 | 282,46 | 336,26 | 390,08 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 | 570,57 | 679,24 | 787,95 | 285,29 | 339,62 | 393,98 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % |
| 2009 | 587,69 | 699,63 | 811,60 | 293,85 | 349,82 | 405,80 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 587,69 | 699,63 | 811,60 | 293,85 | 349,82 | 405,80 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 596,51 | 710,12 | 823,78 | 298,26 | 355,06 | 411,89 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Après CRDS | | | | | | | | | | | | |
| 2004 | 531,26 | 632,44 | 733,66 | 265,63 | 316,23 | 366,83 | | | | | | |
| 2005 | 542,95 | 646,36 | 749,80 | 271,48 | 323,18 | 374,90 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2006 | 552,71 | 657,98 | 763,29 | 276,36 | 328,99 | 381,65 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 562,10 | 669,16 | 776,25 | 281,05 | 334,58 | 388,13 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2008 | 567,72 | 675,85 | 784,02 | 283,87 | 337,93 | 392,02 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % |
| 2009 | 584,76 | 696,14 | 807,55 | 292,39 | 348,08 | 403,78 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 584,76 | 696,14 | 807,55 | 292,39 | 348,08 | 403,78 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 593,53 | 706,57 | 819,67 | 296,77 | 353,29 | 409,84 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants | | | | 50 % | 50 % | 50 % | | | | | | |

TIPF 7421 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en 2006 inclus, 90 % ensuite.

* Allocation de base et prime de naissance PAJE (P1)

| En euros courants | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | Par enfant à partir du 3 ^e | Majoration parents isolés ou double activité (2) | Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet | Revenus de référence |
|------------------------------|----------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------------|--|--|----------------------|
| 1 ^{er} janvier 2004 | 24 129 | 28 955 | 34 746 | 40 537 | 5 791 | 7 758 | | 2002 |
| 1 ^{er} juillet 2004 | 24 588 | 29 506 | 35 407 | 41 308 | 5 901 | 7 905 | 1,9 % | 2003 |
| 1 ^{er} juillet 2005 | 25 005 | 30 006 | 36 007 | 42 008 | 6 001 | 8 039 | 1,7 % | 2004 |
| 1 ^{er} juillet 2006 | 25 430 | 30 516 | 36 619 | 42 722 | 6 103 | 8 176 | 1,7 % | 2005 |
| Plafond 06 / 0,8 | 31 788 | 38 145 | 45 774 | 53 403 | 7 629 | 10 220 | | |
| 1 ^{er} juillet 2007 | 32 328 | 38 794 | 46 553 | 54 312 | 7 759 | 10 394 | 1,7 % | 2006 |
| Janv. 08 = juil. 07 | 32 328 | 38 794 | 46 553 | 54 312 | 7 759 | 10 394 | au 1 ^{er} janvier | 2006 |
| 1 ^{er} janvier 2009 | 32 813 | 39 376 | 47 251 | 55 126 | 7 875 | 10 550 | 1,5 % | 2007 |
| 1 ^{er} janvier 2010 | 33 731 | 40 477 | 48 573 | 56 669 | 8 096 | 10 845 | 2,8 % | 2008 |
| 1 ^{er} janvier 2011 | 33 765 | 40 518 | 48 622 | 56 726 | 8 104 | 10 856 | 0,1 % | 2009 |

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

Les montants de ces participations sont substantiellement plus élevés que les actuelles majorations d'AFEAMA pour les familles à revenus modestes ou moyens.

* CMG : montant maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous (P2)

| En euros courants | 1 enfant (1) | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | Par enfant à partir du 3 ^e | Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet | Revenus de référence |
|------------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------------|--|----------------------|
| 1 ^{er} janvier 2004 | 14 349 | 16 521 | 19 127 | 21 733 | 2 606 | | 2002 |
| 1 ^{er} juillet 2004 | 14 622 | 16 835 | 19 490 | 22 145 | 2 655 | 1,9 % | 2003 |
| 1 ^{er} juillet 2005 | 14 870 | 17 120 | 19 821 | 22 521 | 2 701 | 1,7 % | 2004 |
| 1 ^{er} juillet 2006 | 15 123 | 17 411 | 20 158 | 22 905 | 2 747 | 1,7 % | 2005 |
| Plafond 06 / 0,8 | 18 904 | 21 764 | 25 198 | 28 631 | 3 434 | | |
| 1 ^{er} juillet 2007 | 19 225 | 22 135 | 25 626 | 29 117 | 3 491 | 1,7 % | 2006 |
| Janv. 08 = juil. 07 | 19 225 | 22 135 | 25 626 | 29 117 | 3 491 | Evol. au 1 ^{er} janvier | 2006 |
| 1 ^{er} janvier 2009 | 19 513 | 22 467 | 26 011 | 29 555 | 3 544 | 1,5 % | 2007 |
| 1 ^{er} janvier 2010 | 20 059 | 23 095 | 26 738 | 30 381 | 3 643 | 2,8 % | 2008 |
| 1 ^{er} janvier 2011 | 20 079 | 23 118 | 26 765 | 30 412 | 3 647 | 0,1 % | 2009 |
| Majoration du plafond par E | | 3 039 | 3 647 | 3 647 | | | |
| Rapport (P2/P1) 2010 | 59,5 % | 57,1 % | 55,0 % | 53,6 % | 45,0 % | du plafond Paje AB en 2009 | |

* CMG : montant minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous (P3)

| En euros courants | 1 enfant (1) | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | Par enfant à partir du 3 ^e | Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet | Revenus de référence |
|------------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------------|--|----------------------|
| 1 ^{er} janvier 2004 | 31 887 | 36 713 | 42 504 | 48 295 | 5 791 | | 2002 |
| 1 ^{er} juillet 2004 | 32 493 | 37 411 | 43 312 | 49 213 | 5 901 | 1,9 % | 2003 |
| 1 ^{er} juillet 2005 | 33 044 | 38 045 | 44 046 | 50 047 | 6 001 | 1,7 % | 2004 |
| 1 ^{er} juillet 2006 | 33 606 | 38 692 | 44 795 | 50 898 | 6 103 | 1,7 % | 2005 |
| Plafond 06 / 0,8 | 42 008 | 48 365 | 55 994 | 63 623 | 7 629 | | |
| 1 ^{er} juillet 2007 | 42 722 | 49 188 | 56 947 | 64 706 | 7 759 | 1,7 % | 2006 |
| Janv. 08 = juil. 07 | 42 722 | 49 188 | 56 947 | 64 706 | 7 759 | au 1 ^{er} janvier | 2006 |
| 1 ^{er} janvier 2009 | 43 363 | 49 926 | 57 801 | 65 676 | 7 875 | 1,5 % | 2007 |
| 1 ^{er} janvier 2010 | 44 576 | 51 322 | 59 418 | 67 514 | 8 096 | 2,8 % | 2008 |
| 1 ^{er} janvier 2011 | 44 621 | 51 374 | 59 478 | 67 582 | 8 104 | 0,1 % | 2009 |
| Majoration du plafond par E | | 6 753 | 8 104 | 8 104 | | | |
| Rapport (P3/P1) 2010 | 132,2 % | 126,8 % | 122,3 % | 119,1 % | 100,0 % | du plafond Paje AB en 2009 | |

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) La majoration est attribuée aux parents isolés et aux couples dont un des revenus est inférieur ou égal à douze fois la BMAF (t-1).

TIPF 7422 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile

La prise en charge des cotisations est à 100 % dans le cas des assistantes maternelles.

La prise en charge est de 50 % des cotisations en cas de garde à domicile dans la limite des plafonds ci-dessous :

| En euros courants | Maximum mensuel | | | En euros courants | Maximum moyen annuel | | |
|------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| | Enfant de [0-3] ans (A) | Enfant de [3-6] ans (a) | Evolution enfant de [0-3] ans | | Enfant de [0-3] ans (A) | Enfant de [3-6] ans (a) | Evolution enfant de [0-3] ans |
| 1 ^{er} janvier 2004 | 375 | 187 | | | | | |
| 1 ^{er} juillet 2004 | 382 | 191 | 1,9 % | 2004 | 4 542 | 2 268 | |
| 1 ^{er} juillet 2005 | 388 | 194 | 1,6 % | 2005 | 4 620 | 2 310 | 1,7 % |
| 1 ^{er} juillet 2006 | 395 | 197 | 1,8 % | 2006 | 4 698 | 2 346 | 1,7 % |
| 1 ^{er} juillet 2007 | 402 | 201 | 1,8 % | 2007 | 4 782 | 2 388 | 1,8 % |
| Année 2008 | 402 | 201 | 0,0 % | 2008 | 4 824 | 2 412 | 0,9 % |
| 1 ^{er} janvier 2009 | 408 | 204 | 1,5 % | 2009 | 4 896 | 2 448 | 1,5 % |
| 1 ^{er} janvier 2010 | 419 | 210 | 2,7 % | 2010 | 5 028 | 2 520 | 2,7 % |
| 1 ^{er} janvier 2011 | 419 | 210 | 0,0 % | 2011 | 5 028 | 2 520 | |

* Maximum moyen annuel en euros constants

| En euros 2010 | Enfant de [0-3] ans (A) | Enfant [3-6] ans (a) | Evolution en euros constants | Enfant de [0-3] ans (A) | Enfant [3-6] ans (a) |
|-------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| 2004 | 4 977 | 2 485 | | | |
| 2005 | 4 976 | 2 488 | 2005 | 0,0 % | 0,1 % |
| 2006 | 4 975 | 2 484 | 2006 | 0,0 % | -0,1 % |
| 2007 | 4 991 | 2 492 | 2007 | 0,3 % | 0,3 % |
| 2008 | 4 898 | 2 449 | 2008 | -1,9 % | -1,7 % |
| 2009 | 4 967 | 2 484 | 2009 | 1,4 % | 1,4 % |
| 2010 | 5 028 | 2 520 | 2010 | 1,2 % | 1,5 % |
| Rapport 2010/2005 | 1,1 % | 1,3 % | | | |

TIPF 7430 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE

TIPF 7431 : Allocation de base et prime de naissance PAJE

| En euros | 1 revenu (R1) | | | | 2 revenus ou isolés (R2) | | | | Revenus, SMIC de référence |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---|---------------|---------------|---------------|----------------------------------|
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | |
| 2004 | 2 819,27 | 3 383,16 | 4 059,78 | 4 736,40 | 3 725,69 | 4 289,58 | 4 966,20 | 5 642,82 | 2003 |
| 2005 | 2 869,97 | 3 443,98 | 4 132,75 | 4 821,53 | 3 792,65 | 4 366,67 | 5 055,44 | 5 744,21 | 2004 |
| 2006 | 2 918,69 | 3 502,43 | 4 202,89 | 4 903,36 | 3 857,06 | 4 440,80 | 5 141,26 | 5 841,72 | 2005 |
| 2007 | 2 968,31 | 3 561,99 | 4 274,39 | 4 986,78 | 3 922,66 | 4 516,34 | 5 228,74 | 5 941,13 | 2006 |
| 2008 | 2 993,33 | 3 592,04 | 4 310,46 | 5 028,89 | 3 955,74 | 4 554,44 | 5 272,87 | 5 991,30 | 2006 |
| 2009 | 3 038,24 | 3 645,93 | 4 375,09 | 5 104,26 | 4 015,09 | 4 622,78 | 5 351,94 | 6 081,11 | 2007 |
| 2010 | 3 123,24 | 3 747,87 | 4 497,50 | 5 247,13 | 4 127,41 | 4 752,04 | 5 501,67 | 6 251,30 | 2008 |
| Revenu moyen correspondant au plafond 1 revenu en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne) | | | | | Revenu moyen correspondant au plafond 2 revenus en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne) | | | | |
| 2004 | 302,0 % | 362,4 % | 434,9 % | 507,4 % | 399,1 % | 459,5 % | 532,0 % | 604,5 % | 2003 |
| 2005 | 291,2 % | 349,5 % | 419,4 % | 489,3 % | 384,9 % | 443,1 % | 513,0 % | 582,9 % | 2004 |
| 2006 | 280,8 % | 337,0 % | 404,4 % | 471,8 % | 371,1 % | 427,3 % | 494,7 % | 562,1 % | 2005 |
| 2007 | 274,5 % | 329,4 % | 395,3 % | 461,2 % | 362,8 % | 417,7 % | 483,6 % | 549,5 % | 2006 |
| 2008 | 276,8 % | 332,2 % | 398,7 % | 465,1 % | 365,9 % | 421,2 % | 487,7 % | 554,1 % | 2006 |
| 2009 | 274,0 % | 328,8 % | 394,5 % | 460,3 % | 362,1 % | 416,8 % | 482,6 % | 548,4 % | 2007 |
| 2010 | 273,4 % | 328,1 % | 393,7 % | 459,3 % | 361,3 % | 416,0 % | 481,6 % | 547,2 % | 2008 |
| Evolution (en points) du rapport R1 / SMIC | | | | | Evolution (en points) du rapport R2 / SMIC | | | | |
| 2005 | -10,8 | -12,9 | -15,5 | -18,1 | -14,2 | -16,4 | -19,0 | -21,6 | |
| 2006 | -10,4 | -12,5 | -15,0 | -17,5 | -13,7 | -15,8 | -18,3 | -20,8 | |
| 2007 | -6,3 | -7,6 | -9,1 | -10,6 | -8,3 | -9,6 | -11,1 | -12,6 | |
| 2008 | 2,3 | 2,8 | 3,3 | 3,9 | 3,1 | 3,5 | 4,1 | 4,6 | |
| 2009 | -2,9 | -3,5 | -4,2 | -4,8 | -3,8 | -4,4 | -5,1 | -5,8 | |
| 2010 | -0,6 | -0,7 | -0,8 | -1,0 | -0,8 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | |
| Ecart 2010-2005 | -17,8 | -21,4 | -25,7 | -29,9 | -23,6 | -27,1 | -31,4 | -35,7 | |
| Ecart 2010-2009 | -0,6 | -0,7 | -0,8 | -1,0 | -0,8 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | |
| En euros 2010 | | | | | | | | | |
| 2004 | 3 089,07 | 3 706,93 | 4 448,30 | 5 189,67 | 4 082,24 | 4 700,10 | 5 441,47 | 6 182,84 | 2003 |
| 2005 | 3 090,89 | 3 709,09 | 4 450,89 | 5 192,68 | 4 084,60 | 4 702,81 | 5 444,60 | 6 186,39 | 2004 |
| 2006 | 3 090,84 | 3 709,00 | 4 450,78 | 5 192,55 | 4 084,55 | 4 702,72 | 5 444,49 | 6 186,27 | 2005 |
| 2007 | 3 098,18 | 3 717,83 | 4 461,40 | 5 204,96 | 4 094,28 | 4 713,94 | 5 457,50 | 6 201,07 | 2006 |
| Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. | | | | | | | | | |
| <i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i> | | | | | | | | | |
| 2008 prix 2007 | 3 124,29 | 3 749,19 | 4 499,05 | 5 248,91 | 4 128,81 | 4 753,71 | 5 503,56 | 6 253,42 | 2006 |
| 2009 prix 2008 | 3 084,86 | 3 701,87 | 4 442,23 | 5 182,59 | 4 076,71 | 4 693,72 | 5 434,07 | 6 174,43 | 2007 |
| 2010 prix 2009 | 3 168,75 | 3 802,48 | 4 563,03 | 5 323,59 | 4 187,55 | 4 821,28 | 5 581,83 | 6 342,39 | 2008 |
| Evolution du revenu moyen correspondant au plafond en euros constants | | | | | | | | | |
| 2005 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | |
| 2006 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | |
| 2007 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | |
| 2008 prix 2007 | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | |
| 2009 prix 2008 | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | |
| 2010 prix 2009 | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | |
| Rapport 2010-2005 | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | |

TIPF 7432 : Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

*** CMG : montant maximum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous**

| En euros | 1 ou 2 revenus (R3) | | | | Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-2) depuis 2008 | | | | Revenus, SMIC de référence | Evolution (en points) du rapport R3 [(t) - (t-1)] | | | |
|--|---------------------|---------------|---------------|---------------|---|-----------|-----------|-----------|----------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | | 1 E | 2 E | 3 E | 4 E |
| 2004 | 1 676,56 | 1 930,32 | 2 234,78 | 2 539,24 | 179,6 % | 206,8 % | 239,4 % | 272,0 % | 2003 | | | | |
| 2005 | 1 706,71 | 1 964,99 | 2 274,94 | 2 584,84 | 173,2 % | 199,4 % | 230,8 % | 262,3 % | 2004 | -6,41 | -7,38 | -8,54 | -9,71 |
| 2006 | 1 735,71 | 1 998,32 | 2 313,60 | 2 628,82 | 167,0 % | 192,3 % | 222,6 % | 252,9 % | 2005 | -6,18 | -7,12 | -8,23 | -9,35 |
| 2007 | 1 765,22 | 2 032,35 | 2 352,94 | 2 673,53 | 163,3 % | 188,0 % | 217,6 % | 247,3 % | 2006 | -3,75 | -4,31 | -4,99 | -5,67 |
| 2008 | 1 780,09 | 2 049,54 | 2 372,78 | 2 696,02 | 164,6 % | 189,6 % | 219,5 % | 249,3 % | 2006 | 1,38 | 1,59 | 1,83 | 2,08 |
| 2009 | 1 806,76 | 2 080,28 | 2 408,40 | 2 736,53 | 162,9 % | 187,6 % | 217,2 % | 246,8 % | 2007 | -1,72 | -1,97 | -2,28 | -2,59 |
| 2010 | 1 857,31 | 2 138,43 | 2 475,74 | 2 813,06 | 162,6 % | 187,2 % | 216,7 % | 246,2 % | 2008 | -0,34 | -0,40 | -0,46 | -0,52 |
| Ecart 2010-2005 | | | | | | | | | | -10,6 | -12,2 | -14,1 | -16,1 |
| Ecart 2010-2009 | | | | | | | | | | -0,3 | -0,4 | -0,5 | -0,5 |
| En euros 2010 | | | | | Evolution du plafond R3 en euros constants | | | | | | | | |
| 2004 | 1 837,01 | 2 115,06 | 2 448,65 | 2 782,24 | | | | | | | | | |
| 2005 | 1 838,09 | 2 116,25 | 2 450,06 | 2 783,81 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | | | | | |
| 2006 | 1 838,08 | 2 116,18 | 2 450,05 | 2 783,87 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | | | | | |
| 2007 | 1 842,45 | 2 121,27 | 2 455,88 | 2 790,50 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | | | | | |
| Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i> | | | | | | | | | | | | | |
| 2008 prix 2007 | 1 857,97 | 2 139,21 | 2 476,59 | 2 813,97 | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | | | | | |
| 2009 prix 2008 | 1 834,48 | 2 112,20 | 2 445,36 | 2 778,52 | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | | | | | |
| 2010 prix 2009 | 1 884,38 | 2 169,59 | 2 511,82 | 2 854,05 | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | | | | | |
| Rapport 2010-2005 | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | | | | | | | | | |

*** CMG : montant minimum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous**

| En euros | 1 ou 2 revenus (R4) | | | | Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-2) depuis 2008 | | | | Evolution (en points) du rapport R4 [(t) - (t-1)] | | | | |
|---|---------------------|-----------|-----------|-----------|---|-----------|-----------|-----------|--|--------|--------|--------|--------|
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | 1 E | 2 E | 3 E | 4 E | |
| 2004 | 3 725,69 | 4 289,58 | 4 966,20 | 5 642,82 | 399,1 % | 459,5 % | 532,0 % | 604,5 % | 2003 | | | | |
| 2005 | 3 792,65 | 4 366,67 | 5 055,44 | 5 744,21 | 384,9 % | 443,1 % | 513,0 % | 582,9 % | 2004 | -14,24 | -16,39 | -18,98 | -21,57 |
| 2006 | 3 857,06 | 4 440,80 | 5 141,26 | 5 841,72 | 371,1 % | 427,3 % | 494,7 % | 562,1 % | 2005 | -13,73 | -15,81 | -18,31 | -20,80 |
| 2007 | 3 922,66 | 4 516,34 | 5 228,74 | 5 941,13 | 362,8 % | 417,7 % | 483,6 % | 549,5 % | 2006 | -8,32 | -9,58 | -11,09 | -12,60 |
| 2008 | 3 955,74 | 4 554,44 | 5 272,87 | 5 991,30 | 365,9 % | 421,2 % | 487,7 % | 554,1 % | 2006 | 3,06 | 3,52 | 4,08 | 4,64 |
| 2009 | 4 015,09 | 4 622,78 | 5 351,94 | 6 081,11 | 362,1 % | 416,8 % | 482,6 % | 548,4 % | 2007 | -3,81 | -4,38 | -5,08 | -5,77 |
| 2010 | 4 127,41 | 4 752,04 | 5 501,67 | 6 251,30 | 361,3 % | 416,0 % | 481,6 % | 547,2 % | 2008 | -0,76 | -0,87 | -1,01 | -1,14 |
| Ecart 2010-2005 | | | | | | | | | | -23,6 | -27,1 | -31,4 | -35,7 |
| Ecart 2010-2009 | | | | | | | | | | -0,8 | -0,9 | -1,0 | -1,1 |
| En euros 2010 | | | | | Evolution du plafond R4 en euros constants | | | | | | | | |
| 2004 | 4 082,24 | 4 700,10 | 5 441,47 | 6 182,84 | | | | | | | | | |
| 2005 | 4 084,60 | 4 702,81 | 5 444,60 | 6 186,39 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | | | | | |
| 2006 | 4 084,55 | 4 702,72 | 5 444,49 | 6 186,27 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | | | | | |
| 2007 | 4 094,28 | 4 713,94 | 5 457,50 | 6 201,07 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | | | | | |
| Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. | | | | | | | | | | | | | |
| Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009). | | | | | | | | | | | | | |
| 2008 prix 2007 | 4 128,81 | 4 753,71 | 5 503,56 | 6 253,42 | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | | | | | |
| 2009 prix 2008 | 4 076,71 | 4 693,72 | 5 434,07 | 6 174,43 | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | -1,3 % | | | | | |
| 2010 prix 2009 | 4 187,55 | 4 821,28 | 5 581,83 | 6 342,39 | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | 2,7 % | | | | | |
| Rapport 2010-2005 | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | 2,52 % | | | | | | | | | |

TIPF 7211 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

La majoration de l'ARS n'est pas soumise à la CRDS.

Août 2002, création de l'ARS différentielle =

[(plafond au 1^{er} juillet + (ARS x N, nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans ouvrant droit à l'ARS)) – base ressources du 1^{er} juillet] / N.

A compter de l'année 2008, le montant de l'ARS est modulé en fonction de l'âge des enfants : le calcul de l'ARS différentiel est donc modifié en conséquence.

| En euros | Plafond de ressources au 1 ^{er} juillet | | | | | | Allocation de rentrée scolaire | | | | |
|---------------------------|--|-----------|-----------|-----------|---|-----------|--|------------------------------|-------------------------------------|-------------|-------------|
| | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants | 4 enfants | Par enfant | Evolution | Montant ARS | Montant majoration ARS | Montant ARS totale avant CRDS | | |
| 1 ^{er} juillet : | | | | | | | | | | | |
| 1978 | 3 887 | 4 665 | 5 442 | 6 220 | 777 | | 25,92 | | 25,92 | | |
| 1979 | 4 404 | 5 285 | 6 166 | 7 047 | 881 | 13,29 % | 28,93 | | 28,93 | | |
| 1980 | 4 932 | 5 918 | 6 904 | 7 891 | 986 | 11,98 % | 33,33 | | 33,33 | | |
| 1981 | 5 683 | 6 819 | 7 956 | 9 092 | 1 137 | 15,22 % | 37,99 | | 37,99 | | |
| 1982 | 6 784 | 8 141 | 9 498 | 10 854 | 1 357 | 19,38 % | 40,34 | | 40,34 | | |
| 1983 | 7 972 | 9 566 | 11 160 | 12 755 | 1 594 | 17,51 % | 45,09 | | 45,09 | | |
| 1984 | 9 241 | 11 373 | 13 505 | 15 638 | 2 132 | 15,92 % | 47,24 | | 47,24 | | |
| 1985 | 10 064 | 12 386 | 14 708 | 17 031 | 2 322 | 8,91 % | 50,07 | | 50,07 | | |
| 1986 | 10 992 | 13 529 | 16 065 | 18 602 | 2 537 | 9,23 % | 51,33 | | 51,33 | | |
| 1987 | 11 364 | 13 986 | 16 609 | 19 231 | 2 622 | 3,38 % | 51,84 | | 51,84 | | |
| 1988 | 11 752 | 14 464 | 17 176 | 19 888 | 2 712 | 3,42 % | 53,97 | | 53,97 | | |
| 1989 | 12 141 | 14 942 | 17 744 | 20 546 | 2 802 | 3,31 % | 55,19 | | 55,19 | | |
| 1990 | 12 626 | 15 539 | 18 453 | 21 367 | 2 914 | 4,00 % | 57,17 | | 57,17 | | |
| 1991 | 13 204 | 16 251 | 19 299 | 22 346 | 3 047 | 4,58 % | 58,54 | | 58,54 | | |
| 1992 | 13 787 | 16 968 | 20 150 | 23 332 | 3 182 | 4,41 % | 60,22 | | 60,22 | | |
| 1993 | 14 378 | 17 696 | 21 014 | 24 331 | 3 318 | 4,29 % | 61,44 | 167,24 | 228,67 | | |
| 1994 | 14 703 | 18 096 | 21 489 | 24 882 | 3 393 | 2,26 % | 62,64 | 166,04 | 228,67 | | |
| 1995 | 15 011 | 18 475 | 21 939 | 25 403 | 3 464 | 2,10 % | 102,14 | 126,53 | 228,67 | | |
| 1996 | 15 011 | 18 475 | 21 939 | 25 403 | 3 464 | 0,00 % | 63,42 | 89,03 | 152,45 | | |
| 1997 | 15 296 | 18 826 | 22 356 | 25 886 | 3 530 | 1,90 % | 64,33 | 179,91 | 244,24 | | |
| 1998 | 15 464 | 19 033 | 22 602 | 26 170 | 3 569 | 1,10 % | 64,94 | 179,30 | 244,24 | | |
| 1999 | 15 557 | 19 147 | 22 738 | 26 328 | 3 590 | 0,60 % | 65,40 | 178,84 | 244,24 | | |
| 2000 | 15 635 | 19 243 | 22 851 | 26 459 | 3 608 | 0,50 % | 65,86 | 178,39 | 244,25 | | |
| 2001 | 15 885 | 19 551 | 23 217 | 26 882 | 3 666 | 1,60 % | Revenus de référence ... 2003 2004 2005 | | 244,25 | | |
| 2002 | 16 140 | 19 865 | 23 590 | 27 315 | 3 725 | 1,61 % | | | 250,32 | | |
| 2003 | 16 414 | 20 202 | 23 990 | 27 778 | 3 788 | 1,70 % | | | 254,57 | | |
| 2004 | 16 726 | 20 586 | 24 446 | 28 306 | 3 860 | 1,90 % | | | 258,90 | | |
| 2005 | 17 011 | 20 937 | 24 863 | 28 789 | 3 926 | 1,70 % | | | 264,60 | | |
| 2006 | 17 299 | 21 291 | 25 283 | 29 275 | 3 992 | 1,69 % | | | 269,35 | | |
| Plafond 06 / 0,8 | 21 624 | 26 614 | 31 604 | 36 594 | 4 990 | | | | | | |
| 2007 | 21 991 | 27 066 | 32 141 | 37 216 | 5 075 | 1,70 % | 2006 | | 273,93 | | |
| 1 ^{er} janvier : | | | | | Montant de l'ARS (avant CRDS) modulée selon l'âge | | | | [6-10 ans] | [11-14 ans] | [15-18 ans] |
| janv. 08 = juil. 07 | 21 991 | 27 066 | 32 141 | 37 216 | 5 075 | 0,0 % | 2006 | | 273,95 | 289,03 | 299,08 |
| 2009 | 22 321 | 27 472 | 32 623 | 37 774 | 5 151 | 1,5 % | 2007 | | 282,17 | 297,70 | 308,05 |
| 2010 | 22 946 | 28 241 | 33 536 | 38 831 | 5 295 | 2,8 % | 2008 | | 282,17 | 297,70 | 308,05 |
| 2011 | 22 970 | 28 271 | 33 572 | 38 873 | 5 301 | 0,1 % | 2009 | | 286,40 | 302,17 | 312,67 |

| En euros | Montant ARS de base après CRDS | Montant ARS totale après CRDS | | | | Evol. montant ARS totale après CRDS | | | |
|---|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------|-------------|--|---|-------------|-------------|--|
| 1997 après CRDS | 64,01 | 243,92 | | | | 60,0 % | | | |
| 1998 après CRDS | 64,62 | 243,92 | | | | 0,0 % | | | |
| 1999 après CRDS | 65,07 | 243,92 | | | | 0,0 % | | | |
| 2000 après CRDS | 65,53 | 243,92 | | | | 0,0 % | | | |
| 2001 après CRDS | | 243,92 | | | | 0,0 % | | | |
| 2002 après CRDS | | 249,07 | | | | 2,1 % | | | |
| 2003 après CRDS | | 253,30 | | | | 1,7 % | | | |
| 2004 après CRDS | | 257,61 | | | | 1,7 % | | | |
| 2005 après CRDS | | 263,28 | | | | 2,2 % | | | |
| 2006 après CRDS | | 268,01 | | | | 1,8 % | | | |
| 2007 après CRDS | | 272,57 | | | | 1,7 % | | | |
| Montant de l'ARS (après CRDS) modulée selon l'âge | | | | | | | | | |
| | | [6-10 ans] | [11-14 ans] | [15-18 ans] | | [6-10 ans] | [11-14 ans] | [15-18 ans] | |
| 2008 après CRDS | | 272,59 | 287,59 | 297,59 | | 0,0 % | 5,5 % | 9,2 % | |
| 2009 après CRDS | | 280,76 | 296,22 | 306,51 | | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | |
| 2010 après CRDS | | 280,76 | 296,22 | 306,51 | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | |
| 2011 après CRDS | | 284,97 | 300,66 | 311,11 | | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | |

TIPF 7511 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption

*** En euros courants**

| En euros | APE | | | ASF (par enfant) | | API (1) | | AAD allocation d'adoption |
|----------|------------|-----------------|-------------------------|------------------|--------------|----------|------------|---------------------------|
| | Taux plein | Activité < 50 % | Activité de 50 % à 80 % | Taux plein | Taux partiel | 1 enfant | par enfant | |
| 1978 | | | | 37,83 | 28,37 | 252,20 | 63,05 | |
| 1979 | | | | 40,76 | 30,57 | 271,74 | 67,94 | |
| 1980 | | | | 46,15 | 34,61 | 307,67 | 76,92 | |
| 1981 | | | | 52,91 | 39,68 | 352,74 | 88,18 | |
| 1982 | | | | 58,45 | 43,84 | 389,69 | 97,42 | |
| 1983 | | | | 65,74 | 49,31 | 438,29 | 109,57 | |
| 1984 | | | | 69,78 | 52,33 | 465,18 | 116,29 | |
| 1985 | | | | 73,83 | 55,37 | 492,20 | 123,05 | |
| 1986 | 223,78 | | 111,88 | 76,36 | 57,27 | 509,03 | 127,26 | |
| 1987 | 322,58 | | 161,29 | 77,31 | 57,98 | 515,39 | 128,85 | |
| 1988 | 380,77 | | 190,38 | 80,13 | 60,09 | 534,17 | 133,54 | |
| 1989 | 390,35 | | 195,17 | 82,13 | 61,60 | 547,52 | 136,88 | |
| 1990 | 403,27 | | 201,70 | 84,86 | 63,64 | 565,75 | 141,43 | |
| 1991 | 414,88 | | 207,45 | 87,30 | 65,48 | 582,08 | 145,53 | |
| 1992 | 424,35 | | 212,25 | 89,28 | 66,93 | 595,31 | 148,83 | |
| 1993 | 436,97 | | 218,56 | 91,93 | 68,95 | 613,06 | 153,26 | |
| 1994 | 445,79 | | 222,97 | 93,76 | 70,32 | 625,24 | 156,31 | |
| 1995 | 451,41 | | 225,71 | 95,03 | 71,27 | 633,11 | 158,24 | |
| 1996 DC | 451,86 | 298,80 | 225,93 | 95,13 | 71,35 | 633,73 | 158,39 | 95,13 |
| 1997 | 458,26 | 303,07 | 229,13 | 96,50 | 72,26 | 642,88 | 160,68 | 147,72 |
| 1998 | 463,29 | 306,42 | 231,72 | 97,57 | 73,18 | 650,04 | 162,51 | 149,40 |
| 1999 | 466,65 | 308,56 | 233,25 | 98,18 | 73,63 | 654,46 | 163,58 | 150,31 |
| 2000 | 468,93 | 310,08 | 234,47 | 98,63 | 73,94 | 657,82 | 164,49 | 151,08 |
| 2001 | 477,32 | 315,72 | 238,74 | 100,46 | 75,31 | 669,71 | 167,39 | 153,82 |
| 2002 | 487,40 | 322,28 | 243,72 | 102,56 | 76,92 | 683,75 | 170,94 | 157,09 |
| 2003 | 495,69 | 327,76 | 247,86 | 104,30 | 78,23 | 695,36 | 173,84 | 159,76 |
| 2004 | 504,11 | 333,33 | 252,07 | 106,08 | 79,56 | 707,19 | 176,80 | 162,47 |
| 2005 | 515,21 | 340,66 | 257,62 | 108,41 | 81,31 | 722,75 | 180,69 | 166,05 |
| 2006 | 524,47 | 346,79 | 262,25 | 110,36 | 82,77 | 735,75 | 183,94 | 169,04 |
| 2007 | 533,38 | 352,68 | 266,71 | 112,24 | 84,18 | 748,27 | 187,06 | |
| 2008 | 538,72 | 356,21 | 269,38 | 113,36 | 85,02 | 755,72 | 188,93 | |
| 2009 | 554,88 | 366,90 | 277,46 | 116,76 | 87,57 | 778,40 | 194,60 | |
| 2010 | 554,88 | 366,90 | 277,46 | 116,76 | 87,57 | 778,40 | 194,60 | |
| 2011 | | | | 118,51 | 88,88 | | | |

(1) L'API et le RMI sont fusionnés au 1^{er} juin 2009, lors de l'entrée en vigueur de la loi de généralisation du RSA en métropole.

*** Evolution en euros courants depuis 1979**

| | | | | | | | | |
|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2000 | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,4 % | 0,5 % | 0,6 % | 0,5 % |
| 2001 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,9 % | 1,9 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2002 | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % |
| 2003 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2004 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2005 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2006 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | |
| 2008 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | |
| 2009 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | |
| 2010 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | |
| 2011 | | | | 1,5 % | 1,5 % | | | |

*** En euros courants après CRDS**

| | | | | | | | |
|------|--------|--------|--------|--------|-------|-----------------------------------|--------|
| 1997 | 455,97 | 301,55 | 227,99 | 96,02 | 71,90 | L'API n'est pas soumise à la CRDS | |
| 1998 | 460,98 | 304,89 | 230,56 | 97,08 | 72,81 | | |
| 1999 | 464,31 | 307,01 | 232,08 | 97,69 | 73,26 | | 149,56 |
| 2000 | 466,59 | 308,53 | 233,29 | 98,14 | 73,57 | | 150,32 |
| 2001 | 474,93 | 314,14 | 237,54 | 99,96 | 74,93 | | 153,05 |
| 2002 | 484,97 | 320,67 | 242,51 | 102,05 | 76,54 | | 156,30 |
| 2003 | 493,22 | 326,13 | 246,63 | 103,78 | 77,84 | | 158,97 |
| 2004 | 501,59 | 331,67 | 250,81 | 105,55 | 79,17 | | 161,66 |
| 2005 | 512,64 | 338,96 | 256,34 | 107,87 | 80,91 | | 165,22 |
| 2006 | 521,85 | 345,06 | 260,94 | 109,81 | 82,36 | | 168,20 |
| 2007 | 530,72 | 350,92 | 265,38 | 111,68 | 83,76 | | |
| 2008 | 536,03 | 354,43 | 268,04 | 112,80 | 84,60 | | |
| 2009 | 552,11 | 365,07 | 276,08 | 116,18 | 87,14 | | |
| 2010 | 552,11 | 365,07 | 276,08 | 116,18 | 87,14 | | |
| 2011 | | | | 117,92 | 88,44 | | |

TIPF 7611 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AAEH (ex-AES) depuis 2002

Le montant de l'AES peut être majoré par un complément accordé par la Commission départementale d'éducation spéciale en fonction du coût du handicap, de la cessation ou la réduction d'activité professionnelle de l'un ou de l'autre des deux parents et de l'embauche d'une tierce personne.

Le recours à une tierce personne s'entend soit par la cessation ou la réduction d'activité du ou des parents, soit par l'embauche d'une tierce personne à proprement parler, soit par le cumul des deux.

Ce sixième complément n'évolue pas en fonction de la BMAF.

Depuis janvier 2006, une majoration par enfant est accordée aux parents isolés d'enfant handicapé bénéficiant des compléments de 2^e à 6^e catégorie.

L'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation de l'enfant handicapé (AAEH) en janvier 2006.

L'AAEH et ses compléments ne sont pas soumis à la CRDS.

* En euros courants

| En euros | Allocation de base | 1 ^{er} complément | 2 ^e complément | 3 ^e complément | 4 ^e complément | 5 ^e complément | 6 ^e complément (1) | Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé | | | | |
|----------------|--------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | | | | | | | | 2 ^e complément | 3 ^e complément | 4 ^e complément | 5 ^e complément | 6 ^e complément |
| 2002 | 109,40 | 82,05 | 222,22 | 314,52 | 487,40 | 622,92 | 916,32 | | | | | |
| 2003 | 111,26 | 83,44 | 225,99 | 319,87 | 495,69 | 633,51 | 930,06 | | | | | |
| 2004 | 113,15 | 84,86 | 229,83 | 325,30 | 504,11 | 644,28 | 945,87 | | | | | |
| 2005 | 115,64 | 86,73 | 234,89 | 332,46 | 515,21 | 658,45 | 964,78 | | | | | |
| 2006 | 117,72 | 88,29 | 239,12 | 338,44 | 524,47 | 670,30 | 982,15 | 47,82 | 66,22 | 209,69 | 268,55 | 393,62 |
| 2007 | 119,72 | 89,79 | 243,18 | 344,19 | 533,38 | 681,68 | 999,83 | 48,64 | 67,37 | 213,25 | 273,11 | 400,31 |
| 2008 janvier | 120,92 | 90,69 | 245,61 | 347,63 | 538,72 | 688,50 | 1 010,82 | 49,12 | 68,01 | 215,38 | 275,84 | 404,31 |
| 2008 septembre | 120,92 | 90,69 | 245,61 | 347,63 | 538,72 | 688,50 | 1 018,91 | 49,12 | 68,01 | 215,38 | 275,84 | 404,31 |
| 2008 | 120,92 | 90,69 | 245,61 | 347,63 | 538,72 | 688,50 | 1 013,52 | 49,12 | 68,01 | 215,38 | 275,84 | 404,31 |
| 2009 janvier | 124,54 | 93,41 | 252,98 | 358,06 | 554,88 | 709,16 | 1 018,91 | 50,60 | 70,06 | 221,84 | 284,12 | 416,44 |
| 2009 avril | 124,54 | 93,41 | 252,98 | 358,06 | 554,88 | 709,16 | 1 029,10 | 50,60 | 70,06 | 221,84 | 284,12 | 416,44 |
| 2009 | 124,54 | 93,41 | 252,98 | 358,06 | 554,88 | 709,16 | 1 026,55 | 50,60 | 70,06 | 221,84 | 284,12 | 416,44 |
| 2010 avril | 124,54 | 93,41 | 252,98 | 358,06 | 554,88 | 709,16 | 1 038,36 | 50,60 | 70,06 | 221,84 | 284,12 | 416,44 |
| 2010 | 124,54 | 93,41 | 252,98 | 358,06 | 554,88 | 709,16 | 1 035,41 | 50,60 | 70,06 | 221,84 | 284,12 | 416,44 |
| 2011 janvier | 126,41 | 94,81 | 256,78 | 363,44 | 563,21 | 719,80 | 1 038,36 | 51,36 | 71,11 | 225,17 | 288,38 | 422,69 |
| 2011 avril | 126,41 | 94,81 | 256,78 | 363,44 | 563,21 | 719,80 | | | | | | |
| 2011 | 126,41 | 94,81 | 256,78 | 363,44 | 563,21 | 719,80 | | | | | | |

* Evolution en euros courants

(1) Le complément de 6^e catégorie est égal à la majoration tierce personne et n'est pas lié à la BMAF.

| En euros | Allocation de base | 1 ^{er} complément | 2 ^e complément | 3 ^e complément | 4 ^e complément | 5 ^e complément | 6 ^e complément | Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé | | | | |
|----------|--------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | | | | | | | | 2 ^e complément | 3 ^e complément | 4 ^e complément | 5 ^e complément | 6 ^e complément |
| 2009 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 1,6 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,9 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |

* Cumul de la prestation de base et d'un complément en euros constants

| En euros 2010 | Allocation de base | A. base + 1 ^{er} complément | A. base + 2 ^e complément | A. base + 3 ^e complément | A. base + 4 ^e complément | A. base + 5 ^e complément | A. base + 6 ^e complément |
|-------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 2005 | 124,54 | 217,95 | 377,51 | 482,59 | 679,41 | 833,68 | 1 163,59 |
| 2006 | 124,66 | 218,16 | 377,89 | 483,06 | 680,07 | 834,50 | 1 164,74 |
| 2007 | 124,96 | 218,68 | 378,78 | 484,21 | 681,67 | 836,46 | 1 168,53 |
| 2008 | 122,78 | 214,86 | 372,15 | 475,74 | 669,76 | 821,84 | 1 151,85 |
| 2009 | 126,35 | 221,13 | 383,02 | 489,63 | 689,32 | 845,85 | 1 167,87 |
| 2010 | 124,54 | 217,95 | 377,52 | 482,60 | 679,42 | 833,70 | 1 159,95 |
| Rapport 2010/2005 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | -0,3 % |

* Evolution en euros constants depuis 2002

| En euros constants | Allocation de base | A. base + 1 ^{er} complément | A. base + 2 ^e complément | A. base + 3 ^e complément | A. base + 4 ^e complément | A. base + 5 ^e complément | A. base + 6 ^e complément |
|--------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 2005 | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % | 0,3 % |
| 2006 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 2007 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,3 % |
| 2008 | -1,7 % | -1,7 % | -1,7 % | -1,7 % | -1,7 % | -1,7 % | -1,4 % |
| 2009 | 2,9 % | 2,9 % | 2,9 % | 2,9 % | 2,9 % | 2,9 % | 1,4 % |
| 2010 | -1,4 % | -1,4 % | -1,4 % | -1,4 % | -1,4 % | -1,4 % | -0,7 % |

TIPF 7621 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP

| En euros | Couples | | | | | Famille monoparentale | | | | | Complément pour frais de l'AJPP |
|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | |
| 2001 | | 477,32 | | 315,72 | 238,74 | | 631,29 | | 416,64 | 315,72 | |
| 2002 1 ^{er} janvier | | 487,40 | | 322,28 | 243,72 | | 644,56 | | 425,42 | 322,28 | |
| 2002 1 ^{er} avril | | 800,01 | | 400,02 | 243,72 | | 950,02 | | 500,02 | 322,28 | |
| 2002 moyenne | | 721,86 | | 380,59 | 243,72 | | 873,66 | | 481,37 | 322,28 | |
| 2003 | | 813,61 | | 406,82 | 247,86 | | 966,17 | | 508,52 | 327,76 | |
| 2004 | | 827,44 | | 413,74 | 252,07 | | 982,59 | | 517,16 | 333,33 | |
| 2005 | | 845,64 | | 422,84 | 257,62 | | 1 004,21 | | 528,54 | 340,66 | |
| 2006 janvier - avril | | 860,85 | | 430,44 | 262,25 | | 1 022,27 | | 538,05 | 346,79 | |
| | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + (2) | (1) | (1) | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | (1) | (1) | |
| 2006 mai | 39,10 | 860,20 | 1 720,40 | 430,44 | 262,25 | 46,46 | 1 022,12 | 1 022,12 | 538,05 | 346,79 | 100,02 |
| 2007 | 39,77 | 875,48 | 1 750,96 | 437,76 | 266,71 | 47,25 | 1 039,64 | 1 039,64 | 547,19 | 352,68 | 101,72 |
| 2008 | 40,17 | | | | | 47,72 | | | | | 102,74 |
| 2009 | 41,37 | | | | | 49,16 | | | | | 105,82 |
| 2010 | 41,37 | | | | | 49,16 | | | | | 105,82 |
| 2011 | 41,99 | | | | | 49,89 | | | | | 107,41 |

(1) L'AJPP est fractionnable en demi-journée.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

*** Evolution en euros courants depuis 2002**

| | | | | | | | | | | | |
|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2005 | | 2,2 % | | 2,2 % | 2,2 % | | 2,2 % | | 2,2 % | 2,2 % | |
| 2006 | | 1,7 % | | 1,8 % | 1,8 % | | 1,8 % | | 1,8 % | 1,8 % | |
| 2007 | 1,7 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | |
| 2008 | 1,0 % | | | | | 1,0 % | | | | | 1,0 % |
| 2009 | 3,0 % | | | | | 3,0 % | | | | | 3,0 % |
| 2010 | 0,0 % | | | | | 0,0 % | | | | | 0,0 % |
| 2011 | 1,5 % | | | | | 1,5 % | | | | | 1,5 % |

***APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP en euros constants**

| En euros 2010 | Couples | | | | | Famille monoparentale | | | | | Complément pour frais de l'AJPP |
|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | |
| 2001 | | 551,24 | | 364,62 | 275,71 | | 729,06 | | 481,16 | 364,62 | |
| 2002 | | 819,43 | | 432,03 | 276,66 | | 991,74 | | 546,43 | 365,84 | |
| 2003 | | 906,40 | | 453,22 | 276,13 | | 1 076,36 | | 566,51 | 365,14 | |
| 2004 | | 906,63 | | 453,33 | 276,19 | | 1 076,62 | | 566,65 | 365,23 | |
| 2005 | | 910,74 | | 455,39 | 277,45 | | 1 081,51 | | 569,23 | 366,88 | |
| 2006 janvier - avril | | 911,62 | | 455,83 | 277,72 | | 1 082,56 | | 569,78 | 367,24 | |
| | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | |
| 2006 mai | 41,41 | 910,93 | 1 821,87 | 455,83 | 277,72 | 49,20 | 1 082,40 | 1 082,40 | 569,78 | 367,24 | 105,92 |
| 2006 | | 911,16 | | 455,83 | 277,72 | | 1 082,46 | | 569,78 | 367,24 | |
| 2007 | 41,51 | 913,78 | 1 827,57 | 456,91 | 278,38 | 49,32 | 1 085,13 | 1 085,13 | 571,13 | 368,11 | 106,17 |
| 2008 | 40,79 | | | | | 48,45 | | | | | 104,32 |
| 2009 | 41,97 | | | | | 49,88 | | | | | 107,36 |
| 2010 | 41,37 | | | | | 49,16 | | | | | 105,82 |

*** Evolution en euros constants : APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP**

| En euros 2010 | Couples | | | | | Famille monoparentale | | | | | Complément pour frais de l'AJPP |
|---------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|------------------------|---------------------------------|
| | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | Suspension totale d'activité | | | Activité < ou = mi-temps | 50 % < activité < 80 % | |
| 2002 | | 48,7 % | | 18,5 % | 0,3 % | | 36,0 % | | 13,6 % | 0,3 % | |
| 2003 | | 10,6 % | | 4,9 % | -0,2 % | | 8,5 % | | 3,7 % | -0,2 % | |
| 2004 | | 0,02 % | | 0,03 % | 0,02 % | | 0,02 % | | 0,02 % | 0,02 % | |
| 2005 | | 0,5 % | | 0,5 % | 0,5 % | | 0,5 % | | 0,5 % | 0,5 % | |
| 2006 | | 0,1 % | | 0,1 % | 0,1 % | | 0,1 % | | 0,1 % | 0,1 % | |
| | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | Montant journalier AJPP | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | |
| 2007 | | 0,3 % | | 0,2 % | 0,2 % | | 0,2 % | | 0,2 % | 0,2 % | |
| 2008 | -1,7 % | | | | | -1,8 % | | | | | -1,7 % |
| 2009 | 2,9 % | | | | | 2,9 % | | | | | 2,9 % |
| 2010 | -1,4 % | | | | | -1,4 % | | | | | -1,4 % |

*** En euros courants après CRDS**

| | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|--------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------|--------|--------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------|--------|--------|
| 2001 | | 477,32 | | 315,57 | 238,74 | | 631,29 | | 416,64 | 315,72 | |
| 2002 1 ^{er} janvier | | 484,97 | | 320,67 | 242,51 | | 641,34 | | 423,30 | 320,67 | |
| 2002 1 ^{er} avril | | 796,01 | | 398,02 | 242,51 | | 945,27 | | 497,52 | 320,67 | |
| 2003 | | 809,55 | | 404,79 | 246,63 | | 961,34 | | 505,98 | 326,13 | |
| 2004 | | 823,31 | | 411,68 | 250,81 | | 977,69 | | 514,58 | 331,67 | |
| 2005 | | 841,42 | | 420,73 | 256,33 | | 999,19 | | 525,90 | 338,96 | |
| 2006 janvier - avril | | 856,55 | | 428,29 | 260,94 | | 1 017,16 | | 535,36 | 345,06 | |
| | Montant journalier | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | Montant journalier | Montant mensuel maximum 1 E | Montant mensuel maximum 2 E + | | | |
| 2006 mai | 38,91 | 855,90 | 1 711,80 | 428,29 | 260,94 | 46,23 | 1 017,01 | 1 017,01 | 535,36 | 345,06 | 99,52 |
| 2007 | 39,58 | 871,11 | 1 742,22 | 435,58 | 265,38 | 47,02 | 1 034,45 | 1 034,45 | 544,46 | 350,92 | 101,22 |
| 2008 | 39,97 | | | | | 47,49 | | | | | 102,23 |
| 2009 | 41,17 | | | | | 48,92 | | | | | 105,30 |
| 2010 | 41,17 | | | | | 48,92 | | | | | 105,30 |
| 2011 | 41,79 | | | | | 49,65 | | | | | 106,88 |

TIPF 7622 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

| En euros | Plafonds pour les couples à un revenu | | | | | Plafonds pour les familles monoparentales | | | | |
|------------------|--|--------|--------|--------|------------|---|--------|--------|--------|------------|
| | 1 E | 2 E | 3 E | 4 E | Par E en + | 1 E | 2 E | 3 E | 4 E | Par E en + |
| 2006 mai | 18 523 | 21 904 | 26 285 | 30 666 | 4 381 | 24 122 | 27 773 | 32 154 | 36 535 | 4 381 |
| Plafond 06 / 0,8 | 23 154 | 27 380 | 32 856 | 38 333 | 5 476 | 30 153 | 34 716 | 40 193 | 45 669 | 5 476 |
| 2007 | 23 598 | 28 318 | 33 981 | 39 644 | 5 663 | 31 186 | 35 906 | 41 569 | 47 232 | 5 663 |
| 2008... | Cf. TIPF 7321 relatif au plafond du CF | | | | | | | | | |

T1PF 7651 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros

L'allocation aux adultes handicapés n'est pas soumise à la CRDS.

| En euros courants | AAH (DC) | Ancien complément d'AAH | Majoration pour vie autonome MAV | AAH + Cpt AAH | AAH + MAV | Garantie de ressources moy. annuelle (cf. T1PF 7723) | Rapport AAH / plafond moy. an. AAH (cf. T1PF 7731) |
|-------------------|----------|-------------------------|----------------------------------|---------------|-----------|--|--|
| 1975 | 37,55 | | | 37,55 | | | |
| 1980 | 191,83 | | | 191,83 | | | 110,6 % |
| 1985 | 379,90 | | | 379,90 | | | 103,4 % |
| 1990 | 442,69 | | | 442,69 | | | 101,3 % |
| 1991 | 455,30 | | | 455,30 | | | 101,3 % |
| 1992 | 465,79 | | | 465,79 | | | 100,6 % |
| 1993 | 476,77 | 76,37 | | 553,14 | | | 100,4 % |
| 1994 | 486,06 | 77,77 | | 563,83 | | | 100,2 % |
| 1995 | 497,96 | 78,74 | | 576,70 | | | 101,0 % |
| 1996 DC | 517,15 | 82,78 | | 599,92 | | | 101,7 % |
| 1997 | 523,37 | 83,69 | | 607,06 | | | 99,8 % |
| 1998 | 529,14 | 84,61 | | 613,75 | | | 99,3 % |
| 1999 | 539,73 | 86,29 | | 626,02 | | | 100,1 % |
| 2000 | 545,13 | 87,20 | | 632,33 | | | 99,6 % |
| 2001 | 557,12 | 89,18 | | 646,31 | | | 100,3 % |
| 2002 | 569,38 | 91,10 | | 660,48 | | | 100,9 % |
| 2003 | 577,92 | 92,47 | | 670,39 | | | 100,2 % |
| 2004 | 587,74 | 94,04 | Juil.-déc. 2005 | 681,78 | | Juil.-déc. 2005 | 100,0 % |
| 2005 | 599,49 | 95,92 | 100,00 | 695,41 | 699,49 | 766,00 | 100,6 % |
| 2006 janvier | 610,28 | 97,64 | 101,80 | 707,92 | 712,08 | 776,79 | |
| 2006 juillet | 610,28 | 97,64 | 101,80 | 707,92 | 712,08 | 789,59 | |
| 2006 | 610,28 | 97,64 | 101,80 | 707,92 | 712,08 | 783,19 | 100,0 % |
| 2007 | 621,27 | 99,40 | 103,63 | 720,67 | 724,90 | 800,58 | 100,0 % |
| 2008 janvier | 628,10 | 100,50 | 104,77 | 728,60 | 732,87 | 807,41 | |
| 2008 septembre | 652,60 | 100,50 | 104,77 | 753,10 | 757,37 | 831,91 | |
| 2008 | 636,27 | 100,50 | 104,77 | 736,77 | 741,04 | 815,58 | |
| 2009 avril | 666,96 | 100,50 | 104,77 | 767,46 | 771,73 | 846,27 | |
| 2009 septembre | 681,63 | 100,50 | 104,77 | 782,13 | 786,40 | 860,94 | |
| 2009 | 664,18 | 100,50 | 104,77 | 772,35 | 776,62 | 843,49 | |
| 2010 avril | 696,63 | 100,50 | 104,77 | 797,13 | 801,40 | 875,94 | |
| 2010 septembre | 711,95 | 100,50 | 104,77 | 812,45 | 816,72 | 891,26 | |
| 2010 | 693,62 | 100,50 | 104,77 | 802,24 | 806,51 | 872,93 | |
| 2011 avril | 727,61 | 100,50 | 104,77 | 828,11 | 832,38 | 906,92 | |
| 2011 septembre | 743,62 | 100,50 | 104,77 | 844,12 | 848,39 | 922,93 | |
| 2011 | 724,45 | 100,50 | 104,77 | 833,45 | 837,72 | 903,76 | |
| 2012 avril | 759,98 | 100,50 | 104,77 | 860,48 | 864,75 | 939,29 | |
| 2012 septembre | 776,70 | 100,50 | 104,77 | 877,20 | 881,47 | 956,01 | |
| 2012 | 756,67 | 100,50 | 104,77 | 866,05 | 870,32 | 935,98 | |

* Evolution en euros courants

| | | | | | | |
|-----------------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1998 | 1,1 % | 1,1 % | | | | |
| 1999 | 2,0 % | 2,0 % | | | | |
| 2000 | 1,0 % | 1,1 % | | | | |
| 2001 | 2,2 % | 2,3 % | | | | |
| 2002 | 2,2 % | 2,1 % | | | | |
| 2003 | 1,5 % | 1,5 % | | | | |
| 2004 | 1,7 % | 1,7 % | | | | |
| 2005 | 2,0 % | 2,0 % | | | | |
| 2006 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 2,2 % |
| 2007 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 2,2 % |
| 2008 | 2,4 % | 1,1 % | 1,1 % | 2,2 % | 2,2 % | 1,9 % |
| 2009 | 4,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 4,8 % | 4,8 % | 3,4 % |
| 2010 | 4,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 3,9 % | 3,8 % | 3,5 % |
| 2011 | 4,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 3,9 % | 3,9 % | 3,5 % |
| 2012 | 4,4 % | 0,0 % | 0,0 % | 3,9 % | 3,9 % | 3,6 % |
| (09/2012) / (01/2007) | 25,0 % | | | | | |

T1PF 7652 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants

| En euros 2010 | AAH | Complément AAH Cpt AAH | Majoration pour vie autonome MAV | AAH + Cpt AAH | AAH + MAV | Garantie de ressources CRPH = AAH + cpt ressources |
|-----------------------------------|--------------|------------------------------|--|------------------|--------------|---|
| 1975 | 155,91 | | | 155,91 | | |
| 1976 | 392,99 | | | 392,99 | | |
| 1977 | 394,05 | | | 394,05 | | |
| 1978 | 460,61 | | | 460,61 | | |
| 1979 | 464,09 | | | 464,09 | | |
| 1980 | 484,22 | | | 484,22 | | |
| 1981 | 517,50 | | | 517,50 | | |
| 1982 | 615,18 | | | 615,18 | | |
| 1983 | 619,59 | | | 619,59 | | |
| 1984 | 607,06 | | | 607,06 | | |
| 1985 | 606,94 | | | 606,94 | | |
| 1986 | 610,18 | | | 610,18 | | |
| 1987 | 607,09 | | | 607,09 | | |
| 1988 | 612,91 | | | 612,91 | | |
| 1989 | 607,40 | | | 607,40 | | |
| 1990 | 608,64 | | | 608,64 | | |
| 1991 | 606,55 | | | 606,55 | | |
| 1992 | 606,43 | | | 606,43 | | |
| 1993 | 609,76 | 97,67 | | 707,42 | | |
| 1994 | 613,08 | 98,10 | | 711,18 | | |
| 1995 | 617,89 | 97,70 | | 715,59 | | |
| 1996 DC | 629,76 | 100,81 | | 730,56 | | |
| 1997 | 630,63 | 100,85 | | 731,48 | | |
| 1998 | 633,69 | 101,33 | | 735,02 | | |
| 1999 | 643,17 | 102,82 | | 745,99 | | |
| 2000 | 639,42 | 102,28 | | 741,71 | | |
| 2001 | 643,41 | 102,99 | | 746,40 | | |
| 2002 | 646,34 | 103,41 | | 749,75 | | |
| 2003 | 643,83 | 103,02 | | 746,85 | | |
| 2004 | 643,99 | 103,04 | | 747,03 | | Juil.-déc. 2005 |
| 2005 | 645,64 | 103,30 | 107,70 | 748,94 | 753,34 | 824,97 |
| 2006 | 646,27 | 103,40 | 107,80 | 749,67 | 754,08 | 829,38 |
| 2007 | 648,45 | 103,75 | 108,16 | 752,20 | 756,62 | 835,61 |
| 2008 | 646,03 | 102,04 | 106,38 | 748,07 | 752,41 | 828,09 |
| 2009 | 673,85 | 101,96 | 106,30 | 783,60 | 787,94 | 855,78 |
| 2010 | 693,62 | 100,50 | 104,77 | 797,13 | 801,40 | 875,94 |
| Evolution moyenne annuelle | | | | | | |
| 2010/2000 | 0,82 % | -0,18 % | | 0,72 % | | |
| Rapport | | | | | | |
| 2010/2000 | 8,5 % | -1,7 % | | 7,5 % | | |
| 2010/2005 | 7,4 % | -2,7 % | -2,7 % | 6,4 % | 6,4 % | 6,2 % |
| 2005/2000 | 1,0 % | 1,0 % | | 1,0 % | | |

*** Evolution en euros constants depuis 1976**

| | | | | | | |
|---------|--------|--|--|--------|--|--------|
| 1995 | 0,8 % | | | 0,6 % | | |
| 1996 DC | 1,9 % | | | 2,1 % | | |
| 1997 | 0,1 % | | | 0,1 % | | |
| 1998 | 0,5 % | | | 0,5 % | | |
| 1999 | 1,5 % | | | 1,5 % | | |
| 2000 | -0,6 % | | | -0,6 % | | |
| 2001 | 0,6 % | | | 0,6 % | | |
| 2002 | 0,5 % | | | 0,4 % | | |
| 2003 | -0,4 % | | | -0,4 % | | |
| 2004 | 0,02 % | | | 0,02 % | | |
| 2005 | 0,3 % | | | 0,3 % | | |
| 2006 | 0,1 % | | | 0,1 % | | 0,5 % |
| 2007 | 0,3 % | | | 0,3 % | | 0,8 % |
| 2008 | -0,4 % | | | -0,5 % | | -0,9 % |
| 2009 | 4,3 % | | | 4,7 % | | 3,3 % |
| 2010 | 2,9 % | | | 1,7 % | | 2,4 % |

TIPF 7661 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros

La GRPH n'est pas soumise à la CRDS.

| | | | | | Montant moyen annuel | | |
|-------------------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| En euros courants | AAH de base | Garantie de ressources GRPH | Complément de ressources GRPH - AAH | En euros courants | AAH | Garantie de ressources GRPH | Complément de ressources GRPH - AAH |
| 2005 juillet | 599,49 | 766,00 | 166,51 | 2005 juillet-décembre | 599,49 | 766,00 | 166,51 |
| 2006 janvier | 610,28 | 776,79 | 166,51 | 2006 | 610,28 | 783,19 | 172,91 |
| 2006 juillet | 610,28 | 789,59 | 179,31 | | | | |
| 2007 janvier | 621,27 | 800,58 | 179,31 | 2007 | 621,27 | 800,58 | 179,31 |
| 2007 juillet | 621,27 | 800,58 | 179,31 | | | | |
| 2008 janvier | 628,10 | 807,41 | 179,31 | 2008 | 636,27 | 815,58 | 179,31 |
| 2008 septembre | 652,60 | 831,91 | 179,31 | | | | |
| 2009 avril | 666,96 | 846,27 | 179,31 | 2009 | 664,18 | 843,49 | 179,31 |
| 2009 septembre | 681,63 | 860,94 | 179,31 | | | | |
| 2010 avril | 696,63 | 875,94 | 179,31 | 2010 | 693,62 | 872,93 | 179,31 |
| 2010 septembre | 711,95 | 891,26 | 179,31 | | | | |
| 2011 avril | 727,61 | 906,92 | 179,31 | 2011 | 724,45 | 903,76 | 179,31 |
| 2011 septembre | 743,62 | 922,93 | 179,31 | | | | |

*** Accroissement en euros courants**

| En euros courants | AAH de base | Garantie de ressources GRPH | Complément de ressources GRPH - AAH | En euros courants | AAH de base | Garantie de ressources GRPH | Complément de ressources GRPH - AAH |
|-------------------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| 2006 janvier | 10,79 | 10,79 | 12,80 | 2006 | 10,79 | 17,19 | 6,40 |
| 2006 juillet | - | 12,80 | | | | | |
| 2007 janvier | 10,99 | 10,99 | | 2007 | 10,99 | 17,39 | 6,40 |
| 2007 juillet | - | | | | | | |
| 2008 janvier | 6,83 | 6,83 | | 2008 | 15,00 | 15,00 | |
| 2008 septembre | 24,50 | 24,50 | | | | | |
| 2009 avril | 14,36 | 14,36 | | 2009 | 27,91 | 27,91 | |
| 2009 septembre | 14,67 | 14,67 | | | | | |
| 2010 avril | 15,00 | 15,00 | | 2010 | 29,45 | 29,45 | |
| 2010 septembre | 15,32 | 15,32 | | | | | |
| 2011 avril | 15,66 | 15,66 | | 2011 | 30,83 | 30,83 | |
| 2011 septembre | 16,01 | 16,01 | | | | | |

*** Evolution en euros courants**

| | | | | | | | |
|----------------|--------|--------|--------|------------------------------------|--------|--------|--------|
| 2006 janvier | 1,80 % | 1,41 % | 7,69 % | 2006 / 2 ^e sem. 2005 | 1,80 % | 2,24 % | 3,84 % |
| 2006 juillet | | 1,65 % | | En moyenne annuelle 2007 | 1,80 % | 2,22 % | 3,70 % |
| 2007 janvier | 1,80 % | 1,39 % | | | | | |
| 2007 juillet | | | | 2008 | 2,41 % | 1,87 % | |
| 2008 janvier | 1,10 % | 0,85 % | | | | | |
| 2008 septembre | 3,90 % | 3,03 % | | 2009 | 4,39 % | 3,42 % | |
| 2009 avril | 2,20 % | 1,73 % | | | | | |
| 2009 septembre | 2,20 % | 1,73 % | | 2010 | 4,43 % | 3,49 % | |
| 2010 avril | 2,20 % | 1,74 % | | | | | |
| 2010 septembre | 2,20 % | 1,75 % | | 2011 | 4,44 % | 3,53 % | |
| 2011 avril | 2,20 % | 1,76 % | | | | | |
| 2011 septembre | 2,20 % | 1,77 % | | | | | |

TIPF 7671 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

| En euros | Montant du plafond de ressources | | | Revalorisation en euros courants | En euros | Montant annuel moyen du plafond | | | Revalorisation en euros courants |
|----------------|----------------------------------|-----------|---------------------|----------------------------------|----------|---------------------------------|-----------|---------------------|----------------------------------|
| | Personnes seules | Ménages | Par enfant à charge | | | Personnes seules | Ménages | Par enfant à charge | |
| Juillet 1977 | 1 433,02 | 2 866,04 | 716,51 | | | | | | |
| Juillet 1980 | 2 241,00 | 4 482,00 | 1 120,50 | 14,0 % | 1980 | 2 080,93 | 4 161,86 | 1 040,46 | 14,0 % |
| Juillet 1985 | 4 506,39 | 9 012,79 | 2 253,20 | 3,9 % | 1985 | 4 408,57 | 8 817,14 | 2 204,29 | 3,9 % |
| Juillet 1990 | 5 318,95 | 10 637,89 | 2 659,47 | 2,5 % | 1990 | 5 244,25 | 10 488,49 | 2 622,12 | 2,5 % |
| Juillet 1995 | 5 983,62 | 11 967,25 | 2 991,81 | 2,0 % | 1995 | 5 915,15 | 11 830,30 | 2 957,57 | 2,0 % |
| Juillet 1999 | 6 503,17 | 13 006,34 | 3 251,59 | 1,1 % | 1999 | 6 467,73 | 12 935,45 | 3 233,86 | 1,1 % |
| Juillet 2000 | 6 633,36 | 13 266,72 | 3 316,68 | 2,0 % | 2000 | 6 568,27 | 13 136,53 | 3 284,13 | 2,0 % |
| Juillet 2001 | 6 699,68 | 13 399,35 | 3 349,84 | 1,0 % | 2001 | 6 666,52 | 13 333,04 | 3 333,26 | 1,0 % |
| Juillet 2002 | 6 847,10 | 13 694,20 | 3 423,55 | 2,2 % | 2002 | 6 773,39 | 13 546,78 | 3 386,69 | 1,6 % |
| Juillet 2003 | 6 997,74 | 13 995,48 | 3 498,87 | 2,2 % | 2003 | 6 922,42 | 13 844,84 | 3 461,21 | 2,2 % |
| Juillet 2004 | 7 102,71 | 14 205,42 | 3 551,36 | 1,5 % | 2004 | 7 050,23 | 14 100,45 | 3 525,12 | 1,8 % |
| Juillet 2005 | 7 193,88 | 14 387,76 | 3 596,94 | 1,3 % | 2005 | 7 148,30 | 14 296,59 | 3 574,15 | 1,4 % |
| Janvier 2006 | 7 323,36 | 14 646,72 | 3 661,68 | 1,8 % | 2006 | 7 323,36 | 14 646,72 | 3 661,68 | 2,4 % |
| Janvier 2007 | 7 455,24 | 14 910,48 | 3 727,62 | 1,8 % | 2007 | 7 455,24 | 14 910,48 | 3 727,62 | 1,8 % |
| Janvier 2008 | 7 537,20 | 15 074,40 | 3 768,60 | 1,1 % | 2008 | 7 635,20 | 15 270,40 | 3 817,60 | 2,4 % |
| Septembre 2008 | 7 831,20 | 15 662,40 | 3 915,60 | 3,9 % | 2009 | 8 019,12 | 16 038,24 | 4 009,56 | 5,0 % |
| Avril 2009 | 8 003,52 | 16 007,04 | 4 001,76 | 2,2 % | 2010 | 8 375,84 | 15 327,78 | 4 187,92 | 4,4 % |
| Septembre 2009 | 8 179,56 | 16 359,12 | 4 089,78 | 2,2 % | | | | | |
| Avril 2010 | 8 359,56 | 16 719,12 | 4 179,78 | 2,2 % | | | | | |
| Septembre 2010 | 8 543,40 | 12 815,10 | 4 271,70 | 2,2 % | | | | | |

TIPF 7672 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants

| En euros 2010 | Montant du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH | | | Evolution du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH | | | Revenu mensuel correspondant au plafond AAH en % du SMIC net de l'année de référence (t) | | | Année (t) de référence du SMIC et des revenus |
|--|---|----------|---------------------|---|---------|---------------------|--|---------|---------------------|---|
| | Personnes seules | Ménages | Par enfant à charge | Personnes seules | Ménages | Par enfant à charge | Personnes seules | Ménages | Par enfant à charge | |
| 1978 | 561,64 | 1 123,27 | 280,82 | | | | 70,3 % | 140,6 % | 35,2 % | 1977 |
| 1979 | 593,17 | 1 186,35 | 296,59 | 5,62 % | 5,62 % | 5,62 % | 74,4 % | 148,9 % | 37,2 % | 1978 |
| 1980 | 607,95 | 1 215,91 | 303,98 | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 75,8 % | 151,5 % | 37,9 % | 1979 |
| 1981 | 606,81 | 1 213,62 | 303,40 | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | 71,9 % | 143,7 % | 35,9 % | 1980 |
| 1982 | 649,81 | 1 299,63 | 324,91 | 7,1 % | 7,1 % | 7,1 % | 74,0 % | 147,9 % | 37,0 % | 1981 |
| 1983 | 750,59 | 1 501,18 | 375,29 | 15,5 % | 15,5 % | 15,5 % | 84,5 % | 169,0 % | 42,2 % | 1982 |
| 1984 | 813,16 | 1 626,32 | 406,58 | 8,3 % | 8,3 % | 8,3 % | 91,1 % | 182,2 % | 45,5 % | 1983 |
| 1985 | 815,18 | 1 630,36 | 407,59 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 91,1 % | 182,2 % | 45,6 % | 1984 |
| 1986 | 832,40 | 1 664,80 | 416,20 | 2,1 % | 2,1 % | 2,1 % | 92,6 % | 185,1 % | 46,3 % | 1985 |
| 1987 | 839,57 | 1 679,14 | 419,79 | 0,9 % | 0,9 % | 0,9 % | 94,1 % | 188,1 % | 47,0 % | 1986 |
| 1988 | 834,75 | 1 669,51 | 417,38 | -0,6 % | -0,6 % | -0,6 % | 93,7 % | 187,4 % | 46,8 % | 1987 |
| 1989 | 833,74 | 1 667,49 | 416,87 | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % | 94,2 % | 188,4 % | 47,1 % | 1988 |
| 1990 | 834,49 | 1 668,99 | 417,25 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 93,3 % | 186,5 % | 46,6 % | 1989 |
| 1991 | 831,69 | 1 663,39 | 415,85 | -0,3 % | -0,3 % | -0,3 % | 91,1 % | 182,2 % | 45,5 % | 1990 |
| 1992 | 837,07 | 1 674,15 | 418,54 | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 91,0 % | 182,0 % | 45,5 % | 1991 |
| 1993 | 843,57 | 1 687,13 | 421,78 | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 92,1 % | 184,3 % | 46,1 % | 1992 |
| 1994 | 849,90 | 1 699,80 | 424,95 | 0,8 % | 0,8 % | 0,8 % | 93,2 % | 186,3 % | 46,6 % | 1993 |
| 1995 | 849,50 | 1 699,01 | 424,75 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 92,1 % | 184,3 % | 46,1 % | 1994 |
| 1996 | 860,37 | 1 720,74 | 430,19 | 1,3 % | 1,3 % | 1,3 % | 93,1 % | 186,3 % | 46,6 % | 1995 |
| 1997 | 877,28 | 1 754,57 | 438,64 | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 92,9 % | 185,9 % | 46,5 % | 1996 |
| 1998 | 886,29 | 1 772,58 | 443,15 | 1,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 91,0 % | 182,0 % | 45,5 % | 1997 |
| 1999 | 892,04 | 1 784,08 | 446,02 | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 90,9 % | 181,8 % | 45,4 % | 1998 |
| 2000 | 891,71 | 1 783,42 | 445,85 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 90,3 % | 180,6 % | 45,1 % | 1999 |
| 2001 | 891,08 | 1 782,17 | 445,54 | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % | 88,3 % | 176,6 % | 44,2 % | 2000 |
| 2002 | 889,92 | 1 779,84 | 444,96 | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % | 86,8 % | 173,7 % | 43,4 % | 2001 |
| 2003 | 892,58 | 1 785,16 | 446,29 | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 85,8 % | 171,6 % | 42,9 % | 2002 |
| 2004 | 894,09 | 1 788,18 | 447,04 | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 82,8 % | 165,6 % | 41,4 % | 2003 |
| 2005 | 891,04 | 1 782,07 | 445,52 | -0,3 % | -0,3 % | -0,3 % | 79,6 % | 159,2 % | 39,8 % | 2004 |
| 2006 | 897,60 | 1 795,21 | 448,80 | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 78,4 % | 156,8 % | 39,2 % | 2005 |
| 2007 prix 07 | 900,63 | 1 801,25 | 450,31 | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 77,8 % | 155,6 % | 38,9 % | 2006 |
| Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009). | | | | | | | | | | |
| 2008 prix 07 | 922,37 | 1 844,73 | 461,18 | 2,4 % | 2,4 % | 2,4 % | 79,7 % | 159,4 % | 39,8 % | 2006 |
| 2009 prix 08 | 942,38 | 1 884,76 | 471,19 | 5,0 % | 2,2 % | 2,2 % | 81,2 % | 162,5 % | 40,6 % | 2007 |
| 2010 prix 09 | 983,55 | 1 799,90 | 491,78 | 4,4 % | -4,5 % | 4,4 % | 83,3 % | 152,5 % | 41,7 % | 2008 |
| Evolution moyenne annuelle [2009 (prix 2008) / 1999 (prix 1999)] | | | | | | | | | | |
| 2010/2000 | 1,0 % | 0,1 % | 1,0 % | | | | | | | |
| Rapport calculé avec 2010 (prix 2008) | | | | | | | Variation du % (en points) | | | |
| 2010/2000 | 10,3 % | 0,9 % | 10,3 % | | | | 2010-2000 | -7,0 | -28,1 | |
| 2010/2005 | 10,4 % | 1,0 % | 10,4 % | | | | 2010-2005 | 3,7 | -6,7 | |
| 2005/2000 | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % | | | | 2005-2000 | -10,7 | -21,4 | |

TIPF 7711 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros

*** En euros courants**

(1) Enfant ou conjoint.

| En euros | Première personne | Première personne à charge (1) | Majoration deux premiers E (2° E : cas isolé) | Majoration à partir du 3° E | Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement | | | | | Couples : montant du revenu après abattement forfait logement | | |
|--------------------------|----------------------|--------------------------------------|---|-----------------------------------|--|--------|--------|--------|------------|--|--------|--------|
| | | | | | 0 E | 1 E | 2 E | 3 E | Par E en + | 0 E | 1 E | 2 E |
| 1989 | 308,71 | 154,35 | 92,61 | | 271,66 | 388,97 | 463,99 | 463,99 | | 388,97 | 463,99 | 556,60 |
| 1990 | 317,09 | 158,55 | 95,13 | | 279,04 | 399,54 | 476,59 | 476,59 | | 399,54 | 476,59 | 571,72 |
| 1991 | 327,16 | 163,58 | 98,02 | 130,86 | 287,90 | 412,22 | 491,61 | 622,48 | 130,86 | 412,22 | 491,61 | 589,64 |
| 1992 | 333,07 | 166,53 | 99,92 | 133,53 | 293,10 | 419,67 | 500,60 | 634,13 | 133,53 | 419,67 | 500,60 | 600,52 |
| 1993 | 343,47 | 171,74 | 103,04 | 137,39 | 302,25 | 432,77 | 516,24 | 653,62 | 137,39 | 432,77 | 516,24 | 619,28 |
| 1994 | 350,34 | 175,17 | 105,10 | 140,14 | 308,30 | 441,43 | 526,56 | 666,70 | 140,14 | 441,43 | 526,56 | 631,66 |
| 1995 | 354,54 | 177,27 | 106,36 | 141,82 | 312,00 | 446,73 | 532,88 | 674,70 | 141,82 | 446,73 | 532,88 | 639,24 |
| 1996 DC | 361,99 | 181,00 | 108,60 | 144,80 | 318,55 | 456,11 | 544,07 | 688,87 | 144,80 | 456,11 | 544,07 | 652,67 |
| 1997 | 366,33 | 183,17 | 109,90 | 146,53 | 322,37 | 461,58 | 550,60 | 697,13 | 146,53 | 461,58 | 550,60 | 660,50 |
| 1998 | 370,36 | 185,18 | 111,11 | 148,14 | 325,92 | 466,66 | 556,65 | 704,80 | 148,14 | 466,66 | 556,65 | 667,76 |
| 1999 | 381,47 | 190,74 | 114,44 | 152,59 | 335,70 | 480,66 | 573,35 | 725,94 | 152,59 | 480,66 | 573,35 | 687,80 |
| 2000 | 389,10 | 194,55 | 116,73 | 155,64 | 342,41 | 490,27 | 584,82 | 740,46 | 155,64 | 490,27 | 584,82 | 701,55 |
| 2001 | 397,69 | 198,84 | 119,30 | 159,07 | 349,97 | 501,09 | 597,72 | 756,79 | 159,07 | 501,09 | 597,72 | 717,02 |
| 2002 | 405,62 | 202,81 | 121,69 | 162,25 | 356,95 | 511,08 | 609,65 | 771,90 | 162,25 | 511,08 | 609,65 | 731,34 |
| 2003 | 411,70 | 205,85 | 123,51 | 164,68 | 362,30 | 518,74 | 618,79 | 783,47 | 164,68 | 518,74 | 618,79 | 742,30 |
| 2004 | 417,88 | 208,94 | 125,36 | 167,15 | 367,73 | 526,53 | 628,07 | 795,22 | 167,15 | 526,53 | 628,07 | 753,43 |
| 2005 | 425,40 | 212,70 | 127,62 | 170,16 | 374,35 | 536,01 | 639,38 | 809,54 | 170,16 | 536,01 | 639,38 | 767,00 |
| 2006 | 433,06 | 216,53 | 129,92 | 173,22 | 381,09 | 545,66 | 650,89 | 824,11 | 173,22 | 545,66 | 650,89 | 780,81 |
| 2007 | 440,86 | 220,43 | 132,26 | 176,34 | 387,96 | 555,48 | 662,61 | 838,95 | 176,34 | 555,48 | 662,61 | 794,87 |
| 2008 | 447,91 | 223,96 | 134,37 | 179,16 | 394,16 | 564,37 | 673,21 | 852,37 | 179,16 | 564,37 | 673,21 | 807,58 |
| 2009 | 454,63 | 227,32 | 136,39 | 181,85 | 400,07 | 572,84 | 683,31 | 865,16 | 181,85 | 572,84 | 683,31 | 819,70 |
| 2008 : en % du RMI isolé | 100 % | 50 % | 30 % | 40 % | 100 % | 143 % | 171 % | 216 % | 45 % | 143 % | 171 % | 205 % |

*** Evolution en euros courants**

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1998 | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % |
| 1999 | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2000 | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % |
| 2001 | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % | 2,2 % |
| 2002 | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % | 2,0 % |
| 2003 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| 2004 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| 2005 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2006 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2008 | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % |
| 2009 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |

TIPF 7712 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants

*** En euros constants**

| En euros 2010 | Première personne | Première personne à charge | Majoration deux premiers E (2 ^e E : cas isolé) | Majoration à partir du 3 ^e E | Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement | | | | | Couples : montant du revenu après abattement forfait logement | | |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------------------|---|---|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| | | | | | 0 E | 1 E | 2 E | 3 E | Par E en + | 0 E | 1 E | 2 E |
| 1989 | 437,78 | 218,89 | 131,33 | | 385,25 | 551,60 | 657,98 | 657,98 | | 551,60 | 657,98 | 789,32 |
| 1990 | 435,95 | 217,98 | 130,79 | | 383,64 | 549,30 | 655,24 | 655,24 | | 549,30 | 655,24 | 786,03 |
| 1991 | 435,84 | 217,92 | 130,59 | 174,34 | 383,54 | 549,16 | 654,93 | 829,27 | 174,34 | 549,16 | 654,93 | 785,52 |
| 1997 | 441,41 | 220,71 | 132,42 | 176,56 | 388,44 | 556,18 | 663,44 | 840,01 | 176,56 | 556,18 | 663,44 | 795,86 |
| 1998 | 443,55 | 221,77 | 133,06 | 177,42 | 390,32 | 558,87 | 666,65 | 844,07 | 177,42 | 558,87 | 666,65 | 799,71 |
| 1999 | 454,58 | 227,29 | 136,37 | 181,83 | 400,03 | 572,77 | 683,23 | 865,06 | 181,83 | 572,77 | 683,23 | 819,61 |
| 2000 | 456,41 | 228,20 | 136,92 | 182,56 | 401,64 | 575,07 | 685,98 | 868,54 | 182,56 | 575,07 | 685,98 | 822,90 |
| 2001 | 459,28 | 229,64 | 137,78 | 183,71 | 404,17 | 578,69 | 690,29 | 873,99 | 183,71 | 578,69 | 690,29 | 828,06 |
| 2002 | 460,45 | 230,22 | 138,14 | 184,18 | 405,19 | 580,16 | 692,05 | 876,23 | 184,18 | 580,16 | 692,05 | 830,19 |
| 2003 | 458,65 | 229,33 | 137,60 | 183,46 | 403,61 | 577,90 | 689,36 | 872,82 | 183,46 | 577,90 | 689,36 | 826,95 |
| 2004 | 457,87 | 228,94 | 137,36 | 183,15 | 402,92 | 576,92 | 688,18 | 871,32 | 183,15 | 576,92 | 688,18 | 825,53 |
| 2005 | 458,15 | 229,07 | 137,44 | 183,26 | 403,17 | 577,27 | 688,60 | 871,86 | 183,26 | 577,27 | 688,60 | 826,04 |
| 2006 | 458,60 | 229,30 | 137,58 | 183,44 | 403,57 | 577,84 | 689,28 | 872,72 | 183,44 | 577,84 | 689,28 | 826,86 |
| 2007 | 460,15 | 230,07 | 138,05 | 184,06 | 404,93 | 579,79 | 691,60 | 875,66 | 184,06 | 579,79 | 691,60 | 829,65 |
| 2008 | 454,78 | 227,40 | 136,43 | 181,91 | 400,21 | 573,03 | 683,54 | 865,45 | 181,91 | 573,03 | 683,54 | 819,97 |
| 2009 | 461,25 | 230,63 | 138,38 | 184,50 | 405,90 | 581,19 | 693,27 | 877,77 | 184,50 | 581,19 | 693,27 | 831,64 |
| Evolution moyenne annuelle | | | | | | | | | | | | |
| 2009/1999 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| Rapport | | | | | | | | | | | | |
| 2009/1999 | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |
| 2009/2004 | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % |
| 2004/1999 | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % |

*** Evolution en euros constants depuis 1990**

| | | | | | | | | | | | | |
|------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 1999 | 3,0 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % |
| 2000 | 2,0 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % |
| 2001 | 2,2 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % |
| 2002 | 2,0 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| 2003 | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % |
| 2004 | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % |
| 2005 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 2006 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 2007 | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| 2008 | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % |
| 2009 | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % |

TIPF 7713 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999

| En euros | Isolés | | | | | Couples | | | |
|---------------------------|--------|--------|--------|--------|------------|---------|--------|--------|------------|
| | 0 E | 1 E | 2 E | 3 E | Par E en + | 0 E | 1 E | 2 E | Par E en + |
| De 1999 à 2007 | 152,45 | 228,67 | 274,41 | 335,39 | 60,98 | 228,67 | 274,41 | 320,14 | 60,98 |
| 2008 | 220,00 | 296,22 | 341,96 | 402,94 | 60,98 | 296,22 | 341,96 | 387,69 | 60,98 |
| Evolution 2008/2007 | 44,3 % | 29,5 % | 24,6 % | 20,1 % | 0,0 % | 29,5 % | 24,6 % | 21,1 % | 0,0 % |
| En % / prime isolé 2000-7 | 100 % | 150 % | 180 % | 220 % | 40 % | 150 % | 180 % | 210 % | 40 % |
| En % / prime isolé 2008 | 100 % | 135 % | 155 % | 183 % | 28 % | 135 % | 155 % | 176 % | 28 % |

TIPF 7714 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion

| En euros | Montants en euros courants | | | Montants en millions d'euros 2010 | | | Evolution en euros constants | | |
|----------|----------------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------|-------------------------|------------------------------|----------------|-------------------------|
| | Une personne | Deux personnes | Trois personnes et plus | Une personne | Deux personnes | Trois personnes et plus | Une personne | Deux personnes | Trois personnes et plus |
| | 12% | 16% | 16,5% | | | | | | |
| 1989 | 37,05 | 74,09 | 91,69 | 52,53 | 105,07 | 130,02 | | | |
| 1997 | 43,96 | 87,92 | 108,80 | 52,97 | 105,94 | 131,10 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 1998 | 44,44 | 88,89 | 110,00 | 53,23 | 106,45 | 131,73 | 0,5 % | 0,5 % | 0,5 % |
| 1999 | 45,78 | 91,55 | 113,30 | 54,55 | 109,10 | 135,01 | 2,5 % | 2,5 % | 2,5 % |
| 2000 | 46,69 | 93,38 | 115,56 | 54,77 | 109,54 | 135,55 | 0,4 % | 0,4 % | 0,4 % |
| 2001 | 47,72 | 95,45 | 118,11 | 55,11 | 110,23 | 136,40 | 0,6 % | 0,6 % | 0,6 % |
| 2002 | 48,67 | 97,35 | 120,47 | 55,25 | 110,51 | 136,75 | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| 2003 | 49,40 | 98,81 | 122,27 | 55,04 | 110,08 | 136,22 | -0,4 % | -0,4 % | -0,4 % |
| 2004 | 50,15 | 100,29 | 124,11 | 54,95 | 109,89 | 135,99 | -0,2 % | -0,2 % | -0,2 % |
| 2005 | 51,05 | 102,10 | 126,34 | 54,98 | 109,96 | 136,07 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 2006 | 51,97 | 103,93 | 128,62 | 55,04 | 110,06 | 136,21 | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % |
| 2007 | 52,90 | 105,81 | 130,94 | 55,22 | 110,44 | 136,66 | 0,3 % | 0,3 % | 0,3 % |
| 2008 | 53,75 | 107,50 | 133,03 | 54,57 | 109,15 | 135,07 | -1,2 % | -1,2 % | -1,2 % |
| 2009 | 54,56 | 109,11 | 135,03 | 55,36 | 110,70 | 137,00 | 1,4 % | 1,4 % | 1,4 % |

TIPF 7715 : RMI mesures d'intéressement en euros

* Depuis le 1/10/06 : **cumul des revenus d'activité pendant trois mois** effectifs à compter de la date de début d'activité.

- Activités salariées < à 78 heures mensuelles : **abattement de 50 % sur les rémunérations pendant neuf mois du 4^e mois d'exercice de l'activité jusqu'au 12^e mois.**

- Activités non salariées et activités salariées d'une durée contractuelle > ou = à 78 heures mensuelles : **prime forfaitaire d'intéressement du 4^e au 12^e mois** par personne reprenant une activité.

| En euros, au 1 ^{er} janvier | Isolé sans P. à charge | Couple ou isolé avec P. à charge |
|--------------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| 2006 octobre | 150,00 | 225,00 |
| 2007 janvier | 150,00 | 225,00 |
| 2008 janvier = 2009 | 150,00 | 225,00 |

* Depuis la décentralisation,

le PCG peut décider d'accorder des primes et des remises de dette

| En euros | Président conseil général (PCG) | |
|----------------------------|---------------------------------|--------------|
| | Abattement | Remise dette |
| Au 1 ^{er} janvier | | |
| 2004 | 417,88 | 1 253,64 |
| 2005 | 425,40 | 1 276,20 |
| 2006 | 433,06 | 1 299,18 |
| 2007 | 440,86 | 1 322,58 |
| 2008 | 447,91 | 1 343,73 |
| 2009 | 454,63 | 1 363,89 |

* Avant le 1/10/06, les mesures d'intéressement variaient selon la nature de l'activité.

| Indemnités représentatives de frais | Activités débutées du 1/9/2001 au 30/9/2006 | | |
|-------------------------------------|---|--|--|
| | CES et CIA (DOM) Abattement sur revenus | Autres activités : début d'intéressement [1/12/01] | Chômeurs, créateur ou repreneur d'entreprise (bénéficiaires de l'ACCRES) |
| 144,10 | 135,86 | Abattement | Abattement de 100 % des |
| 146,26 | 137,90 | de 100 % des | revenus des 2 premiers |
| 148,89 | 140,38 | revenus du | trimestre puis 50 % du |
| 151,57 | 142,90 | 1 ^{er} trimestre | revenu estimé par le PCG |
| Suppression | 145,48 | puis 50 % | pour les 2 trimestres |
| | | pendant | suivants |
| | | 3 trimestres | |

TIPF 7720 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros

TIPF 7721 : RSA MF : montant forfaitaire en euros courants

| En euros | Personne isolée sans E, ni état de grossesse | Couple sans E, Isolé avec 1 E | Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E | Couple avec 2 E | Par personne supplé-mentaire | Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement | | | Couples : montant du RSA après abattement forfait logement | | |
|--------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|---|--------|--------|--|--------|--------|
| | | | | | | 0 E | 1 E | 2 E | 0 E | 1 E | 2 E |
| 2009 juin | 454,63 | 681,95 | 818,34 | 954,73 | 136,39 | 400,07 | 572,84 | 683,31 | 572,84 | 683,31 | 819,70 |
| 2010 janvier | 460,09 | 690,14 | 828,17 | 966,20 | 138,03 | 404,88 | 579,72 | 691,52 | 579,72 | 691,52 | 829,55 |
| 2011 janvier | 466,99 | 700,49 | 840,59 | 980,69 | 140,10 | 410,95 | 588,41 | 701,89 | 588,41 | 701,89 | 841,99 |
| 2011 : en % du RSA isolé | 100 % | 150 % | 180 % | 210 % | 30 % | 100 % | 143 % | 171 % | 143 % | 171 % | 205 % |

*** Evolution en euros courants**

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2010 janvier | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % | 1,2 % |
| 2011 janvier | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |

TIPF 7722 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaire majoré pour personnes isolées en euros courants

| En euros | Personne isolée état de grossesse | Isolé avec 1 E | Isolé avec 2 E | | Par personne supplé-mentaire | Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement | | |
|--------------------------|-----------------------------------|----------------|----------------|--|------------------------------|---|--------|--------|
| | | | | | | 0 E | 1 E | 2 E |
| 2009 juin | 583,80 | 778,40 | 973,00 | | 194,60 | 529,24 | 669,29 | 837,97 |
| 2010 janvier | 590,81 | 787,75 | 984,69 | | 196,94 | 535,60 | 677,33 | 848,04 |
| 2011 janvier | 599,67 | 799,56 | 999,45 | | 199,89 | 543,63 | 687,48 | 860,75 |
| 2011 : en % du RSA isolé | 128 % | 171 % | 214 % | | 43 % | 132 % | 167 % | 209 % |

TIPF 7723 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009

Par ailleurs, 200 euros ont été versés par foyer en avril 2009 (cf. chapitre 8.1).

| En euros | Personne isolée sans E, ni état de grossesse | Couple sans E, Isolé avec 1 E | Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E | Couple avec 2 E | Par personne supplé-mentaire |
|--------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|
| 2009 décembre | 152,45 | 228,67 | 274,41 | 320,14 | 60,98 |
| 2010 décembre | 152,45 | 228,67 | 274,41 | 320,14 | 60,98 |
| 2010 : en % du RSA isolé | 33 % | 50 % | 60 % | 70 % | 13 % |

TIPF 7724 : Montant du forfait logement en euros

| En euros | Montants en euros courants | | |
|--------------------------|----------------------------|----------------|-------------------------|
| | Une personne | Deux personnes | Trois personnes et plus |
| 2009 juin | 54,56 | 109,11 | 135,03 |
| 2010 janvier | 55,21 | 110,42 | 136,65 |
| 2011 janvier | 56,04 | 112,08 | 138,70 |
| 2011 : en % du RSA isolé | 12 % | 24 % | 30 % |

TIPF 7731: DOM : Revenu de solidarité en euros

Le RSO n'est pas soumis à la CRDS.

| | Montant en euros | Evolution en euros courants | | Montant moy. annuel en euros | Montants en euros 2010 | Evolution en euros constants |
|--------------|------------------|-----------------------------|------|------------------------------|------------------------|------------------------------|
| 2001 janvier | 412,00 | | | | | |
| 2002 janvier | 420,24 | 2,0 % | 2002 | 418,18 | 474,70 | |
| 2003 janvier | 426,54 | 1,5 % | 2003 | 424,97 | 473,43 | -0,3 % |
| 2004 janvier | 432,94 | 1,5 % | 2004 | 431,34 | 472,62 | -0,2 % |
| 2005 janvier | 440,73 | 1,8 % | 2005 | 438,78 | 472,56 | 0,0 % |
| 2006 janvier | 448,66 | 1,8 % | 2006 | 446,68 | 473,02 | 0,1 % |
| 2007 janvier | 456,74 | 1,8 % | 2007 | 454,72 | 474,61 | 0,3 % |
| 2008 janvier | 464,05 | 1,6 % | 2008 | 462,22 | 469,32 | -1,1 % |
| 2009 janvier | 471,01 | 1,5 % | 2009 | 469,27 | 476,11 | 1,4 % |
| 2010 janvier | 476,66 | 1,2 % | 2010 | 475,25 | 475,25 | -0,2 % |
| 2011 janvier | 483,81 | 1,5 % | 2011 | 482,02 | | |

| Rapport RSO / RMI 1 personne | Rapport RSO / RSA 1 personne métropole |
|------------------------------|--|
| 103,1 % | |
| 103,2 % | |
| 103,2 % | |
| 103,1 % | |
| 103,1 % | |
| 103,1 % | |
| 103,2 % | |
| 103,2 % | 103,2 % |
| | 103,3 % |
| | 103,2 % |

TIPF 7732 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

| | Plafond de ressources en euros courants | | Evolution (cas d'un isolé) en euros courants | | Plafond moyen de ressources en euros courants | | Plafond moyen de ressources en euros 2010 | | Evolution (cas d'un isolé) en euros constants |
|--------------------------|---|----------|--|------|---|----------|---|----------|---|
| | Isolé | Couple | | | Isolé | Couple | Isolé | Couple | |
| Janvier 2001 - mars 2001 | 733,28 | 1 152,51 | | | | | | | |
| Avril 2002 - mars 2003 | 748,16 | 1 175,68 | 2,03 % | 2001 | 744,44 | 1 169,89 | 859,73 | 1 351,07 | |
| Avril 2003 - mars 2004 | 759,36 | 1 193,28 | 1,50 % | 2002 | 756,56 | 1 188,88 | 858,82 | 1 349,58 | -0,11 % |
| Avril 2004 - mars 2005 | 770,56 | 1 210,88 | 1,47 % | 2003 | 767,76 | 1 206,48 | 855,32 | 1 344,07 | -0,41 % |
| Avril 2005 - mars 2006 | 784,00 | 1 232,00 | 1,74 % | 2004 | 780,64 | 1 226,72 | 855,35 | 1 344,12 | 0,00 % |
| Avril 2006 - mars 2007 | 798,00 | 1 254,00 | 1,79 % | 2005 | 794,50 | 1 248,50 | 855,66 | 1 344,61 | 0,04 % |
| Avril 2007 - mars 2008 | 812,56 | 1 276,88 | 1,82 % | 2006 | 808,92 | 1 271,16 | 856,63 | 1 346,13 | 0,11 % |
| Avril 2008 - mars 2009 | 825,44 | 1 297,12 | 1,59 % | 2007 | 822,22 | 1 292,06 | 858,19 | 1 348,59 | 0,18 % |
| Avril 2009 - mars 2010 | 825,44 | 1 297,12 | 0,00 % | 2008 | 825,44 | 1 297,12 | 838,11 | 1 317,02 | -2,34 % |
| Avril 2010 - mars 2011 | 825,44 | 1 297,12 | 0,00 % | 2009 | 825,44 | 1 297,12 | | | |

T1PF 7733 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001

Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001

Seules figurent dans le tableau ci-dessous les principales prestations DOM (hors prestations de logement) dont le montant est différent du montant métropolitain.

Cf. T1PF 77621 pour les montants 1949-1989, T1PF 7751-7752 pour le RSO.

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS. Il n'y a pas d'abattement pour double activité.

***L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009. En métropole, l'API a été remplacée par le RSA, le 1^{er} juin 2009.**

* En euros courants

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

| En euros | CF | Plafond | Plafonds de ressources du CF et de l'APJE = plafonds de ressources de l'ARS métropole | | | API | | | | | AF aux familles de 1 enfant (1) | | | |
|--------------------|-------|--------------|--|--------|--------|--|---------------------------|------------------|--------|----------|---------------------------------|---------------------|----------|--|
| | | | 1 E ou grossesse | 2 E | 3 E | Parent isolé | En plus, par enfant né | Forfait logement | | | AF | Majoration pour âge | | |
| | | | | | | | | Isolé sans E | 1 E | 2 E et + | | [11-[16 ans | [16 ans | |
| 1990 | | | | | | | | | | | | | | |
| 2001 | 79,73 | | 15 885 | 19 551 | 23 217 | 313,74 | 104,58 | 28,56 | 57,19 | 70,78 | 19,67 | 12,35 | 19,06 | |
| 2002 | 81,33 | | 16 140 | 19 865 | 23 590 | 352,33 | 117,43 | 32,07 | 64,24 | 79,48 | 20,10 | 12,62 | 19,38 | |
| 2003 | 82,71 | | 16 414 | 20 202 | 23 990 | 390,93 | 130,28 | 35,57 | 71,27 | 88,17 | 20,44 | 12,83 | 19,71 | |
| 2004 | 84,12 | | 16 726 | 20 586 | 24 446 | 430,74 | 143,52 | 39,18 | 78,53 | 97,13 | 20,79 | 13,05 | 20,05 | |
| 2005 | 85,97 | | 17 011 | 20 937 | 24 863 | 474,12 | 157,95 | 43,11 | 86,44 | 106,89 | 21,25 | 13,33 | 20,49 | |
| 2006 | 87,52 | | 17 299 | 21 291 | 25 283 | 517,15 | 172,27 | 47,01 | 94,29 | 116,58 | 21,63 | 13,57 | 20,86 | |
| Plafond 2006 / 0,8 | | | 21 624 | 26 614 | 31 604 | * L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009. | | | | | | | | |
| 2007 | 89,00 | En juillet : | 21 991 | 27 066 | 32 141 | 561,21 | 187,06 | 52,90 | 105,81 | 130,94 | 22,00 | 13,81 | 21,21 | |
| 2008 | 89,89 | En janvier : | 21 991 | 27 066 | 32 141 | 566,79 | 188,93 | 53,75 | 107,50 | 133,03 | 22,22 | 13,94 | 21,42 | |
| 2009 | 92,59 | | 22 321 | 27 472 | 32 623 | 583,80 | 194,60 | 54,56 | 109,11 | 135,03 | 22,88 | 14,36 | 22,07 | |
| 2010 | 92,59 | | 22 946 | 28 241 | 33 536 | 583,80 | 194,60 | 55,21 | 101,42 | 136,65 | 22,88 | 14,36 | 22,07 | |
| 2011 | 93,98 | | 22 970 | 28 271 | 33 572 | 592,56 | 197,52 | Nd | Nd | Nd | 23,23 | 14,58 | 22,40 | |

* Evolution en euros courants

| | | | | | | | | | | | | | |
|------|-------|--|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|
| 2002 | 2,0 % | | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 12,3 % | 12,3 % | 12,3 % | 12,3 % | 12,3 % | 2,2 % | 2,2 % | 1,7 % |
| 2003 | 1,7 % | | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 11,0 % | 10,9 % | 10,9 % | 10,9 % | 10,9 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2004 | 1,7 % | | 1,9 % | 1,9 % | 1,9 % | 10,2 % | 10,2 % | 10,1 % | 10,2 % | 10,2 % | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % |
| 2005 | 2,2 % | | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 10,1 % | 10,1 % | 10,0 % | 10,1 % | 10,0 % | 2,2 % | 2,1 % | 2,2 % |
| 2006 | 1,8 % | | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 9,1 % | 9,1 % | 9,0 % | 9,1 % | 9,1 % | 1,8 % | 1,8 % | 1,8 % |
| 2007 | 1,7 % | | 1,7 % | 1,7 % | 1,7 % | 8,5 % | 8,6 % | 12,5 % | 12,2 % | 12,3 % | 1,7 % | 1,8 % | 1,7 % |
| 2008 | 2,7 % | | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 1,0 % | 1,0 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,6 % | 1,0 % | 0,9 % | 1,0 % |
| 2009 | 3,0 % | | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 3,0 % | 3,0 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 3,0 % | 3,0 % | 3,0 % |
| 2010 | 0,0 % | | 2,8 % | 2,8 % | 2,8 % | 0,0 % | 0,0 % | 1,2 % | -7,0 % | 1,2 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| 2011 | 1,5 % | | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 1,5 % | 1,5 % | | | | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % |

* En euros courants après CRDS

| | | | | | | | | | | | | | |
|------|-------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-------|-------|-------|
| 2001 | 79,34 | | | | | | | | | | 19,58 | 12,29 | 18,97 |
| 2002 | 80,93 | | | | | | | | | | 20,00 | 12,56 | 19,29 |
| 2003 | 82,30 | | | | | | | | | | 20,34 | 12,77 | 19,62 |
| 2004 | 83,70 | | | | | | | | | | 20,69 | 12,99 | 19,95 |
| 2005 | 85,55 | | | | | | | | | | 21,15 | 13,27 | 20,39 |
| 2006 | 87,09 | | | | | | | | | | 21,53 | 13,51 | 20,76 |
| 2007 | 88,56 | | | | | | | | | | 21,89 | 13,75 | 21,11 |
| 2008 | 89,45 | | | | | | | | | | 22,11 | 13,88 | 21,32 |
| 2009 | 92,13 | | | | | | | | | | 22,77 | 14,29 | 21,96 |
| 2010 | 92,13 | | | | | | | | | | 22,77 | 14,29 | 21,96 |
| 2011 | 93,52 | | | | | | | | | | 23,12 | 14,51 | 22,29 |

L'API n'est pas soumise à la CRDS

(1) A partir de deux enfants, les montants d'AF et des majorations sont identiques en métropole et dans les DOM depuis juillet 1993.

T1PF 7931 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968

| Source : DPF | En euros courants | | | | | | | En euros 2010 | | | SMIC net moyen an. + CSG non déductible + CRDS |
|--|----------------------------|-----------------|--|---------------------------------|-----------------|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------------|--|
| | SMIC brut moyen annuel (1) | Evo-lution en % | Taux de cotisation prélèvement (%) (2) | SMIC net moyen annuel perçu (1) | Evo-lution en % | SMIC net moyen mensuel perçu (2) | Indice base 100 en 1990 | SMIC net moyen mensuel perçu (2) | Evo-lution en % | Indice base 100 en 1990 | |
| 1968 (173,33 heures / mois) | 850,32 | | 8,17 % | 780,85 | | 65,07 | 10,00 | 462,69 | | 51,71 | |
| 1969 | 1 002,79 | 17,9 % | 8,18 % | 920,76 | 17,9 % | 76,73 | 11,79 | 512,39 | 10,7 % | 57,27 | |
| 1970 | 1 082,85 | 8,0 % | 8,18 % | 994,28 | 8,0 % | 82,86 | 12,73 | 525,50 | 2,6 % | 58,73 | |
| 1971 | 1 192,25 | 10,1 % | 8,22 % | 1 094,25 | 10,1 % | 91,19 | 14,01 | 548,04 | 4,3 % | 61,25 | |
| 1972 | 1 328,07 | 11,4 % | 8,26 % | 1 218,37 | 11,3 % | 101,53 | 15,60 | 574,63 | 4,9 % | 64,23 | |
| 1973 | 1 570,11 | 18,2 % | 8,36 % | 1 438,85 | 18,1 % | 119,90 | 18,42 | 633,19 | 10,2 % | 70,77 | |
| 1974 | 1 933,18 | 23,1 % | 8,42 % | 1 770,40 | 23,0 % | 147,53 | 22,67 | 684,57 | 8,1 % | 76,51 | |
| 1975 | 2 305,49 | 19,3 % | 8,74 % | 2 103,99 | 18,8 % | 175,33 | 26,94 | 727,92 | 6,3 % | 81,36 | |
| 1976 | 2 645,31 | 14,7 % | 9,49 % | 2 394,27 | 13,8 % | 199,52 | 30,66 | 755,08 | 3,7 % | 84,39 | |
| 1977 | 2 981,15 | 12,7 % | 10,15 % | 2 678,57 | 11,9 % | 223,21 | 34,30 | 772,89 | 2,4 % | 86,38 | |
| 1978 | 3 365,36 | 12,9 % | 10,31 % | 3 018,39 | 12,7 % | 251,53 | 38,65 | 798,64 | 3,3 % | 89,26 | |
| 1979 | 3 784,44 | 12,5 % | 11,80 % | 3 337,88 | 10,6 % | 278,16 | 42,74 | 796,97 | -0,2 % | 89,08 | |
| 1980 | 4 375,28 | 15,6 % | 12,80 % | 3 815,25 | 14,3 % | 317,94 | 48,86 | 802,54 | 0,7 % | 89,70 | |
| 1981 | 5 166,95 | 18,1 % | 11,90 % | 4 552,08 | 19,3 % | 379,34 | 58,29 | 844,39 | 5,2 % | 94,38 | |
| 1982 (169 heures / mois) | 6 079,90 | 17,7 % | 12,90 % | 5 295,59 | 16,3 % | 441,30 | 67,81 | 878,50 | 4,0 % | 98,19 | |
| 1983 | 6 816,07 | 12,1 % | 13,86 % | 5 871,36 | 10,9 % | 489,28 | 75,18 | 888,52 | 1,1 % | 99,31 | |
| 1984 | 7 460,02 | 9,4 % | 15,06 % | 6 336,54 | 7,9 % | 528,05 | 81,14 | 892,77 | 0,5 % | 99,78 | |
| 1985 | 7 930,39 | 6,3 % | 15,26 % | 6 720,21 | 6,1 % | 560,02 | 86,05 | 894,69 | 0,2 % | 100,00 | |
| 1986 | 8 200,90 | 3,4 % | 15,45 % | 6 933,86 | 3,2 % | 577,82 | 88,79 | 899,23 | 0,5 % | 100,50 | |
| 1987 | 8 531,97 | 4,0 % | 16,79 % | 7 099,45 | 2,4 % | 591,62 | 90,91 | 892,63 | -0,7 % | 99,77 | |
| 1988 | 8 765,90 | 2,7 % | 16,99 % | 7 276,58 | 2,5 % | 606,38 | 93,18 | 890,94 | -0,2 % | 99,58 | |
| 1989 | 9 131,24 | 4,2 % | 17,99 % | 7 488,53 | 2,9 % | 624,04 | 95,89 | 884,96 | -0,7 % | 98,91 | |
| 1990 | 9 522,33 | 4,3 % | 17,99 % | 7 809,26 | 4,3 % | 650,77 | 100,00 | 894,71 | 1,1 % | 100,00 | 7 809,26 |
| 1991 | 9 986,08 | 4,9 % | 17,64 % | 8 224,22 | 5,3 % | 685,35 | 105,31 | 913,04 | 2,0 % | 102,05 | 8 319,98 |
| 1992 | 10 380,71 | 4,0 % | 18,31 % | 8 479,66 | 3,1 % | 706,64 | 108,58 | 920,00 | 0,8 % | 102,83 | 8 588,14 |
| 1993 | 10 649,24 | 2,6 % | 19,34 % | 8 590,17 | 1,3 % | 715,85 | 110,00 | 915,52 | -0,5 % | 102,33 | 8 767,95 |
| 1994 | 10 881,12 | 2,2 % | 20,24 % | 8 678,36 | 1,0 % | 723,20 | 111,13 | 912,19 | -0,4 % | 101,95 | 8 926,45 |
| 1995 | 11 213,47 | 3,1 % | 20,49 % | 8 915,47 | 2,7 % | 742,96 | 114,17 | 921,89 | 1,1 % | 103,04 | 9 171,14 |
| 1996 | 11 614,87 | 3,6 % | 21,64 % | 9 101,88 | 2,1 % | 758,49 | 116,55 | 923,65 | 0,2 % | 103,23 | 9 417,34 |
| 1997 | 11 955,47 | 2,9 % | 21,36 % | 9 401,19 | 3,3 % | 783,43 | 120,39 | 943,99 | 2,2 % | 105,51 | 9 730,56 |
| 1998 (salaire au niveau SMIC 169 heures) | 12 312,56 | 3,0 % | 20,76 % | 9 756,47 | 3,8 % | 813,04 | 124,93 | 973,70 | 3,1 % | 108,83 | 10 095,68 |
| 1999 | 12 511,97 | 1,6 % | 21,01 % | 9 883,21 | 1,3 % | 823,60 | 126,56 | 981,44 | 0,8 % | 109,69 | 10 227,91 |
| 2000 | 12 790,22 | 2,2 % | 21,01 % | 10 103,00 | 2,2 % | 841,92 | 129,37 | 987,54 | 0,6 % | 110,38 | 10 455,37 |
| 2001 | 13 253,97 | 3,6 % | 20,90 % | 10 483,89 | 3,8 % | 873,66 | 134,25 | 1 008,96 | 2,2 % | 112,77 | 10 849,04 |
| 2002 | 13 689,00 | 3,3 % | 20,85 % | 10 834,76 | 3,3 % | 902,90 | 138,74 | 1 024,94 | 1,6 % | 114,56 | 11 211,89 |
| 2003 | 14 216,28 | 3,9 % | 21,20 % | 11 202,43 | 3,4 % | 933,54 | 143,45 | 1 040,00 | 1,5 % | 116,24 | 11 594,09 |
| 2004 | 15 007,20 | 5,6 % | 21,20 % | 11 825,67 | 5,6 % | 985,47 | 151,43 | 1 079,78 | 3,8 % | 120,69 | 12 239,12 |
| 2005 | 15 858,96 | 5,7 % | 21,36 % | 12 471,49 | 5,5 % | 1 039,29 | 159,70 | 1 119,29 | 3,7 % | 125,10 | 12 917,60 |
| 2006 | 16 528,20 | 4,2 % | 21,50 % | 12 974,64 | 4,0 % | 1 081,22 | 166,14 | 1 144,99 | 2,3 % | 127,97 | 13 439,58 |
| 2007 | 16 943,94 | 2,5 % | 21,46 % | 13 307,77 | 2,6 % | 1 108,98 | 170,41 | 1 157,50 | 1,1 % | 129,37 | 13 784,40 |
| 2008 | 17 454,32 | 3,0 % | 21,46 % | 13 708,62 | 3,0 % | 1 142,39 | 175,54 | 1 159,92 | 0,2 % | 129,64 | 14 199,61 |
| 2009 | 17 775,42 | 1,8 % | 21,46 % | 13 960,81 | 1,8 % | 1 163,40 | 178,77 | 1 180,35 | 1,8 % | 131,93 | 14 460,84 |
| 2010 | 17 968,08 | 1,1 % | 21,46 % | 14 112,13 | 1,1 % | 1 176,01 | 180,71 | 1 176,01 | -0,4 % | 131,44 | 14 617,57 |
| 2011 | 18 284,11 | 1,8 % | 21,46 % | 14 360,34 | 1,8 % | 1 196,69 | 183,89 | | | | 14 874,67 |
| Evolution moyenne annuelle | | | | | | | | | | | |
| 2010/2000 | 3,46 % | | | 3,40 % | | 3,40 % | | 1,76 % | | | |
| Rapport | | | | | | | | | | | |
| 2010/2000 | 40,48 % | | | 39,68 % | | 39,68 % | | 19,08 % | | | |
| 2010/2005 | 13,30 % | | | 13,16 % | | 13,16 % | | 5,07 % | | | |
| 2005/2000 | 23,99 % | | | 23,44 % | | 23,44 % | | 13,34 % | | | |

(1) Sur la base de 169 heures par mois à compter de 1982, sur la base de 173,33 heures auparavant.

La série est poursuivie après le passage aux 35 heures en 1998 (on calcule le salaire correspondant au SMIC horaire multiplié par 169 heures).

Par ailleurs, pour suivre le SMIC calculé sur 35 heures (151,66 heures par mois), cf. T1PF 7913 (au-dessus de T1PF 7724 relatif à la GRPH).

(2) Calculé sur la base du montant des cotisations sociales (au 1^{er} juillet de l'année jusqu'en 1990), y compris les cotisations à l'assurance vieillesse complémentaire, après prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et du remboursement de la dette sociale (CRDS)

(y compris la déduction de 42 francs de février 1991 à août 1995). En janvier 2005, l'assiette de la CSG passe de 93 % à 95 % du salaire brut.

TIPF 7991 : Evolution des prix depuis 1945

Source : INSEE

| Année | Indice des prix y compris le tabac (en moyenne annuelle) | | | | | Coefficients base 2010 (hors tabac après 1989) | Indice des prix hors tabac (à partir de 1990) | | Indice des prix hors tabac base 100 en 2000 |
|---------|---|-----------------------|-----------------------------|----------------------|--------------------------|--|--|----------------------------|---|
| | Méto. base 1980 | Méto. base 1990 | Méto. + DOM base 1998 | Série yc tabac | Evolution yc tabac | | Série utilisée (hors tabac après 1989) | Evolution hors tabac | |
| 1950 | 15,30 | 8,32 | | 7,17 | 10,9 % | 0,06061 | 7,26 | 10,9 % | 7,11 |
| 1955 | 20,00 | 10,87 | | 9,37 | 1,0 % | 0,07923 | 9,49 | 1,0 % | 9,29 |
| 1960 | 26,80 | 14,57 | | 12,56 | 3,5 % | 0,10617 | 12,72 | 3,5 % | 12,45 |
| 1965 | 32,20 | 17,50 | | 15,09 | 2,5 % | 0,12756 | 15,28 | 2,5 % | 14,96 |
| 1970 | 39,80 | 21,63 | | 18,65 | 5,3 % | 0,15767 | 18,88 | 5,3 % | 18,49 |
| 1971 | 42,00 | 22,83 | | 19,68 | 5,5 % | 0,16639 | 19,93 | 5,5 % | 19,52 |
| 1972 | 44,60 | 24,24 | | 20,90 | 6,2 % | 0,17669 | 21,16 | 6,2 % | 20,73 |
| 1973 | 47,80 | 25,98 | | 22,40 | 7,2 % | 0,18937 | 22,68 | 7,2 % | 22,21 |
| 1974 | 54,40 | 29,57 | | 25,49 | 13,8 % | 0,21551 | 25,81 | 13,8 % | 25,28 |
| 1975 | 60,80 | 33,04 | | 28,49 | 11,8 % | 0,24087 | 28,85 | 11,8 % | 28,25 |
| 1976 | 66,70 | 36,25 | | 31,25 | 9,7 % | 0,26424 | 31,65 | 9,7 % | 30,99 |
| 1977 | 72,90 | 39,62 | | 34,15 | 9,3 % | 0,28880 | 34,59 | 9,3 % | 33,88 |
| 1978 | 79,50 | 43,21 | | 37,25 | 9,1 % | 0,31495 | 37,72 | 9,1 % | 36,94 |
| 1979 | 88,10 | 47,88 | | 41,28 | 10,8 % | 0,34902 | 41,80 | 10,8 % | 40,94 |
| 1980 | 100,00 | 54,35 | | 46,85 | 13,5 % | 0,39616 | 47,44 | 13,5 % | 46,47 |
| 1981 | 113,40 | 61,63 | | 53,13 | 13,4 % | 0,44925 | 53,80 | 13,4 % | 52,70 |
| 1982 | 126,80 | 68,91 | | 59,41 | 11,8 % | 0,50233 | 60,16 | 11,8 % | 58,92 |
| 1983 | 139,00 | 75,54 | | 65,12 | 9,6 % | 0,55067 | 65,95 | 9,6 % | 64,59 |
| 1984 | 149,30 | 81,14 | | 69,95 | 7,4 % | 0,59147 | 70,83 | 7,4 % | 69,38 |
| 1985 | 158,00 | 85,87 | | 74,03 | 5,8 % | 0,62594 | 74,96 | 5,8 % | 73,42 |
| 1986 | 162,20 | 88,15 | | 75,99 | 2,7 % | 0,64258 | 76,95 | 2,7 % | 75,37 |
| 1987 | 167,30 | 90,92 | | 78,38 | 3,1 % | 0,66278 | 79,37 | 3,1 % | 77,74 |
| 1988 | 171,80 | 93,37 | | 80,49 | 2,7 % | 0,68061 | 81,51 | 2,7 % | 79,83 |
| 1989 | 178,00 | 96,74 | | 83,40 | 3,6 % | 0,70517 | 84,45 | 3,6 % | 82,71 |
| 1990 | 184,00 | 100,00 | | 86,21 | 3,4 % | 0,72735 | 87,11 | 3,1 % | 85,32 |
| 1991 | 189,90 | 103,20 | | 88,97 | 3,2 % | 0,75063 | 89,90 | 3,2 % | 88,05 |
| 1992 | 194,40 | 105,70 | | 91,12 | 2,4 % | 0,76809 | 91,99 | 2,3 % | 90,09 |
| 1993 | | 107,90 | | 93,02 | 2,1 % | 0,78191 | 93,64 | 1,8 % | 91,72 |
| 1994 | | 109,70 | | 94,57 | 1,7 % | 0,79282 | 94,95 | 1,4 % | 92,99 |
| 1995 | | 111,60 | | 96,21 | 1,7 % | 0,80591 | 96,52 | 1,7 % | 94,53 |
| 1996 | | 113,80 | | 98,10 | 2,0 % | 0,82118 | 98,34 | 1,9 % | 96,32 |
| 1997 | | 115,20 | | 99,31 | 1,23 % | 0,82991 | 99,39 | 1,06 % | 97,35 |
| 1998 | | 116,00 | 100,00 | 100,00 | 0,69 % | 0,83500 | 100,00 | 0,61 % | 97,94 |
| 1999 | | | 100,50 | 100,50 | 0,50 % | 0,83918 | 100,50 | 0,50 % | 98,43 |
| 2000 | | | 102,20 | 102,20 | 1,69 % | 0,85254 | 102,10 | 1,59 % | 100,00 |
| 2001 | | | 103,90 | 103,90 | 1,66 % | 0,86590 | 103,70 | 1,57 % | 101,57 |
| 2002 | | | 105,90 | 105,90 | 1,92 % | 0,88093 | 105,50 | 1,74 % | 103,33 |
| 2003 | | | 108,10 | 108,10 | 2,08 % | 0,89763 | 107,50 | 1,90 % | 105,29 |
| 2004 | | | 110,40 | 110,40 | 2,13 % | 0,91266 | 109,30 | 1,67 % | 107,05 |
| 2005 | | | 112,40 | 112,40 | 1,81 % | 0,92852 | 111,20 | 1,74 % | 108,91 |
| 2006 | | | 114,24 | 114,24 | 1,64 % | 0,94431 | 113,09 | 1,70 % | 110,76 |
| 2007 | | | 115,94 | 115,94 | 1,49 % | 0,95808 | 114,74 | 1,46 % | 112,38 |
| 2008 | | | 119,20 | 119,20 | 2,81 % | 0,98489 | 117,95 | 2,80 % | 115,52 |
| 2009 | | | 119,20 | 119,31 | 0,09 % | 0,98564 | 118,04 | 0,08 % | 115,61 |
| 2010 | | | | 121,13 | 1,53 % | 1,00000 | 119,76 | 1,46 % | 117,30 |
| Rapport | | | | 2010/2000 | 18,5 % | | 2010/2000 | 17,3 % | |
| | | | | 2010/2005 | 7,8 % | | 2010/2005 | 7,7 % | |
| | | | | 2005/2000 | 10,0 % | | 2005/2000 | 8,9 % | |
| | | | | 1995/1990 | 11,6 % | | 1995/1990 | 10,8 % | |
| | | | | 1990/1985 | 16,5 % | | 1990/1985 | 16,2 % | |
| | | | | 1985/1980 | 58,0 % | | 1985/1980 | 58,0 % | |
| | | | | 1980/1975 | 64,5 % | | 1980/1975 | 64,5 % | |
| | | | | 1975/1970 | 52,8 % | | 1975/1970 | 52,8 % | |
| | | | | 1970/1965 | 23,6 % | | 1970/1965 | 23,6 % | |
| | | | | 1965/1960 | 20,1 % | | 1965/1960 | 20,1 % | |
| | | | | 1960/1955 | 34,0 % | | 1960/1955 | 34,0 % | |
| | | | | 1955/1950 | 30,7 % | | 1955/1950 | 30,7 % | |

Liste détaillée des tableaux disponibles

10. Branche Famille, FNAL, RSA, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2001

| | N° Page doc. tableaux | N° Page brochure | |
|------------------------------|--------------------------|---------------------|--|
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 4 | 10 | Figure 1.1 |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 5 | 13 | T1PF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 2001 |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 6 | 14 | T1PF 112 : Ensemble des prestations par fonds et par type de prestation depuis 1978 en % |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 7 | 15 | T1PF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des fonds depuis 2007 |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 7 | 15 | T1PF 122 : Financement de la branche Famille en % |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 7 | 15 | T1PF 1231 : Estimation du financement par l'Etat, les départements des produits tous fonds |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 7 | 15 | T1PF 1232 : Estimation du financement par l'Etat, les départements des produits tous fonds en % |
| P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON | 8 | 16 | T1PF 13 : Financement du logement hors FNPF et des minima depuis 2007 |

20. Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice

| | | | |
|-------------------|--------------|----|--|
| P_REGIME | 8' | 8 | Remarques méthodologiques relatives à la prise en compte des dépenses de prestations dans la brochure PF |
| P_REGIME | 8" | 8 | Figure 0.1 |
| P_REGIME | 9 | 41 | T1PF 20201011 : Prestations 2010 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros) |
| P_REGIME | 11 | 43 | T1PF 20201012 : Prestations métropole 2010 en droits constatés selon le régime en euros |
| P_REGIME | 13 | | T1PF 20201013 : Evolution des prestations entre 2009 et 2010 selon le régime (en %) |
| P_REGIME | 14 | | T1PF 20200911 : Prestations 2009 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros) |
| P_REGIME | 16 | | T1PF 20200912 : Prestations métropole 2009 en droits constatés selon le régime en euros |
| P_REGIME | 18 | | T1PF 20200811 : Prestations 2008 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros) |
| P_REGIME | 20 | | T1PF 20200812 : Prestations métropole 2008 en droits constatés selon le régime en euros |
| P_REGIME | Méthodologie | | Remarques méthodologiques relatives à la prise en compte des dépenses de prestations dans la brochure PF |
| P_REGIME | Méthodologie | | Cadrage par rapport à la comptabilité auxiliaire PB |
| P_REGIME | Méthodologie | | Tableau 3 : Dépenses d'AAH 2006-2010 AAH DC - Prévisions AAH sur la base des dépenses en ED depuis 2009 |
| Cf. z_Archive 022 | A - 54 | | Pour les données détaillées de 1946 à 2006 : _1946_1972 ; _1973_2003 ; _2004 |

21. à 27. FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978

| | | | |
|---------------------|----|----|--|
| | | | <u>21. Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973</u> |
| P_SERIE | 22 | 45 | T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants |
| P_SERIE | 24 | 47 | T1PF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants |
| P_SERIE | 26 | 49 | T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants |
| P_SERIE | 27 | | T1PF 21311 : Structure des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 |
| P_SERIE | 28 | 50 | T1PF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 |
| P_SERIE | 29 | | T1PF 2132 : Part des CAF dans les dépenses de prestations (métropole + DOM) |
| 9_0_Ch2_5_Logt | 48 | | T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE) |
| | | | <u>21.6 Prestations et transferts (CNAM, CNAV, FNS, FNAL, RMI, RSO, aides à l'emploi) : avec et sans CR, % du PIB</u> |
| P_SERIE | 30 | 70 | T1PF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants |
| P_SERIE | 31 | 71 | T1PF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM |
| P_SERIE | 32 | 72 | T1PF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants |
| P_SERIE | 33 | 73 | T1PF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants |
| P_SERIE | 33 | 73 | T1PF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM) |
| P_SERIE | 33 | 73 | T1PF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM) |
| P_SERIE | 33 | 73 | T1PF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV) |
| P_SERIE | 34 | 74 | T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 |
| P_SERIE_Figure_1946 | | 68 | T1PF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951 |
| | | | <u>22. Tous régimes métropole depuis 1968</u> |
| P_SERIE | 35 | 51 | T1PF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants |
| | | | <u>23. CAF métropole et DOM depuis 1978</u> |
| P_SERIE | 36 | 52 | T1PF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants |

| | | | |
|----------------------------|---------|----|---|
| P_SERIE | 38 | 54 | <u>24. CAF métropole depuis 1978</u> T1PF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants |
| P_SERIE | 39 | 55 | <u>26. DOM tous régimes depuis 1968</u> T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants |
| P_SERIE | 40 | 56 | T1PF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants |
| P_SERIE | 41 | | T1PF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants |
| P_SERIE | 42 | | T1PF 263 : Structure des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 |
| Cf. Archive Cf. Archive | A - 164 | | 27 Régimes spéciaux métropole depuis 1968 Pour les séries en francs |

27 - Chapitre 2 : Effets volume, effet plafond, coefficient mesures nouvelles, en parallèle avec l'évolution des effectifs de bénéficiaires (F ou E)

| | | | |
|----------------|----|---------------|---|
| 9_0_Ch2_PF | 43 | 18 | T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles relatives aux allocations familiales intervenues depuis 2005 |
| | 44 | | T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 0,9 % entre 2005 et 2010, + 0,15 % en 2010 |
| 9_0_Ch2_PF | 45 | 24 | T3PF 021 : Régression de - 5 % des dépenses de Cf et de - 4,4 % des familles bénéficiaires depuis 2005 |
| 9_0_Ch2_PF | | Dans le texte | Effet volume du Cf : + 0,03 % en 2010 |
| 9_0_Ch2_PF | 46 | 26 | T3PF 031 : Régression de - 6,9 % des dépenses d'ARS et de - 6,8 % des enfants bénéficiaires depuis 2005 |
| 9_0_Ch2_PF | 47 | 27 | T3PF 041 : Progression de + 8,6 % des dépenses d'Asf et de + 8,5 % des enfants bénéficiaires depuis 2005 |
| 9_0_Ch2_PF | 47 | 27 | T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 31 % entre 2005 et 2010, + 2,3 % en 2010 |
| 9_0_Ch2_PF | 47 | 27 | T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes) |
| 9_0_Ch2_5_Logt | 48 | 31 | T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA) |
| 9_0_Ch2_5_Logt | 48 | 31 | T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE) |

3. Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2011

| | | | |
|----------|----|-----|--|
| | | | <u>En millions d'euros constants 2010</u> (en fonction de l'évolution des prix) |
| 6_1 COUT | 48 | 187 | T1PF 311 : tous régimes en millions d'euros constants |
| | | | <u>En millions d'euros courants</u> (effet prix BMAF) |
| 6_1 COUT | 49 | 186 | T1PF 321 : tous régimes en millions d'euros courants |
| | | | <u>En millions d'euros à la date du chiffrage</u> |
| 6_1 COUT | 50 | | T1PF 331 : tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage |

4. Cotisations prises en charge - Prestations indirectes

| Classeur | N° Page doc. tableaux | N° Page brochure | |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|--|
| AVPF | 51 | 76 | T1PF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf |
| AVPF | 51 | 76 | T1PF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF |
| AVPF | 51 | 76 | T1PF 4102 : Validités 2004-2010 : acomptes + régularisations |
| AVPF | 52 | 84 | Graphiques |
| AVPF | 53 | 78 | T1PF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros |
| AVPF | 54 | 85 | T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996 |
| AVPF | 54 | 85 | T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %) |
| AVPF | 55 | 86 | T1PF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2010 |
| AVPF | 56 | 87 | T1PF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973 |
| AVPF | 56 | 87 | T1PF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros : montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine |
| AVPF | 57 | 88 | T1PF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros |
| AVPF | 58 | 82 | T1PF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros |
| AVPF | 59 | | T1PF 423 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf de 1995 à 2003 selon le type de bénéficiaires |
| AVPF | 60 | | T1PF 432 : Evolution en indice des dépenses d'Avpf, des effectifs et de la cotisation unitaire |
| Cf. Archive 022 03 04 | A - 175 | | Pour les séries en francs et les données anciennes |

5. Bénéficiaires tous régimes

| | | | | |
|------------------------|---------|-----|---|---------------------------|
| | | | <u>501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans</u> | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 61 | 90 | Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 62 | 91 | T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds | |
| | | | <u>506 Synthèses FNPF : séries sur 10 ans</u> | FNPF |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 63 | | T1PF 50611 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations du FNPF métropole et DOM Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 63 | | T1PF 50612 : Familles bénéficiaires de prestations familiales du FNPF selon la taille de la famille | |
| | | | <u>510 Allocataire - familles bénéficiaires du FNPF : détail par année</u> | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 64 | | T1PF 510201010 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2010 | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 65 | | T1PF 510200910 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2009 | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 66 | | T1PF 510200810 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires tous fonds (y compris les doubles comptes) selon l'organisme au 31 décembre 2008 | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 67 | | T1PF 510200710 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2007 | |
| Cf. Archive 05 | A - 181 | | Pour les données détaillées depuis 1991 | |
| | | | <u>511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991</u> | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 68 | | T1PF 51102 : Nombre d'allocataires selon l'organisme depuis 1991 | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 69 | 117 | T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 70 | | T1PF 51112 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds (métropole et DOM) selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 71 | | T1PF 51113 : Ventilation du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (métropole et DOM) | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 72 | | T1PF 51121 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 73 | | T1PF 51122 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 | |
| Cf. Archive 05 | | | <u>512 Familles allocataires tous fonds selon la taille de la famille : série de 1991 à 2007</u> Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007 | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| Cf. Archive 05 | A - 194 | | <u>5129 : Tableaux méthodologiques relatifs aux estimations des effectifs de familles relevant des CAF en métropole de 1991 à 2007</u> Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007 | |

| | | | | |
|------------------------|---------|-----|--|----------------------------------|
| | | | 513 Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime | FNPF |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 74 | 118 | T1PF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989 | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 75 | | T1PF 51312 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 76 | | T1PF 51313 : Ventilation du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 77 | | T1PF 51321 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole depuis 1978 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (hors bénéficiaires de l'AAH seule) | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 78 | | T1PF 51322 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| | | | 52 Enfants : trois niveaux de définition | |
| | | | 521 Enfants allocataires : série depuis 1991 | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 79 | | T1PF 5211 : Nombre d'enfants allocataires (y compris les doubles comptes) selon l'organisme depuis 1995 | |
| | A - 216 | | 522 Enfants des familles allocataires : série depuis 1991 Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007 | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| | | | 5231 Enfants des familles bénéficiaires du FNPF : série depuis 1978 | FNPF |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 80 | | T1PF 52311 : Nombre d'enfants bénéficiaires de prestations familiales du FNPF métropole et DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur | |
| | | | 5232 Familles et enfants bénéficiaires du FNPF : série depuis 1968 | FNPF |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 81 | 119 | T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule) | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 81 | 119 | T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 82 | 120 | T1PF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 82 | 120 | T1PF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 83 | 121 | T1PF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 83 | 121 | T1PF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus | |
| BENEFICIAIRES_taille_F | 84 | | T1PF 52411 : Effectifs de familles et d'enfants bénéficiaires de l'ARS depuis 1999 | |
| | | | 530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEF_par_prestation | 85 | 93 | T1PF 53012010 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2010 | |
| BENEF_par_prestation | 86 | | T1PF 53022010 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2009 et 2010 | |
| BENEF_par_prestation | 87 | | T1PF 53012009 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2009 | |
| BENEF_par_prestation | 88 | | T1PF 53022009 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2008 et 2009 | |
| BENEF_par_prestation | 89 | | T1PF 53012008 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2008 | |
| BENEF_par_prestation | | | T1PF 53022008 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2007 et 2008 | |
| BENEF_par_prestation | | | T1PF 53012007 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2007 | |
| z_z_Archive_05_BENEF | A - 202 | | Pour le détail par régime des effectifs de bénéficiaires des différentes prestations avant 1998 | |
| | | | 531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations | FNPF, FNAL, RMI, aides... |
| BENEF_par_prestation | 90 | 122 | T1PF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989 | |
| BENEF_par_prestation | 90 | 122 | T1PF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989 | |
| BENEF_par_prestation | 91 | 123 | T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM | |
| BENEF_par_prestation | 92 | | T1PF 53131 : Part des CAF dans l'ensemble des bénéficiaires métropole et DOM | |
| BENEF_par_prestation | 93 | 124 | T1PF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978 | |
| BENEF_par_prestation | 94 | 125 | T1PF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989 | |
| BENEF_par_prestation | 95 | | T1PF 5332 : Evolution du nombre de bénéficiaires des CAF métropole et DOM | |
| BENEF_par_prestation | 96 | 126 | T1PF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989 | |
| BENEF_par_prestation | 97 | | T1PF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde | |

Données CAF détaillées - Estimations tous régimes relatives aux bénéficiaires

| | N° Page doc. tableaux | N° Page brochure | |
|--------------------|--------------------------|---------------------|--|
| 9_1 Nais_Rev_Cumul | 98 | 92 | Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations depuis 2004 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_1 Nais_Rev_Cumul | 99 | 95 | Encadré 2 : Effectifs de naissances (*) selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf, métropole + Dom) |
| | | | 1. AF |
| 9_5_Af_Ajpp | 100 | 97 | T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF (CAF, estimation tous régimes) |
| 9_5_Af_Ajpp | 100 | 97 | T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes) |
| 9_5_Af_Ajpp | 100 | 97 | T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF (créé en mai 2007, données CAF, estimation tous régimes) |
| 9_5_Af_Ajpp | 101 | 98 | T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF) |
| 9_5_Af_Ajpp | 101 | 98 | T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge |
| 9_5_Af_Ajpp | 101 | 98 | T2PF 152 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes |
| | | | T2PF 162010 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2010 |
| 9_5_Af_Ajpp | 102 | | T2PF 162009 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009 |
| 9_5_Af_Ajpp | 102 | | T2PF 162008 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008 |
| 9_5_Af_Ajpp | 103 | | T2PF 17 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires des AF selon la taille de la famille, la présence de majorations pour âge ou du forfait AF depuis 2005 |
| 9_5_Af_Ajpp | 103 | | T2PF 18 : Familles d'un enfant bénéficiaires des AF dans les DOM (CAF) |
| | | | 2. PAJE |
| 9_2_PAJE | 104 | | T2PF 20 : Bénéficiaires d'une ou plusieurs composantes de la PAJE |
| 9_2_PAJE | 105 | 100 | T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille |
| 9_2_PAJE | 105 | 100 | T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille |
| | | | 23. PAGE CMG assistants maternels |
| 9_2_PAJE | 106 | 101 | T2PF 231 : CMG AM : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille |
| 9_2_PAJE | 106 | 101 | T2PF 232 : CMG AM : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille |
| 9_2_PAJE | 107 | | T2PF 233 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG assistants maternels |
| 9_2_PAJE | 107 | | T2PF 234 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires du CMG AM selon l'âge de l'enfant |
| | | | 24. PAGE CMG à domicile - CMG "structure" |
| 9_2_PAJE | 107 | 102 | T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG "structure") |
| 9_2_PAJE | 107 | 102 | T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans* |
| 9_2_PAJE | 107 | 102 | T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans |
| 9_2_PAJE | 107 | 102 | T2PF 242 : CMG "structure" |
| 9_2_PAJE | 108 | | T2PF 2430 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile (hors bénéficiaires du CMG "structure") |
| 9_2_PAJE | 108 | | T2PF 2431 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans* |
| 9_2_PAJE | 108 | | T2PF 2432 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans |
| | | | 25. PAGE CLCA et COLCA |
| 9_2_PAJE | Dans le texte PF | 104 | T2PF 250 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape |
| 9_2_PAJE | 109 | 103 | T2PF 251 : CLCA et COLCA : ventilation des effectifs CAF de familles selon le taux d'activité |
| 9_2_PAJE | 109 | | T2PF 252 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CLCA et du COLCA selon le niveau de ressources - Estimation tous régimes |
| | | | 3. CF |
| 9_3_Cf_Ars | 110 | | T2PF 31 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la prise en compte d'une majoration de plafonds de ressources pour double activité (*) |
| 9_3_Cf_Ars | 110 | | T2PF 32 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la taille de la famille |
| | | | 4. ARS |
| 9_3_Cf_Ars | 111 | | T2PF 41 : Ventilation des enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille |
| 9_3_Cf_Ars | 111 | | T2PF 42 : Nombre moyen d'enfants par famille bénéficiaire de l'Ars |
| 9_3_Cf_Ars | 111 | | T2PF 43 : Bénéficiaires de l'Ars différentielle |
| 9_3_Cf_Ars | 111 | | T2PF 44 : Enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille |
| 9_3_Cf_Ars | 111 | | T2PF 45 : Familles bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille |

| | | |
|---|-----|--|
| 5. ASF | | |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 112 | T2PF 510 : Effectifs Caf d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale - Asf non recouvrable - Nombre moyen d'enfants par famille depuis 2004 |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 112 | T2PF 511 : Estimation tous régimes du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale depuis 2005 |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 112 | T2PF 52 : Part des familles bénéficiaires de l'Asf non récupérable depuis 2007 |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 112 | T2PF 53 : Variation du nombre de bénéficiaires de l'Asf et de l'Api entre 2005 et 2008 |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 113 | T2PF 54 : Familles et enfants bénéficiaires de l'ASF (CAF et tous régimes, métropole + DOM) |
| 6. AEEH | | |
| 9_5_Aeéh | 114 | 106 T2PF 611 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeéh, de la majoration pour les parents isolés (séries rectifiées, données CAF, estimation tous régimes) |
| 9_5_Aeéh | 114 | 106 T2PF 612 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeéh retour au foyer |
| 9_5_Aeéh | 114 | 106 T2PF 62 : Enfants bénéficiaires de l'Aeéh selon le type de complément depuis 1997 |
| 9_5_Aeéh | 115 | T2PF 631 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires de l'AEEH selon le type de complément perçu, avec ou sans majoration de parent isolé depuis 2006 |
| 9_5_Aeéh | 116 | 107 T2PF 632 : Effectifs pondérés par le barème d'Aeéh |
| 9_5_Aeéh | 116 | 107 T2PF 633 : Estimation de l'évolution des dépenses à partir des effectifs pondérés par le barème d'Aeéh |
| 7.1 AJPP | | |
| 9_5_Af_Ajpp | 117 | 108 T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001 |
| 9_5_Af_Ajpp | 117 | 108 T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous CR) depuis 2006 |
| 9_5_Af_Ajpp | 117 | 108 T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp et du complément selon la taille de la famille depuis 2001 |
| 9_5_Af_Ajpp | 117 | 108 T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005 |
| 7.9 API | | |
| 9_4_Asf_Api_Aah | 118 | T2PF 79 : Données détaillées relatives aux bénéficiaires CAF de l'API de 1998 à 2008 |
| 8. AAH | | |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah en % du nombre de bénéficiaires de l'Aah depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 119 | 112 T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 113 | T2PF 8.7 : Bénéficiaires de l'Aah selon la date d'avis de la Cdaph depuis 2005 |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.01 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole et Dom, métropole, Dom) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.02 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille (données Caf) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.03 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.04 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.05 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (données Caf) |
| 9_3_Asf_Api_Aah | 120 | T2PF 8.06 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf) |
| 9.1 Logement | | |
| 9_0_Ch2_5_Logement | 121 | 110 T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA) |
| 9_0_Ch2_5_Logement | 122 | T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004 |
| 9.5 Minima sociaux, aides exceptionnelles et autres aides à l'emploi | | |
| 9_8_RMI_RSA | 123 | 114 T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima depuis 2002 (Rsa, Rmi, Api, Aah, données Caf) |
| 9_8_RMI_RSA | 124 | T2PF 9.6 : Bénéficiaires d'au moins un minima de 2002 à 2008 (Rmi, Api ou Aah, données Caf) |
| 9_8_RMI_RSA | 124 | T2PF 9.7 : Bénéficiaires du Rmi de 2002 à 2008 (données Caf) |

6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002

| Classeur | N° Page doc. tableaux | N° Page brochure | |
|----------|--------------------------|---------------------|---|
| REC_DEP | 122 | 138 | T1PF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 123 | 139 | T1PF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros |
| REC_DEP | 123 | 139 | T1PF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 124 | 140 | T1PF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants |
| REC_DEP | 125 | 141 | T1PF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants |
| REC_DEP | 125 | 141 | T1PF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants |
| REC_DEP | 126 | 142 | T1PF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 |
| REC_DEP | 126 | 142 | T1PF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat |
| REC_DEP | 127 | 143 | T1PF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants |
| REC_DEP | 127 | 143 | T1PF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations |
| REC_DEP | 127 | 143 | T1PF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants |
| REC_DEP | 128 | | T1PF 644 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros constants |
| REC_DEP | 128 | | T1PF 645 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes y compris le remboursement de prestations |
| REC_DEP | 128 | | T1PF 646 : Structure du financement de la CNAF par l'Etat en % du total hors remboursement de prestations |
| REC_DEP | 129 | 144 | T1PF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 130 | 145 | T1PF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants |
| REC_DEP | 130 | 145 | T1PF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 131 | 146 | T1PF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants |
| REC_DEP | 132 | 147 | T1PF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants |
| REC_DEP | 133 | 148 | T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations) |
| REC_DEP | 134 | 149 | T1PF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros) |
| REC_DEP | 135 | 150 | T1PF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982) |
| REC_DEP | 136 | 151 | T1PF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982) |
| REC_DEP | | 151 | T1PF 6832 : Exonérations de cotisations (ensemble du régime général) depuis 2005 |
| REC_DEP | 137 | 152 | T1PF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants |
| REC_DEP | 137 | 152 | T1PF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants |
| REC_DEP | 138 | | T1PF 6851 : CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 138 | | T1PF 6852 : Evolution de la CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants |
| REC_DEP | 138 | | T1PF 6853 : Ensemble de la CSG en euros courants |
| REC_DEP | 138 | | T1PF 6854 : Evolution de l'ensemble de la CSG en euros courants |
| REC_DEP | 139 | | T1PF 6911 : Cadrage des dépenses d'action sociale des CAF depuis 2002 aux dépenses du FNAS et aux dépenses consolidées (hors opérations en capital) |
| REC_DEP | 139 | | T1PF 6912 : Structure des dépenses d'action sociale des CAF depuis 1995 |
| REC_DEP | 139 | | T1PF 6913 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004 en euros courants |
| REC_DEP | 139 | | T1PF 6914 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004 en euros constants |
| REC_DEP | 139 | | T1PF 6915 : Structure des charges de gestion courante de la branche Famille depuis 2002 |
| REC_DEP | 140 | | T1PF 699 : Répartition en % des cotisations d'allocations familiales entre les trois fonds - Taux de cotisation des régimes spéciaux |
| REC_DEP | 141 | | T1PF 6990 : Taux de contribution théorique de la CNAF au financement du fonds national de l'habitat |
| REC_DEP | 142 | | T1PF 6991 : Dépenses d'AL virtuelle : chiffres comptables selon l'exercice de référence, clé de financement CAF et CCMSA |

[Cf. Archive 06](#)

[A - 218](#)

[Pour les données en francs](#)

7. Tableaux du chapitre 10 de la brochure : montants et plafonds de prestations

Taux de cotisation, plafond de SS, SMIC, prix, natalité

| Classeur | N° Page doc. tableaux | N° Page brochure | |
|--------------------|--------------------------|---------------------|---|
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 137 | 199 | <u>711 - BMAF</u> T1PF 7110 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | | | <u>712 - AF</u> |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 138 | | T1PF 7121 : Barème des allocations familiales par enfant (en % de la BMAF) |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 138 | | T1PF 7212 : Plafonds de ressources des allocations familiales du 1 ^{er} mars 1998 au 31 décembre 1998 |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 138 | | T1PF 7123 : Montant mensuel des allocations familiales après CRDS en euros |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 139 | 200 | T1PF 7124 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 140 | | T1PF 7125 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant après CRDS en euros constants |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 141 | | T1PF 7126 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 142 | | T1PF 7127 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant en indice base 100 en 1994 |
| | | | <u>72 - ARS, (aide à la scolarité)</u> |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 143 | 209 | T1PF 7211 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 144 | | T1PF 7213 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 145 | | T1PF 7214 : Montant de l'ARS et revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants |
| | | | <u>731 - CF - 732 - APJE</u> <i>Cf. annexe page 466 ASU, AFG, allocations pré- et postnatales</i> |
| BAREME_2_JE | 146 | 201 | T1PF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros |
| BAREME_2_JE | 147 | 202 | T1PF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros |
| BAREME_2_JE | 148 | | T1PF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros |
| BAREME_2_JE | 149 | | T1PF 7323 : Revenu mensuel correspondant au plafond moyen annuel de ressources CF - APJE en euros |
| BAREME_2_JE | 150 | | T1PF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en euros constants |
| | | | <u>733 - AFEAMA - AGED</u> |
| BAREME_2_JE | 151 | | T1PF 7331 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros |
| BAREME_2_JE | 152 | | T1PF 7332 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle |
| BAREME_2_JE | 153 | | T1PF 7333 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA |
| BAREME_2_JE | 154 | | T1PF 7341 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros |
| BAREME_2_JE | 155 | | T1PF 7342 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros |
| | | | <u>74 - PAJE</u> |
| BAREME_2_JE | 156 | 203 | T1PF 7411 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros |
| BAREME_2_JE | 158 | | T1PF 7412 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants |
| BAREME_2_JE | 160 | 205 | T1PF 7421 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros |
| BAREME_2_JE | 161 | 206 | T1PF 7422 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile |
| BAREME_2_JE | 162 | 207 | T1PF 7430 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE |
| BAREME_2_JE | 162 | 207 | T1PF 7431 : Allocation de base et prime de naissance PAJE |
| BAREME_2_JE | 163 | 208 | T1PF 7432 : Complément mode de garde de la PAJE |
| BAREME_2_JE | 164 | | T1PF 7441 : Salaires minima bruts annuels pour valider les trimestres d'activité pour le CLCA PAJE et pour l'APE en euros |
| BAREME_2_JE | 165 | | T1PF 7451 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004 |
| BAREME_2_JE | 166 | | T1PF 7452 : Comparaison des plafonds des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004 |
| | | | <u>75 - AP - APE - ASF (AO) - allocation d'adoption (AAD) - prêt jeunes avenir (PJA)</u> |
| BAREME_2_JE | 153 | | T1PF 750 : Prêt jeunes avenir (PJA) : montant et plafond de ressources trimestrielles |
| BAREME_3_AEEH_AAH | 167 | 210 | T1PF 7511 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption |
| BAREME_3_AEEH_AAH | 168 | | T1PF 7512 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants |
| BAREME_3_AEEH_AAH | 169 | | T1PF 7521 : API : forfait logement |
| BAREME_3_AEEH_AAH | 169 | | T1PF 7522 : API : mesures d'intéressement |

| | | | |
|-----------------------------|-----|-----|--|
| | | | <u>76 - AEEH (AES) - AJPP - AAH - CRPH - MVA</u> |
| BAREME_3_AEEH_AA | 170 | 211 | T1PF 7611 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex-AES) depuis 2002 |
| BAREME_3_AEEH_AA | 171 | | T1PF 7612 : Montant moyen de l'AES avant CRDS jusqu'en 2001 |
| BAREME_3_AEEH_AA | 172 | 212 | T1PF 7621 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP |
| BAREME_3_AEEH_AA | 173 | 213 | T1PF 7622 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP |
| BAREME_3_AEEH_AA | 174 | 214 | T1PF 7651 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros |
| BAREME_3_AEEH_AA | 175 | 215 | T1PF 7652 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants |
| BAREME_3_AEEH_AA | 176 | | T1PF 7653 : Montant de l'AAH suite à une hospitalisation, un placement... |
| BAREME_3_AEEH_AA | 177 | 216 | T1PF 7661 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros |
| BAREME_3_AEEH_AA | 178 | | T1PF 7933 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet |
| BAREME_3_AEEH_AA | 178 | | T1PF 7663 : Montant de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en % du SMIC net |
| BAREME_3_AEEH_AA | 179 | 217 | T1PF 7671 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros |
| BAREME_3_AEEH_AA | 179 | 217 | T1PF 7672 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants |
| | | | <u>77 - RSA - RMI</u> |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 180 | 218 | T1PF 7711 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 181 | 219 | T1PF 7712 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 181 | 219 | T1PF 7713 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999 |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 182 | 220 | T1PF 7714 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 182 | 220 | T1PF 7715 : RMI mesures d'intéressement en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 183 | 221 | T1PF 7720 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 183 | 221 | T1PF 7721 : RSA MF : montant forfaitaire en euros courants |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 183 | 221 | T1PF 7722 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaire majoré pour personnes isolées en euros courants |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 183 | 221 | T1PF 7723 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009 |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 183 | 221 | T1PF 7724 : Montant du forfait logement en euros |
| | | | <u>773 DOM : RSO - barèmes spécifiques</u> |
| | | | Cf. chapitre 8.2 de la brochure : la législation relative aux DOM, ses spécificités et son alignement progressif sur la législation de la métropole. |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 184 | 222 | T1PF 7731 : DOM : Revenu de solidarité en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 184 | 222 | T1PF 7732 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 185 | 223 | T1PF 7733 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001 |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Divers | | | Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001 |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 186 | | T1PF 7734 : Montant moyen mensuel des prestations dans les DOM de 1949 à 1989 en euros |
| | | | <u>78 Taux de cotisation, plafond SS</u> |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 187 | | T1PF 7811 : Taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 187 | | T1PF 7812 : Taux de la contribution sociale généralisée : taux appliqués aux revenus salariaux |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 188 | | T1PF 7813 : Evolution du plafond annuel de sécurité sociale en euros |
| | | | <u>790 - Comparaison des plafonds et des montants de prestations exprimés en pourcentage du SMIC</u> |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 189 | 7 | T1PF 79_2010 : Montants 2010 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 190 | | T1PF 79_2009 : Montants 2009 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | | | T1PF 79_2008 : Montants 2008 des prestations Famille et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | | | T1PF 79_0 : Montants des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC depuis 1997 |
| | | | <u>793 - Données de cadrage : Prix - SMIC - PIB</u> |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 191 | 224 | T1PF 7931 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968 |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 192 | | T1PF 7932 : Evolution du salaire minimum légal horaire (SMIC) depuis 1970 |
| BAREME_3_AEEH_AA | 178 | | T1PF 7933 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 193 | | T1PF 7941 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros |
| BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver | 194 | | T1PF 7951 : Ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories 1 et 6 (CVS 2010) |
| BAREME_1_AF_ARS_CF | 195 | 225 | T1PF 7991 : Evolution des prix depuis 1945 |



Caisse nationale des allocations familiales
32, avenue de la Sibelle
75685 Paris cedex 14
01 45 65 52 52